

# HISTOIRE

DU

DROIT PUBLIC  
ECCLESIASTIQUE FRANÇOIS.

*TOME PREMIER.*



HISTOIRE

DU

DROIT PUBLIC

ECCLÉSIASTIQUE FRANÇOIS.

TOME PREMIER.

K B. (D.)



# HISTOIRE

DU

## DROIT PUBLIC ECCLESIASTIQUE FRANÇOIS,

OÙ L'ON TRAITE

DE SA NATURE, DE SON ETABLISSEMENT,  
DE SES VARIATIONS,  
ET DES CAUSES DE SA DECADENCE.

ON Y A JOINT

### QUELQUES DISSERTATIONS


SUR LES ARTICLES LES PLUS IMPORTANS

ET LES PLUS CONTESTÉS.

NOUVELLE EDITION CORRIGÉE ET AUGMENTÉE.

Par Monsieur D.<sup>W</sup> B. oulay

TOME PREMIER.



A LONDRES.

HISTOIRE

DU

DROIT PUBLIC

ECCLÉSIASTIQUE FRANÇOIS

OU SON TRAITÉ

DE SA NATURE, DE SON ÉTABLISSEMENT,

DE SES VARIATIONS,

ET DES CHANGES DE SA DÉCADENCE

PAR M. DE LAMOTTE

QUELQUES DISSERTATIONS

Sur les matières les plus importantes

et les plus contestées

NOUVELLE ÉDITION CORRIGÉE ET AUGMENTÉE

Par M. de LAMOTTE

TOME PREMIER.



A PARIS



---

# PRÉFACE.

**C**ET Ouvrage est le fruit d'une étude de plusieurs années. L'Histoire des Papes à quoi je me suis appliqué, m'a donné occasion d'approfondir ces matières. Les démêlés qu'ils ont eus avec presque tous les Souverains de leur Communion, m'ont mis dans la nécessité d'examiner les Droits des uns & des autres, & les principes sur quoi ils appuyoient leurs Prétentions; d'en rechercher la date, si je puis ainsi parler, & les moyens dont on s'est servi pour les réaliser. Je n'ignore pas, que ces sujets ont été traités par des personnes d'une érudition & d'une réputation toute autre que la mienne; mais, comme dit saint Augustin, la vérité est la fille du temps, non de l'autorité\*, & il n'est point du tout impossible que le travail & l'attention fassent des découvertes qui sont échappées aux plus grands génies. Je puis même dire, que ces questions ne sont point aussi relevées ni aussi épineuses qu'on le croit communément; du bon sens, un esprit droit, de la précision, de l'impartialité sur tout, suffisent pour les décider: les Principes qu'on a à suivre sont en petit nombre; ils sont si clairs, l'application en est si aisée, qu'il est inconcevable qu'on ait pu s'en écarter, & il n'y a que l'esprit de chicane & de Parti qui ait été capable de produire ce prodige.

Ceux qui ont traité ces questions, étoient partisans de

\* Veritas temporis, non auctoritatis filia.

a

## P R É F A C E.

*L'une ou de l'autre Puissance ; ils avoient apparemment pris leur parti avant que de se mettre au fait , semblables à ces Avocats qui se chargent de défendre une Cause bonne ou mauvaise : aussi ils outroient les Principes , & appuyoient sur les raisonnemens les plus frivoles : un Passage de l'Ecriture , pris dans un sens allégorique , ou détourné de son vrai sens par une explication arbitraire , a servi plus d'une fois de fondement à de longs Ecrits : Autant , disoit-on , que l'esprit l'emporte sur le corps , autant la Puissance spirituelle l'emporte sur la Puissance temporelle. Que n'a-t-on point dit des deux glaives , du droit de la Puissance spirituelle d'intervenir dans toute affaire où le péché se trouvoit ou pouvoit se trouver ?*

*Quelques-uns se sont attachés aux vrais Principes , mais ils ne les ont point assez approfondis , ou ils n'ont osé les suivre dans toute leur étendue : car la vérité choque ; & les deux Puissances , au gré desquelles il est impossible d'écrire , sont également vindicatives & également à redouter ; & que n'a-t-on pas à craindre de ceux qui , pour se venger , ont acquis le droit d'ériger en maxime séditionneuse ou en hérésie tout ce qui leur déplaît ?*

*L'obscurité dont je me suis enveloppé , me met au-dessus de ces craintes ; & je puis protester que mon impartialité est aussi exacte que si j'écrivois sur les Droits du Muphti & du Grand-Seigneur : je n'attends ni pension ni bénéfice ; quoique pourtant je croy pouvoir dire d'avance , que la Cause des Souverains est bien plus juste que*



## P R E F A C E.

telle des Papes ; & que les Evêques , dont à peine on a daigné parler , sont originaiement sans comparaison plus puissans & moins dépendans qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Voici le plan & la méthode de cet Ouvrage. J'expose d'abord les Droits des trois Puissances , c'est-à-dire du Souverain , du Pape & des Evêques ; car c'est du concours de ces trois Jurisdictions que se forme le Droit Public Ecclésiastique François , & je regarde les idées distinctes que j'en donne comme une Introduction nécessaire à l'Histoire que j'écris. Je me suis attaché dans cette Introduction à établir les Droits du Souverain , parce que c'est à les détruire & à les affoiblir que les deux autres Puissances se sont attachées. Je fais ensuite l'Histoire de l'exercice de ces Droits , de l'abus qu'on en a fait , de la faiblesse qu'on a eue à les défendre , de l'adresse à les attaquer , des prétentions , des entreprises qu'ils ont donné occasion de former , & des divisions dont ces entreprises ont été suivies. Comme parmi ces Prétentions il y en a de fort embarrassées , à cause du rapport essentiel qu'elles paroissent avoir au fond de la Religion , & que par-là elles demandent d'assez grandes discussions ; j'en ai fait le sujet de quelques Dissertations , sans leur donner d'autre ordre que celui des Evénemens qui ont donné naissance aux difficultés qu'elles développent & aux contestations qu'elles décident. Pour l'Histoire même , je la divise en quatre parties : la première , depuis l'établissement de la Monarchie ,



## PRÉFACE.

*jusqu'au tems de Grégoire VII; la seconde, depuis Louis VI. jusqu'aux démêlés de Philippe-le-Bel avec Boniface VIII; la troisième, depuis la mort de ce Pape, jusqu'au Schisme; enfin la dernière, depuis ce Schisme, jusqu'à la Constitution Unigenitus.*

*Du reste, je n'ai point prétendu faire de division régulière; ma grande & mon unique attention a été de m'attacher à des Principes également clairs & solides, & d'en tirer toutes les conséquences qu'ils contiennent, quelques contraires qu'elles puissent être à quelqu'une des Parties intéressées. Aussi je ne crains pas de réponse précise; je m'attends seulement à des déclamations & à des accusations vagues de hardiesse, de témérité, & peut-être d'hérésie; j'espère pourtant, que les personnes non prévenues me sçauront quelque gré de mon zèle & de ma droiture.*





# INTRODUCTION A L'HISTOIRE DU DROIT PUBLIC ECCLÉSIASTIQUE FRANÇOIS.

**L**E S Gaulois comme toutes les autres Nations, ou n'eurent jamais, ou abandonnerent bien vite le Culte du vrai Dieu : leur Religion n'étoit qu'un amas monstrueux de Cérémonies insensées & cruelles, ils portbient l'inhumanité jusqu'à égorger leurs semblables, & l'homicide, apparemment défendu par les Loix, étoit sanctifié par la Religion, & devenoit l'action la plus méritante par rapport à leurs Dieux ; & quels Dieux adoroient-ils ? des statues informes, des monstres, des bêtes féroces.

Les Druïdes leurs Prêtres, abusoient facilement & impunément de leur grossière simplicité ; intéressés qu'ils étoient à les entretenir dans leurs erreurs, ils étoient infiniment éloignés de travailler à les dissiper : peut-être aussi, que séduits & aveuglés eux-mêmes, ils prenoient pour vérité & pour piété ce qui n'étoit que mensonge & abomination.

Après tout, il est bien difficile, ou plutôt, il n'est pas possible que quelques-uns, ou mieux instruits ou naturellement plus éclairés, n'entreussent le faux & le ridicule de leur



Culte & de leurs Maximes : mais accablés de leurs propres doutes , captivés & vaincus par leurs passions , ils cessoient bien-tôt leurs recherches , & se laissoient , avec la multitude , entraîner au torrent de l'iniquité. Si la vérité se montrait à eux dans tout son jour , la crainte des oppositions , le désespoir de se faire écouter leur lioit la langue & leur fermoit la bouche.

Il est tout-à-fait probable que les Habitans de Marseille , Grecs d'origine , répandirent dans le reste des Gaules la connoissance & le Culte de leurs Dieux ; & qui peut sçavoir si ce nouveau Culte ne s'établit point peu à peu sur les ruines de l'ancien ? On ne peut aussi guères douter que les Gaulois , vaincus & subjugués par les Romains , ne se soient accoutumés à la Religion ou plutôt aux Superstitions de leurs Vainqueurs. Un plus long détail seroit inutile au sujet que je traite : je crains même que le peu que j'en ai dit , ne soit de trop.

La Foi Chrétienne , répandue dans l'Empire Romain , dissipa ces ténèbres , qui seront toujours la honte du Genre-humain. Les Gaules eurent part à la lumière & en profitèrent peu à peu. Mais ces Chrétiens ne furent d'abord qu'un troupeau dispersé , ils ne composoient point un Corps , ou c'étoit un Corps obscur & caché ; on le méprisoit , & les Souverains ni les Magistrats ne pensoient point à la forme de son gouvernement.

D'ailleurs les Factions qui ne cessèrent point de déchirer l'Empire , jusqu'à ce qu'enfin elles l'eussent démembré , aussi-bien que les Guerres & les inquiétudes inséparables des nouvelles dominations , ne permirent ni aux Magistrats Romains , ni aux premiers Rois François de s'immiscer dans le gouvernement des Eglises. En vain donc , dans ces temps , cherchons-nous des vestiges du Droit Public Ecclésiastique François : il n'a commencé que quand un Roi de France , se



soumettant au joug de l'Evangile avec la meilleure partie de son Peuple , eut rendu la Religion Chrétienne la dominante de ses Etats. Alors son gouvernement devint intéressant , & fit une partie très-considérable du Gouvernement politique.

Dès ce temps on eut pour maxime , que la nouvelle Religion n'altéroit , n'y ne retranchoit aucun Droit du Souverain ; que les affaires de Religion , étant devenues des affaires d'Etat , ne devoient se traiter que du consentement & sous l'autorité du Souverain , que du moins il falloit qu'il en prît connoissance , & que les décisions ne pussent se publier sans sa participation.

Dès-lors on comprit , que pour conserver la paix & l'union , il étoit absolument nécessaire de conserver les anciens Usages , & que sans des raisons essentielles , on n'y devoit faire ni souffrir aucun changement.

On comprit que les Dignités Ecclésiastiques , donnoient à ceux qui en étoient revêtus un très-grand empire sur l'esprit des Peuples ; & par une suite nécessaire , que ces Dignités devoient au moins avoir quelque dépendance du Souverain , en sorte que personne ne pût y être élevé sans son consentement.

Dès ce temps on distingua avec soin le spirituel du temporel , on convint que le Prince devoit intervenir à l'un & à l'autre , & que le Chef de la Religion devoit borner au spirituel ses soins & sa sollicitude , sans jamais les étendre jusqu'au temporel.

Tout ce que je viens de dire est constant par l'Histoire de la premiere Race de nos Rois : on n'y voit pas que les Papes se soient mêlés de leur Gouvernement , de leurs divisions ; ce n'étoient point eux qui donnoient les Royaumes , qui en confirmoient la possession ; on ne les consultoit même pas , & l'on n'avoit avec eux que très-peu de rapport.

Le Prince nommoit aux Evêchés, on ne payoit aux Papes ni Annates ni aucun Droit qui marquât que cette Dignité dépendit d'eux : le choix & la nomination du Souverain n'avoit besoin ni des Bulles ni de la confirmation du Saint Siège ; au moins, dans tous ces temps, notre Histoire n'en fait-elle aucune mention.

Si le Prince ne nommoit pas toujours & laissoit à quelque Ville la liberté de se choisir un Pasteur, c'étoit à lui, non au Pape, à confirmer cette Election. En l'un ou l'autre cas, la Consécration des Comprovinciaux donnoit à celui qui avoit été nommé ou choisi, le caractère Episcopal, la Jurisdiction sur telle ou telle portion du troupeau de Jesus-Christ, & tous les autres Droits qui y sont attachés.

Les Evêques, soutenus de l'autorité de leur Souverain, assemblés par les ordres, faisoient les Réglemens que de concert on avoit jugés nécessaires pour conserver la Discipline, pour remédier aux abus, pour empêcher & prévenir les désordres ; l'Attache seule du Prince donnoit à ces Réglemens force de Loi, sans qu'il fût besoin que le Pape les confirmât, ou que par lui-même, ou par ses Légats, il eût présidé aux Assemblées dont ces Réglemens étoient émanés.

Les anciens Canons étoient comme la source où l'on puisoit, d'où l'on déduisoit les nouveaux Réglemens ; car on avoit pour maxime essentielle de ne s'en point écarter. Ces anciens Canons étoient les Usages qu'on avoit d'abord établis avec la Foi, c'étoient les Canons des Conciles Œcuméniques, qui avoient été reçus de tout l'Empire Romain, par conséquent dans les Gaules, qui en faisoient une partie.

Quoique dans ces premiers temps de la Monarchie Française, on ne trouve pas beaucoup de vestiges de l'autorité des Papes en France, quoique même on eut avec eux peu de rapport, on ne peut pourtant douter que leur autorité n'y fût



très-respectée , & qu'on n'eût avec eux les rapports indispensablement & nécessairement attachés à la qualité de Chef de l'Eglise & de Vicaire de Jesus-Christ. Il est plus que probable, qu'on avoit recours à eux dans les occasions extraordinaires, dans les difficultés dont les décisions intéressoient la Foi ; qu'au moins les Evêques des principaux Sièges leur demandoient leur Communion , & que pour l'obtenir ils leur envoioient leur profession de Foi : car enfin , de tout temps le Vicaire de Jesus-Christ a été le centre de l'unité & de l'union Catholique.

Il y a plus, les Successeurs de Saint Pierre , ont de droit & d'obligation une inspection générale sur toute l'Eglise. Ils sont cette sentinelle placée sur la Montagne sainte pour découvrir tout Israël , pour veiller sur lui & sur ses ennemis , pour l'avertir de tous les dangers qui le menacent , pour l'exhorter , pour l'animer à s'en défendre. Qui peut douter qu'Israël en doive respecter sa voix , & que s'il n'est pas obligé de lui obéir en aveugle , il ne doive au moins donner une grande attention à ses avertissemens.

Cette inspection du Chef de l'Eglise , a sur tout pour objet les Pasteurs particuliers , qui comme lui sont participans du caractère & de la puissance Episcopale. Dans les temps d'Erreur , c'est à lui à veiller pour que ces places éminentes ne soient point remplies par des personnes dont la Foi puisse être suspecte ; c'est à lui à employer son autorité , à faire servir le respect distingué qu'ont pour lui les Têtes couronnées , pour empêcher les progrès de l'Erreur ; si ce n'est pas à lui à juger , à condamner les rebelles , c'est à lui à encourager , à solliciter leurs Comprovinciaux de le faire : en un mot , tout ce qui regarde la Foi de l'Eglise , la pureté de la Morale , est de son ressort ; il ne peut se dispenser d'y donner ses attentions , & de prendre conjointement avec le Souverain & les Evêques de la Nation , les mesures les plus justes pour leur conservation.



Outre cette universalité de soin, qui lui convient essentiellement en qualité de Vicaire de Jesus-Christ & de Chef de l'Eglise, on lui attribue, & il se glorifie d'une plénitude de puissance toute particulière; suivant ces sentimens, lui seul peut dispenser pour le mariage en des degrés & des circonstances prohibées par les Réglemens universellement reçus; tout ce qui ne relève d'aucun Evêque en particulier, relève de lui; par rapport aux Nations encore idolâtres, ou que l'Hérésie ou le Schisme ont séparées de sa Communion, c'est à lui à leur envoyer des Prédicateurs, à leur donner des Evêques.

En vertu de cette puissance, il croit avoir seul le Droit de confirmer les Ordres Religieux; il croit que sans sa confirmation on peut établir des Communautés régulières, tels que sont les Peres de l'Oratoire, mais que sans elle, ceux qui s'y engagent ne sont point véritablement Religieux: on ne voit pas cependant que l'Ordre Monastique en Orient ait été confirmé par aucun Pape, je ne sçai même si les Bénédictins pourroient montrer la Bulle originale de leur Erection. La Canonisation des Saints lui est aussi réservée; mais il est certain que cette réserve n'a pas toujours été en usage.

Ce n'est pas tout: la qualité d'Evêque universel qu'il s'attribue, & qu'il a en un certain sens; c'est-à-dire, en tant qu'il est chargé de veiller sur toute l'Eglise, lui donne ou lui fait croire qu'il a le droit de restreindre le pouvoir de chaque Evêque, de se réserver à lui seul l'absolution de certains péchés, de soustraire à leur juridiction une partie de leur troupeau (partie qui devrait leur être d'autant plus soumise qu'elle est plus distinguée, & que souvent ils sont obligés de s'en servir & de l'associer aux fonctions Sacerdotales,) de confier à de simples Prêtres le pouvoir qu'il ôte à l'Evêque, c'est peu de donner à des Corps entiers la puissance de délier ce que

l'Evêque aura lié. Nous examinerons tout ceci en détail dans la suite de cet Ouvrage ; mais nous croyons pouvoir dire d'avance, que le Pape n'a point ces Droits ; que s'il les avoit, la prudence & le bon ordre demanderoient qu'il ne s'en servit que très-rarement : il est vrai, pour les soutenir il peut alléguer un long usage , qui forme la prescription ; mais la prescription a-t-elle lieu dans ces matieres, & ne peut-on pas revendiquer ce qui manifestement a été usurpé & injustement accordé ou cédé ?

Les Evêques sont de Droit divin, c'est à eux tous que Jesus-Christ parloit, quand il dit à ses Apôtres : Recevez le Saint-Esprit ; les péchés que vous remettrez seront remis, ceux que vous retiendrez seront retenus. (a) *Accipite Spiritum Sanctum : quorum remiseritis peccata , remittuntur eis , quorum retinueritis retenta sunt.* Ce qui est dit à Pierre au Chapitre seizième de Saint Matthieu , que tout ce qu'il lieroit sur la Terre seroit lié au Ciel , que tout ce qu'il délieroit sur la Terre seroit délié au Ciel, est dit dans le même Evangile à tous les Apôtres , en mêmes termes, excepté le changement du singulier au pluriel. (b) *Amen dico vobis quaecumque alligaveritis super terram erunt ligata in calo , & quaecumque solveritis super terram erunt soluta in calo.*

De ces promesses magnifiques, faites d'abord à Saint Pierre par le Sauveur , & renduës quelque tems après communes à tous les Apôtres , il est aisé & naturel d'inférer que les Clefs du Royaume des Cieux leur ont été aussi confiées, & que les paroles exprimées à la tête des promesses faites à Saint Pierre, doivent nécessairement être sous-entendues à la tête des mêmes promesses , étendues par Jesus-Christ même aux autres Apôtres, *Vobis dabo claves regni calorum.*

Où est donc cette grande différence entre le Pape & les Evêques ? Elle ne vient certainement point du Caractère Epis-

(a) Jean XX. v. 23.

(b) Matth. XVIII. v. 18.



copal, ni de la Puissance qui y est essentiellement attachée ; pour en trouver de ce côté-là, il faut penser, ou que l'Episcopat n'a point été transmis par les Apôtres à leurs successeurs tel qu'ils l'avoient reçu, ou qu'ils étoient tous Chefs de l'Eglise, & que ce n'est qu'après leur mort que cette multitude de Chefs a été réduite à un seul : il n'est sans doute personne qui puisse admettre cette alternative insoutenable.

Tout Evêque a donc les Clefs du Ciel, pour le troupeau qui lui est confié ; il peut l'ouvrir, il peut le fermer ; c'est lui qui lie ses brebis, c'est lui qui les délie. Tandis qu'il ne s'écarte point des Maximes reçues, il n'a point de supérieur en cette fonction ; personne n'a droit de lier la brebis qu'il aura laissée libre, ni de mettre en liberté celle qu'il auroit liée : Jesus-Christ lui a dit personnellement, en mêmes termes, ce qu'il a dit à Saint Pierre. *Tibi dabo claves regni cælorum, quæcumque ligaveris, &c.*

Cette conclusion au reste, ne préjudicie en rien au Droit d'inspection & de sollicitude, que le Souverain Pontife a sur toute l'Eglise, & en particulier sur les Evêques, que le Saint Esprit a établis pour la gouverner ; elle ne déroge pas non plus à ses titres de Chef de l'Eglise & de Vicaire de Jesus-Christ ; elle met seulement le pouvoir Episcopal dans tout son jour. Cette même conclusion montre peut-être, que les Evêques ont eu tort de laisser usurper leurs Droits ; mais elle ne montre point qu'ils n'aient pas pu en céder une partie pour de justes raisons.

Quelques Droits qu'ils aient cédés, ils sont encore les maîtres de statuer ce qu'ils jugeront convenable au bien de leurs Diocèses : ils sont Juges naturels de la Foi en première instance, & leur jugement doit être suivi par provision ; à moins que le jugement contraire de leurs Confreres, ne formât par sa publicité, une notoriété de faux ou d'erreur.

C'est



C'est particulièrement sur leur Clergé, que doit s'étendre leur vigilance; c'est à eux à juger de leur capacité ou de leur incapacité, pour les fonctions sacrées; c'est à eux à punir les coupables, & à éloigner les scandaleux du gouvernement d'une partie de leur troupeau: cependant comme la passion se glisse par tout, & qu'on a eu raison de craindre qu'elle ne pénétrât dans les Tribunaux Ecclésiastiques, on a sagement établi, que ceux qui se croiroient lésés par la Jurisdiction Episcopale, puissent se pourvoir ailleurs en réformation ou cassation de leurs Sentences & Censures; la raison est que les Ecclésiastiques sont Sujets du Roi comme les Laïques, & qu'il ne peut perdre le Droit qu'il a de les juger, d'examiner du moins si on leur rend justice.

Si j'osois déclarer mon sentiment, je dirois qu'il est inconcevable que l'autorité publique ait mis des bornes à la Jurisdiction des Evêques, & qu'elle n'en ait point mis à celle des Supérieurs des Ordres Religieux, où ce seroit un crime impardonnable que de réclamer la protection du Souverain contre la violence & l'oppression, qui n'y sont point si rares qu'on pourroit peut-être le penser. Pourquoi cette partie si considérable de l'Etat est-elle soustraite à la Jurisdiction du Souverain? Si du moins, comme autrefois soumis aux Evêques, ils pouvoient implorer leur puissance: mais non; par des privilèges onéreux aux Particuliers, ces Corps nombreux & toujours à craindre, relèvent immédiatement de Rome. Un simple Religieux peut-il s'y faire entendre? Par quel canal y fera-t-il passer ses plaintes?

Quoi qu'il en soit, il est certain que ces exemptions sont contre les Droits du Souverain & contre les Droits des Evêques: je dis plus, ces Droits sont essentiels à l'une & l'autre Puissance; ils sont imprescriptibles, on n'a pas pu, on n'a pas du y renoncer. Ce seroit un coup d'Etat, que de faire revivre

les premiers Usages & de remettre les choses sur l'ancien pied : on peut même dire, & il ne sera pas difficile de le prouver, que c'est par ce défaut de vigueur & d'attention de la part des Evêques à s'en tenir aux anciens Usages, que les Papes sont peu à peu montés à ce haut degré de puissance où nous les voyons aujourd'hui élevés.

Je viens de dire il n'y a qu'un moment, que les Evêques sont encore aujourd'hui les maîtres de statuer ce qu'ils jugeront convenable au bien de leur Diocèse ; leur pouvoir cependant, n'est point absolu, ils ont des Régles à suivre, & dès qu'ils s'en écartent on peut leur résister. Leurs décisions, leurs Statuts sont essentiellement subordonnés aux Maximes de l'Etat dont ils font partie, le Souverain a droit d'en connoître & d'en ordonner la réformation, & les Particuliers doivent être reçus à en appeller comme d'abus ; tout ce qui peut intéresser le gouvernement de l'Etat leur est interdit ; ce qui est permis par le Prince, ne peut pas être l'objet de leur prohibition : un Evêque n'abuseroit-il pas visiblement de son pouvoir, s'il proscrivoit les gens de Finance, s'il excommunioit ceux qui abandonnent leurs femmes pour se faire soldats ? Devroit-il leur être permis de lier les consciences, pour des sujets aussi minces qu'ils le font quelquefois ? J'aurois honte d'en rapporter des exemples. L'abus de l'autorité, n'est-il pas plus propre à l'affoiblir qu'à la faire respecter ? Plus leur Dignité est éminente, plus il faut veiller à les tenir dans l'ordre & dans la subordination : le Pape, considéré comme Prince temporel, est une Puissance étrangère, ils ne doivent avoir avec lui de rapports qu'autant & que quand le Souverain le juge à propos ; & il ne convient point du tout que sans son consentement & sa recommandation, ils soient élevés aux Dignités de la Cour Romaine, ou qu'ils puissent y être cités, bien moins encore jugés, pour quelque cause que ce puisse être.



C'est encore pour les tenir dans la subordination, & pour modérer leur puissance, qu'on a sagement établi, que les Pasteurs subalternes, ou *Curés*, ne seroient point amovibles, comme l'on parle, *ad nutum Episcopi*; que quand une fois ils seroient placés, on ne pourroit les dépouiller sans leur faire leur procès; qu'on pourroit refuser ceux qui seroient légitimement présentés pour ces places, sans leur donner un Acte de refus; que ce refus seroit censé nul s'il n'étoit motivé; que dans le terme d'un an, ils seroient obligés de conférer l'Ordre de Prêtrise aux présentés, pourvu que d'ailleurs ils eussent les conditions marquées.

Il paroîtroit naturel, que chaque Evêque conferât les Bénéfices de son Diocèse; mais outre qu'il est juste, que les Fondateurs ayent au moins le Droit de présentation, c'est qu'il ne convient pas qu'un Sujet, puisse indépendamment du Souverain obliger tant de personnes, & par-là se les attacher eux & leurs Familles. C'est seulement quant à l'effet de restreindre le pouvoir des Evêques à cet égard, que les Résignations en Cour de Rome peuvent paroître supportables. Le Pape est-il donc le maître des Biens Ecclésiastiques? Et pourquoi un Evêque ne pourroit-il pas, aussi-bien que le Pape, recevoir une Résignation, unir plusieurs Bénéfices, en séparer un en plusieurs? Qu'on cherche tant qu'on voudra, on ne trouvera ni autorité non suspecte, ni raison solide, qui prouve que ces pouvoirs soient essentiellement attachés à la Papauté plutôt qu'à l'Episcopat.

Cette réflexion mérite d'être poussée plus loin: car de la dépendance où l'on est aujourd'hui à l'égard du Pape, on pourroit conclure, que pour le bien de la paix il a cédé les autres Droits qui paroissent avoir été un démembrement de ceux qu'il s'est réservés; on pourroit, dis-je, conclure de la sorte, si l'on ne sçavoit pas que ces Droits sont naturels à l'Episcopat, que



autrefois ils étoient communs à tous les Evêques, & qu'ils ne sont devenus particuliers aux Papes, que par l'inattention, la foiblesse, ou la cession des Souverains & des Evêques de chaque Nation.

Non, certainement, le Pape n'est point le Monarque de l'Eglise, il n'y a point un Pouvoir absolu. Il est le Chef de ceux à qui il a été dit comme à lui, *Tout ce que vous lierez sera lié, tout ce que vous délierez sera délié*; ils ont leur pouvoir de ce lui-même, de qui il tient le sien, & en sa qualité de Chef il n'a sur eux que le Droit d'inspection & d'avertissement: il a pu s'établir des Usages, favorables aux Papes; mais il est absolument impossible, que le Pouvoir que Jesus-Christ a donné à tous ceux qui participeroient à l'Episcopat, ne réside que dans un seul, d'où il se répande sur tous les autres, autant seulement qu'il le juge à propos. Le Pouvoir Episcopal, est donc égal dans tous ceux qui y sont élevés. La différence des uns aux autres, vient uniquement du Droit d'inspection qu'un d'entre eux a sur plusieurs; & comme le Pape a ce droit sur tous, on peut dire avec quelque vérité, qu'il est au-dessus de tous: d'ailleurs sans être le centre de l'autorité il est le centre de l'unité: aucun Evêque en particulier n'est nécessaire; mais il faut absolument que l'Episcopat ait un Chef, non, encore une fois, d'où l'autorité vienne, mais à qui tous ceux qui y participent soient unis dans la même Foi, & par leur moyen, les peuples qu'ils gouvernent. Ainsi le gouvernement de l'Eglise n'est point monarchique, il est aristocratique: & de toutes les manières de gouverner que nous connoissons, celle de la République de Venise nous en donne une plus juste idée.

Comme aucun Evêque n'est infallible, bien moins encore impeccable, & que leur éminente Dignité les met à couvert des poursuites ordinaires, le bon ordre veut qu'il y ait quel-

que Tribunal dont ils ressortissent , où ils puissent être cités , accusés , condamnés , si par malheur ils l'avoient mérité : il y en a un ; c'est l'Assemblée des Comprovinciaux , où préside le Métropolitain. Si le nombre des Comprovinciaux n'est pas suffisant , ou que le Prince juge à propos de l'augmenter , il le peut en ordonnant aux Evêques voisins de s'y rendre.

Si le coupable est lui-même Métropolitain , il peut être jugé par une Assemblée d'Evêques qui aient le Primat à leur tête ; si enfin lui-même étoit Primat , une partie des Evêques de la Nation se feront un Président , & jugeront le Primat accusé. Au reste , le Souverain a toujours sa Provision , il peut saisir le temporel de l'Evêque délinquant , il peut le faire arrêter prisonnier , l'exiler même , & faire nommer des Grands Vicaires par celui ou par ceux qui ont droit d'en nommer. Pour la Sentence définitive , elle ne peut émaner que d'un Tribunal composé d'Evêques.

Ces Assemblées peuvent aussi prononcer sur la Foi & sur la Discipline. Pour ce qui regarde la Discipline , elles sont indépendantes de Rome : il n'en est pas de même de la Foi , sur laquelle il faut nécessairement convenir avec les autres Evêques Catholiques , & en particulier avec le Successeur de Saint Pierre , Chef de l'Eglise & Vicaire de Jesus-Christ ; parce que la Foi ne peut varier , quoique la Discipline le puisse.

Ces Assemblées sont légitimes dès qu'elles ont l'Attache du Souverain , celle du Pape n'y est point nécessaire : & c'est une innovation que l'assistance des Légats du Saint Siège regardée comme indispensable , si ce n'est peut-être dans les Conciles Œcuméniques. Il en est de même de la publication des Réglemens , des décisions que ces Assemblées pourroient faire ; le Prince a Droit de les faire examiner dans ses Conseils , de rejeter , d'annuler , tout ce qui se trouveroit contraire aux



anciens Usages : il a ce Droit à l'égard des Conciles Généraux , à plus forte raison l'a-t-il à l'égard des Conciles Provinciaux & Nationaux.

Les Statuts d'un Concile Provincial revêtu des formalités requises , obligent seulement la Province où il s'est tenu , à moins que par le consentement formel du Prince & des autres Evêques , il ne devienne équivalent à un Concile National ; car en cette hypothèse , il obligerait toute la Nation.

Je pense qu'il est à propos d'abrégier ce que j'ai dit jusqu'à présent des trois Puissances dont les Droits , réunis & tempérés les uns par les autres , forment ce que j'ai appelé DROIT PUBLIC ECCLÉSIASTIQUE FRANÇOIS : on verra d'un coup d'œil ce que je me propose de prouver & de développer.

Premièrement : La Religion Chrétienne n'a rien changé aux Droits des Souverains. Quelque éminent , quelque sacré que soit le caractère de ses Ministres , ceux qui le reçoivent ne cessent point d'être Sujets. De ce Principe incontestable on conclut certainement & évidemment , qu'il ne se doit tenir aucune Assemblée dans les Etats d'un Prince sans sa permission ; qu'en vain on y publieroit des Réglemens sans sa participation & confirmation ; que tous les membres de l'Etat , doivent contribuer de leurs biens , & de leurs services personnels , à sa défense , à sa conservation ; que pour exiger l'accomplissement de ce devoir & les y contraindre , il n'a besoin d'être autorisé de qui que ce soit ; que c'est de lui que ses Sujets doivent tenir les Places éminentes qui les élèvent au-dessus des autres ; qu'il ne convient en aucune façon , qu'une Puissance étrangère puisse disposer de ces Postes importants , ou que sans sa permission elle s'attache les Sujets d'autrui par les Dignités qu'elle s'est mise en possession de conférer ; qu'il est juste qu'un Roi , pour empêcher la trop grande puissance de ceux qu'il élève , se réserve plusieurs graces qu'il



paroîtroit naturel qu'ils fissent ; que ses titres de Protecteur , de Défenseur de la Religion , méritent au moins quelque reconnoissance de la part de la Religion & de ses Ministres.

Secondement : L'Eglise n'est point un Etat Monarchique : elle a toutefois un Chef ; mais ce Chef n'a point un Pouvoir arbitraire & absolu ; c'est à l'Episcopat en général , non à lui en particulier qu'ont été faites les promesses , & qu'a été donnée la puissance de lier & de délier ; en qualité d'Evêque il n'a rien de plus que les autres ; en qualité de Chef , il a certaines prérogatives , qu'on ne peut lui contester sans injustice & sans scandale. Les voici. C'est à lui à présider aux Conciles Œcuméniques , à les convoquer peut-être , à les indiquer ; chaque Evêque doit être en communion avec lui ; il faut qu'il intervienne aux décisions qui concernent la Foi : à raison de l'Intendance générale qu'il a sur toute l'Eglise , c'est à lui de veiller à sa conservation , à son accroissement ; c'est à lui qu'est dévolu le Droit de pourvoir à ce que l'Evêque , le Métropolitain , le Primat , refusent ou négligent de faire. Tous les autres Droits dont il jouit aujourd'hui , sont des concessions , des usurpations mêmes , dont on pourroit , dont on devroit peut-être se libérer.

Troisièmement : Les Evêques ont de Droit divin le pouvoir de lier & de délier ; c'est leur faute s'ils n'en jouissent plus aujourd'hui dans toute la plénitude avec laquelle ils l'ont reçu : les réserves que le Pape fait dans leur Diocèse , ont un air de Souveraineté , qu'ils auroient dû l'empêcher de prendre. Que dire donc du pouvoir que certains Réguliers , prétendent avoir de délier ceux que leur Evêque a lié ? Les Evêques sont les Juges naturels de la Foi , du moins en première instance. L'acceptation qu'ils font des Decrets de Rome , est une vraie acceptation , non un simple acquiescement ou une soumission commandée : ils ne la doivent cette soumission

qu'au Corps Episcopal ; & s'il arrivoit que le grand nombre des Evêques ne s'accordât point avec le Pape , ce seroit au Pape à se réunir au plus grand nombre des Evêques , parce que , comme chacun d'eux , il est soumis au Corps Episcopal & est son justiciable.

Je ne puis douter , que la plus grande partie de ce que je viens de dire & de ce que je dirai dans la suite , ne passe en Italie pour autant de blasphêmes , & ne m'attire la haine de la plupart des Moines , sur tout de ce Corps puissant dont le gouvernement est Monarchique : c'est pourquoi je demande la protection du Public , & je supplie ceux qui pourroient me deviner , de me garder un secret inviolable ; car que pourrois-je devenir , & où serois-je en sûreté , ayant pour ennemis ces gens dont le pouvoir n'a quelquefois point d'autres bornes que celles de l'autorité des Princes qu'ils gouvernent ?

J'entre à présent en preuve des Droits que je viens d'attribuer aux trois Puissances , dont le concours & la subordination forment le Droit Public Ecclésiastique. Ces Preuves seront suivies de l'Histoire de la diminution , de la décadence de ce Droit , par l'usurpation d'une de ces Puissances , aussi-bien que par la foiblesse & la molle condescendance des deux autres. Je marquerai ensuite distinctement , à quoi en est réduit aujourd'hui notre Droit Public Ecclésiastique , & quels sont les Points dont nous devons réveiller le rétablissement avec plus d'ardeur , & que nous devons défendre avec plus de zèle.





## PREUVES DES DROITS DU ROI,

*Par rapport aux Personnes & aux Affaires Ecclésiastiques.*

**P**OUR contester à un Souverain les Droits que je lui attribue, il faudroit absolument ignorer ce que c'est que la Souveraineté : car elle ne peut subsister sans eux ; ils lui sont naturels, ils en sont inaliénables, & elle dépérit à proportion qu'elle néglige de les conserver & de les faire valoir. Aussi, nos Rois ont tous eu beaucoup d'attention à les défendre, au moins les principaux : je puis même dire que les Chefs de l'Eglise, pendant plusieurs siècles, n'ont point pensé à les affoiblir, bien moins encore à les envahir.

Il s'agit ici de Faits, dont la vérité ne sçauroit se constater que par l'Histoire de l'Eglise & les Annales de France. Les premiers temps de l'Eglise, ne peuvent guères nous fournir l'instruction que nous cherchons : car alors foible & timide, elle ne cherchoit qu'à se dérober à la persécution ; & les Princes, loin de s'intéresser à son Gouvernement, sembloient faire leur unique occupation d'arrêter ses progrès, de la détruire même, & d'en faire perdre jusqu'au souvenir s'il leur eût été possible. Ce ne fut qu'après que par sa patience & par ses travaux infinis, elle se fût peu à peu établie sur les ruines de l'Idolâtrie, que son Gouvernement parut aux Souverains digne de leur attention. Ils y intervinrent ; & autant que la nouvelle Religion le pouvoit permettre, ils firent par rapport à elle ce qu'ils avoient fait par rapport à l'ancienne : ils ne s'en déclarerent pas les Chefs, mais ils s'en firent les Protectors, & regarderent ce titre comme une partie essentielle de leur Souveraineté. Ils ne décidèrent point les questions qui s'élevoient ; mais ce fut par leurs ordres que les Evêques



assemblés, les décidèrent, & ce fut par leurs Edits que ces Loix Ecclésiastiques devinrent Loix d'Etat.

Pour empêcher que dans ces Assemblées il ne se fit rien contre leurs intérêts, ils y assistoient eux-mêmes, ou y envoyoit des principaux Seigneurs de leur Cour. Ils ne donnoient pas, si l'on veut, les Evêchés, (je parle des Empereurs Romains) mais ils ne souffroient pas que personne y fût élevé sans leur approbation; ils faisoient même déposer ceux dont ils étoient mécontents, ils les exiloient. Les Evêques de Rome, soumis eux-mêmes aux Empereurs, n'intervenoient point dans ces sortes d'affaires: ce n'étoient point eux qui nommoient les Commissaires pour ces sortes de Procès; & il s'en falloit infiniment, que dans ces tems ils fissent un personnage aussi important qu'ils l'ont fait depuis.

Dès que la Religion Chrétienne fut devenue, par la Conversion de Constantin, la Religion dominante de l'Empire, le Prince entra fort avant dans la Souveraineté de l'Eglise. Les Evêques eux-mêmes s'adressoient à lui, & imploroient son autorité souveraine, pour l'extinction des Schismes & des Hérésies, qui désolèrent le troupeau de Jesus-Christ dès qu'il fut en paix. Constantin ne rejetta point leurs Requêtes; il ne répondit point que les affaires Ecclésiastiques n'étoient point de son ressort; persuadé au contraire, que sa qualité de Maître l'obligeoit à y prendre une très-grande part, il employa toute son autorité pour établir l'unité de Doctrine & de Sentimens, qu'il sçavoit être d'une si grande importance pour la tranquillité de l'Empire.

Deux différens Partis s'étoient chacun choisi un Evêque à Carthage; l'un se nommoit Cécilien, l'autre Majorin. A cette occasion s'alluma un Schisme, qui divisa presque toute l'Eglise, excepté les Gaules. L'Empereur ordonna à celui qui gouvernoit l'Afrique en son nom, d'instruire cette affaire.

Quand elle fut instruite, il ordonna aux Chefs des deux Partis, de se rendre à Rome, pour y être jugés par les Evêques à qui il avoit ordonné de s'y trouver, pour en connoître conjointement avec le Pape Melchiade. La Cause fut discutée : Cécilien eut tout l'avantage qu'il pouvoit souhaiter.

Sans entrer dans le fond de la question, que certainement on n'agiteroit pas aujourd'hui, il fut décidé que son Ordination étoit légitime : son Adversaire ne se tint pas pour bien condamné, il ne cessa point de demander à l'Empereur un autre Jugement. Comme il souhaitoit d'avoir pour Juges des Evêques Gaulois, Constantin ordonna la tenue d'un Concile à Arles; il fit écrire une Lettre circulaire à tous les Evêques qu'il jugea à propos de convoquer. On ne voit point que l'Evêque de Rome ait été distingué des autres; il est vrai qu'il députa deux Prêtres & deux Diacres pour assister à ce Concile; mais ils n'y présiderent pas.

On ne dit point alors, que la Cause étoit finie parce qu'elle avoit été traitée à Rome; Cécilien ne fit point valoir l'autorité infaillible du Siège de Rome; les Evêques n'eurent aucun scrupule d'examiner de nouveau une affaire qui avoit été discutée à ce Tribunal, qu'un zèle aveugle & une piété trop crédule ont presque depuis divinisé: Melchiade même, devant qui ce Procès s'étoit agité, ne s'opposa point à cette espèce de *Révision*; il souffrit tranquillement qu'on le crût faillible.

C'est encore peu; Constantin lui-même examina de nouveau cette affaire à Milan, & en décida juridiquement & en dernier ressort: personne ne réclama. En effet, quel inconvénient y a-t-il, qu'un Prince juge d'un fait tel qu'étoit celui de Cécilien, qu'on accusoit d'être intrus dans le Siège Episcopal de Carthage;

Ce que ce premier Empereur Chrétien avoit fait pour le Concile d'Arles, il le fit dix ou douze ans après pour le Con-



cile de Nicée, il invita tous les Evêques de s'y rendre : nous n'avons pas la Lettre d'invitation, mais nous en pouvons juger par celle qui fut écrite aux Evêques nommés pour assister au Concile d'Arles : la voici, telle que l'Abbé Fleury la rapporte dans son Histoire Ecclésiastique \*. « Comme nous avons » ordonné à plusieurs Evêques de divers lieux, de s'assembler en la Ville d'Arles, dans le premier jour d'Août, nous » avons aussi jugé à propos de vous écrire, afin que vous » preniez une voiture publique, par l'ordre de Latronien » Corrécteur de Sicile, avec deux personnes du second ordre » à votre choix, & trois valets pour vous servir pendant le » chemin, & que vous vous trouviez au même lieu dans le » jour marqué.

Le Concile de Nicée fut composé de trois cent dix-huit Evêques : c'est le premier Concile Œcuménique. L'Empereur y assista, à la première place, comme il convenoit; il y parla même sur les Articles contestés; il en soutint les décisions par ses Edits.

Les Successeurs de Constantin l'imiterent dans ce point de sa conduite; il ne se tint point d'assemblée d'Evêques sans leur permission : que dis-je ; il ne s'en fit que par leurs ordres, & ils y eurent toujours une très-grande part.

Il est à remarquer, que les Evêques de Rome ne dominoient pas dans les Conciles comme ils ont fait depuis. Sujets du Souverain comme les autres, ils n'avoient point d'autres prérogatives, que celles qui étoient attachées à leur Siège; leurs Légats n'avoient que leurs voix dans ces Assemblées : la présence du Prince ou de ses Commissaires, empêchoit les intrigues, & ne permettoit pas que le plan des délibérations & des décisions vint de Rome. L'Histoire marque positivement, que les Légats de Saint Sylvestre au Concile de Nicée, avoient ordre de consentir à tout ce que feroient les autres.

\* Tome III. page 42 de l'Edition in-douze.



Evêques ; aussi ces Assemblées n'avoient besoin ni de prorogation ni de translation, deux ou trois mois suffisoient pour y traiter, pour décider les questions les plus importantes, pour y faire les Réglemens qu'on jugeoit nécessaires : le Concile de Nicée commença à la fin de Juin de l'année 325, & finit au mois d'Août de la même année ; en a-t-il été de même des Conciles de Bâle, de Constance, & de Trente ? Seroit-il téméraire de penser, que dans ces temps les Evêques de Rome n'auroient osé suspendre un Concile ? Que les Princes & les Evêques de concert, se feroient opposés à leur entreprise, persuadés que le gouvernement de l'Eglise n'est point un gouvernement Monarchique, & que le Chef de l'Aristocratie est lui-même soumis aux décisions du Corps des Pasteurs qui la composent ?

Qu'il me soit donc permis de me corriger moi-même, du moins de m'expliquer. J'ai dit que c'est au Pape à convoquer les Conciles Généraux : il est vrai qu'aujourd'hui cet usage a prévalu ; de manière cependant, qu'il est obligé de convenir avec les Princes de sa Communion, s'il en convoquera un, & où il l'assemblera. Cet usage, dis-je, a prévalu sans doute, parce que les Princes Chrétiens, dont les intérêts sont rarement les mêmes, se sont déportés de leur Droit à cet égard, entre les mains de celui, qui par sa qualité de Pere commun, doit leur être à tous également affectionné : mais s'ils s'accordoient ensemble, ou que comme autrefois tous les Chrétiens eussent le même maître, alors je décide sans hésiter, que ce seroit aux Princes unis, ou au seul Souverain, à juger de la nécessité d'un Concile, à le convoquer, à marquer le lieu où il devroit s'assembler, & que le Pape seroit obligé de s'y trouver en personne ou par ses Légats.

Les raisons de ma décision sont, qu'il n'appartient qu'au Souverain de convoquer les Assemblées qu'il juge nécessaires pour calmer, pour fixer les esprits de ses Sujets, pour établir

l'ordre , pour rétablir l'union & la paix ; c'est que le Prince est le premier Pere & le premier Pasteur de ses peuples , par conséquent qu'il est intéressé à tout ce qui les intéresse ; qu'il ne peut y avoir de Religion qui le prive de ses Droits , qui le décharge de ses obligations : par conséquent , que si ce n'est point à lui à décider les différends qui partagent la Croyance de ses Sujets , c'est incontestablement à lui à en procurer , à en ordonner même la décision , ou à prescrire les moyens qu'il juge les plus propres pour y réussir.

Après cette légère digression , qui peut-être n'aura pas déplu , je reviens à mon sujet. Il seroit , je crois , inutile que j'entraissé plus avant dans l'Histoire Ecclesiastique pour assurer aux Souverains les Droits que je leur attribue , lesquels consistent , en ce que , même en matiere spirituelle , on ne puisse rien innover dans leurs Etats sans leur permission ; en ce qu'aucun Règlement n'y puisse être fait sans leur participation ; en ce qu'aucune Loi n'y ait de force sans leur confirmation , n'y soit promulguée que par leur ordre & sous leur autorité : ce qui s'est passé du tems de Constantin & de ses Enfans , met la chose hors de doute ; preuve d'autant plus solide , que leur conduite a été suivie & soutenue pendant un très-long-temps , par les Princes des différens Etats , qui en se formant , affoiblirent d'abord , & enfin anéantirent cette puissance prodigieuse , qui n'avoit presque point d'autres bornes que celles qu'on attribuoit au monde. Comme ce qui regarde les différentes Nations , qui comme nous ont secoué le joug Romain , ne nous intéresse guères , je ne m'arrêterai qu'aux Usages que suivirent , par rapport aux affaires de la Religion , les Princes François , qui maîtres d'une partie des Gaules , embrassèrent la Foi de Jesus-Christ.

Je suppose qu'on souffrira avec quelque satisfaction que je m'écarte un moment , pour retracer en peu de mots l'Histoire de ces événemens , qui ont donné naissance à la plus florissante



Monarchie de l'Europe, & la plus distinguée par son constant & généreux attachement à l'Eglise : il n'est point de François a qui ce souvenir ne doive plaire.

La vaste étendue de l'Empire Romain, fut cause de sa ruine. Ces grands génies, qu'un monde entier occuperoit à peine, ont toujours été extrêmement rares ; de plus tous n'ont pas été placés de maniere à exercer, à faire valoir leurs talens : Auguste, Constantin, Théodose ont été presque les seuls que leur Dignité n'embarraât point ; la plupart des autres Empereurs gémirent sous ce poids immense. Leur foiblesse les contraignit de chercher du secours : ils partagerent la pourpre ; & quelquefois croyant ne se donner que des égaux, ils se donnèrent des maîtres. Le concert ne dura guères parmi eux ; la jalousie, les défiances, les désunirent bien vite : d'ailleurs il ne manqua jamais d'hommes ambitieux, qui quand ils le peuvent, n'attendent pas qu'on leur rende justice, & s'approprient sans scrupule ce qu'ils s'imaginent être dû à leur service & à leur mérite. Quels ruisseaux de sang ces méfintelligences & ces usurpations ne firent-elles pas couler !

Cette puissance, affoiblie & partagée, ne parut plus si redoutable aux Nations non assujetties ; elles osèrent l'attaquer : & quoique leurs premiers efforts n'eussent pas de grands succès, ils leur firent du moins comprendre, que ces maîtres de la terre n'étoient pas invincibles. En un mot, ce Corps immense, mal gouverné, épuisé par ses Divisions intestines, ne tarda pas long-temps à devenir la proie de tous ceux qui furent à portée de l'attaquer.

Si les François ne parurent pas les premiers sur la scène, ils eurent la gloire d'achever la Tragédie, si je puis parler de la sorte, & de porter le dernier coup à cette puissance formidable, dont le Monde entier n'avoit évité les chaînes, que parce qu'elle n'avoit pas connu toute son étendue.

A peine, cette Nation belliqueuse eut-elle passé le Rhin, qu'elle s'empara d'une partie des Gaules; l'Escaut, la Somme, la Seine, la Loire furent de trop foibles barrières pour arrêter la rapidité de ses Conquêtes; sans cesse soutenue de nouvelles Troupes qui accouroient en foule de leur Pays pour avoir part à leurs succès, ils se multiplièrent & se fortifièrent loin de s'affoiblir: d'ailleurs leur probité & leur franchise naturelle, les rendoient aimables aux Peuples qu'ils se soumettoient; on aimoit autant leur obéir qu'aux Romains, dont le gouvernement étoit devenu méprisable à cause de sa faiblesse, & odieux par leur insatiable avarice. Aussi chaque Campagne ne leur étoit pas moins utile que glorieuse: & certes, rien n'est plus étonnant, qu'un si grand Etat se soit établi en si peu de temps, sur des fondemens si solides, que nous avons tout sujet d'espérer qu'il subsistera jusqu'à la fin des siècles.

Les commencemens de notre Histoire sont extrêmement embrouillés, on ne peut dire au vrai jusqu'où les premiers Chefs des François poussèrent leurs Conquêtes: ce qui est de certain, c'est que Clovis, à la mort de son Pere se trouva maître d'un Etat considérable. Le bon ordre qui y régnoit, par la sagesse & l'équité des Loix dont on l'avoit policé, son habileté pour la Guerre, la valeur naturelle de sa Nation qui ranima celle des Gaulois, le mirent en état de l'augmenter au point, que ses quatre Fils, qui le partagerent après sa mort, eurent chacun une assez grande étendue de Pays pour porter justement le titre de Roi.

Ce qui lui servit le plus à se faire un si grand Empire, ce fut sa Conversion, qui éteignit dans le cœur des Gaulois, le reste d'amour que le zèle de la Religion y conservoit encore pour les Romains leurs anciens maîtres. Cette démarche, que ses intérêts essentiels demandoient, fut suivie d'une infinité de succès.

Sa piété, son zèle pour la Religion, ses libéralités immenses, aux



aux Eglises, sont une preuve sans réplique de son attachement au vrai Dieu. Comment accorder cet attachement sincère avec les violences & les perfidies dont l'Histoire l'accuse ? Je ne lis cet endroit qu'avec chagrin, & je ne puis me résoudre à les croire ; j'aime mieux penser, que ces Peuples Chrétiens, ne souffrant qu'avec peine des maîtres Idolâtres, se donnerent d'eux-mêmes à ce Prince, & que ce qu'on lit de contraire dans les Histoires, n'a été écrit que sur des Mémoires de quelque Annaliste passionné pour l'Idolâtrie.

Au reste son attachement à l'Eglise ne dégénéra point en servitude ; il fut toujours persuadé de cette Maxime, que la Religion Chrétienne ne change rien du tout aux Droits que les Souverains ont essentiellement & naturellement sur leurs Sujets, & sur tout ce qui peut contribuer à les maintenir dans l'ordre & dans la paix : c'est sans doute sur ce principe qu'il nommoit aux Evêchés, & qu'il ne souffrit jamais que personne fût élevé à cette dignité, qui donnoit tant de puissance, sans son consentement. Ses Successeurs se conserverent dans cette possession, jusqu'à ce que des Papes plus puissans & plus entreprenans que leurs Prédécesseurs, s'aviserent de la contester, & vinrent enfin à bout de la restreindre.

Je ne puis m'empêcher de condamner ici la maniere dont M. de Mezerai a parlé à cet égard : *Les grands Biens que Clovis fit à l'Eglise*, dit ce fameux Auteur, *lui donnerent prétexte de s'entremettre de pourvoir aux Evêchés : ses Successeurs l'imiterent.* Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces termes sont peu mesurés : quand on n'a qu'un prétexte pour agir, ordinairement on agit sans un vrai Droit : prendre prétexte de s'entremettre d'une chose, c'est s'en mêler sans titre suffisant, sans raison légitime. M. de Mezerai a-t-il pû ignorer qu'un Souverain n'a pas besoin de prétexte pour pourvoir aux Dignités de son Etat ; qu'un Evêché en est une, d'autant plus digne de ses attentions, que la Reli-

gion la rend plus respectable ; que la saine Politique , ne peut lui permettre de consentir que ces places éminentes soient remplies indépendamment de lui ? On pourroit croire qu'en cet endroit il a oublié les Maximes judicieuses qu'il débite ailleurs ; mais il entreprend de prouver , qu'en effet Clovis usurpa un Droit qui ne lui appartenoit pas. Il prétend , que les Empereurs Chrétiens , laissèrent aux Peuples des Villes Episcopales , une pleine liberté de se donner des Evêques ; qu'agir autrement , c'est aller contre les exemples de Jesus-Christ , contre la pratique des Apôtres & des premiers Fidèles.

Pour l'exemple de Jesus-Christ , il est bien difficile de deviner ce que M. de Mezerai veut dire ; car ce Divin Sauveur a choisi ses Apôtres ; & assurément on ne trouvera jamais , qu'à cet égard il ait rien abandonné au jugement de la multitude. Les Apôtres s'assemblerent pour remplacer le traître Judas : ils en nommerent deux , & le Saint Esprit par la voie du sort décida en faveur de Mathias , qui étoit l'un des deux proposés. Il est vrai que les Apôtres laissèrent à la multitude , le choix de ceux qui auroient la charge de faire aux Veuves & aux Pauvres la répartition des aumônes ; mais s'agit-il là d'Evêque ? En se conduisant de la sorte ont-ils prétendu faire une Loi & établir une obligation ? Ont-ils prétendu déroger au Droit des Souverains ? N'est-il pas ridicule de vouloir conclure en faveur de la multitude , du fait des Apôtres & des Disciples , qui n'étoient qu'au nombre de cent vingt ? N'est-ce pas à peu près comme si on vouloit conclure , qu'il faut que les Peuples choisissent leurs Evêques , parce que les Moines choisissent leur Abbé , leur Prieur , leur Provincial , leur Général ? Enfin , il n'est point du tout probable , que les premiers Empereurs Chrétiens abandonnassent tout-à-fait au gré des Peuples le choix de leurs Evêques ; du moins est-il



certain que Saint Ambroise, ayant été choisi Evêque de Milan, son Election fut confirmée par l'Empereur qui régnoit pour lors en Occident. Mais l'eussent-ils fait comme on le dit, pourroit-on raisonnablement en conclure, qu'ils ne pouvoient en user autrement, & que leur qualité de Souverain ne les autorisât point à veiller pour que ces places importantes ne tombassent qu'à des personnes dont la fidélité ne leur fût point suspecte? Le seul exemple que cite M. de Mezerai de l'Election de l'Evêque de Bourges, des intrigues opiniâtres qui forcerent les différens Partis à s'en remettre au choix d'un seul, suffit pour montrer qu'il a tort d'accorder au Peuple ce qu'il refuse au Souverain.

Je reviens enfin à mon sujet. Par notre Histoire il est constant, que nos premiers Rois convoquoient en Concile les Evêques de leurs Etats, qu'ils indiquoient le lieu de ces Assemblées, qu'ils fixoient les Articles sur quoi elles devoient délibérer, qu'ils y assistoient, qu'ils y présidoient même en quelque façon, & que c'étoit quelquefois sous leur nom que les Décrets & les Ordonnances des Conciles se publioient; les Conciles d'Orléans, de Paris, de Leptines, & tant d'autres, qu'il est inutile de nommer, sont l'ouvrage de Clovis & de ses Descendans. Les Capitulaires de Charlemagne, de Louis-le-Débonnaire, de Charles-le-Chauve, ne prouvent-ils pas sensiblement, qu'en ce point la seconde Race de nos Princes ne s'écarta point de la conduite de la première, qu'elle la surpassa même par son attention aux affaires Ecclésiastiques?

En vain les Papes donnerent à un Moine Anglois la qualité de leur Légat, à quoi ils avoient prétendu attacher le Pouvoir d'assembler des Conciles & d'y présider, nos Rois ne souffrirent point qu'il en fît usage; ce fut par leurs ordres, que les Conciles où se trouva ce Légat, s'assemblerent, & ce ne fut que par leur attache qu'ils eurent la force d'obliger.

N'a-t-on pas vu Charles V, le plus sage de nos Rois, pendant le Schisme, qui étoit une espece d'interrégne dans l'Eglise, publier, de l'avis des Prélats & des Docteurs de son Royaume, la fameuse Pragmatique, qui empêcha que le Schisme ne troublât la paix de ses Etats ? Presque de nos jours, Louis XIV n'a-t-il pas fait régler la maniere dont on devoit parler, écrire, enseigner sur l'autorité des Papes en France ? Quelqu'effort qu'aient pu faire les partisans de Rome, nos Rois ont-ils reçu en leur entier les Conciles de Bâle, de Constance & de Trente ? N'est-ce pas eux qui ont réglé, comme ils l'ont jugé à propos pour le bien de leurs Etats, les prétentions des Calvinistes ? Tant il est vrai que depuis l'établissement de la Monarchie, nos Souverains ont toujours usé du Droit qui leur est essentiel, d'intervenir aux affaires Ecclésiastiques, de les régler même, & d'en statuer dans les occurrences, suivant les anciens Usages de leur Royaume.

Je le sçai, il est vrai, quand il est question de la Foi & des Mœurs, c'est-à-dire, quand il s'agit du salut des Peuples, le Souverain n'a point alors Droit de suffrage, il est obligé de se soumettre lui-même, & d'employer son autorité souveraine, pour que ses Sujets se soumettent : mais tout le reste le regarde ; c'est le dégrader que de soutenir le contraire, ou de prétendre que même en ces matieres nécessaires il n'ait pas Droit de faire examiner dans ses Conseils, s'il convient de publier ces décisions, si elles sont conçues dans la forme légitime, si l'on n'y a rien inséré au-delà du pur nécessaire, dont il ne doit se mêler que pour le faire observer : à plus forte raison est-il certain que ses Sujets Evêques ne peuvent sans ses ordres & sans son consentement s'assembler, ni dans son Royaume, ni hors de son Royaume : d'où il suit naturellement, que les Conciles Nationaux dépendent directement de chaque Souverain, & que les Conciles Œcuméniques en dépendent indirectement.



tement. Les Conciles Nationaux dépendent directement du Souverain, parce que c'est à lui seul à les convoquer; les Conciles Œcuméniques en dépendent indirectement, parce qu'ils ne pourroient porter qu'injustement & faussement ce nom, si aucun des Evêques de ses Etats n'y assistoit.

Le Souverain, comme nous venons de le voir, a Droit de connoître des affaires Ecclésiastiques, d'en ordonner, d'en procurer la décision: ce n'est pas tout; ses Droits s'étendent sur les Biens, sur les Personnes particulièrement consacrées & affectées à l'Eglise. D'abord, pour ce qui regarde le Clergé, soit Séculier, soit Régulier, il est visible que ceux qui le composent, comme tous ses autres Sujets sont soumis à ses Loix & Ordonnances, & par une suite nécessaire, aux peines décernées contre les transgresseurs. Les Ecclésiastiques, il est vrai, ont des Immunités, qui mettent leurs personnes à couvert en fait de crimes, des poursuites ordinaires de la Justice: il faut d'abord que leur Supérieur les juge, & qu'après les avoir condamnés à sa manière, il les livre & il les abandonne au bras séculier. Mais n'est-ce pas des Souverains qu'ils tiennent ces Exemptions? Ne sont-ce pas les Souverains, qui en leur faveur ont établi un Droit particulier & nouveau?

J'avouerai, si l'on veut, que la bienséance exigeoit en quelque sorte ces Immunités, & qu'il ne convient pas pour l'honneur de la Religion, que ses Ministres, quoique criminels, soient traités avec aussi peu d'égards & de ménagement que les autres coupables: mais je nie fortement, que ces Immunités soient essentielles au Christianisme; que les Souverains qui l'ont embrassé, n'ayent pas pu ne les point accorder; que les ayant accordées, ils ne puissent y déroger pour des raisons urgentes; j'ose même défier, qu'on trouve quelque raison solide, pour prouver qu'un Prince ne peut pas en première

instance connoître du crime d'un Clerc Régulier ou Séculier, & que pour le punir, il faille que la condamnation d'un Tribunal Ecclésiastique précède la sienne.

Et certes, quand Dieu déclara à son Peuple, que le Roi qu'il demandoit auroit sur eux Droit de Vie & de Mort, il ne fit aucune exception en faveur de la Tribu de Lévi. Saül commit une injustice criante de faire égorger les Prêtres que David avoit trompés : mais s'ils avoient été coupables, leur Caractère n'auroit pu les mettre à couvert des rigueurs de sa Justice. Ce ne fut pas l'Onction Sacerdotale, qui empêcha Salomon de faire exécuter contre Abiathar, Grand Prêtre, la Sentence de mort qu'il avoit justement prononcée, contre lui : le seul souvenir des services qu'il avoit rendus à David son pere, le détermina à la clémence. Nous ne voyons point dans l'Evangile, que Jesus-Christ ait prétendu exempter les Apôtres des Loix imposées à toute sa Nation ; au contraire, il fait un miracle pour payer la Capitation qu'on lui demandoit. Les Apôtres eux-mêmes n'ont rien dit, d'où l'on puisse conclure que les Immunités Ecclésiastiques fassent partie de la Religion qu'ils ont prêchée.

Par ce que je viens de dire, on peut juger de la justice & de la validité des Excommunications que les Papes lancerent contre Henri III, parce qu'il avoit fait mourir le Cardinal de Lorraine, son ennemi personnel, & le principal auteur & fauteur des Divisions qui désoloient son Etat, & qui ne tendoient à rien moins qu'à le détrôner & à faire passer son Sceptre en des mains étrangères.

Il en est de même des Immunités & Franchises, qui faisoient autrefois des Eglises autant d'azyles pour les Criminels : les Princes les avoit accordées par respect pour la Religion ; mais ayant éprouvé que l'impunité, produite par ces Exemptions, multiplioit les crimes, ils les ont ôtées peu à peu, & les ont



modifiées de maniere, qu'elles n'ont plus de si funestes suites. S'ils ont eu Droit d'ôter ces Exemptions & de les restreindre, pourrions-nous croire qu'ils eussent excédé leur Pouvoir, si dans certaines occasions ils eussent empêché quelques-uns de leurs Sujets énormément coupables, de jouir de celles mêmes qu'ils avoient accordées? Salomon viola-t-il la sainteté du Tabernacle où reposoit l'Arche du Dieu vivant, en ordonnant à Bananias, Chef de sa Milice de tuer Joab qui s'y étoit réfugié, de le tuer même au pied de l'Autel, qu'il tenoit embrassé & dont il refusoit opiniâtement de s'écarter?

Les Immunités dont nous parlons, subsistent encore aujourd'hui dans la plus grande partie de l'Italie, qui est, si je puis ainsi parler, un Pays tout Ecclésiastique. Mais les désordres qu'elles y fomentent, les attentats qu'elles y autorisent en quelque façon ne prouvent que trop, que nos Princes ont fait sagement d'y déroger & de les révoquer.

Les Exemptions dont jouissent aujourd'hui les Ecclésiastiques, en vertu de quoi ils sont dispensés de servir personnellement le Roi dans ses Camps & Armées, sont encore un effet de la bonté de nos Souverains; effet purement gratuit, qu'ils avoient droit de refuser, qu'ils ont à présent droit de révoquer. En vain citeroit-on les Canons, qui inspirent & recommandent aux Ecclésiastiques une si grande horreur du sang; cette Discipline introduite, n'est point essentielle au Christianisme, elle ne préjudicie point aux Droits du Roi, & ne peut dispenser ses Sujets de l'obligation où ils sont, de lui obéir & de le servir aux dépens de leur vie. Ne voyons-nous pas dans notre Histoire, les Evêques mener leurs Vassaux au combat, & payer admirablement bien de leurs personnes? Sous Philippe-Auguste, les Evêques d'Orléans & d'Auxerre furent condamnés à l'amende, pour s'être retirés de l'Armée avec leurs Troupes, sous prétexte que le Roi n'y étoit pas en personne. Ils en

portèrent leurs plaintes à Innocent III. qui gouvernoit alors l'Eglise de Rome : ce sage & modéré Pontife , du moins en cette occasion-là , leur répondit qu'il ne vouloit pas contrevenir aux Loix du Royaume ; & ils furent obligés de payer l'amende à laquelle ils avoient été condamnés.

L'Empereur Valens publia une Loi , qui ordonnoit à tous les Moines d'aller à la Guerre. Personne n'ignore que cet Empereur étoit passionné pour l'Arianisme ; je conviens même que sa haine pour les Catholiques lui avoit dicté cette Loi : suit-il de là , qu'en la portant , il ait excédé son Pouvoir , du moins par rapport à ceux que leur âge trop avancé & leur santé usée ne mettoient point hors d'état de lui obéir ? Les deux fils de Heli , Grand-Prêtre du Peuple de Dieu , ne tomberent-ils pas morts à côté de l'Arche , qu'ils défendoient contre les efforts des Philistins qui l'attaquoient ? N'a-t-on pas vu dans des villes assiégées , les Moines prendre les armes , & partager avec les autres habitans les dangers & les fatigues de la défense ? Du temps de la Ligue , si préconisée par les Papes & leurs adhérens , tous les Religieux qui étoient à Paris , ne composèrent-ils pas une espèce de corps d'Armée ? L'Estampe grotesque de la Revuë qui s'en fit apparemment par le Légat , n'est-elle pas un monument authentique , que le port des armes n'est point essentiellement interdit aux Ministres de la Religion ? N'a-t-on pas vu Jules Second , le casque en tête , la cuirasse sur le dos , commander ses Armées & presser vivement le Siège d'une Place , qu'il vouloit absolument emporter ?

Qu'on demande au Pape , s'il ne peut pas autoriser les Prêtres & les Religieux à prendre les armes : on est assuré qu'il répondra qu'il le peut. Pourroit-il répondre de la sorte , s'il étoit essentiel à l'homme particulièrement consacré aux Autels & à la Religion , de s'abstenir des combats ? Qu'on cherche  
tant



tant qu'on voudra , on ne trouvera rien , ni dans le Sacerdoce , ni dans la Profession Religieuse , qui soit incompatible avec une juste défense ou une attaque nécessaire. Saint Pierre n'étoit-il pas Prêtre quand au Jardin des Oliviers il tira l'épée pour la défense de son Divin Maître ? L'incompatibilité qui se trouve aujourd'hui à cet égard , ne vient donc que d'un Règlement de Police Ecclésiastique , qui n'a pû avoir de force , qu'autant que les Souverains ont renoncé au Droit qu'ils avoient d'en empêcher l'exécution : mais renonciation qui ne peut être absolue ; de laquelle par conséquent ils peuvent revenir , quand il leur plaira.

Pour achever de montrer , que la Religion Chrétienne n'a rien changé au Pouvoir du Souverain sur ses Sujets , de quelque rang , de quelque condition qu'ils puissent être , il ne nous reste plus qu'à faire voir , que la puissance du Prince ne s'étend pas moins sur les biens , que sur les personnes Ecclésiastiques.

Afin de faire mieux sentir l'étendue de ce Droit inaliénable de la Souveraineté , il est tout-à-fait à propos , de considérer les biens d'Eglise sous deux différens rapports , en deux différentes situations : ou ces biens sont actuellement possédés par des personnes spécialement consacrées aux Autels ; ou ils sont à donner à des personnes de ce caractère. Une comparaison fera peut-être mieux sentir ce que je veux dire , & donnera plus de clarté à ma pensée.

Les biens d'Eglise , comme ils sont aujourd'hui partagés , ressemblent aux Fiefs ; soit qu'actuellement ils soient dans la main de celui qui en est le maître , soit qu'ils n'y soient plus , & qu'il en ait gratifié différens Particuliers : or c'est au Souverain ou au Seigneur Suzerain à donner les Fiefs ; quand il les donne , il ne décharge , ni ceux qui par sa libéralité deviennent particulièrement ses Vassaux , ni les Terres dont il les met en

possession, de ce qu'ils lui doivent naturellement. Disons donc à proportion, que c'est au Souverain à donner les Biens d'Eglise, c'est-à-dire, les Bénéfices; & quand il les a donnés, il a sur eux les mêmes Droits qu'il a sur toutes les Terres qui composent ses Etats.

Tout ceci veut dire, qu'il n'y a rien dans la Religion qui exige que les biens dont jouissent ses Ministres soient exempts de charges publiques, & que c'est de la seule bonté des Princes que l'Eglise tient ses Privilèges à cet égard: à quoi sans doute, il leur est permis de déroger quand ils le jugent à propos, sans que personne au monde puisse légitimement s'y opposer. Les biens que la piété des Fidèles a consacré au Culte de la Religion & à l'entretien de ses Ministres, ne devoient-ils rien au Souverain avant leur consécration? Ont-ils depuis changé de nature? La volonté des Donateurs a-t-elle pu leur en faire changer? Les Princes même, en déchargeant ces Donations des charges publiques, ont-ils pu lier leurs Successeurs, de sorte qu'ils ne puissent se rétablir, eux & le reste de leurs Sujets, dans leurs Droits naturels à quoi une piété mal entendue avoit fait injustement renoncer? Les biens que les premiers Chrétiens donnerent à l'Eglise, ne restoit-ils pas comme les autres, sujets aux Contributions publiques?

Or, je l'ai déjà dit plusieurs fois, & c'est un Principe qu'on ne peut trop inculquer & trop développer: la Religion Chrétienne n'a rien changé au Droit des Souverains. Clovis converti, eut les mêmes Droits qu'il avoit avant sa conversion; ses Sujets & leurs biens ne dépendirent pas moins de lui.

J'ai dit que c'étoit une piété mal entendue, qui avoit engagé les Souverains à renoncer à une partie de leurs Droits les plus naturels, & que cette renonciation étoit injuste. J'appelle



piété mal entendue , celle qui regarde comme essentiel à la Religion ce qui n'a point avec elle de rapport nécessaire : il falloit fonder des Eglises , il falloit pourvoir à la subsistance de ceux qui les desservent ; mais il n'étoit pas nécessaire de les fonder si richement , bien moins encore l'étoit-il de leur accorder une foule de Privilèges & d'Immunités. Les Fondations sont l'ouvrage de la vraie piété ; les libéralités excessives , l'exemption des Loix communes de l'Etat , sont celui d'une piété fautive & outrée ; ce n'est pas assez , d'une piété injuste.

Le Prince , pour gouverner ses Etats , pour en éloigner la Guerre , pour la soutenir quand il ne peut l'éviter , pour piquer l'émulation par de justes récompenses , pour donner à sa Dignité l'éclat & la magnificence qu'elle doit avoir , a nécessairement besoin de l'assistance de ses Sujets : le secours qu'il ne tire point des uns , il faut qu'il le tire des autres ; ainsi , ce que les Ecclésiastiques ne fournissent point , c'est aux Laïques à le suppléer , & à porter la charge dont les premiers sont exempts. Ne sont-ils donc pas tous membres d'un même Corps ? N'ont-ils pas le même intérêt , que le fer & le feu de l'Ennemi ne désolent pas leurs campagnes ? Le soin & la vigilance du Souverain , ne sont-ils pas à leur égard , des titres aussi légitimes de tribut & de reconnaissance , qu'à l'égard de ses autres Sujets ? Est-il juste qu'ils jouissent des avantages que procurent la Paix & la Victoire , sans y contribuer en rien ? N'est-ce pas assez , n'est-ce pas même trop , que personnellement ils soient exempts d'exposer leur vie pour la défense de l'Etat ; faut-il encore que leurs immenses possessions soient exemptes des Contributions publiques ? Quel soulagement ne recevraient pas les Peuples , si ces odieux Privilèges étoient retranchés , ou que l'amour du bien public , engageât , comme il le devrait faire , ceux qui en jouissent , à

y renoncer ? Quel renversement , que ceux qui doivent être les plus détachés des biens de la terre , en jouissent plus abondamment & plus tranquillement !

Après tout , il faut en un certain sens , qu'ils jouissent de cette tranquillité ; les fonctions dont ils sont chargés , sont incompatibles avec le tumulte & l'embarras des affaires. L'abondance dont ils jouissent la plûpart , devroit assurément produire cette tranquillité ; mais tout le contraire arrive , & les plus riches , sont ceux qui font retentir plus souvent nos Tribunaux de leurs scandaleuses contestations ; il semble même que leur séparation du monde , ne serve qu'à donner sur eux plus de force à l'avarice , qui crie sans cesse , *Encore , Encore* ; leurs biens augmentent tous les jours , ils font revivre quelque nouveau Droit ; & les Loix des Princes sont de trop foibles barrières pour les empêcher de faire de nouvelles acquisitions. Ceux d'entr'eux qui attirent des Donations , qui déchifrent de vieux Titres , qui en fabriquent peut-être , sont les plus considérés ; la fourbe se commence de loin , & n'est mise en œuvre que lorsqu'on est assuré du succès. L'abondance ne peut donc produire la tranquillité , puisque les gens d'Eglise ne sont pas tranquilles ; & sans doute qu'ils le feroient davantage , s'ils étoient moins opulens. D'ailleurs , à quoi la plûpart sont-ils si utiles au Public , que pour ne pas troubler leur tranquillité il faille exempter leurs biens de toute charge ? Ces Moines si riches , ces Bénéficiers si opulens , qui n'ont point d'autre emploi que de chanter au Chœur , feroient-ils moins en état de chanter comme ils font , si par de justes Contributions on diminuait leurs trop gros Revenus ?

Ce qu'ils disent ordinairement , & sur quoi ils appuyent si fort , est un langage vuide de sens , qui n'a de force qu'autant que l'aveugle crédulité lui en donne. Quoi ! les Bleds , les Bois , provenans des Terres des Ecclésiastiques , l'argent qu'ils



en tirent, ont en eux-mêmes quelque chose qui les distingue des biens des Séculiers, & c'est un crime que de les confondre ! Ce qui sert aux Autels, à la décoration des Temples, est en quelque sorte consacré ; mais il y a du ridicule à étendre cette espece de consécration aux Terres des gens d'Eglise & aux fruits qu'elles produisent. Non encore une fois, ces biens n'ont point changé de nature ; ils peuvent être employés à des usages profanes, & ils ne le sont que trop, par ceux qui voudroient les faire passer pour sacrés. Fussent-ils sacrés, ce ne seroit point les profaner, que de les faire servir aux besoins de l'Etat ; le consentement des Possesseurs, de celui qui se dit le maître de ces biens, n'y est point nécessaire, c'est au Prince à en décider ; & dès qu'il demande la Contribution qu'il a réglée, les Ecclésiastiques ne sont pas moins obligés d'obéir que les Séculiers.

Nous avons dit encore, que naturellement il convient aux Princes, & qu'il est de leur ressort, de donner les biens d'Eglise à ceux qui sont capables de les posséder. Pourquoi cela ? C'est que tous les Sujets ne peuvent être trop attachés à leur Souverain : par conséquent les Graces, qui sont, à parler en général, le motif le plus fort de cet attachement, doivent couler du Trône comme de leur source. Comment n'en feroit-il pas des Offices & des Dignités Ecclésiastiques, comme de tous les autres que le Souverain donne, ou qui ne sont donnés qu'en son nom ? Il ne peut donner, je l'avoue, le caractère qu'il faut avoir pour exercer ces Offices, pour remplir ces Dignités : mais qu'y a-t-il dans la Religion, qui empêche qu'il ne les confie à ceux qui ont reçu ce Caractère de ceux qui ont droit de le donner ? Ce n'est pas lui non plus, qui donne le Doctorat en Droit Civil, en Droit Canon, en Médecine ; feroit-ce bien raisonner que de conclure, qu'il ne peut pas donner les Offices à quoi le Doctorat ou une science

éprouvée est absolument nécessaire ? Non , le Roi ne donne ni la Prêtrise , ni l'Episcopat , ni même la Tonsure Cléricale ; mais quelle inconséquence peut-on trouver , qu'il donne les places qu'on ne peut occuper sans être Clerc , Prêtre ou Evêque ?

Le Droit spirituel qu'il faut avoir sur les biens Ecclésiastiques , pour en jouir , c'est la Cléricature qui le donne ; ce Droit spirituel ne suffit pas , il faut un Droit temporel , un Droit extérieur. Quel inconvénient y a-t-il , que le Souverain donne ce Droit temporel , dès qu'il ne le donne qu'à ceux qui ont déjà reçu , ou qui recevront dans la suite le Droit spirituel , que donne la Cléricature ? Comment s'obstine-t-on à confondre des choses , qu'il est si aisé de distinguer ? Il faut de la science , de la probité pour rendre la Justice aux Peuples , & terminer leurs différens ; il faut être brave & vigilant pour commander un Corps de Troupes ; il faut être d'une Noblesse ancienne pour être fait Chevalier de l'Ordre du Saint Esprit. Le Roi ne donne , ni la probité , ni la science , ni la bravoure , ni la vigilance , ni l'ancienneté de la Noblesse ; mais il élève à ces Honneurs , ceux qui ont les qualités sans quoi on ne peut y prétendre. De même , le Roi en donnant un Evêché , une Cure , une Abbaye , un Canoniat , une Chapelle , ne donne point le Caractère dont il faut être revêtu pour les posséder ; mais il les donne à ceux qui ont actuellement ce Caractère , ou qui sont capables de le recevoir. N'est-ce pas une condition légitime que celle-ci : Je donne telle Terre à l'Eglise , & j'aurai Droit de nommer à tel Office , à quoi sera attaché le Revenu de la Terre que je donne ; ce Droit passera de ma personne à tous mes Descendans & Héritiers. La nomination à un Bénéfice Ecclésiastique n'a donc rien qui soit incompatible avec l'état Laïque : à combien plus forte raison le Souverain qui doit être la source de toutes les Gra-

ces, peut-il donner ces Bénéfices ou nommer; car c'est la même chose dès qu'on n'est pas libre de rejeter ceux qu'il nomme ?

De tout ceci il suit, que le Souverain d'un Etat en certaines circonstances, pour empêcher certains abus, pourroit, malgré les Usages établis; défendre à quiconque de ses Sujets, aux Evêques mêmes, de pourvoir à aucun Bénéfice, & se réserver à lui seul le Droit d'y nommer: car s'il peut nommer à un seul, il peut nommer à tous, si le bien de son Etat le demande. Quel frémissement n'excitera point ceci parmi les Ecclésiastiques, à qui leurs préjugés sur cette matiere, tiennent lieu de Science & de Principes! Que dira sur tout, cette Bande noire & fiere, entendant attribuer aux Princes ce qu'elle croit appartenir essentiellement à l'Evêque de Rome? En vain frémiront-ils, en vain crieront-ils au renversement de la Religion, à l'impieté, il sera toujours vrai, que la distribution des Graces, des Charges, des Offices, des Dignités, qui distinguent les Sujets, qui élèvent les uns au-dessus des autres pour les gouverner & les conduire, appartient naturellement au Prince; qu'il n'est rien dans la nomination aux Bénéfices, qui soit incompatible avec l'état Séculier; que cette nomination ne suppose & n'exige aucun Caractère sacré, qu'elle convient aux femmes, qu'elle peut même convenir à des Infidèles, à des Hérétiques: il sera toujours vrai, que si le Souverain ne donne pas tous les Bénéfices, il doit au moins veiller à ce qu'ils soient bien donnés; & par une suite nécessaire, il a droit d'établir un Tribunal qui connoisse de ces sortes d'affaires, qu'il n'est point nécessaire d'être Ecclésiastique pour en juger.

Enfin il sera toujours vrai, que l'ignorance seule peut mettre à la bouche ces discours insensés: Que le souverain domaine des biens Ecclésiastiques appartient au Pape; que lui seul a



droit d'en disposer, de les aliéner, de les diviser, de les réunir, de les charger; que tout ce qui se fait de contraire à cet égard, se fait illégitimement, ou ne se fait que de son consentement & avec sa permission. Car, d'où pourroit venir ce Droit du Pape? Et pourquoi les Evêques qui partagent avec lui le Sacerdoce, ne partageroient-ils pas aussi ce prétendu Droit? Sa Primauté, la prééminence de sa Dignité, consiste à veiller sur l'Eglise, sur ceux qui jouissent des biens que la piété des Fidéles lui a prodigués, non à en être le maître, à les distribuer; pour exercer sa charge de Surveillant Général, il n'est point du tout nécessaire que ces sortes de Graces dépendent de lui. Faut-il qu'un Gouverneur de Place, qu'un Général d'Armée ait nommé tous les Officiers de sa Garnison, de son Armée, pour être en droit de veiller sur leurs démarches, & les contenir dans le devoir? Un Roi feroit-il maître de ses Armées, de ses Places, s'il avoit laissé introduire ce pernicieux Usage? Le feroit-il des Ecclésiastiques de ses Etats, si les Graces dont leur Caractère les rend seuls capables, dépendoient uniquement du Pape? Quels efforts ne feroient-ils pas pour avoir accès auprès de lui, pour s'insinuer dans sa faveur? Ne le regarderoient-ils pas comme leur Souverain? Maître de ceux qui gouvernent la conscience des Peuples, n'auroit-il pas sur eux plus d'empire que le Souverain même.

Nos Histoires ne nous fournissent que trop d'exemples funestes de l'ascendant que les Ecclésiastiques ont eu sur les Peuples, & des révoltes scandaleuses où ils les ont engagés. L'attention du Prince, des Magistrats, doit donc être de veiller particulièrement pour empêcher la Cour Romaine de faire valoir ses ambitieuses & injustes prétentions, qui ne tendent à rien moins qu'à assurer une espèce de Monarchie universelle à celui qui la gouverne; on devroit même regarder comme les ennemis les plus dangereux de l'Etat, ceux qui tiennent, & s'appliquent

s'appliquent à répandre les Maximes Ultramontaines. Si l'amour de la paix exige qu'on tolère les abus qui se sont peu à peu introduits à ces égards, l'amour de la justice exige encore plus fortement, qu'on mette tout en œuvre pour empêcher qu'on n'en introduise de nouveaux : ~~ce~~ n'est pas assez, on devroit employer à se remettre en liberté, les mêmes moyens que cette Cour politique a mis en œuvre pour l'affoiblir & l'opprimer; ces moyens sont, la subtilité, l'adresse, l'attention à profiter des occasions, l'assiduité infatigable à faire valoir ses prétentions, à ne les perdre jamais de vûe.

Je reviens à mon sujet : je me flatte qu'on pardonnera volontiers cette digression, à l'indignation qu'excite naturellement l'abus de la Puissance spirituelle pour se mettre en état de commander à ceux mêmes qui n'ont point & ne doivent point reconnoître d'autre Souverain que Dieu. Le Prince auroit Droit de nommer à tous les Bénéfices de son Royaume, comme il nomme à toutes les Charges de l'Epée & de la Robe; mais il n'exerce pas ce Droit : un grand nombre de ses Sujets le partagent avec lui, parce que les Fondateurs de ces Bénéfices en ont attaché la nomination à leurs Héritiers, ou aux Possesseurs de certaines Terres; d'autres ont cru, que ces nominations se feroient avec plus de lumière & d'équité s'ils les attachoient à des Personnes ou à des Communautés Ecclésiastiques. Ils l'ont fait, & c'est de cette idée qu'il y a sans comparaison plus de Patrons Ecclésiastiques que de Laïques, à l'exception des grands Bénéfices, c'est-à-dire, des Evêchés, dont la nomination doit être regardée comme un Droit inséparable de la Couronne : le Roi considéré précisément comme Seigneur temporel, ne nomme à aucun Bénéfice, que parce qu'il l'a fondé lui-même, qu'il est à la place de ceux qui autrefois les ont fondés, ou qu'il possède les Terres & Seigneuries à quoi ces nominations ont été attachées.



Au contraire, le Roi considéré par rapport à sa Dignité & à son Office, a Droit sur tous les Bénéfices, même du second & dernier rang : s'il ne se sert pas de ce Droit, & qu'il permette à ses Sujets de l'exercer, ce ne peut être que dépendamment de lui ; C'est-à-dire, qu'il a droit d'examiner si on n'abuse point du Droit qu'il laisse, de faire décider les questions qui s'élèvent entre les Prétendans soit pour la nomination, soit pour la jouissance, de punir ceux qui ne s'acquittent pas de leur devoir, d'établir de nouveaux Titres, d'en supprimer d'anciens, de diviser un Bénéfice en plusieurs, d'en joindre plusieurs en un, d'ôter à ceux qui ont trop, d'ajouter à ceux qui n'ont pas assez, de n'admettre que ses Sujets, d'en exclure les Etrangers, de fixer l'âge, la capacité à proportion de leur importance, de régler leurs fonctions, d'ordonner de tout ce qui concerne leur conservation, leur amélioration, l'usage des Revenus pendant la vacance, d'annuler les nominations de ceux qui n'auroient pas les qualités prescrites.

A qui accorderons-nous ces Droits, ces Prérogatives, si nous les refusons au Roi ? Car enfin il est absolument nécessaire que quelqu'un en soit revêtu ; & les accorder à une Puissance étrangère, ce feroit lui donner la Souveraineté sur une partie considérable de l'Etat, ce qui certainement ne convient en aucune façon. Il me paroît, & je ne crois pas me tromper, que la raison & l'équité doivent fournir & faire goûter ces réflexions à toute personne que l'entêtement & la prévention n'aveuglent point. Comment donc a-t-on souffert que le Pape, qui assurément est une Puissance étrangère à notre égard, usurpât une bonne partie de ces Droits, que le bon sens nous dicte appartenir à notre Souverain ? Je conçois pourquoi on a établi, que les Gradués pussent requérir les Bénéfices vacans en certains mois de l'année ; mais je ne puis comprendre pourquoi le Pape a droit de donner tous les Bé-



néfices qui sont vacans, aussi en certains mois de l'année. Sur quoi fondé, s'est-il attribué de recevoir les Résignations, de prévenir les vrais Collateurs en certaines circonstances, toutes imaginées pour étendre l'autorité du Pontife Romain, aux dépens de celles des Souverains mêmes, & de ceux qui partagent avec lui l'Episcopat? Sur quoi fondé, s'est-il arrogé le Droit de nommer aux Bénéfices de ceux qui viendroient à mourir en Cour de Rome? Peu à peu on a aboli l'usage des Expectatives, si onéreux aux vrais Collateurs, si fructueux à la Cour Romaine: ne pourroit-on pas empêcher les François d'aller à Rome mandier, ou si l'on veut, disputer un Bénéfice; leur défendre d'y aller sans une permission expresse, qu'on n'accorderoit qu'à ceux qui ne pourroient prétendre à aucun Bénéfice? Ne pourroit-on pas par des délais réitérés, laisser la patience de ceux que le Pape auroit nommés, par des prétextes spécieux infirmer leur nomination, faire de leur vie un examen exact & rigoureux, les engager à se désister de leur Droit, déclarer que le consentement du Patron naturel est nécessaire, dans la concurrence préférer la nomination de l'Ordinaire, à celle de Rome? En un mot, le Souverain ne pourroit-il pas par un Edit solennel, annuler toute nomination, faite par tout autre que par lui ou par quelqu'un de ses Sujets, du moins par quiconque ne posséderoit pas les Terres, les Bénéfices, à quoi plusieurs de ces nominations sont attachées? Outre que par-là il rentreroit dans ses Droits, il conserveroit les grosses sommes d'or & d'argent qu'on transporte à Rome.

Quel Droit peut avoir le Pape sur les Revenus d'un Evêché, d'une Abbaye, pour qu'on lui en paye au moins une année en cas de mutation? Est-ce une marque de sa Souveraineté? Les Ultramontains le prétendent ainsi: mais en vérité, rien n'est plus chimérique que cette prétention; sa qualité même

de Chef de l'Eglise ne sçauoit la justifier. L'Election des Evêques a été entre les mains du Peuple ou du Clergé , pendant un fort long-tems , depuis la naissance de l'Eglise jusqu'à la Conversion des Empereurs ; depuis elle s'est faite par le Clergé seul. Le Droit de confirmer ces Elections appartenoit au Prince seul , le Pape ne s'en mêloit en aucune maniere , on lui écrivoit seulement sa Profession de Foi , & on lui demandoit sa Communion ; certainement alors il ne tiroit aucun Tribut des autres Eglises ; au contraire , comme la sienne étoit la plus riche , il les assistoit dans leurs besoins. Dans ces premiers temps n'étoit-il point le Chef de l'Eglise ? N'a-t-il commencé de l'être que lorsqu'il s'est attribué des Droits qu'il n'avoit point , qu'il a établi des contributions sur ses freres & sur ses enfans , & que contre la sentence de Jesus-Christ , dont il se dit le Vicaire , il a fait de son Sacerdoce un Royaume temporel , une Domination toute profane & toute séculiere , jusqu'à entreprendre de commander aux Rois mêmes , jusqu'à prétendre que les Princes de leur sang le cédassent à ceux qu'il honoroit des Dignités de sa Cour , égalant par-là l'orgueil insupportable de Rome idolâtre , qui préféroit ridiculement ses Bourgeois à tous les Rois du monde ?

Pour ce qui regarde les Abbayes , l'Election de ceux qui les gouvernoient se faisoit par les Moines , sous l'autorité de l'Evêque Diocésain ; à lui seul appartenoit de confirmer ou d'infirmer leur choix : car dans ces premiers temps du Christianisme , où régnoit le désintéressement & l'humilité , les Papes n'avoient point encore imaginé ces exemptions de la Jurisdiction Episcopale , qui ont porté un si rude coup à l'autorité des Evêques , & qui dans tous les Royaumes Chrétiens , donnent à la Cour de Rome de véritables Sujets & de zélés défenseurs de l'autorité excessive qu'elle s'attribue.



Dans la suite , les Princes voyant que ces Abbayes , par l'excessive & indiscrete libéralité , de simples étoient devenues extrêmement puissantes , jusqu'à avoir assez de Vassaux pour en composer des Corps d'Armée , s'attribuerent le Droit de nommer à ces Bénéfices si considérables , d'intervenir du moins à l'Electiion , & de la confirmer ou de l'annuller : en quoi certes , ils ne faisoient rien que leur Dignité & leur devoir ne les autorisât , & ne les obligeât à faire. Prétention vaine par conséquent , prétention chimérique & abusive des Papes , qui se croient Maîtres souverains des biens Ecclésiastiques , & qui regardent comme une marque & une preuve indubitable de leur souveraineté , l'espèce de Tribut que la foiblesse des Princes & la simplicité des Peuples leur a permis d'exiger.

Cependant Tribut odieux & injuste , de quelque maniere qu'on le considère ; il appauvrit l'Etat , & met une Puissance étrangere en situation de se déclarer contre nous & de nous susciter des ennemis. Combien de fois les Papes ont-ils abusé , contre les Droits & les intérêts de nos Rois , de l'argent que la France leur fournissoit ? Je le dis hardiment , non , jamais on ne comprendra comment nos Princes ont consenti , que les Papes se soient attribués ces espèces de redevances si onéreuses à l'Etat : la qualité de Seigneur souverain & direct de la plupart des Biens qui composent le Revenu des Bénéfices , sur tout des Evêchés & des Abbayes considérables : le titre de Protecteur & de Défenseur de la Religion , que nos Rois ont toujours si dignement rempli depuis Clovis , sembloient les inviter à exiger des marques effectives de dépendance & de reconnoissance ; je veux croire que la piété plutôt que la simplicité les a fait renoncer à des Droits incontestables , mais en même temps , la saine politique , aussi-bien que la Majesté de leur Trône ; demandoient absolument , qu'ils ne souffrissent pas que l'orgueil & l'avidité d'une Puissance étrangere , s'ap-



propriaissent ce que par une piété respectueuse ils sacrifioient à la Religion.

Je ne pense pas , qu'il soit contre le respect dû aux Têtes couronnées, de faire sentir l'importance de la faute qu'ils ont faite à cet égard , & d'en démêler les motifs. Cette Puissance, qu'ils ont laissé croître , dont l'agrandissement a même été leur ouvrage , cette Puissance s'est servie de leurs bienfaits , pour s'affermir & se mettre en état de ne point craindre leur changement. Devenue considérable par leur libéralité , par les grands Domaines dont ils l'avoient mise en possession , son amitié ou sa haine ont cessé d'être indifférente ; elle est entrée dans les intérêts des Princes : on s'est crû heureux de l'avoir de son côté : ceux même qui l'avoient formée , ont été contraints de rechercher son Alliance & de l'acheter par de nouveaux bienfaits ; quand son autorité leur a paru nécessaire pour la réussite de leurs projets , ils l'ont exaltée sans mesure , ils en ont fait une espèce de Divinité , sans considérer qu'elle pourroit un jour se tourner contre eux , & qu'ils ne pourroient alors , sans se démentir eux-mêmes , combattre & borner cette autorité , à quoi ils avoient donné tant d'étendue , & à l'abri de laquelle ils avoient crû pouvoir tout entreprendre & tout justifier.

Cette Puissance , toujours attentive à se soutenir & à s'étendre , s'est servie des uns contre les autres , elle a mis également à profit leur complaisance & leur résistance. La malignité naturelle , qui fait trouver sa satisfaction dans l'abaissement de son Rival , a empêché les Princes de se réunir pour se défendre de concert ; ils ont vû tranquillement & avec délices leurs Voisins aux prises , & les ont laissé opprimer. Ces Voisins ont eu leur tour , & se sont consolés des maux qu'ils avoient soufferts par ceux qu'ils ont vû souffrir ; car cette Puissance inquiète , les a tous attaqués ; il n'en est point qui n'ait sujet de

s'en plaindre ; le respect des Peuples pour son autorité spirituelle, les a contraints de céder à son autorité temporelle : la simplicité étoit si grande , qu'on croyoit que c'étoit résister à Dieu même , que de résister au Pontife Romain ; la crainte si aveugle des Excommunications, qu'il ne venoit pas même à l'esprit de penser qu'il pût y avoir de l'injustice : c'est par-là, qu'on est venu à bout de soulever les Peuples contre leurs Souverains, & de leur faire regarder les révoltes les plus formelles, pour des actions de piété , de Religion ; & de-là les Princes ont souffert qu'ils intervinssent dans leurs affaires les plus essentielles, qu'ils décidassent de la Paix & de la Guerre ; quelques-uns même ont été assez foibles , pour faire de leurs Donations un titre légitime d'invasion & de conquête. Que dire de ceux , qui par une piété ridicule ont rendu leurs Royaumes tributaires des Evêques de Rome , qui les en ont fait Seigneurs souverains , qui ont sacrifié leur indépendance pour en faire des Fiefs mouvans de la Thiare ?

C'étoit peu que ces rapports , ces distinctions , ces donations, pour rendre cette Puissance durable ; l'argent étoit absolument nécessaire : il falloit de plus se former des partisans, des créatures dans chaque Etat : la Cour Romaine est venue à bout de l'un & de l'autre ; les Dispenses, les Expectatives, les Annates, les Impositions sur le Clergé, la vente même des Bénéfices : pourquoi ne le pas dire ? Le trafic des Indulgences, ont été les canaux par où , de tous les Etats de l'Europe, l'or & l'argent ont coulé si abondamment à Rome. Le Cardinalat institué, l'Erection des Ordres Religieux, avec cette foule de Privilèges qui dégradent & affoiblissent si fort l'autorité Episcopale, ont donné par-tout aux Papes des Sujets intéressés à la conservation de leur autorité.

Personne n'ignore l'application des Papes à relever la Dignité de Cardinal. Combien de Bulles expédiées à ce sujet !



Que de prérogatives accordées ! On veut les régler aux Têtes couronnées , du moins on les met au-dessus de toute autre Dignité. Qu'on juge de-là , quelle idée a leur Chef de sa grandeur , quels Droits il s'attribueroit , s'il ne craignoit de trouver de la résistance. On n'éleve au Cardinalat que des Personnes d'une grande Naissance , ou pour qui les Souverains s'intéressent fortement : encore quels Souverains ? Le Roi de Sardaigne n'est pas maître d'un assez grand Etat , pour que sa recommandation soit efficace. Ces Places se promettent aux Favoris des Rois ; mais à quelles conditions ? L'ambition a introduit ce degré d'honneur , l'ambition le conserve & lui donne beaucoup plus d'éclat qu'il n'en devroit avoir : c'est un piège que cette Cour politique a tendu pour s'attacher des créatures ; les Rois & les Sujets s'y sont également laissé prendre , sans faire attention que par-là on attaquoit leur autorité & leur fidélité.

Quel respect autrefois pour un Cardinal Légat ! Quelle soumission ! Quelle déférence ! Quelle hauteur à soutenir ce qu'on appelle mal-à-propos l'honneur du Saint Siège ! Car assurément , l'honneur de ce Siège consiste dans l'humilité , dans la douceur ; non dans le pompeux étalage d'un luxe orgueilleux , non dans la fierté & la hauteur mondaine. Leur commission se borneroit-elle au spirituel ? N'avoit-elle pas pour objet principal les affaires d'Etat ? Ne s'en méloient-ils pas ? N'y entroient-ils pas le plus avant qu'il leur étoit possible ? Ne se conduisoient-ils pas en Arbitres souverains de la Paix & de la Guerre ? Quelquefois même , ne s'appliquoient-ils pas à fomenter le mécontentement des Peuples , à les exciter à la révolte , à former des Liges & des Partis , à causer des révolutions ? Les Religieux , si puissans par leur Ministère , ne leur étoient-ils pas dévoués ? Ne se prêtoient-ils pas , ou plutôt ne se livroient-ils pas à l'exécution de leurs desseins ?  
Par



Par leur moyen les Légats n'étoient-ils pas instruits à fond de la situation des affaires, des intrigues de la Cour, des sentimens & du penchant de la Nation ? N'est-il pas plus que probable, que ces secrets découverts se communiquoient aux Puissances ennemies ? C'est par ces intrigues, par ces artifices, par ces hauteurs, par ces violences, par cette confusion du temporel avec le spirituel, d'un autre côté par la foiblesse, par la condescendance, par le peu de prévoyance, par la piété outrée, par la mésintelligence des Princes, que les Papes se sont élevés si haut, & ont presque fait réussir leurs prétentions les plus excessives.

Leur pouvoir est à la vérité diminué, on est en garde contre leurs entreprises ; mais on ne l'est point encore assez : leur pouvoir tout affoibli qu'il est, est encore assez grand, pour qu'ils espèrent & qu'ils tentent de le rétablir tel qu'il étoit autrefois. On aura toujours à craindre, tandis que les Evêques seront traités comme leurs Sujets, quoiqu'ils partagent avec eux le Sacerdoce ; tandis que les Religieux seront exempts de la Jurisdiction ordinaire, tandis que l'argent leur viendra abondamment, & que par les Graces dont ils peuvent disposer, ils auront de quoi s'attirer & s'attacher des partisans ; en un mot, tandis que par rapport à l'Eglise Universelle, ils agiront avec autant de Souveraineté que le Roi le plus absolu le fait dans ses Etats, on ne pourra douter qu'ils n'ayent encore les mêmes prétentions. Qui sçait même, s'ils ne pensent point à faire revivre les Droits de l'Empire Romain sur tous les Peuples qui lui étoient autrefois soumis ? Sur quel autre principe pourroit être appuyée cette fierté étonnante, qui va jusqu'à commander aux Rois, jusqu'à disposer de leurs Etats, jusqu'à prescrire la maniere de choisir les Empereurs, jusqu'à s'arroger le Droit de décider de la validité de leur Election, c'est peu encore, jusqu'à prétendre leur en donner l'investiture ? S'ils

ne s'imaginoient être aux Droits du Peuple & du Sénat Romain , mettroient-ils l'indépendance au rang de leurs prérogatives essentielles ? Indépendance qui n'est assurément point renfermée dans la notion que l'Evangile nous donne de l'Apostolat.

Il est temps que nous ayons recours à l'Histoire, pour faire sentir la solidité de nos réflexions , pour découvrir entièrement la source & les progrès des abus dont nous souhaitons si justement la réformation.







# HISTOIRE

DU

## DROIT PUBLIC ECCLÉSIASTIQUE FRANÇOIS.

### LIVRE I.

*Depuis l'Etablissement de la Monarchie Françoise , jusqu'à  
Gregoire VII.*



UELQUES obscurs que puissent être les commencemens de l'Histoire de l'Eglise, & de l'Etablissement de la Monarchie Françoise : on y voit distinctement que les Papes n'avoient pas, & même qu'ils ne croyoient pas avoir les Droits que leurs Successeurs se sont attribués. On y voit distinctement, que nos premiers Rois Chrétiens entroient dans les affaires de la Religion, qu'on ne faisoit, qu'on ne publioit aucun Règlement, sans leur consen-

tement, sans leur participation; que les Evêques s'assembloient par leurs ordres & en leur présence; que leurs Décrets ou Statuts, pour valider, n'avoient pas besoin de l'autorité du Pape; qu'ils contribuoient de leurs biens aux dépenses de l'Etat; que la consécration, que la piété des Fidèles en avoit fait à Dieu, n'avoit point ôté au Prince le domaine naturel qu'il y avoit, pour le transporter à l'Evêque de Rome. On y voit distinctement, que la distribution des Evêchés ne dépendoit en aucune façon du Pontife Romain, que les Rois, de quelque manière qu'elle se fit, y avoient une très grande part. On voit dans ces premiers Monumens de l'Histoire Ecclésiastique, que c'est par la volonté des Empereurs Romains que la Jurisdiction des Evêques de leur Capitale s'est étendue au-delà des limites qu'elle avoit d'abord; on a encore la Loi de Valentinien qui l'ordonne: on y voit le pouvoir de ce Siège, sans comparaison plus borné dans l'Orient que dans l'Occident; sans doute, parce que les Empereurs de cette partie du Monde, n'avoient aucun intérêt dans l'aggrandissement de ce Siège. On y voit que les Evêques n'étoient point, ne se croyoient pas même obligés de suivre le sentiment de l'Evêque de Rome; qu'ils ne regardoient pas toujours comme retranchés de leur Communión ceux qu'il avoit retranchés de la sienne: on y voit que les grandes affaires ne se traitoient pas sans lui, mais aussi qu'il n'entreprendoit pas de les décider seul: on y voit qu'il étoit Sujet & responsable de sa conduite aux Souverains de Rome, qui quelquefois donnoient un Pasteur à cette Capitale, quelquefois aussi laissoient au Clergé & aux Peuples la liberté de le choisir, se réservant toujours le Droit de confirmer ou d'annuller cette Election, comme de tous les autres Evêques de leurs Etats. En un mot, on y voit les Droits des Souverains & des Evêques, solidement & distinctement établis, & on n'y voit aucun vestige de ces odieuses prétentions, de ces

criantes usurpations , qui ont renversé & confondu ce qui étoit si bien établi , si clairement distingué ; qui du Royaume de Jesus-Christ , dont le désintéressement & la modestie sont le fondement , ont fait une espèce de Monarchie , qui veut anéantir toutes les autres , qui veut du moins les dominer , & même en disposer.

Avant que les Papes fussent Souverains de Rome , & des Terres qui composent ce qu'on appelle aujourd'hui le patrimoine de Saint Pierre , ils n'avoient point , ou n'osoient entreprendre de faire valoir les prétentions que depuis ils ont portées si haut. Leurs Réglemens n'avoient pas plus d'étendue que leurs Diocèses ; si d'autres Evêques les adoptoient , c'étoit à cause de leur sagesse , non à cause de l'autorité de celui qui les avoit faits : chaque Evêque , ou plutôt les Evêques de chaque Nation , gouvernoient les peuples comme ils le jugeoient à propos , & ne pensoient pas qu'il manquât quelque chose au pouvoir de lier & de délier attaché par Jesus-Christ à leur Office. Dans ces premiers temps , on ne connoissoit point de cas réservés au Pape ; les Religieux & Religieuses étoient soumis aux Evêques , du moins étoit-ce d'eux qu'ils tenoient leurs privilèges & leurs exemptions.

A la vérité , les Successeurs de Saint Pierre ont toujours été les Primats de l'Eglise , ils en ont été les Chefs ; ce n'est que peu à peu qu'ils s'en sont faits les Monarques. Leur qualité de Chef & de Primat , leur donnoit sur tous les Evêques Chrétiens , les mêmes Droits qu'a le Métropolitain sur ses Comprovinciaux ; à l'exception de ceux qui distinguent ce dernier des simples Evêques ; c'est-à-dire , qu'ils avoient Droit de convoquer les Conciles Généraux , comme le Métropolitain a Droit de convoquer les Conciles Provinciaux ; que comme le Métropolitain avoit Droit d'inspection sur ses Comprovinciaux , aussi le Pape avoit Droit d'inspection sur tous les Evê-



ques ; c'est-à-dire , par une conséquence nécessaire , que comme le Métropolitain ne pouvoit rien statuer qui obligêât toute sa Province que par l'avis & le consentement de ses Comprovinciaux , aussi le Pape ne pouvoit rien statuer qui obligêât toute l'Eglise , sans l'avis & le consentement du plus grand nombre des Evêques ; que comme les Réglemens que pouvoit faire le Métropolitain pour son Diocèse particulier , n'engageoit à rien les autres Diocèses de sa Province , de même , les Réglemens que pouvoient faire les Papes en qualité d'Evêques de Rome , n'engageoient à rien les autres Diocèses du Monde Chrétien ; que comme le Métropolitain n'avoit point Droit de disposer des Personnes & des Offices Ecclésiastiques des autres Diocèses de sa Province , aussi le Pape n'avoit aucun Droit de disposer des Personnes & des Offices Ecclésiastiques des autres Diocèses du Monde ; que comme les Censures du Métropolitain ne lioient que ses Diocésains , quand elles n'étoient point soutenues de ses Comprovinciaux , aussi les Censures fulminées par les Papes ne lioient que la partie des Chrétiens qui étoient de leur dépendance particulière , à moins que la plus grande partie des autres Evêques n'y consentît & ne les adoptât ; de même que la prééminence du Métropolitain ne diminueoit en rien le pouvoir attaché au Caractère des autres Evêques ; de même que le Métropolitain n'a aucun pouvoir direct sur les Sujets des autres Evêques , de même la prééminence du Pape ne diminueoit en rien le pouvoir attaché au Caractère des autres Evêques , & ne lui donnoit aucun pouvoir direct sur leurs Sujets ; de même que le Métropolitain ne prend point immédiatement connoissance des affaires des autres Diocèses , qu'elles ne soient déferées à son Tribunal selon la forme prescrite , de même aussi le Pape ne jugeoit point en première instance , & par lui-même ne prenoit point connoissance des affaires des autres Diocèses , qu'elles ne

fussent de nature à être déferées à son Tribunal, & qu'elles ne le fussent en effet dans les formes prescrites ; de même que le Métropolitain n'étend point son Diocèse dans celui de ses Comprovinciaux, par des exemptions & des privilèges qui tirent leurs Sujets de leur dépendance pour se les attacher immédiatement ; de même aussi, le Pape n'étendoit point son District dans celui des autres Evêques, par des exemptions & des privilèges qui tiraient une partie de leur troupeau de leur dépendance naturelle & indispensable, pour se les attacher immédiatement & singulièrement, & les soumettre aux Usages particuliers de son Eglise ; de même que ce n'est point au Métropolitain à prononcer sur la prééminence de son Siège, & que ses Décisions ne seroient point une Loi pour ses Comprovinciaux, de même aussi les Papes n'ont jamais eu Droit de prononcer sur les prérogatives qu'ils prétendoient attachées à leur Siège & leurs décisions à cet égard n'ont pu devenir des Loix pour les autres Evêques, qui n'ont pu s'y soumettre sans oublier ce qu'ils devoient à leur Dignité ; enfin, de même que chaque Evêque en particulier n'a aucun Droit sur les Biens & les Dignités des Seigneurs de son Diocèse, qu'il ne peut les en priver, bien moins encore les donner à d'autres ; de même, les Papes n'avoient certainement point, ne croyoient pas du moins avoir les Dignités temporelles, les Empires, les Royaumes en leur disposition.

Ce parallèle du Pape avec un Métropolitain est exactement vrai dans toutes ses parties ; on défie d'y découvrir la moindre fausseté, sur-tout on défie de rien trouver dans l'Histoire des trois premiers siècles, dans l'Histoire de la première Race de nos Rois, aucun exemple, aucun fait, aucune maxime, aucun usage qui l'infirmes & le rende défectueux. Or, si ce parallèle est juste & exact, il en résulte évidemment, que le Pape n'est point le Souverain de l'Eglise, qu'on n'est pas obli-

gé de se soumettre en aveugle & sans examen à ses Décrets, à ses Décisions; que c'est à tort qu'on voit paroître à la tête de ses Rescrits ce titre fastueux URBI & ORBI; qu'on a raison de s'y opposer en certain Etat, quand par ces paroles, *motu proprio*, il s'attribue la qualité de Juge souverain & en première instance; qu'il n'a point sur les biens de l'Eglise de Domaine direct; que ce n'est point à lui à en disposer; qu'il ne peut sans injustice regarder les Evêchés, les Abbayes, comme des Fiefs relevans de sa Thiare, bien moins encore en percevoir une espèce de Droit de Relief, à chaque mutation; que les privilèges & exemptions par lui prodigués, n'ont de force que par la foiblesse des Evêques, qui se sont lâchement soumis à un joug qu'on n'avoit pas Droit de leur imposer; que l'indépendance à laquelle les Papes se sont enfin élevés, est l'unique raison qui puisse justifier tant soit peu la cession que les Evêques ont faite de plusieurs Droits, qui leur appartenoient intontestablement; qu'on n'a pu sans une espèce de folie, s'imaginer qu'ils eussent Droit sur la Couronne des Rois, & que sans un attentat punissable, ils n'ont pu entreprendre de le faire valoir: il en résulte encore que les Décrets, les Statuts, émanés du Pape sans lui avoir été demandés, n'obligent en rien ceux qui ne sont pas immédiatement sous sa Jurisdiction; que ce devroit être aux Evêques à régler chacun dans leurs Diocèses, ce qui regarde les Permutations, Résignations des Bénéfices, soit celles qu'on appelle *in favorem*, soit celles qui se font *causâ mortis*; qu'il n'appartient pas plus au Pape qu'aux Evêques, de dispenser des Vœux simples & de certains empêchemens du Mariage; que tout ce qui se fait de contraire en ces matieres & en beaucoup d'autres, est un renversement de l'ancienne Discipline.

J'ai jugé à propos de faire le détail de ce que j'espère prouver, en parcourant chaque siècle de l'Histoire Sacrée & Profane.



fane. Comme cette longue suite de preuves par citation pourroit ennuyer, je l'interromprai de temps en temps par quelques Differtations, qu'on pourra regarder comme autant d'Episodes : en voici à peu près les sujets. En quoi le pouvoir du Pape est au-dessus de celui des Evêques. Des Religieux & de leurs privilèges. Des Droits des Souverains sur les personnes & sur les biens Ecclésiastiques. Des Croisades. Du Concordat. Si les biens & les Terres des Infideles appartiennent aux Papes. Convient-il que des Laïques actuellement mariés aient des pensions sur des Evêchés ou des Abbayes ? Que sçai-je moi ! La suite de cet Ouvrage m'en fournira peut-être d'autres plus intéressantes : en ce cas, pour m'y attacher, je quitterai celles que je viens d'indiquer.

Puisque c'est du Droit Public Ecclésiastique François que nous parlons, il n'est pas besoin que nous consultations d'autre Histoire que la nôtre. Nous y verrons, que tandis que les Papes furent dans la dépendance des Empereurs & des Rois de Lombardie, ils s'en tinrent précisément à leur qualité de Primat ; que nos Evêques dans leurs Conciles, réglèrent ce qu'ils jugerent convenir pour la Discipline ; que les exemptions, les privilèges étoient inconnus, à moins qu'ils ne les accordassent eux-mêmes ; nous verrons que leur autorité sur leurs Confreres s'accrut à mesure que leur dépendance diminua, & que l'élevation où nos Rois les firent monter par une piété, ou par une reconnoissance mal entendue, est l'époque de leur Domination, & de la décadence de l'Episcopat.

La plupart des Eglises de France se glorifient d'avoir été fondées par les Apôtres mêmes ; c'est-à-dire, par leurs Disciples, qu'ils envoyèrent de tous côtés. Quoiqu'il en soit de ces prétentions, dont quelques-unes au moins sont mal fondées, il est constant que les Apôtres ayant reçu de Jesus-Christ

toute la puissance nécessaire pour former & gouverner l'Eglise, ils la communiquèrent dans toute sa plénitude aux Evêques qu'ils établirent, afin d'aller ailleurs l'exercer avec autant d'indépendance qu'ils l'exerçoient eux-mêmes. Ces Evêques étoient égaux entr'eux & à ceux qui les envoyoient : Polycarpe établi par Saint Jean, n'étoit en rien inférieur à ceux que Saint Pierre avoit associés à l'Apostolat, & n'avoit aucune supériorité sur ceux à qui Mathias avoit communiqué le pouvoir qu'il avoit reçu : les Successeurs de ces Evêques sacrés & établis par les Apôtres, eurent sans doute les mêmes Droits, qu'ils communiquèrent nécessairement à ceux qu'ils établirent eux-mêmes, dans toute la plénitude & avec toute l'indépendance où ils les avoient eux-mêmes reçus.

Conséquemment à cette plénitude & indépendance du pouvoir, les Evêques firent des Réglemens pour l'administration des Sacremens, pour la distribution, ou plutôt pour la répartition des Aumônes des Fideles, pour fixer l'âge & les qualités de ceux qui entreroient dans les fonctions Ecclésiastiques. Ces Réglemens se faisoient dans des Conciles, & n'obligeoient que ceux qui étoient de la dépendance des Evêques assemblés : car dans ces premiers temps, on croyoit qu'il ne convenoit pas qu'un seul homme jugeât d'une Cause, commune à beaucoup de monde ; que Dieu n'enfermoit point toutes ses lumières en une seule tête ; qu'une Ordonnance ne pouvoit être stable, si elle n'étoit confirmée par plusieurs ; & que plus une affaire étoit commune, plus on devoit consulter un grand nombre de Prélats pour en juger. Ce qui est de certain, c'est que le sentiment de quelque Eglise ou de quelque Evêque que ce fût, n'avoit point de force ailleurs que dans leur Territoire, si les autres ne les acceptoient pas : on se respectoit, on vouloit maintenir l'union, qui ne manque guères d'être troublée par la diversité de sentimens ; mais ce respect, cet amour de

la paix n'empêchoient point qu'on ne se maintint dans l'indépendance attachée à l'Episcopat.

A la vérité, quoique chaque Eglise décidât en son nom, & que pas une n'eût droit d'obliger les autres à suivre ses Avis & ses Jugemens; néanmoins par une sainte union & par un respect mutuel, ce qui avoit été établi au Concile d'une Province étoit ordinairement reçu & confirmé par ceux des autres Provinces: je dis ordinairement; car quelquefois on passoit pardessus cette Règle, lorsqu'on croyoit que la décision n'étoit pas juste, ou qu'elle ne convenoit point au caractère, à la situation des Peuples qu'on gouvernoit, aux circonstances des temps où l'on se trouvoit.

Quelquefois même, cet amour de l'union faisoit qu'on résistoit à un seul, ou au plus petit nombre, pour la conserver avec plusieurs & avec le plus grand nombre; ainsi, S. Irenée ne rompit pas avec les Evêques d'Asie, quoique le Pape Victor s'efforçât de l'y engager par son exemple & par ses Lettres; ainsi la plupart des Evêques des Gaules ne voulurent point rompre avec Cyprien Evêque de Carthage, quoique le Pape Etienne l'eût retranché de sa Communion: elles se tinrent donc unies avec les uns & avec les autres, s'entremettant charitablement pour les réunir, en quoi elles eurent la consolation de réussir.

Quoique tous les Evêques fussent égaux par la plénitude & l'indépendance de pouvoir, cependant la différence de leurs Sièges mettoit entre eux quelque distinction. L'on ne peut guères douter que dès les premiers siècles il n'y eût des Eglises qui eussent quelques prééminences sur les autres; ce qui provenoit de ce que les unes étoient comme la tige & les meres, leur ayant enseigné la Foi, ou de ce qu'elles tenoient un rang de Capitales, de Métropoles, selon l'ordre de l'Empire, ou enfin de ce que leurs premiers Fondateurs avoient été éminents en doctrine & en sainteté. Le second titre de préémi-



nence l'a emporté sur les deux autres dès les commencemens de l'Eglise ; & c'est aux Evêques des Villes les plus considérables, que fut d'abord attachée la qualité de Métropolitain, dont elles jouissent encore aujourd'hui la plupart, malgré leur décadence.

Cette distinction de Sièges a produit différens degrés d'autorité & de juridiction, ou plutôt de subordination : subordination, qui sans ôter l'égalité de pouvoir & d'indépendance essentielle à chaque Evêque, donne Droit à leurs Sujets de se pourvoir ailleurs, quand ils croient être blessés par leurs Statuts & Ordonnances : subordination cependant, qui n'a aujourd'hui force de Loi, que parce que peu à peu elle s'est changée en Coutume. Dans ces premiers temps on pensoit moins à soutenir son autorité qu'à exercer son Ministère : la défiance de ses lumières inspiroit de la modération à défendre ses sentimens, on déferoit sans peine à ceux d'autrui ; & pourvû que les choses fussent bien réglées, on avoit autant de satisfaction à voir l'ordre établi par d'autres, que si on l'avoit établi soi-même.

Les Evêques de Rome étant Successeurs de Saint Pierre, ayant enseigné la Foi à la plus grande partie des Eglises d'Occident, Rome étant la Capitale de l'Empire Romain & de l'Univers, ils avoient sur tous les autres une espece de supériorité : on ne voit pas pourtant, que dans les premiers siècles ils se soient ingérés d'ordonner des Evêques, ni d'assembler des Conciles dans les Gaules ; ces Eglises se gouvernoient selon leurs premiers & anciens Usages ; elles faisoient de nouvelles Ordonnances sur de nouvelles occasions ; & s'il naissoit de nouvelles difficultés, elles en consultoient avec les Eglises voisines, ou avec les Evêques qui leur paroissent les plus autorisés par la dignité de leur Siège, par leur crédit, par leur sagesse, par leur piété. Comme tous ces avantages se

trouvoient ordinairement dans l'Eglise de Rome, c'est à elle qu'elles se sont plus souvent adressées, & on peut dire que la prudence leur prescrivoit cette conduite.

Rome étoit la Métropole de toutes les Métropoles, la plus grande Ville, la plus peuplée qui fût, du moins que l'on connût alors, la plus remplie de personnes Doctes & Puissantes; elle étoit le Centre de la communication civile, d'où émanoient tous les Ordres du Gouvernement, où toutes les nouvelles de la Terre aboutissoient, & d'où elles se répandoient par toutes les Provinces. Toutes les autres Eglises avoient donc besoin d'elle, pour en recevoir du secours, de la protection, & pour communiquer plus facilement avec les plus éloignées. Cette nécessité de secours & de protection établit l'Usage d'un fréquent recours, qui ne consistoit qu'en une simple exposition d'une injustice ou d'un désordre, sur quoi on leur demandoit le secours de leur suffrage & de leur autorité; car il n'y avoit point de Loix qui obligeassent d'obéir aux Avis de ces premiers Sièges: il y en a eu dans la suite; le Concile de Sardique statua, que les Evêques pourroient appeller à Rome du Jugement des autres, & que ce Siège pourroit le confirmer ou l'annuller, ou bien ordonner qu'il se tiendrait un autre Concile d'Evêques voisins pour en juger.

Valentinien III publia une Loi, par où il imposa la nécessité d'obéir aux Réglemens de l'Evêque de Rome, restreignant toutefois cette obligation d'obéissance, aux anciens Usages, Decrets & Canons, sans prétendre en aucune façon lui donner Droit de renverser les anciens & d'en établir de nouveaux. Ce qu'on dit ici, est évident par les termes mêmes de cette Loi, & par le témoignage du Pape Hilarius, Successeur de Saint Léon; aussi, quand on en a voulu abuser, les Evêques attentifs à leurs Droits s'y sont opposés de tout leur pouvoir: c'est ainsi qu'une déférence raisonnable s'est changée

peu à peu en nécessité & en servitude : tant il est important de ne souffrir aucune innovation.

La servitude ne s'imposa pas tout d'un coup , les Appellations ordonnées , ou simplement autorisées par le Concile de Sardique , ne furent pas fréquentes : Priscillien dans le siècle suivant , Itacius , Accusateur de Priscillien , n'appellerent point à Rome ; & même en Afrique on trouva fort étrange , qu'Apiarius y eût appelé. Le Decret du Concile de Sardique , la Loi de l'Empereur Valentinien , enhardirent les Papes à déléguer des Vicaires dans l'Occident pour y exercer leur autorité : ils voulurent aussi en envoyer dans l'Orient ; mais on ne le souffrit pas. Je crois devoir ici faire observer , que Mezerai prend le change , en disant que le transport d'autorité à un Délégué , n'étoit pas une chose nouvelle , & qu'elle se donnoit souvent à des gens indépendans. Oui , quand celui qui déléguoit , avoit une vraie autorité à transmettre : mais s'il n'en avoit point , n'étoit-ce pas une innovation , une usurpation ? Or le Pape l'avoit-il , cette autorité qu'il prétendoit faire exercer hors de son Diocèse ? C'est ce qu'il falloit examiner du moins avant que de le décider.

Tandis que les Gaules firent partie de l'Empire Romain , l'autorité du Pape y fut assez grande , depuis le Concile de Sardique & le Rescript de Valentinien : mais quand les François , les Wisigoths , se furent emparés de ces Provinces , elle s'affoiblit beaucoup , & revint à son premier état ; les Evêques d'Arles leurs Vicaires , n'eurent plus de pouvoir ; chaque Métropolitain , sous le bon plaisir du Prince , assembloit les Conciles qui régloient tout , qui décidoient de tout. Peu à peu cependant les Evêques de Rome reprirent le dessus. Les Guerres continuelles des Descendans de Clovis leur furent favorables ; la voye des Appellations les fit respecter , & les Privilèges qu'ils accorderent sans qu'aucun Evêque pensât à



s'y opposer, étendirent beaucoup leur autorité. C'est dans le sixième siècle qu'on voit pour la première fois les Souverains, nommés dans leurs Défenses ; Grégoire le Grand ; dans le privilège qu'il accorde à l'Hôpital d'Autun, ordonne qu'aucun, soit Roi, soit Evêque, ne puisse distraire ni prendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, aucune chose de celles qui auront été ou seront données à cet Hôpital. Dans une autre Concession accordée par le même Pape à un Monastere de Filles établi à Marseille, il ôte à l'Evêque toute supériorité & toute juridiction sur ce Monastere, soit pour le temporel, soit pour le spirituel, lui laissant toutefois la liberté d'y célébrer une fois par an une Messe solennelle. Il n'est pas étonnant que les Papes aient fait ces entreprises ; mais il est étonnant, qu'ils les aient faites avec succès.

Une autre cause de l'assujettissement des Evêques aux Papes, fut leur ignorance & celle de leur Clergé en matiere de Religion ; souvent ils étoient obligés de les consulter : leurs réponses étant sages & judicieuses, passoient pour des Oracles, & dispoient peu à peu les esprits à recevoir leurs conseils comme des commandemens, & à s'y soumettre sans opposition. Après tout, ce ne fut que vers la fin de la première Race de nos Rois, que les Papes prirent sur les Evêques, & même sur les Têtes couronnées, cette supériorité, cette espece de Souveraineté, que dans la suite ils poussèrent aussi loin qu'ils le purent ; qu'ils prétendent avoir encore aujourd'hui ; qu'ils n'exercent avec quelque modération, que parce qu'ils craignent de la perdre tout-à-fait.

Le peu de mérite des derniers Rois de la première Race, donna occasion à ceux qui gouvernoient sous eux, de former l'audacieux projet de se mettre à leur place : plusieurs succomberent sous le poids de leur entreprises, soit qu'ils manquassent d'adresse & de résolution, soit que l'attachement des Peuples

à leurs Souverains légitimes ne fût pas encore assez affoibli pour qu'ils les vissent tranquillement déposséder. Une famille déjà illustre par ses alliances avec la Maison Royale, puissante par ses grands biens & par la multitude de ses Vassaux, féconde en hommes aussi prudents que belliqueux, vint à bout d'écarter tous ses Concurrans & de se placer sur un Trône dont elle étoit le soutien : Pepin d'Herstal ou d'Heristal, fut le Chef de cette Famille, & la mit en passe d'aspirer à la Royauté. Il fut d'abord Maire du Palais du Royaume d'Austrasie, dont il étoit le plus puissant & le plus riche Seigneur; Ebroïn, Maire du Palais de Neustrie ayant été assassiné, il se rendit maître de la personne du Roi Thierri ou Théodoric, dont il gouverna le Royaume conjointement avec celui d'Austrasie.

Son équité, sa valeur, sa sagesse, sa piété, le rendirent aussi aimable que respectable; il répara tous les maux, tous les désordres que l'avidité & la cruauté d'Ebroïn avoient causés; il dompta les Nations qui vouloient secouer le joug, & par de célèbres & fréquentes Victoires les força de demeurer dans la soumission. Maître absolu de l'Etat, il eut la sagesse de ne point prendre le titre de Roi, & se contenta de mettre ses Descendans en état de le prendre un jour à coup sûr. Charles son fils, surnommé dans la suite *Martel*, encore plus actif, plus laborieux que lui, avança tellement son ouvrage, que son fils n'eut plus qu'à recueillir les fruits; ce fils se nommoit Pepin comme son Ayeul, & il est la tige de la seconde Race de nos Rois.

Cinquante ans ou environ que son Pere & son Ayeul avoient gouverné la France avec une autorité absolue, avec une sagesse parfaite, avec une valeur prodigieuse, avoient accoutumé les Peuples à cette nouvelle Domination, & les avoient disposés non-seulement à accorder le titre de Roi, lorsqu'il

lorsqu'il le demanderoit , mais à souhaiter même qu'il le demandât. Tout avoit été préparé par ses Prédécesseurs , ils avoient gagné l'affection des Peuples ; les Soldats toujours vainqueurs sous leur conduite , les adoroient , si je puis ainsi parler , & n'auroient jamais souffert d'autre maître qu'eux. Quoique la nécessité de leurs affaires les eût contraint de se servir des biens Ecclésiastiques , leur piété constante , leur zèle à conserver la Religion dans sa pureté , à l'étendre même chez les Nations Idolâtres , empêcha ce sujet de mécontentement de se changer en haine & en opposition. Ils avoient eu soin de faire des Alliances avec les Etrangers ; & comme l'autorité des Papes étoit d'un grand poids , ils se les attachèrent par leurs bienfaits , par leur protection , par leur faveur pour ceux qu'ils leur adressoient.

C'est l'état où Pepin & Carloman trouverent les choses à la mort de Charles Martel leur Pere. Sous le titre de Maires du Palais ou de Ducs & Princes des François , ils partagerent le Royaume ; ensuite de concert ils placerent sur le Trône une espece d'Idole : cet infortuné Prince , reste du sang illustre des Mérovingiens , avoit pour nom Chilperic , auquel on joignit le nom d'*Insensé* , soit qu'il le fût véritablement , ou qu'on le fît accroire aux Peuples. Les deux Freres , sous l'autorité de leur Captif , partagerent sa puissance , & tous deux l'exercerent de maniere à contenter la Nation , & à s'en assurer les suffrages. Carloman s'en dégoûta , ou en fut fatigué au bout de cinq ou six ans , & la remit toute entiere à son Frere , pour se consacrer à Dieu dans l'Etat Monastique ; il le fit avec un si grand détachement , qu'il ne pensa point à assurer d'établissement à ses deux Fils , & qu'il crut avoir assez fait pour eux en les remettant avec ses Etats entre les mains de leur Oncle.

Pepin se voyant sans rival , ayant pris l'ascendant sur tous ses ennemis , résolut enfin de faire ce que son Pere & son



Ayeul n'avoient osé entreprendre. Que pouvoit-il craindre ? Il tenoit en sa main tous les Trésors de l'Etat & toutes les forces militaires ; il avoit l'estime des Grands , l'amour des Peuples , l'affection des Ecclésiastiques , à qui il avoit promis la restitution & le rétablissement de leurs privilèges. Ayant donc pris toutes ses mesures au dedans & au dehors , pour faire réussir son grand dessein , au mois de Mars 751 , il convoqua à Soissons l'Assemblée ou le Parlement de la Nation : tous convinrent de lui déferer le titre de Roi ; quelques-uns d'eux-mêmes ou du consentement de Pepin , qui vouloit que son Election fût autorisée de toutes les manieres possibles , demanderent qu'on consultât le Pape , & que l'exécution du Decret de l'Assemblée fût différée jusqu'à sa réponse.

On remit au Prince de dresser la Consultation , & de choisir ceux qui la porteroient ; il nomma pour cette Ambassade , la plus flatteuse que jusques-là on eût envoyée à Rome , Fulcard son Neveu , Abbé de Saint Denis , & Richard , Evêque de Wirtzbourg ; sans doute que ce dernier étoit sa créature. La Consultation fut proposée en ces termes : *Lequel est le plus digne de régner , ou celui qui travaille utilement pour la défense & la conservation de l'Etat , & fait toutes les Fonctions de la Royauté sans avoir le titre de Roi ; ou celui qui porte ce titre , & n'est capable d'en faire aucun exercice ?* Les Envoyés furent bien reçus ; la réponse fut telle qu'on la souhaitoit , & probablement telle qu'on en étoit convenu avant que de la demander en forme.

L'intrigue étoit nouée depuis long-temps ; l'Archevêque Boniface , dévoué par serment à l'aggrandissement de l'Eglise Romaine en avoit resserré les nœuds. Les Papes , dans le dessein où ils étoient de se rendre maîtres de Rome & de son Territoire , en secouant le joug des Empereurs d'Orient , avoient besoin d'une puissante protection ; ils ne la pouvoient espérer que de la France , qui seule pouvoit empêcher les Lombards

de se saisir de ce qu'on faisoit semblant de vouloir conserver à l'Empire de Constantinople , pour s'en saisir soi-même quand on trouveroit occasion de le faire. Il n'est donc pas étonnant que des Puissances si bien unies pour leur mutuel aggrandissement , esperassent tout l'une de l'autre & se soutinssent de tout leur pouvoir. Les esperances des Papes & leurs prétentions se fortifierent , & s'accrurent par ce service rendu , que l'ambition acheta trop cher , & qu'une reconnoissance outrée fit récompenser bien au-delà de ce qu'il méritoit de l'être. Mezerai dit , que Pepin & ses Successeurs , comme s'ils eussent eu entiere obligation de leur Royauté aux Ecclésiastiques , leur donnerent beaucoup de part au Gouvernement , & rendirent de si grandes soumissions aux Papes , qu'ils leur firent un marche-pied de leur Couronne. Quoi-qu'il en soit , il est certain que l'union des Papes avec la seconde Maison Royale de France , a de beaucoup augmenté leur pouvoir en ce Royaume , & qu'elle a été le fondement & la source de la puissance exorbitante à laquelle ils se sont élevés.

Sera-t-il permis d'interrompre un moment cet Abrégé historique , pour faire quelques réflexions sur ce qui y est raconté ?

Premierement : Est-il probable que pendant près de soixante ans la Famille Royale n'ait produit aucun bon Sujet ; que tous aient été assez imbécilles pour souffrir tranquillement qu'on usurpât leur puissance ; qu'on les tint enfermés dans une maison de plaisir ; qu'on les éloignât de tout maniement , de toute connoissance d'affaires ; qu'une fois l'année on les donnât en spectacle , qu'ensuite on les renfermât , & que leur nom ne servît qu'à autoriser l'ambition qui les opprimoit ? Quoi ! ils ne se plaignoient point ! On fermoit l'oreille à leurs justes plaintes ! Il ne se trouvoit pas un Sujet généreux , fidele , qui prît leur défense ! Les hommes de ce temps-là n'étoient

donc pas comme ceux d'aujourd'hui, on vivoit alors tout autrement que l'on ne vit à présent ? Notre Histoire en ce point, me paroît ressembler à celle de l'Empire Romain, où embarrassé d'un Empereur qu'il a mis sur la scène, il le fait mettre en pièces par ses Soldats.

Secondement : Sans entrer dans la question que Pepin fit proposer à Zacharie, qui occupoit alors le Siège de Rome, ce Pape auroit eu tort de penser que sa qualité d'Evêque de la Capitale du monde, lui donnoit Droit de décider autrement que n'auroit été obligé de le faire un Docteur particulier ; il auroit eu encore plus grand tort, s'il s'étoit imaginé pouvoir donner la Couronne dont il étoit question, & dispenser les Peuples du serment qui les lioit à la Famille qu'on vouloit dépouiller : & Mezerai s'exprime trop foiblement, quand il dit que si on trouve quelques Auteurs de ce temps-là, qui parlant de la manière dont Zacharie agit en cette rencontre, employoient les mots d'Autorité, de Jussion, de Mandement ; il faut donner à ces termes une signification plus douce, & croire qu'ils ne s'en sont servis que parce que le Pape adressa à Boniface le Mandement de couronner Pepin.

Troisièmement : La Nation ignoroit ses Droits, si elle crut avoir besoin de l'autorité de l'Evêque de Rome pour faire le changement qu'elle jugeoit convenable à ses intérêts ; son consentement n'ajouta rien à leur pouvoir s'ils l'avoient, comme son refus n'en auroit rien diminué : & certes le consentement des Evêques François, comme faisant une partie distinguée de la Nation, étoit sans comparaison plus nécessaire que celui d'un Evêque étranger qui n'avoit aucun Droit de se mêler de cette affaire ; il étoit pour le moins aussi capable de calmer leurs inquiétudes & leurs scrupules. Nous ne voyons point que le Pape ait été consulté par les Lombards sur la dé-



position qu'ils firent d'Hildebrand leur Roi légitime , pour mettre Rachis en sa place. Enfin , les Evêques oublièrent leurs Droits , quand par respect pour l'ordre du Pape Zacharie , ils souffrirent que Boniface son Légat sacrât le Roi nouvellement élu ; cette fonction leur appartenoit incontestablement ; le Pape n'avoit aucun Droit de nommer personne pour la faire , sa nomination fut une vraie usurpation , peut-être faite à dessein de s'en servir un jour à prouver qu'il avoit disposé de cette Couronne , & que Boniface son Délégué , en la mettant sur la tête de Pepin , lui avoit donné en son nom l'investiture de ce Royaume.

Je propose ces Réflexions avec d'autant plus de confiance , que ce que j'ai dit jusqu'à présent , & ce que je dirai dans la suite de l'autorité des Rois , des Papes , des Evêques , est indépendant de la vérité ou de la fausseté des faits que rapporte notre Histoire : fut-elle fausse en tous ses points , à peu près jusqu'au temps de Philippe de Valois , comme le prétend le plus audacieux Critique qui ait jamais été , il n'en seroit pas moins vrai , que le Pape n'est point le Monarque de l'Eglise , que les Evêques partagent avec lui le Caractère Episcopal & la Puissance qui y est attachée ; il n'en seroit pas moins vrai que les Souverains ont aujourd'hui sur leurs Peuples les mêmes Droits qu'ils avoient avant l'Etablissement du Christianisme. Revenons pourtant à notre Abrégé historique.

Zacharie ne tira point d'autre profit de son intime union avec Pepin , & de sa complaisance à répondre selon ses intentions , que d'aggrandir son autorité en France par le ministère de Boniface son Légat. Cet Anglois , soutenu de la faveur du maître , d'ailleurs plus habile que la plupart des Evêques François , fameux par son zèle à étendre la Foi , soutint avec éclat la commission dont il étoit chargé : il assembla des Conciles , il y présida , & fit si bien , qu'il accoutuma les Peuples , les

Evêques même , à ne point s'étonner que l'Evêque de Rome étendit son autorité en affoiblissant la leur.

Etienne , Successeur de Zacharie , se fit un point essentiel de conduite de s'attacher Pepin & toute sa Famille , persuadé , comme il étoit vrai , que ce n'étoit que par son secours qu'il pourroit se tirer de l'oppression des Lombards , & faire réussir les espérances qu'il avoit conçues , les projets qu'il avoit formés , & qui peut-être lui avoient été transmis par ses Prédécesseurs. La troisième année du Règne de Pepin , il vint trouver ce Prince , qui lui fit de très-grands honneurs , mais non jusqu'à s'avilir lui-même , ainsi que l'a écrit le Bibliothécaire Anastase ; au contraire , Etienne lui-même avec toute sa suite se prosterna devant ce Prince , dont il venoit implorer le secours , ne voulant point se relever jusqu'à ce qu'il lui eut rendu la main pour marque qu'il lui accordoit sa protection. Il obtint ce qu'il souhaitoit , & même d'avance on lui fit une Donation de plusieurs Villes & Territoires d'Italie usurpés par les Lombards : cela veut dire que le Roi & le Pape firent un Traité , par lequel il fut convenu entr'eux qu'on feroit la guerre aux Lombards , & que ce qu'on prendroit sur eux appartiendrait à l'Eglise Romaine ; que de son côté le Pape engageroit les Romains à déférer au Roi la qualité de Patrice , & que pour perpétuer la Couronne dans sa Famille , il le sacreroit de nouveau avec son Epouse & ses deux Fils.

Cette cérémonie fut long-temps différée ; car le Pape arriva en France en Février sept cent cinquante quatre , & elle ne se fit , au plutôt qu'à la fin du mois d'Août de la même année. Sans doute que le Traité souffrit des difficultés , & qu'il fallut du temps pour les lever ; peut-être qu'il fallut venir négocier à Rome pour déterminer le Peuple Romain à consentir qu'Etienne donnât au Roi & aux deux Princes ses Fils la qualité de Patrices , comme il l'avoit pro-

mis, & comme il le fit aussi-tôt après la cérémonie de leur Sacre.

Pour mieux comprendre le grand intérêt qu'avoient les Papes dans l'union étroite qu'ils formerent avec la France, & qu'ils eurent si grand soin d'entretenir, il faut reprendre la chose de plus haut. L'Empire Romain fut partagé en deux par les Enfans du grand Constantin; l'un s'appella l'Empire d'Orient, dont Constantinople fut la Capitale, tandis que Rome le fut de l'Empire d'Occident. Les deux parties de ce vaste Corps se réunirent sous Théodose le Grand; mais à sa mort il fut encore partagé comme la première fois, entre ses deux fils Arcade & Honorius. L'Empire d'Occident, qui fut le partage d'Honorius, ne subsista pas long-temps: les Goths, les Bulgares, les Wisigoths, les Francs, le démembrèrent, & enfin l'anéantirent. Il est difficile de comprendre comment au milieu de ces ravages & de ces bouleversemens, une bonne partie de l'Italie, Rome entr'autres, restat sous la domination des Empereurs d'Orient; mais le fait est constant; & pour peu qu'on ajoute de foi aux Histoires, on ne peut raisonnablement en douter: il faut supposer que les Empereurs d'Orient furent tellement embarrassés par les excursions des Barbares, qu'ils ne purent employer assez de Troupes pour chasser les Barbares de la partie de l'Italie dont ils s'étoient emparés, & que les Barbares de leur côté eurent la sagesse de ne point entreprendre de nouvelles Conquêtes, au hazard de s'attirer sur les bras toutes les forces de l'Orient. Mais cet Empire s'affoiblit peu à peu, plusieurs Peuples féroces en enleverent des Provinces, on fut contraint d'en céder d'autres dont on ne pouvoit les empêcher de s'emparer: alors on ne craignit plus de l'insulter.

Les Evêques de Rome, puissans par les grands biens dont la piété des Fidèles avoit enrichi leur Eglise, par le respect



qu'elle leur attiroit, par l'autorité que leur donnoit la Primauté de leur Siège, sçurent admirablement profiter des occasions favorables à leur dessein de s'aggrandir. Ils gagnèrent l'affection des Peuples par leurs bienfaits, tandis que leurs Souverains se rendoient odieux par leur témérité à décider des choses de la Religion, & méprisables par leur foiblesse. Ils ne cessèrent point de les reconnoître pour Souverains, & firent ce qu'ils purent pour ne pas tomber sous la Domination des Peuples qui partageoient l'Italie avec les Empereurs : aimant beaucoup mieux un Souverain éloigné, qu'un Prince voisin, qui par lui-même les auroit gouvernés. Quand ils furent assurés d'une puissante protection, capable d'arracher des mains des Lombards ce qu'ils prendroient sur l'Empire, alors ils les laisserent faire, les exciterent même à des Conquêtes qui devoient tourner à leur profit.

C'est à quoi se terminoient les Négociations des Papes avec la France; & ce fut pour y mettre la dernière main, qu'Etienne en personne vint trouver Pepin. Les Papes ne pouvoient se saisir de ce qui appartenoit encore en Italie aux Empereurs, leur foiblesse & la bienséance s'y opposoient également. Pouvoit-il convenir qu'un Successeur de Saint Pierre se révoltât contre son Souverain & s'emparât d'une si noble portion de son Domaine ? Ce reste de l'Italie convenoit aux Lombards, il étoit à leur bienséance : mais aussi il ne convenoit pas aux François que les Lombards accrussent leur puissance, & fussent aux Droits que les Empereurs prétendoient avoir sur les Gaulois, & sur les autres Peuples qui avoient secoué le joug de l'Empire Romain.

On sauva tous ces inconvéniens par le Traité de Saint Denis, où il fut arrêté qu'on laisseroit Astolphe Roi des Lombards s'emparer de la plûpart des Terres appartenantes à l'Empire, & qu'ensuite on les lui reprendroit pour les donner à l'Eglise

l'Eglise Romaine. Ne s'est-on point trompé? Et les Rois Lombards auroient-ils porté leurs prétentions plus haut que n'ont fait les Papes?

Le Traité s'exécuta de bonne foi de la part de Pepin, qui crut faire une bonne œuvre d'ôter aux Lombards ce qu'ils avoient ôté à l'Empire, pour en enrichir l'Eglise Romaine. Cette manière de récompenser la condescendance des Papes à favoriser ses prétentions au Trône, ne coûta au nouveau Roi que quelques dépenses, encore en fut-il dédommagé par les sommes d'argent qu'il exigea des Vaincus, & par le Tribut annuel qu'il leur imposa : mais l'empire qu'il laissa prendre au Pape sur les Eglises de ses Etats, leur coûta leur Dignité & leur Liberté, dont elles regrettent encore aujourd'hui la perte. J'espère qu'on ne trouvera pas mauvais que j'interrompe l'Histoire de l'aggrandissement des Papes, pour examiner en quoi consiste précisément leur supériorité au-dessus des Evêques.

---

## PREMIERE DISSERTATION,

### *De la Supériorité des Evêques de Rome.*

CETTE question est aisée à décider : le Pape est au-dessus de chaque Evêque en particulier ; mais il est inférieur à tous les Evêques en général : ils peuvent porter des Loix à quoi il soit obligé d'obéir. Il a quelque supériorité ; mais il n'est point Souverain : Jesus-Christ a établi les Evêques, lorsqu'après sa Résurrection il souffla sur eux, & leur dit : Recevez le Saint Esprit, les péchés que vous remettrez, seront remis, ceux que vous retiendrez seront retenus : *Insufflavir, & dixit eis : accipite Spiritum Sanctum ; quorum remiseritis peccata, remissa sunt eis ; quorum retinueritis, retenta sunt eis.*

Pendant sa vie mortelle il leur avoit dit : Tout ce que vous lierez sur la Terre sera lié au Ciel ; tout ce que vous délierez sur la Terre sera délié au Ciel ; *Quaecumque alligaveritis super Terram, erunt ligata & in Calo : quaecumque solveritis super Terram, erunt soluta & in Calo.* C'est à tous & à chacun des Apôtres que ces paroles ont été adressées ; c'est à eux tous & à chacun d'eux en particulier qu'ont été donnés le pouvoir & l'autorité qui y sont exprimés ; aucun n'est supérieur des autres à cet égard ; aucun ne peut borner ni restreindre ce pouvoir de lier, de délier, d'absoudre, de condamner, qui leur a été donné à tous avec la même plénitude & la même indépendance ; & la primauté de Saint Pierre ne consistoit point dans un pouvoir plus étendu & plus indépendant : car quoique Jésus-Christ lui eût dit en particulier les mêmes paroles qu'il dit dans la suite à tous les Apôtres, elles ont eu pour tous les Apôtres la même signification qu'elles avoient eue pour lui. Or pour lui elles signifioient une puissance pleine & indépendante de lier, de délier : elles la signifioient donc aussi pour les autres Apôtres cette puissance pleine & indépendante, & tous les Apôtres à cet égard furent également Vicaires de Jésus-Christ. Tout ceci est vrai : où il faut dire que les paroles de Jésus-Christ ont été véritables par rapport à Pierre, & qu'elles ont été fausses & illusoires par rapport aux autres Apôtres.

Il en est de même de la puissance d'annoncer l'Evangile aux Nations, ou de donner commission à d'autres de l'annoncer ; elle leur a été donnée à tous également, lorsque Jésus-Christ monta au Ciel : Toute puissance m'a été donnée dans le Ciel & sur la Terre, leur dit-il, en les quittant pour retourner à son Père ; allez donc, enseignez les Nations, baptisez-les au nom du Père, du Fils & du Saint Esprit, & leur apprenez à garder tous les Commandemens que je vous ai faits, *Data est mihi omnis potestas in Calo & in Terra : euntes ergo*



*docete omnes Gentes, baptizantes eos in nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti; docentes eos servare omnia quaecumque mandavi vobis.* Saint Pierre à cet égard n'eut donc aucune supériorité sur les autres Apôtres; ceux qu'ils instruisoient étoient aussi bien instruits que s'il les avoit instruits lui-même; ceux qui recevoient d'eux leur mission, avoient les mêmes pouvoirs & la même autorité que s'il les avoit envoyés lui-même. Saint Paul, Saint Jean, Saint Jacques, ne parlent-ils pas en maîtres dans leurs Épîtres? N'y parlent-ils pas avec autant d'autorité & d'indépendance que Saint Pierre le fait dans les siennes? A la vérité l'Esprit de Dieu les inspiroit, & c'est ce qui a donné à leurs Ecrits le précieux caractère d'infailibilité; mais ce n'est pas parce que l'Esprit de Dieu les inspiroit, qu'ils parloient tous en maîtres avec une égale autorité, c'est parce qu'ils étoient tous également Apôtres, & que Jesus-Christ leur avoit dit à tous dans le même sens: *Enseignez les Nations, baptisez-les. Tout ce que vous délierez sera délié, tout ce que vous condamnerez, le seront.*

On ne peut toutefois le nier, Saint Pierre avoit quelque primauté sur les autres Apôtres, il étoit leur Chef, il étoit plus particulièrement Vicaire de Jesus-Christ, qui l'avoit déclaré Pasteur de ses Agneaux & de ses Brebis: *Pasce Agnos meos, pasce Oves meas.* Mais en quoi consistoit sa primauté? Quel Droit lui donnoit la qualité de Chef? En quoi étoit-il plus particulièrement Vicaire de Jesus-Christ? C'est ce que je vais expliquer en peu de mots. Sa primauté consistoit en ce que Jesus-Christ l'avoit le premier appelé à sa suite. Dans le dénombrement que les Evangelistes font des Apôtres, Saint Pierre est toujours le premier, *primus Petrus*; toutes les fois qu'ils ont occasion de les nommer avec quelques autres, c'est toujours par lui qu'ils commencent, *assumpsit Jesus Petrum, Jacobum & Joannem*: il est l'aîné des premiers Enfants de Jesus-Christ, & par-là il en est le plus respectable; il n'est pas leur Supérieur,

mais il est au-dessus d'eux ; leur Souverain leur confie à tous les mêmes Offices, il les établit Docteurs & Juges de ses Sujets ; mais Pierre est le premier de ces Juges & de ces Docteurs : il n'a pas plus de pouvoir qu'eux , sa Doctrine n'est pas plus sûre & plus pure ; mais ce titre de Premier donne à sa Dignité un éclat que les autres n'ont pas : il n'est pas plus Apôtre , il n'est pas plus Evêque que Jean , Philippe , Barthelemi ; mais il est le premier des Evêques & des Apôtres : il est comme eux une de ces pierres vives sur quoi Jesus-Christ avoit dit qu'il bâtiroit son Eglise ; mais il est la première & la principale de ces pierres ; de sorte que c'est singulièrement de lui que le Sauveur a dit , qu'il étoit Pierre , & que sur cette Pierre il bâtiroit son Eglise , contre laquelle les Portes , c'est-à-dire les Puissances de l'Enfer ne prévaudroient jamais ; *Tu es Petrus , & super hanc Petram edificabo Ecclesiam meam , & Porta Inferi non praevalerunt adversus eam.*

Il est essentiel d'observer que ces paroles de Jesus-Christ qu'on vient de rapporter , sont métaphoriques , & qu'elles ne peuvent convenir à Saint Pierre qu'à raison du pouvoir d'enseigner , de lier & de délier , d'absoudre ou de condamner , qui lui a été communiqué. Or , ce pouvoir a été également communiqué aux autres Apôtres ; ils sont donc comme lui les Pierres fondamentales sur quoi le Fils de Dieu a bâti son Eglise ; & le seul avantage qu'il ait sur eux , c'est qu'il est la principale & la première Pierre de cet Edifice spirituel & divin : Jesus-Christ seul est la Pierre angulaire de ce mystérieux Bâtiment , sans laquelle il est impossible qu'il subsiste ; & ce seroit une espèce de blasphème que d'attribuer cette même qualité à aucun de ceux qu'il a voulu être avec lui , mais non comme lui les Pierres fondamentales de son Edifice ; chacune en particulier pouvoit manquer , sans que l'Edifice tombât en ruine ; l'éternité , l'indéfectibilité de ce Bâtiment auguste , ne



vient d'aucune de ces Pierres en particulier, elle vient uniquement de cette Pierre inébranlable qui les soutient, & qui les soutiendra jusqu'à la consommation des siècles : *Ecce ego vobiscum usque ad consummationem sæculi* ; penser le contraire, ce seroit attribuer à Saint Pierre ce qui ne convient qu'à Jesus-Christ, & ce qu'il n'a jamais pensé à s'attribuer lui-même ; ce seroit autoriser l'expression insensée d'un misérable Chronologiste, qui dit en termes exprès : *A Jesus-Christ succéda Saint Pierre,*

Le premier des Apôtres fut aussi leur Chef, non leur Prince, comme on le dit communément, suivant l'ignorante interprétation de ces paroles Latines, *Principes Apostolorum*, dont se sont servis plusieurs Auteurs qui ont écrit en cette Langue. Il étoit le Chef des Apôtres ; c'est-à-dire, qu'on avoit pour lui de grands égards, qu'on faisoit beaucoup d'attention à ses sentimens, qu'on ne decidoit aucune affaire importante sans le consulter, quoiqu'à la rigueur on eut Droit d'en user autrement ; c'est lui qui dans les Assemblées proposoit les matieres sur quoi on avoit à délibérer ; c'est lui qui dans les occasions importantes parle pour lui & pour tous les Apôtres ; Alors, dit Saint Luc, Pierre voyant qu'on les prenoit pour des gens yvres, leva la voix pour leur justification & la confusion de leurs Calomniateurs : *Stans autem Petrus cum undecim, levavit vocem suam* ; c'est encore lui qui parle, quand on le traîne devant les Juges avec Saint Jean, pour avoir rendu l'usage des jambes à un malheureux qui n'avoit pû s'en servir depuis qu'il étoit au monde ; c'est lui qui assembla les autres Apôtres à Jerusalem pour terminer la dispute qui s'étoit élevée à Antioche sur l'observation de la Loi Judaïque ; c'est lui qui présida à cette Assemblée, qui y parla le premier ; mais il ne decida pas seul, la décision ne se publia point en son nom ; elle se fit, elle se publia sous le nom général d'Apôtres & de



plus anciens Disciples : *Apostoli & seniores his qui sunt Antiochia salutem. Visum est Spiritui Sancto & nobis.*

Saint Pierre en tout ceci n'avoit rien au-dessus des autres Apôtres que la prééance, puisqu'ils avoient tous le même pouvoir que lui, & que le Saint Esprit étoit avec eux comme avec lui : il n'avoit donc sur eux qu'une supériorité de bienfaisance, telle qu'elle se trouve dans le Chef de tout Corps établi pour gouverner & juger les autres, puisque par la volonté de celui qui les avoit institués, ils avoient tous également le pouvoir de lier, de délier, d'enseigner & d'instruire, qu'ils l'avoient indépendamment l'un de l'autre, & que leur consentement seul pouvoit le restreindre.

Chacun d'eux en particulier n'avoit point d'autorité sur les autres; mais quand ils étoient assemblés, il n'étoit aucun particulier qui ne dépendît d'eux, & qui ne fût obligé de se soumettre à leurs Décisions, à leurs Jugemens, à leurs Ordonnances. Saint Pierre n'étoit donc point Chef absolu des Apôtres & de l'Eglise naissante, comme un Roi l'est de son Etat; les Apôtres n'étoient point ses Officiers, ils n'étoient point ses Conseillers, ils ne tenoient point de lui leur pouvoir, il ne pouvoit le borner, ils l'exerçoient indépendamment de lui; en un mot, ils étoient ce qu'il étoit, à l'exception de la primauté & de la qualité de Chef, qui le rendoit le plus considérable de ses Egaux, qui lui donnoit Droit de veiller sur leurs démarches, de les assembler, de les présider.

Une comparaison éclaircira ce que je viens de dire. Tel est à peu près le Président d'un Parlement; les Conseillers qui le composent, tiennent comme lui leurs commissions du Prince, il n'est point maître de leurs suffrages, ils ne sont point obligés de suivre son sentiment, lui seul il ne peut rien décider, leur suffrage est d'un aussi grand poids que le sien; quoiqu'il ait Droit de veiller sur leur conduite, de les avertir, de les re-

prendre, il n'a pas Droit de les destituer : il est donc leur Chef sans être leur Supérieur. La comparaison seroit entière, si Saint Pierre avoit eu Droit d'assigner aux Apôtres les Nations qu'ils devoient instruire, comme le premier Président a Droit de distribuer les procès aux Conseillers : mais c'est ce qu'il est impossible de prouver : ou cette assignation ne se fit point, l'Esprit Saint les conduisant chacun en particulier, ou elle se fit d'un commun accord. Saint Pierre étoit le premier des Apôtres, il étoit leur Chef, il avoit sur eux Droit d'inspection : & c'est par-là qu'il étoit plus particulièrement Vicair de Jesus-Christ, sans cependant avoir Droit de s'attribuer ce glorieux Titre à l'exclusion de ses Collègues dans l'Apostolat.

Achevons cette Dissertation, qui devient insensiblement trop longue. Les Papes ont succédé à Saint Pierre, ils ont les mêmes Droits qu'il avoit, les mêmes prérogatives ; s'ils en ont d'autres, ce ne peut être que par une injuste usurpation & une lâche concession. De même, les Evêques sont aux Droits des Apôtres, ils ont comme eux la puissance entière & absolue, de lier, de délier, de remettre les péchés, de les retenir, d'annoncer l'Evangile, de le faire annoncer aux Nations infidèles ; ils ne tiennent pas plus leur pouvoir du Pape, que les Apôtres leurs Prédécesseurs le tenoient de Saint Pierre ; le Pape n'est pas plus leur Supérieur que Saint Pierre l'étoit des Apôtres : le Pape est le premier des Evêques, il est leur Chef, il a sur eux Droit d'inspection, d'admonition, de ré-préhension même ; s'ils s'assembloient pour quelque cause concernant toute l'Eglise, c'est à lui à les convoquer, sauf le Droit des Princes, à les présider ; mais il n'est point leur Souverain, son sentiment n'est point leur Règle, il n'a pas lui seul plus d'autorité qu'eux tous ; il est comme chacun d'eux en particulier, inférieur à l'Assemblée qu'il a convoquée, & ne peut sans crime refuser de s'y soumettre.



Si les Evêques ont perdu leurs Droits, si le pouvoir que Jesus-Christ a attaché à leur sacré Caractère est borné, si on les domine, si on régné sur eux, si on les lie, si on leur ferme la bouche, quoiqu'ils aient reçu de Jesus-Christ le pouvoir de tout délier, d'annoncer l'Evangile à toute Créature, si on les tient dans la servitude, ce ne peut être que par la coupable ignorance de leurs Droits, & par leur indigne foiblesse à les défendre.

A la vérité les Nations entières s'étant converties à la Foi, on fut obligé de fixer les Evêques, de les attacher à certains Sièges, de leur confier une certaine portion du Troupeau de Jesus-Christ : on suivit en cela l'espèce de distribution sagement établie dans l'Empire Romain. Pour gouverner ce vaste Corps, on l'avoit partagé en Provinces ; & comme ces Provinces avoient encore trop d'étendue pour qu'un homme seul pût les gouverner, chaque Province fut divisée en Diocèses : chaque Diocèse avoit son Gouverneur particulier, des Sentences, des Ordonnances duquel les Diocésains avoient Droit d'appeller au Gouverneur général de la Province, qui jugeoit en dernier ressort, à moins qu'en certains cas privilégiés on n'appellât à l'Empereur.

C'est-là le modèle qu'on se proposa de suivre, quand on jugea à propos de fixer les Evêques, & de partager entr'eux les Conquêtes de Jesus-Christ : on les mit sur-tout dans les Villes où résidoient les Gouverneurs Romains, c'est-à-dire, dans les Capitales de chaque Diocèse, & dans les Métropoles où résidoient les Gouverneurs des Provinces : ces noms de Diocèses, de Métropoles sont devenus propres au Gouvernement Ecclesiastique. En conséquence de ce partage, on statua, comme le bon sens le prescrivait, que chaque Evêque gouverneroit son Troupeau, sans se mêler du gouvernement des autres, sans avoir, sans exercer aucune Jurisdiction sur les Peuples



Peuples qui n'étoient point de leur District : on régla qu'ils s'assembleroient souvent & conféreroient entr'eux pour conserver l'unité de la Foi, & établir autant qu'il se pourroit la même Discipline; on chargea sur tout le Métropolitain de procurer que ces Assemblées & ces Conférences se tinssent exactement.

Comme on étoit persuadé qu'ils étoient égaux entr'eux, & que l'Onction sainte de l'Episcopat leur donnoit à tous indépendamment l'un de l'autre, un plein pouvoir de gouverner leur Eglise, tel que l'avoient eu les Apôtres, ils l'exerçoient librement, ils remettoient les péchés; quelquefois ils les rete-noient, quand ils le jugeoient nécessaire à l'édification de leur Troupeau; ils dispensoient de la sévérité de la Discipline, quand certaines circonstances leur donnoient un juste fondement de juger, que le refus feroit plus de mal que la dispense accordée n'en pourroit faire; ils annonçoient eux-mêmes, ou faisoient annoncer par d'autres les vérités de l'Evangile, aux Villes, aux Nations voisines plongées encore dans les ténèbres de l'Idolâtrie.

Aucun d'entr'eux ne s'ingéroit, & ne présumoit de lier leurs Brebis, bien moins encore de les lier eux-mêmes, & ce qui est encore bien plus criant, d'établir dans leurs Diocèses des Ministres particuliers qui déliaissent ce qu'on auroit faussement supposé qu'ils ne pouvoient délier; aucun ne prétendoit disposer des Charges des Eglises de ses Confreres; aucun ne s'attribuoit le Droit privativement aux autres, d'envoyer des Prédicateurs aux Nations Idolâtres, de leur donner les pouvoirs nécessaires à cet Emploi, d'ériger de nouveaux Evêchés; aucun ne se croyoit Evêque Universel, & ne se disoit *Evêque des Evêques*.

S'il y avoit quelque point important à régler, quelques abus à réformer; si quelqu'Evêque lioit ou délioit mal à propos & contre les règles; s'il s'écartoit de la Foi, c'étoit aux

Assemblées Provinciales qu'on portoit ses plaintes, qu'on l'accusoit : car dans ces premiers temps de simplicité & d'humilité, il n'y avoit ni Souverain ni Monarque dans l'Eglise ; on croyoit l'affaire finie, quand le Métropolitain à la tête de ses Comprovinciaux l'avoit décidé ; on ne reconnoissoit point en particulier d'Evêque infallible, on n'attribuoit cette qualité, qui appartient à Dieu, qu'au Corps des Pasteurs, parce que Jesus-Christ avoit dit à tous les Apôtres, non à un seul, qu'il seroit avec eux jusqu'à la consommation des siècles.

Dans cette persuasion, ce n'étoit jamais à un Evêque seul qu'on s'adressoit pour décider les grandes difficultés, les questions importantes ; c'étoit à l'Assemblée Provinciale, quelquefois au Concile National, ou enfin au Concile Universel, quand l'autorité de ces Conciles particuliers ne calmoit pas suffisamment les esprits.

L'Evêque de Rome donc, le Pape dans ces heureux temps avoit son District comme les autres Evêques, sa Jurisdiction ne s'étendoit point au-delà du Territoire qui lui avoit été attribué ; Evêque de la principale Ville du Monde, il étoit Métropolitain ; & en qualité de Successeur de Saint Pierre, qui avoit été le premier & le Chef des Apôtres, il étoit le premier & le Chef des Evêques : qualités cependant, qui ne diminuoient en rien l'égalité de pouvoir qu'ils avoient avec lui ; qualités sans doute respectables, mais qui ne lui donnoient aucune Jurisdiction sur ses Frères Evêques, ni sur les Peuples qui leur étoient confiés.

Le Siège des Papes étant le plus ancien de l'Occident, c'est d'eux que le reste de l'Italie, les Gaules, les Espagnes reçurent les lumières de l'Evangile ; ils furent en quelque sorte les Fondateurs des Eglises qui s'y formerent, ils leur donnerent leurs premiers Evêques : mais quand les Evêques se furent multipliés, & que la forme du Gouvernement Ecclesiastique

y eut été établie, ces Eglises se gouvernerent elles-mêmes, sans autre dépendance de l'Eglise Romaine que celle que formoient le respect & la reconnoissance qu'elles conservoient pour leur Mere & la source de leur salut; en telle sorte cependant qu'elle n'avoit part à leur gouvernement, qu'autant qu'elles y consentoient, & que ses Réponses à leurs Questions, à leurs Consultations, n'étoient point des Loix qu'elles fussent obligées de suivre.

C'est de cette espece de filiation qu'est venu le grand rapport des Eglises particulieres d'Occident avec Rome, & la respectueuse déférence qu'elles avoient pour elle; les Eglises d'Orient, qui n'étoient point ses filles, si je puis user de cette expression, ne la consultoient guères, & n'avoient avec elle aucun rapport particulier: respect cependant, déférence des Eglises d'Occident, je le répète, qui n'altéroient en rien le pouvoir des Evêques, qui n'étendoient point la Jurisdiction des Papes, qui ne produisoient au plus qu'une soumission libre & volontaire. Je dois l'observer ici, ce ne doit être que sur cette filiation des Eglises d'Occident que l'Eglise Romaine s'appuye, pour prendre comme elle fait, le Titre pompeux de Mere & Maîtresse des autres Eglises: *Ecclesia Romana Mater & Magistra ceterarum Ecclesiarum*: & ce n'est assurément qu'en ce sens que les Peres du Concile de Trente ont adopté cette expression: quelque excessive que soit la déférence qu'ils ont eüe pour Rome, ils ne pouvoient ignorer qu'ils avoient Droit de suffrage, & par une suite nécessaire, que ces paroles ne pouvoient être prises dans un sens rigoureux.

Les choses furent en cet état, jusqu'à ce que les Empereurs Chrétiens crurent beaucoup honorer le Siège de leur Empire, en élevant celui qui en étoit Evêque, au-dessus des autres Métropolitains, par la liberté qu'ils donnerent indifféremment à tous les Particuliers d'appeller à son Tribunal. Ces Appella-



tions furent par-tout regardées comme des innovations : & si l'on s'y soumit, ce ne fut que dans quelques endroits, pour peu de temps, & non sans peine.

La maniere dont s'expriment à cet égard les Evêques d'Afrique dans leur Lettre au Pape Célestin, montre sensiblement quel étoit l'ancien Usage, & la vigoureuse disposition où ils étoient de ne point souffrir qu'on y donnât atteinte : ils commencerent par le conjurer de ne plus recevoir à sa Communion ceux qu'ils auront excommuniés, puisque c'est un point réglé par le Concile de Nicée. » Car, ajoûtent-ils,

» Si cela est défendu à l'égard des moindres Clercs ou des  
» Laïques, combien plus le Concile a-t-il entendu qu'on  
» l'observât à l'égard des Evêques. Ceux donc à qui la Com-  
» munion est interdite dans leurs Provinces, ne doivent pas  
» être rétablis par votre Sainteté, contre les Régles; & vous  
» devez rejeter les Prêtres & les autres Clercs, qui ont la  
» témérité de s'adresser à vous : car les Decrets de Nicée ont  
» soumis aux Métropolitains les Evêques mêmes ; ils ont  
» ordonné avec beaucoup de prudence & de justice, que  
» toutes les affaires seroient terminées sur les lieux où elles  
» ont pris naissance, & n'ont pas cru que la Grace du Saint  
» Esprit dût manquer à chaque Province pour y donner aux  
» Evêques la lumiere & la force nécessaires dans les Juge-  
» mens ; vû principalement, que quiconque se croit lésé,  
» peut appeller au Concile de sa Province, ou même au Con-  
» cile Universel ; si ce n'est que l'on croye que Dieu peut  
» inspirer la sagesse à quelqu'un en particulier, & la refuser  
» à un grand nombre d'Evêques assemblés. Et comment le  
» Jugement d'Outremer pourra-t-il être sûr ; puisque l'on ne  
» pourra pas y envoyer les témoins nécessaires, soit a cause de  
» la foiblesse du Sexe ou de l'âge avancé, soit pour quelqu'au-  
» tre empêchement ? Car d'envoyer quelqu'un de la part de

» votre Sainteté , nous ne trouvons aucun Concile qui l'ait  
 » ordonné. Au reste , nous vous prions de ne le plus faire , de  
 » peur qu'il semble qu'on introduise le faste de la Domina-  
 » tion Séculière dans l'Eglise de Jesus-Christ , qui doit mon-  
 » trer à tous l'exemple de la simplicité & de l'humilité. Nous  
 » espérons , nous nous assurons même , que vous appellerez  
 » au plutôt celui que vous avez envoyé pour le rétablisse-  
 » ment d'*Apiarius* , que nous avons si justement & juridi-  
 » quement condamné.

Que de Réflexions à faire sur ce Monument de l'Antiquité !  
 Mais cette Dissertation n'est déjà que trop longue. Comment  
 donc se feroient exprimés ces pieux & sçavans Evêques , si le  
 Pape Celestin avoit prétendu borner leur pouvoir de lier &  
 de délier , d'annoncer Jesus-Christ à leurs Voisins Idolâtres ;  
 s'il s'étoit réservé le Droit d'ériger de nouveaux Evêchés , de  
 nommer aux anciens ; s'il s'étoit attribué un souverain Do-  
 maine sur les biens de leurs Eglises ; en un mot s'il avoit en-  
 trepris ce que ses Successeurs ont exécuté ? Il est présentement  
 aisé de voir en quoi , selon la premiere Institution , le Pape  
 est au-dessus des Evêques , & le prodigieux changement qui  
 s'est fait à l'avantage de l'un & au désavantage des autres.  
 L'élevation d'un seul Evêque a dégradé tout l'Episcopat , elle  
 a changé la forme primitive du Gouvernement ; d'Aristocrati-  
 que qu'il étoit , il est devenu Monarchique. C'est sur-tout à  
 ceux qui sont lésés , dont la Dignité a été avilie , à voir si  
 l'honneur & la conscience ne les oblige pas à prendre toutes  
 les mesures possibles pour lui rendre son premier éclat & sa  
 premiere indépendance. Quoi qu'il en soit , il est certain qu'il  
 n'est ni Cession ni Possession , quelque longue qu'elle soit , qui  
 puisse rendre légitime une pareille usurpation : on ne prescrit  
 point contre la volonté de Dieu , ou contre les Etablissmens  
 de Jesus-Christ son Fils , qu'il a fait Maître absolu du Monde.

Revenons à notre Abregé historique. L'union de Zacharie & d'Etienne avec Pepin, valut à l'Eglise Romaine tout l'Exarchat de Ravenne : Astolphe, Roi des Lombards, réduit aux dernières extrémités par les Troupes Françoises, fut enfin contraint d'abandonner sa Conquête, qu'il avoit faite à la priere même d'Etienne, qui la lui faisoit enlever. Cet Exarchat, outre Ravenne, comprenoit Boulogne, Imola, Faënza, Forli, Césenne, Bobie, Ferrare, Adria, Cervia, Rimini, Pezaro, Ancône, Jesi, Montefeltro, Urbain. A ce grand nombre de Villes il fut contraint d'ajouter encore Comachio & son Territoire. Pepin nomma un Commissaire pour prendre possession de toutes ces Villes; il le fit au nom du Pape, & mit les Clefs de toutes ces Places sur le Tombeau des Apôtres Saint Pierre & Saint Paul, avec l'Acte de Donation, qui étoit un Contrat passé en bonne forme, qui se voyoit encore dans les Archives de Rome, du temps du Bibliothécaire Anastase. Cette Donation fut faite du temps de Constantin, surnommé Copronyme, Empereur d'Orient : c'est apparemment sur cette identité de nom, qu'a été bâtie la fabuleuse Donation du grand Constantin.

Il se fit un Traité entre les deux Rois, où les Villes que le Lombard devoit céder, étoient marquées en détail. On exécuta ce Traité en partie, tandis que le Vainqueur fut présent, ou peu éloigné; mais quand il eut licencié ses Troupes, après avoir repassé les Monts, on chercha des prétextes pour différer la Cession dont on étoit convenu. Le Pape se plaignit, le Lombard s'excusa, & promit tout ce qu'on voulut, bien résolu de profiter, pour se rétablir, des occasions qui pourroient se présenter : en effet il devoit être bien dur & bien honteux pour ces Princes, de voir un Evêque jouir de leurs Conquêtes.

Ces délais à exécuter le Traité de Pavie, causerent enfin l'extinction du Royaume des Lombards. Paul, Etienne IV, Adrien,



Successeurs d'Etienné & de Zacharie, qui avoient commencé à s'attacher particulièrement à la France, se firent un point capital d'entretenir cette union, & de la fortifier autant qu'ils le pourroient ; ils n'épargnerent pour y réussir ni Lettres, ni Envoyés, ni Présens, sur-tout ils n'épargnerent point les promesses de la Vie éternelle, qui, disoient-ils, leur étoit assurée, s'ils travailloient efficacement à aggrandir la puissance de l'Eglise Romaine ; d'un autre côté ils s'appliquoient à rendre odieux les Rois Lombards, à les décrier, à aigrir contre eux par des plaintes & des accusations continuelles, les Victorieux qui les avoient épargnés, & qui seuls pouvoient les accabler.

Pepin les avoit extrêmement affoiblis par les Places qu'il leur avoit ôtées pour les donner à leurs ennemis, & du moins autant par les grosses sommes d'argent qu'il avoit exigées d'eux. Charlemagne qui lui succéda, avec Carloman son frere, l'an 768, étant devenu deux ans après unique Maître de cette formidable Monarchie, qui s'étendoit presque depuis le Danube jusqu'aux Alpes, ne tarda pas à les accabler : il y fut animé par les prières & les plaintes éternelles des Papes, par le peu de fidélité de ces Princes à exécuter les Traités faits avec le feu Roi son Pere ; mais bien plus que tout cela, par la protection que Didier dernier Roi de cette Nation donnoit aux deux fils de Carloman. Le but de Didier étoit de se servir de ces Princes pour mettre la division en France, & de susciter tant d'affaires à Charles, qu'il ne pût l'empêcher de reprendre ce que lui & son Prédécesseur Astolphe avoient été obligés de céder, & de faire valoir, autant qu'il le pourroit, les Droits sur Rome & sur le reste de l'Italie, qu'il prétendoit être attachés à la possession de l'Exarchat de Ravenne.

Son Ennemi, aussi habile politique que grand homme de guerre, pénétra ses desseins, en prévint les conséquences : il le

prévint donc ; & sous prétexte de secourir Adrien alors Evêque de Rome , qui avoit imploré son assistance , il passa les Alpes avec une si puissante Armée , qu'il fut aisé de voir qu'il pensoit moins à secourir son Allié qu'à conquérir un Royaume qui étoit à sa bienséance. Une seule Campagne lui suffit pour cette Conquête ; Didier fut conduit en France & enfermé dans un Monastere où il mourut peu de temps après : les Neveux du Vainqueur dont la prise étoit son principal objet , tombèrent entre ses mains avec leur Mere ; sans leur ôter la vie , il les mit hors d'état de soutenir leurs prétentions. Il alla à Rome , conféra avec le Pape Adrien sur les moyens de conserver sa nouvelle Conquête ; il confirma les Donations que Pepin son Pere avoit faites à l'Eglise Romaine , & fit signer cet Acte par les principaux Seigneurs de sa Cour.

En revanche de cette Confirmation si solennelle , Adrien voulut aussi confirmer ce que son Prédécesseur avoit fait pour la nouvelle Famille Royale de France ; Charles fut donc de nouveau déclaré Patrice. Cette Dignité , qui n'étoit alors qu'un vain Titre , étoit certainement inférieure à la Royauté ; & je ne conçois pas qu'un Roi , maître absolu de la plus grande partie de l'Europe , l'ait acceptée & s'en soit fait honneur. D'ailleurs c'étoit aux Empereurs d'Orient , comme Souverains de Rome , à la conférer ; ni le Pape ni le Peuple Romain n'avoient Droit de le faire. On fit encore à ce Prince , une espece de libéralité semblable à celle dont on vient de parler ; car , en lui donnant Droit de nommer aux Evêchés , & même de nommer les Papes , on lui donna ce qui lui appartenoit dans tous ses Etats & ce qu'on ne pouvoit lui donner , s'il ne l'avoit pas , sur-tout dans une Ville qui dépendoit d'un autre Souverain que lui. Je m'étonne que Mezerai n'ait pas fait ces réflexions si naturelles ; les Papes avoient-ils Droit de nommer aux Evêchés ? S'ils ne l'avoient pas , comment le donnoient-ils ? Si  
ce

ce Droit appartenoit aux Princes , pourquoi l'Evêché de Rome auroit-il été exempt de la Loi commune ? Ne devoit-il pas y être d'autant plus soumis , qu'il étoit plus important au Souverain d'avoir dans ce premier Siége de l'Univers un homme à lui , qui du moins ne lui fût pas contraire ? Encore une fois je m'étonne que ces réflexions soient échappées à la pénétration de Mezerai.

Le dessein des Papes d'augmenter leur puissance temporelle pour faire croître en même temps leur puissance spirituelle , étoit bien avancé , mais il n'étoit pas encore exécuté. Ils étoient maîtres d'une partie considérable de l'Italie ; ils ne l'étoient pas de Rome qui en étoit la Capitale , sans quoi leur ambition ne pouvoit être satisfaite : ils ne se contentoient pas d'occuper le premier Siége de l'Eglise , ils vouloient une Souveraineté temporelle qui leur servit comme de degré pour monter à la Souveraineté spirituelle. Leur union avec la France les délivra de la crainte d'être Sujets du Lombard ; les Empereurs d'Orient affoiblis par la perte de la plus grande partie de leurs Etats d'Italie , & plus encore par les troubles que leur imprudence à décider des affaires de Religion , excita dans leurs Etats , avoient peu à peu perdu leur autorité dans Rome : on les reconnoissoit encore pour Souverains , les Actes publics s'inscrivoient de leur nom , & se datoient du nombre des années de leur Empire ; mais on en usoit ainsi pour n'avoir point réellement de Maître.

On avoit cependant besoin de protection : on n'en pouvoit guères espérer des Empereurs d'Orient ; d'ailleurs l'autorité des Papes y étoit bien moins respectée que dans l'Occident. Les Princes François étoient affectionnés à l'Eglise Romaine , à cause des services que les Papes leur avoient rendus , & par le Titre de Successeurs de Saint Pierre , dont Boniface & les autres Missionnaires leur avoient donné les idées les plus ma-



gnifiques ; outre l'affection , ils avoient une puissance formidable , à l'abri de laquelle leurs Amis & leurs Alliés n'avoient rien à craindre. Ce furent ces raisons qui déterminèrent Leon III & les Romains à secouer tout-à-fait le joug des Empereurs d'Orient , pour se soumettre à celui des François. Cette affaire fut consommée à la fin du huitième ou au commencement du neuvième siècle : la Cérémonie achevée , le Pape qui sacra Charlemagne , se mit à genoux devant lui avec les principaux de Rome , & le reconnut pour son Souverain ; il fit ensuite exposer son Portrait en public , afin que le Peuple lui rendît les mêmes devoirs. On raconte qu'on surprit la modestie de ce Prince , & que tandis qu'il faisoit sa priere dans la Basilique des Apôtres , on lui mit sur la tête la Couronne Impériale : sans doute que cette surprise n'étoit qu'apparente , & que c'étoit une chose convenue entr'eux , puisque trois ans auparavant , lorsque Leon fut élu Evêque de Rome , il se hâta de faire part , à Charles de son Election , & le fit prier par ses Envoyés de commettre quelqu'un de ses Princes pour venir à Rome recevoir en son nom le Serment de fidélité du Peuple Romain.

C'est ainsi que ce Prince reçut ce qui étoit le fruit de sa Conquête , ce qu'il ne devoit tenir que de son épée , & que le Peuple & les Romains lui donnerent ce qui ne pouvoit être en leur disposition , à moins qu'on n'admette cette horrible maxime : Que les Peuples peuvent à leur gré changer de Souverain quand ils sont mal gouvernés ou gênés dans leur croyance. Après tout , comme dit Mezerai , ce titre d'Empereur n'étoit qu'un vain titre pour Charlemagne , qui servit bien plus à flatter l'ambition des Romains & celle des Papes , qu'à augmenter sa Puissance : il devoit le prendre de lui-même , ou ne le recevoir de personne.

La libéralité de Charles envers l'Eglise est inconcevable ,

du moins on ne peut nier qu'elle n'ait été excessive; car à tout ce que Pepin avoit donné à cette Eglise, il ajoûta encore les Duchés de Rome, de Perouse, de ce qu'on appelle aujourd'hui la Campagne d'Italie, & d'une partie de la Toscane: il s'en réserva pourtant la Souveraineté, & les Papes pendant son Règne furent plus gênés, & moins maîtres dans Rome qu'ils ne l'avoient été, lorsqu'elle appartenoit aux Empereurs de Constantinople.

Cette sujétion ne fut pas longue, & il étoit aisé de prévoir qu'elle ne le feroit pas. Un Empire d'une si grande étendue, composé de tant de différens Peuples assujettis, plus amateurs encore de leur liberté que de leur vie, un Empire sur-tout qui devoit se partager en autant de parties que le Souverain avoit de fils, pouvoit-il subsister long-temps? Sans doute que les Papes firent ces réflexions, & que déjà possesseurs de Rome, ils espererent d'en être bien-tôt les Souverains: Nous verrons dans la suite que leur espérance ne fut que trop bien fondée, & que la décadence de l'Empire des François fut aussi favorable à leurs desseins que l'avoit été celle des Grecs.

Du temps de Charlemagne les Papes n'entreprirent rien contre sa Souveraineté; quelque affectonné qu'il fût, on le craignoit, & on ne vouloit absolument pas lui déplaire: on se contenta pour le temporel, des Donations immenses qu'il avoit faites, & de la fortune exorbitante à quoi il l'avoit élevé; mais comme ce Prince n'étoit pas si jaloux de l'autorité des Evêques que de la sienne, on s'appliqua à la diminuer, & à mettre ses Successeurs en état de l'anéantir un jour. On entra dans toutes les affaires, on eut l'adresse de se faire consulter sur tout; on s'appropriâ le Droit d'établir de nouveaux Evêchés, on s'ingéra de donner des ordres aux Evêques, d'exempter de leur Jurisdiction une partie de leurs Diocésains; on les accoutuma à se voir présider dans leurs Conciles Provinciaux

& Nationaux, par d'autres que par leurs Primats & leurs Métropolitains; on avança des Maximes, qui tendoient à donner la Souveraineté plutôt qu'à conserver l'espèce de Supériorité qu'on avoit eue jusqu'alors; par exemple, qu'on ne pouvoit être jugé par personne, parce que, disoit-on, le Disciple n'est point au-dessus du Maître; on introduisit par-tout, autant qu'on le put, les Rits & les Usages de son Eglise particulière; on prétendit qu'on avoit seul l'autorité d'assembler des Conciles: tout ceci est distinctement rapporté dans Mezerai, & même dans Fleuri Auteur de l'Histoire Ecclésiastique.

Les Successeurs de Charlemagne, manquant des Vertus héroïques qui en avoient fait le plus grand homme du monde, ne conserverent pas long-temps les Etats immenses qu'il leur avoit laissés: la division s'y mit bien vite, chacun voulut en avoir sa part; & à l'exception des Espagnes, de l'Angleterre, du Dannemarck, de la Suede & de la Pologne, tous les Etats qui composent aujourd'hui l'Europe, ne sont que des démembremens de ce vaste Corps, qui naturellement ne pouvoit subsister sans avoir toujours un Chef aussi sage, aussi brave, aussi heureux, aussi actif que Charlemagne. On peut bien penser que les Papes ne s'oublierent pas dans ces temps de révolte & de confusion: s'ils n'augmenterent pas beaucoup leur Puissance temporelle, ils y gagnèrent du moins la Souveraineté de Rome & des autres Provinces qu'on leur avoit données, ou plutôt prodiguées; Souveraineté, qui en les élevant au rang des Têtes Couronnées, les mit en état d'usurper la Souveraineté dans l'Eglise.

Louis, surnommé le Débonnaire, succéda à Charlemagne dans tous ses Etats, excepté dans ses nouvelles Conquêtes d'Italie, dont il avoit fait un Royaume pour Bernard son petit-fils. Le nouvel Empereur avoit de grandes vertus & de grands défauts, sur-tout de ces défauts qui rendent peu propre



au Gouvernement : il aimoit la Justice, sans avoir la fermeté nécessaire à la défendre ; il étoit religieux jusqu'à la superstition, jusqu'à se rendre méprisable ; il étoit foible, irrésolu, timide, presque sans vue & sans prévoyance, confondant la vengeance défendue aux Particuliers avec la punition permise & nécessaire au Souverain ; pour une fois qu'il a puni avec trop de sévérité, cent fois il a pardonné des fautes impardonnables ; il aima trop ses Enfans, & ne se défia point du tout de leur ambition, il s'aveugla même jusqu'à croire, qu'après les avoir revêtus du Pouvoir Souverain, il les trouveroit dociles & soumis jusqu'à consentir qu'il les dépouillât d'une partie des Provinces qu'il leur avoit cédées ; pour retenir ses Sujets dans le devoir, par ses Donations excessives, il les mit en état de ne le plus craindre. Tous ces défauts le rendirent le Père le plus malheureux & le Prince le plus humilié qui fût jamais ; ses Peuples, ses Sujets, ses Enfans entreprirent sur ses Droits les plus incontestables, se soulevèrent contre lui, & lui firent les plus sanglans outrages.

A peine étoit-il monté sur le Trône, que Léon III, alors Evêque de Rome, de sa propre autorité fit mourir quelques Romains qui avoient conspirés contre lui. L'action étoit également contre la modération dont les Ecclésiastiques, sur-tout les Evêques, font profession, & contre l'autorité du Souverain de Rome qu'il avoit lui-même reconnu : Louis fut choqué de cet attentat ; mais il n'en tira aucune raison, & se laissa amuser par les Envoyés de ce Pape ; il prit même son parti contre ceux que les cruautés avoient irrités & soulevés contre lui. Léon étant mort, Etienne son Successeur ; apparemment instruit de la foiblesse de Louis, osa s'installer dans la Chaire Pontificale, sans attendre sa confirmation ; quoique cet Usage d'attendre la confirmation du Souverain de Rome, eût été constamment observé à l'égard des Empereurs précédens, soit

d'Orient, soit d'Occident : ce Prince foible ne se ressentit pas de cet attentat ; au contraire ce Pape étant venu en France , il lui fit des honneurs excessifs ; & par une foiblesse encore plus grande, il se laissa couronner de nouveau, comme si son association à l'Empire , faite par la volonté de son Pere & du consentement des principaux Membres de l'Etat , avoit eu besoin d'être confirmée par cette nouvelle Cérémonie. Ne devoit-il pas se souvenir que son Pere en lui faisant prendre la Couronne Impériale sur l'Autel , avoit voulu lui faire comprendre qu'il ne la tenoit que de Dieu & de son épée ?

Etienne n'occupa pas long-temps le Siège de Rome ; Paschal son Successeur, témoin de la facilité de l'Empereur à excuser l'audace qu'il avoit eue de prendre possession de ce Siège sans la confirmation de son Souverain , ne balança pas à l'imiter : il en fut quitte comme lui , pour quelques excuses qu'il fit faire , & les Romains pour quelques réprimandes qu'ils effuyèrent. Cette mollesse du Prince le rendit plus osé & plus entreprenant ; l'autorité des François l'incommodoit fort à Rome, il s'appliqua à les y affoiblir peu à peu, & à les rendre odieux & méprisables : il fit décapiter Theodore & Leon , deux des principaux Seigneurs de Rome , sans autre raison que parce qu'ils étoient affectionnés à la France. Le fait étoit de notoriété publique, le Pape toutefois eut la hardiesse d'envoyer pour s'en disculper , voulant faire croire que ces deux Seigneurs avoient été assassinés par des gens sans aveu ; le Prince n'ajouta point foi à ces Envoyés, il se fit instruire par des gens surs : le Pape offrit de se purger par serment de ces crimes ; mais il refusa de livrer les meurtriers , sous prétexte qu'ils étoient de la famille de Saint Pierre , & Louis trop débonnaire , dit Mezerai , n'ayant pas assez de force d'esprit pour venger la mort de ses amis , quoiqu'il en eut la volonté,

montra qu'il n'y avoit point de protection pour ceux qui le servoient, ni de punition pour ceux qui l'offensoient.

Sous son Règne se renouvela à Constantinople la fameuse Question des Images. Les uns prétendoient qu'il falloit les supprimer, les autres vouloient qu'on les adorât : Michel, alors Empereur de Constantinople, envoya à Louis une Ambassade solemnelle, pour lui exposer ses sentimens sur la Question qui s'agitoit, le priant en même temps d'assembler ses Evêques, & d'employer son autorité à adoucir l'esprit du Pape, qui paroissoit fort irrité & fort prévenu contre le sentiment opposé au sien. Les Evêques s'assemblerent à Paris au mois de Novembre 825 ; ils firent lire en leur présence la Lettre du Pape Adrien à l'Empereur Constantin & à sa Mere Irène, attachés au Culte des Images : on jugea qu'il avoit raison de blâmer ceux qui brisoient les Images, mais qu'il avoit manqué de discrétion en ordonnant de les adorer superstitieusement ; ils blâmerent aussi le Concile tenu en conséquence, qui est le second de Nicée, & encore plus celui des Iconoclastes tenu sous Constantin Copronyme : ils disent que l'Eglise Gallicane a toujours observé de n'obliger personne à avoir des Images, & de ne le défendre à personne, & que jamais il n'y a eu de dispute pour ce sujet ; la raison de cet Usage, ajoûtent-ils, est que quand il n'y auroit aucune Image dans le monde, la Foi, l'Espérance, ni la Charité, n'en souffriroient point, & que d'ailleurs les Images ne nuisent point à ces trois Vertus, pourvû qu'on ne leur rende aucun Culte religieux.

Ces Evêques, & l'Empereur lui-même, connoissoient bien l'ambition des Papes, & l'orgueil ou la hauteur que leur inspiroit la Dignité de premier Evêque de l'Eglise. Nous avons jugé à propos, dirent les Evêques à l'Empereur, que votre Discours s'adresse à ceux qui vous ont excité à examiner cette



Question ; c'est-à-dire , aux Grecs , afin que tout ce qui paroît répréhensible , s'adresse à ceux que l'on peut reprendre librement , & dont le scandale peut se tolérer plus facilement ; ainsi reprenant les Grecs , & compatissant à leur infirmité , louant les Romains & relevant leur autorité , proposant toutefois modestement la vérité par l'Ecriture & les Peres , vous pourrez procurer le salut des uns & des autres.

L'Empereur en écrivant au Pape , suivit l'espece de modele que l'Assemblée de Paris lui avoit envoyé ; il exhorta le Pape à se servir de son autorité pour procurer la paix en Orient , ramenant l'Usage des Images au milieu que les François estoient nécessaire ; il lui recommande ensuite Jérémie de Sens & Jonas d'Orleans , qu'il lui envoie pour conférer avec lui. Nous ne vous les envoyons pas , ajoute-t-il , pour vous instruire , mais seulement pour vous aider comme nous devons. Ces deux Evêques , outre cette Lettre de l'Empereur qu'ils devoient rendre , avoient une instruction qu'ils devoient observer : Prenez garde , leur disoit-on , d'user de beaucoup de patience & de modestie en conférant avec le Pape , de peur qu'en lui résistant trop , vous ne le poussiez à quelque opiniâtreté invincible ; mais témoignez une grande soumission pour l'amener peu à peu au tempéramment que l'on doit garder à l'égard des Images.

» On ne sçait point , dit M. de Fleury , quelle fut la suite  
» de l'Assemblée de Paris & de la Négociation des Evêques  
» Jonas & Jérémie , auprès du Pape ; mais il est certain que  
» les François soutinrent encore quelque temps la même Doctrine touchant les Images , qu'il ne falloit ni les adorer , ni les briser , sans recevoir le second Concile de Nicée , ni se  
» soumettre à l'autorité du Pape qui l'avoit approuvé. Et  
» toutefois il est également certain qu'ils furent toujours en  
» communion avec le Saint Siège , sans que l'on y voye un moment

» moment d'interruption «. Je le sçai, cette affaire des Iconoclastes n'appartient guères à mon sujet ; aussi ne l'ai-je rapportée que pour faire voir que dans ces temps le sentiment d'un Concile National , soutenu de l'autorité & du consentement du Pape, n'étoit point une Loi pour les autres Nations , & qu'on pouvoit y contredire sans cesser d'être Fidele.

Eugène & Valentin succéderent à Paschal dans le gouvernement de l'Eglise Romaine. Comme ce dernier ne tint ce Siège que six semaines, qu'il est compté au nombre des Papes, & qu'on ne parle point de vacance du Siège entre lui & son Prédécesseur, il est plus que probable qu'il se fit installer sans le consentement de l'Empereur : ce que j'ai dit, ou plutôt ce que dit Fleury de son Prédécesseur, le prouve incontestablement. » Après la mort de Valentin, dit-il, le Saint Siège » vaqua près de trois mois ; parce qu'encore qu'on élût pour » lui succéder, Gregoire, Prêtre du titre de Saint Marc, sa » Consécration fut différée jusqu'à ce qu'on eût consulté » l'Empereur Louis. Il envoya un Commissaire à Rome, qui » examina l'Élection ; & après qu'il l'eut approuvée, Gregoire IV fut ordonné Pape le Dimanche veille de l'Épiphanie, 5 Janvier 728.

Ce Pape en cela fut moins ambitieux, & connut mieux ses Droits & ceux des autres Evêques, que quelques-uns de ses Prédécesseurs & que la plupart de ses Successeurs. Il s'oublia cependant dans une occasion ; car ayant été amené en France par Lothaire, fils aîné de l'Empereur, à qui il avoit déclaré la Guerre, il courut un bruit qu'il pensoit à excommunier les Evêques qui tenoient le parti de l'Empereur, & peut-être ce Prince lui-même. Les Evêques, qui alors connoissoient mieux leurs Droits qu'ils ne l'ont fait depuis, indignés & surpris de cette résolution, qu'ils regardoient comme un attentat, lui écrivirent, ou lui firent dire, qu'il n'avoit aucun pouvoir

d'excommunier personne malgré eux dans leurs Diocèses , ni d'y disposer de rien , & qu'il s'en retourneroit excommunié lui-même , s'il entreprenoit de les excommunier contre les Canons ; ils le menacerent même de le déposer. Qu'est devenue cette fermeté des Evêques ?

Gregoire , en réponse leur écrivit une Lettre où il relève la Puissance Ecclésiastique au-dessus de la Séculière , & s'efforce de prouver qu'en cette occasion ils doivent lui obéir plutôt qu'à l'Empereur ; que s'il lui a fait Serment , il ne peut mieux s'en acquitter qu'en procurant la paix ; qu'étant eux-mêmes coupables de parjure , ils ne peuvent l'en accuser ; qu'enfin ils ne peuvent se séparer de l'Eglise Romaine sans devenir Schismatiques.

L'occasion de ces menaces réciproques est trop importante pour ne la pas développer. Louis eut trois Princes d'Hermengarde son Epouse. Peu de temps avant que de la perdre , il associa Lothaire , l'aîné des trois , à l'Empire ; il donna l'Aquitaine à Pepin , & la Bavière à Louis , toutes deux à titre de Royaume , dont il se réserva la Souveraineté. Après la mort de leur Mere il épousa Judith , dont il eut un quatrième fils , nommé Charles : ce second Mariage & le Fils qui en naquit , furent la cause fatale de ses malheurs & de la désolation de ses Etats. Judith , maîtresse de son cœur , n'eut pas de peine à obtenir un Royaume pour son Fils ; il lui donna sous ce titre ce qu'on nommoit alors l'Allemagne ; c'est-à-dire , le Haut-Rhin avec la Rhétique & une partie de la Bourgogne. Lothaire & Louis étoient présens à cette Donation ; ils parurent y consentir ; mais bien-tôt ils s'en dédirent. En 830 , tandis que l'Empereur visitoit les côtes de l'Océan , ses trois Enfans armerent contre lui. Ce Prince surpris , fut obligé de s'abandonner à leur discrétion ; il les apaisa en faisant semblant d'approuver leurs démarches , & leur promettant de ne rien



faire à l'avenir que par leur conseil : mais au mois d'Octobre de la même année on tint à Nimégue une Assemblée générale , Louis s'y trouva le plus fort , il reprit son autorité , contraignit ses Enfans de s'humilier devant lui , & les força de lui abandonner les Seigneurs qui les avoient engagés dans cette sacrilége Conjuraton.

Deux ans après , la Guerre se ralluma entre le Pere & les Enfans avec plus de violence que jamais. Lothaire pour donner du crédit à son Parti , amena d'Italie le Pape Gregoire : Pepin & Louis le joignirent. Les Armées prêtes à combattre furent quelque temps en présence ; le temps se passa en Négociations frauduleuses : le Pape après bien des délais , passa enfin au Camp de l'Empereur. On lui fit des reproches , il s'excusa du mieux qu'il put , & le lendemain de cette Conférence , qui n'avoit , disoit-on , point d'autre but que la paix , les Troupes du Pere passerent dans le Camp de ses Enfans ; ce Prince infortuné fut obligé de se fier à leur parole. Dès-lors , de l'avis du Pape & de tous les Seigneurs , il fut regardé comme déchû de la Dignité Impériale : on la déféra à Lothaire , qui l'accepta sans hésiter.

Ils avoient encore présent le peu de succès de leur premiere révolte : pour assurer celle-ci , ils résolurent de pousser les choses à une extrémité sans retour. Ils crurent qu'il suffisoit pour deshonorer leur Pere , & l'empêcher de penser jamais à remonter sur le Trône , & même à entrer dans le commerce de la vie civile , de le soumettre à la Pénitence publique ; les Prélats à qui il avoit pardonné leur premiere defection , furent les premiers Auteurs de ce conseil monstrueux : c'est à Soissons , ou à Compiègne que ces indignités se commirent. Les Evêques s'assemblerent : on força ce Prince de comparoître devant eux dans un état indécent , de faire la Confession des prétendus crimes dont on l'accusoit , & d'en demander la Pé-

nitence ; il quitta ses Armes , & se revêtit de l'habit de Pénit-  
tent. Alors ces indignes Ministres de l'ambition dénaturée de  
ses Fils , lui imposèrent les mains ; on chanta les Pseaumes ; on  
récita les Oraisons pour l'imposition de la Pénitence.

Lothaire, nouvel Empereur, traita ses Cadets avec trop de  
hauteur , & voulut presque seul recueillir le fruit de leur  
commun attentat : ils crurent qu'il étoit de leur intérêt de  
rétablir leur Pere , & ils voulurent s'en faire honneur. Ils  
n'eurent pas de peine à réussir : la compassion de l'état désolant  
où étoit réduit ce Prince , avoit disposé les Peuples en sa  
faveur. Dès que le dessein éclata , on courut en foule de tous  
côtés se joindre à eux pour le faire réussir : la révolution fut  
prompte ; Lothaire, seul obstiné dans la révolte , fut d'abord  
contraint de laisser son Pere en liberté. Ce Prince , dévôt  
jusqu'à l'excès , commença par se réconcilier à l'Eglise ; il  
reprit ensuite les Ornaments Impériaux du consentement & avec  
les applaudissemens de tous ses Sujets. Louis & Pepin ferrèrent  
de si près leur Frere aîné , qu'ils l'obligèrent à venir se jeter  
aux pieds de son Pere , lui demander un pardon qu'il sçavoit bien  
qu'on ne lui accorderoit pas , s'il étoit pris les armes à la  
main : il ne l'obtint qu'à condition qu'il s'en retourneroit aussitôt  
en Italie , & qu'il ne reviendrait plus en France sans congé.

On sent assez combien fut détestable l'abus que les Evêques  
firent de leur pouvoir , sans qu'on le fasse remarquer. Cette  
scandaleuse scène arriva l'an 833 : son prompt changement  
diminua la honte de ceux qui y avoient eu part ; mais il ne  
l'effaça pas tout-à-fait. Louis le Débonnaire, malheureux par  
l'amour extrême qu'il eut pour ses Enfans , par son impru-  
dence, par sa bonté excessive, mourut dans son Camp auprès  
de Mayence l'an 840.

Sa mort réveilla l'ambition de ses Enfans , chacun d'eux  
voulant s'en tenir au partage qui lui étoit plus avantageux.

Les deux Cadets, Louis & Charles, se réunirent contre leur aîné, Lothaire, qui sans cette jonction les eût facilement opprimés l'un après l'autre. Les deux Partis cherchèrent pendant quelque temps à s'amuser, à se tromper, bien-tôt après ils en vinrent aux mains. La Bataille se donna auprès d'Auxerre : elle fut des plus sanglantes ; Lothaire la perdit, & fut contraint de se sauver avec les débris de son Armée à Aix-la-Chapelle. Il revint en Neustrie, où il pénétra assez avant ; mais se voyant poursuivi, & craignant un second échec, il s'en retourna en Italie.

Ce fut en ce temps-là que les Evêques assemblés à Aix, poussèrent encore leur pouvoir d'une manière bien étonnante. Ils déclarèrent Lothaire déchu de la portion des Terres de deça les Monts, en punition, disoient-ils, des crimes qu'il avoit commis contre l'Eglise, contre son Pere & contre ses Freres : & comme s'ils en eussent été les Maîtres, les deux Freres, à qui elle appartenoit de Droit, en cas que le Jugement fût juste & légitime, se crurent obligés, pour l'avoir, d'acquiescer à certaines conditions. *Et nous*, dirent les Evêques, *par l'autorité Divine, vous prions que vous la receviez & la gouverniez selon la volonté de Dieu.* Ce partage, fait contre toutes les Régles ne subsista pas, il ne fut pas même exécuté : la Noblesse la plus distinguée de leurs Etats, entreprit de les accommoder, & y réussit après bien des difficultés. La Monarchie entière, telle que l'avoit possédée Louis le Débonnaire, fut partagée en trois parties égales, dont Lothaire, l'aîné des trois Freres, devoit avoir le choix ; car Pepin, le quatrième, étoit mort. La France Occidentale, qui étoit à peu près ce que l'on nomme aujourd'hui la France, échut à Charles ; cette partie s'étendoit depuis la Mer Britannique jusqu'à la Meuse, & comprenoit encore le Languedoc, & ce qu'on appelloit alors la Marche d'Espagne. Louis eut la Germanie jusqu'au Rhin.



Lothaire, leur aîné, retint le titre d'Empereur avec l'Italie & la Provence ; il eut de plus tout ce qui étoit entre les Royaumes de ses deux Freres ; c'est-à-dire, les Pays situés entre l'Escaut, la Meuse, le Rhin & la Saône.

Ces Princes ne furent pas long-temps unis, & leur dissension causa leur ruine. De tous côtés on se révoltoit contr'eux ; les Grands levoient des Troupes pour leurs querelles particulières, & appelloient à leurs secours les ennemis de l'Etat. Les Papes & le Peuple Romain profiterent aussi de ces circonstances. Serge II, Pape, fut élu sans la permission, il fut installé sans le consentement de l'Empereur : il envoya son Fils à Rome, qui pour punir cet attentat, outre les Evêques que son Pere avoit nommés pour l'accompagner, mena avec lui de bonnes Troupes. Le Pape, pour fléchir sa colere, fit aller au-devant de lui quantité de Processions, & le reçut avec tous les honneurs possibles ; les Romains firent de nouveau serment de fidélité à l'Empereur : ce jeune Prince le reçut au nom de son Pere, & prit ces vaines cérémonies pour une juste satisfaction de la coupable audace qu'il étoit venu punir.

Les Evêques des Pays où dominoit la Maison de France, imitoient la conduite des Papes : ils se mêloient des affaires d'Etat, ils décidoient de la Paix & de la Guerre, ils autorisoient les Peuples à abandonner leurs Souverains légitimes, & à s'en choisir d'autres ; ce qui est plus étonnant encore, c'est que les Souverains sembloient approuver ces excès, & se soumettre à leurs téméraires décisions. Les Sujets de Charles le Chauve s'étant donnés à Louis le Germanique, son Frere, se repentirent bien-tôt de ce changement : pour arrêter ces désordres, & étouffer toute semence de division entre les Freres, on assembla un Concile à Savonieres. Charles, qui avoit été le plus lésé, y présenta une Requête, où il disoit entr'autres choses, qu'il avoit été sacré Roi par la volonté des Evêques, partant qu'il n'avoit pas pu être privé

de cette Consécration, sans leur consentement : il ajoutoit, qu'il eût répondu devant eux, s'il y eût été appelé. Est-ce persuasion, est-ce politique, qui fait parler ce Prince d'une manière si peu séante à sa Dignité ? Que ce fût l'un ou l'autre de ces deux motifs, les Evêques se prévalurent de son excessive déférence.

Les troubles continuels qui agitoient les Etats de ces Princes, les obligeoient à bien des ménagemens ; d'ailleurs l'envie mutuelle qu'ils avoient de se supplanter, de se détruire, leur faisoit chercher du secours par-tout où ils esperoient en trouver : le suffrage des Ecclésiastiques étoit alors d'un très-grand poids ; il falloit l'avoir à quelque prix que ce fût. C'est-là la vraie source du grand pouvoir des Evêques, de leurs entreprises, de leurs prétentions : le respect excessif qu'on avoit pour l'Episcopat, leur donna plus de pouvoir qu'ils n'en devoient avoir ; & ils se servirent de ce pouvoir, donné mal à propos, pour établir si bien leur Puissance qu'on ne pût la leur ôter, en les réduisant à l'ordre de leur première Institution.

Comme le Pape étoit le premier des Evêques, on se faisoit un intérêt essentiel de l'avoir de son côté ; on avoit souvent recours à lui, & il profitoit habilement de ces circonstances pour étendre de plus en plus son autorité spirituelle & temporelle. Ainsi, Baudouin, Comte de Flandres, ayant eu l'audace de venir jusqu'à Senlis, enlever Judith, Fille de Charles, son Roi ; celui-ci eut recours au Pape, qui excommunia le Comte, comme s'il eût été de sa Jurisdiction immédiate, & que son Evêque n'eût pas eu Droit de prendre les voyes qu'il jugeoit nécessaires pour le ramener à son devoir.

Vers le même temps ; c'est-à-dire, en 862, Lothaire le jeune, fit une action d'un bien plus grand éclat, & beaucoup plus scandaleuse encore que celle de Baudouin ; il fit casser son Mariage, & épousa publiquement une autre Femme.

Comme le Mariage avoit été cassé par une Sentence des Evêques , apparemment que la Partie intéressée en appella au Pape ; sans cela quel Droit auroit-il eu d'intervenir dans cette affaire ? Nicolas I occupoit pour lors le Siège de Rome , il le portoit du moins aussi haut qu'aucun de ses Prédécesseurs ; il écrivit donc au Roi Charles , & lui enjoignit de réduire son Neveu à la raison : l'avidité de ce Prince l'empêcha d'appréhender combien Nicolas s'oubloit en cette occasion. Lothaire craignant d'être accablé , en appella au Pape , & le pria de faire juger sa Cause par un Concile d'Evêques François ; ce Concile lui fut favorable ; mais le Pape en cassa les Actes , & excommunia , ou menaça d'excommunier les Evêques qui l'avoient célébré. Apparemment que cette affaire lui donna occasion d'envoyer en France un Légat , qui outre les ordres particuliers de trouver les moyens d'obliger le Roi Lothaire à reprendre son Epouse légitime , étoit encore chargé de rétablir dans son Siège un Evêque déposé par le Concile de sa Province , & de travailler à affermir la Paix entre les Rois. Ces ordres ne sentent-ils pas la Souveraineté ? Et ces manières de faire rentrer dans le devoir , ne dégénèrent-elles point de la douceur que Jesus - Christ a voulu être le caractère des Ministres de son Eglise ?

Je ne puis assez le dire , la foiblesse de ces Princes causoit la hauteur des Papes ; s'ils eussent méprisé & renvoyé honneusement leurs Ministres comme ils le devoient , quand ils étoient chargés de commissions politiques & d'ordres à intimer , ils se seroient tenus dans les bornes de leur état , leur Puissance n'eut pas toujours été en croissant ; car ce n'est qu'en se mêlant sans aucun Droit des grandes affaires , qu'ils sont devenus si considérables : mais bien loin de cela , on les consultoit sur tout , on leur demandoit , on les prioit de ne point accorder , on recevoit ce qui certainement n'étoit pas en leur pouvoir.



pouvoir. Quand les Comtes ou les Ducs de Bretagne s'adresserent au Pape pour obtenir le Titre de Roi, toute la Maison de France s'y opposa : n'étoit-ce pas convenir qu'il avoit Droit d'accorder ce qu'on lui demandoit ? Quand leurs Légats venoient intimer les ordres de faire la Paix, de ne point entrer en Guerre, de restituer telle ou telle Province, les écouter, entrer en explication avec eux, tâcher de les gagner, de les tromper, de les amuser ; n'étoit-ce pas reconnoître l'autorité de celui au nom duquel ils parloient ? Quand on cédoit à leurs menaces ; quand on alloit à eux pour se faire guérir des blessures qu'on s'imaginoit avoir reçues par les coups qu'ils avoient portés ; quand on les engageoit à frapper ses ennemis, n'étoit-ce pas reconnoître que leurs coups étoient terribles, qu'ils ne portoient jamais à faux, & qu'ils avoient Droit de frapper ? Quand on faisoit valoir leurs Décisions favorables à ses desseins, n'étoit-ce pas donner de l'autorité à celles qu'ils pourroient faire au contraire ?

Le jeune Lothaire étant mort, Charles se saisit de son Royaume ; Adrien, qui avoit succédé à Nicolas au Siège Pontifical, le trouva mauvais. Il avoit raison de ne pas approuver cette injuste usurpation, de s'y opposer même : mais il le devoit faire d'une maniere convenable à son Caractere, & ne pas ajouter des menaces d'excommunications à ses exhortations ; bien moins encore devoit-il écrire aux Evêques qu'ils eussent à se séparer de la Communion de leur Roi, s'ils ne vouloient être séparés de celle de l'Eglise Romaine. Ces manieres impérieuses & indécentes, ne purent toucher ce Prince : la vivacité de ses Evêques suppléa à son indolence ; ils le prirent d'un ton fort haut, sur-tout Hincmar, Archevêque de Reims, qui écrivoit à Adrien des Lettres qu'on pourroit appeller brusques, si les entreprises de ce Pape n'avoient pas dû exciter le courroux & l'indignation des personnes les moins passionnées.

Cette affaire en attira une autre. Hincmar, Evêque de Laon, Neveu de l'Archevêque de Reims, étoit dans des sentimens bien différens, & soutenoit avec chaleur tous les ordres qui venoient des Papes : il avoit même fait un Recueil de toutes les Pièces vraies ou fausses qui tendoient à prouver leur prétendue Domination sur les Evêques. Cette conduite choqua également ses Confreres & la Cour ; il fut blâmé & condamné dans le Synode de Verberie : il en appella au Pape ; cet Appel irrita encore davantage, on le persécuta jusqu'à le déposer ; c'est peu, jusqu'à l'emprisonner, jusqu'à le punir d'une peine afflictive. Le Pape voulut attirer à soi ces affaires, sous prétexte de l'Appel interjetté : on lui résista : il se plaignit, il jeta les hauts cris, il menaça, il prit le ton impérieux, jusqu'à ordonner au Roi d'envoyer un certain Evêque devant son Tribunal à Rome : on lui répondit avec fermeté, que les Rois de France n'étoient point Lieutenans des Papes, mais Seigneurs Souverains dans leurs Terres : on le pria de ne plus écrire de cet air-là, autrement qu'il donneroit sujet de mépriser ses Decrets, & de renvoyer honteusement ceux qui les porteroient.

Ses Remontrances sur l'Invasion des Etats de Lothaire le jeune, ne furent pas plus efficaces, & n'empêcherent point Charles, & Louis son Frere, de les partager entr'eux. Ils avoient tort de ne pas déférer à ses Remontrances si elles étoient justes, comme elles l'étoient au fond, mais ils avoient raison de ne point reconnoître son autorité à cet égard ; & ils auroient encore mieux fait s'ils lui eussent fait sentir qu'il ne devoit point se mêler de ces sortes d'affaires, mais bien plutôt se tenir dans son District, & ne point entreprendre de réformer les Jugemens Canoniques des autres Evêques. On avoit ces sentimens ; mais le besoin qu'on avoit d'appui dans les agitations continuelles où l'on se trouvoit, les faisoit bien vite

oublier, du moins il empêchoit qu'on ne les suivît dans la pratique : & pour une fois qu'on soutenoit la Dignité de la Couronne, cent fois on l'avilissoit, c'est-à-dire, aussi souvent que l'intérêt & l'ambition jugeoient cet avilissement nécessaire à leurs desseins.

La mort de Louis, Fils aîné de Lothaire, que ce Prince avoit associé à l'Empire, & à qui il l'avoit laissé tout entier, lorsqu'il l'abdiqua pour s'enfermer dans un Cloître, réveilla l'ambition de Charles le Chauve : il voulut être Empereur au préjudice de son Frere, Louis le Germanique, à qui l'Empire sembloit appartenir de Droit. Le Pape & les Romains devinrent par-là en état de favoriser celui des deux Prétendans qui leur conviendrait davantage. L'intérêt des Papes, depuis qu'ils s'étoient affranchis de la Domination des Empereurs d'Orient & des Rois Lombards, avoit toujours été d'avoir un Empereur puissant qui pût les défendre, comme avoient fait Pepin & Charlemagne, mais qui ne demeurât pas en Italie, où il eût fort gêné leur dessein de s'aggrandir; c'est pourquoi ils ne vouloient point de Prince d'Italie, parce qu'ils étoient foibles, & qu'ils demeuroient sur les lieux. Jean VIII, qui avoit succédé à Adrien en 872, entra parfaitement dans la politique de ses Prédécesseurs. La branche aînée de la Maison de France, qui avoit l'Empire en propre, ayant été éteinte dans la Personne des deux Enfans de Lothaire II, tous deux morts sans postérité, il appuya, contre l'ordre de la Succession, les prétentions de Charles le Chauve, au préjudice de Louis le Germanique, son aîné, soit qu'il craignit l'humeur altière & belliqueuse de Louis, soit qu'il voulût interrompre la Succession, & faire penser que l'Empire n'étoit point héréditaire, ou enfin qu'il jugeât que la préférence du Cadet à l'Aîné, entretiendrait plus sûrement la division entre ces Princes, dont l'union ne pouvoit être que préjudiciable à ses vûes ambitieu-



ses. Il choisit donc Charles, & l'invita par une célèbre Ambassade à venir à Rome recevoir la Couronne Impériale, la lui offrant comme s'il eût été le Maître d'en disposer. Ce Prince accepta l'offre, il se rendit promptement à Rome, & y fut couronné Empereur le jour de Noël, avec les plus grandes solemnités. Sans doute qu'un Traité secret avoit précédé l'Invitation & le Couronnement, & que sa prompte sortie de Rome en étoit un des principaux Articles; le Pape le conduisit jusqu'à Pavie, il y fut couronné Roi de Lombardie; la Dignité Impériale lui fut aussi confirmée par une Assemblée de Comtes & de Prélats, qui fut convoquée dans la même Ville; après quoi le nouvel Empereur reprit le chemin de France, & laissa le Gouvernement de la Lombardie à Boson, son beau-frère.

Tous les Seigneurs d'Italie n'approuverent pas le choix du Pape, plusieurs, apparemment Partisans de Louis, refuserent de reconnoître Charles pour Empereur: le Pape se servit alors d'Armes spirituelles pour soutenir la hardiesse & l'injustice de son entreprise; il assembla un Concile, où ce qui avoit été fait, fut confirmé, & les Opposans frappés des plus terribles Excommunications. Certainement c'est de ces especes d'Excommunications qu'on peut dire, que la crainte d'une Excommunication injuste ne doit pas empêcher de faire son devoir: on pourroit même ajouter, qu'elle ne doit pas empêcher de suivre ses vûes, & de prendre le parti qu'on juge le plus convenable; ou plutôt, qu'elles ne méritent pas qu'on y fasse attention, & qu'il faut être extrêmement foible pour les regarder autrement que comme non avenue.

L'Empire alors n'étoit qu'un vain Titre, & ne donnoit à l'Empereur qu'une très-petite partie de l'Italie, il n'avoit même que fort peu de pouvoir dans la Ville de Rome; Charles cependant s'en tenoit extrêmement obligé au Pape, & s'effor-

goit de reconnoître cette Grace prétendue par toutes sortes de moyens , jusques-là que de Souverain s'étant rendu son Sujet, il ne rougissoit point de s'abaisser à prendre le Titre de son Conseiller d'Etat : il ne crut pas encore en avoir assez fait, il fit les derniers efforts pour étendre sur l'Eglise Gallicane l'autorité de son prétendu Bienfaiteur ; dans le Concile qui se tint à Pontion , il appuya de tout son pouvoir les Légats du Pape , qui apportoit à Angers , Archevêque de Sens , des Lettres de Primatie sur tous les Evêques des Gaules, & de la Germanie, il disoit ouvertement que le Pape l'avoit commis pour assister à ce Concile, & pour y faire exécuter ses ordres.

Les Evêques en ce temps-là connoissoient leurs Droits. Hincmar Archevêque de Reims, dont nous avons déjà parlé, étoit de ces esprits fermes & vigoureux, que l'autorité n'abat ni n'aveugle : ainsi , encouragés par ce grand homme , ni prières ni menaces ne purent les amener à consentir à cette nouveauté ; toute leur complaisance se termina à souffrir qu'Angers prît place immédiatement après les Légats du Saint Siège. Après tout , ce peu de fermeté se démentit bien vite. Charles étant mort quelque temps après la tenuë du Concile dont on vient de parler , Louis , surnommé le Bègue , son fils aîné, lui succéda dans tous ses Etats, & joignit le Titre d'Empereur à celui de Roi ; Carloman , fils aîné de Louis-le-Germanique , lui disputa le premier de ces Titres, ses Partisans se rendirent maîtres de Rome , arrêterent prisonnier le Pape Jean VIII : peu de temps après il s'échappa de leurs mains, & se réfugia en France.

Il y agit en Souverain : il convoqua un Concile à Troye , il excommunia Hugues , Bâtard de Lothaire II , il réhabilita Hincmar de Laon , lui permit de célébrer les divins Mystères, tout aveugle qu'il étoit , & lui assigna la moitié des Revenus

de l'Evêché ; & tout cela il le fit sans la moindre opposition. On ne peut guères douter que le nouveau Roi n'eût exigé cette soumission des Evêques, & qu'ils ne la regardassent eux-mêmes comme le moyen le plus sûr d'attacher l'Evêque de Rome à ses intérêts. Quoi qu'il en soit, Hincmar de Laon recueillit alors le fruit de son attachement aux Papes ; il l'avoit poussé à l'excès, jusqu'à regarder comme des Oracles leurs Décisions, de quelque espèce & en quelque matière qu'elles fussent, jusqu'à soutenir que toute Décision où ils n'intervenoient point, étoit nulle : cet attachement outré lui avoit attiré de cruelles persécutions, il fut déposé de l'Episcopat, privé de la vûe, enfermé dans une rude prison ; il est étonnant que l'Eglise Romaine n'en ait pas fait un Saint.

Louis-le-Bègue ne tira aucun fruit de la complaisance à quoi il avoit engagé les Evêques de son Royaume. Son Règne ne fut que de dix-huit mois. Depuis sa mort jusqu'à l'établissement tranquille de la Famille qui régné encore aujourd'hui en France, tout y fut dans le trouble & dans la confusion ; le feu de la Guerre s'alluma de tous côtés : la Monarchie fut divisée en quatre Royaumes, dont les Rois n'avoient guères que le titre, les Grands s'étant faits presque Souverains des Terres dont on avoit récompensé les services, & des Provinces dont on leur avoit confié le gouvernement ; à ces Divisions intestines se joignirent les fréquentes Incursions des Danois, qui mettoient tout à feu & à sang. Les Evêques imitèrent les Laïques, & se firent Seigneurs de leurs Diocèses, du moins de leur Ville Episcopale & de son Territoire ; ils se mêlèrent bien avant du Gouvernement, ils destituèrent des Rois, ils érigerent de nouveaux Royaumes ; le Pape de son côté disposoit de l'Empire, comme s'il en avoit été le maître absolu, il excommunioit ceux qu'il vouloit exclure, il menaçoit de déposition, d'excommunication les Souverains qui les soutenoient.



Une dévotion mal entendue se mit à la mode en ces temps-là : plusieurs Princes vouoient leurs Etats à l'Eglise de Saint Pierre, & les en rendoient tributaires ; ce qui ne fortifia pas peu, dit Mezerai, la persuasion des Papes, qui s'étoient imaginés avoir Droit d'ôter & de donner les Couronnes. En ces mêmes temps, c'est-à-dire, à la fin du neuvième siècle, commença l'usage de transférer un Evêque d'un Siége à un autre, & Mezerai traite cette innovation de scandale horrible. Cependant à considérer la chose en elle-même, qu'a-t-elle de si criant ? Pourquoi un homme qui se distingue par sa capacité, par sa sagesse dans un moindre Siége, ne pourra-t-il pas être promu à un Siége plus considérable ? Si le nom d'Epoux & d'Epouse convenoient à la rigueur à un Evêque & à son Eglise, pourroient-ils la quitter malgré elle ? Pourroit-elle en prendre un autre de leur vivant ? Ne pourroit-on pas dire qu'il en est de ces Usages comme de certaines modes, contre lesquelles on crie d'abord de tous côtés précisément parce qu'elles sont nouvelles, à quoi pourtant on s'accoutume dans la suite, parce que dans le fond elles n'ont rien d'indécent, & que les discours qui les combattent sont vagues & sans aucune solidité.

Comme dans la suite de cette Histoire nous verrons les Papes se porter à d'étranges extrémités, pour soutenir leurs prétentions sur le temporel des Rois & sur les biens Ecclésiastiques ; examinons d'avance ce qu'il en faut penser, pour n'être point dans la suite obligés d'interrompre notre narration par des réflexions sur les Faits que nous raconterons.



## SECONDE DISSERTATION,

*De l'autorité des Papes sur le temporel des Rois & des Eglises.*

CETTE Dissertation se réduit à deux questions : la première, en quoi les Rois dépendent des Papes par rapport au gouvernement & à la possession de leurs Etats : la seconde, si le Pape est le maître de tous les Biens Ecclesiastiques. La première n'a pas besoin d'être traitée, & c'est en quelque sorte faire injure aux Souverains que de l'examiner ; car il est évident que les Rois ne dépendent ni médiatement ni immédiatement d'aucune Puissance créée, & que leur autorité n'a point d'autres bornes que celles que leur prescrivent les Loix fondamentales de leur Etat, & les Sermens par où ils se sont obligés de les observer.

Sur quoi donc peuvent être appuyées les prétentions des Papes ? Sur quoi fondé est-il dit dans l'Office de Saint Pierre, que Dieu lui a donné tous les Royaumes du monde : *Tibi tradidit Deus omnia Regna mundi* ? Est-ce parce que Jesus-Christ a été établi le Maître du Monde que les Papes s'imaginent l'être aussi ? Seroit-il rien de plus bizarre que cette conséquence ? Quel rapport de puissance peut-il y avoir entre le Très-Haut & de foibles Créatures ? Le pouvoir qu'il a reçu, il l'exerce invisiblement, & l'exercera à la fin des siècles de la manière la plus éclatante : il a établi les Apôtres & leurs Successeurs pour gouverner l'Eglise ; tous les pouvoirs qu'il leur a donnés, se bornent à ce gouvernement ; les clefs qu'il leur a données, sont les clefs du Royaume du Ciel, non des Royaumes de la Terre : *Tibi dabo claves Regni Calorum* ; leur puissance de lier, de délier, d'ouvrir, de fermer, ne regarde que le Royaume dont les clefs leur ont été confiées, tout autre usage qu'ils en font, doit

doit être regardé comme une injuste usurpation ; la Paix , la Guerre , ne sont point de leur ressort ; ils peuvent bien pour engager à la Paix , pour faire cesser la Guerre , employer les prières , les exhortations , les remontrances ; mais on est libre de s'y rendre ou de leur résister , & ils ne méritent plus d'être écoutés , dès qu'ils s'oublient jusqu'à commander , jusqu'à joindre les menaces à leurs commandemens.

Ils doivent veiller à la conservation de la Religion ; ils peuvent retrancher de la Communion des Fideles , au défaut des Pasteurs immédiats , ceux qui attaquent cette Religion & qui la violent avec éclat dans des points indispensables. Ils doivent exhorter les Fideles à ne point céder à la violence , si on l'employoit pour leur ôter la Foi ; quand ils l'ont fait , ils ont fait ce qu'ils devoient , ce qu'ils y ajoutent n'est qu'injustice & usurpation. Ces Interdits lancés sur un Etat , ces dépositions de Souverains , ces Donations de Royaumes , ces Invitations faites à d'autres Princes de s'en emparer , sont autant d'attentats insoutenables , que tous les Souverains ont également intérêt d'empêcher & de punir.

L'Eglise même assemblée n'a point ces Droits ; à plus forte raison un Evêque quelqu'il soit , de quelque nom qu'il se qualifie , ne peut-il les avoir : si les crimes publics rompoient les liens de soumission & de dépendance qui forment les Etats , que deviendroient-ils ? Ne seroient-ils pas toujours dans le trouble & dans la confusion ; du moins n'y seroient-ils pas exposés ? La douceur , la patience , de ferventes prières , sont les seules armes que des Chrétiens aient à opposer à la persécution , qui entreprend de les détruire ou de les séduire ; c'est à quoi les premiers Pasteurs doivent exhorter les Peuples , non à la sédition , à la révolte , qui ne peuvent jamais devenir de justes moyens de défense : une conduite opposée , qu'on n'a que trop suivie , n'a-t-elle pas donné un prétexte plausible à quelques Souve-



rains de méconnoître & de rejeter celui qui s'attribuoit le pouvoir de le dépouiller, & d'autoriser leurs Sujets à se donner d'autres Maîtres ?

Personne n'a ce pouvoir ; mais s'il existe, ce ne peut être que dans la Nation qui s'est soumise à telle Famille sous certaines conditions ; encore faudroit-il pour qu'elle l'exercât justement, que le mal fût évident, que toutes les autres voyes qu'on peut employer pour ramener un Prince à la raison & à l'équité, l'eussent été inutilement, & que ce changement ne l'exposât point à des maux plus grands que ceux qu'elle prétendrait éviter : circonstances qui se réunissent si rarement, qu'on peut dire en général, ou que ce Droit n'existe point, ou qu'il n'arrive presque jamais qu'on puisse en faire un légitime usage ; du moins est-il certain, que le Pape ne peut donner ce Droit si on ne l'a pas, ou que si on l'a, les Dispenses qu'il donne ou qu'il accorde pour autoriser à s'en servir, sont absolument illusoires.

N'en est-il pas de même de celles qu'il accorde pour autoriser les Princes de la Communion à faire des conquêtes sur les Rois & les Nations Idolâtres, sur les Mahométans, sur les Hérétiques ? A quel titre peut-il disposer de la Liberté & des Biens de ces Peuples, qui n'ont avec lui aucun rapport, qui sont absolument indépendans de la Jurisdiction de l'Eglise ? Le prétexte d'étendre la Religion ne peut rendre ces prétentions légitimes ; la Prédication, l'Instruction, sont les seules voyes permises de procurer de nouveaux Adorateurs à Jesus-Christ, toute violence à cet égard est également injuste & odieuse. En un mot, les Princes ont Droit de faire ces Conquêtes, ou ils ne l'ont pas ; s'ils l'ont, la permission qu'on leur donne de le faire valoir, on me permettra cette expression, a du ridicule & une espèce d'extravagance ; s'ils ne l'ont pas, ils n'ont qu'un vain Titre qui ne peut justifier leur injustice : il

faut que j'ajoute , qu'il est inconcevable que les Princes qui ont demandé & qui ont fait usage de ces Donations des Papes , n'aient pas compris , que par cette recherche & cette acceptation ils confirmoient les prétentions des Papes sur leurs propres Royaumes ; car s'ils ont Droit sur les Royaumes Idolâtres ou Mahométans , jusqu'à en pouvoir disposer en faveur de qui il leur plaît , pourquoi n'auroient-ils pas le même Droit sur les Royaumes Chrétiens ? Je croirois qu'on chercheroit longtemps une disparité sans pouvoir la trouver.

C'en est assez & peut-être trop sur un sujet usé ; apparemment que les Papes ont renoncé à ces ambitieuses prétentions : mais qu'ils l'aient fait ou non , tout le monde , la plupart des Religieux mêmes sont revenus aujourd'hui des idées excessives qu'on leur avoit données du pouvoir de la Cour Romaine ; & à l'exception de certain Corps plus particulièrement dévoué à ses intérêts , elle ne trouveroit personne qui soutînt ces prétentions & les approuvât.

La chose n'est pas tout-à-fait si claire par rapport à leur autorité sur le temporel de l'Eglise ; car il est aussi certain qu'ils en ont quelqu'une , qu'il est vrai qu'elle n'a pas toute l'étendue qu'ils lui donnent. Avant que de la définir & de la réduire à ses justes bornes , mettons pour principe incontestable , que cette autorité , de quelque nature qu'on la suppose , n'affoiblit en rien celle que les Souverains ont essentiellement sur les biens de leurs Sujets ; autorité universelle , à quoi tous sont soumis , de quelque rang , de quelque caractère qu'ils puissent être ; autorité indépendante , qui ne peut être bornée que par l'équité & par les Loix de l'Etat qu'ils gouvernent ; autorité nécessaire , sans quoi nul Etat ne peut subsister , étant impossible que les Souverains , quelques riches qu'on les suppose , puissent fournir aux dépens nécessaires à la conservation de leurs Etats sans le secours de leurs

Sujets; autorité établie par le concours des Loix divines & humaines; par conséquent, autorité infiniment respectable, à quoi on est obligé de se soumettre, non-seulement par la crainte du châtement, mais encore par principe de conscience. Voyons à présent de quelle espèce est l'autorité du Pape sur les biens Ecclésiastiques.

Supposé que ce que nous venons de dire de l'autorité des Rois sur les biens de tous leurs Sujets, & l'inconvénient qu'il y auroit qu'une Puissance étrangère, quelquefois ennemie, eût Droit de tirer d'un Etat des sommes considérables d'argent, l'autorité du Pape ne peut être qu'une autorité d'Inspection; je veux dire que sa qualité de Chef de l'Eglise lui donne Droit, c'est trop peu; lui impose l'obligation de veiller à la conservation des biens Ecclésiastiques, d'animer le zèle de ses Confreres dans l'Episcopat, pour en empêcher l'aliénation, la dissipation, pour en régler la division, la réunion: Droit, Obligation, qui lui sont communs avec tous les Evêques; qui ne lui deviennent propres & particuliers, que lorsque la négligence, la foiblesse, la timidité, la complaisance empêchent quelques Evêques de vouloir ou de pouvoir se servir de leur Droit & de s'acquitter de leur obligation; il n'est que leur suppléant, si je puis ainsi parler, & ce n'est qu'à leur défaut qu'il peut & qu'il doit intervenir à ces sortes d'affaires. Mais lui & eux en exerçant leur Droit, en s'acquittant de leur obligation, ne doivent jamais perdre de vûe les Droits du Souverain sur ces mêmes biens, afin de n'y point donner atteinte, & de ne pas manquer à leur devoir en donnant trop d'étendue à leur obligation; car il y a souvent autant & plus de mal, à faire plus qu'on ne doit, qu'il y en a à ne pas faire ce qu'on doit.

L'oubli de ces Maximes si sages, si raisonnables, a porté à d'étranges excès, il a causé des maux infinis, il a même fait



perdre ces biens qu'on vouloit conserver , jusqu'à les rendre indépendans de l'autorité souveraine ; l'injustice de ces prétentions , les embarras , les difficultés , les affaires fâcheuses qu'elles attiroient , ont fait prendre en plus d'un endroit le parti extrême de s'emparer de ces biens qu'une Puissance étrangere regardoit comme son Domaine , & dont elle disputoit l'usage nécessaire & légitime.

Difons quelque chose de plus précis. Personne n'a droit d'ôter à l'Eglise les biens qui lui ont été légitimement donnés ; une longue & paisible possession supplée pour elle , comme pour tous les autres , le défaut de la Donation ou de la première acquisition. Ainsi l'excès , l'injustice de ces Donations , l'indignité des moyens dont on s'est servi pour les attirer , ne peuvent être aujourd'hui , selon les Loix établies , une raison suffisante de les contester , de les annuler ; ces Donations ont été faites , ces biens ont été donnés , cédés , vendus , non à l'Eglise en général , mais à certaines Eglises en particulier. L'Eglise Romaine a les siens , & certes on a été prodigue à son égard jusqu'à lui donner des Provinces entières & faire de son Evêque un Souverain , dont la puissance est assez grande pour se faire rechercher & pour se faire craindre des autres Souverains.

Chaque Eglise , par rapport à la possession des biens qui lui ont été donnés ou qu'elle a acquis , est indépendante des autres ; elle seule en a le domaine & l'usage , sauf seulement les Droits du Roi & des Seigneurs particuliers de qui les Terres données ou acquises peuvent relever : de sorte qu'il est exactement vrai , qu'à considérer la chose en elle-même & selon les principes du Droit naturel , les biens de l'Eglise de Paris sont aussi indépendans de l'Eglise de Rome , que les biens de l'Eglise de Rome sont indépendans de l'Eglise de Paris. Les raisons de cette espèce de Décision sont :

Premièrement , la volonté des Donateurs , qui sûrement n'ont pas prétendu enrichir l'Eglise de Rome en donnant à l'Eglise de Paris.

Secondement , la capacité de l'Eglise de Paris à recevoir , à acquérir sans le consentement , sans l'agrément , sans la participation de l'Eglise de Rome.

Troisièmement , l'indépendance absoluë de l'Eglise de Rome , où sont ces biens donnés ou acquis , soit qu'on les considère avant ou après la cession , l'acquisition , qui en a été faite au profit de ces Eglises particulieres.

Quatrièmement , le défaut de Titre de l'Eglise de Rome. Elle ne peut en avoir d'autre que la prétendue Souveraineté de son Evêque ; Souveraineté contestée , Souveraineté évidemment chimérique , Souveraineté qui , quoique réelle , par rapport au Spirituel , ne s'étendrait pas jusqu'au Temporel , du moins jusqu'à en avoir le Domaine direct , jusqu'à s'en approprier une partie.

Ces biens donnés aux Eglises auroient bien vite cessé de leur appartenir , si l'on n'avoit trouvé le moyen de les mettre à couvert de la cupidité de ceux qui en jouissoient ou qui auroient voulu en jouir : pour cela il fut statué , selon la volonté des Donateurs , & du consentement de l'autorité publique , que ces biens seroient inaliénables ; que pour en jouir , il faudroit être Ministre de l'Eglise ou particulièrement consacré à son service. Par-là , ils furent tirés de l'ordre commun , & firent une espece particuliere des biens dont on n'avoit que l'usufruit , dont on jouissoit sans en avoir la propriété , qui restoit toujours à la Communauté dont on étoit membre , à l'Eglise au service de laquelle on étoit engagé.

L'Inspection sur ces biens & sur l'observation des Loix qui en régloient l'usage & en assuroient la propriété , appartenoit nécessairement aux Evêques. Mais qu'auroient fait leur zèle

& leur vigilance , s'ils n'avoient pas été soutenus de l'autorité souveraine ? Ils le furent ; les Souverains comprirent qu'il étoit du bon ordre que cette partie de leurs Sujets , si distinguée des autres par le Caractere & par les fonctions , eût des fonds assurés , & toujours consacrés à l'usage à quoi la pieuse libéralité des fideles les avoit destinés ; ils entrèrent dans les vûes des Evêques , firent des Loix conformément à ces vûes ; on peut même dire que quelquefois leur zèle & leur précaution allèrent plus loin que certains Evêques ne l'eussent souhaité.

L'union des deux Puissances ne fut pas de longue durée , du moins elle ne put pas toujours empêcher les désordres que l'on avoit prévus. Les Guerres Civiles , la puissance excessive des Seigneurs particuliers , l'impunité que le besoin qu'on avoit d'eux forçoit de leur accorder , la conduite des Evêques qui entrèrent plus avant qu'ils ne devoient dans ces sortes de querelles , leur fermeté , ou plutôt leur opiniâtreté à refuser les justes contributions qu'on leur demandoit , sous prétexte des Immunités accordées , tout cela exposa les biens de l'Eglise au pillage , à l'invasion , à la dissipation ; les Princes s'en emparèrent ou les donnerent pour récompense à leurs Officiers : mais l'ordre & la paix ayant été rétablis , les désordres cessèrent , & l'Eglise , ou plutôt les Eglises furent remises en possession des biens qui leur appartenoient ; possession qui a été d'autant plus tranquille , que le pouvoir du Souverain s'est accru davantage par la diminution de celui de leurs grands Vassaux & des Seigneurs particuliers.

Si les biens de l'Eglise étoient restés dans la médiocrité qui lui convenoit & à ses Ministres , on auroit souffert tranquillement qu'ils fussent exempts des charges publiques ; & ses grandes richesses n'eussent pas été dans la suite le motif le plus déterminant d'embrasser les nouvelles Doctrines , qui les condamnoient & en adjugeoient la possession ou au Public , ou aux



Descendans de ceux qui les avoient données : mais la libéralité excessive & mal entendue les ayant mis en possession d'une partie très-considérable des biens de l'Etat, on n'exagérerait pas beaucoup en disant qu'elle va presque à la moitié ; on a ouvert les yeux, on a crié de tous côtés qu'il falloit borner, arrêter même le cours de ces libéralités, & qu'il étoit évidemment injuste, que ceux qui possédoient les plus belles & les plus riches terres, ne contribuassent que par leurs prières aux besoins & à la défense de l'Etat, tandis que la Noblesse & le Peuple, appauvris par la profusion de leurs Ancêtres, y contribuoient de leur sang & du reste de leurs biens. On a commencé assez-tôt de faire porter au Clergé sa part des charges publiques ; mais on a pensé trop tard à l'empêcher de s'enrichir davantage ; du moins seroit-il à souhaiter qu'on l'eût fait avant les Croisades, & qu'on se fût fait une maxime de conduite de s'opposer aux nouveaux établissemens, dont la plupart n'ont guères servi qu'à attirer à l'Eglise de nouvelles possessions.

Deux remarques de M. du Gué Bagnols, qui a été fort long-temps Intendant de Lille en Flandres, appuieront & justifieront ma réflexion. Ce Magistrat éclairé a composé des Mémoires que j'ai lus en manuscrit ; il observe que l'Eglise, depuis la source de la Scarpe, jusqu'à ce qu'elle se jette dans l'Escaut, un peu au-dessous de Saint Amand, a sur les bords de cette Riviere un million sept cent mille livres de rente, cependant depuis la source de la Scarpe jusqu'à Saint Amand, à peine y a-t-il dix-huit lieues. L'excès est encore plus sensible dans le Cambresis ; suivant la supputation de l'Auteur que je cite, si on divise les terres de cette Province en dix-sept parties, il se trouvera que l'Eglise en possède quatorze ; c'est-à-dire, que si le Cambresis contient, par exemple, dix-sept mille journaux de terre, la Noblesse & le Peuple n'en ont que trois mille,

mille, tout le reste étant entre les mains du Clergé, Séculier & Régulier.

Qu'on parcoure la France, à chaque pas on trouve des Monasteres, des Abbayes magnifiques, plus riches encore qu'ils ne le paroissent. En voyageant j'ai souvent eu la curiosité de demander à qui appartiennent ces Terres, ces Fermes, ces Bois? On m'a presque toujours répondu, c'est à telle Abbaye, à telle Communauté, à tel Chapitre. A ces possessions d'immeubles ajoûtez les Rentes constituées, ajoûtez les Dîmes, ajoûtez les espèces de contributions à quoi les Ordres mendiants, mettent les Villes & les Campagnes, vous serez forcé de conclure, qu'il en est à peu près de la France, comme du Cambresis; que du moins les Ecclésiastiques, Moines ou Prêtres, ou Religieuses, possèdent la moitié des biens de ce Royaume, & qu'ils sont aussi riches que le reste de la Nation. Ce que je dis de la France, est encore plus sensiblement vrai de l'Espagne, de l'Italie, de la Flandre, de l'Allemagne. Si le Pape étoit Maître de ces biens, qu'il en eût le Domaine, qu'il pût s'en approprier l'usage, ne seroit-il pas le plus riche Souverain de l'Univers? Pour en trouver qui l'égalassent, il faudroit assurément faire revivre les anciens Rois du Mexique & du Perou, les *Montesuma*, les *Atahalipa*.

Il n'a pas été possible que la destination de ces biens donnés à l'Eglise, fût toujours la même; ce qui convient à un temps ne convient pas toujours à un autre. Les établissemens les plus utiles dégénèrent quelquefois: & comme l'Eglise est déjà trop riche, ils se font aux dépens des anciens; plusieurs Chapitres, autrefois Réguliers, sont aujourd'hui Séculiers; l'établissement de Saint Cyr, qui est un des plus beaux & des plus utiles qui se soient faits, a coûté à l'Abbaye de Saint Denis, sa manse Abbatiale; il est peu de Colléges de Jésuites, il est peu de Séminaires, à quoi l'on n'ait réuni quelque Abbaye, quelque

Prieuré, quelque Chapelle. D'ailleurs il convient, il est même quelquefois nécessaire, que les Bénéfices se permutent ; que celui des Permutans, dont le Bénéfice est considérable, soit dédommagé de la perte que sa santé ou quelque autre raison lui cause. Il est juste que celui qui s'est usé au service d'une Paroisse, d'un Evêché, jouisse même, après les avoir quittés, d'une partie des revenus qui y sont attachés ; il convient quelquefois d'établir de nouvelles Paroisses, de nouveaux Evêchés, de réunir plusieurs Bénéfices pour en faire un seul, d'en séparer un en plusieurs : mais il ne conviendrait en aucune façon que les Particuliers fissent ensemble ces conventions, qu'ils jugeassent de ces besoins ; il faut qu'une autorité supérieure y intervienne & en décide. On a prouvé ailleurs que c'est à chaque Evêque en particulier à en décider dans son Diocèse, & que c'est aux Evêques d'un Royaume, d'une Province, conjointement avec le Souverain, à statuer s'il est besoin d'ériger un nouvel Evêché, & où l'on prendra de quoi le doter : les Evêques de Rome se sont appropriés ces Droits, qui leur étoient communs avec tous les autres Evêques, ou, pour des raisons qu'on ignore, & qu'on ne peut pénétrer, ils les lui ont cédés. Que l'un ou l'autre soit vrai, peu importe, les Papes depuis long-temps, jouissent de cette cession ou de cette usurpation, ils ne seroient pas d'humeur à souffrir tranquillement qu'on les troublât dans cette possession, ils feroient pour le moins autant de bruit que s'il s'agissoit du renversement de la Foi. Afin de rétablir l'ancien usage, l'ordre naturel, il faudroit dans les Souverains & dans les Evêques, une union & une fermeté qu'on ne peut guères espérer.

Ce n'a pas été assez pour les Papes de s'être attiré les Résignations, les Permutations, les nouvelles Destinations des Bénéfices, depuis long-temps ils prétendent en disposer ; ils ont tant fait qu'ils se sont mis en possession d'en donner une



grande partie , dans ce qu'on appelle les Pays d'obédience : en Bretagne par exemple , ils donnent au moins la moitié des Cures , & cela sans examiner autre chose que la Doctrine des Prétendans , qu'on fait consister à résoudre passablement quelque cas de conscience selon les principes de quelque Auteur dont ils ont grand soin de se fournir : comme s'il importoit peu qu'un Ecclésiastique ait des mœurs ou qu'il n'en ait point ; on ne pense pas à s'en informer , on n'exige ni Lettres testimoniales des Evêques , ni attestation de personnes en place. Outre cela le Pape prévient en certains cas le Collateur légitime ; s'il néglige de nommer en certains temps , le Pape le fait en sa place. Que sçai-je moi ? Je n'ai point d'usage de ces matieres ; je sçai seulement qu'un Ecclésiastique instruit des aïemens , du manège de la Cour de Rome , ne manque point tôt ou tard d'être pourvu de quelque bon Bénéfice.

Pour ce qui est des Evêchés , des Abbayes , en un mot de ce qu'on appelle Bénéfices consistoriaux , on ne doute point du tout à Rome que ce ne soit au Pape à les donner ; sans leurs Bulles on n'a aucune Jurisdiction spirituelle , on ne peut être sacré ni béni ; & quoiqu'en France la nomination du Roi donne droit au Temporel , l'espece de Droit Seigneurial qu'il faut payer à Rome avant que d'avoir ses Bulles , est regardé à Rome comme une preuve incontestable de Souveraineté. On penseroit peut-être à cet égard comme les Ultramontains , si l'on n'avoit aucune connoissance de l'Histoire Ecclésiastique : mais on y voit clairement que ce Droit est nouveau , que jamais il n'a eu lieu dans l'Eglise d'Orient , qu'il ne l'a eu que fort tard dans l'Eglise d'Occident ; de sorte qu'on ne peut regarder ce Droit , & la plûpart des autres dont l'Eglise Romaine est aujourd'hui en possession , que comme l'effet de l'habileté & de la constante application des Papes à se les appro-

prier, & de la foiblesse, de la complaisance excessive des Souverains & des Evêques à les céder.

Dans la Disposition où l'on est aujourd'hui, il seroit infiniment à souhaiter qu'on y eût toujours été ; s'ils n'avoient pas ces Droits & qu'ils entreprissent de se les attribuer, ils ne réussiroient assurément pas : mais dans ces temps, où ils ont conçu, où ils ont exécuté le dessein de s'élever par l'abaissement des Evêques & des Souverains mêmes, l'ignorance étoit si excessive, la piété si aveugle, qu'il me soit permis de le dire, la vénération pour leur Siège, si outrée, qu'on respectoit jusqu'à leurs passions, & qu'il ne venoit pas même en pensée qu'il pût y avoir de l'injustice dans leurs entreprises. Dans ces temps il étoit extrêmement dangereux de les avoir pour ennemis : ils ne manquoient point d'appui, & ne trouvoient que trop d'exécuteurs de leurs Sentences ; la Navarre envahie par un Roi d'Espagne, sous prétexte de la donation que lui en fit un Pape, est un exemple dont la France ne doit jamais perdre le souvenir. Les conséquences qui suivent de cette Dissertation sont si évidentes, qu'il n'est pas même besoin de les indiquer.

L'esprit de division, de révolte qui avoit commencé à troubler la France dès le temps de Louis le Debonnaire, ne cessa point de la désoler jusqu'à ce qu'une Famille puissante, & féconde en grands hommes, se fut emparée du Trône, & en eût exclu le sang de Charlemagne : elle en descendoit aussi ; mais ce n'étoit que par les femmes, qui selon la Loi Salique, ne donnent aucun droit à la Couronne. Ce second changement se fit à peu près comme le premier, qui des Mérovingiens fit passer le Sceptre aux Carlovingiens ; on cacha son dessein au même temps qu'on prenoit les mesures les plus justes pour l'exécuter ; on se servit de la puissance qu'on avoit pour l'augmenter de plus en plus ; on se fortifia par de grandes

alliances au dedans & au dehors ; on fomentoit les divisions , tantôt on prenoit le parti du Roi , tantôt celui des Seigneurs , pour les affoiblir mutuellement ; quelquefois on se faisoit médiateur entre les uns & les autres , & on se faisoit un grand mérite d'éteindre le feu qu'on avoit allumé. Par une conduite si mesurée , cette Maison devint la plus considérable de l'Etat , & pour le moins aussi puissante que la Maison Royale : aussi , après la mort de Louis & Carloman , fils de Louis le Begue , pendant la minorité du fils posthume de Charles le Simple , Eudes & Robert , successivement , s'emparèrent de l'autorité Royale , ou du moins l'exercèrent en qualité de Tuteurs du jeune Prince , & de Régens du Royaume ; quand il fut en âge de gouverner , on le mit en possession de la Couronne , mais on retint toujours la principale autorité. Ce Prince , nommé Louis d'Outre-mer , parce qu'il avoit été élevé en Angleterre , mourut après avoir régné , ou plutôt avoir porté le titre de Roi pendant dix-huit ans. Il laissa deux fils , Lothaire qui régna après lui , & Charles qui fut exclus de la Couronne du consentement de toute la Nation. Hugues le Grand , Chef de la Maison qui aspirait à la Royauté , eut pu dès-lors se mettre la Couronne sur la tête : mais comme il avoit beaucoup plus de sagesse que d'ambition , il crut qu'il falloit attendre des conjonctures encore plus favorables ; il se contenta donc de faire sentir au nouveau Roi & à sa Mere , l'obligation qu'ils lui avoient , & d'en tirer pour récompense les Duchés d'Aquitaine & de Bourgogne.

Ces conjonctures plus favorables qu'il attendoit , n'arrivèrent que long-temps après sa mort : son fils , héritier de sa vertu , de sa puissance & de ses desseins , en profita. Lothaire à sa mort , ne laissa qu'un fils infirme , qui avoit encore moins d'esprit qu'il n'avoit de santé , il n'eut point d'enfans , & ne régna que dix-huit ou vingt mois. Charles , son oncle , étoit



son héritier légitime ; mais il s'étoit attiré la haine des François par son attachement excessif aux Princes de Germanie , jusqu'à se rendre leur Vassal ; de plus , par l'emprisonnement de l'Evêque de Laon , il s'étoit attiré les Evêques , qui l'avoient excommunié.

Ces circonstances furent si favorables , que Hugues Capet , fils de Hugues le Grand , n'eut qu'à déclarer ses prétentions pour les faire réussir ; il fut déclaré Roi d'un consentement unanime ; & à son Sacre , qui se fit à Reims , douze jours après la mort de son Prédécesseur , personne ne réclama en faveur de Charles : ce Prince infortuné prit les armes , mais avec peu de succès ; ayant donné sa confiance à Ancelin , Evêque de Laon , qu'il avoit persécuté , ce traître le livra à son ennemi capital , qui se contenta de lui ôter la liberté. Le Pape n'intervint point dans cette affaire , on ne lui demanda point son consentement , la Nation Françoisse ne lui demanda point dispense du serment qui l'attachoit à la Maison Carlienne.

Cependant Hugues éprouva bien-tôt les hauteurs de la Cour de Rome. Il crut devoir s'attacher Arnould , frere bâtard de Charles son Compétiteur ; pour y réussir , il lui donna l'Archevêché de Reims : ce Prélat lui fut deux fois infidele ; il fut enfermé à Orléans , avec son frere , après qu'une Assemblée d'Evêques l'eût jugé indigne de l'Episcopat ; le Siège de Reims fut déclaré vacant , il fut rempli par Gerbert , qui dans la suite des temps gouverna l'Eglise de Rome , sous le nom de Sylvestre II. Il plut à Jean XV de regarder cette déposition de l'Evêque Arnould , comme un attentat contre son autorité , il excommunia les Evêques qui avoient porté cette Sentence , il ordonna une autre Assemblée ; il nomma pour y présider l'Archevêque de Sens , qui n'avoit pas approuvé l'Election du nouveau Roi , & qui s'étoit formellement opposé à la juste déposition d'Arnould , doublement parjure ; cette

nouvelle Assemblée cassa ce que la précédente avoit fait ; Hugues s'en plaignit, s'en défendit, tint ferme quelque temps contre cette décision ; mais enfin de peur de soulever contre lui ses nouveaux Sujets, & de se voir renversé du Trône où il venoit de monter, il se soumit à l'autorité injuste qu'on prenoit, il mit Arnould en liberté, & consentit à son rétablissement.

Le Droit d'Inspection universelle attaché à l'Eglise de Rome, auroit pu autoriser Jean XV à intervenir dans cette affaire ; si la décision avoit été notoirement injuste & qu'elle eût été portée à son Tribunal ; mais convoquer une Assemblée dans les Etats d'un Prince malgré lui, commencer par excommunier des Evêques avant la révision & la cassation de leur Jugement, c'est assurément des entreprises dignes des noms les plus odieux, & que la seule crainte d'un plus grand mal a pû rendre tolérables. Hugues Capet gouverna avec beaucoup de sagesse & d'équité, il se déclara Protecteur des Eglises & des Ecclésiastiques, il se défit des Abbayes dont il jouissoit avant que d'être Roi ; il laissa au Clergé & aux Moines la liberté des Elections, bien entendu qu'il se réserva le Droit d'exclure & de recommander ceux qu'il jugeroit à propos.

Robert, son fils unique, lui succéda sans aucune difficulté : sa piété constante & magnifique, sa clémence, sa charité pour les Pauvres, sa tendresse pour ses Peuples, sa patience dans ses chagrins domestiques, qui en ont fait un Saint Roi, du moins un véritable Chrétien, ne purent le mettre à couvert des violences de la Cour Romaine. Sa première Epouse étant morte, il jugea à propos, de l'avis de son conseil, d'épouser Berthe, sœur de Raoul, Roi de Bourgogne, & quoique fort jeune, déjà veuve d'Eudes, Comte de Chartres : elle étoit sa parente dans un degré prohibé, & de plus il avoit été Parrain d'un de ses enfans ; pour lever ces obstacles, il convoqua les

Evêques de son Royaume, lesquels ayant entendu ses raisons, prononcèrent qu'il étoit du bien public, que ce mariage se fit nonobstant les empêchemens canoniques. Il est certain que par leur Prononcé ils prétendoient le dispenser de la Loi commune, & rendre leur mariage légitime, comme ils en avoient le pouvoir.

Le Pape, c'étoit Gregoire V, indigné qu'on n'eût pas eu recours à son Tribunal, tint à Rome un Concile; les Evêques qui avoient autorisé ce mariage, y furent excommuniés, & les Contractans menacés de l'être, s'ils ne se séparoient au plutôt: le Prince & les Evêques, dont la dignité & l'autorité étoient si visiblement blessées par cette injuste Sentence, refusèrent hautement de s'y soumettre. Le Pape soutint cette première injustice par de bien plus criantes, il ne garda aucune mesure, & par une entreprise jusqu'alors inouïe, jeta un Interdit général sur le Royaume de France, c'est-à-dire, qu'il y défendit la célébration des Divins Mystères, qu'il ôta l'usage des Sacremens aux vivans, & la Sépulture aux morts.

Rien n'étoit plus visible que l'injustice, la nullité de ces Censures: les Peuples, infatués de l'autorité du Pontife Romain, & pénétrés pour lui d'une vénération qui alloit presque jusqu'à l'idolâtrie, n'apperçurent point cette injustice; au contraire ils obéirent si aveuglément aux ordres du Pape, que tous les Domestiques du Roi l'abandonnerent, à la réserve de deux ou trois, qui jettoient aux chiens tout ce qu'on desservait de devant lui, personne n'osant manger des viandes qu'il avoit touchées. Jusqu'où ne vont point la superstition & la crédulité? Que ne peut-on point entreprendre quand on a l'adresse de les mettre en œuvre, & de s'en faire appuyer? Qu'auroit fait ce Prince dans l'abandon général où il se trouva? Il obéit promptement, & fut encore heureux qu'on voulût bien se contenter de sa prompte obéissance.

Ces



Ces especes de victoires que les Papes remportoient de temps en temps sur l'Episcopat & sur la Royauté, les mirent en état, & les confirmèrent dans le dessein de s'aggrandir de plus en plus : nous les verrons dans la suite presque tous, se distinguer par des entreprises aussi injustes que téméraires.

Le Roi Robert, & son fils Henri, qui lui succéda, n'eurent avec les Papes aucun démêlé personnel : quelques faits particuliers que l'Histoire a conservés, montrent cependant que leur autorité alloit toujours en croissant, & qu'ils l'exerçoient avec la dernière rigueur ; je n'en rapporterai qu'un seul, mais qui ne prouve que trop ce que je viens de dire.

L'Evêque d'Angoulême, ayant été arrêté prisonnier par un Comte, à qui il avoit refusé l'Abbaye de Brantôme, l'affaire fut portée à Rome ; les deux Partis s'y rendirent. Gerbert autrefois Archevêque de Reims, ensuite de Ravenne, gouvernoit alors l'Eglise Romaine, sous le nom de Sylvestre II, l'affaire fut plaidée devant lui, le jour de Pâques même, dit Mezerai ; voici la Sentence que prononça un Successeur de Saint Pierre : elle portoit : Que ce Comte seroit attaché au col de deux Chevaux indomptés, & que son corps, ainsi déchiré, seroit jetté à la voirie. Cette cruelle Sentence ne fut point exécutée ; l'Evêque, à qui on avoit donné ce malheureux à garder, l'emmena secrètement de Rome. Après tout, ce fait est trop odieux pour être cru sans de bons Garans, & Mezerai seroit fort blâmable, s'il l'avoit rapporté sur la foi de quelque Auteur suspect ou peu autorisé.

Foulque, Comte d'Anjou, bâtit sur ses Terres un Monastere, proche de Loche, Ville de Touraine, où les Moines devoient prier jour & nuit pour le salut de son ame ; il fit prier Hugues, Archevêque de Tours, de venir bénir l'Eglise de ce Monastere : ce Prélat refusa de le faire, disant qu'il ne pouvoit offrir à Dieu les vœux d'un homme, qui avoit pris

plusieurs Terres à son Eglise. Le Comte, fort indigné de cette réponse, dit l'Abbé Fleury, \* prenant quantité d'or & d'argent, s'en alla à Rome trouver le Pape, Jean XVIII, & lui fit de grands présens : le Pape envoya avec lui un Cardinal, nommé Pierre, avec ordre de faire hardiment ce que le Comte désiroit.

Les Evêques François blâmerent cet attentat, & trouverent fort indécent que le Pape donnât l'exemple de violer les Canons, qui défendent à un Evêque de rien entreprendre dans le Diocèse d'un autre, sans sa permission : » Car, disoient-ils, » encore que la Dignité du Siège Apostolique rende le Pape » le plus respectable des Evêques, il ne lui est pas permis » de violer en rien les Canons. Et comme chaque Evêque est » l'Epoux de son Eglise, dans laquelle il représente le Sau- » veur, il ne convient à aucun Evêque sans exception, de » rien entreprendre dans le Diocèse d'un autre. C'est ce que rapporte Raoul Glabert, Historien du temps, Moine de Clugni. Les Evêques n'ignoroient donc pas leurs Droits ; ils se plaignoient des entreprises des Papes, & les condamnoient ; mais c'étoit tout, & si dans quelque occasion ils résistoient avec fermeté, ils cédoient en une infinité d'autres avec lâcheté.

Les Papes au contraire se mettoient peu en peine de leurs justes plaintes, ils alloient toujours leur train, & se faisoient pour eux & pour leurs Successeurs, un Droit de leurs usurpations : ils cédoient pourtant quelquefois, quand la résistance étoit trop vive, & dissimuloient ce qu'on faisoit pour les contenir dans de justes bornes.

En 1022, il se tint un Concile à Selingslad ; Aribon, Archevêque de Mayence, y présida : on s'y plaignit que plusieurs personnes chargés de grands crimes, refusoient de recevoir la pénitence de leurs Pasteurs, & alloient à Rome, croyant que le Pape

\* Liv. LVIII de son Histoire Ecclésiastique.

leur remettroir leurs péchés. Le Concile déclara qu'une telle absolution ne leur servira de rien , mais qu'ils doivent premierement accomplir la pénitence qui leur sera imposée par leurs Pasteurs , après quoi , s'ils veulent aller à Rome , ils prendront des Lettres de leur Evêque au Pape.

Il est visible , que les Peres de ce Concile n'ont pû décider de la sorte , qu'ils n'ayent regardé le Pape comme un Evêque étranger , quant à l'administration de la Pénitence : les Evêques de France pensoient comme ceux d'Allemagne. Au Concile de Limoges , célébré en 1031 , les Evêques parlent ainsi :

» Nous avons appris des Papes & des autres Peres , que si  
 » un Evêque a mis en pénitence son Diocésain , & l'envoye  
 » au Pape pour juger si la pénitence est proportionnée à la  
 » faute , le Pape peut par son autorité la confirmer , la dimi-  
 » nuer ou y ajoûter. De même , si un Evêque envoie son  
 » Diocésain au Pape avec des témoins ou des Lettres pour  
 » recevoir pénitence , comme on fait souvent pour les grands  
 » crimes , il est permis à ce Pécheur de la recevoir du Pape :  
 » mais il n'est loisible à personne de recevoir du Pape la pé-  
 » nitence , & l'absolution , sans la permission de son Evêque.

En 1025 , il s'étoit tenu un Concile à Anse , près de Lyon , composé de douze Evêques , présidés apparemment par Bouchard , Archevêque de cette Métropole : en ce Concile , Gosselin , Evêque de Mâcon , forma sa plainte contre Bouchard , Archevêque de Vienne , qui sans sa permission , & sans son consentement , avoit contre les Canons ordonné des Moines dans le Diocèse de Mâcon ; c'est - à - dire , dans le Monastere de Clugni. L'Archevêque de Vienne nomma l'Abbé Odillon , qui étoit présent , pour Auteur & pour garand de ces Ordinations ; Odillon se leva avec ses Moines , & montra un privilège qu'ils avoient reçu de l'Eglise Romaine , pour n'être sujet , ni à l'Evêque , dans le Territoire duquel ils demeuroient ,



ni à aucun autre , & pour avoir la liberté d'amener tel Evêque , & de quel Pays ils voudroient pour faire les Ordinations dans leur Monastere. Alors on lut les Canons du Concile de Calcedoine , & de plusieurs autres , qui ordonnent qu'en chaque Pays, les Abbés & les Moines soient soumis à leur propre Evêque , & défendent à aucun Evêque de faire , dans le Diocèse d'un autre , ni Ordination , ni Consécration , sans sa permission : en conséquence de ces Canons , le Concile déclara nul le privilège , qui , non seulement ne s'y accordoit pas , mais y contrevenoit formellement , & décida que l'Abbé de Clugni n'étoit pas un garand suffisant de la conduite de l'Archevêque de Vienne. L'Archevêque convaincu par ces raisons , demanda pardon à l'Evêque de Mâcon , & par maniere de satisfaction , s'obligea de lui fournir tous les ans , tant qu'ils vivroient l'un & l'autre , pendant le Carême , la quantité nécessaire d'huile d'olive , pour faire le Saint Crême.

Feroit-on aujourd'hui de pareilles décisions ? Si on les faisoit , les Papes & leurs Partisans ne les regarderoient-ils pas comme des révoltes ouvertes ? Croiroient-ils avoir assez de foudres pour les punir ? Cependant ces décisions étoient justes : les principes qui les appuyoient , sont encore à présent incontestables , & ne peuvent cesser de l'être : comment les a-t-on abandonnés ? C'est peu , comment les a-t-on oubliés ? La hardiesse , la constance des Papes à les attaquer , à en abolir l'usage ; la timidité , la foiblesse des Evêques à les défendre , à s'y maintenir , ont causé ce renversement étrange : on peut y ajouter la politique peu raffinée & peu prévoyante des Princes Souverains , la puissance temporelle des Papes , la vénération outrée & superstitieuse des Peuples , les fausses Décretales , uniquement fabriquées pour soutenir leurs prétentions , & leur ôter l'odieux de la nouveauté , le trop de respect pour la Dignité de Cardinal , la trop grande passion d'en être revêtu ,

l'abolition des Conciles Nationaux & Provinciaux, & plus que tout cela encore, l'idée chimérique de l'infailibilité des Papes, inconnue dans les premiers siècles de l'Eglise, répandue par des vûes d'intérêt, embrassée sans discernement, soutenue par ambition, par prévention, par dévouement.

Je ne puis m'empêcher de faire ici une réflexion sur les Décretales, qui seroit peut-être mieux placée ailleurs. Quand même elles seroient vraies, & qu'elles fussent réellement émanées des Papes dont elles portent le nom, qu'en pourroit-on conclure? Rien autre chose, sinon que l'ambition a dominé presque tous les Papes, & que presque tous ont cherché à s'élever par l'abaissement des autres Puissances : à la vérité, régler ses Droits, ses Prérogatives & celles de ses Officiers, établir de nouvelles Loix, se réserver les grandes affaires & la liberté d'intervenir dans les autres, se déclarer distributeur des Graces, des Charges, des Offices, des Dignités, imposer des Contributions, commander, décerner des peines contre les transgresseurs, c'est agir en Souverain ; les Papes l'ont fait : mais est-on Souverain parce qu'on s'est déclaré tel ? Ces déclarations, ces réserves, ces commandemens, ces attributions, ces réglemens, sont des marques de Souveraineté ; ils la supposent, mais ils ne la prouvent pas ; bien moins encore peuvent-ils la donner, sur-tout en des matieres qui ne peuvent être assujetties, à la prescription ? Ces caracteres de Souveraineté qu'on s'attribue faussement, sont des attentats, des usurpations, des extravagances mêmes quelquefois, dont on a droit de se moquer.

Le Pape est le premier Evêque du Monde Chrétien, il est de plus Souverain d'une partie de l'Italie : il peut en cette dernière qualité assujettir les Peuples qui lui sont soumis, à quelles Loix il lui plaira ; en qualité d'Evêque, il doit les gouverner selon les Canons, à quoi il est lui-même sujet.

Il n'a aucune Jurisdiction immédiate sur les Eglises dont il n'est point Evêque ; il est difficile de prouver, disons mieux & parlons clairement, il est absolument faux qu'il soit Evêque de l'Eglise Catholique, à moins que ce mot ne soit pris dans sa première signification, qui est celle de *Surveillant* : apparemment que Pie V l'a pris ainsi, lorsqu'il a signé au Concile de Trente : *Ego Pius Ecclesie Catholicae Episcopus*. Quand il prétend régler tout, disposer de tout dans l'Eglise Universelle, sa conduite est aussi singulière & aussi insoutenable que le seroit celle d'un Prince particulier, qui voudroit assujettir tous les autres Souverains avec leurs Peuples, à suivre ses Loix, à céder à ses prétentions.

Vers la fin du Règne d'Henri I, Leon IX emmena des Troupes de Germanie, pour s'opposer aux Normands, qui avoient envahi quelques Terres de l'Eglise ; ses Troupes furent battues, lui-même fut fait prisonnier dans la petite Ville où il s'étoit retiré pour attendre l'événement du combat : les Normands lui ayant donné des preuves de leur valeur, dit Mezerai, ils lui en donnerent de leur piété & de leur générosité, en le mettant en liberté tout aussi-tôt, & le traitant avec beaucoup de soumission & de respect ; en récompense, continue le même Auteur, il leur donna toutes les terres qu'ils avoient conquises ( car ils avoient besoin d'un Titre ) & celles qu'ils pourroient conquérir sur les Grecs & sur les Sarrazins.

C'est le premier usage que les Papes ayent fait de la puissance qu'ils prétendent avoir de donner les Royaumes & de les ôter, à moins qu'on ne veuille commencer à compter par l'Erection que Sylvestre II fit du Duché de Hongrie en Royaume, en faveur du Duc Etienne qui étoit l'Apôtre de ses Sujets : à la Couronne Royale qu'il lui envoya, il joignit une Croix pour être portée devant le nouveau Roi, comme un signe de son Apostolat ; car, dit-il, je suis l'Apostolique, mais



il mérite le nom d'Apôtre, puisqu'il a acquis un si grand Peuple à Jesus-Christ.

Philippe I, l'aîné des trois fils qu'Henri laissa en mourant, succéda à sa Couronne : il eut de grands démêlés avec les Papes, il fut frappé de leurs Censures ; d'autant plus à plaindre qu'il le méritoit, si toutefois on ne devoit pas avoir plus de considération pour sa Couronne. Ce Prince, resté mineur, & par une suite presque nécessaire mal élevé, avoit de fausses idées de la Royauté ; il se croyoit tout permis, il véxoit également ses Sujets & les Etrangers. Des Marchands d'Italie de la dépendance du Pape, ayant été rançonnés & peut-être entièrement dépouillés par les ordres ou du consentement de ce jeune Prince ; Gregoire VII, homme hardi & entreprenant, s'il en fut jamais, qui ne cherchoit que l'occasion de se constituer le Juge & le Réformateur des Princes, écrivit à Guillaume, Duc d'Aquitaine, que se joignant avec les autres Seigneurs du Royaume, il lui fit des remontrances, & lui déclara de sa part, que s'il ne se corrigeoit, il l'excommunieroit, lui & tous ceux de ses Sujets, qui lui obéiroient, & mettroit l'Excommunication sur l'Aurel de Saint Pierre pour la réaggraver tous les jours.

Etoit-il nécessaire, convenoit-il même de prendre un ton si haut & si impérieux ? Cette affaire étoit-elle de la Jurisdiction Ecclésiastique ? Il pouvoit se plaindre de la véxation faite à ses Sujets ; mais c'étoit en qualité de Souverain qu'il le pouvoit : qualité qui ne l'autorisoit point en cette occasion purement temporelle, à se servir d'armes spirituelles. Cette affaire n'eut point de suite, soit que le Roi donnât ordre de réparer le tort qui avoit été fait, soit que le Pape déjà trop embarrassé par ses furieux démêlés avec l'Empereur, ne voulût point s'attirer de nouveaux embarras ; peut-être aussi que le Duc d'Aquitaine, plus modéré que le Pontife, ne s'acquitta

point de sa commission, ou qu'il en retrancha ce qu'elle avoit de choquant.

Dans la suite, Philippe ne donna que trop de sujet aux Evêques de gémir sur ses désordres, & de se servir de tout le leur pouvoir pour les arrêter & les punir. Après quinze ou seize ans de mariage, il se dégoûta de Berthe, fille de Florent, Comte de Hollande; il se sépara d'elle sous prétexte de parenté, & fit casser son mariage: Bertrade, Epouse de Foulques Rechin, Comte d'Anjou, l'ayant aussi quitté, sous le même prétexte, se jeta entre les bras de Philippe qui l'épousa solennellement; ils étoient parens, & romboient tous deux dans l'inconvénient qu'ils disoient avoir voulu éviter; d'ailleurs le mariage de Bertrade n'avoit pas été dissous, selon les formes canoniques; ainsi on avoit Droit de les regarder comme coupables d'Inceste & d'Adultere. L'Eglise, dit Mezerai, ne put dissimuler un attentat, qui violoit toutes sortes de Loix; quelques bons Evêques, particulièrement Yves de Chartres, poursuivirent si chaudement cette affaire, que Hugues, Légat du Pape, ayant assemblé un Concile à Autun, déclara l'Excommunication contre Philippe, dont pourtant l'effet fut suspendu jusqu'à l'année suivante.

Urbain II, chassé d'Italie par l'Empereur Henri, quatrième de ce nom, qui avoit fait élire un autre Pape, se réfugia en France; dès qu'il y fut, il assembla un Concile nombreux à Clermont en Auvergne: le Comte d'Anjou y porta ses plaintes, elles furent écoutées; le Roi Philippe & Bertrade sa prétendue Epouse, furent nommément excommuniés. Le Pape crut apparemment que ce n'étoit pas assez pour la correction de Philippe; l'Excommunication fut étendue à tous ceux qui l'appelleroient Roi, & le reconnoïtroient pour leur Souverain, tandis qu'il resteroit dans son péché. Ces Censures n'eurent point d'effet, Philippe continua d'être regardé comme Roi &

& d'en faire les fonctions ; apparemment qu'on étoit revenu de la grande frayeur qu'avoient causée les Excommunications, qu'on étoit persuadé qu'elles ne pouvoient rompre les liens de soumission & de fidélité qui attachent les Sujets aux Souverains ; enfin, qu'on rougissoit pour ses Peres qui avoient eu la foiblesse d'abandonner Robert, sous prétexte qu'il étoit excommunié.

Le zèle des Croisades, qui commença à s'allumer dans ce Concile même, où ces Excommunications avoient été prononcées, contribua sans doute beaucoup à empêcher les désordres qu'elles auroient naturellement causées ; presque tous les Grands de l'Etat, la plus grande partie de la Noblesse, se consacra à cette pieuse expédition : ils emmenerent avec eux ce qu'ils avoient de meilleurs Soldats ; par-là, Philippe se vit délivré de tous ceux qui auroient pu abuser de la fâcheuse situation où il se trouvoit. Cependant la terreur des Foudres de l'Eglise, força ce Prince de se séparer de Bertrade ; il la reprit quelque temps après, il fut frappé de nouveaux Anathêmes ; enfin, dit Mezerai, il obtint la Dispense qu'il souhaitoit si ardemment. Foulques, Comte d'Anjou, se désista de ses oppositions ; il fit même dans la Ville de Tours à son ancienne Epouse & à son nouveau Mari, la réception la plus honorable qu'il lui fut possible, & d'ailleurs les Enfans qui nâquirent de cette conjonction, ne furent point réputés bâtards. Ainsi parle Mezerai dans la Vie de Philippe ; mais il dit presque le contraire dans la Vie de Berthe, première Epouse de ce Prince, & dans ce qu'il appelle l'Eglise du onzième siècle : on ne peut attribuer ces contradictions qu'aux différens Mémoires dont il s'est servi, à l'impossibilité de les concilier, & au défaut de raisons solides pour préférer les uns aux autres.

Je ne sçai si on me sçaura gré de faire observer ici, que dans ce narré il se trouve bien des circonstances presqu'in-



croyables. Si le premier Mariage de ce Prince étoit nul, comment Louis VI, qui nâquit de ce Mariage, parvint-il à la Couronne sans aucune opposition ? S'il ne l'étoit pas, pourquoi les Enfans de Bertrade furent-ils regardés comme légitimes ? Pourquoi ce Prince souffrit-il qu'on assemblât des Conciles dans ses Etats pour agir contre lui ? Comment souffrit-il que les Papes ébranlassent si violemment sa Couronne, jusqu'à ordonner à ses Sujets de se soulever contre lui ? Pourquoi ne se réunissoit-il pas avec l'Empereur pour détruire, du moins pour resserrer cette autorité qui entreprenoit de les accabler ? C'est ainsi que les Papes, enhardis par la foiblesse & le peu de concert des Princes, faisoient tous les jours de nouvelles entreprises, & assuroient leurs usurpations : d'ailleurs les Comtes d'Anjou étoient fort puissans, & il s'en falloit bien que les Rois de France fussent aussi redoutables qu'ils le sont aujourd'hui ; ils n'avoient ni la Normandie, ni la Champagne, ni l'Aquitaine, ni le Languedoc, ni la Provence, ni le Dauphiné, ni la Guyenne. Comment donc, & pourquoi le Comte d'Anjou donna-t-il à des plaintes le ressentiment de l'affront ignominieux qu'on lui faisoit ? La justice de sa cause n'auroit-elle pas déterminé la plupart des Seigneurs à prendre son parti ?

Philippe étant mort, Louis son fils, qui déjà depuis quelques années portoit le poids des affaires, joignit le Titre de Roi aux fonctions de la Royauté. Il se fit couronner à Orléans, non à Reims, parce que le Clergé de cette Ville sans son agrément, & contre sa volonté avoir élu pour Archevêque un certain Raoul, dont le Pape avoit confirmé l'Élection. Les Souverains prétendoient que leur agrément étoit nécessaire, les Papes prétendoient qu'il ne l'étoit pas : les premiers n'avoient déjà que trop cédés en souffrant que la confirmation des Papes fût regardée comme nécessaire ; cette facilité

les enhardit à prétendre que la leur étoit seule nécessaire, & que l'agrément ou le consentement du Prince ne l'étoit pas.

Ces prétentions si différentes de nos Rois & des Papes, auroient produit des démêlés aussi vifs que ceux d'Allemagne, si on les avoit soutenus avec autant de chaleur & d'opiniâtreté; mais on s'attaquoit & on se défendoit avec beaucoup de modération: les Papes ne vouloient pas avoir tant d'ennemis à la fois, & les Rois de France craignoient d'éprouver les malheurs qui désoloient l'Empire & les Empereurs. Louis surtout, qui avoit en vûe d'augmenter sa puissance par l'abbaissement des Seigneurs particuliers, devoit s'attacher les Ecclesiastiques; aussi se déclara-t-il au commencement de son Règne le Protecteur des Eglises, jusqu'à soutenir de rudes guerres pour leurs intérêts; mais quand il eut à peu près exécuté son dessein, il changea de methode, & voulut se remettre en possession des Droits qu'une politique nécessaire lui avoit fait négliger; il se plaignit que les Evêques agissoient trop hautement avec lui, qu'ils ne vouloient pas souffrir qu'il se mêlât le moins du monde de la nomination aux Bénéfices, & qu'ils refusoient de contribuer aux besoins de l'Estat. Quelques-uns craignant la suite de ces plaintes, se retirèrent dans leurs Diocèses, & exhortèrent leurs Confreres à les imiter; le Roi, choqué de cette crainte concertée, fit saisir le Temporel de quelques-uns; en exila d'autres de leurs Diocèses: ils eurent l'audace de se servir contre leur Souverain d'armes spirituelles; mais le Pape Honorius annulla leurs Censures: apparemment indigné que ces Prélats, qu'il regardoit comme infiniment au-dessous de lui, eussent osé attaquer une Tête couronnée; privilège qu'il croyoit n'appartenir qu'aux Evêques de Rome.

C'est sur le même principe qu'un de ses Prédécesseurs avoit cassé le mariage de Robert; qui n'avoit eu dispense que des

Evêques du Royaume, & qu'un autre, assez peu de temps après permit à Guillaume, Duc de Normandie, d'épouser Matilde, fille de Baudouin, Comte de Flandres, sa parente dans un degré défendu. L'unique raison de cette différence conduire, c'est que Guillaume s'adressant à Rome, sembloit reconnoître la Souveraineté des Papes dans l'Eglise, & que Robert en s'adressant à ses Evêques, paroissoit la méconnoître & la combattre. C'est-là tout ce qui se passa sous ce Roi, qui puisse regarder l'Histoire du Droit Public Ecclesiastique François : s'il n'avoit pas souffert de plus grandes brèches dans les Règnes précédens, il n'auroit pas été presque anéanti comme il l'étoit alors.

Dès le huitième siècle, c'est-à-dire, à peu près du temps de la Révolution arrivée en France qui mit Pepin sur le Trône, les Papes avoient trouvé moyen d'affoiblir l'autorité des Métropolitains, en les assujettissant à recevoir le *Pallium*, & à promettre de s'assujettir à l'Eglise Romaine : cette espece de profession fut changée par Gregoire VII, en serment de fidélité.

Qu'il me soit permis de le dire, le *Pallium* n'étoit qu'une vaine cérémonie qui n'augmentoient en rien le pouvoir de ceux qui le recevoient ; ce n'étoit qu'un piège tendu à leur ambition, qui les dégradoit au lieu de les élever, qui les faisoit renoncer au pouvoir indépendant & illimité attaché par Jesus-Christ à leur Caractere, pour le reprendre borné & dépendant, & le tenir de la grace & de la libéralité de celui, qui en qualité d'Evêque n'a rien de plus qu'eux quant au Caractere & à la Puissance, qui en qualité d'Evêque du premier Siège, n'a qu'un Droit d'Inspection sur leur conduite & de révision de leurs Jugemens en cas d'Appel, & cela seulement en certaine causes plus importantes.

Je l'ai déjà dit bien des fois, ils lui doivent du respect, de la déférence, non de l'obéissance ; pour le serment de fidélité,



il est inconcevable qu'on l'ait exigé, bien plus encore qu'on s'y soit soumis. Dès le temps dont je parle, ils s'étoient réservés privativement à tout autre, le Droit de dissoudre le mariage spirituel qu'un Evêque contracte avec son Eglise, & de lui donner la liberté d'en épouser une autre; ils prétendoient avoir seuls le pouvoir d'ériger de nouveaux Evêchés; ils regardoient comme nulles la plupart des Dispenses accordées par les Evêques: ils avoient étendu leur Jurisdiction en prenant connoissance de leur Election, en les obligeant d'attendre leur confirmation; bien plus, ils avoient presque anéanti les Conciles Provinciaux, en leur faisant perdre leur autorité par la cassation de leurs Jugemens, de sorte que ces Assemblées furent peu à peu regardées comme inutiles, ceux qui s'y étoient trouvés, ayant souvent le déplaisir de voir casser à Rome leurs Sentences, sans que leurs raisons eussent été ouïes. Gregoire VII établit même comme une règle de Droit commun, que nul ne fût si hardi que de condamner celui qui appelleroit au Saint Siège, & il recevoit toutes sortes d'Appels, même d'entre les Laïques. On fit de temps en temps quelques efforts pour conserver sa Dignité & sa liberté; mais, comme nous l'avons déjà observé, manque de courage, de soutien, de concert, on se laissa opprimer.

Après tout, les Papes ne firent point de plus grandes brèches aux Droits & aux Libertés de l'Eglise Gallicane, que lorsqu'ils introduisirent l'opinion qu'on ne pouvoit assembler des Conciles sans leur autorité; & qu'après avoir fait diverses tentatives pour établir des Vicaires perpétuels dans les Gaules, ils trouverent moyen d'y faire recevoir leurs Légats. D'abord, pour y réussir, ils firent valoir certain Canon du Concile de Sardique, qui leur donnoit pouvoir d'envoyer dans les Provinces des personnes sûres pour revoir les Procès de la déposition des Evêques, quand on s'en plaignoit; après

avoir accoutumé les Prélats François à en souffrir dans ces circonstances, ils gagnèrent peu à peu un autre point, ce fut d'en envoyer sans qu'il y eût plainte ni Appel; enfin cet usage étant établi, Alexandre III posa pour maxime, que le Pape doit avoir le gouvernement de toutes les Eglises.

Le pouvoir de ces Légats étoit immense, ils ne cédoient le pas qu'aux Souverains couronnés, encore souvent entreprennent-ils de leur faire la Loi, même en ce qui regardoit le gouvernement de leurs Etats; ce n'étoient plus des prières, des remontrances, des exhortations, des instructions de la part des Papes; ce n'étoient que des commandemens rigoureux, accompagnés & soutenus de foudroyantes menaces. De ces Légats, les uns avoient tout le Royaume sous leur Jurisdiction, les autres une partie seulement; ils étoient surtout redoutables aux Evêques, ayant le pouvoir de les déposer, d'assembler des Conciles, d'y présider, de réserver au Pape les décisions des affaires à quoi les Evêques ne vouloient pas consentir, de lui envoyer les Actes des Conciles pour qu'il en disposât à sa volonté; le seul suffrage de ses Légats l'emportoit sur ceux de tous les Evêques ensemble: de leur seule autorité ils jugeoient des Elections des Evêques, des Bénéfices, des Excommunications: tellement, que ces Assemblées, autrefois si utiles & si souveraines pour la Discipline, dépouillées de leur pouvoir, étoient, à parler exactement, des Conseils pour autoriser les volontés de la Cour de Rome plutôt que des Conciles libres & légitimes.

Outre que l'Eglise de France étoit avilie & opprimée par le trop grand pouvoir des Légats, elle étoit encore appauvrie par leur avidité: les Papes ordonnerent que les Evêques des Provinces où s'étendoit leur Légation, fourniroient à leur subsistance pendant leur séjour, & qu'ils seroient traités honorablement à leur passage; leur pouvoir sans bornes, la quan-

rité d'affaires qui leur passaient par les mains, l'intérêt qu'on avoit de les avoir de son côté, tout cela étoit pour eux une source féconde de biens & de richesses. On briguoit ces Emplois avec empressement; les Papes les donnoient pour récompense à leurs créatures: en un mot ces désordres, ces abus ont été si loin, que les Princes de concert, n'ont plus voulu recevoir de Légats; il a fallu que les Papes se soient contentés d'envoyer des Nonces, qui ne sont guères à charge au Public, dont les fonctions sont sans beaucoup d'éclat, & les pouvoirs assez bornés.

Au commencement de l'onzième siècle, les Papes en étoient au point d'élevation que nous venons de marquer; tout plioit sous leur autorité: ils voulurent pourtant s'élever encore davantage. Les Empereurs depuis long-temps étoient en possession de donner l'Investiture des Evêchés, par l'Anneau & le Bâton Pastoral, & d'exiger le serment de fidélité; l'Histoire Ecclésiastique le prouve par une infinité de faits: ils prétendoient encore avoir le même Droit sur le Pape, & il est certain qu'ils l'ont exercé bien des fois, & que le Pape considéré comme Pape, n'a aucun Titre qui le tire de la dépendance de son Souverain, & qui puisse l'autoriser à lui refuser les marques de reconnoissance qu'il a Droit d'exiger de lui. Ce sujet est si lié avec celui que nous traitons, que nous ne pouvons nous dispenser d'y faire une attention particulière.





## TROISIÈME DISSERTATION,

*Du Droit des Souverains par rapport à l'Investiture des Evêchés & Abbayes.*

**L'**EPISCOPAT peut être considéré sous des rapports bien différens : si on le regarde dans l'Etablissement que Jesus-Christ en a fait, il n'a rien que de spirituel ; il consiste dans la puissance de lier, de délier, de transmettre cette puissance, d'en faire part à ceux qu'ils jugeront en état de les aider, & qu'ils en ont rendu capables en les consacrant aux Saints Ministeres. Il est visible que cette puissance en elle-même n'est point du ressort du Souverain, & l'on peut assurer que jamais il n'y en a eu d'assez déraisonnables pour penser qu'ils pouvoient la conférer : ainsi l'Investiture des Evêchés, de quelque maniere que les Souverains l'ayent donnée, n'a jamais été dans leur intention une marque qu'ils contribuassent en rien à donner cette puissance spirituelle.

Mais si on considère l'Episcopat comme une Dignité & une place des plus importantes de l'Etat, à cause du rang & du pouvoir qui y sont attachés, & des grandes possessions dont la piété des Souverains & des Peuples a enrichi les Evêchés, jusqu'à les égaler aux plus puissans Seigneurs, & les mettre en état de lever & d'entretenir des Armées ; on comprendra facilement de quelle importance il est pour un Prince, que ces places éminentes ne soient pas remplies sans son consentement, que ceux qui doivent les occuper, lui donnent des assurances de leur fidélité, & qu'ils reconnoissent la dépendance où ils sont à son égard, du moins par rapport aux Fiefs que la piété de ses Prédécesseurs a attachés à leurs Sièges : penser autrement, c'est faire de la Religion de Jesus-Christ une Religion odieuse

odieuse aux Souverains , & dont les Ministres affectent une indépendance qui doit leur être intolérable.

Le Caractere Episcopal, quelque sublime qu'il puisse être, n'ôte point laqualité de Sujet, & n'exempte point des devoirs qui y sont attachés : or en quoi les Evêques seront-ils Sujets, s'ils ne sont plus justiciables du Souverain, si indépendamment de lui, ils reçoivent & exercent leur puissance spirituelle & temporelle ? N'y auroit-il pas dans un Etat autant de Souverains qu'il y a d'Evêques ? Mais le désordre seroit bien plus grand & plus intolérable, si un d'entre eux avoit sur les autres cette Souveraineté qu'ils refuseroient de reconnoître dans le Souverain dont ils sont nés Sujets. Cette multitude de Sujets respectables par leur double puissance, qu'il auroit dans tous les Etats, ne le rendroit-elle pas le plus puissant de tous les Princes, ne le mettroit-il pas en situation de les dominer, de leur imposer des Loix, d'allumer chez eux, quand il le voudroit, le feu de la division, & de leur susciter une foule d'ennemis étrangers.

Ce système est tout à la fois si déraisonnable & si opposé aux maximes fondamentales de la Religion de Jesus-Christ, qu'on ne conçoit pas que des Chrétiens aient pû l'imaginer, bien moins encore qu'on ait pensé à l'établir dans la pratique, & qu'il n'ait pas été universellement rejeté comme il devoit l'être : l'humilité, la modestie sont si essentielles au Christianisme, que dans les commencemens on a douté, quoique mal-à-propos, si les Empereurs & les Rois pouvoient devenir Chrétiens. Comment donc a-t-on pû voir sans horreur que des Evêques, encore plus obligés que les autres à la pratique de ces Vertus, aient prétendu se faire Souverains des Souverains, & leur aient disputé, aient usurpé sur eux des Droits essentiels à la Souveraineté ? Certainement ce ne sont pas-là les conditions auxquelles le Christianisme a été reçu : jamais les Princes ne l'auroient souffert, si on les avoit proposées.

Etabliffons donc pour Principe incontestable , selon les maximes de la Religion & les lumieres de la Raïson , que les Evêques , du moins pour leur puissance temporelle , dépendent du Souverain , qu'ils doivent donner de cette dépendance les marques établies , ou que le Souverain pourroit exiger ; que comme leur fidélité lui importe extrêmement , il peut aussi exiger d'eux des assurances particulieres , telles qu'il en exige de ses autres Sujets à qui il confie quelque Charge , quelqu'Emploi distingué. Je dis que les Evêques dépendent du Souverain , du moins pour leur puissance temporelle ; car quelque surnaturelle que puisse être leur puissance spirituelle , comme elle leur donne une très-grande autorité , il convient absolument que ceux qui la recevront , soient de caractère à n'en point abuser , qu'ils la lui doivent en quelque sorte , & qu'elle ne leur puisse être conférée sans son consentement. Cela pourroit-il être , si quelque Evêque en particulier conféroit de plein Droit cette Dignité , si le Prince ne choisiroit pas ceux de ses Sujets qu'il en croiroit capables , s'il ne confirmoit pas le choix que d'autres en auroient faits ?

Au reste tout ceci seroit vrai , quand même les Evêques ne seroient considérables que par leur puissance spirituelle ; quel surcroît de vérité , si on peut user de cette expression , n'ajoute donc pas leur puissance temporelle , qui réunie avec leur divin Caractère , en fait les personnes les plus puissantes de l'Etat ? Les Souverains ont joui de ces Droits , tandis que les Evêques de Rome ont été Sujets de quelqu'un d'entr'eux ; l'Histoire de l'Eglise Romaine , l'Histoire de chaque Nation en fournit des preuves indubitables : mais presque aussi-tôt que ces Evêques sont devenus Souverains d'un Etat assez puissant , ils se sont servis contre leurs Bienfaiteurs de la puissance qu'ils tenoient de leur libéralité , ils ont cru devoir les troubler dans leur possession , pour s'attribuer une partie de



leurs Droits. Il vaut mieux croire qu'ils pensoient que ces Droits leur appartenoient, & que plus leur puissance croît, plus aussi l'Eglise s'étendrait & s'affermiroit, que de les accuser d'avoir fait ces entreprises malgré la persuasion de leur injustice.

Ce fut Gregoire VII qui commença la querelle, & la soutint avec toute la hauteur possible. Les Princes n'avoient pas tous la même maniere d'exercer leurs Droits : les Rois de France nommoient quelquefois ; mais d'ordinaire ils laissoient aux Eglises la liberté de choisir leur Pasteur, sauf leur Droit d'exclusion & de recommandation, & toujours ils exigeoient des sermens de fidélité : les Empereurs nommoient aussi quelquefois, ils veilloient sur les Elections, les confirmoient, les annulloient, se faisoient prêter le serment de fidélité ; à tout cela ils ajoutoient une espece d'Investiture, par la tradition du Bâton Pastoral en la main de celui qu'ils avoient nommé, ou à l'Election duquel ils avoient consenti. Cette espece d'Investiture déplut donc à Gregoire VII : toutefois elle étoit en usage depuis long-temps ; Saint Henri, Empereur, premier de ce nom, n'eut aucun scrupule d'en user, il suivoit en cela les exemples que ses Prédécesseurs lui avoient laissés, & cette pratique, qu'on a traitée de sacrilège, n'a point empêché qu'il n'ait été mis au nombre des Saints : d'ailleurs la puissance spirituelle, en quoi consiste l'Episcopat, n'est point tellement attachée à la Crosse ou au Bâton Pastoral, que celui qui donne l'un, soit censé donner l'autre. Le Bâton Pastoral est, si l'on veut, le signe, la marque de la puissance spirituelle ; mais il ne la donne pas, c'est la Consécration qui imprime le céleste Caractere à quoi elle est attachée ; par conséquent, quelle que soit la main, sacrée ou profane, qui donne ce Bâton Pastoral, il signifie qu'on a reçu cette puissance ou qu'on peut la recevoir & l'exercer. Et si un Souverain a droit de

donner son consentement pour qu'on puisse exercer cette puissance spirituelle sur une partie de ses Peuples , pourquoi ne pourra-t-il pas se servir du signe de cette puissance pour exprimer son consentement ? Et certes , les Rois de France qui n'avoient pas cet usage , n'avoient pas moins de pouvoir sur les Evêques de leurs Etats que les Empereurs.

Le Pontife qui s'éleva contre cette Coutume , étoit trop éclairé pour ne pas voir qu'en soi-même elle n'avoit rien de criminel : ainsi c'étoit au Droit même qu'il en vouloit , en attaquant la maniere dont on l'exerçoit. Il auroit pu faire la même querelle à la France ; mais quantité de raisons le déterminèrent à n'attaquer que l'Empire : il falloit un refuge en cas de besoin , la Cour de Rome n'avoit rien à démêler pour la Domination avec la Cour de France , au lieu que les Empereurs , fort puissans en Italie , tendoient toujours à relever leur Trône Impérial dans la Ville de Rome ; la France étoit plus unie , & moins disposée à se séparer d'intérêt d'avec son Souverain que l'Allemagne ; on craignoit moins la France , qui n'avoit point de prétention sur les autres Etats , & l'on étoit peu intéressé à son abaissement ; enfin l'on n'avoit point de prétention directe sur la France , comme on en avoit sur l'Empire , qu'on vouloit s'attribuer , dont au moins on croyoit avoir Droit de disposer. Je ne puis m'empêcher de transcrire ici la réflexion de Mezerai : peut-être est-elle fautive ; mais assurément elle ne manque point de probabilité.

Les Papes , dit-il , avoient pour prétexte , d'ôter aux Empereurs l'Investiture des Bénéfices , comme une chose injuste & sacrilège ; mais leur vrai motif étoit le désir de l'Empire Romain , & d'asservir tous les Princes sous la puissance Pontificale : ce qui paroissoit fort aisé , d'autant que toute l'Europe étant partagée en cent & cent Dominations , il n'y avoit que des Princes fort foibles ; si bien que la plupart d'entr'eux , ou

par dévotion ou pour éviter la Souveraineté des plus grands, se soumettoient, & même se devoient au Saint Siège, & lui payoient tribut, de sorte que s'il se fut trouvé quatre ou cinq Papes de suite qui eussent eu assez d'habilité pour couvrir ce grand dessein, au moins d'une Sainteté apparente, & qui eussent sçu bien à propos prendre la défense des Peuples contre les oppresseurs, ils se fussent rendus Monarques au temporel aussi bien qu'au spirituel.

Gregoire, déterminé par ces motifs, & par ces raisons à attaquer l'Empire, profita en habile homme des conjonctures qui lui étoient favorables; Henri, quatrième de ce nom, occupoit alors le Siège Impérial : ses cruautés, sa tyrannie l'avoient rendu odieux à ses Peuples, sur-tout aux Ecclésiastiques, qui sous son Gouvernement ne pouvoient obtenir des Bénéfices qu'à force d'argent; car ce Prince extrêmement avare, en faisoit un honteux trafic. Comme les Papes étoient alors en possession d'avertir les Princes de leurs désordres, de les reprendre, de les menacer, de joindre même les effets aux menaces, ces Peuples malheureux portèrent leurs plaintes à Gregoire : il les reçut, les fit accompagner d'informations juridiques, & revêtit de toutes les formalités nécessaires; en un mot il fit un Procès en forme, dont il se déclara le Juge. En cette qualité, il fit citer ce Prince à son Tribunal, le fit sommer de venir répondre aux Grièfs proposés contre lui.

Henri, comme on peut penser, n'eut garde de reconnoître ce Tribunal, il refusa hautement de s'y soumettre, & arma puissamment pour empêcher l'exécution du Jugement qu'il lui étoit facile de prévoir. Le Pape qui s'y étoit attendu, continua & hâta les Procédures, il déclara ce Prince atteint & convaincu des crimes dont on l'avoit accusé : en conséquence il l'excommunia, prononça qu'il étoit déchu de l'Empire,



dispensa ses Sujets du serment de fidélité qu'ils lui avoient fait , lui défendit en particulier de se mêler en aucune façon du gouvernement des Eglises , déclara intrus , excommuniés , incapables à l'avenir de toutes Charges & Dignités Ecclésiastiques ceux qui recevraient de lui quelque Bénéfice : au même temps il condamna les Investitures comme un abus sacrilège , il ordonna les Elections , & se mettant à la place du Souverain qu'il dépouilloit , il établit que ces Elections seroient sans effet jusqu'à la confirmation du Saint Siège ; enfin , il répandit à pleines mains des Indulgences sur ceux qui contribueroient à l'exécution de son Jugement & à la pratique de ses Réglemens. Cette Sentence fut soutenue & attaquée , par le fer & par le feu : elle couta des torrens de sang à l'Allemagne & à l'Italie , & causa sans comparaison plus de désordres que n'auroit jamais pû en produire l'usage des Investitures. Elle le fut aussi par la plume ; les Ecrivains des deux Partis s'efforçant d'en montrer les uns l'injustice , les autres l'équité. Je ne m'arrêterai qu'à ce qui regarde les Investitures.

Les Partisans du Pape n'avoient guères de raisons solides pour attaquer les Investitures ; manquant de lumieres & de méthode , ils embrouilloient la question plutôt que de l'éclaircir : ils prouvoient fort au long que la puissance spirituelle , qui est l'essence de l'Episcopat , n'est l'effet d'aucune puissance humaine , & c'est ce que personne ne leur contestoit ; ils s'opiniâtroient à ne point distinguer la communication de cette puissance , de l'usage qu'on en pourroit faire ; ils vouloient malgré les protestations & les explications des Princes , qu'en donnant leur consentement pour la réception & l'exercice de cette puissance , ils prétendissent la communiquer ; ils affectoient de ne point comprendre que la Crosse & l'Anneau n'étoient pas de leur nature & par l'institution de Jesus-Christ la matiere du Sacrement de l'Ordre , par rapport aux Evêques ,

& qu'ils pouvoient également signifier cette puissance reçue par le seul Ministère Ecclésiastique, & la permission d'user de cette puissance donnée par l'autorité Laïque. Les Décretales étoient leur fort, ils en citoient une foule de passages, dont ils prétendoient accabler leurs Adversaires; sans faire réflexion que la plupart de ces Pièces étoient supposées, & qu'étant émanées des Papes, elles ne pouvoient être décisives en leur faveur.

Ces Ecrivains raisonnoient mieux & avec plus d'apparence de vérité, quand ils parloient des Elections, de leur ancienneté, de leur liberté, quand ils les exaltoient comme le moyen le plus sûr de donner de bons Sujets à l'Eglise: mais il se trompoient eux-mêmes ou vouloient tromper, quand ils assuroient que toute autre maniere de remplir les Dignités Ecclésiastiques, étoit abusive & criminelle; que les Souverains n'y devoient intervenir en aucune façon; que la validité de ces Elections dépendoit uniquement de la confirmation du Pape, à qui ils attribuoient un pouvoir souverain & monarchique, direct sur les biens & sur les Dignités de l'Eglise, indirect sur tout le reste. Il est pourtant vrai que l'usage des Elections est fort ancien dans l'Eglise, qu'elles doivent être libres, & que souvent la capacité, le mérite y emportent le plus grand nombre de suffrages. Examinons tout ceci en particulier.

D'abord, l'antiquité des Elections prouve invinciblement, qu'aucun Evêque ne prétendoit être Souverain de l'Eglise en général, & ne s'argeoit le Droit de donner des Pasteurs aux Eglises particulières. Personne n'ayant, personne ne s'attribuant ce Droit, l'Election devint nécessaire, parce qu'elle étoit le seul moyen de remplir les Sièges vacans: ainsi dans ces premiers temps de l'Eglise naissante, quand un Evêque étoit mort, son Eglise, c'est-à-dire, le petit nombre des fideles qui la composoient, Clercs ou Laïques, choisissoient quel-

qu'un ou du Clergé ou du Peuple, pour remplir sa place. Un Laïque pouvoit donc donner sa voix pour l'Élection d'un Evêque ; comment donc dans la suite des temps a-t-on prétendu avec tant de fracas, que ce qui avoit été autrefois permis aux derniers du Peuple devoit être défendu aux Souverains ? Car après tout, le consentement du Prince à une Élection, de quelque manière qu'il le donne, n'est que son suffrage, qui doit avoir d'autant plus de poids, qu'il y est plus intéressé. Qu'on fasse attention à ceci, on verra que ce n'est pas précisément au suffrage du Prince qu'on en a voulu, mais à sa prépondérance, qu'on me pardonne ce mot ; étant plus aisé en un sens, de lui ôter le Droit de suffrage, que de faire perdre à son suffrage la supériorité de poids, qui lui est essentielle.

Cette forme d'Élection où le Clergé & le Peuple avoient également Droit de suffrage, dura assez long-temps ; mais les progrès du Christianisme ayant fort multiplié le Clergé & les simples fideles, d'ailleurs la première ferveur s'étant ralentie, la division se mit entr'eux : de sorte que pour empêcher les émotions ; car le Peuple veut toujours avec violence & avec emportement ce qu'on lui a persuadé qu'il doit vouloir ; la Puissance Ecclésiastique & Séculière réglèrent de concert que le Droit d'Élection résideroit dans le Clergé seul ; dans la suite des temps, à peu près pour les mêmes raisons, ce Droit fut restraint aux Chanoines des Eglises Cathédrales. L'Élection n'est donc pas de Droit Divin ; la nécessité l'a d'abord introduite, les abus ont contraint d'y faire divers changemens : pourquoi les mêmes raisons n'auroient-elles pas pu autoriser à la supprimer, comme elle est en effet supprimée dans plusieurs Etats ?

Ce qu'on dit de la liberté des Elections, ne peut pas, ne doit pas s'entendre d'une liberté absolue & indépendante : cette espèce de liberté ne peut convenir qu'à une Assemblée dans



dans laquelle réside la souveraine puissance ; mais si l'Assemblée est dépendante d'un Souverain , les résolutions qu'elle peut prendre , doivent aussi en dépendre , & ne peuvent être exécutées que de son consentement , sur-tout si elles ont pour objet des matieres mixtes ; c'est-à-dire , où le temporel & le spirituel sont tellement mêlés , que l'un soit une suite de l'autre.

Ce qu'on ajoute , que l'Élection tombe ordinairement sur les meilleurs Sujets , est vrai comme il est vrai que les Charges soient toujours données aux plus dignes dans les Etats où les affaires se terminent à la pluralité des voix : n'y a-t-il point de brigues ? Les promesses , les menaces , les présens , les caresses , n'ont-ils aucun pouvoir ?

Ce qu'on ajoutoit de la Souveraineté directe ou indirecte du Pape , se réfute assez de soi-même , sans qu'on prenne la peine de le faire.

Les Ecrivains du parti de l'Empereur , établissoient assez bien son Droit , mais les Décretales les embarrassoient extrêmement ; ils se crurent obligés de dire que le Droit des Investitures avoit été accordé par les Papes à Charlemagne & à ses Successeurs : c'est ce que Henri V fit dire au Pape Paschal , à Troye , où il étoit à la tête d'un Concile ; en quoi ce Prince affoiblissoit sa cause , loin de la fortifier ; car celui qui a donné un privilège , peut l'ôter pour de bonnes raisons : d'ailleurs , reconnoître cette concession des Papes , c'étoit reconnoître leur Souveraineté sur l'Eglise , au lieu qu'ils devoient uniquement s'attacher à soutenir que leur Droit sur les Evêques de leurs Etats , & sur leur élection , étoit essentiel à leur qualité de Souverain , & qu'aucune Puissance ne pouvoit le leur ôter , bien moins encore se l'approprier.

Il faut pourtant avouer que l'Investiture , si on prend ce mot à la rigueur , ne peut convenir ni aux Evêques , qui ne tiennent leur puissance que de Dieu , par l'institution de Jesus-

Christ, ni aux Princes, dont cette puissance est entièrement indépendante. Recevoir l'Investiture d'une Terre, d'un Comté par exemple, c'est reconnoître qu'on tient du Souverain la Puissance, la Jurisdiction attachée à cette Terre, & qu'on lui est personnellement responsable de l'usage de cette puissance, & qu'en certain cas il peut l'ôter, en suspendre l'exercice; reconnoissance, qui est ordinairement accompagnée de marques sensibles de dépendance, de tribut ou redevance, & toujours de ressort au Tribunal du Souverain, en cas d'Appel & pour des affaires importantes: donner l'Investiture, c'est déclarer qu'on est la source du pouvoir qu'on communique, & qu'on est en Droit de le reprendre, si les conditions auxquelles on l'a donné, ne sont point observées.

Il est visible qu'aucun Prince, fût-il le maître du Monde, ne peut se regarder comme la source du pouvoir Episcopal, & penser que ce pouvoir soit un démembrement du sien, dont il puisse jamais se remettre en possession; il n'est pas non plus d'Evêque qui pût souscrire à ces prétentions: ainsi, à la rigueur, l'Investiture d'un Evêché ne peut ni se donner, ni se recevoir. Le Pape prétendrait en vain qu'on peut la recevoir de lui, & qu'on peut la donner; car il n'est point la source du pouvoir Episcopal: & quelque crime que puisse commettre un Evêque, il n'a pas Droit de réunir un Evêché à sa Thiare, comme un Souverain a Droit de réunir un Duché, un Comté, à sa Couronne.

Mais pourquoi avoir pris ce terme à la rigueur? Ceux qui s'en feroient déclarant qu'ils ne l'entendoient pas de la sorte, & qu'ils n'avoient point d'autre prétention, que d'exprimer sensiblement la dépendance des Evêques par rapport au temporel, & le besoin qu'ils avoient du consentement du Prince pour recevoir le Caractere qui les mettoit en état d'exercer sur ses Sujets la puissance spirituelle, qu'ils ne tenoient que de Dieu, & de l'usage de laquelle ils n'étoient responsables qu'à leurs Confreres. Si la tradition de l'Anneau & du Bâton Pastoral,

étoient un sujet de scandale, parce que l'Eglise s'en sert pour signifier cette puissance spirituelle, pourquoi les Empereurs n'y renoncèrent-ils pas? Quelle diminution leur pouvoir eût-il souffert, si comme les Rois de France, ils s'étoient bornés à exiger des Evêques le serment de fidélité, & à ne point souffrir que personne fût élevé à cette Dignité sans leur consentement? Certainement, s'ils s'étoient conduits de la sorte, ils auroient furieusement dérangé les projets ambitieux de la Cour Romaine.

Les suites de ces démêlés sont si connues, que je ne dois pas en parler: j'observerai seulement pour finir cette Dissertation, que les Papes eurent tort d'attaquer le fond en attaquant la forme, que les Empereurs eurent encore plus grand tort de risquer le fond en défendant la forme; & qu'il en fût de ce Procès, comme il en est de plusieurs autres, où la forme emporte le fond. Je ne crois pas qu'on trouve mauvais que je réduise ce sujet à quelques propositions distinctives.

Premièrement, l'Election n'est pas l'unique voye permise de remplir les Evêchés; elle n'est pas même la plus sûre pour les remplir de bons Sujets: jamais les Evêchés d'Allemagne n'ont été plus dignement occupés, que du temps de S. Henri, Empereur; il les donnoit cependant, ou ce qui revient au même, il étoit le maître des Elections. C'est la réflexion de l'Abbé Fleury\*.

Secondement, si les Elections sont établies, il faut que le Souverain y intervienne, qu'il ait au moins Droit de suffrage, & que personne ne puisse remplir ces places importantes sans son consentement.

Troisièmement, il importe peu de quelle maniere ce consentement soit exprimé: la tradition de l'Anneau & du Bâton Pastoral n'avoit rien de mauvais & de criminel en elle-même, ni qui méritât qu'on fît tant d'éclats pour l'abolir.

\* Histoire Ecclésiastique, au commencement du Livre LIX.



Quatrièmement, le Pape par lui-même n'a pas Droit de conférer les Evêchés, il n'a ce Droit ni par rapport au spirituel, ni par rapport au temporel.

Cinquièmement, s'il a Droit de confirmer les Elections, il n'affoiblit en rien celui du Prince.


Sixièmement, l'espece de tribut qu'il tire des Abbayes, des Evêchés, à chaque mutation, ne doit point être regardé comme un Droit féodal, mais plutôt comme une Concession faite pour le bien de la paix.

Septièmement, il seroit peut-être vrai de dire que la Collation des Bénéfices est mieux entre les mains du Souverain, qu'entre les mains de tout autre; qu'il est particulièrement intéressé que ses Peuples soient unis dans la même Foi, qu'ils soient entretenus dans la piété, dans l'amour de la paix; qu'à parler en général, la brigue a moins d'accès auprès de lui que dans un Chapitre ou dans une Communauté.

Huitièmement, que la préconisation qu'on fait à Rome, que les Bulles qui en viennent, sont une marque d'union avec ce Siège, non une preuve de sa Domination universelle sur le temporel & sur le spirituel de l'Eglise, qui oblige de reconnoître que c'est de sa grace qu'on tient un Evêché, une Abbaye.

Neuvièmement enfin, que tous ces Usages établis, pourroient se changer sans altérer la constitution essentielle de l'Eglise & de son gouvernement.

Le succès des Papes dans la querelle qui a donné lieu à la Dissertation que je viens de faire, augmenta leur autorité: ils la portèrent si haut, que peu à peu d'elle-même & de son propre poids, comme c'est le sort des choses humaines, elle s'est affoiblie & bornée comme nous la voyons aujourd'hui; aussi différente de ce qu'elle étoit dans le douzième, & dans le treizième siècle, que de ce qu'elle avoit été dans ses commencemens. C'est ce qu'on verra dans la suite de cet Ouvrage.



# HISTOIRE

D U

## DROIT PUBLIC ECCLÉSIASTIQUE FRANÇOIS.

---

### LIVRE II.

*Depuis Louis VI, jusqu'à Philippe le Bel.*

**L**OUIS VI mourut peu de temps après avoir fait couronner son fils, nommé Louis comme lui : la cérémonie se fit à Reims par le Pape Innocent III, qui s'étant réfugié en France, tenoit un Concile en cette Ville; le Roi entra dans l'Assemblée, baïsa les pieds du Pape & s'assit ensuite à ses côtés. C'est la première fois que notre Histoire fasse mention de cette marque de respect de nos Rois pour les Papes : elle s'est depuis changée en coutume & en obligation, de sorte qu'ils s'exposeroient plutôt à tout perdre, que de souffrir qu'on y dérogeât. On a beaucoup crié contre cette cérémonie; j'avoue qu'on auroit peut-être mieux fait de ne la pas introduire, de ne point s'y soumettre, de ne pas souffrir que ce qui s'étoit fait par une piété excessive, se changeât en Loi : mais l'équité m'oblige d'observer, que ce qui se fait par esprit de Religion, à moins que ce ne soit une peine que la Religion inflige, ne deshonne, ni ne dégrade; l'honneur qu'on

rend aux Ecclesiastiques est sans conséquence par rapport aux autres personnes ; c'est ce que dit un jour le fameux Prince de Condé à un Curé ou à un Religieux qui refusoit de passer devant lui : *Passer, passer*, lui dit ce Prince, *vous êtes sans conséquence.*

Innocent III, par déférence, alla le lendemain avec tous les Prélats prendre le jeune Prince dans l'Abbaye de S. Remy, où il étoit logé, & le conduisit solennellement dans la grande Eglise où se fit la cérémonie du Sacre.

Dans les premières années de Louis VII, il se forma deux nouveaux Royaumes, celui de Sicile & celui de Portugal ; les Comtes & les Ducs de ce Pays ayant obtenu d'Innocent III, le titre de Roi. J'avoue que je ne puis comprendre pourquoi on s'adressoit au Pape pour obtenir ce titre, ni sur quoi fondé les Papes prétendoient avoir Droit de l'accorder, encore moins comment les Souverains souffroient ces innovations ; jamais Saint Pierre n'a cru avoir Droit d'ériger des Royaumes ; & si les Papes ont ce Droit, ils ne l'ont assurément pas en qualité de ses Successeurs. Qu'on cherche tant qu'on voudra, le seul titre coloré de leur prétention, c'est leur prétendue qualité de Successeurs aux Droits du Peuple & de l'Empire Romain : c'est aux Souverains à voir si cette succession est réelle & légitime, & à s'opposer à toutes les entreprises qui pourroient la faire valoir, en mettre en possession, & la confirmer.

Je ne crois pas non plus, que les Princes qui s'adressoient aux Papes pour se faire Rois, fussent bien persuadés qu'ils eussent Droit de faire ce qu'ils fouhaitoient ; mais ils leur demandoient cette grace, parce qu'on les trouvoit toujours prêts à soutenir les prétentions qui appuyoient les leurs, & qu'ils étoient en possession de tout oser, sans qu'aucun Souverain pensât à s'y opposer : d'ailleurs la Hongrie, qui depuis cent



trente-six ans, jouissoit du titre de Royaume, qui lui avoit été accordé par Sylvestre II, sembloit justifier leur demande, & prouver, si non le Droit, du moins la validité de la Concession. Mezerai en apporte raison : Ceux qui le vouloient acquérir ( le titre de Roi, ) aimoient mieux le prendre de la main du Pape, que de celle de l'Empereur ou de quelque autre Souverain, dont la supériorité leur eût été plus pesante & moins aisée à secouer.

Au reste, ces Concessions étoient toujours accompagnées de quelques marques de sujétion, & de dépendance : l'Histoire de Pologne fournit un exemple mémorable de l'attention singulière des Papes à profiter de toutes les occasions qui se présentent d'augmenter leur puissance. Après la mort de Miciflas, Roi de Pologne, arrivée en 1034, il y eut sept ans d'Anarchie; les Grands & le Peuple s'en ennuyèrent, & convinrent d'élever sur le Trône Casimir, fils du Roi défunt. Ce Prince s'étoit fait Moine à Clugni, & étoit déjà Diacre; l'Abbé à qui on alla le redemander, répondit que le Pape seul pouvoit décider de cette affaire. On négocia donc avec le Pape; c'étoit Benoît IX : il accorda les Dispenses qu'on souhaitoit; mais à condition que les Nobles de Pologne payeroient tous les ans au Saint Siège, chacun un denier de redevance.

Je me dois à moi-même la Justice de montrer que la prétendue succession des Papes aux Droits du Sénat & du Peuple Romain, n'est pas de mon invention : le fameux Hardouin & le Pere Berruyer, tous deux Jésuites, le disent, l'un en termes formels, l'autre en termes équivalens; Hardouin,\* après avoir réfuté assez solidement ce qu'on dit des Donations de Pepin & de Charlemagne, dit positivement, que le Sénat & le Peuple Romain de son

\* Verum re ipsa accepere summi Pontifices potestatem eam temporalem quâ nunc potiuntur, ab anno Christi circiter millesimo, non Carolo aliquo, sed à Senatu Populoque Romano, qui sua jura omnia irrevocabiliter transtulit in summos Pontifices. Unde hi etiam num Imperatorem instituunt, non Germaniæ quidem, sed Romanorum. *Opera varia*, pag. 610.

plein gré, par Aîte irrévocable & autentique s'est soumis & donné aux Papes à perpetuité, & que c'est par-là qu'il a Droit, non sur les Empereurs d'Allemagne, mais sur les Rois des Romains. Le Pere Berruyer, son fidele Disciple, & qui suit exactement ses principes, dit \*, du moins fait entendre, qu'on ne peut expliquer la Prophétie de Daniel, concernant les Empires, à moins qu'on ne suppose que l'Empire Romain subsiste encore aujourd'hui. Si ce que ces Auteurs disent est vrai, les prétentions des Papes sont fondées, & on doit même les louer de leur modération.

Je reviens au Règne de Louis VII. En 1141, le Clergé de Bourges élit pour Archevêque, Pierre de la Châtre, distingué par sa piété & par sa doctrine; le Roi refusa de consentir à cette Election; Pierre vouloit se démettre, mais le Pape lui ordonna de se faire sacrer, & de remplir ses fonctions. Le Prince se servit de tout son pouvoir pour l'empêcher: le Pape eut recours à ses Armes spirituelles, il excommunia le Roi, & mit son Royaume en interdit. A cette querelle violente s'en joignit une autre: Raoul de Vermandois, Prince du sang, Grand Sénéchal du Royaume, avoit épousé Gerberge, cousine germaine de Thibaud, Comte de Champagne, sous prétexte de parenté, si commode en ce temps-là, dit Mezerai, pour ceux qui aimoient le changement, il fit déclarer son mariage nul, afin d'épouser la sœur de la Reine: le Comte de Champagne s'en plaignit au Pape; c'étoit encore Innocent III. Il prit vivement son parti, excommunia Raoul, & interdit les Evêques qui avoient prononcé ce Divorce. Louis embrassa la défense de son premier Officier & de son parent; Thibaud, qui s'étoit mêlé fort avant dans l'affaire de l'Archevêque de Bourges, fut regardé comme l'auteur de ce second éclat du Pape, ses Terres furent ravagées. Innocent III, pour

\* Histoire du Peuple de Dieu.

le délivrer de la Guerre qui l'auroit accablé, leva l'Excommunication ; mais dès qu'il le vit dégagé, & les Troupes du Roi retirées, il la fulmina une seconde fois. Le Prince indigné de la mauvaise foi de ce procédé, fit rentrer ses Troupes en Champagne, avec ordre de ne rien épargner ; Vitry, une des plus fortes Places du Pays, fut emportée d'assaut, on y passa tout au fil de l'épée, l'Eglise même fut brûlée avec treize cent personnes qui s'y étoient réfugiées. Le Roi revenu de sa juste, mais trop ardente colere, eut horreur de ces cruautés plus que barbares, il se les reprocha amèrement ; & pour les expier, il consentit à tout ce qu'on voulut : ainsi Pierre de la Châtre, demeura paisible possesseur de l'Archevêché de Bourges. Le Roi pénitent s'engagea encore de mener une armée au secours des Chrétiens de la Palestine : c'est-là l'époque des malheurs de la France, de l'affoiblissement des Seigneurs, de la ruine de la Noblesse, de la trop grande richesse des Ecclésiastiques, de l'autorité absolue des Rois.

Ce Prince, au retour de son expédition, qui fut des plus malheureuses & des plus inutiles, répudia Alienor, héritière d'Aquitaine : autre époque des calamités de la France. Les infidélités de cette Princesse en furent le vrai motif, la parenté fut le prétexte : elle fut prouvée par témoins ; les Evêques déclarèrent le mariage nul, & le cassèrent. Les deux Parties déclarées libres par cette Sentence, se marièrent chacun de leur côté ; Louis épousa Constance d'Espagne ; Alienor, Henri, Roi d'Angleterre. Le Pape n'intervint point dans cette affaire, & laissa les Evêques jouir tranquillement de leur Droit.

Ces fréquentes dissolutions de mariages, & les fâcheuses suites qu'elles ont eues fort souvent, méritent bien quelques réflexions. Le mariage a toujours été un objet de grande attention pour l'autorité publique ; il n'est point de Législateur qui



ne soit entré à cet égard dans un très-grand détail ; tout est réglé, & on a prévu les différens cas qui pourroient arriver.

Les Loix sont différentes, parce que les mêmes raisons n'ont pas eu la même force sur l'esprit des Législateurs ; Moïse a permis la pluralité des femmes, Mahomet l'a imité ; sans doute qu'ils avoient en vûe la multiplication, & que cette raison fit plus d'impression sur eux, que la paix & la richesse des Familles, que cette multitude de femmes & d'enfans ne peut guères manquer de troubler & de déranger : au contraire, les Romains & les Grecs ont cru que la pluralité des femmes nuisoit à la multiplication ; sur cette idée, ils l'ont défendue ; mais aussi en récompense, si je puis parler de la sorte, ils ont permis le Divorce, avec certaines formalités & sous certaines conditions ; l'infidélité, l'incompatibilité d'humeurs, les injures, les violences, sur-tout, le défaut d'enfans, étoient des raisons légitimes de séparation. En Allemagne il a été d'usage, & je crois qu'il l'est encore, qu'un homme de grande qualité, veuf d'une femme de son Rang, puisse en épouser une d'une naissance inférieure, à condition que les enfans nés de ce second mariage, ne partagent point avec ceux du premier lit les Terres & les Seigneuries, & que même ils n'en puissent hériter. Selon les Loix Romaines, une Esclave ne pouvoit être l'Épouse légitime d'un homme libre ; chez d'autres Peuples, cette différence n'étoit point admise.

La différence de ces Loix est une preuve sensible, que la Nature ne dicte rien de particulier sur la distinction des conditions, sur la singularité, sur la perpétuité des Alliances : il n'en est pas de même de la fidélité conjugale, des Alliances en ligne directe, de la dépendance des enfans à l'égard de leurs parens ; toutes les Nations se sont accordées à détester, & à punir l'Adultere, à défendre le mariage entre freres & sœurs, à statuer qu'une femme ne pourroit avoir plusieurs maris, à

regarder comme non venus les mariages que les enfans, du moins avant un certain âge, contracteroient sans le consentement ou contre le gré de leurs parens, à décider que le mari seroit le Chef de la famille.

Jesus-Christ, qui a réformé, ou si l'on veut, perfectionné la Loi de Moïse, a ordonné que le mariage seroit indissoluble, il a défendu la pluralité de femmes. Tout le reste il l'a laissé à régler à ses Disciples, ne doutant point, & supposant qu'ils ne le feroient que de concert avec les Maîtres & les Magistrats des Villes, des Nations, qui embrasseroient leur Doctrine, ou plutôt qu'ils ne donneroient aucune atteinte aux Loix matrimoniales, qui n'attaqueroient, ni l'indissolubilité ni la singularité du mariage; de plus, il l'a sanctifié, & a fait de l'union de l'homme & de la femme, une cérémonie sacrée, en l'élevant à la dignité de Sacrement: & c'est uniquement parce qu'il est Sacrement, que l'Eglise a Droit, & qu'elle a toujours été en possession de faire des Loix sur cette matiere, & de connoître des difficultés dont ces Loix pourroient être l'occasion; Droit cependant, qui ne peut détruire & anéantir celui que l'autorité publique avoit avant l'établissement de l'Eglise, sauf toutefois l'indissolubilité & la singularité.

L'Eglise donc, se servant de son Droit, a statué que le mariage contracté en certain cas, d'une certaine maniere, seroit nul; qu'en d'autres, les Contractans ne pourroient se servir des Droits qu'il leur donne: la parenté, les vœux solennels, la violence, l'ignorance de la disproportion énorme de la condition d'une des Parties, la fraude pareille à celle que Laban fit à Jacob, lui faisant épouser sa fille aînée, au lieu de la cadette, enfin le crime, c'est-à-dire, la mort donnée à un mari ou à une femme, conséquemment à la promesse qu'on auroit fait à un autre, & reçu de l'épouser quand on seroit libre; tous ces cas sont de la premiere espece, aussi bien que le

défaut de la publicité ; on y ajoute en France , le défaut de consentement pour tous les particuliers jusqu'à l'âge de trente ans , & du consentement du Souverain pour les Princes & Princesses de son sang , sans aucune limitation. L'Eglise a marqué les degrés de parenté qui rendoient le mariage nul : ils s'étendoient autrefois jusqu'au septième , ils sont à présent restrains au quatrième.

Comme la plupart de ces Loix , de ces prohibitions , ne sont ni de Droit naturel , ni de Droit Divin , l'Eglise ou les premiers Ministres de l'Eglise , peuvent en dispenser pour de bonnes raisons : Dispense , qui doit précéder la tradition mutuelle des corps , qui sans elle n'est qu'un concubinage , que l'ignorance seule exempte de crime ; Dispense , qui survenant à cette tradition , ne la rend légitime qu'en tant qu'elle met en état de contracter légitimement & réellement ; Dispense , qu'il ne convient qu'aux Evêques d'accorder , mais qui convient à tous , & qu'un seul ne peut se réserver sans injustice.

Les Princes pouvoient s'opposer à ces Loix , en empêcher la publication , du moins jusqu'à ce qu'elles fussent modifiées & expliquées , autant qu'il étoit nécessaire pour assurer & faciliter les Alliances de leurs Sujets ; ils ont long-temps ignoré leurs Droits , & la longue possession de l'Eglise à se mêler seule de ces affaires , les a empêché de s'en servir quand ils les ont connus : il seroit pourtant à souhaiter que la Puissance Séculière y fût aussi intervenue , les empêchemens n'auroient pas été si multipliés , du moins elle se fût opposée à ce qu'un seul Evêque se fût arrogé le Droit de lier & de délier seul à cet égard ; ç'a été pour lui une source d'élévation & de richesse , souvent il s'est vu l'arbitre de la durée des Familles Royales , & en état de seconder l'ambition des prétendans , & la haine de leurs ennemis. Et certes , a-t-il jamais été convenable , que ces grandes affaires , dont dépendent quelquefois le bonheur &



la tranquillité d'une Nation , fussent traitées à un Tribunal étranger , souvent intéressé à entretenir , à allumer le feu qu'il faudroit éteindre ? Je le sçai ; ce Tribunal devoit être impartial ; mais l'est-il ? La brigue , la sollicitation , n'y ont-ils point d'accès ? Les vûes de politique ne sont-elles pas l'ame de ses décisions ? N'est-il pas notoire que la fermeté de la Cour Romaine à refuser à Henri VIII , Roi d'Angleterre , la satisfaction qu'il demandoit , fut l'effet des pressantes sollicitations de l'Empereur Charles V ? Cette affaire n'auroit-elle pas été aussi-bien décidée par les Evêques d'Angleterre , que l'avoit été celle de Louis VII , par les Evêques de France.

Après tout , le mariage étant un Sacrement , l'Eglise doit en avoir la principale direction , c'est à elle qu'il appartient de régler la forme , le temps de le contracter ; de prononcer de sa validité , de sa nullité ; de le défendre en certain cas , en certaines circonstances ; de lever , d'interpréter ses défenses ; mais prétendre qu'elle seule peut s'en mêler , c'est assurément une attribution aussi outrée & aussi injuste , que celle qui donneroit à l'Eglise seule le Droit de juger & de punir tous les coupables , sous prétexte que le Sacrement de Pénitence les soumet tous à sa Jurisdiction. Qui sçait même , si cette idée n'est pas le fondement des Canons pénitentiaux , & si dans ses commencemens , l'Eglise n'exerçoit pas sur les Fideles le même pouvoir que les Communautés Religieuses exercent sur les particuliers qui les composent ? Du moins les *Jesuites* en usent ainsi dans le Paragui , où ils ont une espece de Royaume , sous la protection du Roi d'Espagne : ce qui pourroit le faire penser , c'est que ces peines ainsi décernées & fixées , marquent la Souveraineté , & qu'elles rendent bien difficile l'explication des paroles de Jesus-Christ , qui assure que son joug est doux & que son fardeau est léger ; aussi voyons nous que ces peines ont cessé d'être en usage , si toutefois elles y ont jamais été , à mesure

que les Chrétiens se sont multipliés, & que les Souverains se sont intéressés à leur Gouvernement. J'espère qu'on me pardonnera cette légère digression.

De même donc, que le pouvoir que le Sacrement de Pénitence donne à l'Eglise sur les coupables, n'ôte point au Souverain le Droit naturel de les juger, de les punir, de leur pardonner; de même, le pouvoir que le Sacrement de Mariage donne à l'Eglise sur l'union conjugale, n'ôte point au Souverain le Droit naturel de faire faire des Réglemens, de publier des Loix, de l'observation desquelles dépende aussi sa validité. Que si on veut absolument que la Puissance Séculière ne puisse jamais apposer de conditions dont dépendent la confection & la réception d'un Sacrement; qu'on avoue donc aussi, pour sauver le Droit du Souverain, que l'Eglise en certains cas doit s'accorder avec lui, revêtir les défenses qu'il fait pour assurer le bon ordre & la paix, de cette formalité ou de cette vertu qui peut en faire des empêchemens dirimans. Les défenses de nos Rois par rapport au mariage des Princes & Princesses de son sang, des Enfans & des Pupilles, sont de cette espèce; elles sont même de Droit naturel, du moins sont-elles en usage chez toutes les Nations civilisées. Assurément la condescendance en cette occasion, feroit plus d'honneur & conviendrait mieux à l'Eglise que sa fermeté, qui expose à vivre dans l'adultère ceux que l'on sépare pour n'avoir pas observé les Loix du Royaume, & qui restent libres en conséquence de cette séparation.

Il n'est pas au reste bien sûr, que l'autorité publique ne puisse pas mettre au mariage des empêchemens dirimans: car le mariage n'est rien autre chose que la puissance mutuelle qu'on se donne licitement l'un sur l'autre, pour tout le temps de sa vie, en présence du Pasteur & des témoins. Il est assuré que la présence du Curé & des témoins, ne rend point cette donation licite, si d'ailleurs elle ne l'est pas; sans cela tout mariage

célébré dans les formes prescrites valideroit, & ne pourroit être annullé. Si donc ceux qui font cette donation n'ont pas Droit de la faire, en vain déclarent-ils qu'ils la font, elle est nulle; & par une suite nécessaire, le Sacrement ne se fait point. Or qui peut douter que l'autorité publique ne puisse lier les Particuliers à cet égard, & par ses défenses rendre illicite la donation qu'ils pourroient faire d'eux-mêmes? Si donc le Sacrement suppose toujours, & ne rend jamais la donation licite, ce qui rend cette donation nulle & illicite est un empêchement dirimant; puisque dans l'Eglise Romaine, il n'est point de légitime mariage sans Sacrement, & que le Sacrement ne peut être avec une donation nulle & illicite. Nehemias auroit-il pu renvoyer les femmes étrangères que les Israélites avoient épousées, si ces mariages n'avoient pas été nuls en vertu de la Loi qui les défendoit?

Quoi qu'il en soit de ces réflexions, l'Eglise a bien adouci sa sévérité, sur-tout par rapport à la parenté; elle permet aujourd'hui en cette matiere à des Particuliers, ce qu'autrefois des Princes lui auroient inutilement demandé: par-là elle a ôté les scandales qui étoient autrefois si fréquens. Quel autre nom donner à ces séparations éclatantes, sous prétexte de parenté ignorée au temps de l'union, & constatée depuis par témoins? Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce prétexte devoit être bien suspect, & que cette forme de Jugement étoit bien informée. Les Princes ignoroient-ils les Alliances de leur Maison? Ignoroient-ils leur parenté? Est-ce par témoins que ces especes de faits se prouvent? Je serois bien tenté d'ajouter ceci aux preuves, que le Jesuite Hardouin apporte pour montrer la fausseté de notre Histoire. N'y avoit-il donc point alors de conventions matrimoniales? Ne les mettoit-on pas par écrit, n'en faisoit-on pas des Actes, des instrumens autentiques? Qu'arrivoit-il donc? L'intérêt, la passion, faisoient passer par-dessus la Loi, qu'on trouvoit & qui en effet étoit trop



sévère & trop rigoureuse ; ensuite le dégoût, la mesintelligence, ou d'autres intérêts survenant, on avoit recours à la Loi qu'on avoit transgressé.

Qu'il me soit permis de le demander, pourquoi les Papes, qui s'étoient emparés de ces sortes d'affaires, n'ordonnoient-ils pas la preuve de non parenté avant le mariage ? En ce temps-là, comme aujourd'hui, les Souverains étoient presque tous parens. Dans les principes reçus universellement alors, ces mariages que la parenté rendoit nuls, ne pouvoient être que des concubinages, & les enfans qui en provenoient, ne pouvoient être légitimes : si Berthe étoit parente de Philippe au degré défendu, leur mariage étoit nul, & leurs enfans ne pouvoient être leurs héritiers. Il est vrai que les Papes prétendoient purger ce défaut de naissance ; ainsi Innocent IV déclara légitimes les enfans que Philippe-Auguste avoit eu de Marie-Agnès de Meranie, qu'il avoit épousée du vivant d'Issemburge de Dannemarck, sa première Epouse ; mais cette prétention des Papes étoit-elle fondée, étoit-elle juste ?

Louis VII n'eut point d'autres démêlés avec les Papes, que les deux dont nous parlions il n'y a qu'un moment ; il fut témoin de ceux que presque tous les Souverains de son temps eurent avec cette puissance formidable, sous laquelle il avoit été obligé de plier. Adrien étant mort en 1159, les Cardinaux élurent un d'entr'eux, qui prit le nom d'Alexandre III ; le Peuple Romain choisit le Cardinal Octavien, qui se fit appeller Victor : les Cardinaux qui avoient élu Alexandre, apportoit en preuve de la validité de leur Election, les Decrets des Papes, qui avoient statué que l'Election se feroit par les seuls Cardinaux ; le Peuple soutenoit que les Papes n'avoient pû lui ôter ce Droit qui étoit né avec l'Eglise, & dont il avoit presque toujours été en possession. La difficulté étoit réelle ; car il étoit au moins douteux que les Papes eussent eu le pouvoir de

de faire ces sortes de Réglemens , qui supposent la Souveraineté , qu'ils n'avoient assurément pas , aussi on se partagea ; la France , l'Angleterre , l'Espagne , une partie de l'Italie , reconnurent Alexandre ; l'Empereur & tout l'Empire adhérèrent à Victor. Il faut cependant avouer , que l'Empereur avoit une raison personnelle de rejeter Alexandre , qui s'étoit fait installer sans son approbation ; ses Prédécesseurs avoient joui long-temps de ce Droit ; mais , dit Mezerai , les Papes tournant la médaille , soutenoient que c'étoit à eux de confirmer l'Election des Empereurs , jusques-là , qu'Adrien avoit fait reprocher à ce Prince qu'il tenoit l'Empire de son bon plaisir.

Frederic , c'étoit le nom de ce Prince , étoit jeune , actif , vaillant ; de plus , il avoit sur les autres Souverains les mêmes prétentions que les Papes : elles n'étoient pas assurément mieux fondées ; mais du moins elles lui convenoient davantage qu'aux Successeurs de Saint Pierre. Alexandre fut obligé de se retirer en France ; Frederic , après avoir dompté les Milanois , qu'on avoit sans doute excité à la révolte , fit proposer à Louis , comme au plus puissant protecteur d'Alexandre , une entrevue à Avignon. Il fut convenu que l'Empereur y ameneroit Victor ; que le Roi s'y feroit accompagner par Alexandre ; qu'on assembleroit un Concile d'Evêques de Germanie , de France & d'Italie , pour décider lequel des deux , d'Alexandre ou de Victor , demeurerait Evêque de Rome ; que leur décision seroit suivie : on s'engagea par les sermens les plus solennels à l'exécution de ces différens Articles.

Alexandre refusa ce parti avec hauteur , & dit nettement , qu'étant le souverain Juge , il ne pouvoit être jugé de personne. Louis manqua de fermeté. Il devoit user d'autorité , plutôt que de violer ou d'éluder ses sermens comme il fit ; du moins avant que de les faire , il devoit examiner s'il pourroit les accomplir : ce qui est de certain , c'est que la vue du bien

public devoit l'emporter sur toute autre considération , & qu'une juste contrainte employée en ces circonstances, auroit épargné bien du sang à l'Allemagne & à l'Italie ; & ce qui souffre encore moins de difficulté, c'est que les Princes avoient Droit de prendre cette voye de pacification, malgré les prétendans, de les contraindre de s'y soumettre.

Vers ce même temps, c'est-à-dire, en 1163, le Roi d'Angleterre se brouilla avec la Cour de Rome, & s'attira son indignation : il avoit fait, ou il avoit beaucoup contribué à faire Thomas Bacquet, son Chancelier, Archevêque de Cantorbéry. Le nouveau Prélat crut qu'il étoit de son devoir de se séparer absolument de la Cour, & de maintenir envers tous & contre tous les Libertés & Immunités Ecclésiastiques : il attaqua donc, & entreprit d'anéantir les Loix & Constitutions que l'Ayeul du Roi Henri, son bienfaiteur, avoit fait recevoir dans tous ses Etats pour resserrer dans de justes bornes la puissance Ecclésiastique. On peut bien penser que ce Prince s'opposa à ce dessein, qu'un zèle outré faisoit paroître saint : on s'échauffa de part & d'autre. Chacun se servit d'armes qui lui étoient propres ; le Prélat interdit, excommunia ; le Prince le bannit de ses Etats, & persécuta ses amis & ses parens : le Pape intervint dans cette affaire ; la justice paroissoit demander qu'il n'abandonnât pas un homme qui se sacrifioit à la gloire de l'Eglise. Il procéda pourtant avec modération, soit qu'il jugeât que l'affaire le demandoit, soit plutôt qu'il craignît qu'on ne s'attachât à Victor, son Compétiteur ; on négocia donc : Louis VII qui aimoit & estimoit beaucoup Thomas, se chargea de la négociation ; les deux Parties eurent de la peine à se rapprocher, mais enfin il vint à bout de les réconcilier.

Si la réconciliation fut sincère, elle ne fut pas longue ; car tandis que l'accommodement se faisoit, le Roi d'Angleterre fit couronner son fils, par l'Archevêque d'York, malgré



les défenses expresses du Pape, & au préjudice des Droits des Archevêques & de l'Eglise de Cantorbery. Le Pape chargea Thomas, dès qu'il seroit arrivé en Angleterre, de publier ses Lettres, par lesquelles il suspendoit l'Archevêque d'Yorck & l'Evêque de Londres, qui avoient fait la cérémonie : le Prélat nouvellement réconcilié, se fit un devoir, & peut-être un plaisir d'obéir exactement. Le Souverain, irrité plus que jamais, dans quelque transport de colere parla de maniere à faire croire qu'on lui feroit plaisir de le délivrer d'un homme si fâcheux : quatre Gentils-hommes de sa Cour, par une complaisance aussi lâche que détestable, servirent sa passion, mieux & plus promptement qu'il ne souhaitoit ; ils allerent à Cantorbery, entrerent dans la Cathédrale, où ce Prélat disoit Vêpres avec son Clergé, & le massacrèrent au pied de l'Autel.

Henri eut beau défavouer ce meurtre par les sermens les plus authentiques, & en témoigner la plus vive douleur, le Pape lui en fit une grande affaire, d'autant plus que Louis, qui avoit fort aimé l'Archevêque, & qui n'aimoit gueres Henri, n'oublia rien pour l'exciter à en prendre une vengeance éclatante ; ainsi ce Prince fut frappé d'anathême : on lui suscita de plus, les affaires les plus fâcheuses ; les Rois de France & d'Ecosse, l'attaquerent chacun de leur côté, ses fils se souleverent contre lui. Embarrassé par cette multitude d'ennemis, effrayé des suites que devoient naturellement avoir ces guerres étrangères & domestiques, touché peut-être aussi d'un véritable regret de sa faute, il fit tout ce que voulurent lui prescrire les Légats que le Pape avoit envoyés pour négocier sa réconciliation, & le déterminer à subir la Pénitence qu'on avoit résolu de lui imposer.

En plein jour, il traversa nuds pieds la ville de Cantorbery, revêtu d'une espece de sac ; en cet état il se prosterna sur le Tombeau du Saint Archevêque ; car le Pape l'avoit déjà cano-

nifé ; il l'arrosa de ses larmes, & y passa en prieres le reste du jour & la nuit suivante ; enfin tous les Chanoines de la Cathédrale s'étant assemblés, il voulut que chacun d'eux lui donnât un coup de verges sur les épaules. Cette extrême humiliation, accompagnée de tant de marques d'un sincere repentir, toucha infiniment ses Peuples ; d'eux-mêmes ils rentrèrent dans leur devoir, & accourant en foule sous ses étendards, le mirent en état de ne plus craindre ses ennemis.

Sans blâmer la pénitence de ce Prince, je crois pouvoir dire que ce fut avec trop de sévérité qu'on l'exigea de lui ; on devoit croire ses sermens, & c'étoit bien peu ménager la Majesté Royale, que d'agir avec lui comme s'ils avoient été faux : mais en ces temps, les Papes étoient en possession d'humilier les Souverains, quand ils en trouvoient l'occasion, & de les traiter avec aussi peu d'égard que les derniers de leurs Sujets ; c'étoit pour eux autant de triomphes & autant de titres qui confirmoient leur supériorité, ou plutôt leur prétendue Souveraineté. De même, sans prétendre donner la moindre atteinte à la piété de l'Archevêque de Cantorbery, je ne crains point de dire, que ce fut par un zèle outré qu'il se porta avec tant de chaleur à soutenir, à faire revivre des Privilèges, des Immunités, qui peut-être n'auroient jamais dû être accordés ; que ce fut dans lui simplicité & imprudence, de se faire porteur des ordres du Pape, qu'il convenoit mieux à tout autre qu'à lui de signifier, supposé qu'ils dussent l'être, & qui ne pouvoient manquer de rompre la bonne intelligence qui venoit d'être rétablie avec tant de peine. J'ajouterai encore, que la prompte canonisation de ce zélé Défenseur de la puissance Ecclésiastique se fit plutôt pour justifier sa querelle, que pour honorer sa vertu. Enfin, je remarquerai que la cérémonie du Couronnement faite par l'Archevêque d'Yorck, en l'absence de l'Archevêque de Cantorbery, ne devoit point être regardée

comme une atteinte aux Droits de cette dernière Eglise ; que les défenses du Pape étoient nulles, & par rapport au Roi & par rapport aux Prélats qu'il avoit choisis : que ces sortes d'usages font sagement établis, qu'on ne doit pas les changer par caprice, mais pourtant qu'on peut y déroger sans conséquence, comme l'ont fait quelques-uns de nos Rois, avant & depuis le temps dont nous parlons.

Philippe, à qui l'Histoire a donné le glorieux surnom d'Auguste ou de Conquérant, succéda à son Pere Louis VII, qui mourut à Paris le dix-huit Septembre 1180 : son Règne fut long ; & dans la situation où étoient alors les choses, il étoit bien difficile qu'il n'eût quelque démêlé avec les Papes. Alexandre, dans un Concile tenu à Rome la première année du Règne de ce Prince, avoit fait un Decret, par lequel il défendoit aux Juifs de tenir aucun Chrétien en servitude : comme les Juifs hors de Rome & de ses Etats, ne reconnoissoient en aucune sorte son autorité, & qu'ils ne lui devoient aucune espece d'obéissance, son Decret étoit, du moins il contenoit un ordre aux Princes & aux Magistrats d'empêcher cet abus. Je veux que l'abus fut réel ; mais comme l'esclavage des Chrétiens n'a aucun rapport à la Foi & à la Discipline, ni le Pape ni le Concile n'avoient Droit d'en ordonner la réformation ; cette affaire regardoit uniquement la puissance temporelle : & la seule voye qui fût permise à la puissance Ecclésiastique, c'étoit de représenter le scandale, & d'exhorter à le supprimer ; agir autrement, c'étoit outrer ses Droits & donner atteinte à ceux du Souverain. C'est pourquoi le Roi, & son Conseil s'opposèrent fortement à Gui, Archevêque de Sens, qui s'étoit apparemment chargé de faire observer ce Decret. Comme cependant la chose étoit odieuse, on abandonna les Juifs : mais pour ne pas paroître obéir au Decret, on fit plus qu'il n'ordonnoit ; ils furent chassés de France, leurs biens



immeubles furent confisqués, ils eurent seulement permission d'emporter leurs meubles & leur argent, & on leur défendit d'emmener avec eux aucun Chrétien: Les vûes d'une sage politique conviennent bien mieux à un Prince & à son Conseil que ces vûes basses intéressées, que Mezerai dit avoir été le principe de la résistance que l'on fit à l'exécution du Decret du Concile Romain.

La septième ou la huitième année du Règne de ce Prince, fut la dernière du Royaume de Jerusalem, qui avoit commencé en 1099. Ces tristes nouvelles remplirent de douleur & de honte les Princes Chrétiens: l'Empereur, les Rois de France & d'Angleterre, & ce qu'il y avoit de Seigneurs distingués dans leurs Etats, prirent la Croix, qui étoit la marque du dévouement qu'on faisoit de sa personne & de ses biens pour le recouvrement de la Terre Sainte. Ces Princes & les Armées qu'ils y conduisirent, n'eurent que des succès médiocres & de peu de durée; les Conquêtes qu'ils y firent, ne valoient assurément pas la centième partie des frais qu'elles leur avoient coûté, sans parler du grand nombre de Princes, de Seigneurs, ni de la multitude presque infinie de Soldats, qui y périrent.

Cette dévotion étoit spécieuse, & il n'est point du tout étonnant qu'elle ait été si long-temps en vogue, malgré son peu de succès. Le titre de Conquête animoit les Guerriers; la Sainte Cité qu'il s'agissoit de délivrer des mains des ennemis de Jesus-Christ, étoit un objet bien capable de mettre en mouvement le Peuple Chrétien; les Graces spirituelles qu'on prodiguoit à ceux qui se consacroient à ces expéditions, les privilèges temporels dont ces Graces spirituelles étoient accompagnées, les exhortations véhémentes des Prédicateurs, les descriptions pathétiques de ce que souffroient les Chrétiens opprimés par ces Peuples barbares, les assurances de la rémission des péchés & du Salut; que sçai-je moi? L'envie de voir, peut-

être de s'enrichir, de s'avancer, la honte de ne pas marquer autant de zèle & de courage que les autres, attiroient les Peuples en foule, & donnoient du cœur aux plus lâches.

Sans doute que ces entreprises étoient justes : il est pourtant vrai que les Nations, contre qui elles se faisoient, avoient toute sorte de Droit de se défendre, qu'elles n'étoient point du tout obligées de céder les Villes, les Provinces, qui en étoient l'objet ; il n'est pas vrai que les Pays dont Dieu lui-même avoit mis les Juifs en possession, appartiennent aux Chrétiens. Nous sommes à leur place par rapport aux promesses spirituelles, non par rapport aux possessions temporelles ; & en qualité de Chrétiens, nous n'avons aucun Droit sur les Nations Idolâtres, ou qui sont d'une autre Religion que nous, ni sur leurs Terres, ni sur leurs biens, ni sur leur liberté ; rien n'est plus vain, plus chimérique, plus insoutenable, que les prétentions des Papes à ce égard. Oserai-je ajouter une autre réflexion ? Si Mahomet & Confucius étoient morts à Rome ou à Paris, que leurs tombeaux y fussent, croirions-nous que ce fut pour les Turcs, pour les Chinois, un titre légitime d'en entreprendre la Conquête ?

Il n'est point du tout nécessaire de recourir à la vengeance divine, ni à des vûes particulières de la Providence, pour expliquer le peu de succès de ces expéditions ; il étoit très-naturel qu'elles n'en eussent point : le peu d'ordre, ou plutôt la confusion qui régnoit dans ces Armées innombrables, l'antipathie des diverses Nations qui les composoient, la jalousie, les différens intérêts, le trop d'ardeur, quelquefois aussi le peu d'habileté des Chefs, le manque de subordination, ne suffisoient-ils pas pour faire échouer ces entreprises ? Outre cela, l'extrême difficulté, l'impossibilité même de recevoir à temps les secours d'hommes & d'argent, dont on avoit besoin pour se soutenir contre des ennemis puissans qui se succédoient sans cesse les uns aux autres, & toujours à portée de profiter des

occasions, des circonstances, qui pouvoient leur être favorables; le peu de soin de s'attacher les Grecs, de les ménager, du moins assez pour qu'ils ne devinssent pas ennemis, & qu'ils n'aimassent pas mieux le voisinage des Infideles, ne devoient-ils pas bien vite faire perdre les Conquêtes qu'on auroit pu faire?

Toujours on l'a remarqué, le grand éloignement rend les Conquêtes impossibles; il faut aller de proche en proche: tout ce qu'on laisse derrière soi, peut devenir & devient ordinairement ennemi. Ce seroit une folie à un Roi de Suede d'entreprendre la Conquête de la France, si auparavant il ne s'étoit assuré de la partie de l'Allemagne qui sépare les deux Etats; infailliblement il se trouveroit enfermé entre la France qu'il attaqueroit, & entre l'Allemagne qui craindroit d'être attaquée, & cela, soit qu'il fût heureux, soit qu'il ne le fût pas: un seul Prince, avec une armée de Soldats choisis, aura de plus grands succès & de plus durables, que plusieurs qui réuniroient leurs forces.

Pour s'assurer d'un Pays, disent les maîtres de Politique, il faut de deux choses l'une, ou exterminer les Peuples qui l'habitent, ou leur laisser leurs Loix, leurs Coutumes, & leur donner sujet d'aimer la nouvelle Domination. Alexandre, avant que de s'engager à la Conquête de la Perse, mit les Grecs hors d'état de traverser son expédition: quelques marques de générosité & de clémence qu'il sut donner à propos, lui attirèrent l'affection des Peuples, à qui d'ailleurs il laissa leur Religion & leurs Usages; de sorte qu'après la défaite & la mort de Darius, il régna aussi tranquillement & aussi absolument sur les Perses, que sur les Macédoniens.

De même, les Romains commencerent par soumettre toute l'Italie, & à incorporer, si je puis user de ce terme, les Peuples qui l'habitoient, à leur République; ils s'emparerent ensuite des Isles voisines, de la Sicile, de la Sardaigne, &  
ainsi



ainsi de proche en proche , jusqu'à ce qu'enfin ils s'affujettirent presque toute la terre , bien plus encore par la douceur & l'équité de leur gouvernement , que par la force & la terreur de leurs armes.

Mais voilà assez de réflexions & d'exemples pour montrer que les Croisades devoient être aussi malheureuses qu'elles l'ont été. Une autre raison qu'on pourroit en apporter , & qui peut-être est la meilleure , c'est que les Ecclésiastiques y avoient une grande part , que le Pape en étoit le Chef , qu'en cette qualité il avoit dans ces armées des Légats qui y avoient la principale autorité , & que les personnes de ce caractère ne sont gueres propres à faire réussir de pareilles entreprises.

Après tout , les Croisades ne furent pas tout-à-fait inutiles , elles furent même fort avantageuses aux Rois & à l'Eglise. Les Seigneurs les plus puissans s'y ruinerent & y périrent ; les plus braves & les plus mutins s'engageoient à ces longs voyages , laissant aux Princes le terrain libre , & leur donnant occasion d'entreprendre sur leurs places , sur leurs droits , sur leurs privilèges ; plusieurs pour avoir de quoi fournir aux frais nécessaires de ces grands voyages étoient obligés de vendre leurs Terres , leurs Châteaux , ou de les engager : ainsi Eudes Vicomte de Bourges vendit cette ville au Roi Philippe I : marché , dit Mezerai , plus honorable au vendeur qu'à l'acheteur. La mort de ces Seigneurs plus puissans laissoit leurs Terres à des femmes , à des mineurs , des mains de qui il étoit facile de les tirer , du moins en partie. Enfin la France qui fourmilloit d'une multitude prodigieuse d'hommes , c'est Mezerai qui parle , évacuée par ces grandes saignées , devint beaucoup plus souple & plus soumise aux volontés de ses Rois , dont la puissance augmentoit nécessairement , à proportion que les Seigneurs particuliers s'affoiblissoient.

La Puissance Ecclésiastique y gagna encore davantage : les Papes se mirent en possession de commander aux Empereurs & aux Rois d'aller à ces Expéditions ; ils en étoient toujours les Chefs, ils prenoient sous leur protection les personnes & les biens de ceux qui se croisoient, & faisoient cesser à leur égard toute poursuite civile & criminelle : pour exciter & encourager ceux qui prenoient les armes, ils rendirent l'usage des Indulgences & des Dispenses bien plus commun qu'auparavant ; leurs Légats recevoient les aumônes & les legs qui se faisoient pour augmenter & conserver les conquêtes d'Outre-mer ; enfin, ce leur fut un spécieux prétexte de commencer à lever des Décimes.

Ces Croisades contre les Infidèles donnerent occasion d'en publier aussi contre les Hérétiques & Schismatiques : les Papes établirent pour principe, que ceux qui étoient convaincus de ces crimes, perdoient tous leurs biens, honneurs & dignités. Ils les en privoient en effet, & donnoient leurs dépouilles à ceux qui avoient bien servi dans ces expéditions ; & cela ils le faisoient sans trop consulter le Seigneur souverain dont ces terres étoient mouvantes, parce qu'il n'eût pas osé en refuser l'Investiture à ceux qu'une Puissance réputée presque divine en avoit pourvus. C'est ce qui arriva en douze cent quatorze ; le Pape en conséquence du Décret du Concile de Montpellier, envoya des Bulles à Simon de Montfort, par lesquelles il lui donnoit les Terres & Seigneuries du Comte de Toulouse, & toutes les autres qui avoient été conquises par les Croisés, à charge toutefois d'en prendre l'Investiture du Roi de France, tellement que le Pape nommoit, & le Roi conféroit sur sa nomination.

Les Evêques, les autres Ecclésiastiques, sur-tout les Moines, profitèrent aussi des Croisades. Ils acheterent les Terres & Seigneuries des Croisés, ou ce qui revenoit au même, ils les recevoient en engagements pour les sommes qu'ils leur prêtoient.

C'est ainsi que les puissans & les riches profitent toujours des malheurs publics.

Philippe, avant que de partir pour la Terre Sainte, avoit perdu Isabelle de Hainaut son Epouse : comme elle ne lui avoit laissé qu'un fils, il pensa à se remarier quelque temps après son retour. Il jetta les yeux sur Isemburge fille du Roi de Dannemark ; mais il en fut tellement dégoûté dès la première nuit de ses nûces, qu'il pensa peu de temps après à faire casser son mariage. L'Archevêque de Rheims son oncle Légat du Pape, avec quelques autres Evêques, devant qui quelques Seigneurs avoient assuré la parenté, déclara le mariage nul, & donna Sentence de séparation. Nous verrons bien-tôt les grandes suites qu'eut cette affaire.

L'Empereur Henri VI mourut à Messine en mil cent quatre vingt dix-sept. : c'est au couronnement de ce Prince que la Papauté triompha de l'Empire avec éclat. Célestin III qui fit la cérémonie, étoit assis en son Trône, placé sur un échafaut : la Couronne Impériale étoit à ses pieds, il la poussa à terre, pour montrer qu'il en pouvoit disposer ; les Cardinaux la reçurent entre leurs mains, ils la posèrent sur la tête de l'Empereur qui étoit en bas à genoux, attendant cette grace avec soumission. Ce fait étonnant arriva en onze cent quatre-vingt onze. Comme ce Prince fut aussi ennemi des Papes que ses Prédecesseurs, Innocent III qui regnoit à Rome au temps de sa mort, s'opposa de tout son pouvoir à l'élection de son frere, jusqu'à excommunier tous ses adhérens. Philippe ne laissa pas de se liguier avec lui contre Othon que le Pape soutenoit.

En ces temps de dérangement, les Evêques causoient aussi quelquefois de grands embarras à leurs Souverains. Gautier de Coutances Archevêque de Rouen, jetta un Interdit général sur toute la Normandie, parce que Richard Roi d'Angleterre & Duc de cette Province, bâtiſſoit une Forteresse à Andely, pour



mettre le pays à couvert des courses des François, & qu'il la bâtissoit sur un terrain qui appartenoit à l'Eglise: les peuples gardèrent l'Interdit, & pendant sept mois que dura cette affaire, le Service divin cessa dans toute la Province, & les morts demeurèrent sans sépulture. Le Pape & le Sacré Collège à qui l'on porta ce Procès, décidèrent que l'Archevêque leveroit l'Interdit, & que le Prince donneroit une autre pièce de terre en échange de celle qu'il avoit prise pour bâtir sa Forteresse.

Convenoit-il de faire tant de bruit pour un morceau de terre destiné & employé à un usage nécessaire au bien de l'Etat? La perte que faisoit l'Eglise étoit-elle si considérable, que pour la venger on cherchât à soulever les peuples contre leur Souverain? Car quel autre but pouvoit avoir cet Interdit général? Qu'étoit-il besoin de la décision de Rome? L'Archevêque ne pouvoit-il pas proposer cet échange, ne pouvoit-il pas transiger? Le Prince auroit-il rejeté la proposition? N'étoit-il pas en droit de le contraindre à l'accepter? On trouveroit aujourd'hui bien étrange qu'un Evêque tint tête si hautement à son Prince en de semblables circonstances: mais en ces temps-là, les plus gens de bien étoient persuadés que cette fermeté & cette roideur inflexible étoient les colonnes de la Religion.

Philippe & Richard étoient presque toujours en guerre: le premier ayant reçu deux échecs considérables, sçut prendre Innocent par son foible, & l'engager à proposer, c'est-à-dire à ordonner une trêve au vainqueur. Ce Prince eut de la peine à céder; mais le Pape l'y détermina par l'assurance qu'il lui donna de la Couronne Impériale pour Othon son neveu. C'est ainsi que les Papes étendoient & affermissoient leur Domination, & qu'une usurpation leur frayoit le chemin à une autre. En ces mêmes guerres, les gens de Philippe prirent en Flandre un certain Pierre de l'Orbie élu Evêque de Cambray, qui avoit été Précepteur du Pape; il le redemanda avec instance, sous pré-

texte qu'il ne faisoit aucun acte d'hostilité quand on l'avoit pris : le Roi refusa de le délivrer. Le Légat mit le Royaume de France en Interdit, de sorte qu'après trois mois il fallut le relâcher.

Jesus - Christa - t' - il établi la Puissance Ecclésiastique pour qu'elle choquât en toute occasion la Puissance Temporelle ? Quand deux Princes sont en guerre, tous leurs sujets sont censés ennemis, soit qu'ils portent les armes, soit qu'ils ne les portent pas ; & pour qu'ils soient de prise, il n'est point du tout nécessaire qu'ils fassent actuellement aucun acte d'hostilité : c'est le Droit commun de la guerre, dont aucun titre n'exempte les Ecclésiastiques. Qu'on pense de moi ce qu'on voudra, je le dis hardiment, il n'y avoit qu'une espece de fanatisme qui pût aveugler sur l'injustice de ces entreprises, & les faire paroître tant soit peu tolérables.

Philippe Auguste ne se remaria que trois ans après que son mariage avec Isemburge de Dannemark eut été déclaré nul. La parenté qui avoit été le motif de cette déclaration, étoit du cinquième au sixième degré ; car Isemburge & Philippe avoient tous deux pour quadrisaïeul Jeroslas Roi de Russie : Jeroslas fut pere de Jeroslas II & d'Anne de Russie, qui épousa Henry I Roi de France ; Jeroslas II eut pour fils Vlodimer, qui eut une fille nommée Isemburge, laquelle mariée à Canut Roi de Dannemark, eut pour fils Voldimar, qui fut pere d'Isemburge dont il s'agit.

La parenté sans dispense étoit alors un empêchement dirimant du mariage : Louis pere de Philippe, pour se séparer d'Alienor, n'eut qu'à prouver la parenté ; son fils ne fut pas si heureux. Le Roi de Dannemark se plaignit hautement de l'affront qu'on faisoit à sa Sœur : sur ces plaintes réitérées, Célestin III commit deux Légats pour connoître de cette affaire ; leur Jugement ne fut point contraire à Philippe.

Innocent qui succéda à Célestin, supposa que les Légats avoient été gagnés & les Evêques intimidés; le Procès recommença: sans avoir égard à l'Appel interjetté au Pape, on cassa tout ce qui avoit été fait dans les Assemblées précédentes, & on mit tout le Royaume en Interdit. Philippe irrité à l'excès, s'en prit à tous les Ecclesiastiques, sur-tout aux Evêques; il saisit leurs biens, les chassa de leurs Sièges: malgré sa colere & sa puissance, l'Interdit fut observé avec tant de rigueur, qu'il n'y avoit que le Baptême des enfans, & la Pénitence pour les mourans qui en fussent exceptés. Enfin il fit réflexion aux suites fâcheuses de cette affaire, qui pouvoient aller jusqu'à lui faire perdre la Couronne; il sollicita si fortement le Pape, lui fit tant de promesses de se soumettre à un autre Jugement, que l'Interdit fut levé, & qu'on indiqua une Assemblée à Soissons pour revoir encore une fois ce Procès: l'Assemblée se tint au temps marqué.

Ce Prince sentant qu'il y feroit condamné, se fit justice à lui-même, & reprit son épouse. Il auroit souhaité que l'affaire eût été traitée à Rome; le Pape à qui on l'avoit proposé de sa part, refusa de s'en charger, & répondit qu'il n'osoit rien décider seul sur ce Mariage; que s'il le faisoit, il en pourroit courir risque de son Ordre & de son Office: Paroles remarquables, dit Mezerai, en ce qu'elles semblent insinuer qu'un Pape peut être déposé, non-seulement pour hérésie, mais aussi pour avoir abusé de sa puissance. Elles sont remarquables, si l'on veut, dans la bouche d'un Pape; mais elles expriment une vérité reconnue, & aussi incontestable par rapport aux Papes, que par rapport aux autres Evêques.

Richard Roi d'Angleterre mourut peu de temps après la trêve que lui avoient extorquée les promesses & les sollicitations du Pape: Jean surnommé Sans-Terre son frere, lui succéda. Philippe eut de grands démêlés avec ce nouveau Roi; les Papes



y intervinrent, & voulurent arrêter ses conquêtes, en lui ordonnant d'accorder des trêves à son ennemi: il éluda le premier ordre en appelant au Pape de la Sentence de son Légat; mais il crut devoir obéir au second. Il faut que ce soit à l'occasion de cet Appel qu'Innocent écrivit une Lettre, qui assurément seroit inintelligible, & ne pourroit être attribuée à un homme sensé, si on ignoroit jusqu'où ont été les prétentions des Papes. Il écrivit donc » Qu'étant préposé au gouvernement de » l'Eglise universelle, il se sentoît obligé par le Commandement de Dieu, de procéder en cette affaire selon les formes » de l'Eglise, & de dénoncer le Roi de France pour Idolâtre » & Publicain, s'il ne faisoit apparôître de son Droit devant » lui ou devant son Légat. *Car encore, disoit-il, qu'il ne m'appartienne pas de juger du Fief, j'ai droit de connoître du péché, & il » appartient au Saint Siège de corriger toutes personnes, de quelque » qualité qu'elles puissent être, & si elles sont réfractaires à ses Commandemens, d'y employer les Armes spirituelles de l'Eglise* ». N'est-il pas visible que les Papes ne pouvoient écrire de la sorte, s'ils ne s'étoient persuadés qu'il étoit de leur devoir de remédier à tous les scandales publics; qu'il étoit de leur soin paternel de soulager & de protéger tous les opprimés, & de la grandeur de leur Tribunal de faire justice à toute la terre?

Ils n'agissoient que trop conséquemment à ces idées: ils recevoient les plaintes de tous ceux qui s'adressoient à eux; ils alloient même au devant, & prenoient connoissance des prétendues injustices que les Princes faisoient à leurs peuples, & des Impositions nouvelles, jusqu'à soumettre quelquefois à l'Anathême ceux qui les levoient; souvent aussi ils exposoient en proye les biens de ceux qu'ils excommunioient, & commandoient de se saisir de leurs personnes, & de les réduire en servitude. On ne peut trop le répéter, il est étonnant que les Papes se soient laissés insatuer de ces idées: mais il est inconcevable que les Souverains

ayent souffert qu'ils les ayent mises en pratique, & que même ils les ayent aidé à y réussir.

La plupart des Souverains d'alors éprouverent aussi la hauteur & la fermeté d'Innocent. C'étoit un homme d'un grand courage & d'un rare mérite; il étoit dans la force de l'âge, il agissoit par-tout, il se méloit de tout, & pouffoit les choses jusqu'où elles pouvoient aller, quand il trouvoit du foible & de la division. Le droit d'élire l'Archevêque de Cantorbery appartenoit aux Moines de Saint-Alban; ils étoient de l'Ordre de Citeaux, alors très-puissant à Rome: ces Moines avoient fait inconsidérément deux Elections; la première de leur Prieur; sans avoir auparavant demandé le consentement du Roi; la seconde, de l'Evêque de Norwich, à sa requête, ou plutôt par son ordre. Les deux Elus portèrent ce différend au Tribunal du Pape: il cassa ces deux Elections; ensuite il nomma, où ce qui revient au même, il ordonna aux Moines d'élire pour remplir ce Siège, le Cardinal Etienne de Langhton, Anglois de naissance, & d'une éminente capacité. Ce procédé irrita tellement le Roi Jean, qu'il chassa tous les Moines de l'Abbaye, & refusa absolument de recevoir le Cardinal de Langhton pour Archevêque: le Pape de son côté tint ferme à maintenir sa Nomination ou l'Election qu'il avoit ordonnée; mais voyant qu'il menaçoit & commandoit en vain, il eut recours à ses armes ordinaires, & jeta un Interdit général sur son Royaume. Ce Roi alors ne garda plus de mesures; il commanda à tous les Evêques, Prêtres & Moines de sortir de ses Etats, & de se retirer vers le Pape: il fit en même temps saisir tous leurs biens; & pour se précautionner contre l'effet de l'excommunication personnelle dont il étoit menacé, il prit des otages de ses Villes & de sa Noblesse.

Le Pape avoit entrepris une affaire qu'il jugeoit bien plus importante: il s'agissoit d'humilier & d'abattre Raymond Comte

Comte de Toulouse, principal protecteur & fauteur des Albigeois, accusé outre cela d'avoir fait assassiner un des Légats du Saint Siège. Ce fut donc contre cet infortuné Prince qu'on lança les foudres dont on avoit résolu d'accabler le Roi d'Angleterre : le Comte de Toulouse fut nommément excommunié ; ses sujets furent absous de la fidélité qu'ils lui avoient jurée, & ses terres furent données au premier occupant, sans préjudice néanmoins du Droit de la Souveraineté du Roi de France. Pour faire exécuter une Sentence si terrible, on fit publier une Croisade générale, & on donna aux Croisés les mêmes privilèges qu'à ceux qui alloient combattre les Infidèles dans la Terre-Sainte. Philippe fournit quinze mille hommes ; le Duc de Bourgogne, les Comtes de Nevers, de Saint Pol, de Montfort, plusieurs autres Seigneurs & quelques Evêques, menerent avec eux de quoi faire une armée de cinq cent mille hommes.

La peur qu'eut le Comte de Toulouse de cet orage effroyable, qui étoit tout prêt de crever sur sa tête, le força de s'humilier : il écrivit au Pape les Lettres les plus humbles, promettant de se soumettre à tout ce que les Légats, qu'il lui plairoit d'envoyer, pourroient exiger de lui, pourvû toutefois que ces Légats ne fussent point des Moines de Citeaux, qu'il prétendoit être ses ennemis & ses Parties déclarées. Le Saint Pere eut quelque égard à sa Lettre, il ôta la Légation aux Moines de Citeaux, & envoya en leur place Milon & Thedifio. A leur mandement le Comte se rendit à Valence, & il obéit à tout ce qu'ils voulurent lui ordonner ; ils le traiterent pourtant à la rigueur & avec la dernière indignité : d'abord on lui fit donner à perpétuité sept Places fortes à l'Eglise de Rome pour gage de sa Conversion ; l'année suivante le vingt-huit Juin, pour avoir l'Absolution, il lui fallut souffrir d'être battu de verges à la porte de l'Eglise de Saint Gilles, où Pierre de Châteauneuf



étoit enterré, & puis d'être traîné sur le tombeau de ce Religieux par le Légat, qui lui mit la corde au col en présence de vingt Archevêques & d'une multitude infinie de peuple. Cette horrible Cérémonie finit par la croix qu'il fut forcé de prendre, pour se joindre à ceux qui prenoient ses villes, égorgeoient ses sujets, & mettoient tout à feu & à sang dans ses Etats; témoin Beziers, où l'on passa au fil de l'épée plus de soixante mille personnes, & Carcassonne, dont on fit sortir tous les habitans nus en chemise. C'étoit cependant une guerre Ecclésiastique, si je puis parler de la sorte, du moins à laquelle présidoient les Légats du Pape.

Montfort, qui avoit été choisi Général des armées, emportoit tout ce qu'il pouvoit de Places & de Châteaux, non-seulement des Hérétiques, mais aussi des autres Seigneurs. Le Comte de Toulouse alla jusqu'à Rome en porter ses plaintes; on le reçut assez bien, on lui promit justice: voici comme on lui tint parole. On lui proposa de s'accommoder avec Montfort, en lui cédant ce qu'il avoit pris; il rejetta cette proposition: sur ce refus il fut excommunié, sous prétexte qu'il avoit établi de nouveaux Péages sur ses Terres. Cette criante injustice lui fit comprendre que sa perte étoit résoluë, & que ses soumissions n'avoient servi qu'à la hâter; ainsi il reprit les armes, & se mit en devoir de défendre son bien: il étoit trop tard; ses pertes se multiplièrent. Il crut trouver de la compassion à Rome; il s'y rendit avec son fils: on méprisa les larmes de ces deux grands Supplians, on adjugea à Montfort la propriété de leurs Terres; & pour toute grace, on leur assigna quatre cent marcs d'argent pour leur subsistance, bien entendu qu'ils seroient soumis au Saint Siege, & qu'ils acquiesceroient à cette Sentence.

Le Pape, dont la fermeté suffisoit à tout, lança les foudres de l'Eglise sur la tête d'Othon, un an après qu'il y eut mis la Couronne Impériale. Ce fut un prétexte à plusieurs Princes

d'Allemagne de choisir un nouvel Empereur : le Pape approuva leurs démarches , & confirma leur Election. Ayant donc dépouillé le Comte de Toulouse & mis la division dans l'Empire , il ne pensa plus qu'à soumettre le Roi d'Angleterre. Depuis trois ans l'Interdit tenoit son Royaume dans un état pitoyable ; il consentit assez facilement aux propositions que lui fit le Légat de recevoir l'Archevêque de Cantorbery , & de rétablir dans leurs biens les Evêques & les autres Ecclésiastiques qu'il avoit bannis : mais il refusa absolument de leur faire aucune raison des dommages qu'ils avoient soufferts. Innocent , assuré que Philippe-Auguste le soutiendrait , porta les choses à la dernière extrémité ; il fit publier en Angleterre la plus terrible Sentence : le Roi Jean y étoit nommément excommunié , ses sujets étoient déliés du serment de fidélité , il leur étoit défendu d'avoir aucun commerce avec lui , ses Royaumes étoient donnés aux Rois de France & à ses successeurs , tous les Fidèles étoient exhortés à se croiser & à l'assister en cette expédition contre l'ennemi déclaré de Dieu & de l'Eglise.

Philippe accepta la Donation , & n'eut point de honte de se faire l'exécuteur d'une pareille Sentence. Ne voyoit-il pas , qu'accepter cette Donation , c'étoit l'approuver , & que l'approuver , c'étoit reconnoître qu'on avoit les mêmes Droits sur la personne & sur ses Etats ? Tandis qu'il faisoit ses préparatifs , l'Anglois s'accommoda avec le Pape ; il rappella les bannis , les remit dans leurs biens , & s'engagea de leur payer les dédommagemens selon qu'ils seroient estimés : il fit plus , pour s'assurer la protection du Pape contre les puissans ennemis qu'il lui avoit suscités , il remit par un Acte authentique , ses Royaumes d'Angleterre & d'Irlande entre les mains du Saint Pere , se rendit son vassal , tant lui que ses successeurs procréés de son corps & en légitime mariage , & s'engagea de lui payer chaque année , outre le denier de Saint Pierre , mille marcs d'ar-

gent de redevance , sept cent pour l'Angleterre , & trois cent pour l'Irlande.

Le Légat Négociateur entreprit ensuite de persuader à Philippe qu'il devoit rompre son entreprise. Il ne réussit pas ; mais la défection du Comte de Flandres & l'incendie de sa flotte , qu'il avoit imprudemment dégarnie & fort négligemment gardée , l'empêcha de passer en Angleterre : de sorte que cette Donation injuste acceptée , n'eut point d'autre effet , que de lui susciter une foule d'ennemis , dont il pensa être accablé. Il fut par tout vainqueur : le Roi d'Angleterre , enfermé dans une petite ville du Poitou , ne pouvoit manquer d'être pris ; mais le Légat du Pape demanda pour lui une trêve. Cette Puissance alors étoit si formidable , qu'on n'osa pas la lui refuser : elle fut accordée pour cinq ans.

Les troubles d'Angleterre continuoient toujours , ils augmentoient même : les Seigneurs Anglois prirent les armes contre le Roi Jean , & le forcèrent de leur donner une Chartre contenant la confirmation des Loix du Roi Henri I , & de leurs Libertés & Priviléges ; le Pape même avoit confirmé cette Concession. Ce Prince , pour parer à toutes ces attaques , ne trouva point d'autre moyen plus efficace , que de prendre la Croix pour le voyage d'Outre-mer : car cette sainte Milice avoit le privilège de porter surseance de toute poursuite & affaire , & ce qui étoit sans comparaison plus avantageux , elle mettoit ceux qui s'y enrôloient , sous la spéciale protection de l'Evêque de Rome. Pour l'avoir infailliblement cette puissante protection , il accomplit en effet ce qu'il avoit déjà promis par écrit , de soumettre son Royaume au Saint Siège : dans une Cérémonie publique il remit sa Couronne entre les mains du Légat , & la reprit de lui.

Alors le Saint Pere entreprit hautement sa défense , comme de son vassal ; il annula la Chartre qu'il avoit confirmée , il excommunia les Barons , parce qu'ils ne déféroient pas à ses



commandemens, & quelque temps après il réaggrava l'Excommunication. Ils ne laissèrent pas de poursuivre leur entreprise ; pour en assurer le succès , ils offrirent la Couronne à Louis, Fils de Philippe-Auguste : Elle appartenait incontestablement à ce Prince par sa femme , supposé que Jean n'en fût pas légitime possesseur. L'offre fut acceptée malgré les instances du Légat , à qui le Roi répondit qu'il ne devoit & ne pouvoit pas imposer à son Fils la nécessité de ne point poursuivre ses Droits. Ce Prince partit en grand équipage & bien accompagné , descendit en Angleterre , fut sacré & couronné solennellement à Londres. Le Légat n'ayant pu empêcher son départ , l'excommunia avec tous ses adhérens. Le Prince en appella au Pape , & envoya des Ambassadeurs à Rome soutenir son Appel.

Tandis qu'on plaidoit à ce Tribunal, que les Souverains avoient alors la foiblesse de reconnoître , Louis employoit utilement ses armes à conquérir les Provinces d'Angleterre qui refusoient de le reconnoître. Le Pape , plus offensé encore de ses progrès que de sa prétendue désobéissance , confirma la Sentence d'Excommunication ; & quoique Philippe protestât qu'il ne lui donnoit ni aide ni conseil , on vouloit aussi l'excommunier & mettre son Royaume en interdit. L'Archevêque de Sens avoit ordre de publier l'un & l'autre : mais les Prélats assemblés à Melun , déclarèrent qu'ils ne déféreroient point à cette Sentence. Mezerai remarque , que ce procédé trop intéressé , & ce semble peu juste , rabbattit beaucoup de la croyance qu'on avoit aux souverains Pontifes dans les affaires temporelles. Cependant Philippe craignoit si fort le Pape , que son fils étant repassé en France , il ne voulut ni le voir ni lui parler.

Quelle timidité dans un Prince tel que Philippe-Auguste ! mais quelle puissance dans les Papes , qui forçoient à cette timidité , & en faisoient , si je puis m'exprimer ainsi , une vertu nécessaire aux Souverains pour se mettre à couvert de

leurs entreprises ! Comme c'étoit sur-tout par leurs Excommunications & par leurs Interdits que les Papes se rendoient redoutables & faisoient valoir & réussir leurs prétentions, je ne crois pas m'éloigner de mon sujet, en examinant cette matiere à fonds, du moins autant que mon peu de capacité & de lecture me le permettra.

---

## QUATRIÈME DISSERTATION,

*Des Excommunications & Interdits.*

TOUTE Société, toute Assemblée, toute Communauté, doit avoir Droit de punir les transgresseurs des Loix, des Maximes, qu'elle fait profession de suivre, & qu'elle a jugé à propos d'établir pour régler la conduite des Particuliers qui la composent; tous sont sujets à ces punitions: mais tous n'ont pas droit de les infliger, ni de juger si on les a méritées; c'est à la Communauté même, ou à ceux qu'elle a députés, ou que le Législateur a établis, à le faire. L'Eglise est certainement une Société, une espece de Communauté: elle a ses Loix, ses Maximes; & par une suite nécessaire, elle a droit de punir ceux qui les violent. Cette Société est divisée en deux parties, dont l'une conduit & gouverne l'autre: il est hors de doute que c'est à cette partie qui conduit & gouverne l'autre, de juger des transgressions & de punir les transgresseurs.

Le Sacerdoce fait la distinction de ces deux parties: il faut en être revêtu, pour être capable de conduire & de gouverner les autres. C'est donc dans le Sacerdoce que réside la puissance coactive & législative de l'Eglise; puissance coactive & législative, qui s'étend sur les simples Fidèles & sur tous ceux qui les gouvernent: ainsi les Prêtres jugent ceux qui ne le sont pas, & se jugent eux-mêmes. Or il y a dans le Sacerdoce divers degrés

subordonnés les uns aux autres, il y a des Prêtres, il y a des Evêques : les Evêques sont les premiers Pasteurs ; les simples Prêtres travaillent sous leurs ordres, & ne peuvent être que des Pasteurs subalternes, qui peuvent instruire, avertir, reprendre, exhorter, mais qui ne peuvent ni punir ni commander ; la punition & le commandement sont réservés aux premiers Pasteurs, qui seuls sont armés du Bâton pastoral, dont ils peuvent frapper les simples Fideles & ceux qui les conduisent sous leurs ordres. Par conséquent, la puissance législative & coactive de l'Eglise, réside dans les seuls Evêques, qui l'exercent en particulier, chacun dans leur Diocèse ; & en commun, lorsqu'il est question d'affaires qui intéressent la Société des Fideles, ou du moins une partie considérable.

Tous les Evêques sont égaux par le Caractere & la Puissance qui y est attachée : mais il a été sagement établi qu'il y eût entr'eux une espece de dépendance & de subordination par rapport à leur Jurisdiction contentieuse. Tous sont égaux, mais tous sont responsables de leur conduite particuliere, & de l'usage de leur puissance les uns aux autres ; & il n'en est aucun, qui ne soit inférieur à ses Confreres légitimement assemblés. Tous les Fideles doivent obéir à l'Eglise en ce qui regarde sa Doctrine & sa Conduite ; mais elle n'est pas leur Souveraine, & ne peut décerner contre eux de peine capitale : d'ailleurs, la douceur dont elle fait profession, ne lui permet pas de répandre le sang, ni de demander qu'on en répande.

Les Armes de l'Eglise sont donc d'une autre espece que les Armes des Souverains : elles sont toutes spirituelles, & ne peuvent faire que des blessures de même nature ; ou plutôt ses punitions consistent à ôter des grâces, des privilèges qui dépendent d'elle, non à faire souffrir des peines positives & sensibles. Si les Evêques ont des prisons particulieres pour leurs Ecclésiastiques ; si les Supérieurs des Religieux peuvent les enfermer,



ce n'est point l'Eglise qui leur a donné ce pouvoir, ce sont les Souverains : ils ont eu sans doute de bonnes raisons pour partager avec l'Eglise leur Souveraineté à cet égard ; & peut-être en auroient-ils eu de meilleure pour se la réserver toute entière.

Au reste, les Armes spirituelles de l'Eglise sont entre les mains de tous les Evêques, des seuls Evêques ; & ne doivent être employées que pour la punition & la vengeance des transgressions éclatantes & publiques, & pour empêcher les progrès du vice & de l'erreur : car les satisfactions que les Ministres de l'Eglise imposent pour les fautes secrètes, ne doivent point être regardées comme des punitions, puisque c'est du consentement des Pénitens qu'ils les imposent. Ces punitions sont, l'Excommunication, l'Interdit, la Suspension, & je ne sçai combien d'autres Censures ; car il y en a un si grand nombre, & de tant d'espèces différentes, que leur connoissance est la plus considérable partie & la plus embarrassante du Droit Canon.

Je ne veux parler que des Excommunications publiques & éclatantes, & des Interdits généraux, tels que les Papes en ont si souvent fulminé : sur quoi je fais trois ou quatre Questions, à quoi je vais répondre avec le plus de précision qu'il me sera possible. Premièrement, tout Fidele peut-il être excommunié ? En second lieu, quelle est la matiere de l'Excommunication & de l'Interdit ? Troisièmement, quelles en sont les suites ? Quatrièmement, si le Pape a des Droits particuliers de s'en servir, & quels ils sont ?

Etre excommunié, c'est être séparé de la Société des Fideles, n'avoir plus de part à leurs mérites, n'avoir plus de Droit à la participation des choses saintes. Il est visible que tout Fidele, soit qu'il conduise, soit qu'il soit conduit, peut mériter ce retranchement & ces privations ; & que dès-là qu'il les mérite, l'Eglise a droit de l'en punir, de les lui faire souffrir. Cependant,

dant, comme tous les Membres d'un même Corps ne méritent pas la même considération, la prudence & le bon sens demandent qu'on ait bien plus d'attention pour les uns que pour les autres : il est des Coupables que leur Rang, leur Dignité, rendent toujours considérables, & ce n'est qu'après tous les ménagemens possibles, & dans la dernière nécessité, qu'on doit se résoudre à les punir ; ils sont en quelque sorte au-dessus des Loix, du moins il convient qu'ils soient exempts des Loix pénales universelles, & qu'ils ne soient point censés y être compris, sans une mention particulière & expresse.

Les Rois, les Princes, sont assurément de ces Membres distingués, pour qui il est presque impossible d'avoir trop de ménagement : ils peuvent mériter l'Excommunication, leur couronne ne les met point à couvert de cette espèce de foudre ; mais sans une extrême nécessité doit-on la lancer contre des Têtes si respectables, avant que d'avoir essayé tous les autres moyens de les ramener ? Leur ressentiment peut avoir les plus terribles suites. Ne vaudrait-il pas mieux laisser un coupable impuni, que d'exposer toute une Nation à devenir criminelle ? Tout Chrétien peut donc être excommunié ; ni Rois, ni Souverains, ni Evêques, ni Papes, ne sont point à couvert de cette punition : la seule différence qu'il y a entre eux & le reste des Fidéles, c'est qu'il faut, sans comparaison, plus de formalités & de précautions pour eux, que pour leurs inférieurs.

Pour répondre à la seconde Question, je dis qu'une faute légère, qu'une faute secrète, qu'une faute douteuse, qu'une faute non scandaleuse, n'est point une matière suffisante d'Excommunication : car puisque c'est une punition, il faut que la faute soit certaine, avérée, incontestable même ; puisque c'est une très-grande punition, il faut que la faute soit très-griève ; enfin puisque c'est une punition éclatante & qu'on employe pour arrêter le progrès du mal, il faut que la faute soit publique & de nature à être

imitée. A toutes ces conditions il faut en ajouter une autre, c'est que la faute doit être contre la Loi de Dieu, ou contre la Police de l'Eglise; c'est-à-dire, que les affaires purement temporelles ne peuvent être un sujet légitime d'Excommunication.

D'ailleurs, la Société Chrétienne ne peut détruire la Société Civile: celle-ci n'a consenti à l'établissement de l'autre qu'à cette condition. C'est dans la Société Civile que réside la Souveraineté: la Société Chrétienne lui est subordonnée en tout ce qui peut intéresser le gouvernement intérieur & politique; tout ce qu'elle entreprend de régler & de décider en ces matières, est nul de soi-même, & ne sauroit valider que du consentement de la Société Civile. A-t-on pu ignorer ce Principe évident & incontestable? Comment l'a-t-on perdu de vue? Lui seul auroit suffi à conserver la paix entre les deux Sociétés, & à empêcher les scandales & les désordres épouvantables que leur désunion & leurs différentes prétentions ont produits; car il étoit aussi aisé que naturel de conclure de ce Principe, que la paix & la guerre ne sont point du ressort de la Puissance Ecclésiastique, qu'on peut à cet égard mépriser ses commandemens, & regarder comme nulles les Excommunications qu'elle employeroit pour les faire observer & pour punir le refus de s'y soumettre.

Il est visible que c'est à la Puissance Laïque de régler les Impositions, la valeur des monnoyes, le prix de l'argent; à admettre dans ses Etats, ou à en exclure des Etrangers faisant profession d'une autre Religion, à permettre ou à défendre certaine espèce de Commerce avec certaines Nations; & que toutes ces affaires ne peuvent être une matière légitime ni d'Excommunication ni d'Interdit.

Ces Principes ont toujours dû, & doivent encore aujourd'hui faire comprendre que ces Excommunications qui ont pour but de rompre les liens qui attachent les Sujets au Souverain, de leur faire même un crime de leur soumission, de



leur attachement, de leur dévouement, sont non-seulement injustes, mais tout-à-fait nulles, c'est peu, que leur injustice est si criante qu'on ne pourroit sans crime en faire les règles de sa conduite.

Ces mêmes Principes, pour peu qu'on les eût approfondis, auroient fait voir, que plus on est persuadé de l'efficacité de l'Excommunication à séparer de Jesus-Christ, moins on doit les multiplier; que le fréquent usage qu'on fait de ce glaive spirituel, est un abus; & que la puissance dont on abuse, perd son autorité, & ne porte plus ni de véritables Loix, ni de véritables coups: c'est-à-dire, qu'en ces matieres & en ces circonstances elle cesse d'être législative & coactive.

Ces Principes montrent encore, que ceux qui sont armés de ce glaive spirituel, ne doivent s'en servir pour se faire justice à eux-mêmes, que quand leur Droit est évident, ou qu'il est devenu certain par un Jugement régulier; que du moins ce n'est ni par l'Excommunication ni par l'Interdit qu'ils doivent commencer les procédures; que l'Excommunication ne sçauroit avoir lieu si le crime n'est point avéré, si la faute qu'on prétend punir n'est pas un peché mortel: car ne feroit-ce pas une espece de tyrannie, que de se séparer exterieurement de la Société des Fideles, en punition d'une faute qui n'auroit pas intérieurement séparé de Jesus-Christ?

Tout ceci supposé, que deviendra cette foule d'Excommunications qui environnent de toutes parts les Catholiques Romains, toujours prêtes à les saisir, à les lier, sans qu'ils s'en apperçoivent? Que faut-il penser de celles dont a tant de fois frappé les Têtes les plus respectables, pour des affaires purement temporelles, pour des intérêts personels, pour des fautes douteuses, pour des prétentions injustes, pour établir des Maximes alté- ment contestées, pour abolir des Maximes qui gênoient l'ambition, pour en faire recevoir qui la favorisoient? Ne peut-on pas dire que

ce glaive spirituel a souvent été entre les mains des Papes ce qu'est une épée entre les mains d'un homme passionné ? De sorte que dès le douzième Siècle la Puissance séculière , pour arrêter ces désordres , s'attribua le Droit de connoître de la justice de ces Excommunications , & de punir ceux qui les lanceroient mal à propos , ou qui y obéiroient avant son Jugement & malgré sa Défense. C'est ce qui se pratique encore aujourd'hui en France : sans doute sur ce Principe , que les Chefs de la Société Civile ont droit d'empêcher tout ce qui est capable de la détruire ou de la troubler.

L'Interdit consiste à ôter à toute une Ville , à tout un Peuple , à tout un Royaume , l'usage des choses saintes , en suspendant de leurs Fonctions les Ministres de l'Eglise , ou ce qui revient au même , en leur défendant de faire aucun exercice de leur puissance. Ce remède est si cruel , il est si difficile de montrer que cette punition n'est pas injuste , qu'on ne conçoit pas que les premiers Pasteurs aient pu s'en servir aussi souvent qu'ils l'ont fait. L'Excommunication a été en usage dès les premiers temps du Christianisme , il n'en est pas de même de l'Interdit ; les quatre ou cinq premiers Siècles de l'Eglise ne l'ont point connu , au moins n'y a-t-il pas été pratiqué : il doit sa naissance aux démêlés que les Evêques ont eu avec les Souverains & les autres Seigneurs temporels ; il semble qu'on ne l'ait mis en usage que pour soulever leurs sujets , & les forcer par-là de se soumettre aux Loix de l'Eglise & aux prétentions de quelques Evêques. Or , dès-là l'Interdit est formellement contraire à la Société Civile , contre laquelle , tout ce qui tend à la détruire ne peut jamais être légitimement employé.

Si l'on n-voit pas en vue de rendre un Prince odieux à ses peuples , d'exciter contre lui leurs murmures & leurs plaintes , pourquoi leur feroit-on porter la peine de son péché ,

ou de sa résistance , qu'on juge à propos d'appeller de ce nom ? Philippe I & Philippe II , contractent des mariages illégitimes & vivent des années dans l'adultère ; Jean , Roi d'Angleterre refuse de reconnoître un Archevêque que le Pape avoit nommé : en quoi les peuples font-ils coupables , & par où ont-ils mérité qu'on leur ferme les sources de la grace & du salut ? Sont-ils dignes de ce châtiment parce qu'ils ne cessent pas de reconnoître leurs Souverains , qui par leurs crimes , vrais ou prétendus , se sont attirés l'indignation de quelques Evêques ? C'est donc pour les diviser , pour les révolter qu'on le leur fait souffrir.

Sans l'espece de vertige , qu'une pieté aveugle avoit produit , n'auroit-on pas reconnu l'injustice de ce procédé ? N'étoit-ce pas contre les Auteurs de ces privations injustes qu'on devoit s'élever , plutôt que contre ceux qui en étoient l'occasion ? Tout interdit général en conséquence du crime personnel & particulier d'un Souverain , est donc injuste , & ne doit être ni souffert ni observé ; la Société civile a même droit de punir ceux qui voudroient s'y assujettir : & certes , quand la République de Venise chassa des terres de son obéissance les Jesuites , qui malgré sa Défense avoient gardé l'Interdit fulminé contre elle par Paul V , quand elle tint ferme à ne les point recevoir lors de son accommodement , elle ne fit rien que ce qu'elle pouvoit , que ce qu'elle devoit faire ; & elle auroit encore mieux fait , si elle avoit résisté aux sollicitations d'Henry IV , qui la détermina enfin à suivre son exemple , en rappelant ces Religieux ; car elle peut compter qu'en pareil cas , ils seroient encore les premiers à transgresser ses ordres , & à donner à ses peuples l'exemple d'une coupable obéissance.


Répondons à présent à la troisième Question , & voyons quels sont les effets , les suites des Excommunications & des



Interdits. L'Eglise ne peut ôter que les biens qu'elle donne ou qui sont en sa disposition ; ceux à quoi on a droit en qualité d'homme & de membre de la Société Civile , ne sont point de son District ; elle seroit injuste & déraisonnable , si elle entreprenoit d'en dépouiller ou d'en interdire la jouissance ; ses commandemens , ses défenses à cet égard n'obligeroient en aucune maniere , & à peine mériteroient-ils quelque attention : la raison de ceci est , qu'on peut cesser d'appartenir à la Société Chrétienne , sans cesser d'être à la Société Civile , comme on peut cesser d'être Membre de la Société Civile , sans cesser d'être Membre de la Société Chrétienne.

Ainsi , de même que l'exil , qui retranche de la Société Civile , n'emporte point la privation des Sacremens , & ne rend point incapable des Dignités , des Ministères Ecclésiastiques ; de même l'Excommunication , qui retranche de la Société Chrétienne , n'ôte point la propriété & l'usage des biens , & ne rend point incapable des Dignités & des Ministères du siècle. En un mot , la Société Chrétienne n'a pas plus de pouvoir de briser les liens qui forment la Société Civile , que n'en a la Société Civile de briser les liens qui forment la Société Chrétienne.

S'il y a quelque différence entre elles , elle est toute à l'avantage de la Société Civile , qui en qualité de Souveraine , a droit d'intervenir dans les affaires Ecclésiastiques , sans que l'autre ait droit d'intervenir dans les affaires Politiques. L'Excommunication n'a donc que des effets spirituels , comme l'exil n'en a que de temporels. Pour que ces deux especes d'effets fussent réunies , il faudroit que les deux Puissances se fussent accordées à regarder comme coupables , & à punir chacune à leur maniere , ceux que l'une d'elles auroit condamnés ; mais cet accord ne s'est point fait ; on peut même assurer qu'il ne se fera jamais , & qu'il est impossible qu'il se fasse.



Ainsi , un Chrétien excommunié ne cesse point d'être Membre de la Société Civile , il ne perd ni son Bien , ni son Rang , ni sa Dignité ; il en jouit , il le garde , il l'exerce aussi légitimement que s'il ne l'étoit pas ; les liens de soumission , de dépendance , qui lui attachent ses Sujets , ses Enfans , ses Domestiques , ceux de l'amitié qui le lioient à ses Voisins , à ses Compatriotes , à ceux de son Rang & de sa Profession , ces liens ne sont pas rompus , ils ne sont pas même affoiblis : & ce ne pourroit être sans crime & sans injustice , que ses Sujets , ses Enfans , ses Serviteurs , ses Amis , lui refuseroient le service , le respect , l'obéissance , l'amitié qu'ils lui doivent ; il n'est point d'autre Loi qui pût justifier & autoriser leur refus , que celle en vertu de laquelle il cesseroit d'être ou Membre ou Chef de la Société Civile.

De ceci il faut conclure , que l'Excommunication a bien plus de prise sur les Ecclésiastiques que sur les Laïques , & qu'elle est doublement à craindre pour les premiers ; puisque outre la privation , qui leur est commune avec tous ceux qui en sont frappés , elle leur fait perdre , quand elle est juste & prononcée dans les formes , leur Rang , leur Dignité , & les rend incapables de tout Ministère & de toute Fonction Ecclésiastique.

Il faut conclure que les Evêques outrepassent leur pouvoir , lorsqu'ils prétendent & qu'ils ordonnent , qu'on regarde comme exclus de la Société Civile ceux qu'ils ont exclus de la Société Chrétienne , quand ils les dégradent de Noblesse , quand ils les déclarent déchus de leurs Dignités séculières , quand ils donnent leurs biens , & qu'ils permettent de les réduire en servitude , quand ils leur interdisent l'usage du vin , du linge , de la chair , du bain , quand ils leur défendent de se faire raser , de voyager , de boire , de manger avec les autres Chrétiens : c'est dans un Concile tenu à Limoges en mil trente-un , que les Evêques François parloient de la sorte. Ne

croiroit-on pas que c'est une Assemblée d'Abbés , qui décernent des peines contre leurs Religieux rebelles ? Parler de la sorte , n'est-ce pas supposer que la Société Chrétienne a , pour ainsi dire , absorbé la Société Civile ; & qu'à l'exception du sang qu'elle ne peut repandre , elle a Droit d'infliger toutes les autres especes de peines ?

Au reste , il n'est pas étonnant que la Puissance Ecclésiastique ait prétendu que ces Degradations , ces Dépôts , ces Interdictions , étoient des suites naturelles de l'Excommunication , puisque dès le sixième ou septième siècle elle s'étoit mise en possession d'exclure des Fonctions civiles & militaires , & même du mariage , ceux qu'elle mettoit en Pénitence publique. C'est ainsi que les Evêques de France soumirent à cette Pénitence Louis-le-Débonnaire , pour diminuer l'énormité de l'attentat qu'ils commettoient en le déposant de l'Empire. Les Evêques d'Espagne en usèrent de même à l'égard de Vamba leur Roi : mécontents apparemment de lui , gagnés peut-être par celui qui devoit lui succéder , ils prirent le temps qu'il étoit à l'agonie & sans connoissance , pour le consacrer à la Pénitence , & par une suite nécessaire en ces temps d'ignorance & de superstition , pour lui ôter la Couronne. Ces Usages absurdes & ridicules sont aujourd'hui abolis , & il seroit à souhaiter pour l'honneur de l'Episcopat , que l'Histoire nous eût laissé ignorer jusqu'à quel point on a autrefois abusé de la pitié simple & crédule des Fidéles.

Concluons encore , que l'Excommunication n'a aucun effet civil , qu'elle n'en peut avoir qui détruise la Société ou qui lui nuise considérablement ; & qu'ainsi une Excommunication , un Interdit général , ne doivent point empêcher la célébration des mariages.

Concluons , que c'est avec sagesse que la Puissance séculière a réglé en France , que l'Excommunication n'auroit point de lieu ,



lieu, à moins que la Loi, à la transgression de laquelle elle est attachée, n'eut été reçue & publiée dans les formes prescrites ; qu'aucun Particulier ne seroit censé excommunié, s'il ne l'étoit nommément & juridiquement. Sans cela quels troubles ne causeroient point ces Excommunications vagues & générales, qu'on multiplie ordinairement, qu'on prodigue même, pour punir les Auteurs & les Partisans d'une Doctrina qu'on a jugé à propos de proscrire, pour en empêcher & en arrêter le progrès ?

Nous ne dirons rien de la dernière question, qui regarde les Droits particuliers du Pape, nous l'avons décidée d'avance ; car s'il n'est pas Souverain & Monarque de l'Eglise, s'il n'est pas l'Evêque universel, l'Evêque des Evêques, il n'a pas Droit de fulminer des Excommunications générales, de suspendre les Evêques & les Prêtres de leurs Fonctions. Il est vrai, dans les premiers temps de l'Eglise on avoit réglé, que celui qui seroit excommunié par un Evêque, seroit exclu de la Communion de tous les autres ; mais au même temps il avoit été établi, qu'on ne pourroit être excommunié que par son Evêque, & par les Tribunaux supérieurs, en cas que l'affaire y fût portée par appel, ou qu'elle y fût dévolue de Droit.

Ne me trompai-je point ? Il me paroît que ce que je viens de dire est si solide, & d'une évidence si sensible, qu'on n'auroit jamais dû l'ignorer, ni en douter : mais il n'est point de vérité si claire, d'erreur si monstrueuse, que la piété aveugle & superstitieuse n'obscurcisse & ne fasse recevoir. Il y a déjà du temps qu'on a commencé en France à ouvrir les yeux, & à revenir des préjugés trop favorables à la Puissance Ecclésiastique ; il s'en faut pourtant encore beaucoup, qu'on ne pense juste à cet égard, & qu'on n'ait regagné le terrain qu'on a perdu. On délibère, on craint même, on hésite & on tremble, comme si l'on n'avoit pas de principes sûrs pour borner

les prétentions de l'Episcopat en général, & de quelque Evêque en particulier; on croit avoir trouvé un expédient admirable, quand afin d'éviter un Tribunal qui embarrasse, on a imaginé d'en appeller à un autre qui n'existe point, & qu'on ne doit pas plus reconnoître que celui qu'on décline, à moins qu'il ne s'agisse de la Foi. Ignore-t-on que les Conciles ont souvent entrepris sur la puissance temporelle, & qu'ils ont fait des Décisions qu'elle seule avoit Droit de faire? Pourquoi tant biaiser, pourquoi ne pas déclarer hautement ce qu'on a Droit de penser?

Je le sçai, on craint les noms odieux de Schismatiques & d'Hérétiques, que les Ecclésiastiques prodiguent à ceux qui s'opposent à leurs prétentions: mais ces cris injustes doivent-ils empêcher qu'on ne secoue le joug dont on n'auroit jamais dû se laisser charger? Seroit-on Schismatique, si on n'avoit avec Rome que les rapports nécessaires pour la conservation de la Foi & des Mœurs? Le seroit-on, si l'on ne payoit plus d'Annates pour les grands Bénéfices? Les Evêques seroient-ils Hérétiques, Schismatiques, s'ils se rétablissent dans les droits & dans l'exercice de la puissance que Jesus-Christ leur a donnée? Ceux qui les aideroient, le seroient-ils? Mais sur-tout le seroit-on, pour ne pas reconnoître, pour ne pas recevoir ces Excommunications, ces Interdits, qui ont pour but de soulever les Peuples contre les Chefs de la Société Civile; ces Excommunications, ces Interdits, que la Politique a mis en œuvre pour le moins aussi souvent que le zèle de la Religion; ces Excommunications, ces Interdits, qui supposent une Souveraineté injustement prétendue, justement contestée? Craignons donc le Schisme, mais ne craignons pas son ombre; du moins que cette crainte ne nous trouble & ne nous aveugle pas jusqu'à nous le faire voir où il n'est point: dès qu'il y a de l'abus & de l'injustice dans les prétentions, le Schis-

me, ou plutôt le Crime, l'odieux du Schisme, ne peut être du côté des Opposans.

Le Règne de Louis VIII, qui succéda à Philippe Auguste, son pere, ne fut que de trois ans; il mourut en 1226, au mois de Novembre, ayant été sacré le dixième d'Août 1223. Ce Prince en employa la meilleure partie à faire la guerre au Comte de Toulouse, qui s'étoit remis en possession de presque tous ses Etats. Honoré III, occupoit alors le Siège de Rome; ce Comte, par toutes sortes de soumission, le mit dans ses intérêts: par les ordres de ce Pape on assembla un Concile à Montpellier; le Comte y fut absous & reconnu pour Comte de Toulouse, après qu'on eut tiré de lui toutes les promesses qu'on crut devoir exiger. Tout cela se fit sans avoir égard à la donation qui en avoit été faite, au Comte de Montfort, ni à la cession qu'Amauri, fils de ce Comte, avoit faite de ses Droits à Louis VIII, qui d'ailleurs en qualité de Seigneur Souverain devoit au moins être consulté sur le rétablissement, ou sur la destitution de son Vassal.

Cependant, comme le Comte de Toulouse avoit promis plus qu'il ne pouvoit tenir, que la résistance de ses Sujets l'empêchoit d'exécuter ses promesses, le Pape irrité, & voulant absolument les soumettre, envoya au Roi de France un Légat, pour le prier de se charger de cette expédition. Comme elle s'accommodoit fort avec ses intérêts, il promit de s'y employer avec toutes les forces de son Royaume, & il le fit dès qu'il eut terminé la guerre qu'il faisoit aux Anglois: cette entreprise lui coûta la vie; il mourut de la disenterie au Château de Montpensier. Son fils, Louis IX, qui lui succéda, en recueillit le fruit: le premier soin de la Reine Blanche, fut d'achever la Conquête que son Epoux avoit fort avancée: elle prit si bien ses mesures, elles furent si promptement exécutées, que le Comte & ses Sujets convinrent que



la Comté appartiendrait à sa fille ; que cette Princesse épouserait Alphonse frère de Louis IX ; que s'il n'y avait point d'enfans de ce mariage , la Comté retournerait au Roi de France. C'est en vertu de cet Acte , que quelques années après ce Fief important fut réuni à la Couronne de France.

Du temps de ce Saint Roi , les Papes & les Empereurs eurent de furieux démêlés , jusques-là , que le Pape Gregoire IX envoya en 1238 offrir l'Empire à Louis , pour son frère Robert. L'offre ne fut point acceptée. Les Historiens disent qu'on répondit à l'Envoyé du Pape , *Qu'il suffisoit à Robert d'être frère d'un Roi , qui étoit plus excellent en Dignité & en Noblesse , que quelque Empereur que ce fût.* Ceux qui aiment les grands mots vuides de sens , approuveront cette réponse : mais il convenoit bien mieux à l'équité du Roi & à la sagesse de son Conseil , de faire sentir à Gregoire l'indignation que causoit l'injustice & la violence de son procédé ; on auroit encore mieux fait de prendre hautement le parti d'un Prince qu'on vouloit dépouiller. On se contenta de ne se pas déclarer contre lui ; & c'étoit beaucoup en ces temps - là qu'on résistât à l'inclination du Pape , qui auroit souhaité qu'on eût fait à son ennemi une guerre ouverte.

La querelle de ces deux Puissances dégénéra en une haine mortelle ; elles se firent tout le mal qu'elles purent ; Gregoire excommunia Frédéric , & indiqua un Concile à Rome , où il prétendoit dégrader cet Empereur : le Légat qu'il avoit en France , assembla les Evêques à Meaux , & ordonna à plusieurs d'entre eux de se rendre à Rome , pour assister à ce Concile. Frédéric scut les desseins du Pape , il s'en plaignit amèrement à Louis , & le conjura de ne point permettre à ses Evêques de sortir de France : quelque justes que fussent ses plaintes & ses prières , elles furent inutiles ; Louis crut qu'il ne pouvoit

pas, & qu'il ne devoit pas empêcher les Evêques d'obéir au Pape. Le respect excessif dont alors on étoit prévenu pour la Puissance Ecclésiastique, aveugla de telle sorte, qu'on ne vit point que toutes ces démarches de la Cour de Rome, étoient autant d'attentats contre la puissance Souveraine, à quoi on avoit presque autant d'intérêt de s'opposer, que celui contre qui elles se faisoient.

La mort de Gregoire ne finit point la querelle; Innocent qui lui succéda, la soutint pour le moins aussi vivement qu'il l'auroit fait lui-même : ce Pape voyant que Frédéric étoit le plus fort en Italie, en sortit, afin de fulminer plus sûrement contre lui. Etant arrivé en France au mois de Décembre 1244, il indiqua un Concile à Lyon pour l'année suivante : ce Concile fut ouvert dans l'Abbaye de Saint Just, le Lundi de l'Octave de Saint Jean-Baptiste. Baudouin, Empereur de Constantinople, s'y trouva pour solliciter du secours; mais le Pape & le Concile ne pensoient qu'à accabler Frédéric, & à lui susciter des ennemis. Raymond, Comte de Toulouse, & Berenger, Comte de Provence, s'y trouverent aussi, afin d'obtenir du Pape les dispenses nécessaires pour que le premier de ces deux Princes épousât la fille du second : cette demande étoit contre les intérêts des Rois de France & d'Angleterre; on n'avoit garde de les choquer dans les circonstances où l'on étoit pour lors. Frédéric vouloit aussi se rendre à Lyon, il s'étoit même fait précéder par ses Ambassadeurs, il les suivoit de près : apparemment qu'il étoit trop bien accompagné, ou qu'on craignoit que sa présence ne dérangerât le plan qu'on s'étoit formé; loin de l'attendre & de vouloir l'écouter, on se hâta de le condamner, & il apprit à Turin que le Concile l'avoit excommunié à chandelles éteintes, & dégradé de l'Empire pour plusieurs crimes qu'on lui imputoit, entre autres qu'il détenoit des Terres de l'Eglise, qu'il avoit

des intelligences avec les Sarrafins, & qu'il erroit en plusieurs Articles de la Foi.

Quelque injuste que fût cette Sentence pour le fond & pour la forme, elle ne manqua ni d'approbateurs, ni d'exécuteurs. Les Allemands mirent, en la place de ce Prince dégradé, le Landgrave de Hesse & de Thuringe, auquel après sa mort, qui arriva peu de temps après, ils substituerent Guillaume, Comte de Hollande : s'obstinant ainsi, sous prétexte de piété, & d'obéissance à l'Eglise, à ruiner la Dignité de l'Empire, & à l'assujettir au Pape, qui devoit être soumis aux Empereurs, comme les autres Evêques le sont à leurs Souverains.

Frédéric mourut en 1250 : son fils Conrard ne lui survécut que quatre ans. Ce Prince ne se trouvant pas assez fort en Italie contre Guillaume, Comte de Hollande, prétendu Roi des Romains, se retira en Italie ; il fit périr son neveu, Frédéric, & se mit en possession de ses Trésors & de son Royaume de Sicile ; peu de temps après il fut emprisonné par Mainfroy, son frere naturel ; il ignora absolument que ce perfide fût l'auteur de sa mort, il lui laissa la Régence du Royaume, & la Tutelle de son fils Conrard, vulgairement appelé Conradin ; par-là il le mit en état de consommer son crime en usurpant la Couronne, qu'il étoit chargé de garder & de défendre.

La même année 1254, mourut Guillaume, Comte de Hollande. L'Empire étant absolument vacant par sa mort, les Electeurs vendirent lâchement l'honneur de la Nation Germanique & leurs suffrages à des Princes Etrangers ; les uns choisirent Richard, frere du Roi d'Angleterre, les autres Alphonse de Castille : ces deux Compétiteurs disputèrent leurs Droits devant le Pape, sans pouvoir s'accorder. Etoit-ce en qualité d'Arbitre & de Souverain, que ces grandes causes se traitoient à son Tribunal ? Il étoit trop intéressé dans les troubles



de l'Empire, il y avoit trop de part pour que sa décision fût exempte de partialité, & ne coûtât pas beaucoup à celui des deux à qui elle seroit favorable : c'étoit donc par nécessité qu'on s'adressoit à lui, comme au Souverain, du consentement, de la confirmation duquel dépendoit la validité de l'Élection. C'est ainsi que les Papes, après deux cens ans de guerre qu'ils avoient causé, non seulement se rendirent indépendans des Empereurs, mais renverserent tellement les choses, que l'Élection de ceux dont la leur devoit dépendre, dépendit enfin d'eux.

Mainfroy ne fut pas long-temps tranquille possesseur de la Couronne, qui lui avoit coûté tant de crimes : loin de ménager les Papes pour obtenir leur consentement, il les choqua en bien des occasions ; il fit même des entreprises sur les Terres de l'Eglise. Alexandre I V, qui avoit été élevé au Pontificat la même année que cet Usurpateur s'étoit emparé du Trône de Sicile, ne trouva point d'autre moyen d'arrêter ses violences, que de le déposséder : pour cela il offrit ce Royaume à Edmond, fils du Roi d'Angleterre. L'offre fut acceptée ; mais elle n'eut point de suite, à cause des troubles qui s'éleverent en Angleterre à l'occasion des Impôts, dont on voulut charger les Peuples, pour fournir aux frais de cette entreprise.

Les Papes prétendoient en ce temps-là, comme ils le prétendent encore aujourd'hui, que le Royaume de Sicile étoit un Fief mouvant de leur Thiare. Quelle gloire pour les Successeurs de Saint Pierre, de voir entre leurs Vassaux des Têtes couronnées ! Cette dépendance, réelle ou prétendue, n'avoit point d'autre titre, que l'Erection de ces Provinces en Royaume, faite par les Papes en faveur des Normans, qui les avoient conquises sur les Grecs ; Erection cependant, que les Papes ne pouvoient faire que comme Successeurs des Droits de l'Empire Romain, ou comme Chefs de l'Eglise : la première qua-

lité n'est qu'une chimere ; la seconde , quoique réelle , ne sçauroit donner ce Droit ; Erektion par conséquent qui n'a pu valider , que parce qu'elle n'a point eu d'opposans ni de contradicteurs. De sorte , que pour faire tomber absolument les prétentions des Papes , qui ne sont fondées que sur cette Erektion , il n'y auroit qu'à en reconnoître la nullité , & redonner à ces Provinces leur ancien Titre : car après tout , un Duché qu'on ne tient que de Dieu & de son épée , ou de celle de ses Prédécesseurs , est préférable à un Royaume qu'on tient en Fief d'une Puissance supérieure.

Urbain, Successeur d'Alexandre, se servit d'un autre moyen ; il fit prêcher une Croisade contre Mainfroy. Cette invention avoit perdu la grace de la nouveauté , les Prédicateurs exhorterent en vain & promirent toutes sortes d'Indulgences : un petit nombre seulement prit la Croix ; encore revinrent-ils bien vite , faute de payement , & laisserent celui qui les avoit appelés , plus embarrassé qu'auparavant. Ce peu de succès , & la continuation des troubles de l'Angleterre , firent prendre à Urbain le parti de révoquer le Don du Royaume de Sicile fait au Prince Edmond , & de le transférer à Charles d'Anjou , frere de Saint Louis. La révocation ne déplut pas beaucoup , & la Donation fut acceptée avec joie : on oublia à cette occasion la fierté ou l'équité qui avoient fait rejeter avec tant de hauteur l'Empire , que la même Puissance avoit offert quelque temps auparavant : car au fond elle n'avoit guères plus de Droit de donner l'un , qu'elle en avoit eu d'offrir l'autre. Apparemment qu'on crut qu'il seroit plus facile de se mettre en possession du Royaume de Sicile , que de se faire reconnoître Empereur.

Clement IV , qui succéda à Urbain , ratifia tout ce qui avoit été fait contre Mainfroy jusqu'à son entrée au Pontificat ; il prêta même à Charles autant d'argent qu'il en put trouver , &

& lui permit de prendre une Décime sur le Clergé de France. Ce Prince mit sur pied une puissante Armée , & se rendit à Rome : il y fut reçu avec de grands honneurs , on le déclara Sénateur , c'est-à-dire , Gouverneur & Juge souverain sous le Pape ; enfin l'année suivante 1266 , il fut couronné Roi de Sicile aux conditions suivantes.

Premièrement : De payer chaque année à Clement , & à ses Successeurs , 8000 onces d'or.

Secondement : De donner aussi chaque année une , Haquenée blanche.

Troisièmement : De n'être jamais élu Empereur.

Quatrièmement : De ne jamais unir ce Royaume à l'Empire.

Ces conditions étoient dures & onéreuses en ces temps : 8000 onces d'or faisoient une somme prodigieuse ; les exiger , c'étoit vendre ce Royaume plutôt que le donner , & le vendre au-delà de sa juste valeur. C'étoit donc mettre l'Acheteur dans la dure nécessité d'accabler ses nouveaux Sujets pour avoir de quoi satisfaire le Vendeur : mais on étoit trop avancé pour reculer , & on ne vouloit absolument point perdre le fruit des grandes dépenses qu'on avoit faites pour se mettre en état de faire valoir cette prétendue Donation. Sans doute qu'on l'auroit rejetée , si elle eût été faite avec les conditions dont on vient de parler ; & ce fut une extrême imprudence que de l'accepter , avant que d'avoir fait un Traité qui déterminât les prétentions du Donateur. On auroit même bien fait d'exiger la Couronne , avant que de s'engager aux frais immenses qu'il falloit faire pour qu'elle ne fût pas un vain ornement.

Charles , peu de temps après avoir été couronné par le Pape , se mit à la tête de son Armée ; il força les passages qu'on gardoit pour lui fermer l'entrée de son nouveau Royaume. Mainfroy , qu'il vouloit détrôner , vint au-devant de lui , la bataille fut sanglante : ce perfide & cruel Bâtard y fut tué ,



& son Armée absolument défaire. Le gain de cette bataille mit le Vainqueur en possession de tout le Royaume, à l'exception de Novare : Le Pape fut si content de ce Prince, qu'il le déclara Lieutenant-Général de l'Empire en Italie, sous le titre de Garde-Paix. En cette qualité il défait les Gibelins, qui avoient pris parti pour les Empereurs, & rétablit les Guelphes, qui s'étoient déclarés pour les Papes. Quelle espece de Lieutenant de l'Empire, qui détruit le parti des Empereurs ! Il est visible, que celui dont il recevoit ce titre, n'avoit aucun Droit de le lui donner ; que l'accepter, c'étoit s'abaisser & se rendre complice de son usurpation & de toutes les injustices, qui ne pouvoient manquer d'en être la suite.

Il est au moins probable, que ce Prince ne faisoit rien que de concert avec Saint Louis, son frere : cependant cette acceptation de la Lieutenance de l'Empire, offerte & donnée contre le Droit des Empereurs, ne s'accordoit guères avec la délicatesse de ce saint Roi, qui lui avoit fait refuser l'Empire même : il l'avoit déjà marquée, ou il la marqua bien-tôt après, de la maniere la plus vive. Il s'étoit fait une maxime de laisser une liberté entière pour les Elections des Evêchés & des Abbayes : un Ambassadeur qu'il avoit envoyé à Rome, lui en rapporta une Bulle qui lui donnoit Droit d'y nommer ; il la jeta dans le feu. Etoit-ce parce qu'il ne vouloit pas s'en servir ? N'étoit-ce pas plutôt parce qu'il étoit indigné qu'on s'attribuât une supériorité de puissance qu'on n'avoit certainement pas ; & qu'on prétendît lui donner un Droit attaché à la couronne, que ses Prédécesseurs avoient exercé, & dont il pouvoit se remettre en possession quand il lui plairoit ?

Si on en avoit toujours usé de la sorte, & qu'on n'eut reçu des Papes que ce qu'ils pouvoient donner, leur puissance ne seroit pas devenue excessive : car enfin, ce n'est qu'à force de donner ce qui ne leur appartenoit pas, qu'ils sont venus à

bout d'abсорber & d'anéantir la puissance des autres Evêques, & de se faire presque Souverains de tous les Etats qui avoient reçu le Christianisme.

Ce n'est pas-là le seul exemple de fermeté que Saint Louis ait laissé à ses Successeurs : quelque dévôt qu'il fût au Saint Siège, dit Mezerai, il fit en 1269 une Pragmatique, pour arrêter en son Royaume les abus & les entreprises de la Cour de Rome, qui en ces temps-là étoient excessifs, principalement touchant la dispensation des Bénéfices. Il falloit que cette Pragmatique fût bien juste, puisque la Cour de Rome ne s'y oppsa point, & qu'elle n'osa même s'en plaindre. Du moins cette Pragmatique émanée d'un Roi que ses vertus ont mis au nombre des Saints, dément clairement la maxime commune des Partisans de la Cour Romaine, qui avancent hardiment, qu'il n'y a que des Princes injustes, déréglés, impies, même, qui ayent entrepris de restreindre & de borner l'autorité des Papes. On pourroit dire le contraire par rapport à la France, les plus sages de ses Rois ont été les plus attentifs & les plus efficaces à s'opposer aux entreprises de Rome : Charles V, Charles VII, Louis XIV, sont assurément des Princes que l'Histoire n'a jamais mis & ne mettra jamais au rang des Princes injustes & impies, c'est pourtant à la sagesse de leurs Réglemens & à leur fermeté, que nous devons les restes précieux du Droit Public Ecclésiastique François, qui nous empêchent d'être tout-à-fait esclaves. Mais ç'a toujours été l'usage des gens passionnés, de trouver de l'injustice, de l'impiété même dans ceux qui ne donnent pas aveuglément dans leurs sentimens : aussi voyons-nous les Jésuites traiter de *Jansénistes* tous ceux qui ne leur sont pas dévoués, tandis que les Jansénistes traitent de *Molinistes*, ceux qui n'embrassent pas leur sentiment, & pensent modérément sur le compte des Jésuites.

A l'occasion de la Pragmatique, dont je viens de parler sui-

vant l'opinion commune , & dont l'existence est si solidement combattue par le sçavant Hardouin, je dois faire observer que les principes que j'ai établis , & que je suis dans cet Ouvrage , sont indépendans de la plûpart des Faits que je rapporte. Que cette Pièce soit vraie ou supposée , il ne suit nullement que les Papes aient Droit de conférer presque tous les Bénéfices. Que Philippe I, Philippe II, Rois de France ; que Jean Sans-Terre , Roi d'Angleterre , aient été excommuniés , ou qu'ils ne l'aient pas été , il ne suit en aucune façon que les Papes aient seuls Droit d'excommunier les Rois , qu'ils puissent les excommunier pour toutes sortes de causes , avec aussi peu de ménagement qu'ils excommunieroient de simples Particuliers. Que les donations de Pepin , de Charlemagne , soient vrayes ou fabuleuses , on ne peut en conclure que les Papes aient Droit de se mêler des affaires temporelles , qu'ils soient les Souverains de l'Eglise , ou qu'ils puissent déposer des Rois & ériger de nouveaux Royaumes. Ce que je dis de ces Faits en particulier , je pourrois le dire de tous les autres.

Charles d'Anjou ne fut pas long - temps Possesseur tranquille de son Royaume de Sicile ; la même Puissance qui l'avoit élevé , se réunit pour le détrôner , aux ennemis que sa prospérité , & sa rigueur excessive lui-avoient suscités en grand nombre. Son Saint Frere ne vit point ses malheurs ; il mourut au Siège de Tunis : c'étoit la seconde expédition où un vrai zèle pour la Religion l'avoit engagé ; elle n'eut guères plus de succès que la première , où il avoit perdu la liberté , & presque toute son Armée. Les disgraces de ce Saint Roi devoient éteindre pour jamais l'ardeur des Chrétiens à conquérir la Terre Sainte ; & leur faire enfin comprendre que leur gloire & leur piété ne consistoient point dans ces entreprises ruineuses , que la sagesse , la prudence , & peut-être l'équité , devoient empêcher.



La Papauté devenue peu à peu, comme je l'ai fait voir jusqu'à présent, la première Dignité du Monde Chrétien, non seulement par rapport au Spirituel, mais aussi par rapport au Temporel, étoit l'objet de la plus vive ambition : les Cardinaux, qu'on avoit mis en possession de la conférer seuls, s'opiniâtroient à en revêtir celui qu'ils pensoient devoir être plus favorable à leurs vûes particulières. Après la mort de Clément IV, les Cardinaux s'assemblerent à Viterbe, pour lui donner un Successeur ; la division se mit entre eux, & chaque Parti paroissoit devoir être inébranlable : enfin au bout de deux ans & sept à huit mois, il se déterminèrent à faire un Compromis entre les mains de six d'entre eux, auxquels ils donnerent le pouvoir d'élire un Pape ; ils élurent tous d'une voix Théalde de Visconti, Archidiacre de Liège, le premier de Septembre 1271. Il étoit alors en Palestine ; il en partit aussi-tôt qu'il eut reçu le Decret de son Election : il prit le nom de Gregoire X.

Extrêmement zélé pour le secours de la Terre-Sainte, dont il connoissoit à fond les besoins, son premier soin fut d'employer son autorité pour y envoyer de puissans secours ; dans cette vûe il indiqua à Lyon un Concile général : il eut peu d'effet pour son principal dessein ; on promit beaucoup, mais on exécuta très-peu. Ce fut dans ce Concile que l'Eglise Grecque se réunit à l'Eglise Latine, en reconnoissant la Procession du Saint-Esprit, & la Supériorité du Pape. Michel Paléologue, étoit alors Empereur de Constantinople, qu'il venoit de reprendre sur les Latins : son but par cette réunion étoit d'empêcher qu'on ne le troublât dans sa possession : il y réussit ; Baudouin, qui s'étoit laissé enlever cet Empire, eut défense d'en porter le titre. Comme l'intérêt avoit été le principal, & peut-être l'unique motif de cette facilité des Grecs à se réunir, ils reprirent bien-tôt leurs premiers sentimens.

Pour remédier aux longueurs des Elections des Papes, & contraindre les Cardinaux à les abréger, Gregoire publia un Règlement pour la tenue des Conclaves : c'est à peu près celui qu'on observe encore aujourd'hui. Ils devoient être enfermés dans une sale ; personne ne pouvoit leur parler, ni leur écrire : si l'Election n'étoit pas faite après dix jours, on ne devoit leur donner qu'une sorte de mets pour leur nourriture ; si dix autres jours s'écouloient sans qu'ils se fussent accordés, ils ne devoient avoir que du pain & du vin. Le Fondateur des Jésuites, qui a pris, pour modele du gouvernement de sa Compagnie, le gouvernement de l'Eglise Romaine, a encore été plus sévère que Gregoire X : il veut que ceux qui doivent choisir le Général, soient enfermés sous la clef, & qu'on ne leur donne que du pain & de l'eau, jusqu'à ce qu'ils se soient accordés.

Ce Pape, comme ses Prédécesseurs, se conduisit en Souverain de l'Eglise, il disposa des Décimes Ecclesiastiques, à la vérité du consentement des Evêques, mais sans consulter les Souverains : il régla que si un Evêque étoit arrêté prisonnier, on cesseroit l'Office Divin dans toute sa Province.

Il écrivit à Rodolphe, élu Empereur, que de l'avis des Cardinaux il le nommoit Roi des Romains. Et nous vous exhortons, ajoutoit-il, à vous préparer pour recevoir de nos mains la Couronne Impériale, lorsque nous vous appellerons. Il publia une terrible Bulle contre Alphonse, Roi de Portugal : si trois mois après que cette Bulle seroit venue à sa connaissance, il ne s'y soumettoit, tous les lieux où il se trouveroit devoient être interdits ; un mois après il encourroit l'Excommunication ; un mois après l'Interdit s'étendoit sur tous ses Sujets ; après trois autres mois ils étoient tous absous du serment de fidélité, & dispensés de lui obéir. Le Roi d'Arragon fut traité à peu près de même.

Le plus utile des Réglemens que fit Gregoire X, concer-

noit la multitude des Ordres Religieux : & il seroit fort à souhaiter que ses Successeurs & lui-même , l'eussent exactement observé. Il y avoit à cet égard d'étranges abus : dès qu'une personne trouvoit le moyen de se distinguer par quelque extérieur de piété , elle trouvoit sûrement des imitateurs , & même des approbateurs. La premiere maxime de ces sortes de gens , étoit de renoncer au travail , sous prétexte de vaquer à la prière : c'étoit cette oisiveté qui leur attiroit des Disciples. La pauvreté , selon eux , étoit la principale vertu du Christianisme : les Freres Mineurs avoient rendu cette opinion presque universelle. Dans ces idées , tous ces nouveaux Religieux étoient autant de mandians , que la piété trop simple des peuples leur rendoit respectables. On ne peut dire combien ces innovations étoient à charge au Public , & à quels désordres elles donnoient occasion. Le Règlement dont je parle , supprima ces Mandians , & n'en réserva que quatre Especes ; savoir , les Franciscains , les Dominicains , les Augustins , les Carmes. Ces Especes dans la suite se sont multipliées ; il y a des Cordeliers de la grande & de l'étroite Observance , des Récollets , des Capucins , des Pénitens , des Dominicains qui sont maigre , d'autres qui sont gras , des Carmes mitigés , des Réformés , des Hermites de Saint Augustin qui demeurent ordinairement dans les Villes : depuis ces temps sont venus les Marthurins , les Trinitaires , les Minimes , les Célestins , les Servites , les Freres de la Charité , les Jésuites , les Barnabites , les Théatins , les Lazaristes , les Eudistes , les Peres de la Doctrine Chrétienne , les Peres de l'Oratoire. Toutes ces Communautés , jointes aux Bénédictins , aux Chartreux , aux Bernardins , aux Camaldules , aux Moines de Grammont , à ceux de Fontevault , aux Prémontrés , aux Brigitins , retranchent de la Société , & ôtent aux Arts , au Commerce , une multitude prodigieuse de Sujets qui leur seroient fort utiles. Il y



a encore plus , à proportion , de Communautés de Religieuses. Or cette multitude vit aux dépens de l'Etat , sans lui être d'aucune utilité.

Non-seulement ce grand nombre de Religieux & de Religieuses est à charge à l'Etat qui les fait subsister , sans en tirer aucun secours , il l'est aussi à l'Eglise , dont il trouble la Hiérarchie & le Gouvernement , par l'indépendance où ils sont la plupart , de ceux à qui ils devroient être immédiatement soumis. La quantité de Réflexions que j'ai à faire sur cet important sujet , m'oblige d'en faire un Article séparé.

## CINQUIÈME DISSERTATION.

*De l'Etat Religieux & de ses Privilèges.*

**J**E ne prétends pas examiner ici , si l'état Religieux est bon en lui-même , & doit être souffert ; l'Europe à cet égard est aujourd'hui partagée , chaque Peuple a décidé selon les Principes qu'il lui a plu de suivre : cette Question après tout , n'intéresse point le fond de la Religion , puisqu'il est certain que le Christianisme peut être sans cette variété d'Etablissmens , que la singularité , du moins qu'une piété singulière a produits. Mais sans entrer dans cet examen , je crois pouvoir montrer que la faveur qu'on a pour eux en certains Etats , est aussi excessive que la haine qu'on leur porte en d'autres ; & qu'en cette matière , plus qu'en toute autre , on a abusé & de son autorité & de la crédulité des peuples.

Je ne crois pas que personne me contredise , si je dis qu'il y a trop de Religieux & de Religieuses , qu'on auroit dû empêcher la trop grande multitude de ces Etablissmens , du moins qu'on auroit dû fixer le nombre que chaque Maison , ou si l'on veut , que chaque Province en auroit dû recevoir ;  
le

le nombre des soldats de chaque Régiment est fixé ; pourquoi celui de chaque espece de Religieux & de Religieuses ne le seroit-il pas ? Ceci regarde sur-tout les Mandians , qui en reçoivent le plus qu'ils peuvent , persuadés que leur multitude multiplie leur abondance. Il est impossible d'exprimer le tort que fait à un Etat cette inattention.

Les Législateurs les plus sages ont rendu par leurs Loix le Mariage respectable , plusieurs même ont décerné des récompenses à la fécondité : la barbare coutume introduite par la mollesse & par une jalousie excessive , n'a eu que fort peu d'approbateurs : nous blâmons généralement les peuples de l'Orient de l'avoir pratiquée. Qu'importe que ce soit le fer , ou la pieté mal entendue , qui empêche un peuple d'être aussi nombreux qu'il pourroit naturellement l'être ? A la bonne heure , que ceux qui sont chargés de l'instruction des peuples & des fonctions du Sacerdoce , menent un genre de vie particulier , & se contentent de former des enfans spirituels à Jesus-Christ & à son Eglise ; il est des raisons qui prouvent que cet usage est convenable : mais plus on en est persuadé , plus on doit s'opposer à ce que le nombre de ces membres stériles ne se multiplie au-delà du nécessaire. Faut-il donc tant de Prêtres pour instruire les peuples ? Et si ce n'est qu'aux Prêtres que le mariage doit être interdit , pourquoi souffrir cette multitude de ce qu'on appelle Freres Lays , ou Convers ? Pourquoi souffrir à Paris ces Communautés d'Artisans qui se font un faux honneur de renoncer au mariage ?

Le Célibat , je le sçai , est permis , c'est même un état plus parfait , pourvu , comme dit Saint Paul , que celui qui le garde , donne à Dieu toutes les affections de son cœur , que le mariage partageroit nécessairement ; hors de-là , le mariage lui est préférable. Et s'il est vrai qu'on a outré les choses en blâmant la profession de chasteté , il est encore plus vrai , qu'on

l'a trop exaltée, & qu'on l'a rendue trop commune. Si l'exemple d'Origène avoit été suivi, le Souverain n'auroit-il pas eu Droit de réprimer par ses Edits cette espece de fureur? Je l'ai déjà dit, qu'importe que le fer, ou la dévotion mal entendue, lui ôte un grand nombre de Sujets. Mais chacun n'est-il pas libre d'embrasser le genre de vie qui lui convient davantage? Oui, pourvu qu'il ne nuise point à la Société dont il est Membre. Or, cette quantité superflue qui se consacre aux Autels, est dommageable à la Société, elle l'affoiblit; on a donc Droit de la diminuer, & on devroit se servir de ce Droit.

On le devroit d'autant plus, que cette multitude de Moines est absolument inutile à l'Etat & à l'Eglise. A quoi servent dans le monde la plupart des Bénédictins, des Césitins, des Bernardins, des Prémontrés, des Fontevraux? Quel service rendent-ils au Public? Une Messe dite avec précipitation, un Office chanté sans goût, sans attention, sans réflexion, c'est à quoi se réduit ce qu'ils font pour l'Eglise; le reste du temps ils l'employent comme ils peuvent, au Jeu, à la Chasse, à la Promenade, à cultiver un Jardin: car pour l'Etude, le grand nombre ne sçait ce que c'est; la Bibliothèque, s'ils en ont, est ordinairement l'endroit le moins fréquenté de leur Maison. On peut assurer la même chose des Chanoines, ces riches Bénéficiers, dont l'indolence & l'embonpoint sont passés en proverbe; quelle instruction, quel exemple les peuples en tirent-ils? Les Mandians sont plus utiles; ils suppléent souvent à la paresse ou au peu de capacité du Clergé séculier, sur-tout dans les Campagnes: c'est-à-dire, que si ce Clergé étoit tel qu'il devroit être, ils seroient aussi inutiles que les Moines & les Chanoines.

La multitude des Collèges, la facilité qu'elle donne au petit peuple de mettre leurs enfans en état d'aspirer à l'état Ecclésiastique, produit cette foule inutile de Prêtres & de Moines.



Aussi les Jésuites se vantent d'être , pour ainsi parler , les Peres de la plûpart des autres Religieux , & ne manquent pas de mettre cette fécondité au rang de leurs titres les plus glorieux ; c'est par elle sur-tout , qu'ils se croient les réparateurs & les soutiens de l'Eglise : il est pourtant vrai , qu'à le bien prendre selon les maximes de la plus saine Politique , cette fécondité devoit être une puissante raison de s'opposer à leur établissement.

J'ose le dire , il en est des Sciences comme des Métaux en quoi consistent les richesses : le plus funeste des secrets pour la Société seroit de multiplier l'or & l'argent jusqu'au point de les rendre communs ; par-là l'industrie , l'inégalité des Conditions ; le Commerce , cesseroient absolument : de même , les Sciences rendues trop communes , favorisent l'indolence & l'oisiveté , & peuplent les Retraites que la piété superstitieuse leur a consacrées , elles dérobent à toutes les Conditions quantité de Sujets utiles.

Ce n'est pas au reste , que la multitude des Colléges ait rendu la véritable Science commune ; le fruit que le grand nombre de ceux qui les fréquentent en retirent , se réduit à bégayer la Langue Latine , & à entendre passablement le Latin Ecclésiastique : mais cette apparence de Science , qui suffit pour entrer dans le Clergé & dans les Communautés Religieuses , est d'autant plus funeste , qu'elle ôte à l'Etat des Sujets que leurs bras , du moins , pourroient rendre utiles à l'Etat , pour en donner de mauvais & d'inutiles à l'Eglise. Il seroit donc à souhaiter que cette multitude de Colléges fût supprimée , qu'on ne conservât que les Universités , & qu'il fût réglé que les Communautés Religieuses ne pussent recevoir de Sujets , qu'après que le Clergé en seroit suffisamment pourvu.

Un autre objet , digne de la plus grande attention , ce sont les trop grandes richesses de quantité de Monastères & de

Chapitres. Ce qu'ils ont de trop, partagé entre ceux qui par Office sont chargés de la conduite & de l'instruction des peuples, les mettroit en état de s'acquitter de leurs Fonctions d'une maniere désintéressée; par-là l'espece de Simonie, & le trafic des choses saintes, si souvent & si justement reproché, n'auroient plus lieu, & ces Pasteurs particuliers conduiroient d'autant mieux leur troupeau, qu'indépendans pour leur subsistance, ils auroient moins de raisons de le ménager: Saint Paul a dit, il est vrai, qu'il est juste que ceux qui administrent les richesses spirituelles, vivent aux dépens de ceux à qui ils en font part: il a encore dit que tout Ouvrier est digne de son salaire; mais l'Eglise ayant été plus que suffisamment enrichie pour payer abondamment les Ouvriers qui lui sont nécessaires, peut-elle faire valoir ces maximes? Le Public doit-il souffrir de la mauvaise administration, de l'inégalité de la répartition, de la multitude d'Ouvriers inutiles dont elle se charge plutôt par une espece d'ostentation que par besoin? Semblable à ces Princes qui se font un vain honneur d'entretenir à grands frais des Troupes qui leur sont inutiles. Je le dirai hardiment, dûr-on me prendre pour ce que je ne suis pas, il y a de l'injustice & de la mauvaise foi à exiger de nouveau ce qu'on a déjà reçu.

Or, je le répète, l'Eglise en France est assez riche pour fournir abondamment à la subsistance de ses Ministres, nécessaires au Public: elle est donc obligée à le faire; & c'est à elle, conjointement avec le Souverain, à réformer les abus qui l'empêchent de s'acquitter de cette obligation essentielle, dont l'observation lui seroit si glorieuse, & ôteroit à ses ennemis la principale matiere de leurs reproches.

Au reste, cette réflexion doit paroître d'autant plus solide, que l'abus que font ces Ouvriers inutiles, des biens qu'on leur prodigue, est le scandale de la Religion. On a souvent

été obligé de les réformer, & de les contraindre à vivre du moins en Chrétiens & en honnêtes-gens : la vraie réforme, la seule utile & capable de rétablir l'honneur de l'Eglise, ce feroit une meilleure répartition de ces biens, la diminution, la suppression même de ce grand nombre de Serviteurs inutiles. Qui peut douter qu'elle n'ait Droit de le faire ? Je prie instamment d'observer, que ce n'est pas seulement à l'Eglise Universelle que ce Droit appartient ; qu'il peut être exercé par le concert des Evêques d'un Royaume sous l'autorité du Souverain : car ces changemens n'intéressent, ni la Foi, ni le Culte.

Il s'en faut bien que ce que j'ai dit jusqu'à présent, soit l'essentiel de ce que j'ai à dire sur ce sujet important. Tous ces différens Corps de Religieux dépendent immédiatement du Pape ; ce sont ses Troupes & ses Soldats, si je puis user de ce terme : c'est par leur moyen qu'il a étendu, & qu'il soutient encore aujourd'hui son autorité. Pour se former cette Milice, & pour l'attacher invariablement à ses intérêts, il leur a prodigué des privilèges & des exemptions, qui les élèvent au-dessus du Clergé, & les rendent indépendans de leurs Supérieurs naturels : privilèges, exemptions, qui n'ont pu être accordés sans renverser la Hiérarchie, sans violer les Droits de l'Episcopat ; qui sont de vrais abus, & en ont produit de fort considérables.

Je l'ai prouvé, l'Episcopat est un, & indivisible ; tous ceux qui en sont revêtus le possèdent également, tous ont les mêmes Droits essentiels, ils ont une puissance égale, aucun d'eux en particulier n'a Droit de la restreindre, ni de la borner ; leur Jurisdiction s'étend sur tous leurs Diocésains, & particulièrement sur les Ecclésiastiques, qui doivent être absolument dans leur dépendance, soit pour l'exercice de leurs fonctions, soit pour recevoir la puissance de les exercer. Tel a été l'Usage constant dans les premiers siècles des l'Eglise.



Les premiers Religieux ne furent d'abord que des Séculars, qui s'assemblerent pour pratiquer les mêmes exercices de Pénitence & de Vertu ; ils étoient comme les autres Fideles, soumis au gouvernement des Prêtres dans le District desquels se trouvoit le lieu de leur demeure : peu à peu leur dévouement public à l'austérité de vie, à la solitude & au silence, les distingua du commun, & ils furent censés appartenir au Clergé, du moins faire un état mitoyen entre lui & le Peuple : dans la suite des temps il leur parut convenable d'avoir quelques Prêtres parmi eux ; ils en reçurent, ou obtinrent des Evêques qu'ils ordonnassent quelques-uns d'entre eux ; alors ils demandèrent d'être gouvernés par leurs propres Prêtres, & de ne dépendre que de leur Evêque ; ils obtinrent même les Privilèges des Clercs, qui étoient, les exemptions des Charges publiques, les Censures contre ceux qui les maltraiteroient, & le Droit de ne répondre de leur conduite, qu'au Tribunal Ecclésiastique.

Les Dons immenses & excessifs qu'on leur fit, rendirent leurs Supérieurs fort considérables ; on leur accorda des distinctions qui les approchèrent en quelque sorte des Evêques, dont plusieurs leur cédèrent des Droits inaliénables. Ces Communautés séparées, formèrent bien-tôt des Corps, que l'envie de se conserver réunir dans les mêmes vûes ; on s'y appliqua aux Sciences : le Clergé Sécular étant alors fort dérangé, & fort ignorant, les Peuples donnerent aux Religieux leur estime & leur confiance ; on en fit même plusieurs Evêques, qui aux dépens de l'Episcopat, favorisèrent les Communautés dont ils avoient été membres. Les exemptions & privilèges accordés par les Evêques, pouvoient être révoqués par leurs Successeurs ; d'ailleurs la dépendance pour être promûs aux Ordres, subsistoit toujours : cette incertitude & cette dépendance inquiétoit fort ces Communautés ; les Papes étendoient

alors leur autorité le plus qu'ils pouvoient , & multiplioient leurs prétentions ; on implora leur protection , & on se dévoua particulièrement à eux. Il comprirent de quelle utilité il leur seroit d'avoir à eux dans tous les Etats, des Gens puissans & estimés, qui soutinssent leurs intérêts, & fissent valoir leurs prétentions : ils commencerent donc à accorder quelques exemptions de la Jurisdiction ordinaire, & à s'attacher particulièrement , & immédiatement ces paries distinguées des Troupeaux de leurs Confreres. Le Monastere de Saint Denis fut un des premiers qui demanda & obtint ce privilège abusif ; d'autres l'obtinrent ensuite : & bien-tôt il devint d'un usage général.

Ces soustractions de la Jurisdiction ordinaire , furent fatales à la piété , à la régularité ; à peine les Instituteurs étoient-ils morts , que le luxe , la débauche même , pénétrèrent dans ces Retraites , consacrées d'abord à l'humilité & à la pénitence ; la richesse de ces Maisons y attira la Noblesse , par l'espérance d'en devenir les Abbés ; on les regarda comme un lieu de repos , comme un azile assuré contre la pauvreté , comme un état honorable & commode. Les Evêques ne manquerent pas de zèle pour arrêter les défordres , mais ils manquerent de pouvoir ; à chaque pas qu'ils faisoient , ils se trouvoient arrêtés par l'autorité du Pape : de maniere que dès le temps de Saint Louis , les Bernardins , qui ne faisoient , pour ainsi dire , que de naître , n'étoient presque plus reconnoissables , tant ils avoient dégénéré.

Ce fut dans ces temps-là qu'un Espagnol & un Italien instituèrent chacun un nouvel Ordre de Religieux. Les Papes , alors en possession d'attacher immédiatement à leur Siege les Communautés Religieuses , confirmèrent ces nouveaux Ordres , & les déclarerent exempts de la Jurisdiction Episcopale : par la Bulle d'Erection , il étoit ordonné de les recevoir &

de leur procurer des établissemens ; il étoit défendu de se mêler de leur gouvernement & d'improver leur forme de vie. Les Minimes , les Jésuites , qui sont venus après , ont été établis sur le même pied : par-tout on a reçu ces différentes especes de Milice de la Cour de Rome , sans même faire attention aux abus] qui accompagnoient ces établissemens si multipliés. En voici le détail.

Premierement : C'étoit ôter au Clergé séculier le moyen d'avoir de bons Sujets : la nouveauté de ces divers Instituts , la faveur qu'on leur portoit , leur singularité leur attiroient la Jeunesse en foule ; de maniere que pour remplir les Cures , les Evêques furent obligés d'en céder un grand nombre aux Communautés , & de se décharger sur elles du soin d'y pourvoir : c'est ainsi que les Prémontrés & d'autres Chanoines Réguliers ont été mis & sont encore aujourd'hui en possession de quantité de Cures.

Secondement : Ces nouveaux Ouvriers s'attirerent la confiance des peuples : les Curés n'eurent plus que le titre de Pasteurs sans en faire presque aucune Fonction ; leurs avertissemens , leurs remontrances , furent méprisés ; la facilité de l'absolution que procuroit la multitude des Confesseurs , leur ôta toute autorité ; & les Indulgences dont ces nouveaux venus sembloient disposer à leur gré , énerma absolument la Discipline. Brumon Comte de Stheumberg , Evêque d'Olmütz , représenta inutilement ces désordres à Gregoire X , qui avoit ordonné aux Evêques de lui envoyer des Mémoires sur ce qu'ils croyoient avoir besoin de réforme. » Les Eglises séculières , Collegiales ou Paroissiales , disoit ce Prelat , perdent » tous les jours de leurs Biens & de leurs Droits. Le peuple » ne les fréquente plus , il méprise la prédication des Curés , » & ne se confesse plus à eux , principalement dans les Villes » où les Freres Prêcheurs & les Mineurs ont des Maisons.

Car



» Car ces Freres disent sans cesse des Messes depuis le point  
 » du jour jusqu'à Tierce ; & outre la Messe conventuelle ,  
 » qu'ils disent solennellement , ils continuent encore d'en dire  
 » plusieurs basses. Or , comme on aime aujourd'hui la briè-  
 » veté , le peuple cherche plutôt ces Messes , que celles des  
 » autres Eglises. Les Freres retiennent le peuple à ces Messes  
 » par un Sermon , ce qui l'empêche de visiter les autres Eglises  
 » comme il devroit ; ils donnent aussi à leurs Fêtes & pendant  
 » les Octaves , des Indulgences de trois ou quatre années ,  
 » ou plus.

Ces usurpations allerent si loin , qu'on fut bien-tôt obligé  
 d'y mettre des bornes , en ordonnant qu'au moins à Pâques on se  
 confesserait à son propre Prêtre ; qu'on entendroit les Dimanches  
 la Messe Paroissiale ; qu'aucun Régulier ne pourroit faire aucune  
 Fonction dans une Paroisse , sans le consentement du Curé ;  
 qu'on ne pourroit se faire enterrer ailleurs que dans sa Parois-  
 se , sans reconnoître le droit des Curés.

Troisièmement : Cette multiplication d'Ordres Religieux qui  
 ne dépendoient que du Pape , ôterent non-seulement aux Evê-  
 ques , mais aussi aux Souverains , quantité de sujets , qui ,  
 dans presque toutes les occasions qui se présenterent , prirent  
 parti contre eux en faveur de la Cour de Rome. L'Allema-  
 gne , la France , l'Angleterre , l'ont éprouvé , sans parler des  
 autres Etats : la fameuse Ligue en France , qui avoit pour but  
 de priver Henri IV de la Couronne , dut ses grands succès  
 aux intrigues des Religieux en général , & en particulier à  
 celles des Jesuites ; en quoi ils ne faisoient que seconder les  
 intentions du Pape & exécuter peut-être ses ordres positifs. Si  
 ce n'est pas le dévouement des Religieux au Siège de Rome  
 qui a donné naissance à l'opinion de son infaillibilité & de son  
 pouvoir sans bornes , c'est du moins à ce dévouement qu'on  
 doit attribuer la faveur qu'ont prise ces opinions jusqu'à être

érigées en Dogmes. Outre ce grand nombre de Sujets que donnent au Pape les Ordres Religieux dans les Etats des autres Souverains, ils augmentent aussi les Domaines; car ils prétendent que c'est à lui de disposer de leurs biens. Du moins Grégoire X, dans une de ses Constitutions, du 17 Juillet 1274, s'exprime ainsi: » Nous défendons, & en tant qu'il est besoin, » nous révoquons tous les Ordres mandians, inventés depuis » le Concile de 1215; nous leur défendons de recevoir personne à la Profession, ni d'acquérir aucune nouvelle Maison, ou aliéner celles qu'ils ont, attendu que nous les réservons à la disposition du Saint Siège, pour être employées au secours de la Terre-Sainte ou à d'autres œuvres pieuses.

Quatrièmement: Ces Ordres Religieux sont infiniment à charge au Public: on peut regarder un nouvel institut, comme une Assemblée de gens disposés à prendre par-tout où ils peuvent; sollicitations, intrigues, séductions, ils les emploient pour se procurer des établissemens & pour les augmenter. Combien de Familles aujourd'hui ruinées & dégradées par les libéralités excessives de leurs Ancêtres! Rabelais dit plaisamment, mais avec vérité, que plusieurs Seigneurs se sont réduits à ne vivre que de *lard*, c'est ainsi qu'il parle, pour mettre les Oiseaux sacrés de l'Isle sonnante en état de ne se nourrir que de Chapons, de Perdrix, de Phaisans, & de Gelinotes.

Qui pourroit exprimer ce que les Religieux, qui travaillent, disent-ils, au salut des Ames, tirent de leurs Pénitens, sur-tout de leurs Pénitentes, & pour eux en particulier, & pour leurs Maisons? C'est leur adresse plus ou moins à attirer des Donations, qui est la mesure de l'estime & de la considération que leurs Confrères ont pour eux. Un Convent de Récolers, de Capucins, n'établit-il pas des contributions à dix ou douze lieues à la ronde? Ils partagent entre eux une Province; & souvent il a

fallu que l'autorité séculière se soit mêlée de ces partages, pour arrêter les querelles, qui dégénéroient quelquefois en combats scandaleux. Les Quêteurs des trois Convens que les Capucins ont à Paris, en tirent tous les ans 50000 écus de contribution; du moins, ai-je sçu du Quêteur de leur grande Maison de Saint Honoré, que sa besace lui valoit, année commune, 60000 livres de rente. Les établissemens des Jesuites dans presque toutes les Villes de Flandres, ont été faits au moyen d'Impositions extraordinaires, dont la plupart subsistent encore aujourd'hui.

Puisque j'ai occasion de parler des Jesuites, je dois observer que leur Institut, quelque désintéressé qu'il paroisse par leur singularité à ne rien exiger pour les services qu'ils rendent, semble n'avoir été dressé que pour les enrichir promptement: leur Fondateur a réglé que sans des raisons bien particulieres, on ne recevroit dans la Compagnie que des Sujets d'honnête famille; que jusqu'à leurs derniers Vœux, qui ne se font ordinairement qu'à trente-trois ou trente-quatre ans, ils retiendroient la propriété de leurs biens; qu'ils seroient capables de recueillir les successions qui pourroient leur échoir, & qu'ils disposeroient de ces biens & de ces héritages, par l'avis & sous la direction de leurs Supérieurs: il marque même, que quoiqu'on doive avoir grand égard à l'édification, on pourra toutefois recevoir, en vuë de la plus grande gloire de Dieu, ce qu'ils voudront donner.

Il est inutile d'observer, que dans les Pays où cet Institut a été reçu sans être modifié, cette liberté ne peut manquer de tourner au profit de ces Réverends Peres. Comment seroit regardé celui qui ne donneroit pas, pouvant le faire? Les Intéressés y consentent toujours, forcés qu'ils sont par la crainte que leur opposition ne leur fit tout perdre, en déterminant leur parent Jesuite à rentrer dans tous ses droits. Aussi, en Flandres, en Allemagne, en Pologne, en Espagne, en Italie,



cette Société est fort riche : il n'y a qu'en France , je le puis dire , où l'on ait pensé solidement & sagement à cet égard ; on leur a interdit ces prétendus droits que leur Fondateur leur avoit laissés. On devoit du moins régler dans les autres Etats , que ces Religieux propriétaires malgré le Vœu de pauvreté , ne pourroient disposer de leurs biens , ni directement ni indirectement , en faveur des Maisons de leur Ordre.

Cinquièmement : Les Papes , pour que ces Corps qui leur sont spécialement attachés , ne manquaient point de Sujets , ont réglé qu'on pourroit y entrer dès l'enfance , que les engagements contractés à seize ans , auroient toute leur force & seroient inviolables , & que le consentement des parens & tuteurs n'y étoit point nécessaire. Il est certain que dans un âge si tendre , où les passions sont à peine naissantes , l'on n'est guères capable de prendre solidement un Parti ; qu'un mouvement passager de dévotion détermine à se charger d'un joug dont on ignore absolument la pesanteur , à faire des sacrifices dont on ne connoît point l'étendue , en un mot , à promettre plus qu'on ne peut tenir par rapport à son caractère & à son tempéramment. Qu'il me soit permis de parler un peu plus ouvertement.

Un enfant de quinze ou seize ans , élevé sous les yeux d'un pere & d'une mere sages , sçait-il à quoi l'engage le Vœu de chasteté ? Ne pourroit-on pas assurer que plusieurs l'ont promise , sans sçavoir en aucune façon en quoi consistoit cette promesse ? Et certes , si les Loix ont sagement établi que les enfans ne pourroient s'engager dans le mariage , du moins jusqu'à un âge mûr , sans le consentement de leurs parens , peut-il être raisonnable , que par une Loi qui déroge à ce que dictent l'équité & la raison , on autorise des enfans à disposer d'eux-mêmes pour toujours , au hazard des suites funestes que ces engagements , pris sans les connoître , peuvent avoir ?

Après tout , il est rare qu'on embrasse l'Etat Religieux malgré ses parens , l'autorité publique y a pourvu , & aucune Communauté n'oseroit soutenir en France un Procès de ce genre. Les parens y consentent ; mais par quels motifs ? Les pauvres , parce qu'ils regardent cet état comme un état de fortune pour leurs enfans ; les gens de Condition , parce qu'il les met en état d'avantager leur aîné , & de soutenir leur Famille : dans ces dispositions , non-seulement ils consentent qu'ils embrassent ce Parti , mais ils font ce qui dépend d'eux pour les déterminer à le prendre ; au défaut de tout le reste , ils employent jusqu'aux mauvais traitemens. Les Confesseurs font d'un grand secours en ces sortes d'occasions : on enferme une fille dans un Convent dès sa plus tendre enfance , on ne lui parle que des miseres du monde , que du bonheur d'en être délivré , quelqueune des Religieuses en particulier est chargée de lui inspirer ces sentimens ; on fait sentir à un garçon qu'il n'y a point pour lui d'autre parti à prendre que la guerre ou la Religion. Ce consentement si facilement donné , offert même sans qu'on le demande , est lui-même un désordre : mais ne le fût-il pas , il ne remédie pas au défaut de l'âge & de la réflexion , & ne sçauroit donner aux délibérations d'une jeune personne de quinze à seize ans , la maturité qu'elles devroient avoir pour contracter des engagemens irrévocables.

La preuve de la solidité des réflexions que je viens de faire , c'est qu'on convient généralement que le moyen le plus efficace pour diminuer le trop grand nombre des Religieux & des Religieuses , seroit une Loi qui défendît de s'y engager avant l'âge de vingt-cinq ou trente ans. Cette Loi seroit raisonnable , elle seroit conforme aux premiers usages de l'Eglise , où il n'étoit permis aux Vierges & aux Veuves de faire profession publique de continence , qu'à cet âge : je crois même avoir lû , qu'on proposa de la porter au Concile de Trente ; mais

que les Généraux d'Ordres. s'écrierent unanimement que bientôt elle dépeupleroit leurs Monastères, & qu'elle en feroit autant de Maisons abandonnées.

Sixièmement : Il est impossible que ces engagements prématurés se soutiennent avec autant de fermeté que s'ils avoient été pris avec connoissance de cause. Le corps se forme, les passions se font sentir, les inclinations se développent, la dévotion sensible passe, & l'on devient immanquablement la proie de mille desirs & de mille regrets ; on sent alors la pésanteur des chaînes dont on s'est chargé, parce qu'on ne les connoissoit pas ; & la seule impossibilité de les rompre, fait qu'on continue de les porter. Il n'en est que trop qui n'ont pas assez de raison pour supporter patiemment leur esclavage, & qui donnent au monde des scènes scandaleuses ; d'autres cherchent à se dédommager sans bruit des plaisirs à quoi ils ont renoncé sans le connoître. C'étoit autrefois un Proverbe, que l'ombre des Clochers d'un Monastère étoit féconde, & je puis dire sans malignité, que qui connoîtroit ce qui se passe dans ces prétendus azyles de la Virginité, avoueroit sans peine, que les peintures qu'on a faites sous le titre de *L'Amour vailé*, ne sont que trop vraies, & que pour un coupable que le hazard ou son imprudence découvre, il en est sans nombre qu'on ne connoît pas.

Qu'on examine la source des désordres qui ont deshonoré tant de Communautés Religieuses, & qui ont mis dans la nécessité de les réformer, on trouvera que le peu de maturité à s'y engager, en a été la principale source. Vaincu par les passions qu'on ne connoissoit pas lorsqu'on s'est obligé à les combattre, si on n'a pas secoué le joug, on a cherché à l'adoucir le plus qu'il étoit possible ; on s'est livré à l'amusement, à la dissipation, & à tous les désordres qui en sont la suite, & l'on peut dire, que souvent la fermeté des Supé-



rieurs n'a servi qu'à faire des hypocrites , qui sous l'extérieur d'une piété modeste , cachent les mœurs les plus corrompues , Je puis protester avec serment , que ce que je vais raconter , m'est arrivé à moi-même.

Voyageant en Flandres , je me trouvai un jour extrêmement fatigué , je m'arrêtai dans une petite Ville , je me couchai de fort bonne heure : trois Religieux , Prêtres d'une Abbaye voisine , qui passe pour très-régulière , vinrent dans la même Auberge , on les mit dans une sale au-dessous de la chambre où j'étois. Deux jeunes gens de leurs amis souperent avec eux : les discours les plus libres , c'est peu , les plus infâmes , furent l'assaisonnement de leur repas ; ils ne se servoient point d'équivoques , ils nommoient les choses par leur nom , mais d'un ton qui faisoit sentir la vivacité de leurs desirs , & la disposition où ils étoient de les satisfaire , s'ils en avoient trouvé l'occasion.

Septièmement : Si ces vices honteux ne sont pas communs dans les Communautés Religieuses , il en est de plus délicats qui y regnent ordinairement , & qui en bannissent la vraie piété : l'envie , la haine , les jalousies , la médifance , la calomnie , y font des ravages étranges ; ce n'est que délations & accusations , ce n'est que cabales , qu'intrigues , pour s'avancer , pour supplanter ses Concurrents ; il faut renoncer à tout & se laisser fouler aux pieds pour y vivre tranquillement , encore souvent ne peut-on pas y réussir. Quand on a défini l'état Religieux une Assemblée de gens qui s'assemblent sans se connoître , qui vivent ensemble sans s'aimer , qui meurent sans se regretter , on lui a fait grace , & on en a fait un portrait flatteur.

Huitièmement : Exempts de la Jurisdiction Ecclésiastique & Seculière , il a fallu en établir une secrète & intérieure , pour la conservation de l'Ordre & la punition des Coupables. Il en est où les Procès se font dans les formes , c'est-à-dire ,

que les accusateurs paroissent, que l'accusation doit être prouvée, qu'on entend les défenses de l'Accusé, & qu'on prononce pour ou contre lui une Sentence publique & juridique. Il en est d'autres où l'on ne suit aucune de ces formalités; l'Accusateur, les Témoins, demeurent inconnus, l'Accusé n'est point entendu, souvent même il ignore qu'on lui fait son Procès; le Supérieur seul prononce la Sentence, dont il n'y a point d'Appel, & la fait exécuter, sans que le Public, c'est-à-dire, les autres Religieux, en sçachent le sujet & les motifs. Ces Tribunaux Monastiques ne peuvent condamner à la mort; mais quand la faute est capitale, ou ce qui revient au même, contre l'honneur & les intérêts de l'Ordre, ils suppléent à ce pouvoir qui leur manque, par les rigueurs excessives d'une prison perpétuelle; un cachot obscur & profond, du pain & de l'eau pour toute nourriture, de mauvais traitemens souvent réitérés, une privation absolue de toute consolation, de tout secours, sans aucun exercice de Religion; c'est ainsi qu'on punit la résistance à des ordres souvent injustes, une faute de fragilité; c'est ainsi que les Jésuites puniroient un Janséniste, & que les Bénédictins peut-être, puniroient un Moliniste.

Il n'y a pas long-temps, qu'un Bénédictin, titulaire d'un Bénéfice situé dans le Diocèse de Tours, avoit trouvé moyen de s'en mettre en possession, & d'y résider: on trouva celui de l'enlever; il fut conduit à Marmoutier; on l'enferma dans un cachot au fond d'une cave profonde, sans autre lit que la terre; un pain & une cruche d'eau qu'on lui donnoit toutes les semaines, étoient toute sa nourriture: c'est ce qu'ils appellent l'eau d'Angoisse & le pain de Tribulation. Ce Religieux avoit des amis: quelque secret qu'eut été l'enlèvement, on en avoit eu des indices assez forts. L'Intendant de Tours reçut ordre de se le faire représenter vif ou mort. Le Prieur protesta qu'il ne sçavoit ce qu'il étoit devenu: enfin après bien des

des recherches on trouva son cachot, on l'en retira plus qu'à demi mort.

Le Cardinal de Coaslin, Evêque d'Orléans, entendit par hazard chez les Capucins les gémissemens d'un de leurs Prisonniers. Il se servit de toute son autorité pour faire tirer en sa présence ce malheureux de sa prison; c'étoit une espece de citerne ou de puits, dont l'ouverture étoit fermée par une grosse pierre: jamais spectacle ne fut plus touchant; cet infortuné étoit nud, ses habits étant tombés de pourriture, sa barbe & ses cheveux étoient chargés d'un verd, semblable à celui qui se forme sur les murailles humides. Son crime étoit, d'avoir dans un mouvement de colere pris son Gardien par la barbe.

N'est-il pas naturel de penser que plusieurs de ces malheureux ont recours au désespoir, pour abréger leur misere? L'obscurité du Cloître dérobe au Public ces scènes tragiques, mais elles n'en sont pas moins réelles: je sçai sûrement, que dans une Communauté de.... peu distante de Paris, un Religieux prisonnier ayant obtenu d'être saigné, rouvrit sa veine & laissa couler tout son sang; & je sçai aussi, qu'on ne l'avoit enfermé que pour le contraindre à faire certaine démarche qu'il avoit raison de refuser.

Ces inhumanités, ces injustices, sont le fruit des exemptions de la Jurisdiction ordinaire. Ne falloit-il pas du moins régler, que ces Tribunaux secrets ne pussent prononcer sans que l'Evêque, ou le Juge Royal, prissent connoissance de la qualité du crime, de ses preuves, & des défenses du criminel? Ces exemptions, qui livrent souvent les Religieux à la vengeance de leurs Parties, ne sont-elles pas manifestement injustes? Cessent-ils d'être Sujets, & n'ont-ils pas droit à la protection du Souverain? Pourquoi donc les abandonner de la sorte, & leur ôter tous les moyens de faire connoître leur



innocence & modérer leur châtement? Convient-il même à la Puissance souveraine, que la Justice s'exerce clandestinement & sans sa participation? La Profession Religieuse anéantit-elle tous les droits de l'humanité & de la Société.

Neuvièmement; Si les établissemens sont utiles, il n'est pas moins vrai qu'ils peuvent être fort pernicieux: chacun de ces Corps se regarde comme faisant un peuple à part, ils se regardent avec jalousie; la gloire de l'un, ses progrès, son accroissement, sont l'humiliation des autres: ils en frémissent, & mettent tout en œuvre pour s'y opposer. Cette rivalité ne peut manquer de produire de la division; on prend différens partis, on se fait un point d'honneur d'y persévérer: des deux côtés on cherche de l'appui & des approbateurs, les peuples se partagent, la division devient générale & l'objet le plus important de l'attention du Souverain. L'opposition des Dominicains & des Augustins n'a-t-elle pas occasionné la Réforme de Luther? Que de sang n'a-t-elle pas coûté à l'Allemagne? La division qui agite aujourd'hui la France, & qui selon toutes les apparences la défolera, a-t-elle une autre source que l'opposition du Clergé & des Religieux contre les Jésuites, que le grand nombre d'ennemis que le crédit de cette Société, & l'abus qu'elle en a fait, leur a suscités?

Je reprends à présent. Il y a trop de Communautés, cet excès cause à l'Etat une perte infinie. La plupart de ces Communautés sont inutiles: il s'en faut bien qu'elles soient les demeures de la piété & de l'innocence, & qu'il soit plus aisé d'y faire son salut que dans le monde, que dans un mariage bien assorti, où l'application à son travail, à son négoce, à l'éducation de ses enfans, produit ordinairement une conduite sage & régulière. Ces Communautés inutiles, sont la plupart trop riches: l'abus qu'elles font de leurs richesses joint à leur inutilité, donne un droit incontestable de les leur ôter, & de

les consacrer à d'autres usages. Leur indépendance est contre les Droits de l'Épiscopat : si elles lui étoient soumises , elles seroient moins puissantes à la vérité , mais aussi elles seroient plus utiles & moins dangereuses ; ne faisant plus qu'un Corps , chaque Maison auroit ses intérêts séparés , & ne pourroit former de partis assez puissans pour troubler la paix publique ; de plus , ainsi réduites à l'ordre commun , elles n'auroient point sur leurs Sujets une Jurisdiction souveraine ; elles ne les jugeroient point , elles ne les condamneroient point sans la participation , sans le consentement de l'Evêque.

La multitude de Colléges , & l'âge tendre qu'on a déclaré suffire pour contracter ces engagements , étant la cause ou la source de cette multitude prodigieuse de Religieux , qui prive la Société de quantité de Sujets utiles ; le zèle pour le bien public , & même pour le vrai honneur de la Religion , demanderoit qu'on supprimât la meilleure partie de ces Colléges , & qu'on fixât la Profession Religieuse à un âge plus mûr , à vingt-cinq ans par exemple. La vue seule d'empêcher la trop grande multitude de Religieux , suffiroit pour déterminer à faire ce dernier Règlement : mais elle pourroit être accompagnée de considérations plus hautes , qui seroient de retrancher les désordres & les scandales que produisent si souvent ces engagements pris sans les connoître. Un autre avantage encore que produiroit la Réforme dont je parle , c'est que le Clergé se rétablirait dans ses Droits , & que les troupes auxiliaires cesseroient de le dominer ; cette diversité de conduite , si favorable aux Pénitens peu sincères , seroit ôtée , & l'abolissement de ces especes de Taxes sur l'administration des Sacremens , rendroit à l'Eglise sa réputation , & à ses Ministres la liberté qu'ils doivent avoir pour exercer leurs Fonctions avec dignité.

Le langage que je parle , paroîtra sans doute nouveau , & choquera tous ceux qui croient que la piété consiste dans un

genre de vie extraordinaire : mais plus j'examine ce que je viens d'écrire , plus je suis persuadé que la raison la plus pure me l'a dicté. Rien n'est à couvert des reproches & des déclamations vagues ; mais j'ose défier qu'on me réponde d'une manière claire & solide : je ne blâme point l'Etat Religieux en général , je l'estime au contraire , je respecte un homme véritablement détaché du monde , & qui a eu le courage de renoncer avec connoissance de cause , à ce qui nous captive presque tous ; je prétends seulement qu'on a trop multiplié , trop diversifié cet Etat , & qu'un vrai Religieux est aussi rare qu'un vrai Sçavant.

Quiconque sçait ce que c'est que l'Episcopat , peut-il nier que les Privilèges accordés aux Religieux , ne soient contre ses Droits ; qu'il ne soit contre la bienséance , qu'un simple Prêtre délie ceux que l'Evêque aura liés ? Quiconque connoît le cœur humain , peut-il trouver mauvais que j'aye dit , que l'importance des engagements en quoi consiste l'Etat Religieux demanderoit un âge mûr , & que ce défaut de maturité est la source de quantité de désordres & de scandales ? N'est-il pas évident qu'un bon Marchand , qu'un bon Juge , est plus utile à l'Etat qu'un mauvais Religieux ? Qui ne sçait que la force d'un Etat consiste dans la multitude de ses Sujets , qui augmente la consommation , qui picque & anime l'industrie , & que ce grand nombre de personnes stériles lui fait un tort très-considérable ? Sçait-on ce que c'est que le Droit naturel , l'équité , l'humanité , si l'on ne condamne pas avec moi les excès dont j'ai parlé ; si l'on approuve ces Jugemens clandestins , où il est si facile que l'innocence soit opprimée , & que la punition soit l'effet de la vengeance plutôt que de l'équité ?

Quel inconvénient y auroit-il donc que le Juge Royal , du moins l'Evêque , ou quelqu'un de sa part , assistât à ces Jugemens ? Peut-on ne pas convenir de l'inutilité de plusieurs Mai-



sons Religieuses, de l'excès de leurs richesses, de l'abus qu'en font ceux qui les habitent, & que la répartition qui s'en feroit entre ceux qui par état administrent aux Peuples les choses Saintes, ne fût aussi juste qu'honorable, par le retranchement qu'elle mettroit en état de faire de ce qui s'appelle le dedans de l'Eglise; c'est-à-dire, de ces payemens réglés qui changent en mercenaires les Ministres de l'Autel? Après tout je puis me tromper, & je soumets d'avance mes pensées à une censure solide & désintéressée. Je ne crois pas devoir faire observer le rapport de cette Dissertation au Droit Public Ecclésiastique François, il est visible, puisqu'elle ôte aux Papes l'autorité qu'ils ont usurpée, pour la rendre aux Evêques & aux Souverains.

Gregoire X, je l'ai déjà observé, portoit l'autorité Papale aussi loin qu'aucun de ses Prédécesseurs: sous prétexte d'assurer le succès de l'Expédition qu'il méditoit pour le secours des Chrétiens de la Palestine, il intervenoit dans tous les différens des Potentats de l'Europe; non comme Pacificateur pour les concilier par la voye des Négociations, mais comme Souverain, par la voye odieuse des commandemens & des menaces. Alphonse, Roi de Castille, élu Empereur d'Allemagne par un ou deux Electeurs, en portoit le titre, quoiqu'il n'eût pas daigné prendre possession de cette Dignité, alors plus onéreuse qu'utile, & qu'il n'eût fait aucun effort pour l'emporter sur ses Concurrans. Les Electeurs, lassés de l'interregne, s'accorderent à mettre sur le Trône, Rodolphe, Comte d'Hapsbourg, Maire ou Grand Maître du Palais du Roi de Bohême. Le Pape approuva cette Election, & employa l'autorité absolue qu'il croyoit avoir, pour obliger le Roi de Castille à renoncer à ses Prétentions: il chargea l'Archevêque de Seville d'ordonner à ce Prince, en présence de témoins, de cesser de porter le titre d'Empereur, sous peine des Censures Ecclésiastiques.

Alphonse, qui au fond s'embarassoit peu de ce titre, qu'il n'étoit, ni à portée, ni en état de faire valoir, se fit prier, & obtint en échange une Décime sur les Eglises de son Royaume, pour les frais de la Guerre contre les Maures qui l'attaquoient violemment.

Ce Pontife usa de la même hauteur avec Philippe, Successeur de Saint Louis. Ayant appris qu'il étoit résolu de décider par les Armes, certain différend qu'il avoit avec le Roi de Castille, il donna à ses Nonces pouvoir de casser tous les Traités & Engagemens qui pourroient mettre obstacle à la Paix, & dispenser des sermens qui en assuroient l'exécution: il écrivit en même temps à Simon de Brie, Cardinal de Sainte Cecile, son Légat en France, que le Concile de Lyon venoit d'ordonner, en faveur de la Croisade, une Paix générale entre tous les Princes Chrétiens, avec pouvoir aux Prélats de procéder par Censures contre ceux qui ne voudroient pas y acquiescer. C'est pourquoi, ajoutoit-il, nous vous mandons de contraindre le Roi de France & tous ses adhérens, à se désister de cette entreprise de Guerre contre le Roi de Castille, employant, si vous le jugez à propos, l'Excommunication contre les personnes, & l'Interdit sur les Terres, nonobstant tout privilège de ne pouvoir être frappé de Censures.

Il est inconcevable que les Souverains se laissassent ainsi maîtriser; ni le Pape, ni le Concile qu'il citoit, n'avoient Droit de faire ces sortes d'Ordonnances; s'ils l'avoient eu, les Princes n'eussent été que leurs Lieutenans. La source de ces commandemens déplacés & de ces déférences excessives, étoit le peu de précision à distinguer les deux Puissances. L'idée seule que l'établissement du Christianisme n'a rien changé aux Droits des Souverains, si on l'avoit développé, auroit suffi pour déterminer l'étendue de leur Jurisdiction; tout ce qui ne regarde point une Nation précisément, entant qu'elle est Chrétienne, ne sçauroit être du ressort

du Ministère Ecclésiastique ; or le Droit de faire la Paix & de faire la Guerre, est indépendant du Christianisme, toute Nation a ce Droit, quelle que puisse être sa Religion.

Fleury, \* qui rapporte les Extraits des Lettres que je viens de citer, remarque judicieusement, à son ordinaire, qu'on y voit l'inutilité de ces privilèges, auxquels le Pape dérogeoit quand il vouloit. Il auroit pû ajouter qu'on y en voyoit l'abus ; car un privilège est l'exemption d'une peine, ou d'une charge à quoi on peut être sujet. Un Roi, un Peuple, peuvent-ils être sujets à l'Excommunication, parce qu'ils se sont servis de leur Droit de faire la Paix ou la Guerre ? Le privilège de n'en être pas frappé en ces sortes d'occasions, n'est-il pas de même espece que celui qu'on m'accorderoit de n'être ni tué, ni volé ?

Les Evêques imitoient la conduite des Papes, & se dédommageoient, sur l'autorité publique de ce que la Cour de Rome leur ôtoit. En 1276, on tint un Concile à Bourges : les Réglemens qu'on y fit, tendoient principalement à maintenir la Jurisdiction & l'Immunité Ecclésiastique, dont toute l'étendue, dont l'ignorance & la superstitieuse simplicité des Peuples & de ceux qui les gouvernoient, avoient mis le Clergé en possession. Ces Réglemens défendoient aux Laïques de contraindre les Ecclésiastiques à comparoître devant eux, ou à y procéder après qu'ils ont allégué leurs privilèges : de prendre connoissance de la justice, ou de l'injustice des Censures, ou de quelqu'autre cause spirituelle que ce soit ; d'user de violences ou de menaces, pour extorquer l'Absolution des Censures ; enfin, de rejeter les Testamens pour n'avoir pas été faits en présence des Echevins ou Juges Séculiers.

Ils défendoient encore d'étendre les Péages aux Effets que les Clercs transportoient par terre ou par eau ; de faire des

\* Tome XVIII, page 225.



Bans ou Proclamations contraires à la liberté Ecclésiastique ; de maltraiter ceux qui se retiroient dans les Eglises, ou d'user de violence pour les en tirer ; de frapper, prendre, emprisonner les Appariteurs des Juges Ecclésiastiques ou autres porteurs de leurs Lettres, & exécuteurs de leurs Jugemens : toutes ces défenses étoient accompagnées de Censures les plus rigoureuses, Excommunication de plein Droit, Interdit, perte de Fiefs relevans de l'Eglise, incapacité des Bénéfices aux enfans des coupables.

Ces Réglemens, & quantité d'autres que j'ai rapportés en passant, supposent que les Ecclésiastiques regardoient un Peuple Chrétien, comme une Communauté, où ils avoient la principale autorité ; de manière que ceux qui exerçoient les fonctions qui ne leur convenoient pas, ou dont ils vouloient bien se décharger sur eux, leur étoient soumis, tandis qu'ils n'étoient comptables qu'à eux-mêmes de leur conduite. Suivant cette idée, que je ne puis m'empêcher de traiter de burlesque, les Prêtres étoient ce que sont les Religieux de Chœur dans une Abbaye, tous les autres n'étoient que des Freres Lays. Parlons sérieusement : presque tous ces Réglemens étoient autant d'attentats contre l'Autorité Souveraine, ils la dégradent & la mettoient dans une espèce de servitude. De quel Droit exemptoient-ils les effets des Clercs des Impositions publiques ? Si la puissance Séculière ne peut prendre connoissance de la justice ou de l'injustice des Censures, il ne tiendra qu'aux Evêques de tout renverser, & de faire passer leurs prétentions les plus injustes, en abusant de la timidité, & de la crainte religieuse des Peuples, pour les engager dans leur Parti. On s'est libéré peu à peu de ces vexations Ecclésiastiques ; mais il s'en faut bien qu'on en ait assez fait : d'ailleurs ces fonctions que les Clercs s'étoient attribuées, leur étoient distinctement interdites ; Saint Paul leur défend en termes

termes formels, de s'embarrasser dans les affaires Séculières ; l'emploi de juger les Procès lui paroissoit si peu convenable, qu'il vouloit qu'on en chargeât les derniers des Laïques. Mais ces emplois étoient lucratifs, & donnoient de l'autorité ; il n'en falloit pas davantage pour déterminer les Ecclésiastiques à s'en charger.

Les deux ou trois Papes qui succéderent à Gregoire X, vécurent peu, & ne firent pas de grandes entreprises ; il n'en fut pas de même de Nicolas III, qui fut élevé sur le Trône Pontifical vers la fin de l'année 1277 : il étoit de la Famille des Ursins, déjà puissante, mais qu'il rendit la plus riche des Familles Romaines, en Terres, en Châteaux & en argent comptant.

Il eut un grand soin d'affermir & d'étendre les Droits temporels de l'Eglise Romaine en Italie ; il engagea l'Empereur Rodolphe à confirmer toutes les Donations des Empereurs : en conséquence de cette confirmation, il se mit en possession de Boulogne, d'Imola, Fayence, Forli, Césenne, Ravenne, Rimini & Urbin. L'embarras où étoit Rodolphe, pour avoir fait vœu d'aller à la Terre Sainte, le détermina à satisfaire l'avidité de Nicolas, afin d'être déchargé de cette obligation ruineuse & incompatible à l'état de ses affaires. Ce Pape publia une Constitution, où il mettoit la Donation de Constantin pour fondement de sa Souveraineté sur Rome ; il y soutenoit, que cette Puissance temporelle donnoit moyen aux Papes & aux Cardinaux d'exercer librement leurs fonctions spirituelles : il obligea Charles, Roi de Sicile, à renoncer au titre de Vicaire de l'Empire en Toscane, & à la Dignité de Sénateur de Rome. Il soutint fortement par lui-même & par ses Légats, les exemptions accordées par ses Prédécesseurs, aux Chapitres des Cathédrales : elles alloient si loin, qu'ils prétendoient avoir Droit de cesser l'Office Divin, & de mettre la Ville en Inter-

dit, lorsqu'il s'agissoit de les soutenir contre les entreprises des Evêques ; Simon de Brie , Légat en France , décida par une Sentence juridique, que le Chapitre de Noyon avoit Droit d'excommunier ceux qui le troubleroient dans la jouissance de ses Biens & de ses Droits , sans en avoir porté des plaintes à l'Evêque , & de les absoudre sans son consentement ; il décida encore que le Chapitre pouvoit interdire la Cathédrale , & les autres Eglises de la Ville , pour une injustice évidente , faite & non réparée , soit par l'Evêque , soit par le Châtelain. Ces abus étoient-ils tolérables ? N'étoient-ils pas aussi crians & aussi contraires au bon ordre , que si un Souverain autorisoit un Régiment à s'élever contre le Gouverneur d'une Place , & à défendre aux autres Troupes de faire le service ? Mais il étoit de l'honneur de la Cour de Rome , que ceux qu'elle protégeoit , l'emportassent sur leurs Supérieurs , quelques suites que pût avoir ce renversement de l'ordre.

Ces exemptions, quoiqu'abusives, étoient si respectées, que Philippe le Hardi crut être obligé de demander au Pape qu'il lui fût permis de faire emprisonner les Cleres prévenus de grands crimes, sans encourir d'Excommunications. On eut la bonté de lui accorder la permission qu'il demandoit ; mais à condition qu'il les remettroit entre les mains de leurs Prélats : comme si un Souverain avoit besoin de permission, ou qu'il pût être puni pour s'acquitter de son principal devoir. Ce Prince jugea à propos de rétablir les Tournois qu'il avoit défendu jusqu'à l'Expédition de la Terre Sainte : Nicolas le trouva fort mauvais ; il écrivit à ce sujet une Lettre véhémence à son Légat. C'est un Monument autentique de l'esprit de domination des Papes, & de la persuasion où ils étoient alors de leur Souveraineté absolue. » Vous nous avez écrit, dit ce Pontife, que » le Roi de France avoit depuis révoqué l'Edit, qui défend » doit les Tournois , qu'ils avoient été publiés en votre pré-



» sence , & exécutés contre la défense du Saint Siège , qui  
 » portoit peine d'Excommunication. Or nous sommes sensi-  
 » blement affligés de voir ce Roi , fils d'un Pere si pieux ,  
 » souffrir que ses Sujets méprisent ainsi les Censures Ecclé-  
 » siastiques , & nous ne pouvons excuser votre silence &  
 » votre négligence. Votre zele devoit s'allumer dans un si  
 » grand péril des ames , il falloit menacer , prononcer des  
 » peines , y en ajouter de plus grandes , & ne pas vous con-  
 » tenter de n'avoir pas donné , comme vous dites , votre  
 » consentement à cette Ordonnance.

» On dit que les Tournois sont un exercice utile , & que  
 » la Noblesse y apprend à manier les Armes ; mais les Papes  
 » nos Prédecesseurs en ont jugé autrement , quand ils ont  
 » défendu les Tournois , & privé ceux qui y meurent , de la  
 » Sépulture Ecclésiastique. D'ailleurs ce n'est pas aux Parti-  
 » culiers à juger , si ces exercices sont bons ou mauvais ; ils  
 » doivent s'en rapporter à la décision de leurs Pasteurs , &  
 » principalement du Pape. Nous voulons donc , que vous  
 » dénonciez publiquement excommuniés , tous les Comtes ,  
 » Barons , Chevaliers & autres , qui ont pris part à ces Tour-  
 » nois ; que vous les exhortiez à demander humblement l'Ab-  
 » solution , leur imposant Pénitence , & leur faisant promet-  
 » tre , avec serment , de n'y plus retourner.

Le détail des Griets de ce Pape , contre le Roi de Castille ,  
 prouve encore jusqu'où alloient ses prétentions. » Ce Roi ,  
 » dit-il , assigne à des Laïques , & même à des Juifs , en  
 » payement de ce qu'il leur doit , une partie des Dîmes dont  
 » il jouit par la Concession du Saint Siège ; il demande  
 » l'hommage à l'Archevêque de Compostelle , il a pris parti  
 » contre lui dans le différend que ce Prélat a eu avec ses  
 » Bourgeois ; il exige des subsides des Prélats , des Ecclésiastiques & de leurs Vasseaux ; on traîne les Clercs aux

» Tribunaux Séculiers, on les prend, & il les juge en matiere  
 » criminelle ; on prend connoissance de l'Usure, même con-  
 » tre les Cleres, il empêche les Prélats de procéder en matiere  
 » spirituelle, fait révoquer leurs Sentences, ou défend de les  
 » observer, particulièrement les Interdits ; il défend d'excom-  
 » munier, sinon en certains cas ; les Prélats & les Cleres,  
 » sortant du Royaume pour Etudes, Pélerinages, & autres  
 » justes causes, n'ont pas la liberté d'en tirer de l'argent ; le  
 » Roi se rend tributaires les héritages acquis de nouveau par  
 » l'Eglise ou par les Religieux ; il n'a point d'égard à la pres-  
 » cription qu'ils ont acquise ; & s'ils ne montrent des titres,  
 » il les dépouille de leurs immeubles ; il ne permet pas de  
 » publier dans son Royaume les Indulgences du Pape & des  
 » Evêques, afin de tirer plus de profit de celles qu'il a obte-  
 » nues « Ces reproches à mon sens, excepté le dernier, font  
 l'Eloge de ce Prince & de son attention, à maintenir les Droits  
 de sa Couronne : il seroit à souhaiter que les autres Souverains  
 l'eussent imité, les Papes n'eussent pas été en état d'entrepre-  
 dre de les assujettir. Il lui manquoit pourtant une connoissance  
 ferme & distincte des Droits qu'il avoit maintenu : ce qui fit  
 qu'à l'article de la mort, il fit serment d'obéir purement &  
 simplement à l'Eglise Romaine ; il demanda au Pape la con-  
 firmation de son Testament, le nommant Seigneur de son  
 ame & de son corps, Sans doute que quelque Ecclésiastique se  
 servit de la foiblesse où la maladie avoit réduit ce Prince,  
 pour le porter à donner de pareilles marques de soumission.  
 La Cour Romaine en a fait des titres, pour appuyer sa supé-  
 riorité universelle.

Nicolas n'étant que Cardinal, avoit été protecteur des  
 Freres Mineurs. Il fit paroître l'affection singuliere dont il les  
 honoroit, par une Constitution du 14 Août 1279, & celle  
 qu'il avoit pour la grandeur de son Siège. Après avoir dit qu'ils

n'ont rien en propre & en commun, que l'usage de fait absolument nécessaire pour subsister, il ajoute: » Comme il n'y » a personne, à qui ceux qui donnent quelque chose aux » Freres, puissent plus convenablement en transferer la propriété à la place de Dieu, que le Saint Siège & le Pape, » Nous déclarons par cette Constitution, que la propriété de » tous les Ustenciles, des Livres, des Meubles, dont les » Freres peuvent avoir l'usufruit, appartient à Nous & à » l'Eglise Romaine: quant aux Lieux achetés des aumônes » données ou délaissées aux Freres, sous quelque forme de » parole que ce soit, sans aucune réserve des Donateurs, » Nous le prenons aussi en notre Domaine; mais quant aux » Lieux & aux Maisons qui leur seront données pour leur » habitation, ils n'y demeureront qu'autant que le Donateur perséverera dans la même volonté; & s'il en change, ils les quitteront sans que l'Eglise Romaine y retienne » aucun droit. Pour les Livres & les autres Meubles qu'il sera » jugé à propos de vendre; comme la propriété en appartient à l'Eglise Romaine, le prix en sera reçu & employé par un Procureur commis par le Pape, ou par le » Cardinal Protecteur.

N'eût-il pas été du moins aussi convenable que cette propriété, dont on déclaroit ces Religieux incapables, appartint à l'Evêque Diocésain? Cette attribution, cette réunion au Domaine du Pape, n'étoit-elle pas un acte de Souveraineté? Personne ne s'y opposa pourtant, ni Souverain, ni Evêque, ni Magistrats; négligence qui a donné aux Papes la paisible possession de leurs Droits prétendus, & qui les auroit changés en Droits certains & effectifs, si l'on pouvoit prescrire contre le Droit naturel & l'Institution de Jesus-Christ. Je pourrois faire la même observation sur une autre Clause de cette Constitution exprimée en ces termes: *La Règle défend aux Freres de prêcher*



*malgré l'Evêque Diocésain : ce que nous voulons être observé à la lettre ; s'il n'en est autrement ordonné par le Saint Siège. Parler de la sorte , n'est-ce pas déclarer que le Saint Siège a droit d'ordonner qu'on prêche dans un Diocèse malgré l'Evêque Diocésain ? S'ils l'avoient fait , les Evêques l'eussent tranquillement souffert , comme ils ont fait de tant d'autres usurpations. Qu'on ne s'étonne donc plus , je le dois dire d'avance , de l'attention scrupuleuse avec laquelle on examine aujourd'hui les Rescripts de Rome ; une longue expérience a appris , qu'il n'en est presque point qui n'enveloppe , & n'autorise du moins indirectement , quelqueune de ses prétentions.*

Peu de temps avant sa mort , Nicolas III s'unit avec l'Empereur de Constantinople & le Roi d'Arragon , pour dépouiller Charles d'Anjou de ses Royaumes de Naples & de Sicile : outre qu'il ne voyoit pas volontiers un Prince du sang de France si puissant en Italie , il étoit personnellement piqué contre lui. La passion qu'avoit ce Pontife pour l'agrandissement de sa Maison , lui inspira la hardiesse de proposer à Charles le mariage d'une de ses filles avec son neveu : ce Prince , altier s'il en fut jamais , rejetta la proposition , & dit : *Bien qu'il ait la chaussure rouge , sa Famille n'est pas digne de se mêler avec la nôtre , & son Etat n'est pas héréditaire.* L'intrigue fut conduite avec un grand secret & exécutée d'une manière bien cruelle. Nicolas étoit mort il y avoit quelques mois : Le jour de Pâques , 1282 , à l'heure de Vêpres , les François furent égorgés dans toute la Sicile ; au même temps le Roi d'Arragon descendit dans cette Isle , & s'en empara sans peine.

Le Cardinal de Sainte Cecile , François , qui venoit d'être élevé à la Thiare , prit vivement le parti de Charles ; il lança toutes les foudres de l'Eglise contre le Roi d'Arragon , lui défendit de porter le titre de Roi , mit tous ses Etats eu Interdit , déclara ses Sujets absous de leur serment de fidélité. Avoit-

il droit d'en user de la sorte contre un Prince , qui avoit du moins un titre coloré pour s'emparer de ce Royaume , ayant épousé Constance , fille de Mainfroy , qui avoit porté cette Couronne ? En qualité de Seigneur souverain , il pouvoit soutenir Charles ; mais devoit-il faire servir sa Puissance Ecclésiastique à défendre sa Souveraineté , qu'on ne lui disputoit même pas ? En fait de guerre entre des Souverains , ou des prétendans à la Souveraineté , il n'en est pas , du moins il en est bien peu , où la Puissance Ecclésiastique ait droit d'intervenir , & d'en faire une matière de Censures : la raison que ces guerres , ces prétentions , quoique peut-être contre l'équité , ne sont point contre le Christianisme , c'est que c'est en qualité d'homme qu'on les fait , & non en qualité de Chrétien.

A plus forte raison il en est de même des Croisades , que les Papes alors étoient en possession de publier contre leurs Ennemis : de quelque manière qu'on les considère , ce ne pouvoit être qu'un abus de la Puissance spirituelle , d'autant plus que quelque idée qu'on puisse avoir des Papes , il se pouvoit faire que la Justice ne fût point de leur côté , & qu'on eût droit de leur résister. N'est-ce pas quelque chose de monstrueux que des Indulgences données pour toutes autres guerres que celles dont la Religion est l'objet immédiat & principal ? Encore voudrois-je mettre pour restriction , que ce fût pour défendre la Religion , non pour l'étendre , ou pour détruire ses Ennemis qui ne l'attaqueroient pas. Or je le demande : s'agissoit-il de la Religion dans la Querelle des Maisons d'Anjou & d'Arragon ? Et certes , le vrai Intérêt des Princes demandoit qu'ils s'opposassent à ce soulèvement général que les Papes entreprenoient d'exciter ; ce que l'on faisoit en leur faveur , pouvoit se faire contre eux. Ne devoient-ils pas craindre que ce moyen , pratiqué avec méthode , ne rendît maître de leurs destinées celui à qui ils laissoient la liberté de le pratiquer ? Ces Croisades ,

ces Excommunications, ces Interdits en matière civile & politique, ne sont donc point du Droit Ecclésiastique, & sont contre le Droit Public.

Martin IV, c'est le nom du Pape qui prit si hautement le parti de Charles contre le Roi d'Arragon, soutint sa Dignité avec toute la hauteur possible, s'attribuant, comme avoient fait plusieurs de ses Prédécesseurs, le Droit également odieux & chimérique, non-seulement de déposer les Rois, mais aussi de disposer de leurs Couronnes. » Afin que nos menaces, » disoit-il dans la Bulle contre le Roi d'Arragon, ne soient » pas un objet de mépris; par cette Sentence, rendue de » l'avis de nos Freres les Cardinaux, nous privons le Roi » Pierre du Royaume d'Arragon, de ses autres Terres, & de » la Dignité Royale, & nous exposons ses Etats à être occupés » par les Princes Catholiques, suivant que le Saint Siège en » disposera, déclarant ses Sujets entièrement absous du serment » de fidélité, lui défendant de se mêler en aucune manière » du gouvernement dudit Royaume, & à toutes Personnes » de toute condition, séculières ou Ecclésiastiques, de le » favoriser dans ce dessein, ni de le reconnoître pour Roi, » lui obéir, ou lui rendre aucun devoir. » Ce Pape ne fut pas long-temps à disposer du Royaume qu'il venoit de confisquer, si je puis parler de la sorte: il envoya en France un Cardinal, avec pouvoir de conférer à un des fils du Roi le Royaume d'Arragon, & la Comté de Barcelone, à certaines conditions. L'offre fut acceptée par un Traité, dont voici la substance. » Le Roi de France choisira un de ses fils, tel » qu'il lui plaira, autre que celui qui doit lui succéder au » Royaume de France, & le Légat au nom du Pape conférera » au Prince le Royaume d'Arragon, pour en prendre possession & en jouir pleinement, lui & ses Descendants, à perpétuité; le Royaume d'Arragon ne sera jamais soumis à un » autre



» autre Royaume , ni uni en la même personne avec ceux  
 » de France , de Léon , de Castille ou d'Angleterre ; les Droits  
 » & les Libertés de l'Eglise seront conservés dans le Royaume  
 » d'Arragon , particulièrement pour les Elections & Provi-  
 » sions des Bénéfices ; le Roi de France , son Fils , & ses  
 » Successeurs , ne feront jamais aucun Traité pour la restitu-  
 » tion de l'Arragon , sans le consentement du Pape ; le nou-  
 » veau Roi & ses Successeurs se reconnoîtront Vassaux du  
 » Pape , lui prêteront serment de fidélité , & lui payeront  
 » tous les ans à la Saint Pierre cinq cent livres de petits  
 » Tournois à titre de Cens.

Cette Bulle étoit datée du vingt-septième d'Août mil deux cent quatre-vingt-trois.

Un pareil Traité est quelque chose d'inconcevable : je serois presque tenté de croire qu'on l'a inventé pour rendre les Papes odieux ; je dirois même que l'invention est tout-à-fait grossière , & qu'on les a fait penser & agir en insensés plutôt qu'en ambitieux : mais ce Fait & quantité d'autres que j'ai rapportés , ne sont que trop certains , & ne peuvent être révoqués en doute. Du reste , comme le remarque Fleury , il est étonnant que les Rois & leur Conseil ne vissent pas qu'en acceptant ainsi des Royaumes de la main des Papes , ils autorisoient leur prétention de pouvoir les déposer eux-mêmes.

L'Empereur de Constantinople , qui étoit entré dans les desseins du Roi d'Arragon , fut traité comme lui : on lui donnoit pourtant un plus long délai , après lequel sa personne & ses biens seroient exposés à quiconque voudroit & pourroit s'en saisir. Cette extension de l'indignation du Pontife sur les Grecs , étoit l'effet des intrigues & des vûes ambitieuses de Charles , qui vouloit ôter à ces Empereurs la protection des Papes , afin de pouvoir employer toutes ses forces contre eux aussi-tôt qu'il auroit chassé son Compétiteur de Sicile. Aucun

de ses desseins ne réussit , plus par son imprudence & par son inflexibilité , que par la bonne conduite & la valeur de ses Ennemis ; il mourut presque dépouillé de ses Etats , & eut en mourant le chagrin de voir son fils aîné entre les mains de son Rival. Il dut tous ses chagrins & le renversement de sa fortune au dépit de Nicolas III , qui fut le nœud de l'intrigue que l'humeur fiere & le génie de ce Prince conquérant déterminèrent à former contre lui.

Martin IV trouva à son Avénement Rome en combustion par les Factions des Ursins & des Annibaldi : pour y rétablir le calme , il s'avisa d'un moyen bien extraordinaire ; il se fit élire Sénateur de Rome : l'Acte de cette Election est du Lundi dixième jour de Mars 1281. Cette Election recherchée , ne s'accorde guères avec la Souveraineté ; il n'est point d'exemple que jamais un Prince Souverain ait reçu de ses Sujets une simple Magistrature dans la Ville capitale : mais les Papes pouvoient tout faire , & le respect pour eux étoit si excessif , qu'on n'osoit condamner leurs démarches les plus irrégulières. Les Princes & les Evêques , si intéressés à empêcher ces idées de prévaloir , y donnoient eux-mêmes ; on voit encore une Lettre d'un Archevêque d'York à Edouard Roi d'Angleterre , qui contient & appuye ces Maximes odieuses : » Dieu , dit ce Prélat , nous » commande d'honorer les Rois ; mais parce qu'il faut lui » obéir plutôt qu'aux hommes , aucune Constitution humaine » ne peut nous obliger à violer les Loix établies par l'autorité » divine. » Ces Loix , selon lui , établies par l'autorité divine , & en quoi consiste la souveraine autorité , sont les Décrets des Papes , les Ordonnances des Conciles & les Décisions des Peres. » Dieu , continue-t-il , a donné l'autorité aux Décrets des » Papes , en disant à S. Pierre : *Tout ce que tu auras lié sur la terre , sera lié dans le Ciel ; & par la bouche de Moïse , celui qui par orgueil refusera d'obéir au Pontife , celui-là mourra.* Le Roi

donc est obligé lui-même d'obéir au Pontife. Après quoi il ajoute : » Un ennemi de l'Eglise dira, peut-être, qu'il n'appartient pas aux Papes d'imposer à un Prince séculier le » joug de ces Loix ou des Canons ; mais nous soutenons le contraire avec l'Eglise universelle & tous les Saints & les Sçavans du monde.

C'est sur ces mêmes idées que le Corps de Loix, rédigé en Espagne à peu près vers le même temps, fait du Pape un Monarque absolu. Selon ce Code, les prérogatives du Pape au-dessus des autres Evêques, sont : » De pouvoir les déposer » & les rétablir ensuite, s'il le juge à propos ; de les transférer » d'une Eglise à l'autre ; de recevoir leur démission ; de les » soustraire à la Jurisdiction de leurs Supérieurs, Archevêques, Patriarches ou Primats ; de réhabiliter les Clercs » dégradés par l'Evêque ; il peut diviser un Evêché en deux, » ou en unir deux en un, soumettre un Evêque à un autre, » & ériger un nouvel Evêché ; il peut dispenser des Vœux » & absoudre des Serments, pour éviter le Parjure ; dispenser » du vice de la naissance ou du défaut de l'âge pour la réception des Ordres & des Bénéfices ; il peut convoquer quand » il lui plaît, le Concile général où tous les Evêques doivent » se trouver ; il peut aussi ordonner aux Princes de marcher, » ou d'envoyer ceux qui conviennent, quand il s'agit de la » défense ou de l'accroissement de la Foi ; il peut faire des » Constitutions pour l'honneur & l'utilité de l'Eglise, & tous » les Chrétiens sont tenus de les observer ; il a le pouvoir » d'ôter aux Clercs leurs Bénéfices, & de les donner ou les » promettre par ses Lettres avant qu'ils vaquent ; il peut absoudre des Excommunications prononcées par les autres : » mais personne ne peut absoudre de celles qui sont portées » par lui ou par ses Délégués ; personne ne peut appeler de » son Jugement, lui seul peut juger les Appellations portées



» à son Tribunal ; en toute affaire Ecclésiastique on peut ap-  
» peller à lui sans moyens ; il peut donner Dispense pour  
» tenir plusieurs Bénéfices, même à charge d'Ames, & lui  
» seul peut dispenser de la Simonie ; on doit porter à lui seul  
» les Causes majeures, comme les Questions de fait.

» La Jurisdiction Ecclésiastique, continue ce Compilateur,  
» comprend toutes les matieres spirituelles ; sçavoir les Dîmes,  
» Prémices & Offrandes, les Mariages, l'Etat des personnes,  
» l'Election d'un Prélat, le Patronage, les Sépultures,  
» les Bénéfices, les Censures Ecclésiastiques, le Règlement  
» des Limites entre les Evêques. En matiere profane le Clerc  
» doit procéder devant le Juge Ecclésiastique, même en deman-  
» dant : si c'est contre un autre Clerc & contre un Laïque seu-  
» lement, en défendant. Le Juge d'Eglise connoît de toutes les  
» causes fondées sur les pechés suivans, Hérésie, Simonie,  
» Parjure, Usure, Adultère, Nullité de mariage, Sacrilège.

En France on pensoit à peu près de même, du moins on  
se conduisoit d'une maniere extrêmement propre à favoriser  
les prétentions des Papes sur le temporel & le spirituel. J'ai  
déjà dit qu'on eut la foiblesse & l'imprudence de recevoir la  
Donation que fit Martin IV du Royaume d'Arragon, &  
de la recevoir avec obligation d'hommage & de tribut.

Les privilèges excessifs accordés aux Dominicains & aux  
Franciscains, déplaisoient fort aux Evêques, dont ils vio-  
loient manifestement les Droits, ignorant la puissance attra-  
chée à leur Caractere, ou n'en ayant qu'une connoissance  
confuse, & n'osant s'en servir : après une longue délibération,  
ils trouverent bon de faire appeller par cri public dans toutes  
les Ecoles, tous les Docteurs & les Bacheliers de chaque Fa-  
culté, & tous les Etudians, pour venir dans la sale de l'Evê-  
que de Paris, entendre ce qu'on avoit à leur proposer. Cette  
Assemblée si extraordinaire, & d'un goût si nouveau, se tint

le 6 Décembre 1281 : il s'y trouva quatre Archevêques & vingt Evêques, tous les Docteurs, grand nombre d'Ecoliers, & les principaux des Religieux. Simon de Beaulieu, Archevêque de Bourges, fit une espece de Sermon sur la Charité ; il se plaignit qu'elle étoit altérée par les nouveaux Religieux, qui usurpoient la conduite du Troupeau, confié aux Evêques : » Nous » avons fait prier les Moines, disoit ce Prélat, en s'adressant » aux Membres de l'Université, par le Roi lui-même, & par » d'autres Seigneurs, qu'ils cessassent de faire nos Fonctions ; » ce qu'ils n'ont point fait : ils continuent, malgré nous, de » prêcher dans tous les Diocèses, & d'entendre les Confessions, disant qu'ils ont pour cet effet des privilèges des Papes. » C'est pourquoi nous venons à vous, ayant pouvoir par » écrit de tous les Evêques du Royaume pour nous plaindre » de cette insolence des Freres : car, ajoutoit-il, vous ferez » ce que nous sommes, & je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui » de Prélat entre nous qui n'ait été tiré de cette Université. » Nous avons aussi prié ces Freres d'envoyer leurs privilèges » au Saint Siège, pour être expliqués plus clairement : ils » l'ont refusé.

Guillaume de Mâcon, Evêque d'Amiens, parla aussi, & soutint par les autorités du Droit, que ces privilèges qu'on venoit de lire, n'avoient point dérogé au Concile de Latran, & qu'il n'étoit point permis aux Freres d'administrer la Pénitence, sans la permission spéciale des Evêques, & sans le consentement des Curés. Les Religieux présens à cette Assemblée, ne dirent pas un mot pour contredire les Prélats ; mais le lendemain, un Franciscain prêcha chez les Freres Prêcheurs : à la fin de son Sermon, il parla à ses Auditeurs des oppositions des Prélats & de l'Université : » Nous pourrions, dit-il, si » nous voulions, user de nos privilèges avec plus d'étendue. » Quand nous les avons obtenus, l'Evêque d'Amiens étoit

» présent, & s'y opposoit de toute sa force. Tous les Prélats  
 » envoyèrent même en Cour de Rome & n'y gagnèrent rien.  
 » Car nos Freres ayant exposé au Pape la maniere dont ils  
 » ufoient de leurs privilèges; il répondit qu'il en étoit con-  
 » tent. A présent les Prélats veulent que nous renvoyons  
 » encore nos privilèges en Cour de Rome, comme pour les  
 » impétrer de nouveau, en quoi nous ferions une sottise, puis-  
 » que nous donnerions occasion de les révoquer.

Ce discours anima le zele & la vivacité des Prélats : on  
 s'assembla encore ; on déclama contre ces Mandians. L'Evê-  
 que d'Amiens les accusa d'hypocrisie, de duplicité & d'injusti-  
 ce ; il assura que les Agens en Cour de Rome avoient travail-  
 lé avec succès, & que le Pape avoit promis de révoquer entie-  
 rement ces privilèges, ou de les expliquer plus clairement.  
 En effet, vint une Bulle de Martin IV, au commencement de  
 l'année suivante, par laquelle il confirmoit aux Freres Mineurs  
 le pouvoir de prêcher & d'entendre les Confessions ; » Mais,  
 » disoit le Pape, Nous voulons que ceux qui se confesseront  
 » à ces Freres, soient tenus de se confesser à leurs Curés au  
 » moins une fois l'année, suivant l'Ordonnance du Concile,  
 » & que les Freres eux-mêmes les y exhortent soigneuse-  
 » ment & efficacement.

Ce narré renferme des circonstances si extraordinaires, qu'il  
 paroîtroit presque incroyable. Des Evêques qui implorent le  
 secours de l'Université, pour maintenir leurs Droits usurpés !  
 Ignoroient-ils donc ce qu'ils étoient ? Et s'ils avoient la foi-  
 blesse de ne pas se rendre justice à eux-mêmes, comme ils le  
 devoient, que pouvoit faire l'Université ? Ne pouvoient-ils  
 pas défendre à ces Moines de prêcher, de confesser ? Dou-  
 toient-ils que leurs privilèges ne fussent abusifs, & que le  
 Pape en les accordant, n'eût passé ses Droits & violé les leurs ?  
 Leurs sollicitations en Cour de Rome, pour faire restreindre



& expliquer ces privilèges, étoient-elles autre chose qu'une reconnaissance du Droit qu'on avoit eu de les accorder ? Mais ces Religieux étoient exempts de leur Jurisdiction : autre abus ; pourquoi avoient-ils souffert qu'on leur ôtât une partie de leur Troupeau ? Du moins leurs Peuples restoient sous leur dépendance, & ils pouvoient leur défendre d'entendre les Sermons de ces Religieux, & de se confesser à eux. S'ils regardoient le Pape comme leur Souverain, ils pouvoient se plaindre à lui ; mais s'ils sçavoient que quant au Caractère Episcopal, & à la Jurisdiction que Jesus-Christ y a attachée, il lui étoient égaux, ils devoient s'élever ouvertement contre ses usurpations, que sa qualité de Chef ne pouvoit justifier : ne sentoient-ils pas que c'étoit les dégrader, les insulter, leur ôter même la conduite de leur Troupeau ?

Mais les Papes étoient en possession de faire ce qu'ils vouloient, les Têtes couronnées trembloient même sous le poids de leur autorité ; leur résister ouvertement, c'étoit s'exposer au danger évident d'un Schisme. D'où venoit cette possession ? De la foiblesse des Evêques, de leur peu de connoissance, & si j'ose le dire, de leur peu de respect pour leur Dignité. N'étoit-ce pas aux Evêques à instruire les Rois du degré de puissance que donnoit aux Papes leur qualité de premier Evêque, & à leur marquer jusqu'où cette puissance pouvoit légitimement s'étendre ? Qu'est-il arrivé ? Les Evêques, peu attentifs, ont laissé peu à peu obscurcir ces idées ; ces idées obscurcies ont produit le doute & l'incertitude, sur la justice ou l'injustice des prétentions ; ce doute, cette incertitude, ont empêché la résistance ; on a profité de leur foiblesse ; une usurpation a servi de titre pour en faire une autre ; & l'on ne s'est apperçu de l'esclavage où l'on s'étoit laissé réduire, que lorsqu'on ne pouvoit en sortir que par les plus violens efforts, & que la prudence demandoit peut-être qu'on sacrifiât sa liberté à l'amour de la paix.

Ce n'est pas pourtant , que l'odieux du Schisme ne doive retomber tout entier sur celui qui a dépouillé les autres de leurs Droits légitimes , pour s'en revêtir lui-même , & exercer sur eux un empire qui ne lui est point dû. Ce qu'on appelle Schisme , suppose de la révolte : or , il n'y a point de révolte à maintenir ses Droits , même contre les prétentions de son Souverain ; à plus forte raison n'y en a-t-il point à résister à celui qui n'est que le premier entre plusieurs égaux. Le Schisme par rapport au Pape , seroit de cesser de le reconnoître pour le Chef du Corps Episcopal , non , de lui disputer & de lui faire perdre la Souveraineté qu'il prétend & qu'il s'est attribuée. Il est vrai que sa qualité de Chef lui donne droit de veiller au bien de l'Eglise universelle , & de suppléer à ce que les Evêques refuseroient ou négligeroient de faire ; mais le bien de l'Eglise universelle demande-t-il que contre l'Institution primitive , il borne le pouvoir attaché à leur Caractère , qu'il se fasse des Sujets immédiats ailleurs que dans son District particulier , & que sous prétexte que leurs peuples ne sont pas assez instruits , il leur envoie de nouveaux Pasteurs indépendans ? Est-ce-là secourir , ou assujettir ?

Quelque incontestable que fût le Droit des Evêques , ils n'osèrent alors , ou ne crurent pas devoir le soutenir : ils l'ont fait depuis , & se sont délivrés en partie du joug honteux qu'on leur avoit imposé. La querelle a duré long-temps , elle s'est même renouvelée de nos jours : mais enfin , quoique les Réguliers se flattent encore d'avoir leurs prétendus privilèges , ils ont cessé de s'en servir , au moins publiquement.

Le Pontificat de Martin ne dura que quatre ans ; toujours il fut dans le trouble & dans l'agitation , par la grande part qu'il prit aux affaires de Sicile. Charles méritoit qu'il se déclarât pour lui , à cause de la grande idée qu'il avoit de la Puissance Ecclesiastique : » Tu n'as pas considéré , écrivoit ce Prince

» Prince à son Rival , la force insurmontable de l'Eglise ,  
 » qui doit commander à toutes les Nations ; c'est elle que  
 » la Terre , la Mer & le Ciel adorent , & à laquelle tous  
 » ceux qui sont sous le soleil , doivent payer tribut.

Une autre source d'embarras pour ce Pape , étoit la Régie des Décimes Ecclésiastiques , dont le dernier Concile de Lyon avoit ordonné la levée en faveur de la Terre-Sainte. Chaque Prince vouloit s'en emparer , & presque tous vinrent à bout de le faire pour leurs besoins particuliers ; quelques Evêques même s'étoient opposés à cette levée , d'autres se l'étoient appropriée en tout ou en partie ; quelques Princes , comme le Roi de Dannemark , défendirent d'en transporter le provenu hors de leurs Royaumes : pour le Roi d'Angleterre , il s'en empara de vive force ; & le peu qui en resta , fut employé à un tout autre usage qu'à secourir la Terre-Sainte. Le Pape , qui avoit raison de s'en croire le maître , puisqu'on avoit souffert qu'il les imposât , en donna la plus grande partie à Charles , pour l'aider à reconquérir la Sicile , & le Roi de France se servit de celles de ses Etats pour établir son fils sur les Trônes d'Arragon & de Valence.

C'est ainsi que les Evêques & les Souverains laissoient épuiser leurs Etats & leur Clergé , par l'ignorance où ils étoient de leurs Droits , ou par leur foiblesse à les défendre. Je crois l'avoir déjà dit , mais je ne puis trop le répéter ; le Christianisme n'a pu ôter aux Souverains le Droit qu'ils ont sur les biens de leurs Sujets , lorsqu'il s'agit de l'utilité & du besoin de leurs Etats : c'est à l'Eglise de Paris , non à l'Eglise de Rome , que les François ont donné ; & chaque Evêque est l'économe naturel des biens des Eglises de son Diocèse ; c'est lui qui doit veiller à leur conservation , à leur administration ; & s'il convient pour l'honneur de la Religion & pour d'autres raisons particulières , que ces biens ne soient pas compris dans



les Taxes ordinaires, c'est à lui à régler de concert avec les Officiers du Prince, ce qu'ils doivent contribuer pour qu'ils portent leur juste part des fardeaux de l'Etat. C'est ce qui se pratique aujourd'hui en France.

Honoré III, qui succéda à Martin, poursuivit ses entreprises avec autant de chaleur qu'il l'eût pu faire lui-même : il pressa vivement le Roi de France de se mettre en possession des Royaumes que le Saint Siège lui avoit donnés, & lui confirma de nouveau, malgré les plaintes de l'Empereur Rodolphe, les Décimes des Diocèses de Liège, de Metz, de Verdun & de Bâle.

L'Armée Française entra en Catalogne au mois de Juin 1285 : quoiqu'elle fût presque toute composée de Croisés, c'est-à-dire, de gens qui avoient pris les Armes pour gagner les indulgences, elle commit les plus affreux désordres ; ils profanoient les Eglises, ils violaient même les Religieuses, ils emportoient les Vases sacrés, les Croix, les Images, les Livres & les Ornaments d'Eglise, & se les vendoient l'un à l'autre. C'est ainsi, dit Fleury \*, qu'ils se conduisirent pendant toute la Campagne ; prétendant toutefois gagner l'Indulgence de la Croisade, pour laquelle ils avoient une telle dévotion, que ceux qui ne pouvoient tirer des flèches ou employer d'autres armes, prenoient des pierres, & disoient : » Je jette » cette pierre contre Pierre d'Arragon, pour gagner l'Indulgence.

Cette guerre fut malheureuse, & cette prétendue Donation des Papes, coûta à la France une Armée nombreuse & son Roi, qui mourut à Perpignan le vingt-trois de Septembre, de la même maladie qui avoit fait périr la plus grande partie de ses Troupes.

Le Roi d'Arragon n'éprouvoit pas seul les hauteurs de la

\* Tome XVIII, page 374.

Cour de Rome. Guillaume , Marquis de Montferrat , dans une guerre qu'il eut contre l'Evêque de Tortonne , prit ce Prélat & sa Ville Episcopale : les Parens de cet Evêque refusant de rendre un certain Château, le Marquis crut devoir leur envoyer son prisonnier , pour qu'il les déterminât à le ceder ; au retour ce Prélat fut tué avec quelques autres , sans que ceux qui le gardoient s'en apperçussent , à cause d'un brouillard fort épais. Le Marquis protesta en vain qu'il n'avoit point de part à ce meurtre , il fut excommunié , & reçut ordre de comparoître en personne devant le Pape. On reçut pourtant ses excuses : mais voici l'Arrêt qu'on prononça contre lui , même en supposant qu'il se feroit purgé du meurtre dont on l'avoit accusé. » Il ira publiquement nuds pieds en chemise » & la tête nuë , depuis le lieu où l'Evêque a été pris , jusqu'à » l'Eglise de Tortonne ; & dans les Villes de Vercel , d'Ivrée » & d'Albe , depuis la porte jusqu'à l'Eglise Cathédrale. Il » sera privé , lui & toute sa Postérité , de tout Droit de » Patronnage , Fief ou Bail emphytéotique qu'il tient de » l'Eglise de Tortonne ; & sa Postérité , jusqu'à la quatrième » génération , sera incapable de posséder aucun Bénéfice dans » la même Eglise. Il fera le Voyage d'Outre-mer , ou le » Pélerinage à saint Jacques de Compostelle , quand on le » lui ordonnera. » La Sentence ajoûtoit , qu'on ne prétendoit point par cette Indulgence ôter aux Princes séculiers la faculté de le poursuivre comme sacrilège.

Quelle Indulgence ! Que pouvoit-on faire de plus s'il eût été convaincu du crime qu'il défavouoit , & que vraisemblablement il n'avoit pas commis ? Ce Seigneur pourtant étoit Prince Souverain : il avoit épousé une fille d'Alphonse l'Astrologue , Roi de Castille ; & l'Empereur Andronic s'allia dans sa Maison , & ne se fit point de deshonneur de l'avoir pour Beau-pere.

Les Vénitiens refuserent d'armer en faveur du Roi Charles, ou plutôt de consentir que leurs Sujets s'enrollassent dans ses Armées ; ils renouvelèrent même à cette occasion une Loi ancienne , qui défendoit à aucun d'entre eux de porter les Armes sans la permission du Doge , du grand & du petit Conseil. Leur Ville fut frappée de l'Interdit : pour en être délivrés , il fallut qu'ils protestassent que ce renouvellement de l'ancien Statut n'avoit point été fait au mépris de l'Eglise Romaine , ni en faveur de ses Ennemis , & qu'ils cessassent de poursuivre ceux de leurs Citoyens qui avoient désobéi à leur Ordonnance. Les plus puissans Princes de l'Europe plioient alors sous l'Autorité Pontificale , & se faisoient les exécuteurs de leurs Décrets : comment une République lui auroit-elle résisté ?

Philippe le Bel succéda à Philippe le Hardi , son Pere , au Gouvernement du Royaume de France. Ce Règne fut fameux par les grands démêlés de ce Prince avec un Pape , & par l'étroite liaison qu'il eut avec son successeur. Ce Pape avec qui la France eut de si grands démêlés , fut Boniface VIII , qui fut élu en la place de Célestin , Fondateur de l'Ordre Religieux qui porte encore aujourd'hui son nom. Boniface étoit un homme de beaucoup d'esprit , fort sçavant pour ces temps-là , d'une grande habileté dans les affaires , dont il avoit donné des preuves certaines en terminant heureusement les Négociations importantes & difficiles , dont ses Prédécesseurs l'avoient chargé : mais il étoit naturellement haut & fier ; qualités , qui dans un homme persuadé que comme Pape il avoit un pouvoir sans bornes , auquel même les Têtes couronnées devoient céder , ne pouvoient manquer de le conduire à d'étranges extrémités. Philippe de son côté étoit jeune , d'un naturel peu scrupuleux , encore moins endurant , plus puissant que pas un de ses Prédécesseurs , & qui avoit un Conseil de gens



hardis & impétueux : d'ailleurs , les Souverains en général étoient fatigués de voir faire aux Papes en toutes rencontres des actes de Souveraineté temporelle , de les voir se rendre maîtres absolus des privilèges , des dispenses & de toute la discipline ; & même de la plûpart des Bénéfices , auxquels ils nommoient sous différens Etats , remplissant ainsi leurs Etats d'Etrangers , qui ne pouvoient manquer d'être leurs créatures , & de prendre leur parti dans les occasions qui se présentoient. La Guerre Sainte fut l'occasion qui commit ensemble ces deux Puissances : les Turcs ou Sarrazins venoient d'enlever aux Chrétiens le peu qui leur restoit de leurs Conquêtes dans la Palestine , & dans la Syrie : Boniface en parut fort touché ; & soit qu'il fut animé d'un vrai zele , ou qu'il crût qu'il étoit de sa gloire de ne pas abandonner le dessein de ses Prédécesseurs , il résolut de se servir de toute l'autorité qu'il croyoit avoir en main pour l'exécuter promptement. Dans cette vûe il entreprit deux choses également difficiles ; sçavoir , de terminer les différends qui étoient entre les Souverains , & de retirer de leurs mains les sommes d'argent provenant des Décimes qu'on avoit levées pendant six ans , sur tout le Clergé. Son Prédécesseur Nicolas IV , avoit déjà bien avancé les choses , & s'étoit donné des mouvemens infinis ; mais sa mort & la longue vacance du Saint Sége , rendirent inutile tout ce qu'il avoit fait.

Boniface , selon son génie ardent , crut qu'il n'avoit qu'à parler pour être obéi , & que s'il venoit à bout de réduire le Roi de France à ce qu'il fouhaitoit , les autres se soumettroient sans peine : il lui envoya un Légat , qui sans ménagemens lui ordonna sous peine d'Excommunication , de faire la Paix ou une longue Trêve avec le Roi d'Angleterre : ce Monarque , piqué , répondit qu'il ne prenoit la Loi de personne , pour le Gouvernement de son Royaume ; que le Pape avoit tout au

plus Droit d'exhorter en ces sortes d'affaires , non de commander. Ce commencement de méfintelligence fut augmenté par l'Erection que Boniface fit, de son propre mouvement, de l'Abbaye de Saint Antonin en Evêché, & de la protection qu'il promit au Comte de Flandres, dont Philippe retenoit la fille.

Au même temps ce Pape publia une Constitution, qui défendoit aux Ecclésiastiques de payer aux Princes, ni Contributions, ni Décimes. » L'Antiquité, disoit ce Pontife, nous » a appris l'inimitié des Laïques contre les Clercs, & l'expérience du temps présent nous la déclare manifestement, » puisque sans considérer qu'ils n'ont aucune puissance sur les » personnes, ni sur les biens Ecclésiastiques, ils chargent » d'Impositions les Prélats, & le Clergé, tant Séculier que » Régulier : & ce que nous rapportons avec douleur, quelques Prélats & autres Ecclésiastiques, craignant plus d'offenser la Majesté temporelle que l'éternelle, acquiescent à ces abus. Voulant donc y obvier, Nous ordonnons que tous Prélats ou Ecclésiastiques qui payeront aux Laïques la Décime, ou quelque autre partie que ce soit de leurs revenus, à titre d'Aide, de Subvention, ou autre, sans l'autorité du Saint Siège, & les Rois, les Princes, les Magistrats, & tous les autres qui les imposeront, ou qui leur donneront aide ou conseil pour ce sujet, encourront dès-lors l'Excommunication, dont l'Absolution sera réservée au Saint Siège, nonobstant tout privilège.

Cet aveu de l'inimitié des Laïques contre les Clercs, auroit dû engager à en découvrir la source, & à y remédier : on auroit trouvé que c'étoient leurs grandes richesses, & l'abus qu'ils en faisoient, leur esprit de domination, l'indépendance qu'ils affectoient, & la hauteur, la tyrannie même avec laquelle ils exerçoient leurs fonctions, & soutenoient leurs prétendus

Droits. Le moyen que prenoit Boniface pour parer à cette haine, n'étoit propre qu'à l'augmenter. Fleury remarque, que pendant les cinq ou six premiers siècles du Christianisme, le Clergé s'attiroit le respect & l'affection de tout le monde, par sa conduite charitable & désintéressée; j'ajoute que, généralement parlant, la haine publique est fondée, & qu'il est bien rare qu'elle ait la Vertu pour objet.

Philippe le Bel, par représailles, publia deux Ordonnances; la première défendoit le transport d'or & d'argent hors de son Royaume, de quelque manière que ce pût être; la défense s'étendoit aux Armes, Vivres, Chevaux & munition de Guerre. La seconde défendoit aux Etrangers de demeurer en France, & d'y faire aucun Commerce.

Boniface répliqua par une longue Bulle, datée du 21 Septembre; c'est-à-dire, un mois après la publication des Ordonnances dont on vient de parler. Il relevoit fort la Liberté de l'Eglise, Epouse de Jesus-Christ, à laquelle, disoit-il, il a donné le pouvoir de commander à tous les Fideles, & à chacun d'eux en particulier: il s'oublioit jusqu'à dire, que si l'intention de ceux qui avoient porté la Défense du transport d'argent, avoit été de l'étendre à lui, à ses Freres les Prélats, & aux autres Ecclesiastiques, elle étoit non-seulement imprudente, mais insensée; puisque vous, disoit-il au Roi, ni les autres Princes séculiers n'avez aucune puissance sur nous, & vous avez encouru l'Excommunication pour avoir violé la Liberté Ecclesiastique. Il declare pourtant par une espece d'adoucissement, qu'il n'a pas absolument défendu au Clergé de donner au Roi quelque secours d'argent pour les nécessités de l'Etat, mais seulement de le faire sans sa permission. Pour ce qui regarde vos démêlés avec les autres Souverains, ajoûte-t-il, le Roi d'Angleterre & le Roi des Romains ne refusent pas de subir mon Jugement; & il est hors de doute que le



Jugement nous en appartient , puisqu'ils prétendent que vous péchez contre eux.

On répondit à cette Bulle aussi sérieusement que si les Maximes qu'elle contenoit eussent été appuyées sur quelque fondement solide ; & qui pis est , on y répondit d'une manière qui supposoit la justice de quelques prétentions de la Cour de Rome. » De tout temps , disoit-on , le Roi de France a pu » faire des Ordonnances pour se précautionner contre les atta- » ques de ses ennemis. C'est pour ce sujet que le Roi qui est » à présent , a défendu la traite des Armes , des Chevaux , de » l'Argent ; mais il a ajouté , sans sa permission ; afin que » quand il sçauroit que ces choses appartiendroient à des » Clercs , il la permît en connoissance de cause.

» L'Eglise , Epouse de Jesus - Christ , n'est pas seulement » composée du Clergé , mais encore des Laïques : il l'a déli- » vrée de la servitude du péché , & du joug de l'ancienne » Loi , & a voulu que tous ceux qui la composent , tant Clercs , » que Laïques , jouissent de cette liberté ; ce n'est pas pour les » seuls Ecclésiastiques qu'il est mort , ni à eux seuls qu'il a » promis la Grace en cette vie & la gloire en l'autre. Le » Clergé ne peut donc s'approprier que par abus , la Liberté » que Jesus - Christ nous a acquise.

» Mais il y a des Libertés particulières , accordées aux Mi- » nistres de l'Eglise par les Papes , à la priere , ou du moins » par la permission des Princes Séculiers ; & ces Libertés ne » peuvent ôter aux Princes ce qui est nécessaire pour le Gou- » vernement & la défense de leurs Etats. Les Ecclésiastiques » sont Membres de l'Etat comme les autres , & par consé- » quent , obligés de contribuer à sa conservation , d'autant plus , » qu'en cas de guerre leurs biens sont les plus exposés.

» Il est contre le Droit naturel , de leur défendre cette » Contribution , tandis qu'on leur permet de donner à des

» des amis, ou à des Boufons, & de faire des dépenses  
 » superflues en habits, en montures, en festins & autres  
 » vanités séculières, au préjudice des Pauvres. Nous crai-  
 » gnons Dieu, & nous honorons les Ministres de l'Eglise :  
 » mais nous ne craignons point les menaces déraisonnables  
 des hommes.

Une autre démarche avoit encore extrêmement chagriné  
 la Cour de France : le Pape s'étoit raccommode avec la Mai-  
 son d'Arragon, il avoit reconnu pour Roi légitime, le fils de  
 celui que ses Prédécesseurs avoient déposé avec tant de fracas,  
 il l'avoit fait Défenseur de l'Eglise Romaine, sous le titre de  
 Gonfalonier, & c'étoit sur lui qu'il comptoit particulièrement  
 pour l'expédition de la Terre Sainte, & pour soumettre ses en-  
 nemis particuliers; car du caractère dont il étoit, il s'en atti-  
 roit tous les jours de nouveaux.

On se raccommoda pourtant, du moins on suspendit ses  
 ressentimens. Boniface expliqua sa Bulle *Laitis Clericos*, & dé-  
 clara qu'il n'entendoit point empêcher les Contributions vo-  
 lontaires qui se feroient sans exaction; il ajouta, qu'elles se  
 pourroient lever dans les besoins de l'Etat, sans permission du  
 Pape, & que même dans les nécessités urgentes, on y pour-  
 roit contraindre par l'autorité Apostolique. Philippe de son  
 côté révoqua la Défense du transport de l'argent, & alla  
 jusqu'à consentir que le Pape fût Arbitre de ses différens,  
 avec le Comté de Flandres. Boniface donna une Senten-  
 ce arbitrale, qui ordonnoit que la fille du Comte lui se-  
 roit rendue, & ses Villes restituées; & comme s'il eût été  
 Juge Souverain, il la fit prononcer publiquement dans  
 son Consistoire. Philippe en fut choqué au dernier point;  
 la division recommença : elle dégénéra en haine personnél-  
 le, qui fut poussée de part & d'autre, à des extrémités

dont les hommes en place ne devroient jamais être capables.

Bernard de Saiffet , premier Evêque de Pamiers , fut envoyé à Philippe , pour l'exhorter à mettre enfin en liberté la fille du Comte de Flandres , & à se préparer au voyage de la Terre Sainte : ce Prélat s'acquitta de sa commission en termes peu mesurés. Au même temps il fut accusé comme ayant voulu persuader au Comte de Foix , & au Comte de Comminges , de se révolter , & de soustraire à l'obéissance du Roi , la Ville & la Comté de Toulouse , nouvellement réunies à la Couronne : on le chargeoit encore d'avoir dit , que la Ville de Pamiers n'étoit point du Royaume , qu'il ne tenoit rien du Roi , que ce Prince n'étoit pas légitime , que c'étoit un faux Monnoyeur , en un mot qu'il étoit indigne de regner.

Ces faits furent prouvés par une information juridique , qui commença le 24 de Mai 1301. Sur quoi , de l'avis des Grands de son Royaume , de plusieurs Docteurs , Clercs & Laïques , le Roi fit arrêter cet Evêque , & le mit à la garde de l'Archevêque de Narbonne , son Métropolitain , afin qu'il lui fit son procès jusqu'à la dégradation , & qu'on pût ensuite le punir selon qu'il l'avoit mérité.

Quelque modérée , quelque légitime que fût cette Procédure , le Pape ne l'apprit qu'avec un grand ressentiment : il le témoigna par des Ecrits violens. » Suivant le Droit Divin » & Humain , ( c'est le commencement d'une de ses Lettres ) les Prélats & les personnes Ecclésiastiques , sur lesquelles les Laïques n'ont aucun pouvoir , doivent jouir » d'une grande Liberté. Nous vous enjoignons de laisser » venir en notre présence l'Evêque que vous avez fait arrêter ; car vous devez sçavoir que vous avez encouru la



» peine Canonique pour avoir témérairement mis la main  
» sur cet Evêque ».

Dans une autre Lettre , datée du même jour , 5 Décembre 1301 , il parloit ainsi à ce Prince. » Dieu nous a établis  
» sur les Rois & les Royaumes , pour arracher , détruire ,  
» perdre , dissiper , édifier & planter en son nom , & par sa  
» Doctrine. Ne vous laissez donc pas persuader que vous  
» n'ayez point de Supérieur , & que vous ne foyez pas soumis  
» au Chef de la Hierarchie Ecclésiastique : qui pense ainsi ,  
» est un insensé , & qui le soutient opiniâtrément , est un  
» Infidèle , séparé du Troupeau du bon Pasteur. Or , l'affec-  
» tion que nous vous portons , ne nous permet pas de diffi-  
» muler que vous opprimez vos Sujets Ecclésiastiques & Sé-  
» culiers , la Noblesse , les Communautés & le Peuple ; de  
» quoi nous vous avons souvent averti , sans que vous en  
» ayez profité.

Après le détail de ces oppressions , il ajoutoit : » Pour ne  
» pas nous rendre coupables devant Dieu qui nous demandera  
» compte de votre Ame , voulant pourvoir à votre salut , &  
» à la réputation d'un Royaume qui nous est si cher , après  
» en avoir délibéré avec nos Frères les Cardinaux , Nous  
» avons par d'autres Lettres appelé pardevant Nous les Ar-  
» chevêques , les Evêques sacrés ou élus , les Abbés de Cî-  
» teaux , de Clugny , de Prémontré , de Saint Denis en France  
» & de Marmoutier , les Chapitres des Cathédrales de votre  
» Royaume , les Docteurs en Théologie , en Droit Canon &  
» en Droit Civil , & quelques autres Ecclésiastiques , leur  
» ordonnons de se présenter devant Nous le premier jour de  
» Novembre prochain , pour les consulter sur tout ce que  
» dessus , comme personnes , qui loin de vous être suspectes ,  
» sont affectionnées au bien de votre Royaume , dont nous

» traiterons avec eux. Vous pourrez, si vous croyez y avoir  
 » intérêt, vous y trouver par vous-même, ou par des En-  
 » voyés fideles & bien instruits de vos intentions. Autre-  
 » ment Nous ne laisserons pas de proceder en votre absence,  
 » ainsi que nous le jugerons à propos.

Le Roi fit brûler cette Lettre ou Bulle, & fit publier cette exécution à son de Trompe dans tout Paris. Il indiqua une Assemblée au Parlement. Elle se tint le 10 Avril 1302. On y exposa les prétentions du Pape Boniface, & l'abus qu'il faisoit de sa Puissance : » C'est pourquoi, dit ce Prince, je vous  
 » commande comme votre Maître, & vous prie comme vo-  
 » tre Ami, de me donner vos conseils, & votre secours pour  
 » la conservation de notre ancienne Liberté. Au reste, ajouta-  
 » t-il, je vous déclare que pour cet intérêt général, je suis  
 » prêt d'exposer tous mes biens, ma Personne même, & mes  
 » Enfans, s'il étoit besoin, & je vous demande une réponse  
 » précise & décisive ». Tous répondirent conformément à ses desirs & à leur devoir : les Ecclésiastiques mêmes, quoique embarrassés par l'obéissance qu'ils croyoient devoir au Pape, entrèrent dans les sentimens de la Nation, & promirent d'assister le Roi de leurs conseils, & de secours convenables pour la conservation de sa Personne, des siens & de sa Dignité, de la Liberté & des Droits du Royaume, y étant la plupart obligés par leur serment à raison de leurs Fiefs, & par la fidélité qu'ils devoient au Roi en qualité de ses Sujets.

L'absence des Prélats François n'empêcha pas Boniface de tenir le Concile qu'il avoit indiqué à Rome l'année précédente. Il y fit beaucoup de bruit, & éclata en menaces contre Philippe-le-Bel ; mais il se contenta de publier la fameuse Constitution *Unam sanctam*. Elle portoit en substance : » Que

» l'Eglise est un seul Corps qui n'a qu'un Chef, & non pas  
 » deux comme un Monstre. Ce seul est Jesus-Christ, & Saint  
 » Pierre son Vicaire, & le Successeur de Saint Pierre. Soit  
 » donc les Grecs, soit d'autres qui disent qu'ils ne sont pas  
 » soumis à ce Successeur, il faut qu'ils avouent qu'ils ne sont  
 » pas des Ouailles de Jesus-Christ, puisqu'il a dit lui-même  
 » qu'il n'y a qu'un Troupeau & qu'un Pasteur. Nous appre-  
 » nons, que dans cette Eglise & sous sa puissance sont deux  
 » glaives, le spirituel & le temporel; mais l'un doit être em-  
 » ployé par l'Eglise & par la main du Pontife, l'autre par  
 » l'Eglise, & par la main des Rois & des Guerriers, suivant  
 » l'ordre ou la permission du Pontife. Or il faut qu'un glaive  
 » soit soumis à l'autre; c'est-à-dire, la Puissance temporelle à  
 » la spirituelle, autrement elles ne feroient point ordonnées,  
 » & elles doivent l'être. Suivant le témoignage de la vérité,  
 » la puissance spirituelle doit instituer & juger la temporelle.  
 » Donc, si la puissance terrestre s'égare, elle sera jugée par  
 » la spirituelle; si c'est une moindre puissance spirituelle qui  
 » manque, elle sera jugée par la supérieure: mais c'est Dieu  
 » seul qui juge la souveraine puissance spirituelle. Enfin Nous  
 » déclarons, qu'il est de nécessité de salut, que toute Créa-  
 » ture humaine soit soumise aux Papes.

Le même jour dix-huit Novembre, on publia une autre  
 Bulle, qui portoit Excommunication générale contre tous  
 ceux qui prennent, dépouillent ou retiennent ceux qui vont  
 au Saint Siège ou en reviennent, ou qui les empêchent d'y  
 venir librement. Cette Censure s'étendoit sur toutes personnes,  
 de quelque Dignité qu'elles fussent, même les Rois & les  
 Empereurs. Il étoit visible dans les circonstances, que cette  
 Bulle regardoit principalement Philippe-le-Bel, à cause  
 de la défense qu'il avoit faite aux Prélats de son Royau-



me, d'en fortir pour obéir au Pape qui les avoit appelés à Rome.

Cette Querelle embarrassoit fort les deux Parties : sans doute qu'elles se repentoient également de s'y être engagées. Philippe avoit quantité d'Ennemis, qui eussent volontiers profité de sa mésintelligence : quoiqu'il eût de grandes qualités, ses peuples n'étoient guères contens, parce qu'outre les Impôts dont ils étoient plus chargés qu'ils ne l'avoient encore été, on avoit fait du changement, ou plutôt causé de l'altération aux Monnoyes, auxquelles jusqu'alors on n'avoit point touché ; ainsi, si le Pape s'y fût pris avec moins de hauteur, ils n'eussent pas été fâchés de le voir entreprendre de remédier à ces désordres. Pour s'assurer, il assembla de nouveau les Notables de son Royaume, qui se déclarèrent en sa faveur, & tira des principales Villes & Communautés des assurances de leur fidélité.

Il en étoit à peu près de même de Boniface ; il avoit contre lui un puissant Parti en Italie : il prit aussi ses mesures pour se soutenir, & peut-être pour faire exécuter les Sentences qu'il méditoit de prononcer contre son Ennemi personnel : déjà il s'étoit attaché la Maison d'Arragon ; il se déclara pour l'Archiduc Albert, qu'il avoit constamment refusé de reconnoître pour Roi des Romains, & qu'il avoit fait déclarer par les trois Electeurs Ecclésiastiques, criminel de Leze-Majesté, pour avoir pris les Armes contre Adolphe, après lui avoir fait hommage. Ce Prince oublia ces violens procédés, se détacha sans peine de l'Alliance qu'il avoit faite avec Philippe, & dans ses Lettres de soumission au Pape, il promit de défendre les Droits du Saint Siége contre tous ses Ennemis, Rois mêmes ou Empereurs, de ne faire avec eux aucune Alliance, au contraire de leur faire la guerre, si le Pape l'ordonnoit.

La persuasion où étoit ce Pape qu'il avoit tout pouvoir, & qu'il étoit établi de Dieu sur les Rois & les Royaumes, souverain Chef de la Hierarchie dans l'Eglise militante, & tenant le premier rang sur tous les mortels ; cette persuasion lui inspiroit la même fermeté, ou si l'on veut, la même audace contre tous les Souverains. Rien n'est plus étonnant que la hauteur dont il usa envers un Roi de Dannemark : ce Prince sur de violens soupçons que l'Archevêque de Lunden étoit entré dans une Conspiration par laquelle le Roi son Père avoit perdu la vie, le fit arrêter & enfermer dans une Tour. Le Pape lui écrivit en ces termes : » Vous avez notablement » offensé la Majesté divine, méprisé le Saint Siège & blessé » la Liberté Ecclésiastique. Nous vous ordonnons de mettre » en liberté l'Archevêque. Nous voulons aussi que vous nous » envoyez au plutôt des Ambassadeurs, qui puissent nous » instruire pleinement de l'état de votre Royaume, afin que » nous puissions travailler efficacement à y rétablir la paix. » L'Archevêque prisonnier se sauva & se rendit à Rome. On examina sa Cause ; Boniface excommunia le Roi, le condamna à quarante-neuf mille marcs d'argent envers l'Archevêque, & mit son Royaume en Interdit : il fit plus ; il envoya un Legat sur les lieux pour exécuter cette Sentence. Celui-ci, après avoir publié l'Interdit, signifia au Roi la Sentence, le menaçant, s'il n'y satisfaisoit, de lui faire perdre sa Couronne, & de la donner à un autre. Est-il étonnant après cela, qu'on ait saisi avidement l'occasion de secouer un joug si dur & si intolérable ?

Les Hongrois, après la mort d'André le Venitien, ne voulurent point recevoir de Roi de la main du Pape, ils se donnerent à Vincelas Roi de Bohême, qui leur envoya son fils, nommé aussi Vencelas : il fut sacré à Albe-Royale, sous le

nom de Ladislas. Boniface à cette nouvelle écrivit des Lettres foudroyantes. » Nous avons appris , dit-il à son Légat , que » l'Archevêque de Colocza est venu à ce point d'audace , ou » plutôt de folie , de couronner Roi de Hongrie Venceslas , » fils du Roi de Bohême , sans attendre votre arrivée , sans » considérer que Venceslas n'a aucun Droit sur ce Royaume , » & qu'au moins dans le doute il devoit nous consulter , ou » vous qui nous représentiez. » Il écrivit aussi à Venceslas : » Si vous ou votre fils avez quelque Droit sur la Hongrie ou » sur d'autres Provinces , & que vous les poursuiviez devant » nous , nous sommes disposés à vous les conserver en leur » entier. » Ce Prince , dans sa réponse soutint que son fils avoit été légitimement élu , & prioit le Pape de lui être favorable. On lui répliqua : » Le Trône Apostolique est établi de » Dieu sur les Rois & les Royaumes , pour rendre à chacun » ce qui lui appartient. Or , Marie , Reine de Sicile , soutient » que le Royaume de Hongrie appartient à elle & à Charles » son petit-fils ; c'est pourquoi nous ne pouvons vous accor- » der votre demande sans lui porter préjudice : mais pour » rendre justice à tout le monde , nous nous proposons de » faire citer devant nous , vous , cette Reine & son petit- » fils , & tous les autres qui croient y avoir intérêt.

Venceslas dans sa Lettre avoit joint le titre de Roi de Pologne à celui de Roi de Bohême : Boniface lui en fit de grands reproches ; » Nous vous défendons étroitement , ajouta-t-il , » sous les peines spirituelles & temporelles que nous voudrons » vous imposer , de prendre davantage le nom de Roi de » Pologne , ou d'en faire aucune fonction. Mais nous vous » offrons d'examiner les Droits que vous pouvez avoir sur » cette Couronne , & de vous les conserver , si vous prouvez » qu'ils sont légitimes. »

Ne



Ne diroit-on pas , à entendre parler ce Pontife , que ses prétentions étoient réelles , & qu'elles étoient clairement & expressement marquées dans l'Ecriture sainte ? On les respectoit pourtant ; & on y étoit tellement accoutumé , que Philippe-le-Bel , pour se tirer d'embarras crût n'avoir point d'autre parti à prendre , que de méconnoître ce Pape , & de supposer que son Election n'avoit pas été légitime , ou que depuis , par ses crimes , il s'en étoit rendu indigne.

Boniface avoit chargé son Légat en France d'absoudre le Roi Philippe , mais à condition qu'il se reconnoîtroit excommunié ; qu'il révoqueroit la défense qu'il avoit faite aux Evêques & autres Ecclésiastiques d'aller à Rome ; qu'il avoueroit que le Pape avoit la principale autorité de conférer les Bénéfices , & que la collation des Laïques n'y donnoit aucun Droit sans le consentement du Saint Siège ; qu'il reconnoîtroit que le Pape pouvoit envoyer librement des Légats & des Nonces sans la demande ni le consentement de personne ; que l'administration des Biens Ecclésiastiques n'appartenoit à aucun Laïque , & que le Pape en avoit la souveraine dispensation ; qu'il se justifieroit en particulier d'avoir fait brûler une Bulle du Pape ; qu'il cesseroit d'abuser de la garde des Cathédrales vacantes ; qu'il laisseroit aux Prélats le libre usage du glaive spirituel ; qu'il reformeroit les changemens qu'il avoit fait aux Monnoyes ; enfin qu'il ne prétendrait aucun Droit , pas même de ressort , sur la Ville de Lyon. A ces conditions étoit jointe une menace , que si dans un certain temps le Roi ne se soumettoit , on procéderoit contre lui spirituellement & temporellement , comme on le jugeroit à propos.

Philippe refusa absolument de se reconnoître excommunié ; & répondit du reste avec beaucoup de modération aux reproches qu'on lui faisoit , il offroit même de croire le Conseil des Ducs de Bretagne & de Bourgogne , auxquels le Pape

avoit aussi offert de s'en rapporter. Cette modération n'adoucit point Boniface ; il ordonna à son Ministre de déclarer au Roi qu'il étoit excommunié , que le Saint Siège révoquoit tous les privilèges accordés aux Rois ses Prédécesseurs & à lui-même , & de défendre à tous les Evêques & Prêtres de célébrer en sa présence les Divins Mystères. Ce Prince tint une Assemblée à Paris le douze Mars : Guillaume de Nogaret présenta au Roi une Requête , sans doute de concert avec ce Prince ; elle contenoit une accusation contre le Pape , réduite à quatre Articles.

Premièrement : Qu'il n'étoit point Pape , qu'il occupoit injustement le Siège , & qu'il y étoit entré par de mauvaises voyes.

Secondement : Qu'il étoit Hérétique manifeste.

Troisièmement : Qu'il étoit Simoniaque , jusqu'à avoir dit publiquement , qu'il ne pouvoit commettre de Simonie.

Quatrièmement enfin : Qu'il étoit chargé d'une infinité de crimes énormes , où il étoit tellement endurci , qu'il étoit incorrigible , & ne pouvoit plus être toléré , sans le renversement de l'Eglise.

» C'est pourquoi , concluoit l'Accusateur , je demande avec  
 » toute l'instance possible , & je vous supplie , Sire , & vous  
 » Prélats , Docteurs & autres Assistans , que vous excitiez les  
 » Princes & les Prélats , principalement les Cardinaux , à con-  
 » voquer un Concile général , où après la condamnation de  
 » ce Malheureux , les Cardinaux pourvoient l'Eglise d'un Pas-  
 » teur ; & j'offre de poursuivre mon accusation devant ce  
 » Concile. Cependant , comme cet homme n'a point de Su-  
 » périeur pour le déclarer suspens , je demande qu'il soit mis  
 » en prison , & que vous , avec les Cardinaux , établissiez un  
 » Vicaire de l'Eglise Romaine , pour ôter toute occasion de  
 » Schisme , jusqu'à ce qu'il y ait un Pape ».

Cette accusation fut dans la suite plus détaillée, & soutenue véritable, avec serment, par le Comte d'Evreux, frere du Roi, Guy, Comte de Saint-Pol, & Guillaume du Pleffis.

» Boniface, (ainsi s'exprimoit la nouvelle Accusation,) ne croir  
 » point l'immortalité de l'Âme; il ne croit point que le Corps  
 » de Jesus-Christ soit dans l'Hostie consacrée; le bruit com-  
 » mun est, qu'il dit que la Fornication n'est pas un péché;  
 » il a souvent dit que pour abbaïffer le Roi & les François,  
 » il se précipiteroit, & tout le monde, & toute l'Eglise; il  
 » est Sorcier, & consulte les Devins; il a prêché publique-  
 » ment, que le Pape ne peut commettre de Simonie; il a  
 » fait frapper en sa présence plusieurs Clercs qui en sont  
 » morts; ayant fait mettre en prison un Gentilhomme, il de-  
 » fendit qu'on lui administrât le Sacrement de Pénitence: il  
 » a contraint quelques Prêtres à lui révéler des Confessions;  
 » il n'observe, ni les Jeûnes, ni les Abstinences de l'Eglise;  
 » il déprime les Moines & les Ordres des Freres Mineurs &  
 » des Prêcheurs, dont il a souvent dit qu'ils perdoient le  
 » monde, que c'étoient des hypocrites; il a voulu empêcher  
 » la Paix entre la France & l'Angleterre; il a confirmé le  
 » Roi d'Allemagne Albert, & déclaré publiquement qu'il le  
 » faisoit pour détruire la superbe Nation des François; on  
 » dit hautement qu'il est Simoniaque, & la source de la  
 » Simonie.

La lecture de ces Griefs fut suivie d'un Appel au futur Concile, de tout ce que pourroit faire le prétendu Pape. Le Roi & toute la Nation y adhérèrent.

On ne s'en tint pas là; le Roi par le conseil d'Etienne Colonne, ennemi déclaré de Boniface, forma le projet de le faire enlever pour le conduire à Lyon, où se seroit tenu le Concile qui devoit le juger. Nogaret, son premier Accusateur, fut chargé de cette hazardeuse commission: il s'associa



un Chevalier Italien, qui avoit un Château en Toscane; là ils négocierent si heureusement, & si secrettement, qu'ils surprirent le Pape dans la petite Ville d'Agnani, sa Patrie, & le firent leur prisonnier. Sa captivité ne fut pas longue, les Bourgeois d'Agnani se repentirent de leur perfidie, ou de leur lâcheté; ils prirent les armes, chassèrent les François, qui n'eurent le Pape en leur pouvoir, que deux jours. Ce Pontife partit aussi-tôt pour Rome, plein de projets de vengeance; mais il y mourut l'onzième d'Octobre, & ne survêcut qu'un mois à l'humiliation qu'il avoit soufferte. Son Successeur annulla tout ce qu'il avoit fait contre la France; mais il poursuivit vivement, comme il le devoit, ceux qui avoient servi d'instrument à la vengeance du Roi.





# HISTOIRE

D U

## DROIT PUBLIC ECCLÉSIASTIQUE FRANÇOIS.

---

### LIVRE III.

*Depuis la mort de Boniface VIII, jusqu'au grand  
Schisme.*

A INSI finit cette grande affaire, causée par l'ignorance & l'incertitude où l'on étoit alors du Droit Public Ecclésiastique. Suivant les principes de ce Droit, que je crois incontestables, les prétentions de Boniface étoient absolument nulles. Pour en empêcher l'exécution, il n'étoit point du tout nécessaire de le méconnoître, de le dégrader, d'avoir recours à ces procédures outrées & irrégulières, qui d'une bonne cause en faisoient une mauvaise; il suffisoit de déclarer unanimement, que les prétentions du Pape étoient nulles & abusives, & que tout ce qu'il feroit pour les soutenir, auroit les mêmes caracteres de nullité & d'abus: il falloit, comme a fait Louis XIV, en 1682, faire enseigner les principes du Droit Public Ecclésiastique, qui sont, l'indépendance de l'autorité Civile, par rapport au temporel, & la non Souveraineté du

Pape, par rapport au spirituel ; en un mot, il falloit que les Evêques connussent leurs Droits, qu'ils les soutinssent au lieu de les laisser avilir, comme ils faisoient alors, en souffrant que les Mandians usassent des privilèges qu'on leur accordoit en foule : il falloit qu'ils fissent sentir qu'ils connoissoient les anciens Usages de l'Eglise, qu'il n'étoit pas impossible de rétablir. Cette maniere de procéder n'eût-elle pas été plus raisonnable, & plus honorable que ces accusations vagues & outrées, devant un Tribunal qui n'avoit aucun Droit sur l'Accusé ? Pour la prise de Boniface, elle fut manifestement contre le Droit des gens ; car enfin, il étoit Souverain ; & quoiqu'on fût avec lui en Procès, on ne lui avoit point déclaré la guerre. Par où pourroit-on justifier le pillage de ses Trésors, & les insultes qu'on lui fit ? D'ailleurs, par ces procédés, c'étoit le Juge qu'on récusoit personnellement ; & il restoit à sçavoir, si un Pape sans reproche auroit eu la puissance, que celui-ci, à raison de ces prétendus crimes, étoit incapable d'exercer.

On regarda alors en France, & on a continué à regarder depuis, l'Acte d'Appel au futur Concile, comme une ressource assurée contre les vexations & les prétentions de la Cour de Rome, & même contre le danger du Schisme. Ne s'est-on point trompé, & cette pratique est-elle aussi sûre, aussi sage, qu'on le pense communément ? C'est ce que je vais examiner.





---

## SIXIÈME DISSERTATION ,

*Du Schisme & des Appels au futur Concile.*

**L**E Schisme est un refus de reconnoître une autorité légitime & de s'y soumettre. Cette définition convient aux Membres d'une Assemblée qui résistent à leur Chef, soit qu'ils cessent absolument de le reconnoître pour tel, ou qu'ils lui contestent une partie de l'autorité qui lui appartient. Par exemple, sans cesser de reconnoître un Roi, on peut lui disputer quelqu'un des Droits qu'il croit avoir, comme de changer le prix des Monnoyes, d'imposer des Tributs à son gré. Les Opposans méritent à la lettre le nom de Schismatiques & de Rebelles, s'ils contestent ces Droits réels & légitimement établis.

Le Chef d'une Société peut être lui-même Schismatique ; & il l'est, quand il entreprend sur les Droits de cette Société, & qu'il prétend en retrancher ceux qui s'opposent à ses entreprises. Ainsi, le Schisme en général est une séparation injuste du Chef d'avec les Membres, de quelque côté que soit l'injustice ; de manière pourtant que ce nom, pris à la rigueur avec l'odieux qui lui est attaché, ne convient qu'à celui du côté duquel l'injustice se trouve. Du reste, il faut observer, que toute opposition du Chef aux Membres n'est pas un Schisme, à moins qu'elle ne produise une rupture ouverte, & qu'elle ne détruise les rapports mutuels & généraux de dépendance & de soin, en quoi consistoit la Société.

L'intelligence seule de ces définitions & de ces observations pourroit suffire à éclaircir cette matière, qu'on a si fort embarrassée. Je crois pourtant devoir y insister & les développer davantage.

Rien n'est plus nécessaire & plus excellent que la subordination & l'obéissance à l'autorité légitime ; mais il faut avouer qu'on en a étrangement abusé , & qu'on leur a donné dans la pratique une étendue toute autre qu'elles ne devoient avoir : sous prétexte que la présomption est pour le Supérieur , on a regardé & on a puni comme révolte , les oppositions les plus légitimes & les plus respectueuses ; les Loix favorables aux Souverains ont été exactement observées, tandis que celles qui étoient en faveur des peuples , ont été absolument négligées & prosrites par le non-Usage , comme si l'obéissance aux Loix primitives n'obligeoit pas également & ceux qui gouvernent & ceux qui sont gouvernés. C'est ainsi que la forme du Gouvernement est changée dans plusieurs Etats de l'Europe : presque tout ce qui gênoit & incommodoit l'Autorité Royale , a été retranché , & les descendants de ces hommes libres , qui avoient pris de si sages mesures pour borner l'autorité à laquelle ils se soumettoient librement , sont aujourd'hui esclaves , & ne sont pas plus consultés sur les affaires de la Nation , que s'ils n'y avoient aucun intérêt. Il est un Etat, dont presque toutes les Loix se réduisent à ces deux mots , **LE ROI LE VEUT**. Un des crimes les moins pardonnables , c'est de regretter les anciens Usages ; que seroit-ce donc , si on pensoit sérieusement à les rétablir ? Toutefois il est certain que la révolte & la désobéissance ne consistent pas à résister à celui qui commande au-delà des Loix qu'il doit lui-même observer , & qu'il seroit à souhaiter que la timidité & les vains scrupules eussent moins eu d'empire , & qu'on eût été aussi attentif à empêcher l'autorité de franchir ses bornes , qu'on étoit docile à lui rendre le service & la soumission qu'elle avoit droit d'exiger.

Ce changement dont je parle , a été du moins aussi sensible dans le Gouvernement Ecclésiastique. Jesus-Christ, pour gouverner

verner le troupeau qu'il avoit acquis au prix de son Sang , établit des Evêques ; il les fit tous égaux par le caractère qu'il leur imprima , & par la puissance d'instruire , de lier & de délier , d'ouvrir & de fermer le Ciel , qu'il leur donna : à ces dons précieux il ajouta la promesse infailible d'être avec eux jusqu'à la consommation des siècles : *Ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi*. De maniere que l'Episcopat est un , & que tous ceux qui y sont élevés , le possèdent tout entier. C'est aux Catholiques que je parle , selon leurs propres principes , & je ne prétens point ici entrer en dispute avec ceux qui ont cru devoir rejeter l'Episcopat , & réduire tout le Ministère Ecclésiastique à la simple Instruction.

Cette égale participation de l'Episcopat n'empêcha point qu'il n'y eût quelque subordination entre ceux qui en furent les premiers revêtus ; subordination , qui s'est conservée & perpétuée entre leurs Successeurs. Ils eurent un Chef , qui étoit comme le centre où ils devoient se réunir , mais dont l'autorité ne devoit emporter aucune supériorité réelle , du moins aucune qui fût incompatible avec l'égalité de caractère & de puissance qu'ils avoient tous reçu. Son autorité étoit donc , comme je l'ai déjà dit , une autorité d'inspection & de vigilance , pour que chacun d'eux fît son devoir , & pour suppléer à ce qu'ils manqueroient de faire ; autorité , qui exigeoit qu'on ne fît aucun Règlement général sans sa participation.

La multitude des Fidèles , & le partage qu'il en fallut faire pour leur donner des Pasteurs stables & qui pussent les gouverner , obligea bien-tôt à joindre à l'autorité d'inspection & de vigilance celle de ressort ; c'est-à-dire , qu'on établit qu'il y auroit différens Tribunaux , supérieurs les uns aux autres , à qui on pourroit s'adresser au cas qu'on ne fût pas content de son Juge immédiat. Il est constant par toutes les Histoires,



que dans l'Eglise d'Occident, le dernier, ou plutôt le premier de ces Tribunaux fut l'Eglise de Rome, dont l'Evêque étoit Successeur du premier des Apôtres, & de ses Titres & de ses Droits, en conséquence desquels il étoit Chef de l'Eglise & avoit l'autorité d'inspection & de vigilance, bien plus directement sur les Pasteurs que sur les Particuliers.

Ces Chefs de l'Eglise imiterent bien-tôt la conduite des Chefs des Sociétés civiles : peu contents de l'autorité qui leur convenoit, & que leur divin Instituteur leur avoit attribuée, ils entreprirent de la changer en Souveraineté. Le grand respect, pour ne pas dire le respect excessif qu'on avoit pour eux, la faveur des Empereurs, la simplicité, l'ignorance, les firent reussir presque au-delà de leurs espérances. Ils abusèrent de leur Droit de vigilance & d'inspection pour exercer par-tout les Fonctions Episcopales ; par-là ils abaissèrent les Evêques, & bientôt ils leur parlèrent en maîtres. Il en fut de même du Droit de ressort : non seulement ils jugèrent des affaires qui leur étoient dévolües de Droit, mais ils s'en attirèrent le plus qu'ils purent, ils prévinrent les Jurisdictions ordinaires, & se réservèrent les plus considérables, comme les Souverains du siècle ; ils décidèrent en leur propre cause, & s'attribuèrent les prérogatives qu'ils voulurent.

Ignorance, négligence, surprise, complaisance, confiance, déférence, tout devint titre pour eux, tout devint Loi ; il n'y eut pas jusqu'aux réponses qu'ils avoient données à des consultations particulières, dont ils n'entreprissent de faire des oracles infallibles : & bien-tôt encore, comme les Rois de la terre, ils déclarèrent rebelles ceux qui s'opposèrent à leurs volontés, & à leurs prétentions.

Maîtres du spirituel, ils le devinrent bien-tôt du temporel : ils décidèrent non seulement qu'ils avoient Droit d'inspection sur les biens de chaque Eglise particulière, ce qui eut été tolé-

table ; mais encore qu'ils en avoient le souverain domaine ; ils déclarèrent que ces biens ne pouvoient sans crime être employés à des usages profanes, & ils mirent au nombre de ces usages, l'emploi qu'on en pourroit faire pour le soulagement de l'Etat, sans leur permission.

Enfin, cette facilité prodigieuse, avec laquelle ils avoient changé le Gouvernement primitif de l'Eglise, pour s'en faire Souverains, leur mit dans l'esprit cette idée outrée, qu'ils étoient les Maîtres des Rois, & qu'en certains cas, qu'il leur plût de marquer, ils pouvoient disposer de leurs Couronnes ; & ce qui est de plus étonnant encore, c'est que plusieurs Rois, par leur foiblesse, par leur avidité, donnerent du poids à ces prétentions chymériques. Boniface VIII, dont je parlois il n'y a qu'un moment, est le dernier Pape, je ne dis pas qui ait cru être Souverain des Souverains, mais qui ait prétendu exercer cette Souveraineté : ses Successeurs se sont modérés à cet égard ; & depuis le changement arrivé dans le Nord, ils ne se mêlent plus de ces sortes d'affaires, qu'en qualité de Médiateurs, & par voye de représentation & d'exhortation ; du moins, ils ne s'en mêlent plus que secrètement & par voye d'intrigue.

La remarque que je viens de faire au sujet de Boniface, me fait souvenir, qu'en racontant ses démêlés avec Philippe-le-Bel, j'ai oublié de rapporter la réflexion d'un des plus habiles, & des plus hardis Critiques de nos jours. Il cite Ciaccinius, qui s'exprime ainsi : » Par rapport aux Lettres pleines » d'injures grossières que ce Prince & ce Pontife se sont mutuellement écrites, je ne puis m'empêcher de dire, que je » les crois faites à plaisir. En effet, elles sont indignes de l'un » & de l'autre, & ce n'est qu'à ce qu'on appelle une Harangere, qu'il puisse être permis d'écrire de la sorte. Au reste, » Grotius & Paul Æmile, sont de mon sentiment «. A quoi le

Critique dont je parle , ajoute : » Pour peu qu'on ait de  
» goût & de discernement , il n'est pas possible de lire ces  
» Lettres sans convenir qu'elles sont l'ouvrage de quelque  
» Pédant , plus méchant encore qu'il n'étoit oisif. Et puis-  
» qu'on a eu la malice de forger ces Lettres , ne seroit-il pas  
» raisonnable de penser , que la plûpart des circonstances de  
» ce Procès extraordinaire ont la même source , & qu'on  
» ne doit regarder comme véritable , que ce qui est con-  
» tenu dans les Lettres Originales qui se gardent dans les  
» deux Cours ?

Je reviens à mon sujet. J'ai dit que le Schisme est une séparation injuste du Chef d'avec les Membres , & que le crime , l'odieux du Schisme , sont toujours du côté où est l'injustice. Or , cette injustice , par rapport au Chef , consiste en ce qu'il s'attribue des Droits qu'il n'a point ; & par rapport aux Membres , en ce qu'ils lui contestent des Droits qu'il a. Si ces contestations ne vont point jusqu'à la séparation ; c'est-à-dire , jusqu'à cesser de se reconnoître mutuellement pour Chef & pour Membres , elles ne produisent qu'une simple division ; si elles vont jusqu'à faire cesser cette reconnoissance mutuelle , elles produisent le Schisme. Je ne suis donc point Schismatique , si je reconnois dans le Pape l'autorité de vigilance , d'inspection , de ressort , qu'il a réellement , quoiqu'il cesse de me regarder comme n'appartenant plus à la Société dont il est le Chef , parce que je lui dispute la Souveraineté qu'il prétend avoir , quoiqu'il ne l'ait pas. Aucontraire , je suis Schismatique , si en conséquence de quelque contestation , bien ou mal fondée , je cesse de le reconnoître pour mon Chef , & d'avoir pour lui en tout le reste la soumission & le respect que je lui dois ; car quoique je refuse justement de le reconnoître pour ce qu'il n'est pas , je serois injuste si je cessois de le reconnoître pour ce qu'il est.



Il faut encore développer ceci. Le Chef d'une Société, fut-il aussi Souverain, que prétend l'être le grand Seigneur, n'a pas Droit d'en retrancher qui il lui plaît, sans autre cause que sa volonté : & certes, tous les hommes doivent s'accorder à penser qu'il n'est point de Souveraineté absolue, qu'il n'en est pas qui ne soit du moins soumise aux Loix de l'équité & de la raison. Par conséquent, tout retranchement d'une Société n'est pas efficace : s'il n'est pas fondé sur la justice, j'appartiens à cette Société malgré le Chef qui m'en sépare ; & quoique souvent par nécessité ou par déférence, je doive me comporter comme ne lui appartenant plus, je ne lui suis pas moins uni que je l'étois avant le prétendu Decret qui m'en a séparé. Quelques exemples acheveront d'éclaircir ma pensée.

Les Papes, comme nous l'avons vu bien des fois, ont prétendu avoir droit en général, du moins en certaines circonstances, d'obliger les Princes à terminer ou à suspendre leurs différends par des Trêves ou par la Paix, ils ont été jusqu'à retrancher de la Société des Fidèles celui ou ceux qui refusoient de leur obéir : ces Princes cessoient-ils pour cela d'appartenir à cette Société, & leur refus de reconnoître ce prétendu Droit, étoit-il, pouvoit-il être un acte schismatique ?

Il en est de même à plus forte raison de ces autres Decrets insoutenables des Papes, par lesquels ils défendoient à un Souverain de se mêler du gouvernement de ses Etats, & à ses Sujets de le reconnoître & de lui obéir, de lui rendre aucun service, de lui donner aide ou conseil : leur obéir, eût été un crime ; par conséquent la résistance étoit légitime & ne pouvoit être schismatique.

Les Papes prétendent avoir le souverain domaine des biens Ecclésiastiques. Leur disputer cette prétention, empêcher qu'ils ne l'exercent, seroit-ce manquer à ce qu'on leur doit ? Ou

plutôt, ne le pas faire, n'est-ce pas manquer à ce qu'on se doit à soi-même ?

Nous avons vû que les Papes se sont emparés des Droits de l'Episcopat, & qu'aux dépens du Droit Public, ils se sont fait un Droit particulier. Si on entreprenoit de rétablir ce Droit Public dans son intégrité; si les Evêques secoüoient le joug dont ils se sont laissé charger; s'ils brisoient les liens dont on a resserré la plénitude de puissance attachée à leur caractère; s'ils ne vouloient plus reconnoître de Cas réservés au Pape; s'ils regardoient comme nuls les Privilèges accordés aux Religieux au préjudice de leur Jurisdiction; s'ils se remettoient en possession d'accorder les Dispenses que les Papes se sont réservées, de statuer sur les Résignations, Permutations, Union, Division des Bénéfices, sur l'Erection de nouveaux Evêchés, & que du reste ils laissassent à l'Eglise Romaine ses Droits de vigilance, d'inspection, de ressort; de quel côté seroit le Schisme, ou ce qui revient au même, l'injustice, si à cette occasion le Pape se séparoit d'eux? Car ces Droits en quoi consiste la supériorité du Pape au-dessus des Evêques, ne le font point leur Souverain; & s'ils lui donnent Droit de veiller sur la maniere dont ils s'acquittent de leurs Fonctions, ils ne lui donnent pas le droit de les faire & de les en exclure: & dès-là qu'il n'est point Souverain, il ne peut rien statuer sur le Gouvernement général sans leur consentement, & ne peut empêcher que dans leurs Diocèses ou dans leurs Provinces, ils ne fassent comme il fait lui-même, les Réglemens qu'ils jugent convenables.

Par rapport à l'autorité de Ressort que j'attribue au Pape, je dois observer qu'elle ne lui donne pas Droit de connoître de toutes sortes d'affaires, d'évoquer à son Tribunal les Parties contestantes, de recourir à lui sans moyen, c'est-à-dire, au préjudice des Tribunaux inférieurs; que n'étant point Souve-

rain, les Privilèges qu'il peut avoir accordés à cet égard, sont nuls & abusifs: je dois encore observer qu'il n'y a que certaines Causes qui puissent & doivent lui être portées; que les Evêques n'y sont point soumis en ce qui regarde l'exercice de leur Jurisdiction gracieuse, mais seulement en ce qui regarde leur Jurisdiction contentieuse, telles que sont les Disputes sur les limites de leurs Diocèses, les Accusations personnelles contre quelques uns d'entre eux; car pour ce qui regarde la Foi, les Mœurs, la Discipline universelle, elles ne sont pas tellement du ressort du Pape, qu'il puisse en décider sans leur concert.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire que j'ajoute rien à ce que je viens de dire, pour faire comprendre ce que c'est que le Schisme proprement dit; lequel en tant qu'il est distingué des séparations que produit l'Hérésie, consiste à méconnoître des Droits légitimes ou à s'en attribuer qui ne le sont pas, de manière que cette méconnoissance, ou cette fausse attribution produisent une séparation. Je crois qu'on comprendra aussi, combien mal à propos on a craint & on craint encore le Schisme: dussai-je passer pour Schismatique, il faut que je dise qu'on en a fait un épouvantail pour intimider la Pieté, & la forcer à se soumettre à des Droits que l'on n'avoit pas.

Comme les Papes ont déclaré nul & schismatique tout Appel qu'on interjetteroit de leur Sentence à quelque Tribunal que ce fût, même à un Concile général, j'entreprends d'examiner cette matière importante, & j'ose dire d'avance, qu'on sera étonné des erreurs dans lesquelles on est tombé des deux côtés.

Les Souverains, ne pouvant pas toujours administrer par eux-mêmes la Justice à leurs peuples, ont été obligés d'établir des Tribunaux qui fissent en leur nom & sous leur autorité ce qu'ils ne pouvoient faire. En vue de la subordination, & pour marquer leur Souveraineté, ils ont dû se réserver le



Droit d'évoquer à eux-mêmes telles affaires qu'ils jugeroient à propos, & donner à leurs Sujets, du moins en certaines circonstances, celui de réclamer leur autorité souveraine : & il est bien étonnant, comme on l'a dit à un Lit de Justice, qu'un Tribunal qui reconnoît ne tenir ses Droits que de son Roi, veuille se faire contre lui des Titres de ses Concessions, & qu'il éclate en plaintes & en murmures lorsque ce Souverain juge à propos d'exercer son autorité par lui-même ; le moins qu'on puisse dire, c'est que cet aveu & ces prétentions sont incompatibles.

L'Appel, considéré en lui-même, est juste, il est même nécessaire, il est en quelque sorte de Droit naturel ; il n'est point, il n'a point été de Nation où il ne soit, où il n'ait été en usage : mais pour être juste, & qu'on n'en abuse point pour se soustraire à la Loi & pour protéger le crime, il faut que le Tribunal qu'on réclame, soit Souverain par rapport à la Matière dont il s'agit, & qu'il soit reconnu pour tel par celui qui y a recours ; il faut que ce Tribunal existe, qu'il puisse du moins exister en certain temps, à moins que sa non-existence ne provienne de la faute du Juge dont on appelle ; ce n'est pas assez, il faut encore que l'affaire soit de quelque importance, qu'il n'y ait point de notoriété de crime ou d'injustice, & que le Tribunal dont on n'est pas content, puisse être soupçonné d'avoir manqué de lumière ou d'équité ; enfin il faut que l'Appel soit reçu, du moins qu'il soit jugé légitime. Sans ces conditions, ce qui a été établi en faveur de l'innocence & du bon Droit, ne serviroit qu'à l'impunité du crime, qu'à faire triompher l'injustice, qu'à éterniser les querelles & les différentes prétentions, au lieu de les terminer & de les fixer. J'oubliois de dire que l'Appel doit ordinairement laisser les Parties dans la possession où elles étoient avant le Jugement contre lequel on s'est pourvu.

Premièrement,

Premierement, il faut que le Tribunal auquel on a son dernier recours, soit souverain, & qu'il puisse juger définitivement : s'il n'en est point, si l'on n'en reconnoît pas de cette espece, l'Appel est illusoire, il n'est fait que pour gagner du temps, pour faire croire qu'on reconnoît un Juge, quoiqu'au fonds on n'en reconnoisse point, & qu'on soit déterminé à ne jamais céder. Il n'est point de Société où l'on ne reconnoisse un Tribunal Souverain, au Jugement duquel on puisse résister impunément.

Il faut en second lieu, que ce Tribunal Souverain existe, du moins qu'il puisse exister : autrement l'Appel qu'on interjette, seroit une déclaration presque formelle, qu'on ne reconnoît point d'autorité à quoi on veuille se rendre, & qu'on est résolu à ne finir jamais la querelle qu'on a commencée, à ne se désister jamais des prétentions qu'on a formées, & par une suite nécessaire, qu'on est déterminé à résister à l'autorité qu'on recuse, & à se servir de tous les moyens possibles pour se dérober à ses poursuites & à sa vengeance. Dire qu'en ces circonstances un Appel soit légitime, & qu'il soit suspensif des décisions du Tribunal qu'on veut méconnoître, c'est ouvrir une porte spacieuse à la révolte, à l'opiniâtreté, & leur assurer le succès de leur entreprise, ou du moins l'impunité ; une Société, où ces sortes d'Appels s'introduiroient, & se souffriroient, éprouveroit infailliblement les divisions les plus fâcheuses, & seroit bien-tôt anéantie.

Il y a pourtant une exception à faire : la fraude & le dol peuvent être du côté du Juge. Je m'explique : s'il est réglé que ce Tribunal pardevant lequel on se retire s'assemble de temps en temps, & que le Juge dont est Appel, soit en considération de ses intérêts particuliers, ou parce qu'il prétend avoir la Souveraineté qui appartient à ce Tribunal, refuse de l'assembler, ou empêche de fait qu'il ne s'assemble ; alors dans

ces circonstances, l'Appel est légitime ; il n'est ni illusoire, ni frustratoire, pourvu toutefois, comme je l'ai dit, qu'on reconnoisse la Souveraineté de ce Tribunal, & qu'on soit sincèrement disposé à se soumettre à ses décisions.

Pour ce qui est des conditions qu'on a quelquefois apposées à ces Appels, que ce Tribunal seroit libre, que ceux qu'on appelloit ses Parties ne s'y trouveroient point, n'auroient pas Droit de suffrage, il est visible qu'on ne les demandoit que pour avoir des prétextes de refuser de se soumettre. En fait de Société, le Tribunal qui la représente ne peut être censé Partie ; s'il l'étoit, ce seroit une preuve certaine que celui qui y appelle a tort. Faut-il donc pour juger les différends qui intéressent un Etat, avoir recours à des Etrangers ? Faut-il que la Synagogue résigne son pouvoir de juger à l'Assemblée des Chrétiens ; que celle-ci résigne le sien à l'Assemblée des Prêtres Turcs ?

Quant à la forme de l'Assemblée, & à la manière de la convoquer, on n'y doit souffrir, ni demander aucune innovation.

Troisièmement, l'Affaire au sujet de laquelle on appelle, doit être grave & importante, sans quoi les Tribunaux subalternes seroient inutiles, & le Tribunal supérieur seroit accablé : car s'il étoit permis d'appeller en toutes sortes d'occasions, l'attachement des hommes à leurs intérêts, à leurs opinions, est si grand, qu'il en est bien peu qui ne se servissent de cette liberté. Ne seroit-il pas déraisonnable, ridicule même, que ce qu'il y a de plus considérable dans une Société se mît en mouvement pour une bagatelle, pour une somme modique, pour une Cure par exemple, pour un Droit de Dîme ?

Quatrièmement, la notoriété du crime & de l'injustice exclut la voye d'Appel : un homme qu'on prend les armes à la main, contre son Prince légitime, qu'on trouve dans une



maison, chargé des effets qu'il y a volés, qu'on surprend achevant d'égorger un Voyageur, a-t-il Droit d'appeller de la Sentence qui le condamne au supplice marqué par les Loix pour la punition de ces sortes de crimes ? Un homme nie la Divinité de Jesus-Christ, il traite le Christianisme de Fable & d'invention humaine : si un Evêque proscriit ces sentimens manifestement impies, aura-t-il Droit d'en appeller à un Concile général ? En ces cas, peut-on soupçonner le Tribunal subalterne d'avoir manqué de lumiere ou d'équité ?

Cinquièmement, il ne scauroit convenir que l'interruption du cours de la Justice dépende uniquement du caprice & de l'obstination d'un Plaideur, qui se fait Juge en sa propre Cause, & accuse le Tribunal qui l'a comdamné : c'est pourquoi on a réglé, comme on le devoit, que tout Appel ne seroit pas censé légitime ; que pour l'être, & qu'il produisît les effets à quoi il est destiné, il faudroit qu'il fût approuvé & autorisé.

Sixièmement enfin, l'Appel doit laisser les Parties dans la possession où elles étoient avant la Sentence du Juge dont on a appellé ; c'est-à-dire, qu'il est également injuste & indécent de se conduire à l'abri d'un Appel, comme si on avoit déjà gagné son Procès, d'insulter les Juges dont on a appellé, comme si le Tribunal supérieur avoit déjà cassé & annullé leur Sentence. Je prie fort qu'on s'applique à pénétrer ces Observations ; elles sont le fondement & la clef de ce qui me reste à dire sur ce sujet intéressant.

L'Eglise, comme toutes les autres Sociétés, a bien-tôt vu naître la division entre les Membres qui la composoient, & comme elles, elle a été obligée d'établir différens Tribunaux pour décider les difficultés, & pour terminer les contestations. Elle a sans doute une autorité Souveraine, que doivent reconnoître ceux qui la composent ; sans quoi elle ne seroit qu'une Société subalterne & subordonnée : son Divin Instituteur

l'autorité établie sous la forme d'un Troupeau, il est visible que l'autorité doit être entre les mains des Pasteurs de ce Troupeau. Or, ces Pasteurs sont les Evêques; les Evêques sont donc les Magistrats de l'Eglise; & c'est dans eux seuls que réside son autorité législative, que chacun d'eux exerce sur chaque Troupeau particulier, & qu'ils doivent exercer en commun sur tous les Troupeaux en général: car puisqu'ils sont tous égaux par leur Caractère, & par la puissance d'enseigner, de lier, de délier, aucun d'eux n'a sur les autres une supériorité proprement dite; d'où il suit nécessairement & évidemment, que les Evêques assemblés forment le Souverain Tribunal de l'Eglise, & que leurs Tribunaux particuliers, quelques supérieurs qu'ils puissent être, ne sont que des Tribunaux subalternes, du Jugement desquels on a toujours Droit d'appeller dans les Causes majeures, qui intéressent la Doctrine & le Gouvernement général de l'Eglise.

L'Assemblée des Evêques étant le Tribunal Souverain de l'Eglise, il avoit été réglé que de temps en temps ils s'assembleroient. Sous différens prétextes, toujours allégués par le Tribunal particulier qui s'attribue la Souveraineté, ces Réglemens n'ont point été observés: la distance des lieux, les frais des voyages, les guerres entre les Princes Chrétiens, la difficulté d'avoir leur consentement, pour le choix du lieu où se tiendroient ces Assemblées, ont été les raisons le plus ordinairement employées pour les empêcher. Les Chapitres des Religieux, qui s'assemblent exactement au temps, & dans les circonstances marquées par leur Regle, montrent le peu de solidité de ces raisons: & si ces Assemblées s'en étoient tenues aux affaires purement Ecclésiastiques, qu'elles n'eussent point entrepris sur l'autorité des Souverains, n'ayant aucune raison de s'y opposer, il ne s'en seroient mêlés que pour les protéger, & leur procurer une sûreté, & une liberté entière.

D'ailleurs, ne pouvoit-on pas faire divers Réglemens pour faciliter ces Assemblées ? Ne pouvoit-on pas régler le train de chaque Evêque ? Les Princes régrent bien celui de leurs Officiers de Guerre. Ne pouvoit-on pas fixer le nombre que chaque Province en enverroit, que les Evêques d'au-delà des Mers seroient représentés par quelqu'un qu'on auroit désigné ? Les Jesuites en usent ainsi, lorsqu'il s'agit de l'Élection de leur Général, par rapport à leurs Provinces des Indes.

A ces prétextes si aisés à réfuter, de nos jours on en a ajouté un autre, qui paroît fort spécieux, mais qui n'est pas plus solide : on a dit, que l'Eglise dispersée avoit la même autorité que l'Eglise assemblée, & que le Jugement de chaque Evêque en particulier, forme une décision aussi souveraine, aussi incontestable, que s'ils avoient jugé en commun. Pour appuyer ce sentiment nouveau, qui rend inutile l'Assemblée des Evêques, qui change l'ancienne forme du Gouvernement de l'Eglise, on cite & on répète sans cesse ces Paroles de Jesus-Christ à ses Apôtres : *Voilà que je suis avec vous jusqu'à la consommation des siècles* (a), & l'on ne pense pas que ces paroles, pour signifier ce qu'on prétend, sont tout-à-fait équivoques ; que pour l'exprimer il auroit fallu dire : *Voilà que je suis avec chacun de vous* (b) ; que si on les entendoit dans ce sens, chaque Evêque seroit infaillible ; & que, par une suite nécessaire, la vraie, l'unique manière de les entendre, est celle-ci, *Voilà que je suis avec vous quand vous serez assemblés* (c).

Et certes, il est notoire qu'il y a une différence infinie entre des Jugemens particuliers, & des Jugemens faits en commun ; elle est si sensible, qu'aucune Société jusqu'à présent, n'a reconnu de vrai Jugement, de Jugement juridique, que celui

(a) Ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi.

(b) Ecce sum cum unoquoque vestrum.

(c) Ecce ego vobiscum congregatis sum usque ad consummationem sæculi.



qui se prononce par des Juges assemblés : la volonté même des Souverains, sans cette formalité essentielle, n'est point un Jugement, elle ne peut passer que pour un ordre, que pour un commandement particulier. Les raisons de ce consentement universel des Nations, à ne point reconnoître d'autres Jugemens que ceux qui se prononcent dans une Assemblée légitime, sont si fortes & si plausibles, que je ne crois pas qu'on puisse y résister. Chaque Juge en particulier ne prononce que sur ses propres lumières, dans l'Assemblée il prononce sur celles de tous les autres : dans ces Assemblées, la science, la pénétration, l'expérience de chaque Particulier, deviennent communes à tous, & forment, si je puis m'exprimer de la sorte, une plénitude, une abondance de connoissance, capable d'assurer, autant qu'il est possible, la sagesse & la certitude des Jugemens ; les oppositions même, qui ne peuvent manquer de se trouver dans ces Assemblées, donnent occasion & mettent dans la nécessité d'examiner plus à fond les matieres ; & de ces examens réfléchis & réitérés, il résulte une connoissance sûr & exacte des difficultés, des inconvéniens, de la justice, de la vérité des différens Partis, des différens sentimens à quoi on pourroit s'attacher. Or ces occasions, cette nécessité, ne se trouvent point dans les Jugemens particuliers. Combien de fois est-il arrivé, qu'un Juge, déterminé par ses réflexions particulières à un sentiment, l'a abandonné, vaincu par la force des raisons qu'un de ses Confreres y a opposées ? Combien de fois n'a-t-on pas vu qu'un seul a ramené tous les autres à son sentiment ? En un mot, ces Jugemens particuliers ne peuvent être regardés comme un Jugement, qui suppose nécessairement une discussion commune de la question proposée, & qui n'est rien autre chose qu'un avis embrassé par le grand nombre des Juges après la discussion des difficultés qu'ils avoient mutuellement à s'opposer : & il seroit bien étonnant, que l'Eglise

fût la seule Société où cette définition ne fût, ni admise, ni suivie.

De-plus, si chaque Evêque se peut tromper, le sentiment particulier de plusieurs Evêques ne peut être décisif : en vain diroit-on, que si le sentiment des Evêques dispersés n'étoit pas une règle sûre, il se pourroit faire que toute l'Eglise fût dans l'erreur : on répondroit, qu'ils doivent s'assembler, & qu'alors l'Esprit Saint, selon la promesse de Jesus-Christ, présidera à leur Assemblée, les délivrera de leurs erreurs particulieres, & les réunira autant qu'il est nécessaire qu'ils le soient pour la défense de la vérité, & pour la condamnation de l'erreur ; & que ce n'est que cette assistance du Saint Esprit, promise, non à chacun d'eux en particulier, mais à tous en général : *Ecce ego vobiscum sum*, (c'est-à-dire à leur Assemblée) qui puisse rendre leur Jugement irréformable. Hors de-là, tout respectable qu'il puisse être, il ne sçauroit avoir ce caractère Divin.

Il y a dans l'Eglise un Tribunal Souverain ; c'est le Concile général : c'est à ce Tribunal à régler les affaires qui concernent l'Eglise Universelle, c'est à lui à les régler en dernier ressort. Il est donc visible que, du moins en certain cas, on peut réclamer son autorité contre les Tribunaux qui lui sont inférieurs.

Ce Tribunal, tout Souverain qu'il est, n'a pas une Jurisdiction sans bornes ; elle est restreinte aux matieres Spirituelles & Ecclésiastiques ; elle ne peut s'étendre sur le Civil, ni sur le Temporel, qui sont uniquement & essentiellement du ressort de l'autorité Séculiere, aussi Souveraine à cet égard, & aussi indépendante que le peut être le Concile général en matiere Spirituelle.

Voici l'ordre des Appels & des Procédures en matiere Ecclésiastique : de l'Evêque au Métropolitain, du Métropolitain au Primat, du Primat au Pape, du Pape au Concile général ;

supposé que l'affaire ne soit pas du nombre de celles que le premier Tribunal juge définitivement , & qu'elle soit assez importante pour que le Tribunal Souverain s'assemble , afin d'en connoître & de la décider ; telles sont les Doctrines qui regardent la Foi & les Mœurs, le Culte, & l'Administration des Sacremens ; l'Appel en ces matieres est permis, aux conditions que j'ai marquées ci-dessus ; sçavoir , la reconnoissance de l'autorité du Tribunal qu'on réclame, la disposition sincere de se soumettre à son Jugement, la non notorieté de l'injustice de prétention , pour la défense de laquelle on appelle, la déférence & le respect pour le Tribunal où l'on a été condamné , jusqu'à ce que la Sentence ait été réformée : Appel, qui dans ces circonstances, & ces dispositions n'a rien que de juste & de légitime , en conséquence duquel le Tribunal réclamé doit être assemblé par ceux qui sont chargés, & qui ont autorité de le faire : s'ils le refusent, les Souverains, qui sont les Protectors de l'Eglise, ont Droit de les y contraindre. Si l'Appel de Luther avoit eu ces caractères, on n'auroit pas sujet de le regarder comme illusoire, comme n'ayant été fait que pour gagner du temps, & pour se mettre en état de résister au Juge qu'on réclamoit : mais comme l'Appel des Quênelistes en France paroît avoir ces quatre caractères, il sembleroit juste d'assembler le Concile qu'ils demandent, car il est aisé de voir à leurs discours & à leur conduite, qu'ils s'y soumettroient, & que bien différens de Luther, ils ne trouveroient aucunes raisons de contester au Concile son autorité, bien loin de regarder, comme leurs Parties, les Evêques qui le composeroient.

Le Droit d'Appel au futur Concile, en matiere Ecclésiastique, paroît juste & légitime, il faut en convenir ou reconnoître la Souveraineté & l'infailibilité du Pape : car enfin, dans l'Eglise, comme dans toute autre Société, il faut un Tribunal Souverain. En est-il de même de ceux qu'on s'est mis en possession



possession de faire en France, & qu'on y regarde comme l'appui le plus solide de la Souveraineté du Roi, & des libertés de l'Eglise Gallicane ? C'est ce qui me reste à examiner.

Les entreprises des Papes, dont les Histoires que nous avons entre les mains fournissent tant de preuves ; la vivacité, la violence même, selon ces mêmes Histoires, dont ils les ont soutenues, ont donné occasion aux Appels dont je parle : pressé par cette autorité respectable, & presque toujours appuyée d'une partie des Peuples & des Ecclésiastiques, on a imaginé de réclamer une autorité supérieure. J'ose le dire, sans le penser on compromettoit ses Droits qu'on prétendoit justement incontestables, & on les rendoit litigieux : un exemple mettra dans tout son jour l'abus que j'attaque.

Le Roi déclare la Guerre à un de ses voisins ; le Pape le trouve mauvais, & lui ordonne, sous peine d'Excommunication, de se désister de son entreprise. Son Droit de faire la Guerre ou la Paix est indubitable : pour prévenir l'exécution de la menace qu'on lui fait, il appelle au futur Concile & réclame cette autorité supérieure. Or, dès-là qu'il y appelle, il s'y soumet, & reconnoît qu'elle a Droit de prononcer pour ou contre lui, d'annuler ou de confirmer la Sentence que le Pape auroit prononcée. N'est-ce pas mettre en Cause un Droit certain, & en demander la confirmation à un Tribunal aussi incompetent à décider de ces matieres, que celui qu'on recuse ? Car encore une fois l'Appel est frivole, il est de mauvaise foi, il marque beaucoup de timidité ou de foiblesse, si l'on ne croit pas que le Tribunal qu'on réclame, ait Droit de décider le Procès qu'on lui porte. Ce n'est pas, dira-t-on peut-être, pour faire confirmer son Droit qu'on appelle ; c'est uniquement pour se mettre à couvert de l'Excommunication que l'on craint, & des suites qu'elle peut avoir. On croit donc que le Concile peut annuler ou confirmer les Sentences du

Pape ; & n'est-ce pas reconnoître qu'il a Droit de prononcer sur le fond.

Si le Droit du Souverain pour la Paix ou la Guerre est incontestable, la prétention du Pape à l'empêcher de s'en servir est insoutenable, & par une suite nécessaire toutes ses procédures sont nulles. Pourquoi donc en appeller, persuadé comme on doit l'être, qu'il n'est sur la terre aucune autorité capable de les autoriser, & que leur nullité est si notoire, qu'elle n'a aucun besoin d'être déclarée ? Mais n'appelle-t-on pas tous les jours d'une Sentence visiblement injuste ? Oui, à un Tribunal qui a Droit de statuer sur l'affaire dont il est question, & parce qu'un Particulier doit obéir à une Sentence qui n'est point infirmée, & que l'unique moyen qu'il ait d'échapper à l'injustice, est d'en suspendre l'exécution. Un Souverain reconnoît-il quelque Tribunal dont il dépende, & est-il obligé d'obéir à une Sentence qui lui ôte sa Souveraineté, à moins qu'il n'ait recours à un Appel qui deviendrait un titre légitime de la lui contester ? Que faire donc en ces occasions délicates, où l'on a toujours à craindre que son ennemi ne soit soutenu d'une partie de ses Sujets, & même des Puissances étrangères ? Que faire ? Tout ce que fit Philippe-le-Bel, dans ses démêlés avec Boniface, excepté l'Appel qu'il interjeta à un Tribunal qu'il ne devoit pas reconnoître en cette matière, instruire les Peuples des bornes de la Puissance Ecclésiastique, de l'excès de l'injustice de ses prétentions, de s'assurer de leur fidélité, de leur attachement, s'en faire donner des déclarations authentiques, interdire pendant ces temps de trouble tout rapport, tout commerce avec Rome, sur-tout veiller exactement sur ces corps, qui particulièrement soumis au Pape & tenant de lui leurs privilèges, ne peuvent manquer d'être inclinés à se déclarer pour lui ; du reste, se tenir tranquille, & craindre aussi peu ses procédures que celles du

Muphti, ou des Bonzes du Japon. Mais l'Excommunication n'est-elle donc pas à craindre? Oui, quand elle n'est pas notoirement injuste. Le respect qu'on doit au Chef de l'Eglise, ne demande-t-il pas des ménagemens, & qu'on paroisse du moins le craindre? On doit avoir pour lui tous les égards qui n'autorisent point l'abus qu'il fait de sa puissance, l'injustice de ses prétentions, & qui n'affoiblissent point, qui ne rendent point douteux les Droits incontestables qu'on est obligé de défendre. Cette résistance formelle n'est-elle pas un Schisme, & la voye de l'Appel, qui est une preuve qu'on ne cesse point d'être soumis & attaché à l'Eglise, n'est-elle pas nécessaire pour l'empêcher? Je l'ai déjà dit, il ne peut y avoir de Schisme à soutenir des Droits réels, & à s'opposer à des prétentions injustes; pour être uni à l'Eglise, il n'est point du tout nécessaire de faire des démarches qui lui supposeroient une puissance qu'elle n'a pas; & on lui est suffisamment attaché & soumis, quand on ne s'écarte point de sa foi, & qu'à l'occasion d'une prétention outrée de son Chef, on ne lui conteste point ses vraies prérogatives.

Ce que je dis de l'Appel au Concile par rapport aux Droits du Roi, je le dis aussi de la possession des anciens Usages, où se sont maintenues les Eglises de France: on croit que le Concile même ne peut y déroger, ni les abolir, & que quelque Decret qu'il puisse faire contre eux, on n'est point obligé de s'y soumettre. Pourquoi donc réclamer son autorité pour les défendre lorsqu'ils sont attaqués? Avec quelle bienséance résisteroit-on à un Jugement qu'on auroit soi-même demandé? Le Droit d'Appel qu'on chérit tant en France, n'est donc pas une possession si précieuse & si nécessaire qu'on se l'imagine. La connoissance distincte du Droit Public Ecclésiastique, la fermeté à le défendre, & à le resserrer dans ses justes bornes, est un moyen plus sûr, plus efficace, plus convenable, pour



assurer les Droits & les Usages qu'on a un si grand intérêt de conserver.

Philippe-le-Bel, raccommode avec la Cour de Rome, de concert avec Clément V, qui lui devoit la Papauté, entreprit une étrange affaire, qui est encore aujourd'hui une Enigme que le temps n'a pû développer. Les Templiers, ainsi nommés à cause d'un ancien Temple de Jupiter, ou de quelque autre Divinité profane, qui leur fut donné à Paris, étoient un Ordre militaire, institué du temps des Croisades, pour combattre les Sarrazins & les Turcs : le zele pour conquérir la Terre Sainte étoit alors fort à la mode ; & comme cet Ordre étoit destiné par état à soutenir cette entreprise, il devint bien-tôt extrêmement riche. La licence des Armes & l'opulence y introduisirent le dérèglement : le proverbe, *boire comme un Templier*, qui subsiste encore aujourd'hui, en est une preuve. C'est cet Ordre entier que le Roi entreprit de détruire.

Mezerai raconte, que ces especes de Religieux eurent grande part à une sédition de Parisiens, qui outrés du changement, du bas aloi de l'argent, pillèrent & démolirent la Maison d'Etienne Barbet, Maître de la Monnoye ; ils coururent même au Temple, où le Roi étoit logé, y commirent beaucoup d'excès, & y tinrent des discours fort offensans. A quoi cet Auteur ajoute : Il y a apparence, que le Roi, qui n'oublioit jamais les offenses, garda le souvenir de celle-là dans son ame, & que ce fut un des motifs qui le porta à se venger de cet Ordre.

Le talent de bien boire n'étoit pas une raison suffisante de procéder contre eux, comme on vouloit le faire ; sans cela que deviendroient la plûpart des Moines, sur-tout en Flandres & en Allemagne ? On les trouva coupables, on les accusa des crimes les plus horribles & les plus extravagans, ils les avouerent même : l'Idolâtrie, l'Apostasie, l'Impudicité la plus

monstrueuse, étoient entre eux générales, & étoient pour eux un devoir indispensable qu'ils s'engageoient de remplir par des sermens exécrables; ils renonçoient Jesus-Christ, ils insultoient sa Croix; ils adoroient une Tête d'une grosseur énorme, & de la figure la plus hideuse; cette Tête avoit quatre pieds; après l'avoir adorée, ils commettoient ensemble toute sorte d'impuretés. La maniere dont ces mysteres d'iniquité se découvrirent, est aussi singuliere.

Un nommé Squin, de Florian, Bourgeois de Beziers, & un Templier Apostat, furent pris pour leurs crimes, & mis ensemble dans une forte Prison: ils se confessèrent l'un à l'autre, comme faisoient alors ceux qui se trouvoient sur Mer, ou en quelque autre grand péril. Squin, ayant oui la Confession du Templier, fit appeller le lendemain le premier Officier d'un Château Royal, & lui dit, qu'il avoit à révéler au Roi de France un fait si important, qu'il en pourroit tirer plus d'utilité que de l'acquisition d'un nouveau Royaume, & demanda d'être conduit en la présence de ce Prince: il lui rapporta la Confession du Templier. Sur cette accusation, le Roi fit arrêter quelques-uns de ces Religieux, les fit interroger sur les Faits qu'on lui avoit dénoncés, & ils furent trouvés véritables.

Sur ces Informations, Philippe envoya par-tout des ordres très secrets de se tenir prêts, bien armés, bien accompagnés, pour le 12 d'Octobre, & d'ouvrir la nuit suivante les Lettres qu'il leur envoyoit, avec défense de les ouvrir auparavant, sous peine de la vie. Il fut ponctuellement obéi, & suivant ses intentions, tous les Templiers furent arrêtés. On fit à peu près la même chose en Espagne, en Italie, en l'Isle de Chypre, en Flandres: l'Allemagne seule ne se laissa point entraîner à cette multitude d'exemples; ils furent cités au Concile de Mayence, mais on ne fit contre eux aucune poursuite.

On les interrogea en France avec grand appareil : ils avouèrent presque tous les crimes que leur Confrere avoit confessés à Squin. Le Pape dans cette affaire se conduisit en Souverain, sous prétexte que c'étoient des Religieux ; & les Princes dont les Accusés étoient Sujets, le laisserent faire : il nomma les Juges, il réserva à son Jugement ceux qu'il lui plut, il s'attribua le Droit de disposer de leurs biens. Les plus terribles exécutions furent la suite de ces Procédures ; à diverses reprises on en brûla à Paris plus de cent, qui tous en mourant protestèrent de leur innocence ; plusieurs furent condamnés à passer le reste de leurs jours entre quatre murailles. Enfin, après sept à huit ans de poursuite, cet Ordre fut éteint en 1311 au Concile de Vienne : une partie de ses biens fut donnée aux Chevaliers de Saint Jean de Jerusalem ; c'est aujourd'hui l'Ordre de Malthe. On ne sçait pas trop ce que devint le reste, aussi-bien que les revenus dont on avoit pris la régie.

On prit, dit l'Histoire, toutes les mesures possibles pour convaincre le Public de la régularité des Procédures & de l'équité du Jugement ; on assura que le seul intérêt de la Religion étoit le motif de cette entreprise éclatante ; l'Université fut consultée, on assembla même les principaux Bourgeois pour avoir leur avis, & les rendre témoins de l'aveu des Accusés, & des dépositions des témoins. Il est pourtant vrai que ce ne fut qu'en France que ces Chevaliers furent convaincus & punis.

Quoique Clément V & Philippe-le-Bel eussent les mêmes vûes dans cette affaire, peu s'en fallut qu'ils ne se brouillassent. Le Pape trouva très mauvais qu'on eût arrêté les Templiers, & qu'on eût saisi leurs biens sans son ordre exprès ; il suspendit l'Inquisiteur & les Evêques qui avoient fait de pareilles Procédures, & évoqua à soi toute l'affaire des Templiers : il



écrivit au Roi, qu'il avoit entrepris sur la Jurisdiction Ecclésiastique, en faisant emprisonner ces Chevaliers soumis immédiatement au Saint Siège; qu'il lui envoyoit deux Cardinaux, à qui il remettroit leurs personnes & leurs biens. Ce Prince, qui avoit cette affaire fort à cœur, répondit avec beaucoup de soumission, qu'il avoit fait prendre les Templiers sur la réquisition des Inquisiteurs, & que voulant conserver en toutes choses les Droits de l'Eglise & les Siens, il avoit fait remettre les Templiers entre les mains des Cardinaux. » Quant à leurs » biens, ajoutoit-il, nous les ferons garder fidèlement, pour » les employer entièrement au secours de la Terre Sainte, à » quoi ils ont été destinés originairement par la dévotion des » Fideles; & nous avons résolu de commettre à la recette & » à la conservation de ces biens, des personnes de probité, autres que celles qui gouvernent nos propres affaires. «.

Je voudrois qu'il pût convenir à mon sujet, que j'entrasse dans le détail de ce fameux Procès: il me semble que je n'aurois pas de peine à montrer que c'est une pure fiction, & que dans tout ce narré il n'y a de vrai que la cassation de cet Ordre, publié le troisième jour d'Avril 1312. Il est dit dans cette Bulle de Suppression, que le Pape l'a faite, non par manière de Sentence définitive, parce qu'il ne pouvoit la donner de Droit, suivant les Informations & les Procédures, mais par voye de Provision & d'Ordonnance Apostolique. Si les Actes du Procès sont véritables, les Informations, les Procédures ne suffisoient-elles pas pour appuyer une Sentence définitive? Je ne puis au reste m'empêcher d'observer, que ce concert d'Impiété, cet aveu des Accusés, leur constance à protester de leur innocence au milieu des flammes, sont incroyables & même impossibles. Paschal dans ses Lettres Provinciales a imaginé quelque chose de semblable sur le compte des Jésuites; mais il n'est personne qui ne voye qu'il a badiné.

Dans le Concile de Vienne, tout se régla dans le Consistoire secret du Pape, & les Evêques n'y eurent point d'autre part que d'y donner leur approbation. Ils pensèrent pourtant à se rétablir dans une partie de leurs Droits, & demandèrent que les Exemptions accordées aux Religieux fussent révoquées, & que toutes les Communautés, tant Séculières que Régulières, leur fussent soumises; mais leur tentative n'eut aucune suite, manque de fermeté, d'union, & peut-être encore plus, d'une connoissance distincte de leurs Droits.

A l'occasion de cette Prétention & de la Dispute qui en fut la suite, il se répandit à Vienne divers Ecrits pour l'un & l'autre Parti. Jacques de Thermes, Abbé de Chailli, de l'Ordre de Cîteaux, soutint les Exemptions que Gilles, Archevêque de Bourges, avoit attaquées: l'Abbé mettoit pour principe que le Pape est Monarque dans l'Eglise, & que de lui dépend toute puissance, non seulement spirituelle, mais temporelle, en tout ce qui a rapport au salut; qu'il est le Pasteur immédiat & le Prélat ordinaire de chaque Chrétien; qu'il lui appartient, comme Chef de l'Eglise, de déterminer les Diocèses, de les changer, de les diviser & d'en distraire quelques parties. De ces principes il étoit aisé de conclure la validité des Exemptions: aussi cet Abbé soutenoit-il sur ce fondement, qu'il étoit de la grandeur & de l'autorité du Pape, qu'il y eût des Exemptions, » parce que, disoit-il, elles paroissent plus » évidemment, quand on voit en chaque Province une multitude de personnes qui lui sont immédiatement soumises; & » c'est-là, ajoutoit-il, un puissant préservatif contre les » Schismes ».

L'Archevêque de Bourges n'entroit point dans le fond de la Question, il n'examinait point si le Pape étoit le Monarque de l'Eglise, ou s'il n'en étoit que le Chef, si les Droits de l'Episcopat étoient violés ou ne l'étoient pas, il insistoit fort sur l'exemple

l'exemple récent des Templiers qui avoient si excessivement abusé de leurs Exemptions , prétendant avec raison , que si les Evêques les avoient visités , ils auroient empêché l'impieté & la corruption de ces Religieux , du moins qu'ils les auroient connus , & ne les auroient pas laissé durer si longtemps. Cet Archevêque , en combattant les Exemptions , exceptoit les Religieux Mandians , & prétendoit qu'elles leur convenoient bien mieux qu'aux autres ; » Car , disoit-il , les » Religieux riches sont communément oisifs , fiers de leur » richesses , peu soumis aux Evêques , toujours prêts à plaider » contre eux «. Ces raisons n'étoient pas sans solidité ; mais il s'en falloit bien qu'elles ne fussent décisives.

Guillaume Durandi , Evêque de Minde , prenoit la chose par ses vrais principes : il vouloit qu'on réduisit les Dispenses à de justes bornes , & qu'on préférât toujours l'intérêt public au particulier : il exhortoit les Papes à révoquer les Exemptions , soutenant qu'elles renversoient la subordination établie dans l'Eglise par l'antiquité , suivant laquelle tous les Monasteres devroient être soumis aux Evêques , qui ont reçu leur Puissance de Jesus-Christ ; il alloit plus loin , & prétendoit que le Pape ne pouvoit pas faire de nouvelles Loix , contraires aux anciens Canons : il recommandoit la tenuë des Conciles Provinciaux , comme étant le Tribunal ordinaire où devoient se terminer la plûpart des affaires Ecclésiastiques : il blâmoit fort l'abus de donner des Bénéfices à des Etrangers , qui n'entendoient pas la Langue du Pays , qui ne pouvoient ni ne vouloient résider. Le reste du Mémoire de cet Evêque étoit de la même force : mais il ne prenoit pas garde , que ce n'étoient pas seulement les abus que les Papes faisoient de leur Puissance , qu'il falloit réformer , mais cette Puissance même qu'il falloit attaquer , quand même ils l'auroient exercée sans les abus qu'on leur reprochoit justement ; car le plus grand de tous les abus ,



c'est l'usurpation d'une puissance qu'on ne doit pas avoir. On avoit raison de se plaindre de ce que les Papes multiplioient les Dispenses & les Exemptions, de ce qu'ils donnoient les Bénéfices à des Etrangers : mais s'en tenir à ces plaintes, c'étoit avouer qu'ils avoient Droit de lier la Puissance des Evêques, d'exercer immédiatement sur leurs Troupeaux leur Jurisdiction, de disposer des biens Ecclésiastiques, & c'étoit justement ce qu'il falloit contester ; comme si quelqu'un de ceux qui ont part au Gouvernement d'une République, s'arrogeoit le Droit de disposer des Charges, & qu'on se plaignît seulement qu'il les donnât à des Etrangers ou à des naturels incapables de s'en bien acquitter.

En vain on se plaignit ; la Puissance qu'on ne contestoit point, qu'on sembloit même reconnoître, continua d'agir avec la même indépendance & le même air de Souveraineté, non seulement par rapport aux biens, & aux personnes Ecclésiastiques, mais encore par rapport aux Souverains. Une Bulle de Clément V, où il donnoit commission à quelques Cardinaux de couronner Empereur Henri de Luxembourg, commence par ces expressions outrées : » Jesus-Christ, le Roi des » Rois, a donné une telle puissance à son Eglise, que le » Royaume lui appartient, qu'elle peut élever les plus Grands » Princes, & que les Empereurs & les Rois doivent lui obéir » & la servir ».

Après la mort de Clément V, la division se mit dans le Conclave : les Cardinaux ne voulant point s'accorder, le Peuple de Carpentras se porta contre les Italiens à de grandes violences, on enfonça les portes du Conclave ; les Cardinaux à qui on en vouloit, eurent le bonheur de se sauver. Mezerai a écrit trop légèrement, que les Cardinaux, ennuyés d'être enfermés, mirent eux-mêmes le feu au Conclave. Ils se rassemblèrent à Lyon, deux ans après, & le 28 de Juin

1316, ils placèrent sur la Chaire de Saint Pierre, Jacques d'Euse, Cardinal, Evêque de Porto. Il étoit de Cahors, à ce qu'on a prétendu, fils d'un Savetier; mais sa science & son courage firent oublier la bassesse de son extraction & sa mauvaise mine. Il tint le Pontificat pendant dix-huit ans, & en soutint les prétendus Droits avec autant de fermeté, & peut-être plus d'habileté qu'aucun de ses Prédécesseurs. Le premier usage qu'il fit de sa Puissance, fut de diviser en cinq l'Evêché de Toulouse: les raisons qu'il apportoit de cette division; sçavoir, la trop grande étendue de ce Diocèse, la richesse immense de cette Eglise, qui, selon lui, donnoit occasion à l'Evêque de vivre dans le Luxe, d'avoir un grand train, de faire des dépenses excessives, de donner trop à ses parens, de s'élever même contre ses Souverains, convenoient pour le moins autant à l'Eglise de Rome. Il partagea en cinq parts les revenus de ce Siège; l'Evêque de Toulouse fut fait Archevêque, & soustrait à la Jurisdiction de l'Eglise de Narbonne. La Bulle qui ordonnoit ces changemens, finit par une défense à toute personne, de quelque Dignité que ce soit, même Episcopale ou Royale, d'apporter quelque empêchement à son exécution. Il est hors de doute que ces nouveaux arrangemens ne se fissent de concert avec le Roi de France; c'étoit alors Philippe V, surnommé le Long, qui jugeoit sagement, qu'il ne lui convenoit pas d'avoir un Sujet si puissant dans des Pays nouvellement réunis à sa Couronne: aussi je ne prétens pas blâmer l'Erection de ces nouveaux Evêchés, mais seulement l'autorité Souveraine que le Pape s'attribuoit en la faisant, comme il s'exprimoit, de sa certaine science & par la plénitude de la Puissance Apostolique.

Ce que ce Pape avoit fait par rapport à l'Evêché de Toulouse, il le fit en d'autres Diocèses, à ce qui paroît par l'Histoire, sans autre déférence pour le Roi, que de lui en donner

avis après l'avoir fait. L'Abbé de l'Abbaye de Saint Benoît de Castres, qui fut érigée en Evêché aux dépens du Diocèse d'Albi, s'opposa de tout son pouvoir à cette innovation, & donna par écrit ses causes d'opposition. Elles méritoient assurément qu'on y fît attention. » Je suis allé, disoit-il, me présenter au Pape suivant ses ordres; mais je n'ai osé résister » à sa volonté, & j'ai donné mon consentement par écrit à » l'Erection de mon Abbaye en Evêché: ce que j'ai fait par » la crainte dont un homme courageux est susceptible; car » plusieurs Officiers du Pape me disoient en secret, que si » je résistois, je serois mis en prison perpétuelle. Je soutiens, » continuoît-il, que selon l'Usage & les Loix du Royaume » de France, une telle Erection ne se peut faire sans le consentement du Roi, autorisé de ses Lettres Patentes, & celui » des Seigneurs de Fief du lieu où l'Eglise est bâtie. De plus, » le Pape n'a pas Droit de donner à des Villes de France le » titre & le Privilège de Cité; le Roi seul a ce Privilège en son » Royaume. Enfin, il paroît que le Pape Jean, suivant les » traces de ses Prédécesseurs, travaille à joindre par toute la » terre la puissance temporelle à la spirituelle; & pour y réussir » plus facilement, il veut multiplier les Evêques, afin d'avoir » plus de complices de cette usurpation ». Malgré ces raisons & tant d'autres qu'on pouvoit apporter, on laissa au Pape faire tout ce qu'il voulut, & exercer sa prétendue Souveraineté.

La même année 1317, ce Pontife publia le Recueil des Constitutions de son Prédécesseur, & l'envoya aux Universités. Il disoit dans sa Bulle: » Le Pape Clement V, notre Prédécesseur, a publié plusieurs Constitutions, non seulement » au Concile de Vienne, mais devant & après, tant pour décider des Questions, que pour réformer des abus. Il les avoit » fait recueillir en un Volume, distribué sous les titres convenables, & avoit résolu de les donner au Public; mais la



» multitude des grandes affaires, & la mort qui survint, l'em-  
 » pêcherent d'exécuter son dessein. Nous-mêmes, depuis que  
 » nous lui avons succédé, nous n'avons pu jusqu'ici vous en-  
 » voyer ces Constitutions dont vous vous servirez désormais  
 » dans les Tribunaux & dans les Ecoles «. Ce Recueil, cette  
 Bulle, furent reçus, sans même faire attention que les Con-  
 stitutions particulieres de Clément, étoient de niveau avec  
 celles que le Concile de Vienne avoit approuvées, & qu'il  
 étoit également ordonné de les regarder comme des Loix qu'on  
 étoit obligé de suivre. C'est ainsi, que manque d'attention &  
 de vigueur, on laissoit tranquillement les Papes se mettre &  
 se maintenir dans la possession d'une Souveraineté qu'on étoit  
 persuadé qu'ils n'avoient pas.

Charles-le-Bel succéda à son frere, Philippe-le-Long : il  
 pensa d'abord à faire casser son mariage, parce qu'il ne pou-  
 voit se résoudre à reprendre son Epouse qui avoit été juridi-  
 quement convaincuë d'Adultere. Il se pourvut devant l'Evê-  
 que de Paris, qui prit pour Adjoints l'Evêque de Beauvais,  
 & un Notaire du Pape. Le Procureur de la Reine représenta  
 que les empêchemens de mariage proposés de la part du Roi,  
 avoient été ôtés par la Dispense du Pape Clement V. Le Pro-  
 cureur du Roi repliqua, que cette Dispense n'exprimoit pas  
 suffisamment plusieurs Parentés & Alliances, en particulier la  
 parenté spirituelle contractée par la Mere de la Reine, en  
 levant des fonds de Baptême le Roi Charles ; ajoutant que  
 dans la Dispense on avoit fait mention de plusieurs Faits qui  
 n'étoient pas véritables, ce qui la rendoit subreptice.

Sur ces contestations, comme si cette affaire eût passé ses  
 pouvoirs, il jugea à propos de la renvoyer au Pape, sous pré-  
 texte que c'étoit à lui d'expliquer la Dispense accordée par  
 son Prédécesseur. Le Pape n'eut garde de ne pas profiter de  
 cette occasion de marquer sa Souveraineté : après avoir fait

examiner l'affaire, il prononça qu'il apparoissoit clairement, que le Roi & la Reine étoient parens au troisiéme & au quatriéme degré; qu'il étoit constant que la Mere de Blanche a levé des Fonds avec plusieurs autres le Roi, & que la Dispense ne comprenoit pas ces empêchemens, & ne s'y étendoient pas: » C'est pourquoi, concluoit le Pape, nous prononçons & déclarons que le mariage est nul, & nous accordons aux Parties la permission d'en contracter d'autres ».

L'Adultere dont cette Princesse avoit été convaincuë, n'étoit-il pas une cause suffisante de dissoudre ce mariage? Puis-je être obligé à garder ma promesse quand on viole celle qu'on m'a faite? Jesus-Christ s'est-il trompé, quand en termes formels il a dit que c'est être Adultere que d'épouser une femme que son mari renvoie pour toute autre raison que celle d'infidélité, *qui dimittit uxorem suam, EXCEPTA FORNICATIONIS CAUSA, & dimissam duxerit, mæchatur*? D'ailleurs, la Loi naturelle ne doit-elle pas l'emporter sur les Loix qui ne sont que de Police? Or le mariage; c'est-à-dire, la donation mutuelle que deux personnes libres se font l'une à l'autre d'elles-mêmes, est consacrée par la Loi naturelle; les Loix positives ne peuvent donc la rompre. Je le sçai, on prétend que la parenté en certain degré ôte cette liberté, & que c'est pour y être rétabli, qu'on a besoin de Dispense; mais je sçai aussi que les Loix positives n'ôtent pas la liberté que donne la Nature, jusqu'à rendre nul l'usage qu'on en fait, jusqu'à dégager des obligations que la Loi naturelle impose à ceux qui en ont fait usage. Quand le Duc d'Orleans, Régent de France, déclara nulles les stipulations de payer en argent sonnante, l'étoient-elles? & cette Loi positive autorisoit-elle à violer la Loi naturelle, qui oblige à exécuter ses promesses? Je sçai qu'on a trop étendu ces degrés de parenté, d'affinité; que ces Alliances spirituelles sont purement arbitraires; qu'elles ne sont que des inventions humaines, imaginées pour tenir les Fidèles dans une plus

grande dépendance; qu'il n'y a en soi-même pas plus d'indécence d'épouser la fille de son parrain ou de sa maraine, que d'épouser la fille de son Confesseur, ou de celui dont on a reçu la Communion. Je sçai que la puissance Civile a laissé trop prendre d'empire à la puissance Ecclésiastique en cette matiere; que le Mariage élevé à la dignité de Sacrement, n'a rien ôté à la liberté que donne la Nature de le contracter. Il est étonnant, je ne puis m'empêcher de le dire, que tandis que l'Eglise déclare nul, précisément parce qu'il lui a plut de le défendre, un mariage entre des personnes unies par une prétendue parenté spirituelle, elle approuve celui que des enfans contractent malgré leurs parens, quoique la Loi naturelle le défende. Du moins, de ces Loix elle devoit excepter les Princes, que la nécessité de s'allier dans des Familles Royales & Souveraines, ne peut manquer de rendre tous parens.

Pour dire quelque chose de particulier de la cassation du mariage de Charles-le-Bel, est-il possible qu'on n'eût pas fait mention des empêchemens qu'on ne pouvoit ignorer? Etoit-il nécessaire que les degrés de parenté fussent tous distinctement marqués? Sur quoi fondé, le Pape prononçoit-il que la Dispense accordée par son Prédécesseur ne s'y étendoit pas? Clement V avoit-il donc prétendu accorder une Dispense infidieuse, qui d'un Mariage légitime ne faisoit qu'un concubinage? Cette Dispense n'avoit-elle pas été examinée par Philippe-le-Bel? L'omission d'une formalité pouvoit-elle anéantir des promesses que la Loi Naturelle oblige d'observer? Mais ces considérations sont-elles capables d'arrêter un homme qui se croit l'Arbitre Souverain des Loix, & Dépositaire de la Puissance de Dieu même; qui donne à qui il lui plaît les terres, les biens, les personnes mêmes des Nations Infideles; qui croit en un mot pouvoir tout ce qu'il veut? Du moins Jean XXII en cette occasion suivit un Usage à quoi on étoit accoutumé,



au lieu qu'un de ses Prédécesseurs avoit déclaré légitimes & habiles à succéder à la Couronne , les enfans qui étoient notoirement le fruit des amours criminels d'un Roi de Hongrie.

C'est sous ce Pontificat qu'éclatèrent & que furent terminées les dissensions qui s'élevèrent entre les Freres Mineurs. Quelques-uns d'entre eux, plus zélés que les autres pour l'observation exacte de leur Règle, avoient obtenu de Celestin V la permission de se séparer de l'Ordre, sous le titre d'Hermites de Saint François : aussi-tôt que ce Pape eut abdiqué, les Supérieurs voulurent faire revenir ces Hermites sous leur obéissance, & ils en vinrent à bout. Leur retour occasionna parmi eux quantité de disputes, particulièrement sur la pauvreté ; les uns prétendoient qu'elle excluait toute propriété, & ne laissoit que le simple usage, soutenant en même temps que telle avoit été la pauvreté de Jesus-Christ, & ceux-ci furent nommés les Spirituels ; le grand nombre croyoit que la propriété & l'usage des choses qui se consomment, parce qu'on s'en sert, étoient inséparables : les Spirituels s'appuyoient fort sur une Bulle de Nicolas III, qui avoit adjugé à l'Eglise Romaine la propriété de tout ce qui leur étoit donné, à quelque titre que ce fût ; il leur avoit en même temps défendu d'avoir des Greniers & des Celliers. Ces questions inutiles, soutenues de part & d'autre avec beaucoup d'opiniâtreté, produisirent un Schisme ; les Spirituels se séparèrent, se firent des Supérieurs, & prétendirent qu'après la Bulle de Nicolas, la question ne pouvoit plus être décidée autrement qu'elle l'avoit été. Jean XXII voulut pourtant la traiter de nouveau ; & comme la Décretale de Nicolas *Exiit qui seminar*, portoit excommunication de plein Droit, contre quiconque prétendrait l'expliquer autrement qu'à la lettre, ou y ajouter aucune glose, pour lever tout scrupule à ceux qu'il avoit chargés de l'examiner, il suspendit cette défense & ces censures.

D'un

D'un autre côté le Chapitre général qui se tenoit à Perouse, publia sur cette affaire des especes de Lettres Patentes adressées à tous les Fideles, en ces termes : » Sçachez que l'an 1322 » nous avons appris qu'on agite présentement en Cour de » Rome une question ; sçavoir, s'il est hérétique de dire que » Jesus-Christ & ses Apôtres n'ont rien eu ni en particulier, » ni en commun ; & on nous a requis de rédiger par écrit ce » que nous en pensons. Ayant donc examiné la Question » avec les preuves alléguées de part & d'autre, nous nous » tenons fermement à la décision de la Sainte Eglise Romaine, » & nous disons tous d'une voix, que ce n'est pas une pro- » position hérétique, mais Catholique, de dire que Jesus- » Christ montrant le chemin de perfection, & les Apôtres y » marchant après lui, & voulant y conduire les autres, n'ont » rien eu par Droit de propriété, ni en particulier, ni en » commun. Vû principalement que l'Eglise, qui n'a jamais » erré, l'a expressément décidé dans la Décretale, *Exiit qui* » *feminat*, qui a été inserée dans le Corps de Droit approuvé » par toute l'Eglise «.

Malgré cette Déclaration, Jean XXII, après avoir longtemps délibéré, fit la fameuse Constitution, *Ad Conditorem*, où il révoque la Décretale, *Exiit*. Il y traitoit à fond la Question de la pauvreté parfaite. » Nicolas, disoit-il, fit autrefois pour » de bonnes considérations une Ordonnance, où il déclara, » que la propriété de tous les biens meubles & immeubles » appartenoit à l'Eglise Romaine, n'en réservant aux Freres » que le simple usage de fait. Le Pape Nicolas croyoit que ce » Règlement seroit utile à l'Ordre des Freres Mineurs : l'ex- » périence a fait voir le contraire, il n'a augmenté en eux, ni » la Charité, ni le mépris des choses temporelles ; ils n'en » sont pas moins empressés à les acquérir & les conserver, » même par les poursuites en Justice ; ils n'en sont pas plus

» pauvres , ni l'Eglise Romaine n'en est pas plus riche. L'illu-  
 » sion de leur prétendu usage de fait paroît sensiblement dans  
 » les choses qui se consomment par l'usage , à l'égard desquelles  
 » l'usage de fait ne peut être séparé de la propriété ; d'ailleurs  
 » le simple usage de fait sans aucun Droit ne peut être qu'in-  
 » juste. Au reste la Constitution du Pape Nicolas n'a pas seu-  
 » lement été inutile aux Freres Mineurs , elle est encore  
 » honteuse à l'Eglise Romaine , qu'elle engage à plaider  
 » continuellement , tantôt devant un Juge Ecclesiastique ,  
 » tantôt devant un Séculier , & le plus souvent pour des  
 » choses de néant : car à l'occasion de cette propriété imagi-  
 » naire réservée à l'Eglise Romaine , on agit en son nom par  
 » des Procureurs , qui font , à ce qu'on dit , quantité de  
 » vexations «.

Cette Déclaration ne suffisant pas pour terminer ces Dis-  
 putes frivoles , le Pape , l'année suivante , après avoir consulté  
 les plus sçavans Théologiens , entr'autres l'Université de Pa-  
 ris , déclara erronée & hérétique la Proposition que les Spiri-  
 tuels ou Fratricelles soutenoient avec tant d'opiniâtreté : *Que*  
*Jesus-Christ & ses Apôtres n'ont rien eu en particulier , ni en commun :*  
*attendu que cette Proposition contredit l'Ecriture Sainte. Nous*  
*déclarons encore , ajoute le Pape , erronée & hérétique cette*  
*autre Proposition : Jesus-Christ & ses Apôtres n'avoient aucun Droit*  
*d'user des choses qu'ils avoient , ni de les vendre ou donner , ou d'en*  
*acquiescer d'autres choses.*

Ces Décrets trouverent beaucoup d'opposition , & il faut  
 avouer qu'on les attaquoit fort solidement , supposé l'infail-  
 libilité des Papes : car il étoit évident , que celui-ci révoquoit &  
 réfutoit les décisions de ses Prédécesseurs , puisqu'il rejettoit  
 comme injuste le simple usage de fait , que Nicolas avoit admis  
 comme méritoire , & qu'il traitoit d'hérésie d'attribuer à Jesus-  
 Christ cette espece d'usage que Nicolas lui avoit attribué. Ainsi,



il est nécessaire de reconnoître que l'un de ces deux Papes s'est trompé, dans une décision revêtue de toutes les solemnités possibles : » Aussi, dit Fleury, \* ne nioit-on pas alors que le » Pape pût se tromper ». Le Successeur immédiat de Jean XXII le reconnoissoit en termes exprès, lorsqu'il disoit dans sa Réponse aux Fratricelles :

» Ils prétendent que Nicolas III a déterminé que leur pauvreté étoit celle de Jesus-Christ & des Apôtres. Je répons, » qu'encore que cette Proposition soit dans la Constitution » *Exiit qui seminat*, elle n'y est que rapportée ; mais il n'y est » pas montré par l'Ecriture qu'elle soit vraie : & toutefois » nous avons déjà montré qu'on peut prouver le contraire par » l'Ecriture. Et cette autorité de l'Ecriture a été le motif de » notre Seigneur le Pape Jean, pour déclarer hérétique cette » Proposition, si elle étoit soutenue opiniâtrément. Et quand » le Pape Nicolas l'auroit dit décisivement, cela n'empêcherait pas, puisque le contraire se trouve dans l'Ecriture, & » que maintenant il est décidé par l'Eglise ».

» Ils disent encore, qu'en ce qui regarde la Foi & les » Mœurs, ce qui a été une fois décidé par un Pape, ne peut » être révoqué par un autre : je répons que cela est faux, » par l'exemple de Saint Pierre repris par Saint Paul ; par » l'opposition de Saint Cyprien à la décision du Pape Saint » Etienne, avant qu'un Concile Général eut déterminé la question du Baptême des Hérétiques ». La bonne foi demande que j'avertisse que Benoît XII n'étoit encore que Cardinal, lorsqu'il répondoit aux Fratricelles, comme je viens de le rapporter.

Quoi qu'il en soit, les Constitutions de Jean passèrent en Loi, & celle de Nicolas demeura abrogée. Pendant que ce Pape étoit à Avignon, occupé à diviser des Diocèses, à ériger

\* Histoire Ecclésiastique, Tome XIX, page 346.

de nouveaux Evêchés , à terminer les différends des Freres Mineurs, tout étoit en conbustion en Italie & en Allemagne : les Guelphes & les Gibelins se faisoient une guerre cruelle ; les premiers étoient pour le Pape , les autres pour l'Empereur Louis de Baviere , que le Pontife ne vouloit pas reconnoître. Ce Prince avoit été élu par le grand nombre des Electeurs , & couronné , selon la coutume , à Francfort : le Pape publia contre lui une Monition violente , du stile de celles que Grégoire VII avoit autrefois publiées contre les Empereurs de son temps. Il y disoit en substance :

L'Empire Romain ayant été autrefois transferé par le Saint Siège , des Grecs aux Germains , en la personne de Charlemagne , l'Election de l'Empereur appartient à certains Princes , qui après la mort de Henri de Luxembourg , se sont , dit-on , partagés ; les uns ont élu Louis , Duc de Baviere , les autres Frederic , Duc d'Autriche. Or , Louis de Baviere a pris le titre de Roi des Romains , sans attendre que nous eussions examiné son Election pour l'approuver ou la rejeter , comme il nous appartient ; & non content du titre , il s'est attribué l'administration des Droits de l'Empire , au grand mépris de l'Eglise Romaine , à laquelle appartient le Gouvernement de l'Empire vacant. De plus , il s'est déclaré fauteur & défenseur des ennemis de l'Eglise Romaine , comme de Galeas Visconti & ses Freres , quoique juridiquement condamnés pour crime d'Hérésie.

Voulant donc obvier à de pareilles entreprises pour l'avenir , défendre les Droits de l'Eglise , & ramener ce Prince de son égarement , Nous l'admonestons par ces Présentes , & lui enjoignons sous peine d'Excommunication *ipso facto* , de se désister dans trois mois de l'administration de l'Empire , & de la protection des ennemis de l'Eglise , & de révoquer , autant qu'il fera possible , tout ce qu'il a fait après avoir pris le titre de Roi

des Romains. Autrement nous lui déclarons , que nonobstant son absence , Nous procederons contre lui , selon que la justice le demandera.

De plus , Nous défendons à tous Evêques & autres Ecclésiastiques , sous peine de Suspense , à toutes Villes & Communautés , à toutes personnes Séculieres de quelque Condition & Dignité qu'elles soient , sous peine d'Excommunication sur les Personnes , d'Interdit sur leurs Terres , & de perte de tous leurs privilèges , d'obéir à Louis de Baviere , en ce qui regarde le Gouvernement de l'Empire , ni de lui donner aide ou conseil , nonobstant tout serment de fidélité , dont nous les déchargeons. Cette Bulle étoit dattée du 9 Octobre 1323.

Le Roi des Romains , après avoir envoyé des personnes de confiance demander au Pape les causes de cette Monition & un plus long délai , tint une Assemblée à Nuremberg , où en présence de l'Evêque de Ratisbonne , & de plusieurs Grands Personnages , il réfuta l'admonition du Pape. Nous répondons , dit ce Prince , que la coutume observée de temps immémorial , & connue de tout le monde , est que le Roi des Romains , dès-là qu'il est élu par tous les Electeurs ou par le plus grand nombre , & couronné aux lieux accoutumés , est reconnu pour Roi , en prend le titre , & en exerce librement les Droits ; tous lui obéissent , il reçoit les sermens de fidélité , confere les Fiefs , & dispose , comme il lui plait des Biens , des Dignités , & des Charges du Royaume : Or , il est notoire que Nous avons été élus par le plus grand nombre des Electeurs & couronné dans les lieux accoutumés ; enfin Nous sommes en paisible possession depuis environ dix ans.

C'est donc à tort , que le Pape nous accuse d'avoir usurpé le titre & les fonctions de Roi , & il le dit sans avoir examiné l'affaire , ni observé l'ordre judiciaire , prétendant que Nous nous dégradions nous-mêmes en quittant le nom de Roi & la con-



duite du Royaume. Il paroît de ce qui a été dit, que le Pape avance contre la vérité, que l'Empire est vacant, & que le Gouvernement lui appartient; il n'est point vacant, puisque nous en sommes en possession. Nous ne convenons non plus, comme il le propose, qu'il appartienne au Saint Siège d'examiner notre Election & notre Personne, l'approuver ou la rejeter: si ce Droit lui appartenait, ce seroit peut-être au cas que l'affaire lui fût portée par plainte ou appellation, ou si nous avions demandé la Couronne Impériale, & que le Pape prétendît avoir de justes raisons de nous la refuser. Quant à ce qu'il ajoute, que nous avons donné notre protection à Galeas Visconti & à ses Freres condamnés pour hérésie, & à quelques autres révoltés contre l'Eglise Romaine, nous n'en avons aucune connoissance, & nous conjecturons qu'on nomme Rebelles à l'Eglise quelques-uns qui sont fideles à l'Empire... Voyant donc que le Pape veut abolir les Droits de l'Empire dont nous avons juré la conservation, nous appellons au Saint Siège pour nous & pour tous ceux qui voudront adhérer à notre Appel, & nous demandons la Convocation d'un Concile Général.

Je n'ai rapporté ces deux Pièces, que pour faire voir combien on s'y écartoit des vrais principes du Droit Public Ecclésiastique. Pour la Bulle du Pape, c'étoit un tissu de faux titres, de fausses prétentions, de vraies usurpations. De quel Droit les Papes avoient-ils transféré l'Empire Romain des Grecs aux Germains? En étoient-ils les Maîtres? Et comment cette translation s'étoit-elle faite en la personne de Charlemagne, qui n'étoit point Germain, & qui transmet tous ses Droits à ses héritiers qui régnerent après lui en France? L'Empire d'Allemagne & l'Empire Romain n'ont rien de commun, que ce nom d'Empire: si on en croit l'Histoire si justement suspecte, les Lombards s'emparerent d'abord de ce qui appartenait aux

Grecs en Italie ; dans la fuite Pepin & Charlemagne dépouillèrent les Lombards de leurs Conquêtes & se les approprièrent, ils en donnerent aux Papes une partie considérable. Les Donations de ces Princes sont aujourd'hui les Titres de l'Eglise Romaine. Comment donc cette Eglise a-t-elle disposé de l'Empire, qui ne lui appartenait en aucune manière ? Ces Droits des Grecs sur l'Empire Romain , détruits en Occident depuis plusieurs siècles , ne sont-ils pas aussi chimériques que le seroient les prétentions des Rois de France, ou des Empereurs sur l'Empire des Perses ? Si l'Empire alors n'étoit pas un simple titre de Dignité , comme il l'est aujourd'hui , il étoit attaché à la possession de quelque Pays en particulier , & donner l'Empire c'étoit donner ce Pays : quel étoit-il ce Pays , quelles en étoient les bornes ? Quand est-ce que les Papes l'ont donné ? Comment en étoient-ils devenus les Maîtres ? Ce qu'on peut dire de moins déraisonnable à cet égard , c'est que les Papes , à raison du grand respect que l'on avoit pour eux , auront beaucoup contribué à faciliter les Conquêtes sur les Grecs , & qu'ils auront engagé les Romains à faire revivre le titre d'Empereur , éteint parmi eux depuis long-temps. Mais est-ce-là donner l'Empire & le transférer des Grecs aux Germains ?

Rien n'est plus confus que l'Histoire de l'Empire ; en Allemagne , on ne sçait point du tout comment il a cessé d'être héréditaire pour devenir électif. Le seul système probable à cet égard , seroit de dire que les différens Peuples qui l'habitoient résolurent de former un Corps , afin de se défendre contre les Nations qui les environnoient ; & que pour former ce Corps ils consentirent à se donner un Chef , dont la principale fonction seroit de conduire leurs guerres , prenant d'ailleurs toutes les mesures possibles pour conserver leur liberté, & que les Papes auront été consultés sur ces arrangemens.

Mais de quelque maniere que cet Empire se soit formé, il n'est pas possible que le Pape en soit devenu le Maître, que les suffrages des Electeurs ayent dépendu du sien, & que le Gouvernement, en cas de vacance, lui fut dévolu. L'eut-on d'abord réglé de la sorte, je dirois hardiment qu'on auroit eu Droit de révoquer & annuler ce Règlement, comme les Rois d'Angleterre, de Hongrie, de Pologne, de Portugal, auroient dû & pû casser & annuler les Actes de leurs Prédécesseurs, qui par une piété mal entendue, ou par d'autres considérations, avoient rendu leurs Etats Tributaires de l'Evêque de Rome.

La dispense du serment de fidélité, les menaces faites aux Peuples de les dépouiller de leurs Privilèges, de leur interdire l'usage des choses saintes, étoient autant d'usurpations & sur le spirituel & sur le temporel. La Dispense en particulier étoit vaine & inutile; le Serment ne lie qu'autant que le titre qui le fonde, est réel: on me fait croire qu'un tel est mon Souverain légitime, sur cette persuasion je jure que je lui serai fidèle; si dans la suite il est prouvé qu'il ne l'est pas, mon Serment est nul de plein Droit, & je n'ai pas besoin d'en être dispensé: De même, si mon Serment est relatif à celui que fait mon Souverain, & qu'il viole notoirement ses engagements, dont l'observation est la condition & le fondement essentiel de l'obligation que j'ai à garder les miens, mon obligation cesse à l'instant; & si j'ai besoin d'une Déclaration Juridique que le Prince a violé ses Serments, je n'ai certainement pas besoin de Dispense pour être déchargé des miens, & ces liens mutuels qui nous lient, ne sont point de ceux dont Jesus-Christ a dit à ses Apôtres, que tout ce qu'ils délieroient seroit délié.

Les défauts de la réponse de Louis de Baviere, étoient premierement, qu'il répondit serieusement à cette Bulle: il devoit la regarder comme non-avenue, & se contenter de prendre les mesures nécessaires pour arrêter les mauvais effets qu'elle



qu'elle étoit capable de produire. Secondement, il paroiffoit avouer qu'en cas de divifion & de conteftation, c'étoit au Pape à décider, que du moins l'affaire pouvoit être portée à fon Tribunal, comme compétent pour en juger. Troifié-  
ment, il s'excusoit fur ce qu'il n'avoit point fçu que les Visconti étoient Hérétiques; comme s'il n'étoit pas libre à un Souverain de s'unir avec des Hérétiques pour l'interêt de fes Etats, pourvû qu'il ne s'uniffe pas avec eux pour foutenir leur hérésie. Quatrièmement, en appellant au Pape mieux informé, au futur Concile même, il reconnoiffoit ces Tribunaux comme capables de décider fa querelle, il accordoit à l'Eglife un pouvoir qu'elle n'a point, & ce qu'il refusoit au Pape régnant, il le donnoit à fes Successeurs.

Enfin, le Pape prononça contre ce Prince une Sentence de déposition, le 15 Juillet 1324. Elle étoit conçue en ces termes : Nous le déclarons contumax, tant pour n'avoir pas comparu, que pour n'avoir pas acquiescé à nos Monitions & à nos Ordres; & en conféquence nous le dénonçons privé de tout le Droit qui lui pouvoit appartenir en vertu de fon Election, nous réfervant enfuite de le punir de plus grandes peines, felon l'exigence des cas, s'il ne fe foumet à l'Eglife dans le premier d'Octobre; & cependant nous lui défendons étroitement de prendre désormais le titre de Roi des Romains, & de s'ingérer au Gouvernement du Royaume ou de l'Empire, le tout sous peine d'Excommunication & de privation des Fiefs & des Privilèges qu'il tient de l'Eglife ou de l'Empire.

Cette Bulle odieuse fut envoyée aux Princes Chrétiens : elle fut publiée en France par Guillaume de Melun, Archevêque de Sens, en Angleterre par les Archevêques de Cantorberi & d'Yorck, en Allemagne par celui de Magdebourg, en Italie par celui de Capouë. C'est ainfi que les Princes laif-  
soient impunément violer leurs Droits les plus sacrés, & qu'ils

autorisoient par leur approbation les usurpations d'une puissance dont ils avoient tout à redouter. Après cela il n'est pas étonnant que des Particuliers pensassent d'une manière si outrée de cette puissance, dont ils voyoient les entreprises soutenues & approuvées par ceux qui étoient les plus intéressés à s'y opposer. Un certain Augustin d'Ancône, publia dans ces temps un Traité de la Puissance Ecclésiastique, & le dédia au Pape Jean XXII; je crois devoir en donner un Abregé, il servira du moins à faire voir jusqu'où on a porté le Fanatisme sur ce sujet.

» La Puissance du Pape, dit cet Auteur, est la seule qui  
» vienne immédiatement de Dieu : elle est plus grande que  
» toute autre, puisqu'il juge de tout, & n'est jugé de per-  
» sonne. La Puissance du Pape est Sacerdotale & Royale,  
» parce qu'il tient la place de Jesus-Christ, qui avoit l'une &  
» l'autre. On ne peut appeller du Pape au Concile Général,  
» parce que le Concile reçoit du Pape son autorité. C'est à  
» lui, comme Chef de l'Eglise, à déterminer ce qui est de  
» Foi, & personne ne peut informer de l'Hérésie sans son  
» ordre.

» Le Pape seul est l'Epoux de l'Eglise Universelle. Il a la  
» Jurisdiction immédiate sur chaque Diocèse, parce que la  
» Jurisdiction de tous les Evêques est dérivée immédiatement  
» de lui : & quoiqu'il soit plus particulièrement Evêque de  
» Rome, il peut faire par lui-même, ou par ses Commis en  
» chaque Diocèse, & en chaque Paroisse, ce que peuvent  
» les Evêques & les Curés. Non seulement les Chrétiens, mais  
» aussi les Juifs & les Payens sont soumis au Pape, à qui il  
» appartient de punir les Tyrans, même de peine temporelle,  
» en faisant prêcher contre eux la Croisade.

» Le Pape seul peut excommunier, parce que lui seul peut  
» séparer de la Communion de tous les Fidèles; les Evêques

» ne le peuvent que par la Jurisdiction déterminée qu'il leur  
 » a communiquée. Le Pape punit les Hérétiques , non seule-  
 » ment de peines spirituelles, mais encore de temporelles ;  
 » sçavoir, de confiscation des biens, & de punition corporelle  
 » par le bras Séculier.

» Le Pape pourroit élire l'Empereur par lui-même sans le  
 » ministère des Electeurs qu'il a établis ; il pourroit changer  
 » les Electeurs, les prendre ailleurs que de l'Allemagne, ou  
 » rendre l'Empire héréditaire. C'est par l'autorité du Pape  
 » que l'Empire a été transféré des Romains aux Grecs &  
 » des Grecs aux Germains, & il le pourroit transférer à  
 » d'autres. L'Empereur élu doit être couronné & confirmé  
 » par le Pape, sans quoi il ne peut prendre le gouvernement  
 » de l'Empire. Enfin, le Pape peut déposer l'Empereur, &  
 » absoudre ses Sujets du Serment de fidélité. »

» Tous les autres Rois sont aussi obligés d'obéir aux com-  
 » mandemens du Pape, & de reconnoître qu'ils tiennent de  
 » lui leur puissance temporelle. Et quiconque se sent grévé  
 » par qui que ce soit, Roi ou Empereur, peut appeler de  
 » son Jugement à celui du Pape. Il peut corriger tous les  
 » Rois, les déposer, & instituer un Roi en quelque Royaume  
 » que ce soit.

Toutes ces propositions expriment les prétentions des Papes, leurs Usurpations ; car ils s'étoient mis en possession de se conduire selon presque toutes ces Maximes : mais tant s'en faut que la vérité s'y trouve, que pour parler juste, il faudroit précisément dire le contraire.

Louis de Bayere à son tour tomba aussi dans de grands excès. Etant venu à Rome, il dépôsa le Pape son Ennemi, en fit élire un autre, & ordonna à tous les Chrétiens de le reconnoître ; en quoi il passoit assurément ses Droits aussi visiblement, que Jean X-XII passoit les siens en voulant l'obliger



de renoncer à l'Empire : aussi ce Pape n'eut que peu de Partisans , qui même se repentirent bien-tôt de l'avoir reconnu.

Ce n'est pas qu'on ne puisse déposer un Pape ; mais ce n'est point à la puissance Séculière à le faire , c'est à l'Eglise : un Prince peut bien le demander , procurer que le Concile s'assemble , il peut se déclarer Partie ; mais il n'a point de voix dans le Jugement , bien moins encore a-t-il Droit de publier en son nom la Sentence de déposition.

Je crois l'avoir déjà observé, les Evêques imitoient la conduite des Papes , & étendoient leur Jurisdiction autant qu'il leur étoit possible , se dédommageant aux dépens de la puissance Séculière de ce que le Pape prenoit sur eux. Les choses allèrent si loin , que la plûpart des Juges Royaux se plaignirent à Philippe de Valois dès qu'il fut monté sur le Trône , que les Officiaux usurpoient la plus grande partie de leur Jurisdiction, & s'attiroient presque toutes les affaires. Sur ces plaintes , ce Prince convoqua une Assemblée d'Evêques & de Barons : elle se tint à Paris le huitième Décembre 1329. Pierre de Cugnieres , Chevalier , Conseiller du Roi , proposa soixante-six Articles de Grieffs contre les Officiaux, il les donna par écrit aux Prélats, afin qu'ils en délibérassent ; ces Grieffs furent appuyés par un discours solide , qui montrait la distinction du temporel & du spirituel , & assuroit les Evêques de la protection du Roi , si, comme ils le devoient, ils se contentoient du dernier.

Huit jours après , l'Archevêque de Sens parla pour les Prélats. Il commença par protester qu'ils ne prétendoient subir un Jugement , & que leurs démarches & leurs discours n'avoient point d'autre but que d'instruire le Roi & les Assistans : il convint d'abord de la distinction des deux Puissances ; mais il les confondit ensuite , en attribuant aux Evêques , sur-tout aux Papes , à peu près la même puissance que Moïse & Samuel avoient eue sur les Israélites : il prouva que les deux

puissances peuvent être réunies en une même personne. Mais ce n'étoit pas la question. Et qui peut douter qu'un Evêque puisse être Seigneur temporel de son Diocèse ? Il s'agissoit de sçavoir, si la Jurisdiction temporelle appartient à l'Evêque, comme Evêque. D'ailleurs sa protestation étoit peu fondée. N'est-ce pas au Roi, source de l'autorité civile qu'on exerce & qu'on ne peut exercer qu'en son nom, à décider & à régler jusqu'où & à quoi doit s'étendre cette partie de son autorité qu'il confie ? Cet Archevêque insista beaucoup sur les deux épées qu'avoient les Apôtres, d'où il prétendoit conclure l'union des deux puissances dans les Evêques, à plus forte raison dans le Pape. En quoi dit Fleury \*, je ne puis assez admirer la simplicité de ceux qui soutenoient les Droits du Roi & des Juges séculiers contre les entreprises des Ecclésiastiques : car qui les obligeoit de convenir de cette frivole Allégorie, inconnue à toute l'Antiquité ? Qui les empêchoit de dire, comme il est vrai, que les deux glaives de l'Evangile ne signifient rien de mystérieux, & sont simplement deux épées que les Apôtres avoient prises pour défendre leur divin Maître.

A la dernière Séance l'Evêque d'Autun porta la parole : apparemment que les Prélats n'avoient pas été fort contents de la longue & ennuyeuse Harangue de l'Archevêque de Sens. Après une protestation de même goût que celle que j'ai rapportée, il entra dans le détail des Grieffs, & répondit à chacun d'eux en particulier. Ces Grieffs & ces Réponses sont un morceau curieux de l'Histoire que j'écris ; ils font voir combien la Jurisdiction Ecclésiastique avoit empiété sur la séculière, & le peu de solidité des principes qui appuyoient ses Usurpations.

Les Causes réelles touchant la possession ou la propriété, appartiennent de Droit commun à la Jurisdiction temporelle :

\* Tome XIX, page 426.

toutefois les Officiaux s'efforcent de se les attribuer. On répondoit par quelques Textes de Gratien qui n'avoient rien de décisif, & qui, eussent-ils été formels, n'auroient pu prouver que le Droit d'en connoître étoit par lui-même attaché à la puissance Ecclésiastique.

Quand un Laïque, troublé par un Clerc dans la possession de sa Terre, le fait ajourner devant le Juge Laïque, l'Officiel fait admonester le Juge & la Partie, de ne pas passer outre, sous peine d'Excommunication & d'amende pécuniaire. En ce cas, répondoit l'Evêque, le Clerc est le Défendeur : or il est de Droit que le Demandeur s'adresse au Juge du Défendeur. Comme si le Roi, ou le Juge qu'il a établi, n'avoit aucun Droit sur un Clerc. D'ailleurs, il est évident que c'est le Laïque qui est le Défendeur.

Les Officiaux font citer devant eux les Laïques, même en action personnelle quand la Partie le demande, & refusent de les renvoyer devant leurs Juges temporels. Réponse : c'est à raison du péché que commet celui qui refuse de restituer ce qu'il retient induëment, ou de payer ce qu'il doit. C'étoit cette raison-là même dont les Papes se servoient pour ordonner de faire la Paix & défendre de faire la Guerre. Mais si elle avoit lieu, quel est le Procès où il ne s'agisse pas d'injustice ? Et ce titre seul une fois admis, le Tribunal Ecclésiastique ne seroit-il pas en possession de toutes les Causes ?

Souvent les Officiaux font venir devant eux des Laïques, à la requête des Clercs qui se plaignent d'être troublés par eux dans la possession de leurs biens patrimoniaux. Ici l'Evêque embarrassé par sa première réponse, érige en biens sacrés tout ce qui appartient aux Clercs : cette entreprise du Laïque, dit-il, est un Sacrilège, dont la connoissance appartient à l'Eglise seule : confondant ainsi ce qui est à l'Eglise & ce qui est à un Ecclésiastique. Et sur quoi fondé, l'Eglise seule peut-elle con-



noître de ce qui est Sacrilège ? Dès qu'une action est criminelle & contre les Loix civiles , n'est-elle pas du ressort de la puissance temporelle ?

Les Officiaux veulent prendre connoissance des Contrats passés en Cour Séculière , & établissent dans les Terres des Séculiers des Notaires Ecclésiastiques , qui reçoivent les Contrats de tous ceux qui s'adressent à eux , même en matiere profane. Réponse : l'Eglise a Droit de connoître des Contrats passés en Cour Séculière , principalement quand il y a transgression de serment ou foi violée : & les Notaires Ecclésiastiques ne font tort à personne en recevant les Contrats de ceux qui veulent s'obliger en Cour d'Eglise , & la préfèrent à la Cour Séculière. Si l'Eglise a ce Droit, d'où lui vient-il , sinon de la puissance Séculière ? La transgression d'un serment , la foi violée , si elles sont publiques , ne peuvent-elles pas appartenir à la puissance temporelle ? Si elles sont secretes , elles ne sont du ressort que du Tribunal de la Pénitence.

Les Ecclésiastiques , en s'attirant toutes les affaires , ne s'attiroient-ils pas les salaires ? Auroient-ils été si avides de travail s'il n'avoit été récompensé , s'il n'avoit été une source de domination & de crédit ? Ce métier de Juge convenoit-il à des Ecclésiastiques , qui ne devoient s'occuper que de la priere & du soin des Ames ?

Si celui qui est excommunié pour dettes , ne paye pas la somme portée par la Sentence , elle est aussi-tôt réaggravée , & l'Official enjoint au Juge Séculier , sous peine d'Excommunication , de contraindre le Débiteur par saisie de ses biens à se faire absoudre & payer la dette ; & si le Juge Séculier n'obéit , il est excommunié lui-même , & ne peut être absous qu'en payant la dette. Réponse : quand l'Eglise a fait ce qu'elle a pû avec son bras spirituel , elle peut de Droit divin & humain recourir au bras Séculier : & si le Seigneur manque

d'obéir à la Monition, & de contraindre le Débiteur excommunié, en sorte que le Créancier perde son dû, il n'y a pas d'inconvenient de procéder contre le Seigneur, principalement si l'Excommunication a duré plus d'un an. L'Eglise a Droit d'implorer le secours du bras Séculier pour les affaires Ecclésiastiques, pour la conservation de ses biens, non pour des affaires purement civiles, & dont elle ne doit pas se mêler : ce Droit de contraindre la puissance Séculière d'exécuter ses Sentences, sans même examiner si elles étoient justes ou si elles ne l'étoient pas, ne supposoit-il pas qu'elle étoit infail-  
lible, qu'elle avoit du moins l'autorité Souveraine ? Quelle véxation ! Quel abus de la puissance spirituelle, pour se mettre en possession de la puissance temporelle !

Les Promoteurs des Juges Ecclésiastiques, quand ils tiennent quelqu'un pour excommunié à tort ou à droit, font publier des Monitoires afin que personne ne travaille pour ceux qui sont en cet état, & n'ait aucun commerce avec eux ; d'où il arrive que les Terres & les Vignes demeurent souvent incultes. On répondoit : les Officiaux peuvent & doivent faire de telles Monitions, puisque la communication avec les Excommuniés est péché mortel, & une des manieres de communiquer est de travailler pour eux. C'est-à-dire, que l'Excommunication rompoit tous les liens de la Société, & avoit de sa nature des effets civils. Principe, qui une fois admis, rendoit les Ecclésiastiques maîtres absolus des Biens, des Charges des Séculiers, & absorboit la puissance Séculière. Communiquer avec un Excommunié par rapport au spirituel, l'Eglise a Droit de le défendre ; mais c'est une usurpation à elle de défendre la communication par rapport au temporel, le Magistrat seul peut faire ces défenses. Faut-il s'étonner après cela de la haine des Séculiers contre les Ecclésiastiques, & de l'avidité avec laquelle on a reçu les Doctrines qui leur étoient contraires, &

& qui les abbaïssioient encore plus qu'ils n'avoient voulu s'élever ?

Les Officiaux font prendre les Clercs par leurs Sergens en toute sorte de Territoires, sans appeller la Justice du lieu ; & si quelqu'un s'y oppose, ils l'excommunient pour le contraindre à se désister. L'Evêque d'Autun répondoit : il est permis aux Prélats & à leurs Officiaux de Droit divin & humain, de prendre par-tout les Clercs, parce qu'il n'y a point de lieu où ne s'étende la Jurisdiction spirituelle. La Jurisdiction spirituelle de l'Eglise ne consiste qu'à remettre ou à retenir les péchés, qu'à ôter les Graces & les Charges qu'elle donne, ou qu'on ne peut exercer sans son consentement ; ce n'est qu'en ce sens-là qu'elle s'étend par-tout : toute autre Jurisdiction qu'elle exerce, est une participation de l'autorité civile ; en ce sens il est faux qu'elle s'étende par-tout, & que le Droit divin la lui donne.

Quand un Excommunié veut se faire absoudre, les Officiaux exigent de lui une amende arbitraire ; ils font citer trente & quarante personnes, ou plus, à qui ils imposent d'avoir communiqué avec des Excommuniés, & prennent de l'un dix sols, de l'autre vingt, selon leurs facultés. L'Evêque répondoit gravement, que comme on n'excommunioit que pour un péché mortel, la Pénitence devoit enfermer une peine corporelle ou pécuniaire ; que les Officiaux n'acordoient jamais de citations contre tant de personnes, s'ils ne voyoient un grand péril d'ames ; & que ceux qui communiquent avec les Excommuniés, devoient satisfaire à Dieu & à l'Eglise. Que devenoient ces amendes, au profit de qui tournoient-elles ? La Pénitence doit consister en bonnes œuvres, ce n'est que d'accord avec le Pénitent qu'on doit la lui imposer. Quel péril y avoit-il pour les ames, qu'on communiquât dans les choses temporelles avec un homme qui refusoit de payer ce qu'il croyoit



ne pas devoir ; avec un Juge qui ne contraignoit pas d'exécuter une Sentence qui lui paroïssoit injuste ? Quels abus ne pouvoient pas faire les Officiaux de leur pouvoir arbitraire ? Ces amendes n'étoient-elles pas autant de vexations infiniment capables de rendre odieux la Religion & le Ministère Ecclésiastique ?

Les Officiaux prétendent faire les Inventaires de ceux qui meurent sans avoir fait de Testament, même dans les Domaines & dans les Justices du Roi, se mettre en possession des biens meubles & immeubles, les distribuer aux héritiers ou à qui il leur plaît ; ils s'attribuent aussi l'exécution des Testaments, & ont des Officiers pour cette seule fonction ; ils refusent quelquefois d'ajouter foi aux Testaments passés devant les Tabellions, si eux-mêmes ne les ont approuvés. L'Evêque répondit simplement : que l'Eglise étoit en possession de ces Droits & de ces Usages. Tel étoit alors le pouvoir du Clergé, tel étoit l'esclavage où les Peuples étoient réduits : peu à peu on s'en est délivré, l'autorité Civile a repris les Droits qu'on avoit usurpés sur elle, on qu'elle avoit cédés mal à propos ; pourquoi n'en a-t-on pas fait de même par rapport à l'autorité des Papes ? On le pouvoit également, & leurs prétendus Droits ne sont pas mieux fondés que ceux que les Evêques avoient attribués à leur Officiaux.

Mezerai parle de ces Assemblées d'une manière à faire croire qu'il n'étoit point du tout au fait, ou qu'il vouloit flatter le Clergé aux dépens de la Justice & de la Vérité. » Pierre de » Cugnieres, dit-il, \* portoit la parole pour les Juges » Royaux ; il ne rendoit pas seulement à rogner la Jurisdic- » tion des Officiaux, mais à énerver le sacré Domaine de » l'Eglise. Comme il étoit fort habile pour ce temps-là, & » qu'il avoit long-temps étudié cette Cause, il parla fortement

\* Abrégé de l'Histoire de France, Tom. III. pag. 130. Edit. d'Amst.

» & au gré de la Noblesse, & pensa l'emporter sur l'esprit du Roi.  
 » Mais Bertrand, Evêque d'Autun, & Pierre Roger, Arche-  
 » vêque de Sens, s'étant chargés de la défense de leur Corps,  
 » lui répondirent fort éloquemment & avec des raisons invin-  
 » cibles. Le Clergé fut en grand péril de se voir arracher tout-  
 » à-fait sa Justice, & même ses plus beaux Domaines. Tou-  
 » tefois, le Roi ayant balancé quelques jours entre l'irrita-  
 » tion des Flatteurs, qui vouloient se gorger du patrimoine  
 » du Crucifix, & le zèle héréditaire à toute la Maison de  
 » France pour les choses sacrées, donna un Arrêt le vingt-  
 » huit Décembre, qui maintint l'Eglise en sa possession. ....  
 » Néanmoins, depuis un tel choc l'autorité de ce sacré Corps a  
 » été tellement affoiblie, principalement par les Appels com-  
 » me d'abus, qu'il croit avoir aujourd'hui plus de sujet de  
 » plainte contre les Juges Séculiers, qu'ils n'en avoient en ce  
 » temps-là contre lui ».

Si Mezerai avoit lu les Griefs & les Réponses, dont j'ai  
 donné l'abrégé, auroit-il dit qu'on vouloit énerver le sacré  
 Domaine de l'Eglise, se gorger du patrimoine du Crucifix ?  
 Auroit-il dit que les Prélats répondirent fort éloquemment &  
 avec des raisons invincibles ? Auroit-il dit que par un zèle  
 héréditaire à toute la Maison de France pour les choses sacrées,  
 le Roi maintint l'Eglise en sa possession ? Est-il donc vrai que  
 le zèle pour les choses sacrées consiste à asservir l'autorité  
 Civile à la puissance Ecclésiastique, à rendre les Clercs maî-  
 tres & arbitres de toutes les affaires, de toutes les fortunes ?  
 Peut-on blâmer les bornes qu'on a mises à cette autorité ex-  
 cessive ? Cette multitude d'Excommunications, ces amendes  
 n'ont-elles pas été justement abolies ? Est-ce donc un mal,  
 que les Clercs pour leurs affaires temporelles & particulières  
 soient soumis aux Tribunaux Séculiers ? Est-ce un mal qu'ils  
 ne reçoivent plus les Contrats, que les Testamens pour valider

n'ayent plus besoin de leur approbation ? De pareils Usages, si contraires à la profession Cléricale , & au vrai esprit de l'Eglise , auroient-ils jamais dû s'établir ? Ont-ils pu être trop-tôt abrogés ? Pour les privilèges personnels des Clercs, de ne pouvoir être arrêtés , jugés , punis , que par leurs Confreres , toujours disposés & intéressés à leur faire grace , n'étoient-ils pas la source d'une infinité de désordres , sur-tout parmi les Moines, soustraits tout à la fois à la Jurisdiction Royale & à l'Episcopale ? Les Princes qui demandoient aux Papes la permission de faire arrêter les Clercs coupables, connoissoient-ils leurs Droits ? Sçavoient-ils que la qualité de Clerc n'ôte point la qualité de Sujet , par conséquent de justiciable du Souverain , & de responsable à son Tribunal , en tout ce qui ne regarde pas le spirituel ? En un mot , n'est-il pas vrai que les Ecclesiastiques, loin d'avoir droit de se plaindre, n'ont été que trop favorablement traités, & que leur Jurisdiction n'est encore que trop étendue ? Ces réflexions me menent naturellement à examiner deux articles intéressans ; sçavoir, les Tribunaux de l'Inquisition, que les Papes prétendent avoir Droit d'établir, & les Appels comme d'abus qu'on a introduits, sur-tout en France, que les Evêques souffrent si impatiemment, & que les Juges Séculiers défendent avec tant de fermeté.





## SEPTIÈME DISSERTATION,

*De l'Inquisition & des Appels comme d'Abus.*

L'INQUISITION est un Tribunal purement Ecclésiastique, établi pour connoître du Crime d'Hérésie, & pour le punir. Les Papes qui l'ont institué, l'ont fait, persuadés que c'est à eux qu'il appartient uniquement de juger & de punir ce Crime, & que l'Eglise par elle-même, indépendamment de l'autorité séculière, a une puissance extérieure & coactive pour faire observer ses Loix & en punir les transgresseurs : de-là vient qu'on a vu souvent les Papes dépouiller les Herétiques de leurs biens, les dégrader même de Noblesse, & commander aux Souverains de les exterminer par le fer & par le feu ; ordres, que je ne puis m'empêcher de traiter de barbares, & qui à la honte du Christianisme & de l'humanité, n'ont été que trop souvent & trop fidèlement exécutés.

J'ose défier qu'on prouve, que cette puissance extérieure & coactive appartienne à l'Eglise, & qu'on soit obligé de souffrir qu'elle l'exerce : tout ce qu'on peut dire à cet égard, n'est appuyé que sur les principes faux & les maximes insensées dont de lâches & ignorans Adulateurs ont flatté l'ambition des Papes, & surpris la crédulité des Princes & des Peuples. » Le » Pape, disoient-ils, a la Jurisdiction universelle de tout le » monde, non seulement pour le spirituel, mais pour le temporel : quoiqu'il doive exercer la puissance temporelle par » l'Empereur & les autres Souverains, il a toute la Jurisdiction qu'avoit Jesus-Christ. Les Empereurs & les Rois » Payens n'ont rien possédé justement ; les Royaumes des » Payens sont justement revenus à l'Eglise, sur laquelle ils

» les avoient usurpés. Aucun Souverain n'a légitimement  
 » usé du glaive, s'il ne l'a reçu [de l'Eglise Romaine ; c'est  
 » l'onction qui fait les Rois, c'est l'Eglise qui la donne ;  
 » ainsi tout Prince reçoit de l'Eglise sa confirmation & sa  
 » puissance. Quiconque est opposé à Dieu par l'Idolatrie ou  
 » l'Hérésie, ne peut rien posséder véritablement ». Une  
 prétention qui n'est appuyée que sur de pareils principes,  
 est-elle soutenable ?

Je sçai qu'une Société a droit de regarder & de punir  
 comme des crimes l'attachement à des opinions capables de  
 troubler la paix publique. Je sçai que c'est au Ministère Ecclé-  
 siastique à décider si une Doctrine est hérétique ou ne l'est  
 pas ; mais de-là il ne suit nullement, qu'il puisse punir les  
 coupables ou les contredisans, indépendamment de l'autorité  
 séculière, à qui il appartient uniquement d'infliger des peines  
 afflictives, corporelles & temporelles. Or la Prison, la perte  
 des Biens, du Rang, des Privilèges, la Mort, le Bannisse-  
 ment, sont des peines corporelles & temporelles ; & c'est à  
 la seule Société civile, quelle que puisse être la Religion  
 qu'elle suit, à les employer contre ceux qui les attaquent & qui  
 la troublent ; elle le fait justement, si la Religion est vraie ;  
 injustement, si elle est fausse. Mais encore une fois, abstrac-  
 tion de la justice ou de l'injustice, c'est à elle seule à le faire,  
 & nul autre ne peut avoir ce Droit qu'elle ne le lui ait com-  
 munié.

Quelle que puisse être l'idée des Papes à cet égard, les  
 Rois ont consenti à l'érection des Tribunaux de l'Inquisition,  
 & en y consentant ils n'ont pu se dépouiller du Droit de les  
 supprimer quand ils le jugeront à propos. Ont-ils bien fait de  
 consentir à cette Innovation ? Feroient-ils bien de retirer leur  
 consentement ? La rigueur de ces Tribunaux n'est-elle pas ex-  
 cessive ? La manière dont on y procède est-elle équitable ?

Cette innovation est-elle aussi utile à la conservation de la foi & de la piété, que le prétendent ceux qui l'ont établie? Le simple exposé de ce qui se passe en ces Tribunaux mettra en état de décider ces Questions.

La peine du feu, qui est le supplice ordinaire des Condamnés, n'est-elle pas trop sévère? La profession que fait l'Eglise d'abhorrer le sang, de ne point chercher, d'éviter même de le répandre, est-elle bien sincère? Ne sçait-on pas que c'est de concert avec les Papes que les Souverains ont décerné la plus horrible des peines contre ce qu'on leur a dit être le plus grand des crimes? Pour ce qui est de la prière que font les Inquisiteurs aux Juges séculiers de sauver la vie à ceux qu'ils leur remettent entre les mains, ce n'est qu'une pure Cérémonie; ils sçavent bien qu'ils ne seront pas exaucés, ils se plaindroient même s'ils l'étoient. Quel spectacle affreux en Espagne & en Portugal que ces Processions lugubres, où la Foi triomphe d'une manière si cruelle de ceux qu'elle n'a pu convertir! Ne suffiroit-il pas de les bannir, de les renfermer? Du moins une mort plus douce n'expieroit-elle pas assez leur crime? Après cet Exemple de cruauté que donnent les Chrétiens, peuvent-ils se plaindre des Nations qui punissent du dernier supplice ceux qui prêchent le Christianisme & qui l'embrassent? Ne paroît-il pas, qu'une Religion qui a recours à des moyens si extrêmes pour empêcher qu'on ne l'abandonne, se défie d'elle-même, & qu'elle ne compte pas assez sur la force des raisons qu'on a de s'y attacher?

Mais l'Eglise n'a-t-elle pas droit de punir ceux qui l'abandonnent, comme le Prince punit ses soldats déserteurs, comme il punit ceux, qui non contents de quitter eux-mêmes son service, engagent & sollicitent les autres à les imiter? L'Eglise peut rejeter de son sein ceux qui la troublent & la divisent; elle peut les priver de ses grâces, de ses bienfaits; tout le



reste, c'est à l'autorité Séculière à le faire. On ne pense pas assez, qu'il y a une différence infinie entre les engagements de la Religion & les autres qu'on prend librement & avec connoissance de cause ; la plupart des hommes ne choisissent point leur Religion , ils y naissent , & elle est en eux l'effet de l'éducation , comme la Langue qu'ils parlent , comme l'inclination qu'ils ont pour leur Pays ; ils auroient été Turcs comme ils sont Chrétiens ; ils auroient été Luthériens , Protestans , comme ils sont Catholiques Romains.

Peut-on dire avec vérité, que c'est librement & avec connoissance de cause , qu'un enfant baptisé a embrassé le Christianisme , & qu'il y persévère jusqu'à ce qu'il soit capable de penser & de raisonner ? Peut-on dire qu'un Payfan grossier , qu'un Artisan , sans autre connoissance que celle de son métier , soient Chrétiens par choix ? Ils le sont , parce qu'on leur a dit qu'il falloit l'être ; ils auroient appris l'Alcoran avec autant de docilité , je puis le dire , avec autant de crédulité , qu'ils ont appris l'Evangile. Si donc on les séduit & qu'on leur persuade qu'on les a trompés , que le chemin qu'ils suivent , n'est pas le chemin du Salut , où est leur crime lorsqu'ils le quittent ? Et s'il y en a , ce crime mérite-t-il le feu ? A la bonne heure qu'on punisse les auteurs de la séduction ; mais cet Artisan , cet homme sans Lettres , cette femme simple , qui ont été séduits , méritent assurément plus de compassion que de colère ; on doit les plaindre , & non pas les punir ; & s'il est vrai que tout ce qui se fait contre la conscience est un péché , en les forçant de renoncer à leur sentiment on les fait tomber dans le crime. Rien n'est plus difficile à distinguer l'un de l'autre que la persuasion & l'opiniâtreté ; la première peut avoir l'erreur pour principe sans être criminelle : manquer de lumières , de pénétration , de discernement , ne peut être une faute punissable qu'aux yeux d'un Tyran. Et dans un sens très-vrai l'entendement

ment n'est pas libre , c'est en vain qu'on lui commande de penser & de juger d'une certaine façon , la vérité est son centre , dès qu'il la voit ou qu'il croit la voir , elle l'entraîne nécessairement ; & dire qu'il est libre , c'est dire qu'il peut à son gré donner aux choses l'apparence de vérité ou de fausseté.

Dans les autres engagements qu'on contracte librement , il est rare qu'on ait des raisons nécessaires de les quitter : j'appelle raison nécessaire , celle qu'on ne peut rejeter sans que la conscience réclame. Un Soldat qui déserte , un Sujet qui viole le serment de fidélité qu'il a fait à son Souverain , un homme marié , n'ont point de ces sortes de raisons qui les obligent à rompre leurs engagements ; mais un Juif qui a embrassé le Christianisme , & à qui sa conscience , soutenue de mille préjugés , reproche d'avoir quitté le chemin que Dieu lui-même a tracé , n'en a-t-il point ? Il en est de même de celui qui croit voir , qui se laisse persuader , qu'on a altéré la pureté de l'Evangile , qu'on a mêlé ou substitué plusieurs inventions humaines à la Doctrine de Jesus-Christ : du moins est-il certain que ces persuasions sont un motif raisonnable , qu'elles diminuent le crime du changement , & qu'elles devroient en adoucir la peine. Mais ces réflexions n'entrent point dans l'esprit des Ecclésiastiques , dont le caractère , à parler en général , est la dureté & l'inhumanité.

On dira peut-être que ces principes vont à autoriser le Fanatisme , qu'ils égalent en quelque sorte toutes les Religions , qu'ils tendent à les détruire toutes , & qu'ils ne peuvent manquer de produire des divisions , des querelles , des guerres même. Je réponds , que j'ai pitié du Fanatisme , mais que je ne l'autorise pas. Est-ce l'autoriser , que de dire qu'une erreur involontaire que le manque de discernement fait confondre avec la vérité , ne mérite pas d'être punie par le feu ? Je réponds , que s'il est un article sur lequel on doit ménager &

respecter la Liberté de l'homme , c'est sa conscience ; que le violenter à cet égard , c'est le rendre parjure , hypocrite , en un mot, coupable d'innocent qu'il étoit peut-être. Je réponds, que la vérité d'une Religion est indépendante des idées que l'on s'en forme ; que la Religion Chrétienne a des caractères de vérité si marqués , & si éclarans , qu'il est impossible qu'un esprit attentif ne s'y rende pas ; mais j'ai pitié de ceux que leurs préjugés aveuglent, & je ne crois pas que leur aveuglement mérite les plus cruels supplices. Je réponds, que les divisions, les querelles, les guerres que l'on craint, viennent de la violence & de la rigueur qu'on croit devoir employer pour contraindre les esprits à se soumettre ; que le Gouvernement des Provinces-Unies est une preuve subsistante qu'il est possible, qu'il est même facile, que la diversité de sentimens en matière de Religion ne produise aucun trouble, & n'empêche point un Etat d'être florissant. Enfin je réponds, que le Tolérantisme bien entendu, n'est pas si déraisonnable qu'on le croit communément dans les Pays Catholiques ; que les Peuples qui l'admettent, ne sont ni stupides , ni insensés ; que du moins l'Intolérance ne doit pas aller jusqu'à la cruauté. Qu'on instruisse donc , qu'on exhorte , qu'on prive de certaines Graces , de certains Emplois , mais qu'on ne pende pas, qu'on ne brûle pas des gens d'ailleurs tranquilles , dont le crime consiste à ne pas voir les choses comme on voudroit qu'ils les vissent. Il faut pourtant excepter ces Doctrines pernicieuses, qui éteignant dans le cœur tout sentiment de Religion , ne laissent à l'homme pour le conduire, que ses caprices & ses passions.

La forme de procéder dans les Tribunaux de l'Inquisition, est presque aussi odieuse que les supplices, dont on punit ceux qui ont le malheur d'y être condamnés. Les perquisitions, les informations sont secrètes ; on ne connoît ni son Accusateur, ni les Témoins qui confirment l'accusation ; on est arrêté sans



ſçavoir pourquoi on l'eſt ; la priſon eſt dure & toujours fort longue ; les Priſonniers n'ont ni conſeil, ni Avocat, & les Jugemens ſont ſans Appel : non ſeulement on eſt arrêté ſur des accusations positives, mais ſur de ſimples ſoupçons ; qu'on ne faſſe point ſes Pâques, qu'on ait paru douter de quelque miracle, de quelque révélation, qu'il ſoit échappé à ce ſujet quelque plaifanterie, il n'en faut pas davantage pour exciter le zèle des Inquiſiteurs. La maniere dont on interroge les Priſonniers eſt pleine de myſtere ; on veut qu'ils découvrent, & ſouvent qu'ils devinent le ſujet pourquoi on les a arrêtés : & ſoit qu'ils parlent ou qu'ils ſe taiſent, ils n'en ſont pas moins jugés ; leur aveu eſt une conviction, leur ſilence eſt pris pour impénitence & pour obſtination. Quand une fois on a donné priſe, ou qu'on eſt devenu ſuſpect à ce Tribunal, on eſt continuellement obſervé & examiné ; l'unique moyen de lui échapper, c'eſt de ſe bannir ſoi-même, ſans quoi il faut ſe réſoudre à vivre dans de perpétuelles allarmes. Ce Tribunal érige en article de Foi ce qui lui plaît, & regarde comme des crimes, la liberté de penſer la plus raifonnable : attaquer les abus des Indulgences, conteſter la Jurisdiction Eccléſiaſtique, trouver exceſſifs les Privilèges & les Immunités des Clercs, ſe plaindre qu'on les a trop enrichis, ſont des fautes capitales ; & la moins pardonnable de toutes, ſeroit de blâmer la rigueur & la maniere de procéder du ſacré Tribunal de l'Inquiſition ; il ne ſeroit même pas trop sûr de témoigner quelque compaſſion pour les Malheureux qu'il fait exécuter.

C'eſt ainſi que ce Tribunal redoutable tient ſous le Joug les Pays où il eſt établi, & qu'il livre les particuliers à la haine, & à la vengeance de tous ceux qui veulent les accuſer ; Tribunal odieux, dont les ennemis de l'Egliſe Romaine ſe ſont toujours ſervis avec avantage pour ſoulever contre elle les Nations entières ; Tribunal qui fait plus d'hypocrites, que de

vrais Chrétiens, qui entretient la superstition, la vaine & fausse dévotion, qui gêne infiniment les Sçavans : il faut être exact à suivre le chemin battu par la crédulité & le défaut de critique, pour éviter sa censure. Papebrox, Continuateur du grand Ouvrage des Vies des Saints qu'avoit commencé Bollandus, n'y a point échappé, pour avoir paru douter que le Prophete Elie soit le Fondateur des Carmes.

Je pense qu'il est présentement facile de décider les Questions que j'ai proposées : c'est aux Souverains à connoître leurs Droits, & à s'en servir pour l'avantage de leurs Sujets ; c'est à eux à voir s'il ne seroit pas à propos d'adoucir ces rigueurs excessives, & de faire disparaître ces cruels spectacles ; du moins, je ne puis m'empêcher de le dire, faudroit-il réformer les procédures de ce Tribunal, que les Témoins & les Accusateurs fussent connus, qu'il ne pût entreprendre personne sur de simples soupçons, que ces Sentences fussent sujettes à quelque révision, & qu'un Tribunal d'une autre espece examinât s'il n'y a point d'abus. Mais convient-il donc qu'un Tribunal Séculier connoisse des procédures Ecclésiastiques, & qu'il puisse les réformer ? C'est ce que je me suis proposé d'éclaircir.

Les Souverains doivent la Justice à tous leurs Sujets. S'il est des matieres dont la connoissance ne leur appartienne pas, s'ils se sont dépouillés d'une partie de leur autorité, non seulement ils peuvent, mais ils doivent veiller à ce que ceux qui doivent connoître de ces matieres, qu'ils ont revêtu d'une partie de leur autorité, en décident & l'exercent dans les regles, & selon l'équité ; en un mot, en qualité de premiers Juges & d'Inspecteurs universels sur tout ce qui intéresse leurs Peuples, il n'est point d'affaire dans laquelle ils ne doivent entrer, point de Jurisdiction qui ne ressortisse à la leur, point de Tribunal, point d'Assemblée dont ils n'observent les dé-

marches , & leur maniere de procéder : & ces Droits sont inaliénables, ces obligations sont indispensables ; en les négligeant , ils sont également injustes , & à l'égard de leur Dignité dont ils abandonnent une Prérogative essentielle , & à l'égard de leurs Peuples dont ils oublient les intérêts jusqu'à ne pas se mettre en peine comment on les conduit & comment on les juge.

Or, l'Eglise ayant par elle-même une Jurisdiction particulière pour ce qui regarde la Foi & les Mœurs, le Culte Religieux , l'Administration des choses Saintes , & ayant reçu du Souverain le Droit de connoître des Personnes & des biens Ecclésiastiques , seroit tout-à-fait indépendante , si le Souverain ne pouvoit examiner si en exerçant ses Droits , elle a suivi l'ordre & les formalités qu'elle est tenue d'observer. Les Princes ont peu connu leurs Droits & leur obligation à cet égard : on les a négligés en France , comme par-tout ailleurs , pendant plusieurs siècles ; les Ecclésiastiques dominoient & exerçoient sur les Séculiers , presque la même autorité que les Abbés exercent sur leurs Moines. La grande ignorance des Laïques , les idées confuses qu'ils avoient de leurs Droits , la crainte outrée qu'ils avoient des Excommunications dont on les menaçoit , dont on les frappoit en toute occasion , leur simplicité , leur piété peu raisonnable , avoient produit ce désordre ; peut-être dureroit-il encore , si les Clercs avoient su se modérer , & ne s'étoient trop prévalus de la confiance & de la déférence excessive qu'on avoit pour eux : enfin on a ouvert les yeux , l'enchantement s'est dissipé , on a eu honte de son Esclavage , & on a brisé une partie des chaînes dont on s'étoit laissé charger ; on a contraint ceux qui portoient le Glaive spirituel , & qui s'en servoient avec tant d'indiscrétion , à le remettre dans le fourreau , & à ne l'en tirer que dans des occasions importantes & nécessaires ; on a déchargé les Ec-



clésiastiques de la multitude d'affaires dont ils s'étoient mal à propos embarrassés : ils ne se mêlent plus de Testamens, de les approuver ou de les casser, ils ne reçoivent plus les Contrats. Les Clercs, en matiere civile, soit qu'ils soient Demandeurs ou Défendeurs, sont sujets à l'autorité Séculière, de maniere que leur Jurisdiction extérieure & contentieuse ne s'étend plus que sur les personnes & sur les affaires Ecclésiastiques.

On n'a pas cru avoir encore assez fait : pour marquer la dépendance du Clergé par rapport à l'usage des Droits que la Puissance souveraine lui a accordés, & pour ne pas abandonner à la discrétion des Evêques, les Ecclésiastiques & la disposition des Bénéfices, il a été réglé, que leurs Sentences feroient sujettes à révision, & qu'on pourroit en appeller comme d'abus ; c'est-à-dire, comme ayant été prononcées contre les Régles & les Formalités établies. C'est de ces Appels comme d'abus que les Papes & les Evêques pensent si mal, jusqu'à les traiter de Schismatiques, & d'attentats contre leur autorité. Ont-ils raison ?

D'abord, le Droit du Souverain d'intervenir dans toutes les affaires qui concernent la conduite, l'instruction de ses Sujets, d'examiner du moins si ceux qui en sont chargés par Office, & à raison de leur Caractere, s'acquittent de leur devoir, s'ils le font d'une maniere paisible, s'ils n'outrent point leurs Droits & leurs prétentions, si le zèle, l'esprit de parti ne les emporte pas trop loin, & ne leur fait rien innover, ce Droit Souverain de ne peut lui être contesté que par ceux qui lui ôtent sa Souveraineté, pour en revêtir le Pape & les Evêques. La dépendance où doivent être tous les Tribunaux qui décident du rang, de l'honneur, de la fortune, de la liberté, de la vie de ses Sujets, est encore plus incontestable. Ce qu'on oppose ordinairement, que ces matieres Ecclésiastiques ne doivent être traitées que par des gens d'Eglise, est sans aucune solidité.

Faut-il donc avoir l'habit & le Caractere Clérical pour connoître les règles que les Tribunaux Ecclésiastiques doivent suivre dans leurs Jugemens ? Et si un Clerc peut juger des affaires Civiles, pourquoi un Laïque ne pourra-t-il pas juger des affaires Ecclésiastiques ? Il faut pourtant excepter la Doctrine, dont il convient que les seuls Ecclésiastiques décident ; mais en cela même le Laïque a Droit d'examiner si la décision s'est faite régulièrement, s'il est à propos de la publier, de l'exécuter. Des exemples éclairciront ceci.

C'est à la Puissance Ecclésiastique, c'est aux Evêques à conférer les Bénéfices, à donner le Droit spirituel à quoi est attaché le Droit sur le temporel, & c'est ce qu'on appelle Institution Canonique. Il est des conditions marquées & des règles prescrites, suivant lesquelles ils peuvent accorder ou refuser cette Institution : comme c'est à eux seuls à conférer un Bénéfice, c'est aussi à eux seuls à en dépouiller ceux qui s'en seront rendus indignes. Si leurs refus, si leurs Sentences n'étoient sujettes à aucune révision, ne seroient-ils pas Dispensateurs des Bénéfices, & Arbitres souverains du rang & de la fortune de leurs Ecclésiastiques ? Or, je l'ai déjà dit, & je ne puis trop le répéter, cette Dispensation, cette Souveraineté est contraire aux Droits du Souverain, elle ne doit point être soufferte, elle est contre le bon ordre, je pourrois même dire, qu'elle est contre le bon sens. Sans donc contester aux Evêques leur Droit d'instituer & de déposer les Bénéficiers, on a pû, & on a dû établir qu'on examineroit s'ils s'en étoient justement servis, & si leur Procédure n'étoit point abusive. Mais pourquoi ne pas confier cet examen à un autre Tribunal Ecclésiastique ? Pour marquer la Souveraineté de la Puissance Séculière, & la dépendance où est à son égard la Puissance Ecclésiastique, en tout ce qui intéresse la situation extérieure de ses Sujets, ce qu'on ne marqueroit point du tout, ou que

très-confusément, vû les prétentions des Evêques, qui ne cèdent, disent-ils, que pour le bien de la paix, & la conservation de l'essentiel de la Religion.

S'il s'élève des Disputes en matiere de Doctrine & de Mœurs, c'est aux Evêques à les terminer, à les décider, à faire à ces égards les réglemens convenables, à publier les Mandemens, les Instructions qui les contiennent; mais la puissance Sécularie a toujours été en Droit de connoître de ces réglemens, d'examiner les Procédures, de régler la maniere d'exécuter ces décisions, de s'opposer même absolument à leur publication & à leur observation, & les particuliers qui se croient lésés par ces Réglemens, ont Droit de recourir à elle: ainsi un Evêque condamne d'Usure le prêt à intérêt, sans quoi le Commerce ne sçauroit subsister; les Marchands appellent de son Mandement, comme d'abus: il veut donner pour Règle de Foi ce qui ne l'est pas, ce qui n'est pas encore revêtu de routes les formalités nécessaires pour qu'il le soit, il regarde & veut traiter comme Hérétiques déclarés les contredisans, il les déclare excommuniés, & déchus de leurs Rangs & Bénéfices; le remede à tout, cela c'est l'Appel comme d'abus. Le Pape, sans en être prié, & comme il parle, de son propre mouvement, envoie des ordres, des Réglemens, des décisions; on en appelle comme d'abus. Mais ces Appels rendent-ils nulles les censures, dispensent-ils de la soumission qu'on doit à ses Pasteurs? Ils suspendent les effets civils; ce qui conserve l'ordre & la paix, & doit être l'objet principal du Souverain. Pour ce qui regarde l'obéissance, il est probable qu'on en est dispensé; car afin qu'une Loi oblige, il faut qu'elle soit publiée avec certaines formalités, il faut même qu'elle soit acceptée par l'autorité publique, & qu'elle ait son attache; bien entendu qu'il s'agisse d'un Règlement de Discipline, & non d'une décision irréformable de Foi.

Non



Non seulement on peut examiner les Sentences, les Mandemens de chaque Evêque en particulier, on peut aussi examiner les Procédures d'un Concile; car il en est qui doivent y être observées, faute de quoi elles sont nulles. Je dis ceci par rapport à la fameuse Consultation des Avocats de Paris, sur le Concile d'Ambrun: si elle avoit été sur le fond de la Doctrine, sur le pouvoir des Evêques, ils auroient été répréhensibles, mais elle ne rouloit que sur la maniere de procéder de cette Assemblée. En quoi & comment fortoient-ils de leur sphère, & à quel titre les a-t-on condamnés comme Hérétiques & Schismatiques? Des Avocats habiles & accoutumés à ces discussions, ne sont-ils pas en état de donner leur avis sur l'exactitude & les défauts d'une Procédure? Je veux croire qu'ils se sont trompés; est-ce un crime que de se tromper & de prendre mal son parti?

Je reviens aux Appels comme d'Abus: ils sont bien établis, ils auroient dû toujours l'être: ils mettent des bornes à une puissance qui voudroit n'en point avoir; le Souverain ne peut les proscrire sans violer ses Droits & ceux de ses Sujets. Je suppose que ces vûes si saines étoient le motif des plaintes & des oppositions du Parlement, lorsque le Roi, pour faire passer un Mandement de l'Archevêque de Paris, défendit à cette Compagnie de recevoir des Appels comme d'Abus. Sans doute que le Roi est le Maître d'évoquer à soi telle affaire qu'il juge à propos, & d'en interdire la connoissance à ses Cours, qui reconnoissent tenir de lui leur pouvoir; mais au fond les alarmes du Parlement étoient justes, & ses Remontrances bien fondées. Les Appels comme d'Abus sont une espece de trésor qu'il ne faut jamais se laisser enlever: les supprimer, ce seroit retomber dans l'esclavage de la Puissance Ecclésiastique, dont on a eu tant de peine à se tirer, ce seroit la rétablir dans le pouvoir exorbitant qu'elle n'a que trop long-temps exercé.

Je parle au reste de ces Appels en général , non de quel-  
qu'un en particulier ; & je ne dois pas dissimuler , que le  
grand attachement du Parlement de Paris , à prétendre que le  
Roi ne fît aucune exception à cet égard , a paru donner un  
juste soupçon de son opposition au fond de la Doctrine que le  
Mandement de l'Archevêque de Paris établissoit. Et comme  
véritablement on peut abuser des Appels comme d'Abus , pour  
rendre inutile le zèle des Evêques , pour appuyer la résistance  
de leurs inférieurs , il est juste qu'en certaines circonstances  
le Souverain déroge à l'ordre établi , & qu'il y fasse quelque  
exception ; mais encore une fois , pour le fond même de la  
chose , c'est-à-dire , le Droit d'appeller comme d'Abus des Pro-  
cédures Ecclésiastiques , il doit employer son autorité à le main-  
tenir , & ne souffrir jamais qu'ils s'affoiblisse.

Jean XXII ne se mêla point de la Dispute des Juges  
Royaux avec le Clergé de France : cette tranquillité d'un  
Pape si actif , si ardent à soutenir ses Prérogatives en par-  
ticulier & celles des Ecclésiastiques en général , me la feroit  
presque regarder comme une Fiction. Quoiqu'il en soit de ce  
doute , qu'il n'est pas nécessaire d'approfondir , la parfaite in-  
telligence de Philippe & du Pontife ne fut point altérée : ils  
avoient l'un pour l'autre toute la complaisance possible : le Roi  
se portoit avec chaleur à l'exécution des desseins du Pape pour  
le recouvrement de la Terre Sainte , il lui laissoit la libre dis-  
position des Evêchés & de la plûpart des Bénéfices de son  
Royaume ; le Pape de son côté le favorisoit en tout , il lui  
accorda des Décimes sur le Clergé , il le déclara Chef de la  
Croisade , presque tous les Cardinaux qu'il fit , furent Fran-  
çois ; ce fut pour le satisfaire qu'il se déclara si hautement  
contre Louis de Baviere , Beau-frere d'Edoüard , Roi d'An-  
gleterre , ennemi personnel de Philippe.

Tout le profit réel de cette union fut pour la Cour d'Avi-

gnon ; Jean XXII à sa mort laissa un trésor immense , incroyable même pour ces temps-là : il consistoit en or monnoyé, de la valeur de dix-huit millions de florins , & en Vaisselle , Croix , Couronnes , Mîtres , Joyaux & Pierres précieuses , la valeur de sept millions , faisant en tout vingt-cinq millions de florins d'or. Jean Villani , Auteur contemporain , rapporte ce fait , & ajoute : » J'en puis rendre un témoignage certain , » parce que mon Frere , homme digne de foi , qui étoit alors » à Avignon , Marchand du Pape , l'apprit des Trésoriers , » & des autres qui furent commis pour compter & peser le » trésor , & en faire le rapport au Collège des Cardinaux «. Ces richesses excessives furent , dit Fleuri , le fruit de l'industrie du Pape Jean : dès son Avénement au Pontificat , sous prétexte d'abolir la Simonie , il établit les Réserves de tous les Bénéfices des Eglises Collégiales de la Chrétienté , d'où il tira de très grandes sommes ; de plus , en vertu de la Réserve , il ne confirma presque jamais l'Élection d'aucun Prélat , mais il transféroit un Evêque à un Archevêché , & mettoit à sa place un Evêque d'un moindre Siège , d'où il arrivoit souvent que la vacance d'un Archevêché ou d'un Patriarchat , produisoit cinq ou six promotions , dont il venoit beaucoup d'argent à la Chambre Apostolique.

Benoît XII , qui succéda à Jean XXII , ne se livra pas comme lui au Roi Philippe ; au contraire , effrayé des demandes exorbitantes de ce Prince , il pensa à se raccommo-der avec Louis de Baviere , afin de s'en faire un appui. Dès qu'il fût élu , ce qui arriva quinze jours après la mort de son Prédécesseur , mort le 4 Décembre 1335 , Philippe lui envoya des Ambassadeurs , lui demander qu'il fît son fils aîné Roi de Vienne , qu'il le déclarât lui-même Vicaire de l'Empire en Italie , qu'il lui donnât la Décime des Dîmes pendant dix ans , & le trésor qu'avoit laissé le feu Pape , pour le secours de la



Terre Sainte. Le Pape & les Cardinaux , dit Fleuri , furent tellement épouvantés de ces demandes , qu'ils résolurent de se réconcilier avec Louis de Baviere. Ce Prince , averti des bonnes dispositions où l'on étoit à son égard , envoya des Ambassadeurs à Avignon : ils furent bien reçus ; mais la crainte qu'inspirerent à cette Cour Ecclésiastique les menaces de Philippe de Valois , qui avoit écrit que si le Pape s'accommodoit , il le traiteroit plus mal que Charles le Bel n'avoit traité Boniface , empêcha la réconciliation.

Ce Pape travailla beaucoup à la Réforme des Moines , & à corriger quantité d'abus qui s'étoient introduits parmi eux. La vraie Réforme , c'étoit d'empêcher leur multitude , de leur ôter leurs privilèges , leurs exemptions , & de diminuer leurs trop grandes richesses.

Ce Pape , comme ses Prédécesseurs , excommunia des Rois , & se conduisit en Souverain. Il institua à Veronne une Université pour trois Facultés seulement , le Droit , la Médecine , & les Arts. Or , dit Fleuri , excepté le Droit Canonique , je ne vois pas comment l'autorité du Pape étoit nécessaire pour ces sortes d'Etudes : & moi je ne vois pas pourquoi cet Auteur excepte le Droit Canonique , comme s'il falloit une permission expresse du Pape pour enseigner , ou pour apprendre cette sorte de Science. Ces Erections d'Universités appartiennent de Droit aux Souverains : le Droit de les établir , de leur donner des Privilèges , que les Papes se sont attribué , n'est pas moins abusif que quantité d'autres dont ils se sont mis en possession ; ils ne le sont pas moins que les Exemptions prodiguées aux Religieux.

La guerre , qui s'éleva entre la France & l'Angleterre , mit le Roi Philippe dans la nécessité de faire contribuer les Ecclésiastiques comme ses autres Sujets ; il s'adressa pourtant au Pape , & en obtint les Décimes de deux ans. Ce secours ne

lui parut pas suffisant ; il auroit souhaité de s'emparer de celles qui avoient été levées pour le secours de la Terre-Sainte : sur quoi il écrivit au Pape en ces termes : » Les Prélats & les » autres qui composent notre Conseil, nous ont dit tous d'une » voix, que nous pourrions en fureté de conscience prendre » ces Décimes, & les employer à la défense de notre Royaume, à laquelle tous nos Sujets doivent contribuer, tant » les Ecclésiastiques que les Séculiers, puisqu'il s'agit de leur » intérêt commun. Nous supplions donc votre Sainteté de nous » absoudre des sermens que nous avons faits à cet égard, » puisque tout vous est possible en ce cas. Que si vous ne » voulez pas nous remettre entierement cette somme, donnez- » nous au moins pour la restitution, six ans de terme, après » la fin de nos guerres ».

Le Pape répondit : Nous ne pouvons assez admirer, que des Prélats & d'autres personnes sages, osent vous dire que vous pouvez en conscience tourner à d'autres usages les Décimes levées pour une si pieuse fin. Nous nous souvenons du Serment solennel que vos Envoyés prêterent à notre Prédécesseur en présence des Cardinaux, du nombre desquels nous étions, & d'une grande multitude de Clergé & de Peuple, & nous entendons avec douleur les murmures & les plaintes qui se font contre vous à l'occasion de ce Passage d'Outremer, dont vous fûtes alors déclaré le Chef. Le reproche s'étendrait contre nous-mêmes, si ces deniers, levés pour la délivrance de la Terre-Sainte, s'employoient de notre consentement pour répandre le sang des Chrétiens. Le Roi d'Angleterre nous a déjà marqué dans quelques Lettres, que le péché dont vous êtes chargé pour avoir manqué à la Croisade, lui donne de la confiance pour employer ses forces contre vous. Jugez par-là ce que diroient les autres, si nous vous accor- dons vos demandes. Quand à la Prorogation, considérez quand

& comment se feroit cette Restitution, & jugeant de l'avenir par le passé, voyez ce qu'ont fait en cas pareil vos Prédécesseurs, & ce qui leur en est arrivé.

On remarquera facilement, sans que je le dise, que la décision du Conseil de France étoit raisonnable ; que le Roi demandoit ce qui lui appartenait ; que la nécessité où il se trouvoit, le dispensoit de son Serment, comme tout Particulier l'auroit été en de semblables circonstances ; que celui à qui il s'adressoit, n'avoit point un vrai titre de lui accorder sa demande, que si les Biens Ecclésiastiques pouvoient être employés à des guerres inutiles & peu intéressantes, à plus forte raison devoient-ils l'être pour une guerre nécessaire, & où il s'agissoit du salut de la Nation & de sa Couronne ; qu'il y avoit de la simplicité à ne se pas servir de ce qu'on avoit entre les mains, & de l'inhumanité à épuiser de nouveaux Sujets, tandis qu'on laisseroit inutile ce qu'on avoit tiré d'eux pour une Expédition qui ne se feroit peut-être jamais. On remarquera encore, que la réponse du Pape n'étoit guères solide, qu'il supposoit à tort qu'il étoit le maître de disposer de ces Biens Ecclésiastiques, & que sa Dispense seule pouvoit en rendre l'usage légitime. Enfin, on verra jusqu'où alloit l'ignorance de ses Droits, & la confusion que produisoit cette ignorance dans l'Eglise & dans les Etats Chrétiens.

Benoît XII, ne vécut pas long-temps. Pierre Roger fut élu en sa place ; il prit le nom de Clement VI. Il fit encore plus de Réserves de Prélatures & d'Abbayes que n'en avoit fait Jean XXII, & compta pour rien les Elections des Chapitres & des Communautés. Il disoit même, que ses Prédécesseurs n'avoient pas sçu être Papes. Le Roi de Naples étant mort, sa petite-fille qui devoit lui succéder, étant en bas âge, Clement VI nomma des Administrateurs du Royaume, & des Tuteurs de la Princesse, & prétendit, que comme



Seigneur direct & immédiat, le Gouvernement de ce Royaume, jusqu'à la majorité de la Reine, lui appartenait. Il publia une Bulle, par laquelle il déclara nul ce qu'avoit fait le feu Roi de Naples, & défendit, sous peine d'Excommunication aux Tuteurs & Administrateurs que le feu Roi avoit nommés, de se mêler à l'avenir du Gouvernement du Royaume.

Ce Pape reprit avec beaucoup de chaleur les procédures commencées par Jean XXII, contre l'Empereur Louis de Baviere, & publia contre ce Prince une sanglante Bulle, qui finissoit par ces paroles : » Ne pouvant dissimuler plus long-  
» temps ses crimes, continués & multipliés, & nous empê-  
» cher de les punir, nous l'admonestons de se désister dans  
» trois mois de l'Administration de l'Empire, de quitter le  
» titre d'Empereur, de Roi, & de toute autre Dignité, & de  
» venir en personne se soumettre à nos ordres ». Ce Prince vouloit la paix à quelque prix que ce fût : il donna procuration à ses Envoyés d'avouer toutes les erreurs & toutes les hérésies qui lui étoient attribuées, de renoncer à l'Empire, de ne le reprendre que de la main du Pape, & se mettre, Lui, ses Biens, ses Enfants & son Etat, à sa disposition. Toutefois ces humiliantes démarches ne satisfirent point ; on fit élire un autre Roi des Romains, qui se soumit baslement à tout ce que le fier Pontife voulut exiger de lui : & cette affaire odieuse ne finit que par la mort de Louis de Baviere, qu'une attaque d'apoplexie enleva tout-d'un-coup, tandis qu'il étoit à la chasse.

Voici la promesse que Charles de Luxembourg fit à Avignon, dans la Chambre du Pape, en présence de douze Cardinaux, afin d'être élu Roi des Romains. Si Dieu me fait la grace d'être élu Roi des Romains, j'accomplirai toutes les promesses & concessions de l'Empereur Henri mon Ayeul, & de ses Prédécesseurs. Je déclarerai nuls & révoquerai tous les

Actes faits par Louis de Baviere en qualité d'Empereur. Je n'acquerrai & n'occuperai, en aucune maniere, Rome, Ferrare, ou les autres Terres & Places appartenantes à l'Eglise Romaine, dedans ou dehors l'Italie, comme la Comté Venaissin, ni les Royaumes de Sicile, de Sardaigne & de Corse. Et pour éviter l'occasion de contrevénir à cette promesse; je n'entrerais point à Rome avant le jour marqué pour mon Couronnement, & j'en sortirai le jour même avec mes Gens; puis, je me retirerai incessamment des Terres de l'Eglise Romaine, & n'y reviendrai plus sans la permission du Saint Siège. Avant que d'entrer en Italie & disposer de rien, je poursuivrai auprès de vous l'approbation de mon Election; je ratifierai ensuite cette promesse, ce que je ferai encore après mon Couronnement.

En conséquence de ces promesses, le Pape écrivit aux Electeurs Ecclésiastiques & au Duc de Saxe, qu'il jugeoit Charles de Luxembourg digne de l'Empire. Ils s'assemblerent. Le Roi de Bohême, Pere du Prétendant, se joignit à eux, & tous cinq de concert suivirent les intentions du Pape. Cette Election, informe & irrégulière, s'il en fût jamais, fut confirmée par une Bulle, où Clément VI disoit d'abord, que Dieu a donné aux Papes en la personne de Saint Pierre la pleine Puissance de l'Empire céleste & terrestre.

Tandis que l'Allemagne se soumettoit aveuglément au joug du Pontife Romain, on lui résistoit en Angleterre. Le Pape, suivant l'abus de ces temps-là, donna à deux de ses Cardinaux des Bénéfices en ce Royaume. Ils envoyèrent des Procureurs pour en prendre possession, ils furent fort mal reçus, on les empêcha d'exécuter leur commission, on les mit en prison, & on les chassa du Royaume. Clément VI qui connoissoit apparemment le génie Anglois, n'osa éclatter. Il écrivit à Edouard III, que depuis long-tems on avoit jugé qu'il étoit

étoit convenable de donner aux Cardinaux de quoi subsister avec bienséance selon leur état, & que tout bien considéré, on n'avoit point trouvé de moyen moins à charge aux Eglises que de pourvoir ces Cardinaux de Bénéfices en divers Pays, jusqu'à ce qu'ils eussent un certain revenu; qu'il avoit accordé des graces semblables à d'autres Cardinaux, dans presque tous les Pays Catholiques, & qu'il n'avoit ouï parler d'aucune rébellion.

Edouard répondit d'une maniere très - solide. » Il est notoire, écrivoit ce Prince, que dès la naissance de l'Eglise » les Rois nos Prédécesseurs, & les Seigneurs d'Angleterre, » ont fondé les Eglises & leur ont donné des Biens & des » Privilèges, afin d'y établir de dignes Ministres pour l'instruction des Peuples & la Propagation de la Foi. Mais il » est triste, que par les Provisions qui viennent de Rome, » ces Biens tombent aux mains de personnes indignes, principalement d'Etrangers, qui ne résident point dans leurs Bénéfices, ne connoissent point leurs troupeaux, n'en entendent point la Langue, & ne cherchent uniquement que le profit temporel. Ainsi le Service Divin est diminué, le soin des Ames négligé, l'Hospitalité cesse, les Droits des Eglises se perdent, les Bâtimens tombent en ruine. Cependant les hommes doctes & vertueux du Royaume, qui pourroient être utilement employés, abandonnent les Etudes, désespérant d'obtenir des Bénéfices. D'ailleurs, le Droit de Patronage, que Nous & nos Sujets avons sur les Bénéfices, est diminué, notre Jurisdiction est frustrée, & les Droits de notre Couronne dépérissent honteusement. Les Richesses de notre Royaume passent à des Etrangers, pour ne pas dire à nos Ennemis, peut-être par un dessein secret de Nous affoiblir, en abaissant notre Clergé & épuisant ses richesses. Tous ces inconvéniens ont été depuis



» peu exposés en notre présence dans notre Parlement , au-  
 » quel ils ont paru intolérables , & il Nous a prié instamment  
 » & tout d'une voix , d'y apporter du remède. Nous vous  
 » prions donc de permettre que les Elections libres aient  
 » lieu dans les Eglises Cathédrales & dans les autres , d'au-  
 » tant plus qu'autrefois nos Ancêtres conféroient ces Eglises  
 » par le Droit de leur Couronne , & que ce n'est qu'à la  
 » priere du Saint Siège qu'ils ont accordé les Elections aux  
 » Chapitres sous certaines conditions ».

Je ne puis être du sentiment de Fleury , qui avance que cette Lettre contient deux Faits contraires à la vérité : le premier , que les Rois d'Angleterre fussent les Fondateurs de toutes les Eglises de leur Royaume ; le second , que les Rois eussent originairement le Droit de conférer les Evêchés , & que les Elections se fussent introduites par leur permission. Il prétend prouver la fausseté du premier , parce que la Religion étoit établie dans la Grande-Bretagne , sous l'Empire Romain , & que la plupart des Evêchés avoient été fondés avant l'entrée des Anglois-Saxons & des autres Barbares ; & il croit avoir montré la fausseté du second , parce que sous l'Empire Romain les Evêques étoient choisis & ordonnés par le Concile de la Province , sans que l'Empereur ni ses Officiers s'en mêlassent.

Par rapport au premier , Edouard ne disoit pas que les Rois d'Angleterre fussent les Fondateurs de toutes les Eglises , mais que les Rois & les Seigneurs l'étoient. L'établissement de la Religion du temps de l'Empire Romain , les Evêchés fondés avant l'entrée des Anglois-Saxons dans la Grande Bretagne , n'affoiblissent point ce Titre ; puisqu'il est certain que les Conquérans & les Possesseurs d'une Couronne , d'une Seigneurie , sont aux Droits de leurs Prédécesseurs , & se les approprient légitimement. Ainsi le Dauphiné , la Bretagne ,

la Comté de Toulouse, la Champagne, la Brie, la Provence, & tant d'autres Seigneuries, ayant été réunies à la Couronne de France, les Rois sont censés & se portent justement pour Fondateurs des Evêchés & autres Bénéfices que les Ducs & Comtes de ces Provinces, leurs Prédécesseurs y avoient fondés: je dis plus, quand un Gouvernement change, & que de Monarchique il devient Républicain, l'autorité qui prend la place de l'autorité Royale, succède à ses Droits & à ses Titres.

Pour ce qui regarde le second; c'est-à-dire, le Droit du Souverain de conférer les Dignités éminentes, & les Postes importants, de veiller du moins qu'ils ne soient remplis que par des personnes dont la fidélité ne lui soit point suspecte, d'en exclure les Etrangers, de ne pas souffrir qu'ils soient à la disposition d'une Puissance qui peut avoir des intérêts contraires aux siens: ce Droit est si essentiel que rien ne peut l'affaiblir, & que le Souverain ne peut même y renoncer. Ainsi, l'exemple des Empereurs Romains qui négligèrent leur Droit, ne sauroit prouver qu'ils ne l'avoient pas, & l'on n'en peut rien conclure au préjudice des autres Souverains. D'ailleurs, il n'est pas vrai, excepté les premiers temps de l'Eglise, que les Empereurs ne se mêlassent point des Elections, ils les confirmoient, & souvent leurs Officiers y assistoient, au moins pour y maintenir l'ordre; s'ils ne le faisoient pas, ils avoient le pouvoir de le faire, ils consentoient que les Elections se fissent sans leur participation, & ce consentement devoit être regardé comme une permission, qu'ils étoient maîtres de révoquer quand ils le jugeroient à propos.

Ces justes oppositions d'Edouard n'empêcherent pas Clément VI de se réserver l'Evêché de Norwich, & de le conférer à un nommé Guillaume Barcman. Ce Prince qui connoissoit ses Droits, mais que la crainte de s'attirer à dos cette Puif-

fance, alors si formidable, empêchoit de les soutenir, écrit d'un stile qui ne convenoit guères à sa Dignité. » J'ai été fort » embarrassé, disoit-il, sur la provision de l'Evêché de Nor- » wich, que vous avez donné à Guillaume Barcman, parce » que cette Provision ne s'accorde pas avec la résolution » prise par mon Parlement pour la conservation des Droits » de ma Couronne ; résolution qui vous a été notifié par » mes Lettres & celles de Nobles, & du Peuple d'Angleterre. » D'un côté je voulois vous complaire & favoriser cet Evê- » que ; d'ailleurs, je craignois le péril dont j'étois menacé, » parceque presque tous les Prélats & les Seigneurs me » dissuadoient d'avoir égard à votre provision. Enfin, tant » par respect pour vous, qu'en considération du mérite per- » sonnel de ce Prélat, je lui ai donné main levée du Temporel » de son Evêché : mais je vous supplie de vouloir bien sur- » seoir aux réserves & aux provisions des Evêchés de mon » Royaume, & de laisser aux Chapitres la liberté des Elec- » tions que nos Ancêtres leur ont accordé ». Une Lettre si soumise attira une réponse pleine de hauteur, & même de menaces.

Vous semblez, dit-on à ce Prince, faire entendre qu'il est permis à vos Parlemens d'ordonner quelque chose touchant les réserves & les provisions des Eglises ; & que celles que fait le Saint Siège, dépendent de votre volonté ; & que vous pouvez à votre gré restreindre sa Puissance. Il est vrai, que nous ne prétendons user de ces réserves pour l'utilité de l'Eglise, qu'en qualité de Pasteur universel ; mais nous ne croyons pas que vous ignoriez que jamais on ne s'y est opposé en Angleterre, & vos Conseillers n'ignorent pas les peines Canoniques portées contre ceux qui font des Réglemens préjudiciables à la liberté Ecclésiastique. . . . Nous avons appris, continue-t-on, qu'on a publié dans votre Royaume des Edits & des



Lettres qui dérogent à cette liberté , à la Primauté de l'Eglise Romaine , & à l'autorité du Saint Siège , pour ne rien dire des emprisonnemens de plusieurs Ecclésiastiques , & de l'audace avec laquelle on empêche l'exécution de nos Graces , qui est telle qu'à peine ose-t-on en Angleterre présenter nos Lettres. Considérez, ajoute-t-on, que ce ne sont pas les Apôtres, mais le Seigneur lui-même qui a donné à l'Eglise Romaine la Primauté sur toutes les Eglises du Monde ; c'est elle qui a institué toutes les Eglises Patriarchales, Métropolitaines, Cathédrales , & toutes les Dignités qui s'y trouvent ; c'est au Pape qu'appartient la pleine disposition de toutes les Eglises, des Dignités , des Personnats , des Offices & des Bénéfices Ecclésiastiques.

Cette Lettre étoit du mois de Juillet 1344. Non content d'avoir écrit de la sorte, il envoya des Internonces en Angleterre , pour abolir ce qu'il prétendoit avoir été innové contre son autorité. Je ne puis m'empêcher de le dire, il seroit à souhaiter pour l'Eglise Romaine, qu'en Angleterre & par-tout ailleurs on eût résisté d'abord à ces entreprises des Papes ; on n'auroit pas été obligé dans la suite des temps , du moins l'on n'auroit pas eu occasion de secouer le joug , & de rompre avec elle comme on l'a fait. Je crois même pouvoir assurer que c'étoit moins à sa Doctrine qu'on en vouloit, qu'à son Autorité impérieuse , & comme on a parlé, à sa Tyrannie. Après tout, il faut l'avoüer, il étoit naturel que les Papes fissent ce qu'ils ont fait. Ils n'avoient qu'à parler pour se faire obéir, toutes leurs volontés étoient suivies ; Peuples & Rois, tous se faisoient un mérite de leur soumission sans bornes. Le fait que je vais raconter, montre la solidité de ma réflexion.

Un Prince de la Maison d'Espagne demanda à Clement VI la propriété des Isles nommées alors Fortunées , & à présent Canaries , du nom de la principale d'entre elles. Il exposoit

dans sa Supplique, que ces Isles étoient habitées par des Infidèles, qu'elles n'étoient soumises à aucun Prince Chrétien, & qu'il étoit prêt à s'exposer à tout pour y établir la Religion. Sur cette Requête, le Pape assemble son Consistoire, crée celui qui l'avoit présentée Prince des Canaries, lui en donne, de l'autorité Apostolique, le Domaine, avec toute Jurisdiction temporelle, lui met de ses mains sur la tête une Couronne d'or en signe d'Investiture, & comme Seigneur Souverain, le charge de payer tous les ans à l'Eglise Romaine une redevance de quatre-cent florins d'or. A quel titre tout cela se faisoit-il ? N'étoit-ce pas une vraie Comédie ? Comédie pourtant, qui réalisoit une prétention chimérique d'Urbain II, qui par sa Bulle de 1091, donna l'Isle de Corse à l'Evêque de Pise, prétendant que toutes les Isles du monde lui appartenoient : Comédie, qui autorisoit, qui confirmoit la Donation qu'Adrien IV fit de l'Irlande à Henri II, Roi d'Angleterre. En quoi, dit Fleury, ce qui paroît plus remarquable, n'est pas la prétention des Papes, mais la crédulité des Princes.

L'odieux des Usurpations des Papes ne doit donc pas retomber tout entier sur eux : les Princes, les Evêques, les Peuples, y ont une très-grande part ; ils ne s'y sont point opposés, ils les ont occasionnés, ils les ont même demandées & sollicitées. Si leurs Droits avoient été prescriptibles, les Papes n'en feroient-ils pas légitimes Possesseurs, & ne pourroient-ils pas dire à ceux qui voudroient s'y rétablir, ce que Jephté disoit aux Ammonites : pourquoi, depuis si long-temps m'en avez-vous laissé tranquille Possesseur, *Quare tanto tempore nihil super hac repetitione tentastis ?* L'unique réponse qu'on ait à faire à cette objection, c'est que la Crédulité, la Pieté mal entendue, ont produit à cet égard un aveuglement général. Et certes, si le Pape n'est pas maître de l'Univers, pourquoi lui a-t-on demandé

les Terres des Infidèles? S'il a pu donner l'Irlande, pourquoi n'auroit-il pas pu donner l'Angleterre, la France? S'il n'est pas le maître du Temporel de l'Eglise, pourquoi a-t-on souffert qu'il en ait disposé, pourquoi lui a-t-on demandé autrefois, & lui demande-t-on encore aujourd'hui la permission d'en employer une partie aux besoins de l'Etat? S'il n'est pas le maître du Spirituel, pourquoi les Evêques ont-ils consenti aux Privilèges, aux Immunités qu'ils ont accordés? Pourquoi ont-ils laissé borner leur Jurisdiction, pourquoi ont-ils permis qu'on se réservât la plupart des Dispenses, qu'on liât leurs Troupeaux de maniere qu'ils ne pussent les délier, & ce qui est encore plus intolérable, qu'on donnât à leurs inférieurs le pouvoir qu'on leur ôtoit? Pourquoi enfin avoient-ils la plupart, que c'est de la grace de Dieu & de celle du Pape qu'ils tiennent l'Episcopat? Ces Aveux, cette Dépendance si marquée, ces Graces, ces Permissions demandées & accordées, ne supposent-ils pas une Souveraineté, ne la prouveroient-ils pas, si, en ces matieres, l'usage pouvoit être une preuve?

De temps en temps toutesfois, quelques-uns, plus éclairés & plus hardis que les autres, sentoient l'injustice & la dureté du joug, & s'en plaignoient; mais ces tentatives n'avoient point de suite: l'intrigue, l'ignorance, étouffoient les plaintes, & les faisoient passer pour criminelles; l'accusation de Schisme, d'Hérésie, suffisoit pour les arrêter, aussi bien que la crainte d'y donner occasion. On ne raisonnoit point conséquemment, & souvent en contestant une Prérogative, on en accordoit une autre plus essentielle. Les Habitans de Bâle après la mort de Louis de Baviere déclarerent que jamais ils n'avoient & ne croiroient que ce Prince eut jamais été hérétique, & qu'ils tiendroient pour Roi des Romains ou pour Empereur celui que les Electeurs, ou la plus grande partie d'entre eux, leur auroient donné, quand même il demanderoit jamais



au Pape sa confirmation. Ils raisonnoient bien jusques-là : mais ils ajoutèrent que si le Pape avoit donné pouvoir de leur remettre tous leurs péchés , ils le vouloient bien ; & ils reçurent l'absolution des Censures prononcées contre eux pour des sentimens à quoi ils avoient raison de déclarer qu'ils ne renonceroient jamais.

Je puis même dire qu'on ne raisonnoit point-du-tout. On se laissoit éblouir par de vains sophismes , par des raisons frivoles. Quel progrès étonnant n'avoit point fait l'allégorie des deux Glaives ? Et ce faux principe , que celui qui peut le plus peut le moins , n'étoit-il pas reçu comme une maxime incontestable ? Alphonse , Roi de Castille , s'étant plaint à Clement de ce qu'il avoit donné à un Etranger l'Evêché de Coria , Suffragant de Compostelle , reçut la réponse suivante. Les Apôtres , dont les Evêques sont les Successeurs , n'ont-ils pas reçu du Seigneur la Mission pour aller hors de leur Pays prêcher aux autres Nations ? Et Saint Jacques par qui l'Espagne a reçu la lumiere de l'Evangile , étoit-il né en Espagne ? Faut-il donc s'étonner si le Pape suit l'exemple de celui dont il tient la place sur la Terre , & devant lequel il n'y a ni distinction de Nations ni acception de personnes , & s'il choisit des personnes capables , quoiqu'étrangères , pour conduire le Troupeau de Notre Seigneur ? On se contenta pourtant de cette réponse , & l'Etranger resta paisible possesseur de cet Evêché.

Au même temps qu'on défendoit & qu'on exerçoit ses Droits les plus légitimes , on craignoit l'Excommunication , & la seule menace d'être frappé de ce glaive , les faisoit abandonner. Edouard Roi d'Angleterre voyant les meilleurs Bénéfices de ses Etats possédés par des Cardinaux , des Officiers de la Cour de Rome & plusieurs autres Etrangers , qui n'y faisoient aucune résidence , fit saisir les revenus de tous ces Bénéfices. Dès que le Pape en fut averti , étoit encore Clement VI , il admonesta

nesta ce Prince, & lui ordonna sous peine d'Excommunication, de donner main-levée de ces saisies, de restituer les fruits perçus avec les dommages & intérêts; il obéit, reconnut sa faute, & promit de n'y plus retomber.

Les Cardinaux eux-mêmes agissoient inconséquemment, ils regardoient leur Maître comme Souverain absolu & indépendant; & par un Règlement fait entre eux, ils entreprirent de borner son autorité & d'augmenter la leur; entreprise pareille à celle que le Parlement de Paris a tentée quelquefois dans des temps de Troubles & de Minorité.

Clement VI mourut au commencement de Décembre 1352: les Cardinaux, fatigués de la hauteur de sa Domination, firent un Règlement pour restreindre la puissance de son Successeur; qu'ils alloient élire: ils statuerent, qu'il ne feroit point de Cardinaux que leur nombre ne fût réduit à seize; qu'il n'y en auroit jamais plus de vingt; qu'il n'en créeroit que du consentement de tous les Cardinaux, ou des deux tiers au moins; qu'il ne pourroit en déposer ou en faire arrêter que de l'avis uniforme de tous, ni porter contre eux aucune Censure que de l'avis des deux tiers; qu'il ne mettroit la main sur leurs Biens ni de leur vivant, ni après leur mort; qu'il ne pourroit aliéner ni inféoder les Terres de l'Eglise Romaine; que leur Collège percevrait la moitié de tous les fruits & revenus des Amendes, Condamnations & autres Emolumens de l'Eglise Romaine; qu'aucun Parent ou Allié du Pape ne seroit pourvu de la Charge de Maréchal de la Cour de Rome, ou du Gouvernement des Provinces ou des Terres de l'Eglise; que le Pape n'accorderoit à aucun Prince des Décimes ou autres Subsidés, & ne les réserveroit à sa Chambre que du consentement des deux tiers des Cardinaux; enfin que tous les Cardinaux jureroient que celui d'entre eux qui deviendrait Pape, observeroit inviolablement ce Règlement.



Ils élurent Etienne Aubert, Evêque d'Osie, qui prit le nom d'Innocent VI. Le premier usage qu'il fit de sa puissance, fut de révoquer comme abusif le Règlement dont il avoit juré l'observation. Sa Bulle de Révocation portoit, que Gregoire X & Clement V, ses Prédécesseurs, avoient défendu aux Cardinaux de vaquer à aucune autre affaire qu'à l'Election du Pape pendant la vacance du Saint Siège; que de plus, l'Ecrit dont il s'agissoit portoit préjudice à la plénitude de puissance que Dieu même a donnée au Pape seul, puisqu'il la restreignoit & la bornoit; que cette puissance ne seroit pas pleine, si elle dépendoit du consentement, de la discrétion & du concours de quelques autres; que ces sermens téméraires seroient préjudiciables aux autres Eglises; qu'après en avoir mûrement délibéré, pour ôter tout scrupule, il déclaroit que les Cardinaux n'avoient eu aucun pouvoir de convenir de cet Ecrit, qu'il étoit nul, & ne pouvoit avoir aucun effet, & que lui & ses Successeurs ne seroient point obligés à l'observer, ni les sermens faits en conséquence.

On devoit s'attendre à cette révocation; un homme qui se croit revêtu de la Puissance de Jesus-Christ, peut-il s'assujettir à de pareilles Loix, & Maître d'annuler tous les sermens, pouvoit-il se regarder comme obligé à garder le sien? Tous les autres Cardinaux en auroient apparemment usé comme Innocent VI, & tous en commun avoient juré ce que chacun d'eux étoit secrètement résolu de ne point observer, s'il devenoit Pape. En effet, ce serment étoit incompatible avec l'idée qu'ils avoient de la Papauté; ou qu'ils n'auroient pas manqué de prendre, s'ils y avoient été élevés.

Innocent se comporta en effet comme Souverain. Il trouva très-mauvais que Jean, Roi de France, eut imposé une Décime sur le Clergé de ses Etats. On se plaint, écrivoit-il à ce Prince, que quelques-uns de vos Officiers veulent contraindre



les Ecclésiastiques de votre Royaume à payer la Décime d'une année de leurs revenus, sous prétexte de la concession d'un petit nombre de Prélats, à qui les autres n'ont donné aucun pouvoir, outre qu'il ne leur seroit pas permis sans le consentement du Saint Siège. Ce Pape envoya un Nonce en Allemagne, pour lever, au profit de la Chambre Apostolique, la Dîme de tous les Revenus Ecclésiastiques. On le refusa hautement; mais cette démarche occasionna des réflexions bien fâcheuses sur le compte de la Cour de Rome.

Il y a long-temps, dit-on publiquement dans une Diette de l'Empire convoquée à ce sujet, que les Romains regardent l'Allemagne comme une Mine d'or, & qu'ils ont inventé divers moyens pour l'épuiser. Que donne le Pape, sinon des lettres & des paroles? A la bonne heure, qu'il soit le maître de tous les Bénéfices quant à la Collation, mais qu'il en laisse les Revenus à ceux qui les desservent. Nous envoyons assez d'argent à Avignon pour nos enfans qui y étudient, ou y postulent des Bénéfices, pour ne pas dire qu'ils les achètent. Personne n'ignore que tous les ans on porte d'Allemagne à la Cour du Pape de grandes sommes d'argent pour la confirmation des Prélats, la poursuite des Procès & des Appellations au Saint Siège, pour les Dispenses, les Absolutions, les Indulgences, les Privilèges, & les autres Graces: & voici que le Pape demande encore au Clergé un subside nouveau & inouï, menaçant d'Excommunication ceux qui ne le donneront pas, ou qui s'y opposeront. Charles de Luxembourg, alors Empereur, malgré son dévouement au Saint Siège, ne put s'empêcher de dire au Nonce avec émotion: *Seigneur Evêque, d'où vient que le Pape demande au Clergé tant d'argent, & ne songe point à le réformer?* Et en sa présence il ordonna aux Evêques par la foi qu'ils lui devoient, de réformer le Clergé selon les Canons. Dans la suite il soutint ce discours par des Lettres

pressantes, où il menaçoit de faire mettre en sequestre les Revenus Ecclésiastiques: sur quoi Innocent lui écrivit, qu'il loüoit son zele, mais qu'il devoit prendre garde que, ce qu'il faisoit à bonne intention, ne nuisît à la Dignité du Saint Siège & à la Liberté Ecclésiastique, ajoutant, qu'il le prioit de s'abstenir de ces menaces de sequestre, & de les réparer si elles avoient eu quelque effet.

Ce Prince soumis répara la faute qu'il avoit faite, en publiant une Constitution très-favorable aux Eglises, il cassa les Statuts & les Ordonnances de quelques Seigneurs & de quelques Magistrats, les déclarant contre les Loix, les Libertés & les Privilèges des Eglises, & des Ecclésiastiques. Ces Seigneurs & ces Magistrats, plus éclairés qu'on ne l'étoit communément alors, avoient réglé qu'on ne feroit point de Donation considérable aux Eglises; que les Clercs ne seroient point reçus à porter témoignage, sur-tout dans les Causes pieuses; que les Laïques excommuniés & dénoncés ne seroient point exclus de comparoître en Cour laïque, & que les Biens des Clercs seroient sujets aux saisies. L'avidité des Ecclésiastiques, des Moines, des Mandians, à s'attirer des Donations, à s'insinuer dans les maisons des veuves, pour s'emparer de leurs richesses, & s'en servir à faire de nouvelles acquisitions, de nouveaux établissemens, ne méritoit-elle pas d'être réprimée? Pourquoi un Excommunié ne comparoît-il pas pour ses intérêts civils devant une Cour laïque? Et comment pouvoit-on trouver mauvais que les Ecclésiastiques, comme tous les autres, fussent contraints à payer leurs dettes par la saisie de leurs Biens & de leurs Revenus? Les Privilèges qui les tiroient en cela du Droit commun, n'étoient-ils pas des Abus plutôt que des Privilèges? A-t-on mal fait d'établir à peu près en France les mêmes Réglemens que cet Empereur obligeoit de révoquer, sous peine d'être mis au Ban de l'Empire? Ne

seroit-il pas même à souhaiter qu'on les eut faits plus rigoureux, sur-tout par rapport à l'avidité des gens de main-morte ? Car elle dure encore aujourd'hui, & les Tribunaux séculiers retentissent continuellement des plaintes d'héritiers dépouillés par leurs intrigues : témoin ce Jésuite de Paris, qui fit enlever de chez un moribond qu'à peine il connoissoit, une grande quantité de fort beaux tableaux ; témoin un autre Jésuite d'Alençon, qui engagea la servante d'une de ses Pénitentes, dont la maison donnoit sur le jardin de son Convent, d'y transporter la meilleure partie de ses meubles ; car pour l'argent, il ne s'en étoit fié qu'à lui-même. Les Jésuites ne sont pas les seuls, & pour un fait qui éclate, il en est cent qui échappent à la connoissance du Public & de ceux qui devroient les punir.

La suite de l'Histoire ne fournit rien de particulier pour l'éclaircissement du Droit Public Ecclesiastique. Les Papes étoient les Maîtres à Avignon. Jean XXII & Clement VI ne donnerent point d'Evêque à cette Eglise : par-tout où ils alloient, le Pouvoir Episcopal dispa-roissoit, comme les Etoiles (c'est la comparaison d'un Auteur Italien) dispa-roissent & s'enfuient au lever du Soleil : ils érigeoient des Evêchés ; ils établissoient des Universités ; ils leur donnoient des Réglements ; en un mot, ils gouvernoient l'Eglise comme le Souverain le plus absolu gouverne ses Etats.

ne leur convenoit point de tout, (car l'Empereur les étoient-ils pas obligés, comme les autres Evêques, à résider dans leur Diocèse ?) Cet attachement, dis-je, venoit du grand nombre de Cardinaux François, qui ne pouvoient se résoudre à quitter leur Patrie, pour aller gouverner avec des Etrangers qu'ils redoutoient.

Enfin, Grégoire XI, sollicité & déterminé par les prières des Révérends de Sainte Brigitte & de Sainte Catherine de Sienna, bailla les liens qui l'attachoient, pour se rendre en son





# HISTOIRE DU DROIT PUBLIC ECCLÉSIASTIQUE FRANÇOIS.

## LE LIVRE IV.

*Depuis le grand Schisme, jusqu'à la Constitution Unigenitus.*

**L**ES Romains s'ennuyoient fort de l'absence des Papes : ils mirent tout en œuvre pour les engager à revenir. Tous avoient promis de satisfaire à leurs justes desirs. Urbain V fut le seul qui leur tint parole ; mais il ne fit que se montrer à eux, & revint bien vite à Avignon. Cet attachement des Papes pour ce séjour, qui de quelque côté qu'on le considère, ne leur convenoit point du tout, ( car pourquoi les Papes ne feroient-ils pas obligés, comme les autres Evêques, à résider dans leur Diocèse ? ) Cet attachement, dis-je, venoit du grand nombre de Cardinaux François, qui ne pouvoient se résoudre à quitter leur Patrie, pour aller habiter avec des Etrangers qu'ils redoutoient.

Enfin, Gregoire XI, sollicité & déterminé par les prétendues Révélations de Sainte Brigitte & de Sainte Catherine de Sienne, brisa les liens qui l'attachoient, pour se rendre où son

devoir l'appelloit. On l'a blâmé d'avoir pris ce parti, à cause des suites funestes qu'il eut. Mais encore une fois, il fit son devoir, & ce ne seroit qu'avec la dernière injustice qu'on voudroit l'en rendre responsable. Il est pourtant vrai, que son dessein n'étoit pas de quitter Avignon pour toujours, mais la mort l'empêcha d'y revenir. Il ne vécut en Italie que dix-huit mois. Se sentant en danger, il donna une Bulle le 19 de Mars 1378. Il ordonnoit que si son décès arrivoit avant le premier de Septembre suivant, les Cardinaux qui se trouveroient à Rome, sans appeller ni attendre les absents, choisiroient le lieu qu'ils voudroient, dedans & dehors de la Ville, pour l'Élection de son Successeur, & pourroient allonger & abrégier le terme de l'entrée du Conclave, que même sans y entrer, ils pourroient élire un Pape. Il ne paroît aucune raison de ce nouveau Règlement, si ce n'est peut-être l'envie qu'avoit ce Pape d'ajouter en mourant cet Acte de Souveraineté à tant d'autres qu'il avoit faits pendant sa vie.

Les Romains craignant que les Cardinaux, presque tous François, n'éussent un Pape de leur Nation, prirent des mesures pour les en empêcher. Le Sénateur & les autres Officiers de la Ville leur remontrèrent que la longue absence des Papes avoit causé la ruine de Rome & de toute l'Italie. Que l'unique remède à ces maux étoit la résidence du Pape & des Cardinaux, au lieu où Dieu même avoit établi le Saint Siège, & où tous les Papes avoient résidé jusqu'à Clément V; qu'ils ne s'en étoient absentés, depuis ce temps, que parce qu'ils avoient été François, & qu'ils avoient plus d'égard à leur Patrie qu'à leur Dignité, & à leur Vocation; que cette absence des Papes avoit donné occasion à la révolte des Villes qui étoient l'ancien patrimoine de l'Eglise Romaine, qui avoit tiré peu d'utilité de ses Domaines, & avoit été obligée de consumer pour leur défense, les Trésors qu'elle avoit amassés aux dépens



de toutes les Eglises du monde ; qu'enfin on les prioit instamment d'élire pour cette fois un Pape Italien.

Pour rendre leur prière, & leurs Remontrances efficaces, ils firent sortir de la Ville les Nobles qui auroient pu contenir le Peuple, & y firent entrer quantité de Payfans, à qui ils confièrent la garde des Ponts & des Portes, afin que les Cardinaux ne pussent sortir de Rome. Ces manières sentoient extrêmement la violence, & n'annonçoient rien que de funeste aux Cardinaux, s'ils ne contentoient le Peuple Romain. Ils entreurent pourtant au Conclave, le 7 d'Avril 1378, au nombre de seize ; & dès le lendemain, aussi-tôt après la Messe du Saint Esprit, ils élurent presque unanimement Barthelemi de Prignano, Archevêque de Bari.

Je ne sçais d'où Mezerai a tiré ce qu'il dit de cette Election dans la Vie de Charles V ; mais il seroit décisif, si on pouvoit le prouver. Tous les Cardinaux, dit-il, prévoyant que le Peuple Romain les forceroit d'élire un Pape Italien, demeurèrent d'accord entre eux qu'ils en éliroient un par feinte seulement, & pour éviter la fureur du Peuple ; & un autre tout de bon, lequel hors de-là ils reconnoitroient pour vrai Pontife. Sur cette convention, les violences du Peuple continuant d'être encore plus terribles qu'ils ne les avoient prévues, ils nommerent Barthelemi Prignano, natif de Naples, & Archevêque de Bari, dans ce Royaume-là, qui se porta aussi-tôt pour légitime Pape, & prit le nom d'Urban VI.

C'étoit contre la parole qu'il avoit donnée : mais il fallut que les Cardinaux dissimulassent en attendant l'occasion de publier la vérité, & ils écrivirent à tous les Princes que son Election étoit canonique ; ils donnerent pourtant avis au Roi de France, de n'ajouter aucune foi à leurs Lettres qu'ils ne fussent en liberté. Mais quand sous prétexte d'éviter les chaleurs de Rome, ils se furent retirés à Agnania, ils firent  
sçavoir



ſçavoir la vérité du fait à tous les Princes Chrétiens, admonesterent trois fois Prignani de ſe déſiſter de la Papauté, puisqu'il ſçavoit qu'ils n'avoient pas eu intention de l'élire ; enſuite ils procéderent juridiquement contre lui, & le déclarerent intrus ; cela fait, ils ſe retirerent à Fundi ſous la protection du Comte du lieu, & là ils élurent un des fix Cardinaux qui étoient demeurés en France. C'étoit Robert, frere du Comte de Geneve ; il prit le nom de Clement VII.

Le peril où étoient les Cardinaux à Rome, s'ils n'éliſoient pas un Romain, du moins un Italien, leur réunion & leur concert à déclarer cette Election nulle, dès qu'ils ſe furent mis en fûreté, appuyent fortement le Narré de Mezerai. La réputation de Sainteté qu'avoit l'Archevêque de Bari, en eſt encore une preuve : il diſoit tous les jours la Meſſe, portoit jour & nuit un Cilice, jeûnoit l'Avent & depuis la Sexageſime, outre les jours d'obligation ; tous les ſoirs après qu'il étoit couché, il ſe faiſoit lire la Sainte-Ecriture, juſqu'à ce qu'il s'endormît. Pouvoient-ils mieux ſ'adreſſer qu'à un homme de ce caractère, pour qu'on n'abuſât point de la fiction qu'ils ſe croyoient obligés de faire pour ſauver leur vie ? Leurs lettres, leur conſentement réitéré, les hommages qu'ils rendirent à l'Archevêque de Bari, tandis qu'ils furent à Rome, c'eſt-à-dire en danger, n'infirmant point ces preuves ; en vain auroient-ils commencé à feindre, s'ils n'avoient ſoutenu leur fiction.

Fleury ne contredit pas Mezerai ; mais il raconte le fait de maniere à faire croire que l'Election fut Canonique, & que les reproches & les reprimandes que le nouveau Pape fit aux Cardinaux ſur leurs Mœurs peu réglées, furent pour eux un motif de ſe donner un maître plus indulgent, en ſuppoſant qu'ils avoient été violentés. Il dit, que les Cardinaux François étoient diviſés entre eux, les Limouſins d'un côté & les autres d'un autre ; qu'ils convinrent toutefois entre eux, de n'élire

A a a

aucun des Cardinaux Italiens ; qu'enfin les Cardinaux François non Limoufins , s'accorderent avec les Italiens , de prendre plutôt un Italien pour Pape , qu'un Limoufin , disant ouvertement que tout le monde étoit ennuyé de cette Nation , qui avoit si long-temps possédé le Pontificat comme héréditaire ; que les Limoufins , instruits de cette intrigue , résolurent d'élire un Italien hors du Collège des Cardinaux : à quoi il ajoute , que le bruit de ce choix s'étoit répandu avant qu'ils fussent entrés au Conclave. Selon lui , cette résolution fut exécutée , & ce Pape fut élu purement & librement ; son Election fut même réitérée plus d'une fois pour plus grande sûreté ; & pour mieux faire voir qu'elle étoit libre , les Cardinaux l'intronisèrent , & assistèrent tous à son couronnement , ceux même qui étoient restés à Avignon le reconnurent.

Mais , continue Fleury , dès le lendemain de son Couronnement , après avoir entendu Vêpres dans la grande Chapelle de son Palais , il fit publiquement des reproches aux Evêques , disant qu'ils étoient tous des Parjures d'avoir quitté leurs Eglises pour résider à sa Cour : huit jours après , dans un Consistoire Public où se trouvèrent en grand nombre les Cardinaux , les Prélats & les Officiers de la Cour de Rome , il se mit à reprendre leurs mœurs assez grossièrement. Ils le trouverent mauvais & n'en tinrent pas grand compte ; en sorte que ces remontrances indiscrettes ne firent que rendre odieux le nouveau Pape. Vers le même temps , un Collecteur des Revenus de la Chambre Apostolique , lui apporta quelque argent de sa Collecte , & le Pape lui dit ces paroles de Saint Pierre à Simon : *Ton argent périsse avec toi* , & ne se mit pas en peine de le recevoir. Il faisoit de jour en jour beaucoup d'autres actions semblables , qui aliénoient de lui les esprits.

Quoique cette grande Question de la légitimité de l'Election d'Urbain VI ou de Clement VII , soit demeurée indécise , &

que chaque Parti ait été soutenu par des raisons plausibles, & des autorités respectables, je ne crois pas qu'on trouve mauvais que je propose quelques réflexions & quelques remarques, qu'on a communément omis de faire, ou sur quoi l'on n'a point assez insisté.

Les Romains avoient des raisons très-fortes de souhaiter que les Papes n'abandonnassent point leur Ville, & par une suite nécessaire, ils avoient droit de demander qu'on ne choisît pas un François, & de prendre les mesures convenables pour restreindre à cet égard la liberté des Cardinaux. D'ailleurs, il étoit juste, que les Papes, comme les autres Evêques, résidassent dans leur Evêché; raison si forte, que les Papes eux-mêmes, souvent sollicités de retourner à leur Siège, alléguoient toujours, pour excuser leur absence, les affaires importantes qui les retenoient au-delà des Monts. Or, restreindre la liberté, & l'empêcher de faire ce qui ne convient pas, ce n'est point du tout lui faire violence; sans cela, aucune Election ne seroit libre, puisqu'il n'en est aucune qui ne soit assujettie à certaines règles, à certaines formalités, & à certaines exceptions. Les Elections pour les Membres du Parlement de la Grande-Bretagne, sont certainement libres, cependant ceux qui n'ont pas un certain revenu, ne peuvent y avoir part; & les Cardinaux ne sont-ils plus libres, depuis qu'il a été réglé qu'ils ne pourroient choisir pour Pape que l'un d'entre eux? Quand les Souverains donnent l'exclusion à un Cardinal, quand ils défendent à une Communauté d'élire un tel pour Abbé, pour Supérieur Général, pour Maire d'une Ville, leur fait-il violence? Le reste des Sujets, dont ils peuvent faire choix à leur gré, ne suffit-il pas pour exercer leur liberté? Les Cardinaux du temps dont nous parlons, auroient eu raison de se plaindre, & de crier à la violence, si les Romains leur avoient marqué en particulier celui qu'ils



devoient élire ; mais l'exclusion donnée aux seuls François , ne pouvoit justifier leurs cris & leurs plaintes. Etoit-il possible que parmi un si grand nombre de Prélats Italiens , pas un seul ne fût digne de leur choix ? Leur détermination à choisir un François , malgré les justes & solides représentations des Romains , n'étoit-elle pas un abus de leur pouvoir & de leur liberté ? Est-il donc permis , sous prétexte de conserver sa liberté , de n'écouter ni Prières ni Remontrances , ni la Raison ni l'Equité ? Cette fermeté n'est-elle pas une opiniâtreté condamnable , contre laquelle on a droit d'employer les menaces , si l'on ne peut pas autrement la fléchir ?

Si les Cardinaux François eurent tort de faire consister leur liberté à continuer la Papauté dans leur Nation , en dépit des raisons de toute espèce qui devoient les en détourner , ils firent encore une plus grande faute de faire une Election feinte , & de continuer si long-tems leur fiction , de manière à tromper tout l'Univers , & à ne se laisser aucun moyen de la prouver. Se défioient-ils donc tellement les uns des autres , qu'ils ne pussent du moins faire une Déclaration , ou Protestation signée de leur main , où ils auroient déclaré nulle l'Election d'un Pape Italien , que la crainte d'un Peuple mutiné & menaçant , les contraignoit de faire ? Quoique cet Ecrit n'eût pas été sans réplique , il auroit prouvé qu'ils n'avoient point d'autre motif de vouloir un autre Pape que celui qu'ils avoient paru choisir sincèrement. Mais après une Election sage & judicieuse , par le mérite distingué du Sujet , qu'ils assuroient par leurs lettres & par leur conduite avoir faite sérieusement & de bonne foi , celui qu'ils avoient choisi , & ceux qui étoient contents de leur choix , étoient-ils obligés de les croire ? N'avoient-ils pas droit d'attribuer leur changement à quelque raison , à quelque intérêt survenu depuis ?

Et certes , quand ils dirent dans la suite , qu'ils avoient

été persuadés que l'Archevêque de Bari voyant la violence qu'on leur faisoit , auroit assez de conscience pour ne pas accepter le Pontificat ; sur quoi étoit fondée leur persuasion ? Vouloient'ils que de lui-même il se prêtât à leur fiction ? qu'il jouât pendant quelque temps le personnage de Pape , & que pour les sauver , il s'exposât à la fureur des Romains ? Car s'il avoit simplement refusé le Pontificat , il ne les auroit point tirés d'embarras. Sur quoi donc étoit-il obligé en conscience de refuser le Pontificat , qu'on paroïssoit lui offrir de concert , & qu'on protestoît lui déférer librement ? Ignoroient'ils que la crainte qui détermine à prendre un Parti , que sans elle on n'auroit pas pris , n'ôte pas toujours la liberté , qu'elle ne l'ôte sûrement point , quand en détruisant l'opiniâtreté , elle donne lieu de considérer & de goûter les raisons capables de faire prendre une autre détermination , & qu'alors ce n'est plus la crainte qui détermine , mais la raison qu'elle a contraint d'écouter ? Or , ce qui se fait , & est censé se faire par raison , se fait , & est censé se faire librement : l'Archevêque de Bari avoit donc raison de se croire Pape , & de se porter pour tel , à moins qu'il ne fut convenu que son Election , son Couronnement , ne seroient qu'une Comédie. Mais Mézerai est le seul qui le dise , & les Cardinaux , si intéressés à publier ce fait , ne l'ont jamais avancé dans leurs Apologies ; il n'est point même du tout probable qu'ils eussent confié leur secret , dont la révélation pouvoit leur être si funeste. D'ailleurs , le consentement de l'Elu à leur fiction , devoit être de nature à ne pouvoir être nié , c'est-à-dire , qu'il devoit être par écrit , sans cela son simple désaveu suffisoit pour le rendre inutile , & l'emportoît sur leur déposition & sur leurs Protestations faites après coup.

Je dis plus , quand même la demande & les souhaits du Peuple Romain eussent été tout-à-fait injustes & déraisonnables,

quand l'Archevêque eût été instruit de leur dessein de tromper ce Peuple, & qu'il eût consenti d'être pour quelque temps une vaine Idole, la vûe des maux & des scandales que le Schisme ne pouvoit manquer de produire, devoit les déterminer à consentir qu'il demeurât Pape, plutôt que d'en choisir un autre; d'autant plus, que les apparences étoient pour lui, & qu'ils n'avoient rien à opposer à ses prétentions, à quoi l'on ne pût répondre d'une manière plausible. Et c'étoit-là le parti, qu'en vûe du Bien Public, toujours préférable à toute autre considération, on devoit les forcer de prendre, sans aucun égard à leurs Droits & à leur liberté.

De cela pourtant on ne doit pas conclure, que les manières d'Urbain VI, & la crainte d'être réformés, aient déterminé les Cardinaux à l'éclat étrange qu'ils firent; ce seroit rendre trop légèrement leur mémoire exécration, & les charger du plus odieux des crimes. Les discours qu'on lui fait tenir, ne sont guères raisonnables: lui, qui n'avoit jamais résidé à son Archevêché, pouvoit-il, avec quelque bienséance, invektiver d'une manière si dure, contre les Prélats qui se trouvoient à sa Cour? Que vouloit-il dire, quand il disoit à un de ses Collecteurs: *Ton argent périsse avec toi?* Si du moins on avoit ajouté, que cet argent provenoit de la vente de quelque Bénéfice, de quelque Indulgence.

Les Cardinaux crurent donc, que leur dignité & leur liberté avoient été violées, & qu'ils devoient sacrifier le repos du monde entier pour les venger & les rétablir: Ce fut-là le vrai motif de leur funeste entreprise, à quoi l'envie des Cardinaux François de perpétuer le Pontificat dans leur Nation, eut une très grande part; entreprise pourtant, qui n'eût point eu de suite, si les Princes d'accord, s'étoient servis, comme ils le devoient, de leur Droit d'assembler un Concile Général, qui eût déposé ces deux Papes, ou l'un des deux. Ils le firent



dans la fuite, mais c'étoit par-là qu'ils devoient commencer ; & faute de l'avoir fait , ils causerent à leurs peuples des maux infinis.

La France & ses Alliés, c'est-à-dire, l'Espagne, l'Ecosse, le Royaume de Naples, la Savoye, le Comte de Flandres, se déclarerent pour Clément VII. L'Angleterre, alors ennemie de la France, n'eut garde de prendre le même parti ; elle se déclara pour Urbain VI : l'Allemagne en fit autant, avec les Romains, & le reste de l'Italie. Dans ces différens Etats, pour ne pas prendre légèrement son parti, on assembla les Grands & les Evêques, & chacune de ces Assemblées trouva des raisons de prendre des partis contraires : On crut en France que les cris tumultueux des Romains, pour avoir un Pape qui résideroit à Rome, & que l'exclusion qu'ils avoient conséquemment donnée aux François, étoit une vraie violence ; on y approuva la feinte des Cardinaux, quoique poussée aux derniers excès ; leur premiere Election fut réputée nulle, & la seconde fut solennellement déclarée légitime : en Allemagne au contraire, en Italie, en Angleterre, on raisonna & on vit les choses tout autrement ; les cris, les demandes des Romains parurent justes ; on ne trouva point que l'exclusion donnée à une Nation entiere eût ôté la liberté au Conclave, on s'en tint à ce qu'ils avoient fait, non à ce qu'ils avoient voulu faire ; leur Fiction fut regardée comme une invention imaginée après coup ; & à tout ce qu'ils purent dire à cet égard, on opposa leurs lettres & leur conduite ; en un mot, leur seconde Election parut nulle, & on s'en tint à la premiere.

Les deux Compétiteurs se servirent de leurs Armes spirituelles & temporelles, & se firent la plus cruelle Guerre : Clément VII eut d'abord le dessus, mais ses succès durerent peu ; ses Troupes ayant été battues par les Anglois, il fut obligé d'abandonner l'Italie à Urbain VI, & de se retirer à

Avignon. Ils publièrent l'un contre l'autre des Bulles terribles, ils se déposèrent, ils s'excommunierent, & lancerent toutes les foudres, & toutes les malédictions qu'ils croyoient avoir chacun à leur disposition : leurs Adhérens furent traités de la même façon, les Evêques furent déposés, les Peuples excommuniés : si leurs Sentences eussent été efficaces, l'Eglise eut cessé d'être. On épargna pourtant de chaque côté les plus puissants Souverains ; Urbain VI n'osa attaquer les Rois de France & d'Espagne, de même que Clément VII respecta l'Empereur & le Roi d'Angleterre. Mais les Rois de Naples, comme Feudataires & Vasseaux du Saint Siège, sentirent tout le poids de leur vengeance, aussi-bien que quelques Seigneurs particuliers ; ils furent dégradés, dépouillés de leurs Droits, de leurs Privilèges ; leurs Royaumes, leurs Terres furent données au premier occupant : le seul excès dont on s'abstint, c'est qu'on ne mit point leur Tête à prix.

Du reste, cette Guerre se faisoit avec une espèce de fureur, les Ecclésiastiques sur-tout n'y étoient pas épargnés, & les Clémentins étoient aussi féroces que les Urbanistes : on égorgeoit, on noyoit de part & d'autre tous ceux qu'on pouvoit prendre ; on ruinoit, on pilloir les Villes, les Châteaux, les Monasteres, les Eglises : dans les deux Obédiences on respiroit également le sang & le carnage ; on publioit des Croisades, on animoit les Peuples à se détruire les uns les autres, & la Religion, qui ne doit servir qu'à sanctifier les hommes & à les unir, occasionnoit leurs désordres, & autorisoit leur fureur ; il n'y eut pas jusqu'à une Vierge Chrétienne, (c'est Sainte Catherine de Sienne), qui ne s'avîsât d'écrire à des Princes pour les exhorter à faire la Guerre aux Schismatiques. Les Croisés d'Angleterre abordèrent en Flandres pour attaquer les François ; les ayant trouvés sur leurs gardes, ils se jetterent sur les Flamands, Urbanistes comme eux, & leur firent des maux infinis.

Ce

Ce n'est pas tout, les deux Obédiences étoient également vexées & pillées par celui des deux Concurrents qu'elles reconnoissoient. On ne sçauroit, dit Mezerai, raconter sans indignation toutes les Exactions, & les Violences qu'ils faisoient sur le Clergé & sur les Eglises de leur dépendance : Les trente-six Cardinaux d'Avignon étoient autant de Tyrans, à qui Clément donnoit toute sorte de licence ; ils avoient par-tout des Procureurs avec des Graces expectatives, qui enlevoient tous les Bénéfices, jusqu'aux Offices Claustraux, & aux Commanderies ; retenoient les plus Riches & vendoient les autres, ou les donnoient à ferme.

Clement lui-même leur en montrait l'exemple : outre qu'il s'emparoit de la dépouille de tous les Evêques & de tous les Abbés qui venoient à mourir, qu'il prenoit une année de Revenu des Bénéfices à chaque changement de Titulaire, de quelque maniere qu'il arrivât, par vacance, résignation ou permutation ; il ravageoit l'Eglise Gallicane par une infinité de Concussions & de Taxes extraordinaires ; & pour avoir le support du Roi, il lui accordoit les Décimes qu'il demandoit. Les gens de bien gémissaient de ces désordres ; il n'y avoit que les pillards qui en souhaitassent la durée, & que les intérêts des Princes qui fissent subsister le Schisme. Clement accordoit au Duc d'Anjou, Tuteur du Roi, & principal Administrateur du Royaume, les Décimes sur ses Terres, & ce Duc autorisoit toutes les Exactions de Clement, & se servoit de tout son pouvoir contre ceux qui osoient s'en plaindre.

Urbain de son côté fut réduit à vendre, à plusieurs Citoyens Romains, une grande partie des Domaines & des Droits des Eglises & des Monasteres de Rome ; il en vint jusqu'à vendre les Calices d'or & d'argent, les Croix, les Images des Saints, & les autres meubles précieux des Eglises, ou les fondre pour les convertir en monnoye. On trouve encore une commission de ce



Pape à deux Cardinaux, pour engager ou aliéner à temps ou à perpétuité les Biens meubles ou immeubles de l'Eglise, même malgré les Prélats & les autres Titulaires des Bénéfices, jusqu'à la somme qu'ils jugeroient à propos.

Si le caractère personnel de deux Concurrans decidoit de la justice de leur Cause, Clement auroit été le vrai Pape, & Urbain l'Antipape. Ce dernier se porta à d'étranges excès : il publia une longue Bulle contre le Roi de Castille, où il ne le nomme que Jean Henriqués, Enfant d'iniquité, soi-disant Roi ; il le dépose & le prive de toute Dignité & Honneur, & du Droit qu'il pouvoit avoir au Royaume de Castille ; il le déclare infame, & expose à tous les Fideles Chrétiens pour être pris & lui être envoyé sans délai, ou s'il ne le peut être sûrement, être mis en étroite prison jusqu'à ce que nous en ayons ordonné autrement, dit ce Successeur de Saint Pierre ; il défend à tous de recevoir ledit Jean dans leurs Villes, Châteaux & autres lieux, ou de porter dans les lieux où il sera, pour lui & ceux de sa suite, du bled, du vin, ou d'autres vivres, de l'argent, ou quelque autre chose à leur usage ; il défend de lui obéir en quoi que ce soit, lui payer aucune redevance, lui rendre aucune espece de service ; il déclare absous de leur serment tous ceux qui lui en ont prêté quelqu'un ; enfin il veut que ceux qui se croiseront, pour lui faire la guerre & l'exterminer, jouissent de la même Indulgence & des mêmes Privilèges que ceux qui se croisent pour la Terre-Sainte. Cette Bulle, dit Fleury, est du vingt-huitième de Mars 1382, & on peut dire qu'Urbain y avoit épuisé toutes les clauses les plus rigoureuses de la Chancellerie Romaine. Ne seroit-ce pas une impiété de penser que de pareilles Sentences puissent être ratifiées au Ciel, & que Jesus-Christ, en donnant à ses Apôtres la puissance des Clefs, eut eu l'intention qu'ils en fissent de pareils usages ? Cette Sentence toutefois trouva un exécuteur : Jean

de Gand , Duc de Lancastre , se croisa pour dépousseder le Roi de Castille en vertu de la prétendue Déposition & Excommunication d'Urbain ; mais au lieu d'aller en Espagne , il fut obligé de marcher en Ecoffe. C'est ainsi que les Princes , comme le peuple , se soumettent volontiers à une Puissance qui leur est favorable , sans se mettre en peine qu'elle soit usurpée & injuste.

Le même Urbain déclara le Duc d'Anjou , le Comte de Savoie , le Comte de Geneve , Schismatiques , Apostats , Sacrileges , Criminels de leze-Majesté , & punissables comme Hérétiques , c'est-à-dire dignes du feu , & les excommunia avec déposition & privation de toute Dignité ; il excommunia le Roi & la Reine de Naples ; il fit périr dans les tourmens cinq ou six de ses Cardinaux , après avoir ordonné qu'on leur donnât la Question jusqu'à ce qu'il entendît leurs cris. L'Histoire ne reproche de rien de pareil à Clement : il se contenta de soutenir ses Droits qu'il croyoit légitimes ; de maniere pourtant , qu'il offrit plus d'une fois , à ses Rivaux , de s'en rapporter au Jugement d'un Concile Général.

Ce Schisme , & les maux dont il étoit la cause , durerent plus de quarante ans , les Cardinaux des deux Partis s'obstinant à donner un Successeur au Pape qu'ils avoient reconnu : ils revinrent pourtant à l'amour de la paix ; mais les mesures qu'ils prirent , augmentèrent la Division au lieu de l'éteindre. Le Successeur d'Urbain , apparemment pour marquer sa haine contre les François qui ne le reconnoissoient pas , prit le nom de Boniface IX ; il refusa hautement de se soumettre au Jugement d'un Concile Général : il fit pourtant quelques démarches auprès de Charles VI , qui régnoit alors en France ; mais après quelques Négociations , où on lui proposoit les moyens de procurer l'union qu'il paroissoit souhaiter , il revint à dire que l'Electon d'Urbain , son Prédécesseur , étoit incontestable.

ble , & se borna à demander qu'on abandonnât Clement. Les Cardinaux d'Avignon imiterent ceux de Rome , & se hâterent de donner un Successeur à Clement , qui mourut le 16 de Septembre 1394. En faisant cette Election , ils montrerent pour la paix des dispositions que les Romains n'avoient point marquées. Ils dresserent un Acte où ils disoient en substance : Nous promettons & jurons , que nous travaillerons de bonne foi à finir le Schisme qui desole maintenant l'Eglise , & donnerons pour cet effet aide & conseil au Pape futur , sans faire rien au contraire ; ce que chacun de nous observera , quand même il seroit élevé au Pontificat , jusqu'à abdiquer & céder cette Dignité , si les Cardinaux jugent qu'il soit expédient sur les maux de l'Eglise. Ils signèrent cet Acte , & en jurèrent l'observation sur les Evangiles ; ensuite tout d'une voix ils élurent le Cardinal d'Arragon , nommé Pierre de Lune. Il prit le nom de Benoît XIII , & garda le Pontificat plus de trente ans , malgré le serment qu'il avoit fait de le quitter , si cette voye étoit jugée nécessaire. Mais quel fond peut-on faire sur les sermens d'un homme qui se croit revêtu de la puissance de Dieu même , & qui n'a qu'à déclarer qu'une Convention n'a pas dû se faire , & qu'elle est contraire à sa Dignité , pour l'annuller en effet ?

Quelques années après , les Cardinaux des deux Obédiences ayant inutilement tenté tous les moyens dont ils purent s'aviser pour engager les deux Papes à se démettre , & donner lieu à une Election certaine , prirent enfin la résolution d'assembler un Concile pour les déposer. Boniface étoit mort , & les Romains avoient élu en sa placé le Cardinal Ange Corrario , qui prit le nom de Gregoire XII : ils firent alors un Acte pareil à celui que les Cardinaux d'Avignon avoient fait à l'Election de Benoît. Ces deux Papes furent également infideles à garder leurs sermens : on les soupçonna même de s'entendre



pour faire durer leur Domination ; tour à tour ils faisoient des avances pour la paix , & tour à tour ils reculoient.

Enfin les Princes , déterminés par les Plaintes, les Avis , & les Remontrances des Evêques & des Universités de leurs Etats , prirent la résolution de se soustraire à l'obéissance de ces deux Papes obstinés à se maintenir malgré leurs Sermons , malgré les désordres que causoit leur opiniâtreté. Cette soustraction d'Obéissance réunit les Cardinaux des deux Partis ; ils convoquerent un Concile Général à Pise. Les deux Prétendans en convoquerent aussi ; Benoît , à Perpignan où il s'étoit sauvé ; Grégoire XIII , dans le Patriarchat d'Aquilée : Tous deux s'accorderent à condamner les Cardinaux & leur Concile , les déposèrent , les anathématisèrent. Ceux-ci en firent autant , & donnèrent à l'Eglise un troisième Pape , qui prit le nom d'Alexandre V : Il fut presque universellement reconnu ; mais il resta encore assez de Partisans à ses deux Rivaux pour continuer le Schisme. Ladislas , Roi de Naples , soutint Grégoire , & l'Espagne ne put se résoudre qu'après bien du temps , à cesser de reconnoître & de protéger Benoît XIII , apparemment parce qu'il étoit Espagnol ; de manière que le Schisme ne finit que par l'Élection de Martin V au Concile de Constance , & par la mort de Benoît XIII.

Je ne me suis étendu sur ces Divisions scandaleuses , que pour avoir occasion de prouver , que l'idée outrée qu'on avoit communément des Papes , & l'ignorance du Droit Public Ecclésiastique les avoit entretenues , & que si on avoit pensé juste sur ces Matières , il auroit été facile de les terminer.



---

## HUITIÈME DISSERTATION,

*De la maniere de procéder en cas de Pluralité de Papes.*

**S**I l'on n'avoit pas cédé aux Papes, s'ils ne s'étoient pas attribué la Souveraineté dans l'Eglise, s'ils ne s'étoient pas mis en possession de conferer la plûpart des Graces, des Bénéfices, d'accorder la plûpart des Dispenses, si l'on ne les regardoit pas comme la source du Pouvoir & de la Jurisdiction Ecclésiastique, si en un mot, les Evêques avoient sçu conserver la Puissance que Jesus-Christ avoit attachée à leur Caractère, deux Papes n'interesseroient pas plus l'Eglise, & ne devroient pas l'inquiéter davantage que deux Evêques de quelque Eglise que ce puisse être; le Gouvernement ne changeroit point, & les choses iroient le train ordinaire; mais les idées ayant changé, jusqu'à faire des Papes une espèce de Divinité, jusqu'à se persuader qu'ils étoient revêtus de la Puissance de Jesus-Christ; il est aisé de comprendre les mouvemens & les embarras que devoit causer la nécessité où l'on croyoit être, de s'attacher & de se soumettre à un des deux qui se portoient pour Papes. C'est ainsi que dans un Etat Monarchique, chacun prend son parti, & s'attache à l'un des deux Concurrans, parce qu'on n'y reconnoit d'autre Autorité, & qu'on y regarde un Roi comme l'unique source du Pouvoir législatif & des Graces, des Charges, & des Distinctions que l'on possède, ou à quoi on aspire.

Sans disputer aux Papes leur espee de possession, qui est assurément leur seul & leur meilleur titre, je crois pouvoir assurer qu'il étoit des moyens de terminer promptement ce Schisme, & qu'il est des précautions sûres pour empêcher qu'il n'en arrive point dans la suite. Toute Société doit avoir,

& a en effet le pouvoir nécessaire pour parer à l'inconvénient de la pluralité de ceux qui prétendent la gouverner. & pour décider ces sortes de Questions : si elle l'a , tous ceux qui la composent , sont obligés de se soumettre à ses Réglemens & à ses décisions. Il y a eu en France , en Angleterre des Disputes sur la Suecession à la Couronne ; le Corps de la Nation les a décidées : & ceux-là seuls ont été de véritables Anglois , de véritables François , qui ont suivi , qui ont soutenu la décision du Corps de leur Nation ; je dis plus , dans ces occasions , la prétendue notoriété de son bon Droit n'est pas un titre légitime de résistance ; car tous les Droits des Particuliers , quels qu'ils puissent être , cessent , dès qu'ils sont incompatibles avec l'intérêt public ; & il est visible que les Chefs même de la Société , en ces circonstances , ne sont que des Particuliers , de manière que la voye de la Guerre ne peut devenir juste que contre ceux qui empêchent le Jugement , ou qui refusent de s'y soumettre.

L'Eglise est une Société ; elle a donc le Pouvoir nécessaire pour finir un Schisme & pour l'empêcher. Où peut-il résider ce Pouvoir ? Ce n'est assurément pas dans ceux qui prétendroient la gouverner , & être reconnus chacun pour son Chef , puisqu'il s'agit de décider sur leurs Droits , & que Juges & Parties , ils ne peuvent prononcer en leur propre Cause. Il réside donc dans ceux qui sont préposés au Gouvernement des autres , qui selon la première Institution , ont tous un Pouvoir égal , qui ont un Chef , à la vigilance , à l'inspection duquel ils sont subordonnés , sans avoir pourtant de Supérieur : en prenant ce mot dans sa signification étroite , c'étoit à eux à décider de la validité des deux Elections , à les casser même s'il étoit nécessaire , & à en faire une nouvelle ; c'étoit , dis-je , à eux , non à chacun en particulier , car les Jugemens dispersés n'avoient point encore été égalés aux Jugemens les



plus Canoniques, mais à eux tous, ou à la plupart assemblés en Concile.

Pour s'assembler ils n'avoient nullement besoin de l'autorité des Prétendants, qui n'avoient garde de souhaiter sincèrement, de consentir sérieusement qu'ils s'assemblassent. Cette dépendance reconnue du consentement des Prétendants, pour que l'Assemblée des Evêques fut légitime, ne suffiroit-elle pas pour rendre la Division éternelle? On ne peut donc l'admettre, ou il faudroit avouer que le Schisme est un mal sans remède, & qu'il n'y a point d'autre voye de l'éteindre que d'exterminer un des deux Parti. Pour que ces Assemblées décidassent, il n'étoit pas nécessaire de sçavoir si le Pape étoit Souverain ou ne l'étoit pas, s'il étoit Supérieur au Concile, ou s'il lui étoit inférieur: la Souveraineté, la Supériorité que les Rivaux s'attribuoient, ne pouvoit les soustraire à un Tribunal assemblé, non pour connoître des Droits du Pape, mais pour en reconnoître un des deux, ou pour en établir un autre.

Du reste, la difficulté de prononcer sur les Elections, le refus des deux Prétendants de se défaire de leurs prétentions pour rendre la paix, étoient des titres plus que suffisans pour les invalider, & en faire un troisième. Tout ce qu'on peut opposer à ceci, n'est vrai que hors le cas du Schisme, lorsque le Souverain est reconnu, & que la Souveraineté n'est point contestée de manière à entraîner une partie de la Nation ou de la Société: à plus forte raison ne peut-il convenir au sujet que je traite, puisque la non-Souveraineté du Pape est si clairement établie, qu'on n'auroit jamais dû la mettre en question; du moins est-il certain, qu'en cas pareil, leurs Défenses, leurs Censures, leurs Excommunications, ne méritoient aucun égard, puisqu'elles perpétuoient le mal, & qu'elles tendoient à interdire l'usage du seul remède qu'on pût y apporter.

Si

Si on avoit pensé de la sorte , & qu'on eut connu ses Droits , eut-on délibéré , hésité si long-temps à prendre son parti ? Eut-il fallu tant d'examens pour s'assurer qu'un Concile ne préjudicieroit point à l'autorité du Pape , que la soustraction d'obédience étoit permise en cette occasion , & même absolument nécessaire , que chaque Evêque avoit un pouvoir suffisant pour gouverner son Diocèse , & que les grandes affaires qui demandoient absolument l'autorité du Pape , pouvoient se différer , & que pendant cette soustraction d'obédience , on pouvoit du moins se conduire comme on avoit fait lorsque le Saint Siège avoit vaqué des années entières ?

Si on avoit connu ses Droits , eut-on procédé d'une manière si timide dans les Réglemens qu'on fit , & par ces Réglemens eut-on reconnu toutes les Prérogatives que les Papes s'étoient attribuées , & par où ils s'étoient mis en possession de la Souveraineté ? Voici en particulier deux de ces Réglemens qu'on fit en France , qui justifient mon observation : le premier regarde l'état des Exempts pendant la soustraction ; il ordonnoit que les Moines de Cîteaux & tous les autres Exempts , tant Réguliers que Séculiers , procéderaient à l'ordinaire dans leur gouvernement ; que les Exempts qui n'avoient point de Supérieur au-dessous du Pape , seroient confirmés par l'Evêque Diocésain , qu'on choisiroit quatre Juges résidents à Paris , qui termineroient toutes les Causes des Exempts , même celles qui étoient pendantes en Cour de Rome ; que les Mandians procéderaient par degré devant leurs Juges comme les autres Religieux , & que de leur Chapitre Provincial ils auroient recours aux quatre Juges nouvellement établis ; que les Exempts ayant Jurisdiction Episcopale , pourroient absoudre & dispenser leurs Sujets dans les cas où les Evêques le pouvoient ; que dans les Monastères Exempts , les Abbés élus recevraient la Confirmation des Evêques Diocésains & la Bénédiction , à

quoi on ajoutoit, par précaution, que ce Règlement ne donneroit à personne de nouveaux Droits.

L'autre Règlement regardoit les Biens temporels de l'Eglise : il déclaroit que le Pape & ses Officiers cesseroient dans tout le Royaume d'exiger les Annates, les premiers fruits des Bénéfices vacans, & les Droits de Procuration pour les Visites, qui seroient levés par les Prélats & les Archidiacres; que les Cardinaux cesseroient aussi de prendre la part qu'ils avoient dans les Annates, les Arrérages & les autres Droits, que le tout demeurerait saisi en la main du Roi, & que ceux qui seroient excommuniés à l'occasion de ces Réglemens, seroient absous par les Evêques. On supprima aussi, & on déclara nulles les réserves & les expectatives que le Pape accorderoit après que la Soustraction lui auroit été signifiée.

Falloit-il tant d'Assemblées, tant de Docteurs, pour faire de pareils arrangemens? Ces Annates, ces Réserves, ces Expectatives, ces Exemptions, n'étoient-elles pas contre le Droit Public? Pouvoit-on les regarder comme faisant partie de l'Obéissance qu'on devoit au Pape? Pouvoit-on penser que le refus qu'on en auroit fait à un Pape certain, eût été criminel & schismatique? Pourquoi donc faire consister la Soustraction dans la suspension de l'exercice & de la perception de ces Droits? N'étoit-ce pas les confirmer, & aggraver le joug qu'on auroit dû secouer?

Rien n'est plus étonnant que la diversité des sentimens qui partageoient ces Assemblées : les uns rejetoient la Soustraction, comme s'il eût été possible d'amener les prétendans à ce que l'on souhaitoit d'eux, tandis qu'on continueroit de les reconnoître; d'autres soutenoient que celui qui se croyoit légitimement élu ne pouvoit en conscience renoncer à sa Dignité; ceux-ci disoient qu'il étoit essentiel à la Religion de reconnoître un Pape, que sans cette reconnoissance tout pouvoir cessoit dans l'Eglise, & que tout ce qu'on feroit seroit nul; d'au-



tres vouloient un Concile : quelques-uns prétendoient que la Ceffion étoit la feule voye de terminer le Schifme ; il y en eut même , qui douterent fi les Affemblées auxquelles ils affiftoient , étoient légitimes , n'étant point autorifées par le Pape , & il fallut que le premier Avocat du Roi , Jean Juvenal des Urfins , prouvât en forme que le Roi avoit Droit d'affembler le Clergé de fon Royaume , fans en être requis de perfonne , & d'en faire exécuter les réfolutions. La feule chofe dont on ne douta point , c'étoit la fouveraineté du Pape fur le Temporel de l'Eglife , qu'on prit grand foin de lui conferver par les deux Réglemens dont j'ai donné l'Extrait ; jufqu'à régler , qu'on fe feroit abfoudre des Excommunications encourües à l'occasion de ces Réglemens.

L'ignorance, l'oubli du Droit Public Eccléfiaftique , produifit l'incertitude à fe déterminer fur les mefures qu'on devoit prendre pour arrêter les maux & les défordres qui faifoient gémir , & cette incertitude les fit durer , & penfa les rendre perpétuels. On les prit enfin ces mefures ; mais de maniere qu'on refpecta & qu'on conserva dans toute leur force les idées fauffes & outrées de la puiffance des Papes : idées , qui comme je l'ai déjà obfervé , furent la fource du grand intérêt qu'on crut devoir prendre dans la double Election , & par une fuite néceffaire , des maux extrêmes que caufa l'ardeur dont chacun foutint le parti qu'il avoit pris.

Que falloit-il donc faire ? Les Elections étant douteufes , comme certainement elles l'étoient , on devoit ne reconnoître ni l'une ni l'autre , & procurer au plutôt la confirmation de l'une des deux ou leur caffation. Mais l'une des deux étant légitime , ne falloit-il pas la foutenir , & n'y étoit-on pas obligé en confcience ? c'est-à-dire qu'on étoit obligé en confcience de faire un Schifme , & de fe déchirer impitoyablement les uns les autres. Si une pareille obligation pouvoit être réelle ,

que deviendroient les Sociétés , & toutes les guerres civiles ne feroient-elles pas sanctifiées ? Puisqu'on reconnoissoit un Tribunal capable de terminer ce différend , pourquoi ne pas y avoir recours ? Pourquoi prévenir son Jugement , au hazard non seulement de se tromper , mais de se perdre & de détruire la Religion qu'on vouloit conserver ? Mais n'est-il pas nécessaire de reconnoître un Pape ? Oui , quand il est certain , & que cette reconnoissance n'attire pas les plus grands des maux. Il est nécessaire de reconnoître la Papauté dans l'Eglise Catholique ; mais en cas de concurrence capable de fonder un doute raisonnable , il n'est pas nécessaire de reconnoître un des prétendans , au contraire il est nécessaire de n'en reconnoître aucun , puisque cette reconnoissance , dès qu'elle n'est pas uniforme , est par elle-même un Schisme : il est nécessaire de reconnoître un Pape , mais il n'est pas nécessaire de reconnoître qu'il est le Souverain de l'Eglise , qu'il est la source de l'Autorité , de la Jurisdiction Episcopale , qu'il peut à son gré la lier , la suspendre , & que sans son Attache elle ne puisse rien faire que de nul en ce qui regarde la Collation des Bénéfices , la Distribution des Graces , la Dispense des Loix de l'Eglise , & le Gouvernement des Ecclésiastiques : il est nécessaire de reconnoître un Pape ; mais cette reconnoissance ne consiste pas à céder à toutes ses prétentions bien ou mal fondées , à consentir qu'il dispose en Souverain des Biens & des Dignités de l'Eglise , & à avouer qu'ils sont affranchis de l'usage commun , & des nécessités de l'Etat dans lequel ils sont situés , & dont ils font partie.

La Puissance Ecclésiastique , eût-elle connu distinctement ses Droits & ses Obligations , ne suffisoit pas pour ôter ce scandale , & pour en empêcher les fatales suites : dépendans comme ils sont de leur Souverain , ne pouvant sans leur permission , ni s'assembler , ni rien statuer qui concerne la Police

générale, c'étoit aux Princes à les réunir, à les mettre en œuvre, à les animer, à se servir de leur pouvoir, à les contraindre même à s'acquitter de leur obligation. En quoi ces Souverains auroient-ils excédé leurs Droits, s'ils avoient ordonné aux Cardinaux leurs Sujets, d'abandonner Urbain & Clement, s'ils avoient défendu sous des peines capables de se faire craindre, de recevoir d'aucun des deux la Dignité de Cardinal ? Sans argent, qu'auroient fait les deux Compétiteurs ? Les Rois n'avoient-ils pas droit de défendre à leurs peuples de leur en fournir, de supprimer les Annates & les autres Impositions que les Papes étoient en possession de percevoir ? Ils l'auroient pu, indépendamment de toute circonstance, à plus forte raison le pouvoient-ils en cette occasion, où il s'agissoit de retrancher les alimens à un feu qu'on vouloit entretenir malgré la vue de l'embrasement général qu'il étoit capable de produire.

Je puis donc dire, & il est vrai, qu'on fit en cette affaire presque autant de fautes que de démarches, non seulement en France, mais dans tout le reste du monde Chrétien ; on supposa par tout, qu'il étoit essentiel de reconnoître un Pape, que sans cette reconnoissance, tout feroit dans le désordre & dans la confusion, & que rien ne pourroit suppléer au Gouvernement de l'Eglise : les Evêques eux-mêmes, oubliant que l'Episcopat est indivisible, & que tous ceux qui le possèdent, l'ont également sans le partager, donnèrent dans cette erreur. Pouvoient-ils ignorer, que quand même leur Puissance eût été légitimement liée, elle cessoit de l'être dans cette circonstance, au moins pour ce qui regardoit le Gouvernement ordinaire, & les besoins pressants & indispensables ?

Sur ce principe, on délibéra seulement auquel des deux Papes il falloit s'attacher ; il ne vint pas même à l'esprit d'examiner si l'on ne devoit pas les méconnoître tous deux,



& assembler le Tribunal qu'on reconnoissoit pour seul Juge légitime de ce différend. Si on l'eût fait, comme on y fut contraint dans la suite, qu'on eût épargné de sang ! Qu'on eût évité de scandales ! Rien n'est plus affreux que l'excès où fut porté la Simonie à Rome par Boniface IX ; il vendoit tous les Bénéfices, réservés ou non, sous la date de la mort des Titulaires : & pour en avertir plus promptement, il y avoit des Couriers par toute l'Italie, pour s'informer s'il y avoit de gros Bénéficiers malades ; & dès qu'ils étoient morts ou mourans, ils couroient en porter la nouvelle à Rome ; quelquefois il vendoit le même Bénéfice à plusieurs personnes, sous la même date ; de plus, pour rendre inutiles les Graces expectatives qu'il avoit donné, il en accordoit sous une date postérieure avec la clause de préférence, de manière que personne n'en vouloit plus acheter.

Les Officiers de la Daterie en prirent occasion d'introduire de nouvelles Expectatives, qui ruinoient toutes celles dont la date étoit précédente, même avec la Clause de préférence : mais ces nouvelles Expectatives étoient si chères, que peu de gens étoient en état de les acheter. Ce Pape fit plusieurs Régles de Chancellerie, & d'autres Ordonnances, par lesquelles il paroissoit vouloir restreindre la multitude excessive de ces Expectatives ; mais ces nouvelles Régles ne furent qu'un prétexte pour en vendre plus cher les Dispenses. Après même que les Suppliques étoient signées, si quelqu'un en venoit offrir davantage, on les retiroit des Régistres, & le Pape prétendoit que le moins offrant & le premier en date, l'avoit trompé. Pendant la peste qui désola Rome en 1398, le même Bénéfice fut vendu jusqu'à trois & quatre fois dans une même semaine. Ce trafic étoit si public, que la plûpart des Courtisans soutenoient qu'il étoit permis, & que le Pape ne pouvoit pécher en cette matière.

Je reviens à mon sujet, que l'indignité de ces Brigandages m'a fait interrompre. La fausse persuasion de la nécessité de reconnoître un des deux Concurrents, l'envie qu'avoit chaque Souverain d'avoir un Pape qui lui fût favorable à cause de la grande Puissance attachée à cette Dignité, empêcherent de prendre l'unique voye d'arrêter la division dès son commencement. La France ne voyant qu'avec peine le Pontificat sortir de ses mains, profita volontiers de l'occasion de le retenir, que lui fournissoit l'inconstance des Cardinaux ou la violence qu'ils prétendoient qu'on leur avoit fait; les Nations ennemies de la France, charmées de n'avoir plus un Pape François, prirent le parti des Romains. On s'entêta des deux côtés, & on se fit un faux honneur de ne point céder.

On convenoit pourtant que le Concile général étoit la voye la plus Canonique pour terminer cette dispute, & la plus propre à calmer les consciences dans l'une & dans l'autre obéissance; mais on ne pensoit point, on ne travailloit point à le procurer, on ne vouloit point cesser de soutenir le parti qu'on avoit pris, & l'on croyoit avoir droit de se conduire, comme si le Concile eût déjà prononcé en faveur du Parti que l'on soutenoit, ou que l'on eût été assuré qu'il dût le faire; on vouloit que son Pape continuât de se gérer comme Pape, que ce fût à lui à convoquer le Concile général, & par une suite nécessaire, à y présider; on décidoit qu'on ne pouvoit en conscience cesser de le reconnoître, & on ne vouloit pas faire attention que ces prétentions & la continuation du Schisme étoient la même chose. C'est à quoi se réduisoit la réponse de l'Université d'Oxford à Richard, Roi d'Angleterre, qui l'avoit consulté s'il ne seroit point à propos de se soustraire à l'obéissance du Pape de Rome, comme la France s'étoit soustraite à l'obéissance du Pape d'Avignon.

Nous ne blâmons pas les François, disoient ces Docteurs,

de s'être retirés de l'obédience de leur prétendu Pape, & de vouloir le contraindre à la Cession; car comme ils se défont du Droit de leur Pape, ils peuvent en user ainsi en sûreté de conscience; peut-être même veulent-ils par-là réparer le mal qu'ils ont fait en introduisant le Schisme: mais s'ils prétendent que cette voye de Cession forcée, ou de Soustraction d'obéissance soit canonique & universelle, & doivent être suivie de ceux à qui leur conscience ne reproche rien, nous le nions absolument.

C'est un péché mortel & très-grief de refuser à son Supérieur l'obéissance qu'on lui doit, & on le fait ici sans nécessité, puisqu'il y a une autre voye pour finir le Schisme, sçavoir celle du Concile général, plus canonique & plus propre à calmer les consciences.

Pour en venir à la pratique, ajoutent-ils, il faut que Notre Saint Pere le Pape Boniface convoque un Concile Général où il appelle non seulement ceux de son Obédience, mais encore l'Anti-pape Pierre de Lune avec ses Cardinaux & les Prélats ses Adhérents, par Edit public où soit marqué le jour & le lieu; & s'il apparoît de leur contumace, Boniface enjoindra, aux Princes de son Obédience, d'exhorter les autres Princes à contraindre l'Anti-pape & ses Adhérents à se soumettre au Jugement du Concile, & leur déclarer que, nonobstant leur contumace, le Concile ne laissera pas de procéder sur l'affaire du Schisme.

Si ces Docteurs avoient connu les principes du Droit naturel & ecclésiastique, ou qu'ils y eussent fait attention, eussent-ils répondu de la sorte? La légitimité de l'Élection d'Urban VI étoit-elle donc si notoire & si certaine qu'on ne pût la contester ou la révoquer en doute? La violence faite aux Cardinaux par les représentations & les cris menaçans des Romains étoit certaine, & leur longue dissimulation ne prou-  
voit



voit rien autre chose , sinon que la violence avoit continué , & qu'ils s'étoient crus toujours en danger. Leur Droit d'élire le Pape étoit incontestable , & il n'étoit pas sûr que l'exclusion donnée à une Nation entiere n'ôtât point le degré de liberté nécessaire à la validité d'une Election. On pouvoit donc douter , n'y ayant point d'évidence. Or , le doute fondé , la non évidence suffit pour dispenser de l'obligation de prendre parti , & autorise à suspendre son Jugement. Que dis-je ? On est obligé alors de recourir promptement au Tribunal qu'on reconnoît compétent pour décider.

Or , pour qu'il le soit , il faut qu'il soit indépendant des deux Compétiteurs , qu'il n'y ait ni Rang ni Droit de suffrage , qu'ils y comparoissent seulement comme Parties ; il faut que sa maniere de procéder ne préjudicie point à leurs Droits , à plus forte raison ne faut-il pas que cette maniere de procéder soit une décision anticipée. C'est pourtant ce que vouloient les Docteurs Anglois. Benoît XIII pouvoit-il reconnoître le Concile convoqué par Boniface , sans se déclarer Anti-pape ? En quelle qualité y auroit-il comparu ? Pouvoit-il manquer d'être condamné par ce Concile , qui auroit reconnu Boniface ? Et s'y présenter , n'étoit-ce pas s'exposer à une condamnation certaine ? La soustraction d'obédience étoit donc la premiere démarche qu'il falloit faire , sans quoi toutes les autres étoient nulles & impraticables , étant impossible qu'une Assemblée qui reconnoît un des deux Compétiteurs , ne condamne l'autre. Tout ceci est si clair , qu'il est inconcevable qu'on ait pu penser autrement.

L'Empereur , (c'étoit Rupert de Baviere ,) élu en la place de Venceslas , que quelques Electeurs avoient déposé , s'opposa pourtant au Concile de Pise , proposa plusieurs difficultés , & enfin en appella à Jesus-Christ & à un Concile général légitimement assemblé. Ce Prince fit toutes ces démar-

ches en faveur de Gregoire , qui avoit approuvé son Election , & la déposition de Venceslas. La plus grande partie des Prélats qui sont à Pise , disoit ce Prince , sont du parti contraire à Gregoire , qui les a toujours tenus pour Schismatiques ; les autres se sont soustraits à son obéissance , & se sont rendus Parties contre lui ; ainsi ils ne peuvent être ses Juges , & il n'est pas tenu de comparoître sur leur citation. On répondoit que ceux , qui avoient embrassé la Soustraction & la Neutralité , étoient plus propres à être Jugés en cette affaire de Schisme , que ceux qui adhéroient à un des deux prétendants ; qu'ils ne devoient point être traités d'ennemis ou de parties adverses , puisque la Soustraction étoit devenue un moyen nécessaire de finir le Schisme , vû l'opiniâtreté des Concurrents à ne point céder malgré leurs sermens & leurs promesses réitérées de le faire.

La convocation du Concile , objectoit ce Prince , ou plutôt Gregoire , n'appartient point à ceux qui n'ont aucune Jurisdiction sur ceux qu'ils y appellent , qu'ils y citent , & encore moins sur le Concile. Quand le Concile est nécessaire , répliquoient les Cardinaux , comme il l'est dans la malheureuse circonstance où l'on se trouve , & que le Pape ne veut pas , & ne doit pas le convoquer , il est certain par le Droit , que les Cardinaux peuvent le convoquer , & il n'est pas de l'essence d'un Concile qu'il soit soumis à l'autorité de celui qui le convoque : le Concile Provincial n'est-il pas au-dessus de l'Archevêque qui le convoque ? A quoi ils pouvoient ajouter , suivant les avis des Universités de Paris & de Boulogne , que les deux Prétendants étoient obligés par leur devoir Pastoral de céder dans les circonstances présentes ; que leur refus de le faire & d'accomplir ce qu'ils avoient juré , les rendoit Justiciables de l'Eglise ; que c'étoit aussi à elle , c'est-à-dire au Concile , à juger du doute sur le vrai Pape , si diffi-

eile à résoudre à cause des difficultés insurmontables de Faire & de Droit, dont il falloit pourtant sortir, à moins de se résoudre à voir le Schisme se perpétuer avec tous les maux qu'il avoit attiré; que tant que les choses étoient en ces termes, & que tous deux refusoient d'accomplir leur serment, les Peuples qui leur étoient soumis non seulement pouvoient se retirer de leur obédience, mais même que sans cela ils ne pouvoient se disculper du péché d'entretenir le Schisme.

Pour ce qui regarde l'union des deux Colleges des Cardinaux, continuoit l'Empereur, les uns sont vrais Cardinaux, les autres prétendus. Comment les uns ont-ils pû réhabiliter les autres, les absoudre, leur donner les Dispenses nécessaires, enfin les faire Cardinaux? On répondoit, que dans le doute ils étoient réputés ce qu'ils paroissoient être, & qu'ils en avoient les Droits; que cette distinction de vrais & de prétendus Cardinaux, supposoit la question décidée; qu'après tout, dans le cas présent il étoit permis de communiquer avec des Excommuniés, sans qu'il fût besoin d'absolution ou de réhabilitation. N'auroit-on pas pû dire aussi, que le doute fondé ôtant le péché, ôtoit aussi la force & l'efficace des Censures; que les deux Prétendans avoient également excédé en les lançant l'un contre l'autre, & contre ceux qui suivoient leur Rival, fondés sur des raisons qu'ils croyoient véritables; & que l'erreur involontaire ne peut être punissable? Et certes, la déclaration authentique que Charles V fit le jour même de sa mort, sur le parti qu'il avoit pris, justifie absolument ce Prince & tous ses Sujets.

» Je me suis déterminé au parti du Pape Clement, sur les  
 » Ecrits des Cardinaux auxquels appartient l'Electiion du Pape,  
 » & qui ont témoigné en leur conscience qu'ils ont élu celui-  
 » ci canoniquement. J'ai suivi aussi l'avis de mon Conseil & de  
 » plusieurs Prélats & sçavans hommes de mon Royaume, qui



» en ont mûrement délibéré. Mais parce que quelqu'un pour-  
» roit prétendre, que les Cardinaux auroient agi par passion,  
» & se seroient trompés, je déclare que je n'ai pris le parti  
» du Pape Clement par aucune inclination de parenté, ni  
» aucune autre motif humain, mais croyant bien faire, &  
» par les raisons susdites. En cas toutefois qu'on prétendit  
» que je me fusse trompé, je proteste que je veux m'en tenir  
» à la décision de l'Eglise universelle ». Seroit-il possible,  
qu'avec de pareils sentimens on péchât foi-même, & qu'on  
fût à ceux qu'on conduit, une occasion de chûte & d'excom-  
munication ? A la vérité ce Prince auroit pû prendre un meil-  
leur parti, qui étoit de ne reconnoître ni l'une ni l'autre Elec-  
tion, & d'employer tous les soins qu'il se donna pour fixer  
son choix, à procurer l'Assemblée du Concile général, à la  
décision duquel il protestoit en mourant qu'il vouloit s'en re-  
nir. Mais, comme je l'ai déjà dit, il ne vint pas même à l'es-  
prit de penser qu'on pût prendre ce parti. On n'en sçavoit pas  
tant en ces temps-là, & on croyoit qu'il étoit aussi essentiel à  
la Religion de reconnoître un Pape, que de reconnoître un Dieu.

C'est de ce même défaut de connoissance des principes du  
Droit Ecclesiastique, & de fermeté à les suivre, que vinrent  
les scrupules & les inquiétudes des Théologiens sur le Concile  
de Pise. Quelque légitime qu'il ait été, quelque impossible  
qu'il fût de l'assembler sous une autre forme, & de le convo-  
quer d'une autre manière, il fallut dans la suite pour les cal-  
mer, que Jean XXIII convoquât un Concile pour sup-  
pléer à la formalité qui avoit manqué à celui de Pise, & ce  
fut uniquement par ce nouveau Concile, où celui qui l'avoit  
convocé fut déposé, qu'on prétendit que le Schisme avoit  
été éteint. De manière que, selon des idées, l'Eglise n'a pas  
un Droit certain d'éteindre un Schisme, & qu'il est toujours  
au pouvoir des Prétendans de le continuer, n'ayant pour cela

qu'à refuser de concert de convoquer un Concile. Par conséquent, idées insoutenables, supposé même que le Pape fût le souverain Monarque de l'Eglise universelle, & qu'il ne lui fût aucunement soumis; car la Souveraineté, quelque absolue qu'elle puisse être, peut-elle ôter à une Société le Droit de décider des prétentions de deux Concurrents qui l'oppriment, & la déchirent par leur soif insatiable de regner?

Je crois en avoir assez dit sur les moyens d'éteindre un Schisme; voici ceux qu'on devroit, ou qu'on auroit dû prendre pour le prévenir, & pour en arrêter les suites pernicieuses. L'Eglise, comme toute autre Société, a la Puissance nécessaire non seulement pour remédier aux inconvéniens qui arrivent dans son Gouvernement, mais aussi pour les parer & les prévenir. Elle a donc droit de régler d'avance & par précaution, les conditions en quoi consiste la liberté que doit avoir l'Election d'un Pape pour être valide. Par exemple, elle peut régler que l'exclusion donnée à quelques Sujets, n'ôte point cette liberté; que les Electeurs ne seront point reçus à protester de violence après un certain temps marqué; qu'en vain ils protesteront, à moins qu'avant d'avoir donné leurs suffrages, ils n'aient déclaré par des Ecrits signés de leur main, & déposés à l'un d'entre eux, que c'est malgré eux & par crainte de tel ou tel mal, dont on les a menacés, qu'ils les donneront. Ce n'est pas tout, l'Eglise a droit de suspendre les Fonctions de la Papauté, & elle peut déclarer & ordonner que dès qu'un Pape aura un Compétiteur, sa Puissance cessera & demeurera suspendue jusqu'à la décision: elle peut défendre à tous les Fideles de reconnoître aucun des deux, & ordonner que le Concile général s'assemblera le plus promptement qu'il sera possible, aussi-tôt après que la division aura éclaté, & que par *interim* chaque Evêque dans son Diocèse fera ce que les Papes sont en possession d'y faire.

Ces précautions, ces arrangements, auroient sûrement été dignes de l'attention des derniers Conciles. Que si l'on veut absolument, que le Pape entre dans tout, & que rien sans lui ne soit stable & légitime dans le Gouvernement de l'Eglise, à la bonne heure : mais qu'ils prennent donc ces précautions dont je parle, car ce qui s'est fait, peut se renouveler ; & une Bulle qui contiendrait ces arrangements & beaucoup d'autres, sans doute plus sages & plus efficaces, leur feroit autant d'honneur que quantité d'autres, du moins ne seroit-elle pas si contredite.

Le Concile de Pise n'éteignit point le Schisme ; & l'Élection d'un troisième Pape, qui s'y fit après la Sentence de déposition contre les deux autres, parut encore douteuse. Il diminua pourtant : la France, l'Espagne, l'Angleterre, la Navarre, une grande partie de l'Italie, la Hongrie, la Bohême, la Bavière, plusieurs Princes Allemands, reconnurent le nouveau Pape ; ses deux Compétiteurs, Benoît sur-tout, furent réduits fort à l'étroit, & se cantonnerent l'un à Perpignan, sous la protection du Roi d'Arragon, & l'autre à Rimini sous celle d'un Seigneur particulier, nommé Malatesta. Jean XXIII, Successeur d'Alexandre V (c'étoit le Pape élu au Concile de Pise) se laissa gagner ou tromper aux sollicitations de l'Empereur Sigismond ; il consentit à l'Assemblée d'un Concile général, il le convoqua à Constance, pour le premier de Novembre 1414.

Sigismond, qui avoit entrepris d'éteindre absolument le Schisme, que le Concile de Pise n'avoit fait qu'affaiblir, envoya en France des Ambassadeurs pour déterminer le Roi à concourir avec lui. Ils dirent que le Pape & l'Empereur avoient trouvé bon de convoquer un Concile à Constance, pour éteindre entièrement le Schisme, en déterminant lequel des trois Papes étoit légitime, & qu'on prioit sa Majesté d'approuver cette résolution, & d'envoyer ses Prélats au Concile.



Ces Propositions étoient certainement contraires aux intentions du Pape, détruiſoient tout ce qui s'étoit fait au Concile de Piſe, & donnoient une terrible atteinte à la Puiffance de l'Eglife Univerſelle & à la Souveraineté de ſes Jugemens, en tout ce qui concerne ſon Gouvernement. On le ſentit en France : mais comme on vouloit la Paix, on ſe contenta de répondre, que tout le monde ſçavoit ce que le Roi avoit fait depuis trente ans avec des peines & des dépenses incroyables, pour extirper le Schiſme ; qu'il avoit réuſſi dans ſon entrepriſe en procurant la Convocation d'un Concile général à Piſe, où l'on avoit dépoſé canoniquement les deux Papes douteux, qui violant tous les Sermens qu'ils avoient faits de céder volontairement pour le bien de la Paix, s'étoient moqués de toute la Chrétienté par leurs Fourbes & leurs Colluſions manifeſtes ; que ſe conformant au Jugement de l'Eglife univerſelle, représentée par ce Concile, on avoit reconnu avec la plûpart des Rois & Princes Chrétiens, Alexandre V pour véritable & Souverain Pontife ; qu'on reconnoiſſoit en cette même qualité le Pape Jean ſon légitime Successeur, & qu'on ne ceſſeroit point de le reconnoître, à moins qu'il ne refusât de céder ſon Droit, même incontestable, au cas que le Concile juge qu'il doive le faire pour donner à l'Eglife une Paix ſolide ; que le Roi, voulant juger favorablement des deſſeins de l'Empereur, n'empêcheroit point que ſes Sujets n'allafſent, s'ils le vouloient, au Concile de Conſtance.

Quoique le Pape Jean eût quelque inquiétude ſur ce qui lui pouvoit arriver, il ſe rendit à Conſtance au jour marqué. Il avoit pris à ce qu'il croyoit de juſtes meſures pour aſſurer ſa dignité & ſa liberté. D'ailleurs pouvoit-il croire, q'aucun des Prélats doutât que le Concile de Piſe n'eût été légitimement aſſemblé, & qu'il ne fût vrai Pape, Alexandre V ſon Prédéceſſeur ayant été élu canoniquement, & les deux Anti-papes

déposés & déclarés Schismatiques ? Sur ces préjugés si raisonnables, il ne douta pas un moment que le Concile, auquel il présidoit, ne continuât à le reconnoître, & ne s'appliquât tout entier à chercher les moyens d'exterminer ses Rivaux. Mais les Prélats & l'Empereur pensoient bien différemment. Ils avoient des scrupules sur l'autorité du Concile de Pise, & craignoient que du moins il n'y eût eu quelque défaut de formalité ; ils ne regardoient pas Benoît & Gregoire comme absolument déposés, puisqu'ils avoient négocié avec eux pour les déterminer à envoyer leurs Légats au Concile, & qu'apparemment l'article essentiel de la Négociation avoit été la promesse de déposer Jean, & de le contraindre à renoncer au Pontificat. Ce fut en effet ce qui arriva : il fut traité du moins aussi mal que ses deux Compétiteurs, il fut joué, il fut trompé. Le Concile de Pise fut annullé, non par aucun Décret formel, mais par voye de fait, & sans avoir aucun égard à ce qu'il avoit réglé & décidé : en quoi le Concile de Constance se dégradait lui-même, & infirmoit sa propre autorité. En effet, d'où pouvoit venir au Concile de Constance l'autorité qu'il supposoit avoir manqué au Concile de Pise ? Etoit-ce de la Convocation que Jean XXIII en avoit faite ? Mais s'il n'étoit pas sûrement Pape légitime, & si la déposition de ses deux Compétiteurs n'avoit pas été canonique, son Droit de le convoquer étoit incertain. D'ailleurs, pourquoi donner lieu de penser que l'Eglise ne puisse d'elle-même s'assembler, & lui ôter par-là le seul moyen qu'elle ait d'éteindre un Schisme en cas d'un refus constant des Compétiteurs à céder ou à la convoquer ? Cette autorité du Concile de Constance lui vint-elle du plus grand nombre d'Evêques, de Princes, qui s'y trouverent, de ce que personne n'en appella & ne protesta contre, comme les Envoyés de l'Empereur Rupert ou Robert de Baviere avoient fait à l'égard du Concile de Pise ? Cet Appel, cette

cette Protestation, étoient-ils recevables, & convenoit-il qu'on parût les autoriser? Les Appels & les Protestations des Princes d'Allemagne contre le Concile de Trente, pourront donc aussi être regardés comme légitimes. Si le Concile de Constance n'avoit pas plus d'autorité que le Concile de Pise, le Pape Martin qui y fut élu n'étoit pas plus légitime qu'Alexandre V, & la déposition des prétendans n'étoit plus Canonique; & comme il n'avoit eu aucun égard aux décisions du Concile de Pise en recommençant l'instruction du Procès que ce Concile avoit terminé, un autre Concile auroit eu le même Droit par rapport au Concile de Constance: or, je le demande, ces Droits opposés peuvent-ils subsister avec la Souveraineté & l'Infaillibilité qu'on attribue aux Conciles, & qu'on doit leur attribuer?

Ce n'est pas au reste la Déposition du Pape Jean en elle-même que je prétens condamner; il la méritoit à trop juste titre par ses crimes & ses dérèglemens: c'est cette déposition regardée comme un moyen de finir le Schisme, c'est l'espèce d'égalité qu'on mit entre lui & ses Compétiteurs, dégradés & condamnés par une Assemblée dont les Jugemens étoient aussi irréformables, que le pouvoient être ceux du Concile de Constance, avec cette différence, que le Concile de Pise fut tranquille, qu'on y procéda simplement, de bonne foi, & qu'on parut n'y chercher que le bien de l'Eglise, au lieu que l'Intrigue, la Politique & tous les Vices qu'elles entraînent, parurent regner dans le Concile de Constance. Il n'y eut pas jusqu'à la forme de procéder, qui n'y fut singulière; ce ne furent pas les Particuliers qui donnerent les suffrages, ce furent les Nations différentes; jamais on ne put venir à bout d'y faire condamner l'exécrable Doctrine de Jean Petit, Cordelier, qui avoit entrepris de justifier l'Assassinat du Duc d'Orléans, commis par les ordres du Duc de Bourgogne; on y agita des questions inutiles, sçavoir, si le Pape étoit



au-dessus du Concile , si la plénitude de la Puissance Ecclésiastique résidoit dans le Pape ou dans le Concile , si on pouvoit appeller du Pape au Concile : Questions décidées par la pratique des premiers Siècles de l'Eglise , qu'on ne pouvoit traiter de nouveau sans les rendre douteuses , & qui supposoient au moins beaucoup d'incertitude dans la Doctrine de ceux qui les agitoient.

Ce Concile finit par l'Élection d'un nouveau Pape , qui ne fut pas plutôt élu , qu'il commença à se comporter en Souverain de l'Eglise. Il publia une Bulle , qui défendoit les Appels du Pape au Concile : pour dédommager l'Empereur Sigismond des grandes dépenses qu'il avoit fait à l'occasion de la tenue du Concile , & peut-être pour le récompenser des peines infinies qu'il s'étoit donné pour en assurer le succès , il lui donna une année du Revenu de toutes les Eglises d'Allemagne , il alla même jusqu'à établir des Collecteurs pour percevoir ce Droit. C'étoit-là un Article essentiel de Réformation , auquel on ne pensa point ; peut-être l'eût-on fait , si l'on n'eût pas cédé aux Cardinaux , qui voulurent absolument qu'on procédât à l'Élection d'un Pape , avant que de rien statuer sur la Réformation : en vain ce Concile dressa-t-il les Articles de cette Réformation , que le Pape futur devoit faire ; il la suivit en quelques points , & déclara qu'il avoit satisfait à ses obligations , après quoi il congédia le Concile , & se retira à Rome le plus promptement qu'il lui fut possible.

Comme on avoit insisté inutilement au Concile sur la suppression des Annates , des Réserves , des Expectatives , & autres Droits , dont les Papes s'étoient mis en possession , Charles VI, Roi de France , par ses Déclarations , rétablit l'Eglise Gallicane dans ses Libertés , en supprimant les Annates , les Réserves , les Subventions & autres semblables Charges , dont l'Université de Paris en particulier , & le

Clergé de France , avoient si souvent demandé d'être délivrés. Ce Règlement si sage & si utile ne fut pas long-temps observé; avant la fin de l'année 1418 , qui étoit celle même où il avoit été porté , le Duc de Bourgogne , qui s'étoit rendu maître de Paris & de la Personne du Roi , & qui dispoſoit de tout ſelon qu'il plaſoit à ſes paſſions & à ſes intérêts d'en ordonner , fit révoquer ces Déclarations , pour faire plaſir au Pape & aux Cardinaux , qui étoient tous à lui , comme il avoit paru dans le refus conſtant qu'ils avoient fait de condamner la Doctrine de Jean Petit , & d'un certain Falkenberg , qui avoit publié les mêmes Maximes contre Ladislas Roi de Pologne : ainſi les Papes diſpoſerent en France des Bénéfices , comme ils avoient fait avant le Schiſme , juſqu'à ce que Charles VII y eût mis ordre par la Pragmatique de Bourges. Cette Pièce eſt tout à la fois un Monument des plus authentiques des Libertés de l'Egliſe Gallicane , & une eſpèce d'abrégé du Droit Public Eccléſiaſtique : mais avant que d'en donner une idée , je crois devoir rapporter les événemens & les circonſtances qui y donnerent occaſion.

Le Concile de Conſtance avoit eu fort à cœur de borner la trop grande autorité des Papes , perſuadé , comme il étoit vrai , que l'excès où ils l'avoient portée , avoit été la ſource de la plus grande partie des maux qui avoient déſolé l'Egliſe : en cette vue , il avoit réglé & ordonné que trois ans après ſa ſéparation , on aſſembleroit un autre Concile , qui ſeroit ſuivi d'un autre ſept ans après , & que dans la ſuite on en tiendroit tous les dix ans. Les Papes n'aiment pas plus les Conciles , que les Rois n'aiment les Etats ; ils ont également regardé ces Aſſemblées comme un frein incommode à leur autorité réelle ou prétendue , & ſe ſont conſtamment appliqués à ſ'en rendre les maîtres , ou à les empêcher.

Le concert unanime dont on s'étoit porté au Concile de  
E c c ij

Constance à faire le Règlement dont je viens de parler ; mit Martin V dans la nécessité de l'observer : il convoqua au temps marqué le Concile à Pavie. La crainte de la peste obligea de le transférer à Sienné : on y tint quelques Sessions , où l'on publia quelques Décrets contre les Erreurs auxquelles le Schisme avoit donné naissance. Ces Décrets accordoient des Indulgences plenières à ceux qui persécuteroient les Hérétiques , & qui contribueroient à les exterminer , même par le fer & par le feu : sans doute qu'on accordoit la même faveur à ceux qui les convertiroient. Mais la mésintelligence se mit bientôt entre le Pape & le Concile : Martin V ne s'y rendit point , sous différents prétextes ; & comme il craignoit que les Prélats assemblés ne fissent quelques Réglemens touchant la Réformation , contraires aux intérêts de la Cour de Rome , il le remit à un autre temps & à un autre lieu , apportant pour raison le petit nombre de Prélats qui s'étoient rendus au Concile , & les guerres dont l'Empire & les autres Etats Chrétiens étoient agités , aussi bien que les contestations survenues entre les membres du Concile. Il avoit donné plein pouvoir à ses Légats de transférer le Concile de Sienné : en vertu de ce pouvoir , ils résolurent de le dissoudre , & d'en indiquer un autre ; de concert avec les Prélats , ils choisirent la Ville de Bâle pour s'y assembler sept ans après , en exécution du Décret du Concile de Constance. Le Pape , charmé de se voir débarrassé de la crainte de la Réformation , y consentit sans peine ; il assura pourtant , afin de sauver les apparences , qu'il n'abandonnoit pas l'affaire de la Réformation , qu'il la suspendoit seulement , & qu'il vouloit la consommer à Rome. Cette déclaration n'arrêta point les murmures de plusieurs Députés , à qui cette dissolution affectée du Concile déplaisoit fort , & qui se plaignoient hautement que le Pape empêchoit la Réforme de l'Eglise ; de manière que Martin se crut obligé



d'ordonner aux Prélats de se retirer dans leur Diocèse, & de leur défendre de faire aucune Assemblée qui pût passer pour la continuation du Concile de Sienne, & il nomma trois Cardinaux pour recevoir & examiner les Informations, les Instructions, les Mémoires que l'on voudroit donner pour la Réformation de l'Eglise.

Je ne puis m'empêcher de m'interrompre ici moi-même, pour raconter la maniere dont le Schisme finit. Si le sujet n'étoit pas si sérieux, je dirois qu'elle est plaisante & très capable d'amuser. Alphonse, Roi de Castille, que ses démêlés avec la Cour de Rome avoient engagé à soutenir constamment Benoît XIII, soutint de même le Successeur que lui donnerent les deux Cardinaux que ce Pape laissa en mourant; s'étant dans la suite accommodé avec Martin V, & ayant tiré tout l'avantage qu'il souhaitoit de la frayeur que caufoit ce fantôme à la Cour de Rome, il ordonna à Clément VIII, (c'étoit le nom du Successeur de Benoît,) de se déposer. Voici comment cet ordre fut exécuté: de quatre Cardinaux qu'il avoit, il en avoit fait mettre deux en prison; il en voulut faire un troisième avant son Abdication, afin, disoit-il, que l'Élection qui se feroit d'un nouveau Pape après sa démission volontaire, se fit plus canoniquement par les bons avis que le nouveau Cardinal donneroit à ses Collègues; il lui donna donc le Chapeau avec toutes les Cérémonies qu'on observe à Rome dans ces occasions. Il se mit ensuite sur son Trône, la Tiare sur la tête & revêtu de ses Ornaments Pontificaux: ces trois Cardinaux étoient à ses côtés, avec les Commissaires d'Alphonse, qu'il traitoit d'Ambassadeurs de ce Prince; plus bas étoient ses Officiers. Il commença sa Déposition par un Acte d'autorité, en déclarant qu'il révoquoit toutes les Sentences d'Excommunication que lui & ses Prédécesseurs avoient fulminés contre tous ceux qui avoient refusé de les recon-

noître , & particulièrement contre Othon Colonne , appelé dans son Obédience , Martin V , comme contre un Schismatique & un Anti-pape ; qu'il les réhabilitoit tous de son propre mouvement , sur-tout Othon Colonne , qu'il déclaroit pouvoir être élevé à toutes les Charges & Dignités Ecclésiastiques , même à celle de Souverain Pontife.

A cette Déclaration il joignit un discours sur son Exaltation au Pontificat ; il protesta qu'il ne l'avoit accepté que pour être en état de rétablir un jour l'Eglise de Dieu dans une pleine & solide paix par la Cession volontaire qu'il alloit faire , qu'il avoit toujours regardé comme la voye la plus aisée , la plus utile , la plus sûre & la plus courte pour établir une parfaite union dans l'Eglise sous un seul & indubitable Souverain Pontife. Il protesta ensuite , qu'il étoit en pleine liberté , & déclara que par le seul motif de la Gloire de Dieu & de la Paix de l'Eglise , il renonçoit de tout son cœur au Pontificat , & que le Saint Siège étant vacant , les Cardinaux pouvoient procéder librement & canoniquement à une nouvelle Election. Alors il descendit de son Trône & mit entre les mains du Commissaire d'Alphonse la Bulle de sa Renonciation ; après quoi il se retira , quitta ses habits Pontificaux , rentra dans la Salle avec l'habit d'un simple Prêtre , il étoit pourtant Evêque , & prit sa place après les Cardinaux , & les exhorta à ne pas manquer de pourvoir l'Eglise d'un bon Pasteur.

Ce fut en effet par-là que finit cette Scène. Ces Cardinaux demanderent à un nommé Simon Després , qui se disoit Camerlingue de la Sainte Eglise Romaine , qu'il leur assignât un lieu pour le Conclave ; ce Simon les conduisit en cérémonie dans un appartement préparé à cet usage , on les y enferma , on y mit des Gardes ; en un mot on y observa tout ce qu'on fait à Rome pour l'Election des Papes ; & les Cardinaux élurent sur le champ Othon Colonne , qu'ils déclarerent

Pape sous le nom de Martin V, & l'on alla rendre à Dieu, dans l'Eglise de Paniscole, de grandes & de solemnelles Actions de graces.

De cette Scène pourtant il suit, que le Pape qui l'avoit arrangé, ne croyoit pas trop aux Dépôts que les Conciles de Pise & de Constance avoient fait de ses Concurrents, & que leur Rénonciation volontaire lui paroissoit un titre bien plus solide. Tout Souverain penseroit de même de la Sentence qu'on auroit prononcé ou contre lui ou contre ses Compétiteurs : je dis contre ses Compétiteurs ; car pourroit-il croire qu'on auroit eu droit de les déposer sans avoir le droit de le déposer lui-même ?

En attendant que le Concile indiqué se tint, l'Eglise de France étoit dans la souffrance. Les Annates se payoient exactement : la somme pour ces temps-là étoit excessive ; selon la Taxe de la Chambre Apostolique elle montoit à six cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent cinquante livres. Les Réserves, les Expectatives se multiplioient tous les jours : les Partisans de la Cour de Rome publioient même, & renouvelloient des Doctrines qui tendoient à justifier ses Exactions & ses Prétentions. L'Université de Paris, revenue des anciens préjugés, s'y opposa fortement. N'eût-elle fait que cela de bien, on devroit oublier les fautes qu'elle a pu faire en se mêlant quelquefois des affaires d'Etat. Elle décida contre ce qu'un Dominicain avoit publiquement enseigné.

Premièrement, que toutes les Puissances de Jurisdiction Ecclésiastique, sont de Jesus-Christ quant à la premiere Institution & Collation, & du Pape & de l'Eglise, quant à la limitation & la dispensation ministérielle.

Secondement, que ces Puissances sont de Droit Divin, instituées immédiatement par Jesus-Christ.

Troisièmement, que l'on trouve dans l'Ecriture, que Jesus-



Christ a fondé son Eglise & institué expressément d'autres Puissances que celle du Pape.

Quatrièmement, que quand on décide quelque chose dans un Concile, l'autorité qui donne de la force à ses Décrets, ne réside pas seulement dans le Souverain Pontife, mais principalement dans le Saint-Esprit & dans l'Eglise Catholique.

Cinquièmement, qu'on a des Textes exprès de l'Evangile, par lesquels il paroît que Jesus-Christ a donné à ses Apôtres & à ses Disciples une autorité de Jurisdiction.

Sixièmement, qu'il est conforme à la Vérité Evangélique & Apostolique de dire, que la puissance de Jurisdiction des Prélats inférieurs, soit Evêques, soit Curés, est immédiatement de Dieu.

Septièmement, qu'il y a une puissance, sçavoir celle de l'Eglise, qui a un pouvoir de Droit & en certains cas, contre le Souverain Pontife.

Huitièmement, que tout homme ayant l'usage de raison, de quelque dignité, autorité, prééminence qu'il soit, même le Pape, peut commettre le crime de Simonie.

Ces Maximes étoient vraies, à l'exception peut-être de ce qui regarde les Curés; car s'ils étoient de droit Divin, pourquoi les Vicaires ne le feroient-ils pas? L'essentiel étoit de les réduire en pratique, & d'en bien développer les conséquences, de s'y attacher avec fermeté, & de ne rien admettre qui pût les détruire ou les affoiblir. De qui l'Université croyoit-elle tenir ses Privileges & le Droit d'enseigner? A qui avoit-elle recours quand on les lui disputoit? N'en étoit-elle pas aussi jalouse que les Religieux l'étoient de leurs Exemptions? N'étoit-ce pas des Papes qu'elle recevoit ses Réglemens?

Enfin le Concile de Bâle fut assemblé dès le commencement du Pontificat d'Eugene, qui succéda à Martin V, le 4 Mars 1431. Ce Pape étoit Vénitien, petit-neveu de Gregoire XII; il

il avoit de grandes qualités , beaucoup d'esprit , beaucoup d'adresse , du zèle même & de la ferveur : mais , comme la plupart de ses Prédécesseurs , il s'entêta de sa Dignité & de la Souveraineté qu'il croyoit y être attachée : plein de ces idées , il regarda le Décret du Concile de Constance comme contraire à ses Droits , & résolut , suivant l'exemple que son Prédécesseur lui avoit laissé , d'employer toute son autorité pour en empêcher l'exécution.

A peine le Concile étoit-il assemblé , qu'il voulut le suspendre , le transférer ailleurs sous de frivoles prétextes. Les Peres , ayant à leur tête le Cardinal Julien Cæsarini , Légat du Saint Siège , les réfutèrent sans peine , & résolurent de ne point consentir à leur séparation. Ils furent soutenus & confirmés dans leur résolution par les exhortations & les approbations des Conciles Nationaux , des Universités , & de la plupart des Souverains ; de tous côtés on écrivit au Pape Eugene les Lettres les plus fortes & les plus solides pour le détourner de sa funeste entreprise. Menaces , prières , raisons , supplications , tout fut également inutile ; Eugene cassa le Concile de Bâle : il en convoqua un autre , d'abord à Boulogne , ensuite à Ferrare , enfin à Florence. On s'excommunia de part & d'autre ; on en vint même à Bâle jusqu'à déposer le Pape Eugene , & à mettre en sa place Amédée de Savoye , qui prit le nom de Felix V. Ces divisions scandaleuses n'empêcherent point le Concile de Bâle de s'appliquer constamment au grand ouvrage de la Réformation de l'Eglise dans son Chef & dans ses Membres : c'étoit là la pierre d'achoppement ; & si ce Concile ne se fut occupé qu'à condamner des Hérésies , qu'à faire des Réglemens qui n'eussent point intéressé la Cour de Rome , on l'eut laissé tranquille.

Ces divisions , & l'envie de se tirer de l'esclavage où l'on s'étoit laissé réduire en France , comme par-tout ailleurs , par

l'ignorance & l'oubli des anciens usages & des principes du Droit Ecclésiastique, déterminèrent Charles VII à assembler à Bourges les Prélats & les hommes les plus qualifiés & les plus sçavans de son Royaume. On s'y déclara pour le Concile de Bâle, contre le Pape Eugene, & on demanda à ce Concile un Règlement pour réprimer les abus dont on se plaignoit depuis si long-temps avec tant de raison.

Le Concile profita volontiers de cette occasion d'exercer son autorité & de mortifier le Pape, il accorda ce Règlement qu'on lui demandoit; il fut tiré des Decrets qu'il avoit rendu sur la Réformation. L'Assemblée de Bourges le reçut à quelques modifications près, qui furent même approuvées par les Peres de Bâle; & par le concours de l'autorité civile & Ecclésiastique, on en fit une Loi, que sa sagesse, son utilité, son équité, auroient dû rendre éternelle & invariable.

On y reconnoissoit l'autorité des Conciles comme supérieure à toute autre, à laquelle chaque Fidele, le Pape même, est obligé de se soumettre, & on convenoit de l'utilité & de la nécessité d'en assembler tous les dix ans. On rétablissoit les Elections, on ordonnoit qu'elles seroient faites avec liberté & par ceux à qui elles appartenoint de droit: par-là, on coupoit racine aux fréquentes réserves que les Papes faisoient des Bénéfices électifs. On statuoit qu'en cas qu'une Election fût cassée en Cour de Rome, le Chapitre ou la Communauté ne perdrait pas son Droit, mais que l'Election lui seroit renvoyée: on ajoutoit, que celui dont l'Election auroit été confirmée, pourroit être consacré *in Curia*, c'est-à-dire, à Rome, mais qu'aussi-tôt après sa Consécration il seroit renvoyé à son Supérieur pour lui rendre obéissance; on decernoit même une amende de cent écus d'or contre celui qui obtiendrait du Pape de se faire confirmer *extra Curiam* par un autre que par son Supérieur.



On abolissoit les Réserves , la Collation arbitraire des Bénéfices. Les Expectatives étoient traitées comme elles le méritoient , c'est-à-dire , qu'elles étoient détestées , comme préjudiciables à l'Etat Ecclésiastique , comme des occasions malheureuses de donner aux Eglises des Ministres indignes & incapables de les servir , & de se soustraire de la Jurisdiction des Ordinaires. Ainsi s'exprimoit le Concile de Bâle : à quoi l'Assemblée de Bourges ajouta , qu'il étoit nécessaire que le Concile imposât des peines temporelles à ceux qui se serviroient des Graces expectatives , & obtiendroient des Bénéfices par leur moyen , employant même contre eux , s'il étoit besoin , le bras séculier. La même Assemblée refusa constamment de consentir , que chaque Pape pendant son Pontificat auroit droit de pourvoir à un Bénéfice qui seroit à la nomination d'un Collateur qui en auroit cinquante & plus à sa disposition , & qu'en ce cas il prévienendroit les Ordinaires.

Il étoit réglé , que les Causes seroient terminées sur les lieux , qu'on ne pourroit appeller au Pape en omettant l'Ordinaire , & que s'il est jugé que l'Appel soit légitime , le Pape nommera des Juges *in partibus*. On reçut aussi le Décret du Concile , qui fixoit à vingt-quatre le nombre des Cardinaux. Les Annates , c'est-à-dire , le revenu d'une année des Bénéfices à chaque mutation , furent supprimées , & ceux qui les exigeoient déclarés Simoniaques.

C'est à quoi se réduisoit ce fameux Règlement qu'on appella la Pragmatique Sanction. Mezerai a eu raison de dire que c'étoit le rempart de l'Eglise Gallicane , *d'autant plus considérable , que les Rois précédens n'avoient oncques fait aucunes Ordonnances ou Loix en pareilles matieres qui eussent pris autorité de l'Eglise universelle , comme celle-là la prenoit* : mais il a eu tort de dire que la Pragmatique eut remédié entièrement aux entreprises de la Cour de Rome. Les Evêques étoient-ils rétablis dans leurs

Droits ? Les exemptions de leur Jurisdiction étoient-elles supprimées ? N'y avoit-il plus de Religieux qui prétendissent , sans leur permission , avoir droit d'absoudre des cas qu'ils s'étoient réservés ? Les Impositions sur le Clergé ne demandoient-elles plus l'Attache des Papes ?

Quelque sage que fût ce Règlement , il étoit aisé de remarquer qu'on y avoit procédé avec timidité & avec incertitude. Si le Concile avoit droit de supprimer les Réserves , les Expectatives , pourquoi infliger des peines temporelles à ceux qui s'en serviroient pour obtenir des Bénéfices ? Ces peines ne pouvoient-elles pas passer pour le supplément de son autorité ? N'étoit-ce pas dire qu'on vouloit éviter ces discussions avec la Cour de Rome , & que soit qu'elle eût droit ou qu'elle ne l'eût pas , on puniroit ceux qui s'adresseroient à elle ?

D'ailleurs , pourquoi déclarer les Annates simoniaques ? Ne suffisoit-il pas de dire , comme il étoit vrai , qu'on n'avoit aucun titre réel de les exiger ; que tout ce qui s'étoit fait jusqu'alors à cet égard étoit abusif , & ne pouvoit être autorisé par la possession ? C'étoit sans doute bien fait de rétablir les Elections , mais on ne devoit pas les regarder comme nécessaires. Enfin la plupart de ces arrangemens pouvoient se prendre sans l'autorité , & même indépendamment de l'autorité d'un Concile ; car un premier principe en fait de nos Libertés , c'est qu'elles en sont indépendantes , & que ces Assemblées , toutes souveraines qu'elles sont , ne peuvent nous les ôter.

Comme j'ai souvent parlé de Réserves & d'Expectatives , je crois devoir expliquer ce que c'est , afin qu'on comprenne mieux avec combien de raison on souhaitoit d'en être délivré. L'Expectative étoit une assurance que le Pape donnoit à un Ecclésiastique d'obtenir un Bénéfice dans une telle Cathédrale quand il viendrait à vaquer : d'abord les Papes pour faire jouir de cette Grace ceux à qui ils l'avoient fait , n'em-

ployoient que la voye des recommandations , & les Prélats , par le respect qu'ils avoient pour le Saint Siège , y déferoient ordinairement ; cependant comme elles devinrent trop fréquentes , on les négligea aussi quelquefois. Alors les Papes changerent les prieres en commandemens , & aux premieres lettres qu'on appelloit Monitoires , ils en ajouterent de Préceptoires ; enfin on y joignit des lettres Exécutoires , portant attribution de Jurisdiction à un Commissaire pour contraindre l'Ordinaire à exécuter la promesse du Pape , ou conférer le Bénéfice à son refus , & cette contrainte alloit jusqu'à l'Excommunication.

La réserve proprement dite , étoit une déclaration par laquelle le Pape se chargeoit de pourvoir à telle Cathédrale , à telle dignité , quand elles viendroient à vaquer , avec défense au Chapitre de procéder à l'Élection , ou à l'Ordinaire de conférer. De ces réserves spéciales on passa aux générales , & Jean XXII n'hésita point de se réserver toutes les Cathédrales de la Chrétienté. Ces Réserves & ces Expectatives avoient les plus fâcheuses suites : car outre qu'elles étoient contre toutes sortes de Droits , il arrivoit souvent que ceux en faveur de qui elles étoient faites , ennuyés de ce que les Possesseurs des Bénéfices vivoient trop long - temps , cherchoient les moyens de les faire périr , ou du moins entretenoient dans leur cœur un désir secret de leur mort ; le Droit des Patrons , des Ordinaires , étoit frustré : les Bénéfices de chaque Nation étoient remplis par des Etrangers ; les Ecclésiastiques couroient en foule à Rome & y portoient beaucoup d'argent. Ce fut bien pire quand les Papes se mirent à vendre ces Graces.

De tous côtés on se plaignoit , mais on s'en tenoit aux plaintes ; ou si on faisoit quelque action d'éclat , on se défistoit bien vite , pour ne pas se commettre avec une Puissance qui avoit des voyes sûres de se vanger. Graces au Ciel , les



Conciles de Bâle & de Constance ont commencé d'abolir ces Usages, & le Concile de Trente nous en a tout à fait délivré. D'autres l'avoient tenté auparavant, témoin le troisième Concile de Latran, qui en 1179, avoit défendu en général de prévenir la vacance des Bénéfices, parce que, disoit-il, c'est comme disposer de la Succession d'un homme vivant, & donner occasion de souhaiter sa mort; mais les Papes, qui se croient au-dessus de tous les Canons, n'avoient garde de déferer à ces Réglemens, ils ne l'ont fait que par force, & lorsqu'ils ont vû par-tout des semences de défection, & une résolution presque générale de secoüer ce joug à quelque prix que ce fût.

Comment se peut-il faire que ces Usurpations si manifestes, se soient établies? Comment la plupart des peuples ont-ils laissé peu-à-peu appesantir leurs chaînes? L'Ignorance, la crainte de s'attirer une Puissance qu'on respectoit, le peu d'union & de concert à défendre ses Droits & sa Liberté, l'espérance d'avoir part à ses Graces, l'impossibilité d'y avoir part selon l'ordre établi, en ont été la cause, & il a fallu des siècles pour revenir des préjugés qu'avoient fait naître les idées outrées qu'on avoit de l'autorité des Papes, & le peu de connoissance du Droit Public Ecclésiastique; encore n'en est-on pas bien guéri.

Dès que Charles VII fut mort, son Fils & son Successeur Louis XI, pensa à abolir la Pragmatique, sans autre raison, au moins qu'on puisse deviner, que parce que son Pere l'avoit établie: mais la résistance de tous les Etats du Royaume fut si grande, qu'il n'osa l'entreprendre. Tous les Papes qui suivirent Eugene, employèrent inutilement tout ce que l'adresse peut suggérer de moyens, pour se remettre en possession de leurs prétendus Droits: enfin Leon X y réussit en partie, en substituant le Concordat à la Pragmatique. Ce changement

important, contre lequel on a tant crié & on erie encore aujourd'hui, mérite d'être développé avec soin : c'est ce que je vais tâcher de faire dans la Dissertation suivante.

---

## NEUVIÈME DISSERTATION.

*Des Avantages & des Désavantages du Concordat, de sa  
Légitimité, & des Droits de ceux qui le firent.*

**L**E Concordat, à le bien prendre, est une espèce de Traité de Paix entre la France & la Cour de Rome : Traité dans lequel, comme dans tous les autres, chacun chercha ses avantages, & fit ses conditions les meilleures qu'il put. Leon X, & François I, étoient presque également intéressés à terminer ces différends, qui s'aigrissoient tous les jours de plus en plus, & qui ne pouvoient manquer de dégénérer en une guerre ouverte : les Disgraces que l'opposition des Papes avoient fait essuyer à Louis XII dans ses guerres d'Italie, firent comprendre à François I, qu'il n'y feroit pas plus heureux, s'il ne se rendoit les Papes favorables, & qu'il n'y pourroit réussir, tandis que la Pragmatique, qui étoit pour eux une pierre de scandale, subsisteroit : Leon X de son côté avoit des vûes pour l'aggrandissement de sa Famille, qui lui faisoient souhaiter la protection de la France ; il comprenoit d'ailleurs, que jamais on ne souffriroit dans ce Royaume que l'abolition de la Pragmatique fût suivie du rétablissement des Droits que ses Prédécesseurs y avoient exercés avant elle, & qu'il étoit absolument nécessaire de lui substituer un autre Règlement qui retranchât ce qu'elle avoit d'odieux pour la Cour Romaine, sans rétablir les excès contre lesquels elle avoit été faite.

Dans ces vües , on négocia ; & cette Affaire , qu'on disoit interesser si fort la Religion , fut réglée par les seuls intérêts politiques. Le Chancelier Duprat , nommé par François I , pour dresser le nouveau Traité avec les Cardinaux d'Ancone & de Sancti Quatro , Commissaires du Pape , y employa tout ce qu'il avoit d'esprit & d'adresse : or , il en avoit beaucoup , & quoiqu'on l'ait accusé d'avoir montré beaucoup d'ignorance dans cette Négociation , c'étoit certainement un des habiles hommes de ce temps-là. Voici l'abrégé de ce fameux Traité.

Le premier article ôte aux Eglises Cathédrales de France le Droit d'Election : il établit que le Roi nommera au Pape dans l'espace de six mois un Docteur ou Licencié de Théologie , âgé au moins de vingt-sept ans , & que le Pape le pourvoyera de l'Eglise vacante ; si le Roi ne nomme pas une personne capable , il en nommera une autre , trois mois après en avoir été averti , à compter du jour du refus , au défaut de quoi le Pape y pourvoyra. Ce même article réservait au Pape la nomination des Evêchés & autres Bénéfices vacants *in Curia* , c'est-à-dire , dont les Possesseurs mourroient à Rome , & déclaroit nulles toutes les Elections qui se feroient au préjudice de son Droit , excepté toutefois les Parens du Roi , les personnes de Qualité & les Religieux Mandians d'une grande érudition : le même ordre est établi pour les Abbés & Prieurés Conventuels , où la Pragmatique avoit établi l'Election , à l'exception de l'âge , qu'on réduit à vingt-trois ans : on ne prétendoit pas déroger aux privilèges particuliers accordés à quelques Chapitres ou Monasteres d'élire leurs Evêques , ou leurs Abbés , mais il falloit qu'ils montrassent ces privilèges , qu'ils prouvassent par Titres authentiques qu'ils leurs avoient été accordés , toute autre espèce de preuve leur étant ôtée.

Le second article abroge toutes les Graces expectatives ,  
toutes



toutes les réserves spéciales & générales : Nous voulons & ordonnons , dit le Pape , que quant aux Bénéfices qui viendront à vaquer dans le Royaume de France , dans le Dauphiné , & dans la Comté de Bourgogne , on n'accorde aucunes Graces expectatives , ni réserves spéciales ou générales ; & s'il s'en accordoit à l'avenir , & que Nous & nos Successeurs accordassions quelques-unes de ces Graces , Nous les déclarons nulles & absolument inutiles. Le Pape par cet article acqueroit le pouvoir de créer une Prébende Théologale dans chaque Eglise Collégiale ou Cathédrale , que le Collateur ordinaire feroit obligé de donner à un Docteur, Licencié, ou Bachelier formé en Théologie , qui auroit étudié dix ans dans une Université , où il auroit enseigné ou prêché.

Le troisiéme article établit le Droit des Gradués , & regle que les Collateurs seront tenus de leur donner le tiers de leurs Bénéfices , c'est-à-dire , qu'ils nommeront des Gradués aux Bénéfices qui viendront à vaquer dans les mois de Janvier , Avril , Juillet & Octobre ; on y fixe le temps des Etudes nécessaires pour obtenir ces Grades ; on y établit certaines formalités que doivent observer les Gradués pour jouir de la préférence qu'on leur accorde.

Le quatriéme déclare que le Pape nommera à un Bénéfice dont le Collateur en aura dix à conférer , & à deux quand il en aura cinquante & au-dessus , pourvû que ce ne soit pas dans la même Eglise ; & que dans cette Collation le Pape aura droit de prévenir les Collateurs ordinaires. De plus , il est réglé que la juste valeur du Bénéfice soit exprimée dans les Provisions , qu'autrement la Grace feroit nulle.

Le cinquiéme & les suivans sont conformes à la Pragmatique.

Du reste , dans ce Concordat on ne parla point de la Supériorité du Concile au-dessus du Pape , on n'y fit pas même

mention des Annates , & on supposa que les Elections étant ôtées , la Cour de Rome rentroit dans ses Droits à cet égard , sans qu'il fût besoin de l'exprimer.

Il y eut pourtant un article où le Pape s'engageoit d'accorder au Roi la faculté de nommer aux Eglises & aux Monasteres de la Bretagne & de la Provence , & de confirmer les Privileges dont le Roi pourroit prouver que les Ducs de Bretagne & de Provence avoient jouï. Il promettoit encore d'envoyer un Légat Apostolique en France pour y regler la taxe des Bénéfices avec les Députés du Roi.

Rome gaignoit sans doute à ce Traité : outre les Annates , qui forment un revenu certain & très-considérable , la Souveraineté du Pape y étoit reconnüe ; car au fond il est le vrai Collateur des Evêchés & des Abbayes , & le Roi n'est que le Présentateur , au lieu que par la Pragmatique ces Bénéfices étoient indépendans de lui , sinon en cas de litige , encore alors falloit-il qu'il renvoyât l'Election à ceux qui avoient droit de la faire. De plus , il avoit du moins droit de nommer à quelques Bénéfices particuliers , au lieu que la Pragmatique lui avoit ôté à cet égard ce que le Concile de Bâle lui avoit laissé par une espece de pitié. Enfin ces Collations , quoique forcées , donnoient aux Papes de grands rapports avec la France , tenoient les Ecclesiastiques dans la dépendance par le Droit qu'il avoit d'examiner leurs mœurs & leur doctrine , obligeoient à bien des ménagemens à son égard , & lui donnoient occasion de faire sentir son autorité , & de causer de grands embarras , maître comme il étoit , de donner des Evêques ou d'en refuser : on l'a éprouvé du temps d'Innocent XI.

Le Roi en particulier y gaignoit autant à proportion que le Pape. Par ce nouveau Droit de nommer aux Evêchés & aux Abbayes , les Ecclesiastiques devenoient aussi dépendans de lui que ses autres Sujets ; leur fortune , leur élévation , étant

en sa main , ils ne pouvoient manquer de s'attacher & de lui être parfaitement soumis : attachement , soumission , qui devenoient universels dans leurs familles. Plus le Roi a de Graces & de Biens à distribuer , plus on est dévoué à ses volontés & à ses intérêts , & comme disoit Louis XIV , il est bien rare que l'esperance n'ait pas au moins quelque part dans les services qu'on leur rend. Personne n'ignore que nos Rois par ce nouveau Droit sont sans comparaison plus en état de donner qu'ils n'étoient auparavant , qu'ils donnent sans s'appauvrir , & qu'un Evêché , une Abbaye , tiennent lieu de récompense aux services rendus à la guerre & dans le cabinet : aussi on peut dire , & il est vrai , que depuis le Concordat l'autorité Royale a été toujours en croissant ; un Evêché , une Abbaye , qu'on espere pour son fils , pour son frere , est une espece de frein qui retient dans le devoir & dans la soumission.

Mais ces avantages que les Papes & les Rois ont tirés du Concordat , n'ont-ils point tourné au dommage de la Nation & de l'Eglise Gallicane ? On l'a dit , & on le dit encore tous les jours : mais oserai-je le dire ? On n'en apporte point de preuve solide , ce n'est que lieux communs & déclamations vagues. On prétendoit que le Concordat détruisoit absolument les Libertés de l'Eglise Gallicane , & l'on n'entroit dans aucun détail de ces Libertés. Ces Libertés consistent en ce qu'on n'est point tenu de se soumettre aux nouveaux Réglemens en matiere de Discipline ; en ce que les Evêques ne puissent être cités ni jugés à Rome ; en ce qu'on ne puisse appeller au Pape *omisso medio* ; en ce que les Rescripts de Rome , émanés *motu proprio* , n'ayent aucune force dans le Royaume ; en ce que les Bulles ne soient point censées y être reçues qu'elles n'ayent été publiées par la Puissance séculiere ; en ce que les Brefs concernant les affaires des Particuliers soient sujets aux Appels comme



d'Abus pardevant les Cours Sécularies. Or le Concordat ne touchoit à aucun de ces articles : comment donc , & en quoi anéantissoit-il les Libertés de l'Eglise Gallicane ?

C'étoit au fond le premier article , c'est-à-dire , le Droit d'Election ôté à la plupart des Cathédrales & des Abbayes , auquel on en vouloit davantage : on soutenoit que ce Droit étoit naturel , qu'il étoit même Divin , & qu'il n'y avoit point d'autorité qui pût l'ôter pour toujours. Ce Droit étoit effectivement fort intéressant , & il n'est pas étonnant que les Chanoines & les Moines missent tout en mouvement pour le conserver ; car outre que les Prétendans , pour la plupart , comptoient plus sur leurs intrigues auprès des Chapitres & des Communautés , que sur leurs sollicitations à la Cour , ils prévoyoit , comme il est arrivé , que la Noblesse , comme plus à portée de se faire connoître au Prince & de lui demander des Graces , obtiendrait seule ces grandes Places : c'est pourquoi ils crioient de tous côtés , que la science , la vertu , le vrai mérite , seroient dans l'oubli , tandis que l'ignorance occuperoit les Places qui leur étoient dûes , que les Peuples ne seroient plus instruits , & que la corruption des mœurs deviendrait bien-tôt aussi générale qu'elle l'avoit jamais été. Ces plaintes pouvoient être justes ; mais elles n'étoient que la compensation de celles qu'on pouvoit faire contre les Elections , dont la brigue , la corruption , les divisions , étoient presque inséparables : de sorte que les inconvéniens de ces deux manieres de remplir les Bénéfices étoient à peu près égaux. Pour ce qui regarde le Droit naturel & divin , qu'on croyoit non seulement permettre , mais ordonner les Elections , on l'avançoit sans preuve : tous les Réglemens qu'on avoit fait à cet égard , n'étoient que des Réglemens de police , qu'on pouvoit changer , modifier , supprimer même , sans donner aucune atteinte au Droit naturel & divin , qui permettoit à cet égard à la Puif-

sance temporelle de statuer ce qu'elle jugeroit à propos , sans lui rien prescrire de particulier.

C'étoit le Roi qui pouvoit citer en sa faveur le Droit naturel , qui l'autorisoit bien plus solidement que le Concordat à nommer aux Evêchés & aux Abbayes : étant contraire à la Souveraineté & au bon ordre , pour le maintien duquel elle a été établie , que les places importantes soient remplies indépendamment du Souverain , & que pour en exclure quelqu'un , il soit obligé de soutenir un Procès contre ses Sujets par-devant un Tribunal étranger. Ceux qui infistoient si fort sur les Elections , ne pensoient pas sans doute à ce Principe du Droit naturel , auquel la Pragmatique avoit dérogé presque aussi formellement que la possession où s'étoient mis les Papes , de remplir ces postes éminens.

Ce qu'on ajoûtoit , que les Rois précédens avoient ordonné les Elections , que l'autorité du Concile de Bâle , jointe aux Ordonnances des Rois , les avoit confirmés de la maniere la plus authentique , n'étoit pas plus solide. Ces Ordonnances , ces Décrets , n'étoient que des Réglemens de police , que la même espece d'autorité qui les avoit établis , pouvoit changer. De même donc , que le Concile de Bâle joint à l'autorité Royale , avoit rétabli les Elections , de même un autre Concile & un autre Roi , pouvoient les supprimer , & cela sans donner atteinte au Droit & au Pouvoir de ceux qui les avoient précédés : sans quoi , l'autorité publique iroit toujours en diminuant , & ne pourroit plus faire de nouvelles Loix , que les changemens des temps & des circonstances exigent si souvent. Du reste , l'événement a montré , que depuis le Concordat , l'Eglise de France a eu d'aussi bons Evêques , qu'elle en avoit du temps des Elections : & certes , c'étoit un soupçon bien injurieux à l'autorité Royale , que de croire que tout étoit perdu , parce que le Roi nommoit aux Evêchés.

& aux autres grands Bénéfices de ses Etats ; l'intérêt qu'il a que ses peuples soient bien conduits , ne devoit-il pas faire penser qu'il auroit autant de soin à choisir de bons Sujets pour remplir les Dignités Ecclésiastiques , qu'il en avoit pour remplir les Dignités Séculières ?

Une autre clause , contre laquelle on se récrioit le plus vivement , c'étoit la déclaration exacte de la valeur du Bénéfice , sous peine de nullité des Provisions. Cette déclaration pourtant , n'étoit ni injuste , ni impossible. N'est-il pas raisonnable que celui qui fait une Grace , sçache distinctement ce qu'il accorde ? Cette connoissance n'est-elle pas nécessaire pour le diriger à faire une équitable distribution ? Un Souverain n'a-t-il pas droit d'exiger qu'on lui fasse connoître l'importance de la Charge , de la Terre qu'on lui demande ? Si on l'a trompé , n'a-t-il pas droit de révoquer le Don qu'il avoit fait ? Quand Louis XIV sçut que le Revenu des Postes étrangères , qu'il avoit abandonné à Monsieur de Louvois , montoit à plusieurs millions , fit-il mal de révoquer le Don qu'il lui en avoit fait ? Etoit-il juste que les Jesuites du Collège de Hesdin profitassent du Don qu'un Roi d'Espagne , je pense que c'étoit Philippe III , leur avoit fait d'un Bois considérable que ces bons Religieux lui avoient demandé sous le nom d'une *Hayeure* , c'est-à-dire , d'une Haye un peu renforcée ? Ces cris supposoient donc qu'on vouloit continuer à tromper , comme on avoit fait jusqu'alors ; & plus ils étoient vifs , plus ils prouvoient la nécessité & l'équité de la Loi.

Les Conclusions qu'on prétendoit pouvoir être tirées du Concordat , contraires à la Souveraineté & à l'indépendance de la Couronne pour ce qui regarde le temporel , étoit un fantôme qu'on se formoit pour combattre avec quelque succès. En effet , ces prétentions sont si chimériques , que c'est leur faire



trop d'honneur que d'en faire mention, & de paroître s'en inquiéter, jusqu'à les combattre sérieusement.

Le défaut du Concordat n'étoit donc pas la suppression des Elections, qui étoit assés indifférente au bien de l'Eglise en général, & qui étoit fort avantageuse au Roi : c'étoit qu'on paroïssoit y reconnoître le Droit du Pape à conférer les Evêchés & les autres grands Bénéfices : mais c'est à quoi les Opposans ne firent presque aucune attention. C'étoit que le Pape acquéroit un nouveau Droit de conférer plusieurs Bénéfices inférieurs au préjudice des vrais Collateurs & Présentateurs ; qu'il continuoit à être le maître des Résignations, des Permutations, des Pensions ; que par là la plupart des Causes Bénéficiales dépendroient de Rome, & y seroient portées. Un autre défaut encore & des plus essentiels, c'étoit le rétablissement des Annates, qui enrichiroit Rome & appauvreroit le Royaume.

Mais le Roi prétendoit que ces défauts étoient réparés, même avec avantage, par la paix solide que ce Traité établissoit avec la Cour de Rome. Son Chancelier représentoit aux Opposans qu'un Pape n'étoit pas un ennemi méprisable, que la France ne l'avoit que trop éprouvé sous le dernier Règne ; que cette inimitié avoit fait perdre le Royaume de Naples, le Duché de Milan ; que Jules II. avoit ligué toute l'Europe contre la France ; que son Successeur, Leon X., étoit entré dans les mêmes vues ; que l'unique moyen de déconcerter les projets de cette Ligue formidable, avoit été d'en détacher le Chef ; que pour y réussir on avoit été contraint de lui abandonner la Pragmatique, à quoi on avoit substitué le Concordat, qui remédioit aussi efficacement qu'elle aux abus qu'on avoit voulu corriger & arrêter en l'établissant. Que du reste, au point où étoient les choses, on avoit crû qu'il étoit de la sagesse de prévenir les suites fâcheuses que devoit produire la

Condamnation de la Pragmatique résolue au Concile de Latran, en convenant avec le Pape, & avec ce Concile, d'un autre arrangement qui pût tenir sa place. A quoi il ajoutoit, qu'il s'en falloit bien que tout le monde en France pensât comme le Parlement, & fût aussi affermi que lui contre la crainte des Censures & du Schisme. Il représenta encore que le Concordat n'auroit pas des conséquences aussi fâcheuses qu'on affectoit de le publier; que les Réserves, les Expectatives étoient abolies, les Privilèges des Gradués conservés & éclaircis, & plus aisés à faire valoir; que le Pape ne nommeroit point d'Etrangers aux Bénéfices qu'il auroit à conférer; que le Roi par le Concordat rentroit dans les Droits dont ses Prédécesseurs n'auroient jamais dû souffrir que le Clergé se fût emparé, & qu'on ne comprenoit pas comment ses Officiers s'opposeroient à ce rétablissement; qu'enfin c'étoit un Traité de paix, dans lequel, comme dans tous les autres, chacun avoit cédé de ses prétentions, & que cette paix seroit durable, les deux Parties contractantes étant également intéressées à la maintenir.

Il faut pourtant avouer qu'on achetoit cette paix trop cher, quelque nécessaire qu'elle pût être, & qu'on ne devoit point du tout souffrir que la Pragmatique fût condamnée en termes aussi forts & aussi flétrissans qu'elle le fut au Concile de Latran, jusqu'à être appelée *Infernale, source de Corruption abusive*. Ce Règlement de discipline, quoiqu'approuvé par un Concile, pouvoit être changé par le concert des Parties contractantes ou de leurs ayants cause: mais il étoit absolument contre la justice & contre le bon ordre d'outrager ainsi ceux qui l'avoient établi; & cette démarche hautaine de la Cour de Rome auroit dû être une raison plus que suffisante pour rompre absolument avec elle. Mais on vouloit la paix, on vouloit conserver les Conquêtes d'Italie: c'est ce qui déterminait à tout

à tout souffrir & à recevoir la Loi. Ne pourroit-on pas dire aussi, qu'il est de la sagesse de céder à une opiniâtreté qu'on sçait être invincible; qu'il est des intérêts auxquels le point d'honneur doit céder, & que la Politique ordonne qu'on accorde à son ennemi un triomphe imaginaire pour éviter des maux, & pour se procurer des avantages réels? On ne devoit pas plus s'inquêter en France de la condamnation de la Pragmatique, qu'on s'est inquiété de nos jours de la condamnation qu'à fait le Parlement de la Grande-Bretagne, du Traité d'Utrecht, & de tous les Anglois qui y avoient eu part; & cette condamnation n'étoit pas une raison de rejeter le Concordat, comme la conduite du Parlement d'Angleterre n'en a pas été une de refuser d'entrer dans de nouveaux Traités avec cette Couronne. Ces sortes de procédures sont des affaires domestiques, dont les Etrangers ne doivent pas s'embarrasser: chaque Nation, chaque Cour a pour ainsi dire son stile & ses manieres; il seroit déraisonnable de s'en choquer, jusqu'à refuser tout accommodement au risque des malheurs que produiroit la rupture; je veux dire qu'on devoit regarder comme nulle la condamnation de la Pragmatique, mais qu'on ne devoit pas s'en choquer jusqu'à rejeter le nouvel arrangement qu'on lui substituoit pour terminer à jamais les querelles, & ôter à l'avenir tout sujet de division.

La raison qui me fait parler & penser de la sorte, c'est que la Cour de Rome étoit encore alors aussi puissante qu'elle eût jamais été; qu'on ne pouvoit l'offenser impunément; qu'elle n'auroit trouvé que trop d'exécuteurs de ses injustes Sentences, & que d'ailleurs la séparation d'avec cette Cour auroit infailliblement produit le changement de la Doctrine, & tous les maux qui en sont la suite.

Le Concordat étoit en quelque sorte nécessaire; il s'en falloit bien même qu'il fût aussi désavantageux à l'Etat, à l'Eglise,



& aux Ecclésiastiques, que le supposoient les violentes contradictions & le déchaînement presqu'universel qu'il eût à essuyer. Mais étoit-il légitime, & le Pape & le Roi qui le conclurent avoient-ils droit de se céder, de s'accorder ce qu'ils se céderent, & de s'y obliger mutuellement ?

Il n'est point nécessaire d'examiner à fond si les Auteurs du Concordat avoient réellement les Droits qu'ils prétendoient avoir ; il suffisoit qu'ils les prétendissent, & que d'ailleurs ils fussent capables de traiter, & qu'aucune autorité supérieure, ni le droit d'autrui, n'annullât leurs Conventions. Tous les jours on traite & on transige sur des droits litigieux ; c'est même la matiere ordinaire des Traités. Quelques injustes que soient les prétentions de son adversaire, & quelques justes qu'on croie les siennes, on est pourtant bien aise qu'il y renonce, & qu'il les borne ; pour l'y déterminer on ne fait point de difficulté, suivant les circonstances où l'on se trouve & le plus ou moins de raison qu'on a de le craindre, de lui en céder une partie. Quelque peu fondés que soient les Rois d'Angleterre à prendre le titre de Roi de France, leur prétention ne pourroit-elle pas être la matiere d'un traité entre eux & ceux qui portent cette Couronne ? Et si les premiers étoient en état de faire valoir ce Titre, les seconds feroient-ils mal de les engager par quelque cession à y renoncer absolument.

Je conviens donc, si l'on veut, je suis même persuadé que Leon X n'avoit aucun Droit de disposer des Evêchés & des Abbayes de France, & que par une suite nécessaire, il ne pouvoit donner à François I, un Droit réel d'y nommer : car citer les Décrétales en faveur des prétentions de ce Pape, c'est comme si on citoit les Déclarations des Rois d'Angleterre, pour prouver que la Couronne de France leur appartient. Mais c'étoit de ces prétentions-là même, qu'il étoit

question de tranfiger, afin d'établir une paix folide. Leon X & François I avoient certainement Droit de le faire : il s'agiffoit des Droits & des Interêts de l'Eglife Romaine, des Droits & des Interêts du Roi & des Eglifes de France. Nulle autorité ne leur lioit les mains à cet égard ; le Pape, en qualité de Chef de l'Eglife Romaine, le Roi, en qualité de Protecteur des Eglifes de fon Royaume, & en fa propre qualité de Roi, avoient toute l'autorité néceffaire à terminer leurs différends : les Droits des Eglifes de France & de l'Eglife Romaine ne pouvoient être cenfés Droits d'autrui, par rapport à leur Protecteur & à leur Chef ; le Règlement précédent, qu'il falloit infirmer, pour que le nouveau Traité qu'on lui fubftituoit eût toute fa force, n'étoit point irrévocable.

Ce fut avec beaucoup de vivacité que le Parlement déclara que la révocation de la Pragmatique étoit contraire à l'Ecriture fainte, aux Conciles généraux, aux fainrs Canons, aux Saints Peres, aux Droits civil & canonique, aux bonnes mœurs, aux libertés de l'Eglife Gallicane, & au bien du Royaume. Le changement d'un Règlement de Police ne peut être fufceptible de toutes ces qualifications ; de maniere que le Parlement tomboit à cet égard, dans les mêmes excès qu'il reprochoit au Pape & au Concile de Latran, au fujet des qualifications dont ils avoient norté la Pragmatique.

Les prétentions du Pape pouvoient donc être la matiere d'un nouveau Traité, il étoit le maître de s'en défifter en tout ou en partie : quoique la Ceffion ne donnât aucun Droit réel au Roi, elle lui étoit pourtant avantageufe, en ce qu'elle le rétabliffoit dans la poffeffion paifible de ce Droit, qu'on effoit de lui contester ; & le consentement de ce Prince aux conditions fous lefquelles cette Ceffion lui étoit faite, devenoit pour le Pape un titre légitime qui réalifoit les prétentions qu'il ne cédoit pas ; de forte, que foit que le Droit qu'il

acqueroit fût réel ou ne le fût pas , il n'étoit pas moins certain qu'en vertu du nouveau Règlement , nul Evêque ne pourroit être sacré , nul Abbé ne pourroit être béni que de son consentement.

Or , qu'y a-t'il en tout ceci qui ne soit conforme aux loix des Traités , qui réglent les prétentions des Contractans , soit qu'elles soient justes ou injustes , & réalisent suffisamment , du moins quant aux effets extérieurs , celles qu'ils se cèdent mutuellement ? Si l'Empereur & le Roi d'Espagne , qui prétendent avoir droit de faire des Chevaliers de la Toison d'or , faisoient un Concordat par lequel il seroit réglé que le Roi d'Espagne les nommeroit à l'Empereur , & que ce Prince fût obligé de les reconnoître , à moins qu'il ne pût prouver qu'ils fussent indignes de ce rang , ce Concordat seroit-il nul ? Et quoiqu'il ne donnât aucun Droit réel à celui des deux à qui il appartient véritablement , au Roi d'Espagne par exemple , pourroit-on conclure que son consentement a la condition sous laquelle l'Empereur cesseroit de lui disputer sa prérogative , ne réalisât pas une partie des prétentions de sa Majesté Impériale , & ne lui donnât pas un Droit réel sur les Promotions des Chevaliers de la Toison d'or ? Je ne prétends pas au reste que cette comparaison soit entière ; car le Pape , en qualité de Chef de l'Eglise & de Surveillant général en tout ce qui peut l'intéresser , a du moins quelque droit d'examiner si les Evêchés & les Abbayes , ces Places importantes , sont confiées à des Sujets capables.

Mais le Droit d'Élection appartenoit aux Chapitres & aux Communautés : ainsi le Concordat étoit contre les Droits d'autrui ; la Pragmatique ayant été établie du consentement de l'Eglise Gallicane , on ne devoit lui substituer un autre Règlement qu'avec les mêmes formalités ; d'ailleurs le Concordat étoit à l'avantage du Pape plutôt qu'à celui du Roi , & aug-



mentoit trop la puissance de la Cour de Rome, contre les entreprises de laquelle on doit toujours veiller. Le Droit d'Élection appartenoit aux Chapitres & aux Communautés, c'est-à-dire, qu'on le leur avoit accordé, & que le Souverain qui le leur avoit cédé, sans prétendre, sans pouvoir même l'aliéner & s'en dépouiller, pouvoit le reprendre; mais ce Droit n'étoit que positif; par conséquent il étoit susceptible de changement. La Loi naturelle qui dicte que c'est à l'Autorité Souveraine de remplir les Places importantes de l'Etat, est au-dessus de toute autre Loi, rien ne peut ni l'affaiblir, ni la supprimer, pas même la possession, & l'usage contraire, quelques tranquilles, quelque longs qu'ils ayent été: il est pourtant vrai que ce Droit que donne au Souverain la Loi naturelle, peut être restraint & assujetti à certaines regles, c'est-à-dire, qu'il ne doit l'exercer qu'avec la Puissance Ecclésiastique, aussi intéressée que lui à ce que ces Places importantes soient remplies par de dignes Sujets, & à qui d'ailleurs il appartient de donner la Jurisdiction spirituelle. Ces principes sont incontestables, & suffisent seuls pour répandre la lumière sur le Droit Public Ecclésiastique.

J'avoüe qu'il paroïssoit convenable, & qu'il eût été à souhaiter que l'affaire du Concordat se fût traitée comme celle de la Pragmatique. Mais ce qui paroît convenable à certains égards, ne l'est point par rapport à d'autres, & ce qui seroit à souhaiter n'est pas toujours praticable. Les Ecclésiastiques étoient trop intéressés dans ce Traité pour qu'on pût en remettre la décision à leurs suffrages; les intérêts de l'Etat étoient trop incompatibles avec leurs intérêts particuliers, pour les compromettre, & il n'est pas difficile de deviner lesquels auroient été sacrifiés. D'ailleurs dès que le Droit du Souverain, de supprimer les Elections, étoit certain, il n'avoit pas besoin de leur consentement, & il pouvoit retrancher une formalité, une

solemnité non nécessaire, & qui d'ailleurs auroit inmanquablement fait échouer ses projets. Ce n'est pas la première fois qu'il a fallu user d'autorité pour délivrer les Peuples de maux réels, & pour faire passer des Réglemens qui leurs étoient avantageux. Enfin les Rois de France sont véritablement Souverains, & leurs Edits, en ce qui n'intéresse pas leur Couronne & les Loix fondamentales de la Monarchie, n'ont pas besoin, pour avoir force de Loi, d'être autorisés par le consentement de leurs Sujets : or le Concordat ne bleffoit ni les Droits de la Couronne, ni les Loix fondamentales de la Monarchie, ni même les vrais Droits de l'Eglise & des Ecclésiastiques.

Sans doute que la Cour de Rome ne perdoit pas au Concordat, & eût-elle sans cela consenti à une paix qu'on n'étoit pas en état de la contraindre d'accepter ou d'accorder? Mais aussi c'étoit être injuste que de ne pas reconnoître que tout l'avantage n'étoit pas de son côté, & que le Chancelier Duprat avoit été du moins aussi habile Négociateur que les Cardinaux Commissaires de Leon X. Le Royaume par-là défunissoit la puissante Ligue qui s'étoit formée contre lui, & étoit délivré des embarras domestiques & étrangers que cette Cour, non moins artificieuse que vindicative & puissante, n'eut pas manqué de lui susciter. C'est à quoi Messieurs les Ecclésiastiques de ces temps-là ne faisoient point assez d'attention : à entendre leurs murmures & leurs plaintes amères, il semble qu'ils comptoient pour rien la perte du Duché de Milan, du Royaume de Naples, le démembrement peut-être des anciennes Provinces de France, pourvu que leur Droit d'Election demeurât sain & sauf, qu'on ne touchât point du tout à leurs Revenus, & qu'ils ne fussent pas obligés de déclarer exactement la valeur des Bénéfices qu'ils postuleroient ; car c'étoit-là à quoi se terminoient leurs griefs contre le Concordat.

Si on considère ce Traité par rapport au Roi, on sera forcé d'avouer qu'il lui étoit du moins aussi avantageux qu'au Pape, par le rétablissement du plus beau & du plus utile de ses Droits, & par leur possession tranquille dont elle l'assuroit, n'y ayant que la Cour de Rome qui pût les lui disputer. Quel-que soit le Droit du Pape, quoique le Droit sur le temporel soit fondé sur le spirituel que le Pape confère, ce n'est pas lui, c'est le Roi qui est censé donner l'Evêché, l'Abbaye, le Prieuré, c'est au Roi qu'on en est & qu'on s'en croit redevable, c'est à lui qu'on s'attache, & à qui on cherche à plaire pour les obtenir: on ne doit au Pape aucune reconnaissance; & si on vouloit prendre à la dernière rigueur ce terme, *par la grace du Siege Apostolique*, dont quelques Evêques se servent, il signifieroit que le Pape ne s'est point opposé, comme il l'auroit pû, à la nomination que le Roi lui auroit fait d'un mauvais Sujet; hors de là, il ne fait point de grace, puisqu'il n'a que ce titre pour refuser son consentement.

Pour ce qui regarde l'autorité du Pape, qu'on dit être augmentée par le Concordat, je ne vois pas sur quel fondement on le dit. L'extinction des Procès si fréquens au sujet des Elections dont la décision lui étoit dévolue, ne l'a-t-elle pas plutôt affoiblie? N'en est-il pas de même de ce Tribunal comme de tous les autres, dont l'autorité dépérit à proportion que diminue la multitude des affaires qu'on avoit coutume d'y porter? Après tout, il faut borner l'autorité du Pape, mais il ne faut pas la secouer, du moins si l'on veut conserver la Religion Romaine; il faut empêcher qu'il ne se fasse des titres pour réaliser ses prétentions; mais il faut conserver avec lui les liaisons & les rapports que demande sa qualité de Chef, d'Inspecteur général de l'Eglise, de ses Biens, & des Ecclésiastiques qui sont chargés de la conduite & de l'instruction des Peuples: il faut empêcher qu'il ne se fasse Souverain, &



qu'il en prenne le ton, mais il faut écouter ses avis & ses remontrances en ce qui regarde son district, qui est borné au spirituel, & qu'on ne doit absolument pas souffrir qu'il étende au temporel ni directement ni indirectement. En un mot, si c'est un abus, ce que je ne crois pas, que d'être convenu de la nécessité de son Attache pour avoir des Evêques & des Abbés, c'est le plus léger de ceux qu'on auroit à réformer; les Droits de l'Episcopat, presque anéantis par les bornes qu'ils y ont laissé mettre, par la multitude de privileges & d'exemptions qui tirent de leur dépendance cette multitude de Communautés, sont d'une toute autre conséquence.

Je ne dirai rien des Annates, ne pouvant excuser la cession qu'on en a faite que par la nécessité de la faire, & par l'impossibilité de terminer autrement les démêlés inquiétans qu'on avoit avec la Cour de Rome, à moins que peut-être on ne croie que les qualités de Chef & d'Inspecteur ne demandent quelque espece de tribut & de rétribution: cela supposé, on ne pouvoit gueres mieux les placer qu'on a fait. Je voudrois pourtant, même avec cette supposition, qu'on en eût fait un article du Concordat; ce seroit un titre authentique qu'ils n'étoient point dûs à la rigueur, au lieu que le silence qu'on y affecte à cet égard, semble prouver que l'abolition de la Pragmatique & leur rétablissement étoient inséparables. Je doute que cette réflexion ait échappé à la pénétration du Chancelier Duprat; mais le redoublement des cris & des oppositions du Clergé, aussi bien que du Parlement, qui en ce temps-là servoit d'organe aux Ecclésiastiques, que cet article auroit infailliblement causés, le détermina à le supprimer.

Depuis l'établissement du Concordat, qui prit enfin le dessus, la France & la Cour de Rome furent en assez bonne intelligence, à l'exception de quelques démêlés qu'on eût avec les Papes, non sous cette qualité, mais sous celle de Souverain.

rain. Cette tranquillité dura jusqu'aux temps malheureux de la Ligue, que l'ambition, appuyée du prétexte de la Religion, forma. Le Luthéranisme, qui avoit détaché de Rome une grande partie de l'Allemagne, ne fit pas en France de grands progrès; la sévérité des Loix, l'attention de François I à les faire observer, réprimerent l'amour de la nouveauté, & modérèrent le zèle des nouveaux Apôtres. Il y pénétra pourtant, du moins pour donner occasion à Jean Calvin de dresser un nouveau système de Réforme, où il pouffoit les choses encore bien plus loin que n'avoit fait Luther. Calvin n'épargna rien : à l'excepcion de la Divinité de Jesus-Christ, de la nécessité du Baptême, il rejetta tous les autres Dogmes de l'Eglise Romaine, il proscrivit le Sacerdoce, le Célibat, le Jeûne, l'Abstinence, le mérite des bonnes œuvres, bien entendu que le Culte des Saints, de leurs Images, de leurs Reliques, le Purgatoire, les Indulgences, eurent le même sort; en un mot, de tout l'extérieur de la Religion, il ne retint que l'Instruction & la Cène; c'est-à-dire, la manducation, en commun, du Pain qui n'est pas le Corps de Jesus-Christ, mais qui le signifie & le représente en cette occasion aux yeux de la Foi, de manière que cette manducation commune & publique devient une protestation de l'attachement qu'on a à la Doctrine du divin Sauveur; protestation qui ne peut être sincère qu'on ne soit contrit; d'où il suit que la Cène demande à peu près les mêmes dispositions, selon Calvin, que demande la Communion selon l'Eglise Romaine. Je fais cette observation, parce que je sçai qu'elle est échappée à plusieurs Ecrivains Catholiques, qui n'ont point du tout entendu la Doctrine du Réformateur dont je parle.

Ce Système nouveau, que son Auteur prétendoit renfermer la Doctrine primitive de l'Eglise, fût publié dans un Livre qu'il appella du nom d'Institution. Il l'avoit écrit en Latin,

qu'il sçavoit à fond : bien-tôt il fut traduit en François, & suivi de quantité d'autres, que le Public dévora, attiré par les peintures affreuses qu'on y faisoit du Clergé, sur-tout des Moines, d'autant plus capables de faire impression, qu'à quelques exagérations près, elles n'étoient que trop ressemblantes.

Les progrès de la nouvelle Doctrine furent d'une rapidité étonnante : les Peuples, peu instruits, fatigués de l'avidité de ceux qui les conduisoient, & scandalisés de leurs défordres, s'y attachèrent en foule ; quantité de personnes, de Noblesse, de Seigneurs même, prirent le même parti, & la fermeté de Henri II ne put en détourner une partie de la Famille Royale.

Ce Prince en mourant laissa trois fils encore fort jeunes, qui se succéderent l'un à l'autre en peu d'années. Au cas qu'ils n'eussent point d'enfans, selon les Loix de l'Etat, la Couronne appartenoit à la Branche qui avoit embrassé la Réforme : François II & Charles IX étant morts sans laisser d'héritier, on conjectura qu'il en seroit de même de Henri III. Sur cette conjecture, & sous prétexte que ce Prince ména-geoit trop les Réformés, il se forma une Ligue pour exclure du Thrône la Maison de Bourbon, qui restoit seule de la Famille Royale. Le zèle, l'amour de la Religion, donnerent naissance à cette Ligue, & l'ambition s'en servit pour exécuter ses projets : elle s'en servit avec tant de succès, que peu s'en fallut qu'Henri III, tout Catholique qu'il étoit, ne fût lui-même déposé pour mettre en sa place Henri Duc de Guise, Chef de ceux qui se disoient zélés Catholiques.

La perte de la France, qui paroissoit inévitable, si le Roi de Navarre, Henri de Bourbon, élevé par sa Mere dans la Réforme, montoit jamais sur le Trône, intéressoit trop la Cour de Rome pour qu'elle n'intervint point dans cette affaire. Trouvant un parti tout formé pour soutenir ses intérêts,



elle s'y attacha , elle l'approuva , & n'omit rien de tout ce que la politique , l'intrigue , lui purent suggérer de moyens pour le rendre supérieur ; à l'intrigue , à la politique , elle joignit des secours réels d'hommes & d'argent , elle sollicita tous les Princes de sa Communion à seconder ses efforts , & fit si bien , que les Réformés en s'épuisant pour mettre sur le Thrône un Prince de leur Religion , eurent la douleur de voir qu'il ne pouvoit y monter sans les abandonner.

Ces mouvemens ne se passerent point sans une infinité de Scènes tragiques : je ne parlerai que de celles qui ont rapport à mon sujet. Henri III, opprimé par la Ligue , & par l'ambition de son Chef, le Duc de Guise , qui n'aspiroit à rien de moins qu'à lui enlever la Couronne , prit enfin des sentimens dignes de la Majesté Royale. Ne pouvant se faire justice , selon les régles , de son redoutable ennemi , il le fit poignarder ; au même temps , il fit arrêter le Cardinal de Lorraine , frere de ce Duc , & l'Archevêque de Lyon , Confidens intimes , & presque aussi à craindre que le Duc. Ne sçachant aussi comment les garder , vû le grand nombre de leurs Partisans , il les condamna à mort , & les fit exécuter dans leur prison ; & peu de jours après , pour se mettre à couvert des ressentimens de la Ligue , furieuse de la perte de ses Chefs , il se joignit au Roi de Navarre.

Ce coup étourdit la Ligue , mais ne la déconcerta pas. Le Pape Sixte V , & Philippe II, Roi d'Espagne , la soutinrent de tout leur pouvoir. La mort du Cardinal de Lorraine , & la réunion d'Henri III, avec le Roi de Navarre , fournit au Pape l'occasion de lancer contre ce Prince toutes les foudres de l'Eglise ; il fut cité à comparoître à Rome , & n'ayant point obéi à cette citation , il fut excommunié. Les Partisans de la Ligue firent valoir cette Sentence , ils la publièrent , l'affichèrent par - tout où ils étoient les plus forts , ils la justifient.

Les Prédicateurs en public, les Confesseurs à l'oreille s'appliquent à décrier leur Souverain, & à en faire les peintures les plus odieuses, ils en vinrent même jusqu'à faire un crime de l'obéissance & du respect qu'on lui conservoit; l'Université consultée, décida qu'il étoit indigne de la Couronne, qu'il avoit perdu tous les Droits qu'il pouvoit y avoir, & qu'on ne pouvoit en conscience continuer de le reconnoître pour Roi.

Est-ce donc qu'un Souverain ne peut pas, quand tout autre moyen lui manque, se défaire d'un Sujet rebelle, qui soulève contre lui ses Peuples, & en veut à sa Couronne & à sa liberté? Je sçai que la Souveraineté dégénéreroit en tyrannie, si un Roi entreprenoit de condamner lui seul ceux qui lui paroïtroient coupables & de les faire exécuter; mais les circonstances où se trouvoit Henri III sont-elles communes? accorder à un Roi qu'il peut en ces occasions se faire justice à lui-même, c'est au fond ne lui accorder que ce que la Loi naturelle permet à un particulier qui n'a point d'autre moyen que le fer & la violence pour échapper à l'injustice d'un agresseur violent & artificieux. Or, il est évident que la qualité de Souverain, qui fait que tous ses Sujets sont ses justiciables, augmente & fortifie considérablement ce Droit naturel qu'a tout homme de se défendre quand il ne peut recourir à l'autorité des Loix. Il est encore certain, que par rapport à un Souverain réduit à cette extrémité, aucun de ses Sujets ne peut être privilégié, & qu'il n'est ni dignité, ni titre qui les mettent à couvert de sa juste vengeance. Ces privilèges, quoiqu'accordés & consentis par lui-même, ou par ses Prédécesseurs, ne sçauroient le lier, contraires comme ils sont à la Loi naturelle, & au Droit essentiel de la Souveraineté.

Toutes ces Réflexions veulent dire, que l'Excommunication fulminée contre ce Prince étoit injuste; que sa qualité de Souverain devoit l'en mettre à couvert; que le Cardinal

de Lorraine étoit son justiciable ; que les prétendus privilèges attachés au Cardinalat , ne peuvent lier l'autorité Royale jusqu'à changer en crime l'usage qu'elle fait de sa Puissance & de ses Droits ; que la Puissance Ecclesiastique n'a pas droit d'intervenir dans les affaires d'Etat & d'en juger ; qu'en un sens très vrai , la prétention du Pape de juger & de punir seul les Cardinaux , quoique Sujets des autres Souverains , n'est pas plus fondée que le seroit celle du Roi de France , qui soutiendrait que ce seroit à lui seul à punir & à juger les Espagnols qu'il auroit fait Chevaliers du Saint-Esprit ; qu'à la vérité , ces Dignités demandent des égards & des ménagemens , mais qu'après tout , il est des circonstances où l'on peut & l'on doit cesser de les avoir. Le Cardinal étoit entré dans les vues de son frere , & dans tous ses desseins , il étoit après lui l'Ame & le Chef de la Ligue , aussi ennemi d'Henri III , que du Roi de Navarre ; il étoit presque impossible de le garder sûrement. Pour le juger dans les formes , il eût fallu un temps infini , & jamais l'on n'en seroit venu à bout : malgré les oppositions de la Cour de Rome , & dans la confusion générale où étoit le Royaume , la sagesse vouloit qu'on ne laissât pas un ennemi si dangereux en état de nuire , d'autant plus à craindre , qu'outre l'exécution des projets ambitieux qu'il avoit formé pour l'aggrandissement de sa maison , il auroit encore son frere à venger.

Pour ce qui regarde les autres démarches du Pape , les mesures qu'il prit , les intrigues qu'il employa pour conserver en France la Religion Romaine , & pour écarter du Thrône le Prince qui avoit embrassé la Réforme , & qui n'auroit pas manqué de se servir de tout son pouvoir , pour la faire triompher , j'avoüe que je ne puis les blâmer ; il lui convenoit absolument d'en user comme il fit , il eût manqué à ce qu'il se devoit à lui-même , & à sa Dignité ; il eût violé toutes les



Loix de la sagesse & de la bienfaisance , je ne parle point de celles de la Religion , s'il ne l'avoit pas fait. Quelque déchaînement qu'on affecte aujourd'hui contre la Ligue & contre ses Protecteurs , je ne puis m'empêcher de dire avec Mezerai , qu'à parler humainement , elle a sauvé la Religion Catholique , & que si Henri IV avoit trouvé le chemin du Thrône ouvert & facile , jamais il n'eût pensé à changer de sentiment ; à quoi j'ajoute , que je ne vois pas pourquoi le Parlement de Paris a sévi contre le Livre d'un Jesuite nommé le Pere Jouvenci , Continuateur de l'Histoire de sa Societé. Cet Ecrivain s'étant exprimé au sujet de la Ligue , à peu-près comme Mezerai , à l'exception qu'il donne les Epithètes de *louables* & *d'heureux* , aux efforts que fit la Cour de Rome , pour empêcher le Calvinisme de devenir la Religion dominante. Le zèle à maintenir la Religion qu'on croit vraie , est toujours louable , & si on condamnoit l'usage des moyens humains & naturels que la sagesse & la politique fournissent , il faudroit condamner toutes les Nations de la terre. Je ne prétens pas approuver les excès de la Ligue , bien moins encore l'ambition de ses Chefs ; mais , dût le Parlement de Paris traiter cet Ecrit comme il a voulu traiter l'Histoire du Pere Jouvenci , je dirai hardiment qu'une Ligue faite précisément en vue de conserver sa Religion , n'est point blamable , qu'elle est même légitime & digne de louange. Le sçavant Hardouin dit en quelque endroit de ses Ouvrages , que la plupart des Royaumes Chrétiens , doivent leur origine aux Associations & aux Ligues que firent entre elles les Villes Chrétiennes , pour se soutenir & se défendre contre les Idolâtres.

Henri IV , forcé par la répugnance invincible du plus grand nombre de ses Sujets à reconnoître un Roi qui ne fût pas Catholique , abjura la Réforme , & revint à la Religion de ses Peres. Ce Prince étoit excommunié nommément , non seule-

ment comme Hérétique , mais encore comme Relaps. Du temps de la Saint Barthelemi on l'enferma dans le Louvre , & on le contraignit , le poignard à la gorge , de se déclarer Catholique ; la crainte de la mort le détermina à faire ce qu'on exigeoit de lui ; mais dès qu'il fut en liberté , il protesta de la violence qu'on lui avoit fait , & redevint publiquement ce qu'il n'avoit point cessé d'être dans le fond du cœur. C'est sur cette prétendue Conversion qu'il plut à la Cour de Rome de le traiter comme Relaps : en cette qualité il eut bien de la peine à obtenir l'Absolution des Censures qu'on prétendoit qu'il avoit encourues ; enfin il l'obtint , malgré les mouvemens que se donnerent la Cour de Madrid & les restes de la Ligue pour l'empêcher.

Je reviens à présent sur mes pas ; car quoique les changemens que Luther fit en Allemagne ne paroissent pas avoir de rapport avec le Droit Public Ecclésiastique François , il en a pourtant , du moins par l'occasion dont ce Docteur se servit pour déclarer la guerre à l'Eglise Romaine.

Leon X par le Concordat avoit conservé la France prête à lui échapper , & on peut dire sans témérité que la perte de ce grand Royaume eut été inévitable pour la Cour de Rome , si les nouvelles Doctrines avoient trouvé ces deux Puissances en guerre. Le Pontife ne fut pas si heureux par rapport à l'Allemagne : un simple Religieux lui causa plus d'embarras & plus de perte que le Parlement & le Clergé de France.

Cette guerre si funeste commença par une dispute fort vive sur les Indulgences , ou plutôt sur les abus des Indulgences. Depuis long-temps la Cour de Rome avoit trouvé le secret de changer en or & en argent le Trésor spirituel des Mérites surabondans de Jesus-Christ & des Saints , dont elle prétendoit être seule Dépositaire. Quand donc les Papes avoient besoin d'argent , ce qui leur arrivoit souvent , à cause de leurs dépenses

nécessaires ou superflües , sur-tout à cause de la passion qu'ils avoient presque tous d'enrichir & d'élever leur famille , quand , dis-je , ils avoient besoin d'argent , ils faisoient publier des Indulgences , avec des pouvoirs les plus amples de remettre toutes sortes de péchés , de commüer , de relever des engagements secrets qu'on avoit pris avec Dieu , soit de garder le Célibat , ou de faire quelque Pélerinage ou quelque'autre espece de bonnes œuvres , le tout bien entendu sous condition de faire quelque aumône , ou plutôt de payer quelque taxe. La piété simple des Peuples , que les Prédicateurs avoient soin d'animer par des éloges exaggués qu'ils leur faisoient du prix des Indulgences , & du peu qu'il leur en coutoit pour les gagner , en rendoit le débit sûr , & une Indulgence , qu'on sçavoit faire valoir , étoit un vrai Pérou.

Leon X , épuisé par son luxe & par les grandes dépenses qu'il avoit fait pour assurer à sa famille la possession de ce qu'elle avoit acquis , eut recours au moyen que ses Prédécesseurs avoient mis en usage pour remplir leurs coffres. Il fit publier en Allemagne & dans le Nord , que ceux qui contribueroient de leurs deniers au rétablissement de l'Eglise de Saint Pierre de Rome , gagneroient une Indulgence plénier , c'est-à-dire , la rémission de toutes les peines dûes à leurs péchés , & qu'ils participeroient à toutes les autres especes de Graces que le Saint Siege avoit coutume de joindre à cette Indulgence.

Les Augustins de Saxe étoient en possession de publier ces Graces & ces Indulgences ; Emploi du moins aussi lucratif qu'honorable. On chargea pourtant les Dominiquains de publier celles-ci : les Augustins , outrés de ce changement , résolurent de s'en venger ; & Luther , qui auroit volontiers employé son éloquence à les faire valoir , & à enflammer l'ardeur des Peuples à les gagner , & par conséquent à contribuer

au



au prétendu rétablissement de l'Eglise de Saint Pierre, l'employa à les combattre, & à détruire l'idée avantageuse qu'on en avoit.

D'abord il investiva contre les abus qui se commettoient dans la recette des taxes, ou si l'on veut, des aumônes; il s'éleva contre les exagérations des Prédicateurs. Il étoit difficile qu'il ne lui échappât dans une matière si délicate quelque proposition peu exacte, quelque comparaison odieuse: les Dominiquains, qui ne pouvoient justifier les abus & les exagérations qu'il leur reprochoit, voulurent rendre sa foi suspecte, & crièrent à l'Hérétique. Ce Religieux voulut se défendre, & continuer d'attaquer: se voyant soutenu & applaudi des Peuples, loin de se relâcher de ce qu'il avoit avancé d'abord, il s'exprima avec encore moins de ménagement; une proposition en amena une autre; & ayant commencé par attaquer des abus & des sentimens justement répréhensibles, il se trouva engagé à attaquer le fond même de la doctrine des Indulgences & de la plûpart des autres Dogmes de l'Eglise Romaine.

Cette affaire fut mal conduite: on la traita de bagatelle; on méprisa Luther, on lui fit un crime d'avoir appelé de la sentence du Légat, & on ne commença à le ménager, que lorsqu'on le craignit, & qu'il étoit assez soutenu & protégé pour ne plus craindre lui-même.

Je ne rapporte ce fait étranger à la France, que pour donner lieu d'observer que si les Evêques avoient conservé leurs Droits, que si les Papes ne s'étoient pas conduits comme Souverains de l'Eglise, ces abus, ces scandales, ces éclats, ces divisions, qui en ont été la suite, ne seroient jamais arrivés: l'abus que chaque Evêque fait de sa puissance, auroit été facilement corrigé & réprimé: mais quand celui qui se croit & qu'on croit Souverain, abuse de la sienne, à quels

éclats n'en faut-il pas venir pour la réduire à de justes bornes ? Et ceux qui l'entreprennent , sont-ils toujours assez sages , assez modérés , pour s'en tenir précisément à ce qui suffiroit ? Après tout , il faut avouer que ce fracas auquel les Indulgences ont donné occasion , a produit un bien solide , en mettant l'Eglise Romaine dans la nécessité de retrancher cet air de lucre fardé , & ces abus grossiers qui accompagnoient les largesses qu'elle faisoit de ses Trésors spirituels. On les a rendues plus communes qu'elles n'ont jamais été , à peine est-il une action de Religion à quoi on n'en ait attaché ; les Ordres Religieux , sur-tout ceux qui sont en faveur à Rome , en regorgent pour , ainsi dire , on les attache à une Médaille , à un Chapelet ; je crois avoir ouï dire que chaque Jésuite , à la Canonisation de leurs deux derniers Saints , Gonzague & Stanislas , en avoit eu cinq ou six cent à distribuer à leurs devotes , & à leurs amis : mais du moins on ne les trafique plus , on ne les vend plus , on n'en afferme plus le produit , & on donne gratuitement ce qui ne coûte rien.

Quelque résolution que j'eusse pris de ne plus m'engager dans aucune discussion épineuse , dont le peu d'usage que j'ai de ces sortes d'études auroit dû me faire abstenir tout-à-fait , je ne puis m'empêcher d'approfondir un peu à ma manière la doctrine des Indulgences. Plus elle est difficile & scabreuse , plus je me flatte qu'on me sçaura gré de m'être appliqué à la développer ; du moins mon travail servira à ma propre instruction , s'il ne sert pas à celle des autres.



## DIXIÈME DISSERTATION.

*Des Indulgences.*

L'INDULGENCE n'est rien , ou c'est une Rélaxation , une Rémission des peines dûes au peché , même pardonné ; car si la Coulp subsiste , (c'est le langage de l'Ecole ,) il n'est pas concevable que la peine soit remise. Cette définition , toute simple qu'elle paroît , demande d'être méditée & développée avec soin. D'abord , on pourroit demander si pardonner un peché & remettre la peine qui lui est due , ne sont pas la même chose ? Pour satisfaire à cette question , il faut distinguer deux sortes de pardons ; l'un total & parfait , l'autre imparfait & restraint. Il est hors de doute que le pardon parfait & total , exclut toute vengeance & toute punition , & que le pardon imparfait & restraint , n'est censé tel , que parce qu'il en suppose quelqu'une moindre que celle qu'on avoit encourüe par la faute qu'on avoit fait ; puisque , pardonner & punir autant qu'on avoit droit de le faire , renferme une vraie contradiction. Or , Dieu , dit-r'on dans l'Eglise Romaine , ne pardonne parfaitement , que lorsque le pécheur a une Contrition parfaite ; s'il ne l'a pas , il ne lui pardonne qu'imparfaitement , c'est-à-dire , qu'au lieu de le punir de la peine éternelle qu'il avoit mérité , il se contente de lui faire souffrir une peine passagere : A peu près , comme si le Souverain , au lieu de faire trancher la tête à un Criminel , le condamnoit aux Galères pour deux ou trois ans. C'est donc du peché pardonné imparfaitement , que doit s'entendre la définition que j'explique. Je ne prétens pas examiner si ces distinctions sont fondées , & si réellement Dieu pardonne de ces deux sortes de manières , je n'ai point d'au-



tre dessein , que d'exposer simplement aux Catholiques Romains , ce qu'on leur ordonne de croire.

En second lieu , ces mots de *Rélation* , de *Rémision* , sont aussi équivoques. Il est une *Rélation* gratuite , & une autre qui ne l'est pas ; la *Rélation* est gratuite , quand celui qui l'a fait , n'est déterminé à la faire , que parce qu'il le veut ; elle ne l'est pas , quand il y est déterminé par quelque autre motif : je pardonne à un tel , ou plutôt je lui remets la peine que j'aurois droit de lui faire souffrir , uniquement parce que je le veux , ma *Rélation* est gratuite ; mais elle ne l'est pas , si je lui remets la peine qu'il mérite , en vue des mérites d'un de mes amis que je lui impute , ou dont j'ai consenti qu'on lui fit une espèce de cession. Or , la définition suppose cette *Rélation* non gratuite , qui se fait par l'imputation ou distribution des satisfactions surabondantes de Jesus-Christ & des Saints , que les Chefs de l'Eglise prétendent avoir droit de faire.

Les Satisfactions de Jesus-Christ sont d'un prix infini , par conséquent elles sont surabondantes ; & y joindre celles des Saints , c'est ajouter une goutte d'eau à l'Océan : de plus , il est difficile de comprendre cette surabondance de mérite des Satisfactions des Saints , vû que leurs œuvres satisfactoires , qui n'ont pas servi à acquitter leurs dettes , ont servi à augmenter leurs récompenses ; d'où il paroît suivre , que cette partie du Trésor de l'Eglise Romaine , n'est pas trop assurée , & que sa possession à cet égard , n'a point d'autres titres que les idées abstraites des Scolastiques.

En troisième lieu , qu'elles sont ces peines dûes au péché , que l'Indulgence remet ou diminue ? Ce ne sont assurément pas les peines de cette vie , qu'on attribue communément à la vengeance divine , telles que sont les calamités publiques , le dérangement des saisons , les disgrâces , les maladies , la

perte des biens , la mort d'une Epouse , d'un Epoux , d'un  
 Enfant , tendrement chéris ; on ne voit pas que les Peuples  
 qui n'ont jamais eu , ou qui ont cessé d'avoir part aux In-  
 dulgences , soient plus sujets à ces maux temporels , que ceux  
 à qui on les prodigue : ce n'est pas non plus des peines ca-  
 noniques , que les Indulgences délivrent ; ces peines ont cessé  
 d'être en usage , & si les Indulgences n'avoient point d'autre  
 effet que d'en exempter , elles seroient absolument inutiles ;  
 de plus , ces peines canoniques n'étoient que pour les pechés  
 publics , ainsi l'Indulgence ne seroit profitable qu'aux pécheurs  
 scandaleux , puisqu'on ne doit point de satisfaction à l'Eglise  
 pour les pechés secrets. Enfin , je crois l'avoir déjà dit , j'ai  
 peine à croire que les Chrétiens aient jamais été gouvernés  
 comme les Moines , chez qui chaque faute a sa peine mar-  
 quée ; cette conduite eut trop senti la Souveraineté , & ne pour-  
 roit-on pas dire même qu'elle eût senti la tyrannie ? La péni-  
 tence doit être volontaire ; si elle ne l'est pas , elle devient un  
 supplice , que la violence seule peut déterminer à subir ; ces  
 peines déterminées pour chaque espèce de peché , tant pour  
 un Adultère par exemple , tant pour un Homicide , empor-  
 toient la révélation des pechés secrets , par conséquent elles  
 n'ont jamais pu ni dû être en usage. C'est donc des peines  
 passagères dont le pécheur doit être puni dans l'autre vie ,  
 que les Indulgences délivrent ; de manière que la Doctrine des  
 Indulgences est liée avec celle du Purgatoire , & qu'il n'y a  
 point d'Indulgence , s'il n'y a point de Purgatoire : quoique  
 après tout , l'existence du Purgatoire ne soit pas une preuve  
 sûre de la réalité des Indulgences ; cette sûreté dépend uni-  
 quement du pouvoir qu'a l'Eglise sur les Morts : ce qui est de  
 certain , c'est que la créance de ce pouvoir a été & est encore  
 une source inépuisable de richesses pour le Clergé , & c'est  
 particulièrement en vue de procurer du soulagement aux ames.

de ses parens morts, qu'on a dépouillé ses parens vivans, pour multiplier les Prêtres & les Moines, & les mettre en état de prier & de chanter à leur aise. Je répète encore, que je ne prétens point entrer dans le fond de ces questions, & que mon unique dessein est d'exposer ce que l'Eglise Romaine ordonne de croire.

J'observe d'abord, que l'usage des Indulgences a été absolument inconnu dans les premiers siècles de l'Eglise; je n'aurois garde de dire la même chose de la Priere pour les Morts: & je ne puis m'empêcher d'ajouter que ce non-usage est un préjugé violent contre le fond même de cette Doctrine; car si l'Eglise avoit ce pouvoir, pourquoi, pendant plusieurs siècles ne s'en seroit-elle pas servie? Je ne pense pas qu'on puisse répondre à cette question d'une manière satisfaisante. Rien n'est plus embarrassé que les recherches sur l'origine & les commencemens des Indulgences: ce qu'on dit communément que les Martyrs & les Confesseurs y ont donné naissance par leurs billets, où ils prioient qu'en considération de leurs souffrances, on remît à certains pécheurs qu'ils nommoient, une partie de la Pénitence à quoi l'Eglise les avoit condamné, loin d'éclaircir la matière, cause un nouvel embarras: ces Martyrs, ces Confesseurs, pouvoient-ils croire que Dieu leur étoit redevable, qu'ils eussent des mérites surabondans, & que leur satisfaction suffisoit pour acquitter envers la Justice divine leurs dettes & celles de leurs amis? Peut-on prouver que la rémission que faisoit l'Eglise des peines canoniques, fut nécessairement liée avec la rémission des peines que ces Pécheurs avoient mérités de souffrir après leur mort? Si c'est-là l'origine des Indulgences; c'est-à-dire, que les intercessions des Martyrs ont fait penser à l'Eglise qu'elle pouvoit accorder beaucoup plus qu'on ne lui demandoit, & appliquer elle-même à qui elle jugeroit à propos ces prétendus mérites sura-



bondans , & que comme on a trouvé qu'ils ne suffisoient pas pour tant de largesses , on y a joint les Satisfactions infinies de Jesus-Christ.

Je serois presque tenté de croire que les Indulgences doivent leur origine à l'opinion de la Souveraineté , & de la puissance presque infinie du Pape , & que plus cette opinion s'est affermie , plus les Indulgences se sont répandues & multipliées. La piété crédule & le désir naturel aux coupables d'éviter les peines qu'ils ont mérités , ont fait croire sans hésiter , que ce pouvoir si flatteur & si intéressant étoit réel. Ceci n'est qu'une conjecture , qui n'auroit guères , & point du tout de solidité , s'il n'étoit pas constant que les Papes se sont appropriés , & ont prétendu quantité de Droits qui ne leur appartenient pas. Un autre fait qui paroît encore appuyer cette conjecture , c'est que les Eglises les plus anciennes sont les moins riches en Indulgences ; les Cathédrales , les anciens Monastères en ont très peu , soit qu'ils fussent assez riches pour se passer de ce secours , ou qu'ils ne voulussent point prendre part à ce qu'ils regardoient peut-être pour un abus & comme un relâchement pernicieux de l'ancienne Discipline. C'est sur-tout depuis les Croisades , & bien plus encore depuis l'établissement des Religieux Mendians que l'Eglise Romaine a prodigué son Trésor. En effet , comment auroient-ils vécu si on n'avoit trouvé le secret d'attirer en foule les Peuples dans leurs Eglises & dans leurs Oratoires , par les Indulgences dont on les a enrichis , & par les amples pouvoirs de remettre toutes sortes de péchés qu'on donnoit à ces Religieux ? L'émulation s'est mise ensuite parmi le Clergé Séculier , les Paroisses ont aussi demandé & obtenu quelques Indulgences : mais les Papes ont toujours été fort réservés à leur en accorder ; & je crois pouvoir assurer que le Tiers - Ordre des Franciscains ou des Dominiquains , est plus riche en ce genre que toutes

les Paroisses. On connoit distinctement l'époque de l'institution du Jubilé qui attiroit à Rome tant d'Etrangers & tant d'argent ; les Autels privilégiés pour les Trépassés sont d'une invention nouvelle : & je ne crois pas qu'on trouve une seule Eglise de Jesuites où cette Inscription se lise.

Quoiqu'il en soit de ce Trésor , il est certain qu'on en a étrangement abusé , qu'on l'a prodigué , qu'on l'a dissipé même ; qu'on a donné à l'administration qu'on en a faite l'air d'une invention pratiquée pour duper la pitié & la crédulité des peuples , toujours faciles à séduire par le prétexte de Religion ; & que ces excès , ces défauts de conduite , sont une preuve à jamais durable que la Cour de Rome n'est pas infallible. Pouvoir-on espérer que la fascination dureroit toujours , que personne n'appercevrait ces désordres & n'entreprendrait de les faire remarquer ? Et quand enfin ce qu'on devoit craindre est arrivé , devoit-on prendre la chose avec tant de hauteur ? Ne falloit-il pas plutôt s'exécuter soi-même , & condamner de bonne foi ces abus insoutenables , & à quoi dans la suite on a été obligé de renoncer ? Une Bulle de Leon X, qui auroit mis les Indulgences sur le pied où elles sont aujourd'hui , c'est-à-dire sans Taxe , sans Monopole , sans Lucre , auroit été bien reçue , & auroit , selon toutes les apparences , calmé les esprits & étouffé la division naissante.

Ce seroit pourtant une injustice, que d'attribuer aux Papes seuls les désordres qui accompagnoient la publication des Indulgences , & les artifices odieux qu'on employoit pour les faire valoir : ceux qui en partageoient le profit avec eux , étoient du moins aussi coupables ; c'étoit eux qui publioient cette foule de Visions , de Révélations , qui n'avoient point d'autre but que d'augmenter les Contributions. Ces Questions ridicules , si le Pape pouvoit tirer toutes les âmes du Purgatoire ; s'il pouvoit appliquer les suffrages déterminés des Fidèles

les aux unes préférablement aux autres ; si l'Excommunication avoit lieu dans le Purgatoire, venoient-elles d'un autre principe ? Ces hommes avides pour animer, pour picquer l'ardeur des Fidèles, pour l'emporter sur leurs Concurrans, les Franciscains, par exemple, sur les Dominicains, n'exagéroient-ils pas les Graces dont la distribution leur étoit commise ; ne s'en attribuoient-ils pas qu'ils n'avoient point en effet ? De quelle autre source pourroient venir ces listes, ces catalogues d'Indulgences qu'on voit encore imprimés, quoique le Concile de Trente les ait déclarés apocryphes & indignes de créance ? Tel jour, disent ces listes, outre la délivrance d'une ame du Purgatoire, on gagnera six mille sept cent trente-trois ans d'Indulgence, & je ne sçai combien de Quarantaines ; tel autre, l'Indulgence est de cent ou de deux cent mille ans ; si le jour est plus solennel, à l'Indulgence plénierie on en joint une autre de quelques centaines ou de quelques mille d'années ; une Indulgence de sept ans, de quarante ans, est pour les jours les plus communs, & on y joint toujours quelques quarantaines.

La plus grande partie des excès qui se commettoient autrefois, ont été abolis ; mais à qui en est-on redevable ? Les Conciles de Constance & de Bâle, si zélés pour la réformation de l'Eglise, n'avoient osé, ou n'avoient pas voulu entamer cet article essentiel, il a fallu que les ennemis de l'Eglise Romaine contraignissent les Papes à se désister de ces pratiques odieuses. Quelle indignité, par exemple, de ne communiquer la Grace du Jubilé qui se gagnoit à Rome, qu'à ceux qui payeroient la moitié de la dépense qu'ils auroient faite pour le voyage ! Le produit de cette taxe parut si excessif au Pape même qui l'avoit imposée, qu'il la réduisit au tiers ou au quart. Je veux croire qu'un vrai zele pour l'honneur de la Religion animoit les Papes à faire la guerre aux ennemis du nom Chré-



rien ; mais le profit qu'ils en tiroient par les Indulgences qu'ils firent publier tant de fois sous ce prétexte , ne pourroit-il pas aussi y avoir eu part ? A cette manière d'amasser de l'argent qu'on joigne toutes les autres , les Décimes , les Réserves , les Expectatives , les Annates , les Dispenses , on verra combien étoient justes les plaintes de tous les Etats Chrétiens contre l'avidité de la Cour de Rome , & on aura peine à comprendre dans quel abîme pouvoient se perdre ces fleuves d'or & d'argent , qui de toutes parts couloient dans le Vatican ; & bien moins encore comprendra-t'on que les Peuples & les Souverains ayent souffert si long-temps ces différentes manières de les épuiser. Si , à ce que les Papes tiroient , on ajoute ce que cette multitude de Prêtres , de Moines , de Religieux , coûtent au public , on concevra sans peine pourquoi le Commerce est plus florissant , pourquoi les Peuples sont plus aisés dans les Pays qui ont secoué le joug de l'Eglise Romaine. Ce défaut ne vient pourtant pas de sa doctrine , mais de l'abus qu'on en fait , & du trop grand empire qu'on a laissé prendre aux Ecclésiastiques , du peu d'attention des Souverains à les empêcher de se multiplier à l'excès , & à mettre des bornes à leur avidité , aussi bien qu'à la libéralité indiscrete des Peuples ; mais ces réflexions me mèneroient trop loin.

On a donc retranché les abus crians des Indulgences : mais on en a encore beaucoup laissé , elles sont trop communes , & on les attache à des sujets bien minces ; je ne crois pas qu'il y ait un seul jour à Paris où on ne voye à la porte de quelque Eglise un Ecrivain qui annonce une Indulgence plénier. Pour ce qui est des Religieux & des Religieuses , il a fallu qu'on supposât qu'ils seroient extrêmement chargés de dettes , puisqu'on leur a prodigué , comme on a fait , le moyen de les acquitter ; qu'un Religieux , en se levant , baise son habit , sa robe , il gagne une Indulgence d'un certain nombre de jours ,

peut-être même est-elle plénier ; qu'il visite son Oratoire dans un temps particulier , autre Indulgence ; les Carmes , dit-on , prétendent qu'on gagne une Indulgence considérable , quand en voyant quelqu'un d'eux , on dit en soi-même , voilà un serviteur de Marie ; je ne sçais s'il n'y a point quelque Indulgence attachée à assister au supplice des malheureux que l'Inquisition fait brûler en Espagne & en Portugal.

Du reste , comme je l'ai déjà dit , la Doctrine des Indulgences est extrêmement embarrassée ; elle ne paroît guères fondée ni sur l'Ecriture ni sur la Tradition , il paroît probable qu'elle n'a point d'autre source que l'idée outrée qu'on s'est faite de la puissance des Papes : l'usage mercenaire qu'on en a fait si longtemps , & qu'on continue encore d'en faire , quoique d'une manière bien moins criante , suffiroit presque seul pour rendre cet établissement suspect. Il en est de même des conditions marquées pour en profiter ; il faut être en état de grace , il faut être contrit : il est incertain quelle espece de contrition il faut avoir , si c'est la contrition parfaite ou l'attrition ; de manière qu'en paroissant donner beaucoup on ne donne peut-être rien ; car selon les Docteurs Catholiques la contrition obtient un pardon parfait , & n'a pas besoin d'Indulgence. Il en est à peu près de même des Indulgences pour les morts : on ignore absolument combien elles leur sont profitables , je pourrois même dire qu'on ignore si elles peuvent leur être appliquées , & si le pouvoir des clefs s'étend jusqu'à elles. En un mot toutes ces doctrines qui tendent à faire du Pape un Souverain , & à enrichir les Ecclésiastiques , sont justement suspectes , quoique pourtant il ne suive pas de là qu'elles soient fausses , & qu'on doive les rejeter précisément parce qu'elles favorisent l'ambition & l'avidité.

Rien ne prouve mieux l'obscurité de cette Doctrine , que le Décret du Concile de Trente : il évite à cet égard d'entrer

dans aucun détail ; & à le prendre à la lettre , il ne paroît pas autoriser l'idée qu'on a communément des Indulgences.

Le pouvoir de conférer les Indulgences , ainsi s'exprime le Décret , ayant été accordé par Jesus-Christ à l'Eglise , qui dès les premiers temps a usé de cette puissance , le Concile ordonne & prononce qu'on doit garder & retenir dans l'Eglise l'usage des Indulgences , comme très-salutaire au peuple Chrétien , & approuvé par l'autorité des Saints Conciles , & frappe en même temps d'anathême tous ceux ou qui disent qu'elles sont inutiles , ou qui nient que l'Eglise ait la puissance de les accorder. Il desire néanmoins , que selon la coutume ancienne & approuvée , on les accorde avec réserve & modération , de peur que , par trop de facilité , la Discipline Ecclésiastique ne vienne à s'affoiblir.

A l'égard des abus qui s'y sont glissés , & à l'occasion desquels ce nom favorable d'Indulgence est blasphémé par les Hérétiques , le Concile souhaitant extrêmement qu'ils soient réformés & corrigés , ordonne en général , que toutes recherches de gains criminels dans leur distribution , soient entièrement abolies , comme ayant été la cause de plusieurs abus qui se sont répandus parmi le peuple Chrétien : & pour tous les autres abus qui sont venus ou de superstition , ou d'ignorance , ou d'irrévérence , ou de quelque autre cause que ce soit , comme ils ne peuvent pas être aisément spécifiés en détail , à cause de la grande variété de désordres & de corruptions qui se commettent à cet égard selon la diversité des Lieux & des Provinces , il ordonne à tous les Evêques de recueillir , chacun soigneusement dans leur Diocèse , toutes ces sortes d'abus , & d'en faire le rapport dans le premier Synode Provincial , pour être ensuite renvoyés au Souverain Pontife , afin que par son autorité & par sa prudence , il règle ce qui sera expédient à l'Eglise universelle , & que par ce moyen ,



le Trésor des saintes Indulgences soit dispensé avec piété, sainteté & sans corruption.

Selon ce Décret, un Catholique Romain n'est point obligé de croire qu'il y ait des Indulgences applicables aux Morts, que la vertu des Indulgences soit la remission des peines passagères destinées au péché dans l'autre vie, que les Indulgences soient le supplément du pardon imparfait que Dieu accorde à la contrition imparfaite, que le mérite infini des satisfactions surabondantes des Saints soient le fonds d'où l'Eglise tire les Indulgences; il peut regarder ces sentimens comme des explications arbitraires qu'il a plu aux Théologiens de donner, & à l'autorité desquels il n'est point du tout obligé de se soumettre: en un mot, il satisfait à ce décret, pourvu qu'il croie que l'Eglise peut user d'indulgence, & remettre au pécheur en tout ou en partie, les peines qu'elle auroit droit de lui imposer. Et certes, le souhait du Concile, que les Indulgences soient accordées avec réserve & modération, de crainte que la Discipline Ecclésiastique ne vienne à s'affaiblir, semble supposer que l'indulgence de l'Eglise ne consiste qu'à remettre ces sortes de dettes. Or, quelle peine pourroit-on avoir à croire les Indulgences entendues de la sorte? Toute société n'a-t-elle pas droit de se relâcher de ses droits, & de remettre à certaines conditions les peines qu'on a méritées pour avoir transgressé ses Loix & ses Réglemens?

J'ai remarqué d'avance que le souhait du Concile n'a point du tout été accompli, que les Papes ont continué d'accorder des Indulgences sans réserve & sans modération: à quoi j'ose ajouter, que le Concile devoit se charger de faire lui-même ces réformes, & que le principal auteur des abus & des désordres sur lesquels on gémissoit avec tant de raison, n'étoit guères propre à les corriger; l'expérience constante qu'on avoit faite du peu de disposition des Papes à réformer les abus

dans aucun détail ; & à le prendre à la lettre , il ne paroît pas autoriser l'idée qu'on a communément des Indulgences.

Le pouvoir de conférer les Indulgences , ainsi s'exprime le Décret , ayant été accordé par Jesus-Christ à l'Eglise , qui dès les premiers temps a usé de cette puissance , le Concile ordonne & prononce qu'on doit garder & retenir dans l'Eglise l'usage des Indulgences , comme très-salutaire au peuple Chrétien , & approuvé par l'autorité des Saints Conciles , & frappe en même temps d'anathême tous ceux ou qui disent qu'elles sont inutiles , ou qui nient que l'Eglise ait la puissance de les accorder. Il desire néanmoins , que selon la coutume ancienne & approuvée , on les accorde avec réserve & modération , de peur que , par trop de facilité , la Discipline Ecclésiastique ne vienne à s'affoiblir.

A l'égard des abus qui s'y sont glissés , & à l'occasion desquels ce nom favorable d'Indulgence est blasphémé par les Hérétiques , le Concile souhaitant extrêmement qu'ils soient réformés & corrigés , ordonne en général , que toutes recherches de gains criminels dans leur distribution , soient entièrement abolies , comme ayant été la cause de plusieurs abus qui se sont répandus parmi le peuple Chrétien : & pour tous les autres abus qui sont venus ou de superstition , ou d'ignorance , ou d'irrévérence , ou de quelque autre cause que ce soit , comme ils ne peuvent pas être aisément spécifiés en détail , à cause de la grande variété de désordres & de corruptions qui se commettent à cet égard selon la diversité des Lieux & des Provinces , il ordonne à tous les Evêques de recueillir , chacun soigneusement dans leur Diocèse , toutes ces sortes d'abus , & d'en faire le rapport dans le premier Synode Provincial , pour être ensuite renvoyés au Souverain Pontife , afin que par son autorité & par sa prudence , il règle ce qui sera expédient à l'Eglise universelle , & que par ce moyen ,

le Trésor des saintes Indulgences soit dispensé avec piété, sainteté & sans corruption.

Selon ce Décret, un Catholique Romain n'est point obligé de croire qu'il y ait des Indulgences applicables aux Morts, que la vertu des Indulgences soit la remission des peines passagères destinées au péché dans l'autre vie, que les Indulgences soient le supplément du pardon imparfait que Dieu accorde à la contrition imparfaite, que le mérite infini des satisfactions surabondantes des Saints soient le fonds d'où l'Eglise tire les Indulgences; il peut regarder ces sentimens comme des explications arbitraires qu'il a plu aux Théologiens de donner, & à l'autorité desquels il n'est point du tout obligé de se soumettre: en un mot, il satisfait à ce décret, pourvu qu'il croie que l'Eglise peut user d'indulgence, & remettre au pécheur en tout ou en partie, les peines qu'elle auroit droit de lui imposer. Et certes, le souhait du Concile, que les Indulgences soient accordées avec réserve & modération, de crainte que la Discipline Ecclésiastique ne vienne à s'affoiblir, semble supposer que l'indulgence de l'Eglise ne consiste qu'à remettre ces sortes de dettes. Or, quelle peine pourroit-on avoir à croire les Indulgences entendues de la sorte? Toute société n'a-t-elle pas droit de se relâcher de ses droits, & de remettre à certaines conditions les peines qu'on a méritées pour avoir transgressé ses Loix & ses Réglemens?

J'ai remarqué d'avance que le souhait du Concile n'a point du tout été accompli, que les Papes ont continué d'accorder des Indulgences sans réserve & sans modération: à quoi j'ose ajouter, que le Concile devoit se charger de faire lui-même ces réformes, & que le principal auteur des abus & des désordres sur lesquels on gémissoit avec tant de raison, n'étoit guères propre à les corriger; l'expérience constante qu'on avoit faite du peu de disposition des Papes à réformer les abus



de leur Cour, & sur tout à modérer leurs prétentions, devoit bien faire voir que ce n'étoit pas à eux qu'on devoit s'en rapporter. En effet, c'est de la roideur de cette Cour à soutenir ses prétendus Droits, de son inflexibilité à s'en désister, que sont venues les plus grandes pertes : si elle avoit plié dans les occasions, & qu'elle eût écouté les justes plaintes qu'on lui faisoit contre elle-même, la plupart des peuples qui se sont soustraits à sa Domination, lui seroient peut-être encore aujourd'hui soumis; ce n'étoit pas tant à sa Doctrine spéculative qu'on en vouloit, qu'à ses Usages & à ses Maximes pratiques.

Luthere, pour défendre ses nouveaux sentimens, avoit fort invectivé contre ces Usages & ces Maximes : ce qu'il avoit dit à cet égard avoit paru solide. Les Princes Allemands y avoient fait de sérieuses réflexions; & quoiqu'au fond les désordres & les vexations de la Cour de Rome ne justifiaient point les innovations de Luther, l'envie d'être délivré de ce joug dont on commençoit à reconnoître l'injustice, déterminà à embrasser dans toute son étendue la Doctrine du Réformateur, & à méconnoître tout à fait une autorité dont on désespéroit d'obtenir justice; on avertit pourtant, avant que de prendre ce parti, on menaça même assez ouvertement qu'on le prendroit si l'on n'étoit point écouté. A la fin de 1533, il se tint à Nuremberg une Diette, à laquelle assistèrent la plupart des Princes de l'Empire. Le Légat d'Adrien VI qui venoit de succéder à Leon X, ne manqua pas de s'y trouver : mais tout son discours se réduisit à demander l'exécution de la Bulle de Leon X, & des Edits de l'Empereur Charles V contre Luther & ses Sectateurs, insistant particulièrement sur le scandale que donnoient les Prêtres & les Moines par leurs mariages sacrilèges. La Diette donna sa réponse par écrit : elle contenoit, qu'on n'avoit différé l'exécution de la Sentence du Pape & de l'Em-

pereur que pour des raisons très importantes ; que les Livres de Luther avoient persuadé les Peuples que la Cour de Rome par divers abus avoit causé plusieurs griefs & beaucoup de maux à la Nation Germanique ; que dans ces circonstances, exécuter les Sentences prononcées, ce feroit donner occasion de penser qu'on voudroit entretenir ces abus, ce qui causeroit encore de plus grands troubles, & conduiroit infailliblement à une guerre civile.

Le meilleur remede, ajoutoit la Diette, seroit d'ôter un grand nombre d'exactions & d'autres abus, & de satisfaire aux griefs qu'on détailleroit dans un Mémoire particulier ; que sans cela, il étoit impossible de rétablir la paix entre les Ecclésiastiques & les Séculiers ; que les Annates, ou le revenu des Evêchés vacans n'ayant été accordés au Saint Siège que pour être employés à la guerre contre les Turcs, & que les Papes en ayant fait un tout autre usage, il n'étoit pas raisonnable qu'ils continuassent à les percevoir ; qu'au reste, il ne s'agissoit pas seulement d'arrêter Luther, & de le faire rentrer dans son Cloître, mais de remedier à une infinité d'abus & de vices, enracinés par le long espace de temps qu'avoient duré le relâchement de la Discipline, la négligence de quelques Prélats, le mauvais exemple & l'ignorance grossiere de quelques Pasteurs ; & qu'il n'y avoit point de remede plus propre & plus convenable que de convoquer au plutôt un Concile en Allemagne.

En attendant ce Concile, continuoit-on, on donnera de bons ordres pour empêcher Luther de publier aucun Ouvrage contre l'Eglise Catholique, & pour contenir les autres Prédicateurs dans le devoir ; que par-là on rétabliroit le repos dans l'Allemagne, & que les gens de bien attendroient volontiers la décision du Concile, voyant sa célébration prochaine. Enfin la Diette répondit, qu'on ne pouvoit punir

autrement les Apostats qu'en les abandonnant aux Ordinaires, d'autant plus que les Loix Civiles n'avoient point encore ordonné de peines contre eux ; que si néanmoins il arrivoit à ces personnes de commettre quelque autre crime contre le Public , on les puniroit si exemplairement que le Saint Siège en seroit content.

La réplique du Légat fut très vive : il dit , qu'il n'étoit réservé qu'à Dieu de permettre le mal par la seule raison d'en tirer du bien ; que la négligence dont on ufoit en cette affaire offensoit Dieu & le Pape ; que quand il seroit vrai que la Cour de Rome fut si corrompue , & que l'Allemagne eut sujet de s'en plaindre , tous ces excès ne suffisoient pas pour autoriser la révolte des Luthériens , ni la connivence dont on ufoit à leur égard ; que le seul remède à tant de maux réels ou supposés auroit été la patience ; que les Luthériens ne l'ayant pas employée , la Diette ne pouvoit se dispenser d'exécuter contre eux les Sentences justes & juridiques qui les condamnoient ; que l'article des Annates regardoit le Pape , & qu'on devoit attendre sa résolution.

Pour la demande du Concile , le Nonce répondit qu'elle ne seroit pas defagréable au Souverain Pontife , pourvû qu'elle fût exprimée en termes plus convenables & plus respectueux ; qu'on ne prétendît pas que le consentement de l'Empereur ou d'aucun autre Prince y fût requis , que l'on ne déterminât pas le lieu où l'on fouhaitoit qu'il fût convoqué , en un mot qu'on ne donnât aucune atteinte à son autorité.

Enfin sur l'article des Prêtres & des Moines mariés , le Nonce dit que l'expression dont s'étoit servi la Diette , en disant qu'ils seroient punis de leurs crimes par les Princes ou par les Magistrats , ne pouvoit être admise , parce que c'étoit une entreprise sur la Liberté Ecclésiastique & sur les Droits de Jesus-Christ , à qui ces personnes appartenoient ; de sorte que les  
Princes



Princes ne pouvoient nullement prétendre que le Jugement de ces gens-là fût dévolu à leur Jurisdiction à raison de leur Apostasie , ni avoir aucun droit de les punir pour quelque crime que ce fût , d'autant que ces Apostats , conservant toujours le caractère ineffaçable de l'Ordre , ne sçauroient jamais sortir de la puissance de l'Eglise , ni tomber en celle des Princes , qui n'ont point d'autre autorité sur eux que de les dénoncer à leurs Evêques ou à leurs Supérieurs , mais qu'ils devoient en demeurer là , & suspendre leurs poursuites jusqu'à ce que l'Eglise leur eût livré ceux qu'elle auroit reconnu criminels.

Cette réponse fiere ne servit qu'à aigrir davantage les esprits. Les Princes Séculiers ramassèrent tous les sujets de plainte que la Cour de Rome & l'Etat Ecclésiastique leur avoient donnés en différens temps ; ils y joignirent les prétentions de cette Cour sur la Jurisdiction des Evêques & des Abbés d'Allemagne ; & de tout cela ils formerent un long mémoire sous le Titre odieux de *centum Gravamina*. Quoique ce mémoire ait des traits qui prouvent que les Luthériens en étoient les auteurs , il contient pourtant quantité de Grieffs réels , dont on se plaignoit , dont du moins on avoit droit de se plaindre par tout ailleurs qu'en Allemagne , parce qu'ils étoient par tout contre les principes du Droit Public Ecclésiastique , & qu'ils supposoient que l'autorité de l'Eglise avoit en quelque sorte absorbé l'autorité Séculiere.

La Nation Germanique dans ce mémoire se plaignoit d'abord , qu'on eut multiplié les empêchemens du Mariage par les degrés de Parenté , d'Affinité légale & spirituelle. Ensuite venoient les Indulgences , qu'elle traitoit de joug insupportable , par lequel on épuisoit les Allemands , sous prétexte d'une Guerre qui ne se faisoit point , & que l'on ouvroit la porte à toutes sortes de Crimes. Les Indulgences n'étoient point un joug , puisqu'on n'étoit point forcé à les gagner : le

remède au mal dont on se plaignoit , étoit facile ; des Instructions solides au Peuple sur cette matiere , & la défense de transporter à Rome le produit des Aumônes , y auroit remédié , & mieux encore la défense de faire ces fortes de Collectes.

Les autres sujets de plaintes étoient à mon sens plus solides. On se plaignoit de l'Evocation des Causes Ecclésiastiques au Saint Siège en premiere Instance , des Conservateurs , des Commissaires & des Exécutions que les Papes accordoient au préjudice de la Jurisdiction des Ordinaires. Au sujet de la Collation des Bénéfices on se plaignoit des artifices dont la Cour de Rome se servoit pour conférer ceux d'Allemagne , au préjudice des Patrons & des Ordinaires. On demandoit l'abolition des Annates , & l'on consentoit que le Clergé & les Eglises ne fussent obligés de contribuer aux frais nécessaires pour la défense de l'Etat , que lorsqu'il seroit attaqué par les Turcs : exception déraisonnable ; car , comme je l'ai dit ailleurs , pourquoi les Ecclésiastiques ne contribueroient-ils pas à la défense de l'Etat , quel que soit l'Ennemi qui l'attaque ?

On faisoit voir ensuite , combien l'Exemption des Ecclésiastiques dans les causes criminelles , étoit préjudiciable au Bien Public. Que ne régloit-on cette espèce de procédure , comme on a fait en France ? Aux Juges Séculiers on joint un Juge Ecclésiastique : quelque distinction pour les Ministres de la Religion doit paroître du moins supportable , pourvu qu'elle n'assure point leur impunité.

Ils trouvoient mauvais qu'on employât l'Excommunication pour les choses temporelles , & que pour le crime d'un seul on interdît une Ville , une Communauté , un Royaume même. Ils se plaignoient des Impositions que les Evêques & leurs Officiers mettoient sur le Clergé & sur les Eglises. Ils vouloient

encore qu'on réprimât les entreprises des Juges Ecclésiastiques, à l'égard des causes des Laïques : il y avoit long-temps qu'on s'en étoit plaint en France & qu'on y avoit remédié. Pour le retranchement du trop grand nombre de Fêtes qu'ils demandoient, ce n'étoit point au Pape qu'il falloit s'adresser pour l'obtenir, c'étoit à leurs Evêques.

Les autres sujets de plaintes regardoient les sommes d'argent que les Evêques exigeoient pour les Ordinations, pour les Consécrationes, & même pour le Droit d'avoir une Concubine. On se plaignoit aussi des autres exactions pour l'administration des Sacremens, pour la Sépulture, pour les Messes; des sommes que les Religieux tiroient des Monastères de Filles qui dépendoient d'eux, des Facultés accordées aux Légats & aux Nonces pour légitimer les Bâtards. On se plaignoit encore de ce qu'il y avoit des Religieux & des Religieuses qui héritoient de leurs parens, & dont les parens ne pouvoient hériter. Le Mémoire finissoit par une prière qu'ils faisoient au Pape de leur rendre justice, & par une déclaration positive de la résolution où ils étoient de ne plus souffrir ces charges, & de chercher les moyens de s'en délivrer, prétendant que les injustices, dont ils se plaignoient, étoient toutes-à-fait évidentes, qu'ils en prenoient pour Juges toutes les personnes desintéressées, & que comme ils étoient dans la nécessité de se tirer de l'oppression, ils n'épargneroient rien pour en venir à bout.

Ces Griefs ne furent point redressés : le Pape, plein des idées de sa Souveraineté & des triomphes de ses Prédécesseurs sur l'Allemagne, regarda ces plaintes & ces remontrances comme des révoltes & des attentats : les Princes de leur côté s'affermirent de plus en plus dans leur dessein, & poussèrent dans la suite les choses aux dernières extrémités. Un peu de condescendance de la part de la Cour de Rome, un peu de



politique même , un Concordat à peu près de même nature que celui de Leon X avec François I , auroit apparemment produit la paix & rétabli l'union , malgré les cris de Luther & de ses Disciples : ces Griefs n'intéressoient point le fond de la Religion , ils étoient même justes pour la plûpart ; & pour qu'un Pays soit Catholique , il n'est point du tout nécessaire que les Papes conferent la plûpart des Bénéfices , qu'ils perçoivent les Annates , que ses Nonces légitiment des Bâtards , que les Indulgences ne puissent se gagner qu'à prix d'argent , que les Ecclesiastiques jugent la plûpart des Procès , & que même pour crimes ils ne puissent être jugés par des Laïques ; bien moins encore est-il nécessaire , qu'ayant d'ailleurs suffisamment de quoi vivre , ils se fassent payer des services qu'ils sont obligés de rendre.

Henri IV sur le Thrône , sans persécuter ceux qu'il avoit été contraint d'abandonner pour y monter , n'eut aucun démêlé avec Rome : l'Edit de Nantes même , si favorable aux Religionnaires , ne déplut pas à cette Cour , si attentive à tout ce qui peut l'intéresser ; elle le regarda comme nécessaire & fort propre à maintenir la paix , sans exposer l'ancienne Religion. Louis XIII , son Successeur , conserva & augmenta cette bonne intelligence ; mais elle fut troublée sous Louis XIV ; on se brouilla violemment , & peu s'en fallut que la brouillerie n'eut de très grandes suites. Innocent XI occupoit alors le Siège de Rome : homme d'un vrai mérite & d'une probité généralement reconnue ; mais d'un caractère ferme , incapable de plier quand une fois il étoit engagé , ou de souffrir qu'on donnât la moindre atteinte aux Droits qu'il croyoit attachés à sa Souveraineté. Louis XIV étoit à peu près du même caractère , & de plus , jusqu'alors constamment favorisé de la fortune qui l'avoit rendu la terreur de l'Europe. Innocent trouva que les franchises des Ambassadeurs étoient

excessives ; elles étoient en effet bien grandes , comme elles le sont encore aujourd'hui : il jugea à propos d'y faire quelques changemens , & fit pour cela publier certaines Ordonnances. Le Marquis de Lavardin , Ambassadeur du Roi très Chrétien , refusa de s'y conformer : on voulut user de quelque violence pour l'y contraindre ; il donna ordre aux François qui étoient à Rome , de le joindre , il fortifia son Hôtel , il plaça quelques pièces de canon devant la porte , on y montoit la garde comme dans une Place de guerre , il y avoit même des sentinelles avancées. Le Pape de son côté se retira au Château Saint-Ange , où l'on fit les mêmes préparatifs & les mêmes manœuvres. Cette scène guerrière en produisit une autre : le Pontife mit en Interdit l'Eglise de Saint Louis , & excommunia nommément l'Ambassadeur & tous ceux de sa suite. Louis XIV prit feu à ces nouvelles , & tous ses Sujets seconderent son ressentiment. Le Parlement de Paris sur-tout , se distingua par ses Arrêts : monsieur Talon , Avocat Général , appella au futur Concile de toutes les Sentences de la Cour de Rome ; il parla avec beaucoup de force contre les usurpations & les hauteurs de cette Cour , & s'attira une excommunication personnelle. Le Clergé entra dans les mêmes vues : les Evêques assemblés décidèrent d'une manière très chagrinante pour la Cour de Rome certaines questions que le Roi leur avoit fait proposer sur l'autorité , sur l'infailibilité du Pape ; toutes les Universités eurent ordre de soutenir les décisions des Evêques. Les Jésuites même refuserent l'exception que le Roi vouloit faire d'eux à cause de leur dévouement particulier au Saint Siège : le Pere de la Chaize répondit à ce Prince au nom de tous ses Confreres , qu'ils étoient aussi bons serviteurs de Sa Majesté que tous les autres Sujets ; en effet dans des Theses publiques ils soutinrent la faillibilité du Pape & sa non Souveraineté.

Innocent , piqué au dernier point , soutint ses premières

démarches, & menaça la France d'un Interdit général. On y prit des mesures pour parer ce coup, & pour se passer du Pape en cas qu'il mît dans la nécessité de rompre tout à fait avec lui : on pensa à établir un Patriarche ; Monsieur de Harlay, Archevêque de Paris, étoit fort de ce sentiment. Tous les Ordres Religieux qui ont leurs Généraux à Rome, eurent défense d'entretenir avec eux aucune communication, & d'exécuter leurs ordres. Un certain Jésuite, nommé le Pere Fontaine, Assistant du Général de cette Société, envoyé apparemment en France pour maintenir la subordination pendant ces temps de trouble, penchoit fort du côté de la Cour, & n'eut point été fâché de se voir Général des Jésuites de France. En un mot, tout se disposoit & paroïssoit rendre à une révolution. On s'accommoda pourtant, & ce grand éclat se termina par une Lettre des Evêques de France, où ils disoient que prosternés aux pieds de sa Sainteté ils lui demandoient pardon de ce qui s'étoit fait, assurant qu'ils le tenoient pour nul, & souhaitoient sincèrement ne l'avoir jamais fait, *Provoluti ad pedes Sanctitatis Vestre . . . . infectum volumus.*

Qu'avoient donc fait les Evêques, pour demander pardon ? Déclarer qu'on peut soutenir que le Pape n'est pas infallible, est-ce un crime ? En est-ce un de penser que l'Institution Canonique des Evêques ne dépend pas tellement du Pape, que sans lui elle ne puisse avoir lieu ? Est-ce une erreur de croire que le Pape n'est point la source du Pouvoir & de la Jurisdiction Episcopale, que la Consécration donne ce pouvoir, & que l'assignation d'un Troupeau met en droit de l'exercer ? Or, que faut-il de plus pour avoir des Evêques, que le pouvoir Episcopal attaché à la Consécration, le Droit d'exercer ce pouvoir que donne l'assignation d'un Diocèse à gouverner ? Il est vrai qu'il faut que cette assignation se fasse par la Puissance spirituelle : mais il n'est pas vrai que le Pape



soit la seule Puissance qui puisse la faire : les Evêques Grecs ne sont-ils pas véritablement Evêques , quoique leurs Patriarches fassent , à l'égard de leur institution , ce que le Pape fait à l'égard de l'institution des Evêques de l'Eglise Latine ? Ne pourroit-on pas même dire , que dès qu'un Evêque est légitimement ordonné pour gouverner une Eglise en particulier , que dès là même il a tout ce qu'il faut pour la gouverner en effet , & que sa Consécration emporte l'institution canonique ? Du temps que les Elections étoient en usage , dans les commencemens du Christianisme , falloit-il autre chose que la Consécration , pour qu'un Evêque fût véritablement Evêque du lieu pour lequel on l'avoit choisi ? Avoit-il besoin de Bulles du Pape pour être ordonné , pour faire ses fonctions ? Tout ce que le Pape demandoit alors pour entretenir & conserver la subordination , étoit que l'Evêque notifiât son Election ou plutôt sa Consécration , & que par sa Profession de Foi , il lui demandât sa Communion. Les choses ont changé : les Papes ont jugé à propos d'établir une plus grande dépendance , ou plutôt on a souffert qu'ils s'attribuassent une plus grande autorité ; mais ce consentement , cette tolérance , n'ont pas tellement aboli l'ancien Usage , que pour des raisons importantes , on ne puisse y revenir ; ils n'ont pas changé en condition essentielle ce qui n'a été établi que comme un Règlement de Police.

A la bonne heure donc , qu'on fit là paix avec Rome : je ne sçai combien de raisons devoient peut-être y engager : la puissante Ligue qui se formoit à Augsbourg par les Intrigues du Pontife irrité , les Religionnaires , & leurs Eleves , qui auroient pu profiter de ces Divisions , si on les avoit poussées plus loin , le peu de concert dans les sentimens des Evêques & des Docteurs , l'inquiétude , les scrupules des peuples , qu'il auroit été aisé de changer en opposition for-

melle , tous ces motifs étoient raisonnables , & demandoient qu'on sacrifiât une partie de ses Droits ; mais demander pardon d'avoir voulu les soutenir , c'est assurément ce qu'on ne devoit pas faire , j'ose le dire ; on se conduisit dans cette affaire avec plus de chaleur que de prudence , on hazarda des démarches sans en avoir prévu les suites , la timidité succéda à la chaleur , & l'on se crut trop heureux de se tirer d'embarras par un honteux désaveu. En un mot , tout ce fracas ressembloit fort à une émotion populaire , dont la suite est d'ordinaire l'affermissement & l'appesantissement du joug qu'on vouloit secouer ou modérer.

Outre les franchises , dans lesquelles Louis XIV vouloit maintenir ses Ambassadeurs à Rome , il s'agissoit des Droits de Régale , que ce Prince vouloit étendre à des Eglises qu'on prétendoit n'y devoir pas être sujettes. Ces Eglises , qui se croyoient lésées , eurent recours à la Cour de Rome pour être maintenües dans leur prétendue possession. Cette Cour , persuadée que ces Droits que les Princes s'attribuent , ne sont que des vexations que l'Eglise n'auroit jamais dû tolérer , prit fortement le parti des Complainans , & déclara qu'elle ne souffriroit point qu'on fit à cet égard aucune innovation , & qu'on devoit se contenter de n'être point inquiété sur le fond même de ces Droits qu'on s'étoit appropriés.

Louis XIV choqué de cette résistance & de cette hauteur , à quoi il ne s'étoit point attendu , fit rendre par ses Parlemens des Arrêts qui condamnerent les Opposans , & déclarerent ses Prétentions légitimes. Le Pape s'éleva contre ces Arrêts : il prétendit que les Tribunaux qui les avoient portés étoient incompétens , & qu'ils avoient violé les Immunités Ecclésiastiques ; que cette dispute n'étoit point du ressort de la Jurisdiction Séculière , & que lui seul devoit en décider. Il étoit aisé de répondre , comme on le fit alors , que le Droit de Régale

Régale est purement temporel, quoiqu'il regarde des biens Ecclésiastiques ; qu'un Prince Payen, Hérétique, peut l'exercer ; qu'un Souverain par rapport aux contentions qui peuvent s'élever entre lui & ses Sujets sur ses intérêts temporels, ne reconnoît point d'autres Tribunaux que ceux qui sont établis pour rendre la Justice, & que ces Tribunaux sont capables d'en décider.

Le Droit de Régale consiste dans la jouissance des revenus pendant la vacance des Evêchés, dans la nomination aux Bénéfices à quoi l'Evêque auroit pourvû ; & la Régale est ouverte jusqu'à ce que le nouvel Evêque ait prêté le serment de fidélité. Monsieur de Seve de Rochechoüart, Evêque d'Arras, mort en 1725 ou 1726, n'avoit point prêté ce serment de fidélité : sur cette omission, découverte par les Jesuites, ses ennemis, le Roi nomma à plusieurs Bénéfices de sa Cathédrale, que cet Evêque avoit déjà conferés ; tous ceux à qui la possession triennale ne tint point lieu de titre, furent dépossédés, & les nommés par le Roi prirent leurs places.

Ce Droit de Régale est fondé sur les titres de Conservateur, de Protecteur des Eglises : fonction qui mérite de leur part quelque reconnoissance ; & si les Papes, à raison de leur sollicitude, & de leur inspection universelle sur les Eglises, (car c'est-là leur seul titre,) se croient en droit d'exiger les Annates, pourquoi les titres de Protecteur & de Conservateur feroient-ils vains par rapport au Roi, & ne lui donneroient-ils aucun Droit réel ? Or, cette raison étant la même pour tous les Evêchés de son Royaume, prouvoit pour tous ou ne prouvoit pour aucun, & la grace qu'il avoit bien voulu faire, ou son inattention à faire valoir son droit, ne pouvoit former de titre légitime qui fût contraire. Ce n'est pas une objection solide de dire que les biens des Eglises ont changé



de nature par l'espece de Consécration qui en a été faite en les leur donnant : comme cette raison n'empêche pas le Pape par exemple, ou l'Evêque de Liège d'employer une partie de leurs revenus à payer les Troupes qu'ils jugent à propos de prendre à leur service, aussi n'empêche-t-elle pas qu'elles ne puissent, & qu'elles ne doivent même donner quelque marque de reconnaissance à leur Protecteur & à leur Conservateur.

Ainsi les oppositions, les prétentions d'Innocent XI étoient peu fondées, ses menaces étoient vaines : il ne devoit pas pour les soutenir, refuser des Bulles aux Evêques, & par ce refus donner occasion de penser à un autre moyen d'avoir des Evêques, & de se passer de lui. Louis XIV avoit raison de soutenir ses Droits, & de chercher à se soustraire à une Autorité, qui abusoit des Droits qu'on lui avoit cédés, précisément pour l'embarrasser & pour soulever ses peuples, les diviser, & le contraindre par-là à se désister de ses justes prétentions.

Il ne falloit donc pas que la querelle finit, j'en reviens toujours-là, par demander pardon au Pape des chagrins qu'il s'étoit attirés, & des démarches qu'il avoit mis dans la nécessité de faire. J'ai entendu plusieurs personnes d'une piété & d'une Foi non suspectes, non seulement condamner la rétraction humiliante des Evêques, mais regretter sincèrement qu'on ne se soit pas servi de l'occasion qu'on avoit alors de diminuer la trop grande puissance du Pape, en retranchant les grands rapports que la nécessité d'avoir des Bulles pour les grands Bénéfices rend aujourd'hui indispensables.

Il est vrai, que par-là le Royaume auroit conservé les grandes sommes qui en sortent tous les ans, que les Evêques feroient rentrés dans la plûpart de leurs Droits, & que peut-

être on eût été délivré peu à peu de cette multitude de Prêtres & de Moines, presqu'aussi inutiles à l'Eglise qu'à l'Etat : mais je crois pourtant que la paix vaut mieux que ces avantages dont on se flattoit, & que dès que des Usages ne sont point absolument mauvais, il vaut mieux les tolérer que de s'exposer aux suites fâcheuses que pourroit avoir l'entreprise qu'on feroit de les abolir. Or, quoique les Annates ne soient pas dûes, il seroit bien difficile de prouver que c'est un crime de les payer ; & pourvu que les Peuples trouvent les Dispenses, & l'Absolution dont ils ont besoin, que leur importe après tout, en un sens très vrai, qu'elles leur viennent du Pape ou des Evêques ? Les flots de sang qu'il en a coûté à certains Peuples, ceux que la France a vû couler dans ces Guerres cruelles causées par la diversité des sentimens de Religion, ne justifient que trop ma réflexion.

Ce démêlé avec Innocent XI, est le dernier, du moins éclatant, que la Cour de France ait eu avec celle de Rome : la crainte commune qu'elles ont eüe que le Jansénisme ne causât des mouvemens pareils à ceux qu'avoit prôduit le Calvinisme, les a parfaitement réunies. J'excepte pourtant les deux ou trois premières années de la Régence du Duc d'Orleans, pendant lesquelles ce Prince, par une politique qu'il croyoit juste & nécessaire, crut devoit s'écarter des maximes qu'avoit suivies Louis XIV.

Cette union des deux Cours n'a pourtant pas empêché qu'on ne se soit soulevé contre le Pape, & qu'on ne lui ait porté de rudes coups. Les Parlemens ont attaqué la forme de ses Décrets, ils les ont modifiés & réstraints, & ont pris des précautions pour parer aux Abus que les Partisans outrés de cette Puissance pouvoient en faire. Une partie du Clergé, ayant à leur tête quelques Evêques, en ont attaqué le fonds,

ils les ont contredits ; & loin de s'y soumettre , ils en ont appelé à l'Eglise universelle. La Cour a condamné ces Appels, elle les a défendus, mais les Parlemens les ont approuvés, & on n'est point encore venu à bout de leur faire changer de sentiment. Le Concile d'Embrun , auquel on a traduit l'Evêque de Senès , malgré son Appel au Concile universel , ne les a point fait varier , & jamais ils n'ont voulu condamner la Consultation des Avocats , qui déclaroit ce Concile abusif & de nulle autorité par rapport à ses procédures contre l'Evêque condamné.

De cette diversité de conduite & de sentimens , s'est formé une espèce de Labyrinthe , dont il paroît presque impossible de se démêler. On a sujet de croire que l'autorité Royale ne peut pas proscrire les Appels au Concile général en matière de Foi , ce seroit détruire la forme essentielle du gouvernement de l'Eglise , ce seroit même , si l'Appel étoit régulier , décider le fonds de la question : elle peut les défendre en certaines circonstances pour le bien de la paix , en vue de rendre l'accommodement plus facile ; mais après tout, elle ne peut les annuler ; il n'y a qu'un Tribunal Ecclésiastique qui puisse le faire. Mais quel est-il ? Ce ne peut être celui dont on appelle : reste donc que ce soit celui dont on réclame l'autorité suprême.

Tout ce qu'on a dit à ce sujet , qui tend à prouver qu'il est inutile d'affsembler des Conciles généraux , ne peut être vrai , puisqu'il détruit la forme essentielle du gouvernement de l'Eglise , laquelle pendant tant de Siècles n'a point connu d'autre moyen de pacifier les troubles qui l'ont agitée. Tout le reste , c'est-à-dire le concert du Pape & des Evêques , est un préjugé infiniment favorable pour la vérité de la Doctrine qu'ils soutiennent ; mais il n'est point décisif , puisque de là



il suivroit que l'établissement des Conciles généraux, aussi ancien que l'Eglise, seroit inutile. Mais dès qu'une Doctrine est notoirement contraire à la Doctrine commune de l'Eglise, n'est-elle pas condamnable ? Pourquoi donc a-t-on assemblé le Concile de Nicée pour condamner Arius ? La Divinité de Jesus-Christ qu'il nioit, n'étoit-elle pas la Doctrine commune de l'Eglise ? Pourquoi a-t-on assemblé tous les autres Conciles qui ont suivi celui de Nicée ? Y a-t-il jamais été question de Doctrines qui n'attaquassent point la Foi commune des Fidèles ?

Faut-il que toute l'Eglise se mette en mouvement pour condamner les opiniâtres qui refusent mal à propos de reconnoître toute autre autorité que la sienne ? Cet inconvénient est commun à toutes les Sociétés : il le faut, puisqu'il n'est point d'autre moyen de proscrire les doctrines qu'on s'obstine à défendre, & qu'il n'y a point d'hérésie sans une décision suprême & infaillible. Il est vrai qu'il y a de la difficulté à assembler un Concile général, mais il est encore plus vrai que les plus grands obstacles viennent de l'opposition presque invincible des Papes contre ces Assemblées, dont l'idée seule les fait trembler, sur-tout depuis les Conciles de Bâle & de Constance. Personne n'ignore les mouvemens infinis que Charles-Quint & François I se donnerent pour procurer l'assemblée du Concile de Trente, les sollicitations, les prières, les menaces même dont il fallut user pour déterminer les Papes à y consentir. Pourquoi n'a-t-on pas observé les Décrets de la plupart des Conciles, qui ont ordonné qu'il s'en tiendrait au bout d'un certain nombre d'années ? Les Papes s'y feroient insensiblement accoutumés, & l'Eglise auroit presque toujours eu un remède certain & prompt à opposer aux maux qui l'ont affligée. La paix qui regne depuis quinze ans, n'a-t-elle pas donné

la facilité nécessaire pour en assembler ? Le refuser, le différer, n'est-ce pas entretenir la division, & donner lieu aux nouveaux systèmes de s'affermir & de s'accréditer de plus en plus ?

En vain prétend-t-on en France & à Rome, terminer ces différends par une autre voye ; plus ceux qu'on a à réduire sont opiniâtres, plus il est à propos de les satisfaire ; on leur ôteroit du moins le prétexte qu'ils ont de ne se pas rendre ; & condamnés par le Tribunal auquel ils ont appelé, ils n'auroient plus d'autre parti à prendre que d'obéir ou de se séparer : il en est parmi eux plusieurs de bonne foi, qui ne balanceroient pas de se soumettre au Jugement de l'Eglise universelle. Enfin il en faudra venir là, & ce remède, si efficace en lui-même, aura d'autant moins de vertu qu'on aura différé plus long-temps à l'appliquer. Faut-il donc attendre que ces divisions deviennent sanglantes, pour les étouffer ? Qui doute que le Concile de Trente, assemblé aussi-tôt qu'on l'auroit pû, n'eût préservé l'Allemagne des maux qui la désolèrent, & qui devinrent incurables pendant le long espace de temps qu'on employa à délibérer si on l'assembleroit ?

Le vrai amour que j'ai pour ma Patrie, me force d'ajouter à ce que je viens de dire, qu'en vain on assemblera un Concile, si les Papes y dominent comme ils ont fait à celui de Trente, où rien n'étoit proposé, ni délibéré, ni décidé que selon leurs ordres ; de manière qu'on a un juste sujet de regarder ce Concile comme leur ouvrage. Or est-il naturel qu'on se soumette à des décisions qu'on croit avoir droit de regarder comme émanées du Juge dont on a appelé ? Le Juge dont on appelle n'est-il pas censé Partie ? Et quand on fait cette démarche, suppose-t-on que le Tribunal qu'on réclame ne fera que

l'organe de celui dont on croit n'avoir pas sujet d'être content ?

Je sçai que la qualité de Chef de l'Eglise ne souffre point que le Pape soit exclu de ces Assemblées , & qu'il n'y préside point par lui-même ou par ses Légats ; c'est à peu près, (on me permettra cette comparaison,) comme si on avoit droit en France d'appeller du Roi aux Etats ; ce Droit d'Appel l'excluroit-il de cette Assemblée , & faudroit-il qu'il n'y présidât point , ou qu'elle fût sans Président ; car ne feroit-ce pas le dégrader & lui ôter sa qualité de Chef , que d'en établir un autre que lui ? Mais de-là il ne suit point qu'il faille que le Pape dicte au Concile ses décisions , & que tout s'y conduise de maniere que ce soit le même Tribunal : la fonction du Président est de maintenir le bon ordre , d'empêcher les brigues & les cabales , non de prescrire ce qui doit être décidé ; s'il l'entreprend , il dégrade l'Assemblée à laquelle il préside , il lui insulte même , j'ose le dire , & s'il y réussit , il donne droit de ne pas plus respecter les décisions de cette Assemblée qu'on a respecté les siennes.

Jesus-Christ n'a-t-il pas promis qu'il seroit avec les Apôtres & leurs Successeurs jusqu'à la fin des siècles ? Pourquoi donc les Papes se donnent-ils tant de mouvemens & employent-ils tant d'intrigues , tant de ressorts cachés , pour dominer dans ces Assemblées ? Croyent-ils que sans cela l'Esprit Saint abandonneroit l'Eglise , & qu'ils soient le seul organe par lequel ce Divin Esprit daigne s'expliquer ? Ils le croient , tout le monde le sçait : mais si leur prétention étoit réelle , eut-on jamais assemblé aucun Concile , & les Couriers qui portoient à Trente les ordres du Pape , n'auroient-ils pas dû les porter dans toutes les parties du Monde Chrétien ? Je ne prétends pas au reste adopter tout ce qu'on a débité contre ce Concile ; mais il suffit qu'on ait eu lieu de soupçonner que la Cour de Rome y



dominoit , pour que je dise qu'en vain on assembleroit un Concile , si l'on ne prenoit de justes mesures pour écarter le même soupçon : qu'on lise , je ne dis pas Fra-Paolo , ni Dupin , mais Pallavicin Jesuite , à qui l'Histoire de ce Concile a valu le Chapeau de Cardinal , on trouvera que ce soupçon n'est que trop fondé.

Ce n'est pas encore assez que le Pape ne domine pas dans un Concile , qu'il n'en régle pas tellement les démarches qu'il en soit le maître ; il faut encore , si l'on veut qu'il soit efficace autant qu'il peut l'être , que les décisions de ce Concile aient leur force indépendamment de l'approbation , de la confirmation du Pape ; il faut que le Pape soit obligé de s'y soumettre , que son consentement , son acceptation ne lui soit pas plus libre qu'au dernier des Fideles : sans cela , c'est en vain que j'aurois appelé de lui au Concile , puisqu'il seroit le maître de l'infirmier , & que par-là , contre mon intention & contre la nature de mon Appel , il seroit mon Juge en dernier ressort , ce que toutes les Loix refusent à un Juge dont on a droit d'appeller. Je ne pense pas que ce que je dis puisse être blâmé en France , sur-tout aux Parlemens , où l'on regarde comme infiniment précieuse la possession d'appeller du Pape au Concile général ; possession fort inutile , si l'on n'étoit pas dans les sentimens où je suis.

Enfin me voilà au bout de ma pénible carrière. Il ne me reste plus qu'à réunir sous un même point de vue les principes du Droit Public Ecclésiastique , répandus dans cet Ouvrage. J'ai encore promis de faire voir à quoi ce Droit est aujourd'hui réduit en France , & d'indiquer les moyens de conserver ces précieux restes , que la sagesse & la fermeté de quelques-uns de nos Rois ont sauvés du débris commun. C'est ce que je vais faire paroître en peu de mots.

Le

Le premier principe, & peut-être le plus fécond du Droit Public Ecclésiastique, c'est que le Christianisme n'a point détruit la Puissance Séculière, & qu'il ne lui a ôté aucun de ses Droits & aucune de ses prérogatives; de manière qu'un Roi Chrétien a sur ses Sujets les mêmes Droits qu'il avoit avant qu'ils eussent embrassé le Christianisme: par conséquent, c'est de lui que les Ecclésiastiques tiennent leurs Privileges & leurs Immunités qui les distinguent de ses autres Sujets, & les tirent de l'ordre commun: Exemptions, Immunités, à quoi il peut déroger dans des occasions pressantes, & pour des raisons importantes. C'est sur ce même principe que sont appuyés les Droits que j'ai attribués à la Puissance Civile, de pourvoir aux Dignités de l'Eglise, d'en exclure ceux qui lui seroient suspects, d'intervenir dans les affaires Ecclésiastiques, de procurer, d'empêcher les Assemblées des Evêques, de s'opposer ou de consentir à la publication de leurs Réglemens, sur-tout en matière d'Usage & de Discipline, & quelquefois aussi en matière de Foi & de Mœurs, d'écouter les plaintes des Ecclésiastiques contre leurs Supérieurs, d'établir des Juges pour en connoître, & de prendre les autres moyens qu'il jugera nécessaires pour empêcher l'oppression.

Le second principe, c'est que le Pape n'est point Souverain de l'Eglise, ni pour le Spirituel ni pour le Temporel; que ce n'est point à lui à disposer des Bénéfices, à taxer les Bénéficiaires, & que son consentement n'est point du tout nécessaire pour que la Puissance civile fasse porter aux Ecclésiastiques leur quote-part des charges publiques; que ses Sentences, ses décisions sont sujettes à réformation, qu'on est en droit d'en appeler, que le Tribunal auquel on en appelle lui est supérieur à tous égards; que ce Tribunal peut s'assembler malgré lui, & que c'est aux Princes Chrétiens à procurer qu'il s'as-

semble, que du moins ce droit leur est commun avec lui, & que, comme dans les autres affaires qui demandent le concert de plusieurs, on peut passer outre malgré son refus.

Le troisième principe est l'égalité de puissance attachée au caractère Episcopal, qui fait que tous les Evêques sont également Evêques, qu'ils ont tous les mêmes droits sur le Troupeau particulier qui leur est confié; que c'est dans eux tous, non dans un seul d'entre eux que réside la Souveraineté & la pleine Puissance; qu'aucun d'eux, à parler exactement, n'est le Supérieur des autres; de manière que la différence qui se trouve entre eux, & qui doit s'y trouver, ne consiste que dans le plus ou le moins de Jurisdiction contentieuse; en ce qu'ils sont subordonnés en ces sortes d'affaires les uns aux autres, les Evêques à leur Métropolitain, le Métropolitain au Primat, le Primat à leur Chef qui est le Pape. Mais dans tout ce qui n'est point de Jurisdiction contentieuse, ils sont parfaitement égaux & indépendans les uns des autres; ils peuvent tous également accorder des Dispenses, se réserver l'Absolution de certains péchés, choisir d'entre leurs Prêtres ceux qu'ils jugent propres à aider ceux qui par office sont chargés d'instruire les Peuples, & de leur administrer les choses saintes; aucun d'eux à ces égards n'a droit de les gêner, de députer d'autres Ouvriers que ceux qu'ils veulent employer, bien moins encore d'exempter de leur Jurisdiction une partie de leur Clergé, & de donner à cette partie exempte des pouvoirs qu'on lui a ôtés, & des Droits qu'il se réserve.

Ces principes sont simples, ils sont clairs, ils sont appuyés sur les maximes incontestables du Droit naturel, sur les Oracles infallibles de Jesus-Christ, sur l'usage constant des premiers siècles de l'Eglise. L'Ignorance, la simplicité seule, la Superstition, ont pu les faire abandonner & méconnoître.



Cependant l'Univers entier l'a fait , & ne peut encore revenir de ses préjugés ; ce n'est qu'en tremblant & avec incertitude qu'on soutient ses droits , & qu'on ose résister à une Puissance qui étoit venue à bout d'absorber toutes les autres. Cette liberté dont on est si jaloux , on l'a sacrifiée à l'ambition , croyant la sacrifier à la Religion ; & comme si elle eût été à charge , on s'est de soi-même présenté au joug , & on a tissu les liens de son esclavage. Princes , Peuples , Evêques , tous ont donné dans ces pitoyables égaremens , & ont été les premiers à condamner & à poursuivre ceux qui ont osé les éclaircir. D'abord on a crié au Schisme & à l'Hérésie , les foudres de Rome ont brillé ; & comme ces maux sont véritablement à craindre , l'envie de les éviter n'a pas même permis d'examiner si la frayeur , qu'on en avoit , étoit fondée. On se rit aujourd'hui des terreurs & de la simplicité de ces Peres ; on ne peut comprendre comment les Papes ont pu s'imaginer & faire croire qu'ils pouvoient à leur gré disposer des Couronnes , & détrôner les Rois , sans faire attention qu'à bien des égards on ne leur ressemble que trop. On connoît mieux les principes du Droit Public Ecclésiastique ; mais les suit-on dans toute leur étendue , les suit-on avec fermeté , avec concert ? Qui sçait même si l'opposition qu'on témoigne contre les entreprises & les usurpations de la Cour de Rome , viennent d'équité plutôt que d'irréligion ou de quelque autre motif peu louable ?

Après tout , les Princes & les Peuples sont excusables de s'être ainsi laissé tromper & captiver ; mais les Evêques ne le sont en aucune manière ? N'est-ce pas sur les lèvres des Pontifes que doit reposer la science ? Ont-ils pu ignorer qu'ils étoient les Successeurs des Apôtres , de leurs Droits , de leurs pouvoirs ; que le Caractère Episcopal est le même dans tous

ceux qui y participent, & qu'il est la source de la même puissance ? Que par une suite nécessaire, ils sont indépendans les uns des autres, & que dès-là qu'ils ne s'écartent point des Usages & des Loix communes de l'Eglise, ils peuvent gouverner leur Troupeau comme ils le jugeront à propos ? Comment donc ont'ils souffert que les Papes les aient traités comme leurs Sujets, qu'ils se soient appropriés une partie de leur Troupeau par les exemptions accordées à la plupart des Maisons Religieuses ? Pourquoi ont'ils consenti que le Pape, pour marque de Souveraineté, liât leurs Sujets de manière qu'ils ne pussent les délier eux-mêmes, & qu'à leur honte il donnât à de simples Prêtres, les pouvoirs qu'il leur ôtoit ; qu'il se réservât les affaires importantes, presque toutes les matieres bénéficiales, & qu'il les réduisît presque à donner les Ordres & à nommer des Vicaires ? Dans ses Bulles, dans ses Rescrits, ne les confond-t'il pas avec leurs Peuples, n'exige-t'il pas d'eux la même obéissance, *omnimodam obedientiam* ? Ils sont pourtant ses Egaux & Juges comme lui ; la chose ne peut être autrement, dès qu'il n'est pas leur Souverain, & qu'il n'a sur eux que les Droits d'Inspection & de Vigilance, attachés à sa qualité de Chef, non Monarque. Ils le pensent la plupart, je le sçai ; mais ils n'agissent point conséquemment à leurs sentimens ; il n'y a eu guères que ceux qui soutiennent des Doctrines que Rome combat, qui aient osé se déclarer : d'où il est arrivé qu'à ces vraies Notions de l'Episcopat, cette Cour & ses Partisans ont attaché des qualifications odieuses, & sont presque venus à bout de persuader aux Peuples qu'il n'y a que les Partisans de l'erreur qui parlent de la sorte, en vue d'infirmer la condamnation qu'ils craignent.

Aussi c'est sur-tout par rapport aux Droits des Evêques que

le Droit public a plus souffert , on peut même dire qu'il est tout-à-fait aboli. La Puissance Séculière s'est mieux soutenue en France ; les Ecclésiastiques, à quelques formalités près, sont justiciables du Souverain, comme ses autres Sujets ; les Evêques ne sont point arbitres souverains de leur Clergé. Les Appels comme d'Abus ont remédié à ce désordre ; & l'on n'auroit presque rien à souhaiter à cet égard, si les Religieux n'étoient pas comme ils le sont, abandonnés à la discrétion de leurs Supérieurs. Il en est de même des biens du Clergé ; ils contribuent, à proportion comme les autres, aux charges & aux besoins de l'Etat : c'est à la vérité sous le titre de Don gratuit & de Subvention volontaire, ce sont les Evêques qui font les Impositions ; mais peu importe à quel titre ils contribuent, pourvu qu'ils le fassent, & que le faix des charges publiques ne retombe pas tout entier sur le Peuple, sans comparaison moins riche que le Clergé. Le Roi s'est remis en possession de nommer aux Evêchés & aux Abbayes ; les Réserves, les Expectatives, sont abolies ; il jouit paisiblement des Droits de Régale ; les Brefs, les Rescrits de Rome ne sont point publiés sans son attache, & sans être registrés au Parlement. On a toujours fortement soutenu l'indépendance par rapport au temporel & aux Droits de faire la paix ou la guerre, de s'allier comme on jugeroit à propos ; la seule faute qu'on ait faite à cet égard, c'est d'avoir appelé au futur Concile des atteintes que les Papes avoient données, ou qu'on craignoit qu'ils ne donnassent à cet article essentiel, comme si leur Droit eût pu paroître litigieux, que leurs Sentences n'eussent pas été visiblement nulles, ou qu'un Concile fût Juge compétent de ces matieres. Un Souverain, par rapport aux Droits naturels & essentiels de la Souveraineté, ne peut & ne doit reconnoître aucun Juge ; c'est dans ces occasions



qu'il n'en a point d'autre, que son épée, pour se faire rendre Justice par ceux qui les attaquent.

Pour se conserver dans ces droits & dans ces usages, on ne peut avoir trop d'attention à tout ce qui vient de la Cour de Rome : on peut hardiment supposer qu'elle est toujours dans les mêmes principes, qu'elle conserve ses prétentions, & qu'adroite comme elle est, elle cherche & met en œuvre toutes les occasions qui se présentent de les appuyer. Il faut donc absolument ne point souffrir que le Pape se mêle des affaires dont on ne l'a point prié de se mêler. Tous ces Rescrits qui ont des clauses contraires à nos droits, à nos usages, doivent être renvoyés & regardés comme non avenus, quelques justes qu'ils puissent être d'ailleurs. Et certes, la Nation ne peut sçavoir assez de gré au Parlement d'avoir examiné, comme il a fait, la Constitution *Unigenitus*, d'avoir relevé, modifié, expliqué la condamnation de la proposition qui assure, *Que la crainte d'une Excommunication injuste ne doit pas empêcher de faire son devoir*. Il est vrai que la généralité de cette proposition, qui paroît établir chaque particulier Juge de l'injustice d'une Excommunication & de ce qui est de son devoir, mérite quelque censure : mais la condamnation peut avoir un autre objet ; de condamner, par exemple, l'obéissance qu'on rendroit à son Souverain malgré l'Excommunication que le Pape auroit injustement attaché à cette obéissance ; de condamner les Appels du Pape au Concile, malgré la crainte de l'Excommunication injuste dont les Papes ont frappé ceux qui les font.

Par rapport aux Evêques, l'unique moyen de se rétablir dans leurs Droits, c'est de les connoître à fond, de se bien persuader qu'ils sont aux Droits des Apôtres, & que l'Episcopat donne à tous ceux qui en sont revêtus, le même dé-

gré de puissance : c'est d'agir de concert , & de s'unir à l'autorité séculière pour en être protégés & soutenus : c'est de ne pas tant estimer les faveurs de la Cour de Rome , le Cardinalat est une invention humaine , & l'Episcopat est d'institution divine ; du moins doivent-ils empêcher les Réguliers de se servir de leurs privilèges , d'absoudre malgré eux leurs Diocésains , punir sévèrement ceux qui s'en seront servis ; en user de même à l'égard de ceux qui auront recours au Nonce , & qui reçoivent de lui quelque dispense , quelque faculté que ce puisse être. En un mot , du concert , de la fermeté , les remettroient peu à peu dans l'exercice de leur puissance qu'ils ont laissé lier.

Je proteste en finissant , que l'équité seule & la raison m'ont dicté ce que j'ai écrit , que la passion n'y a aucune part ; que je ne suis point ennemi de la Cour de Rome ni de sa doctrine , excepté en ce qui regarde les Prérogatives qu'elle s'attribue & la Domination souveraine qu'elle prétend lui être due sur toutes les autres Puissances. Pour ces points-là , je suis persuadé , & je crois avoir démontré qu'ils sont insoutenables : mais aussi je ne les regarde pas comme sa doctrine , je les attribue aux passions humaines , à persuasion même si l'on veut , & je crois que l'on conviendra avec moi qu'on n'est point obligé d'y souscrire ; je regarde le Pape comme le Chef de l'Eglise , mais non comme Souverain.

Si je me trompe à cet égard , j'avoüe que ce que j'ai écrit n'est qu'un tissu d'erreurs ; mais aussi , si je ne me trompe pas , c'est une suite de vérités , liées les unes aux autres par des conséquences naturelles & nécessaires , & infiniment propres à mon dessein d'établir clairement le Droit Public Ecclésiastique , en donnant l'histoire des efforts qu'on a faits pour le faire oublier & le mettre hors d'usage. Loin de vouloir sou-

lever contre l'autorité légitime des Papes , j'ai dit plus d'une fois qu'il falloit conserver avec eux les rapports nécessaires , leur laisser exercer les droits de vigilance & d'inspection qu'ils ont en qualité de Chef & de premier Primat , qu'il falloit même sacrifier quelques-uns de ses droits pour conserver la paix ; mais je ne crois pas que pour cette considération il faille souscrire à toutes leurs prétentions , approuver toutes leurs entreprises , dégrader les Rois & les Evêques , compter pour rien les usages de la Primitive Eglise , & croire que la possession où ils se sont mis de la Souveraineté, la leur ait véritablement donnée , qu'elle ait éteint des Droits d'eux-mêmes imprescriptibles , & qu'on ne puisse pas tenter de s'y rétablir, en gardant d'ailleurs tous les ménagemens possibles.





## AVIS DU LIBRAIRE.

**L**E même hazard qui m'a fait tomber entre les mains l'Histoire du Droit Public Ecclésiastique François, m'a procuré les Vies des Papes Alexandre VI. & Léon X. Comme l'auteur dit dans sa Préface, que cet ouvrage est le fruit des réflexions qu'il a faites en s'appliquant à l'Histoire des Papes, je suppose que ces deux Vies qu'on m'a remises, sont aussi de sa façon, & que son but est que je les imprime comme un Essai dont il seroit bien-aisé de sçavoir le jugement du Public. J'entre volontiers dans ses vûes, d'autant plus que les deux Vies sont courtes, & que des personnes de bon goût, à qui je les ai fait voir, m'en ont dit beaucoup de bien; elles m'ont même assuré que ce sont les mêmes dont le Journal Littéraire de la Haye de l'année 1734. Tome 21. pag. 118. a donné une idée si avantageuse.



# AVIS DU LIBRAIRE

Le Libraire de la Rue de la Harpe, qui a l'honneur de vous adresser cet avis, a l'honneur de vous annoncer que les deux Volumes de l'Histoire du Droit Public Ecclésiastique, par M. L'abbé de Lamoignon, ont été achevés. Ces deux Volumes, qui ont été imprimés par M. L'abbé de Lamoignon, ont été achetés par le Libraire de la Rue de la Harpe, qui a l'honneur de vous les adresser. Les deux Volumes, qui ont été imprimés par M. L'abbé de Lamoignon, ont été achetés par le Libraire de la Rue de la Harpe, qui a l'honneur de vous les adresser. Les deux Volumes, qui ont été imprimés par M. L'abbé de Lamoignon, ont été achetés par le Libraire de la Rue de la Harpe, qui a l'honneur de vous les adresser.



# L A V I E

## D'ALEXANDRE VI.

**E**N vain chercheroit-on dans l'Histoire & dans la Fable un Prince dont les crimes pussent être comparés à ceux de ce Pontife : à la Religion près, qu'il n'a point attaquée, il s'est rendu coupable des excès les plus monstrueux ; & on peut dire, que si sa mémoire avoit péri avec lui, on ignoreroit jusqu'à quel point un homme peut être corrompu & méchant

Il naquit en Espagne, à Valence, en 1431. Son pere se nommoit Godefroi Lenzolio, d'une des meilleures familles du Pays, & fort considéré à la Cour des Rois de Castille, où il eut des Emplois considérables. Il épousa Jeanne de Borgia, dont le frere Alphonse de Borgia fut élevé au souverain Pontificat sous le nom de Calixte III. Alexandre VI. fut le premier fruit de ce mariage : il fut élevé avec beaucoup de soin, & il y répondit parfaitement bien ; dès l'âge de dix-huit ans il s'acquitta en habile homme de quelques affaires importantes que son pere avoit cru pouvoir lui confier. L'étude du Droit étant alors fort estimée, il s'y appliqua & y fit les plus grands progrès.

Il avoit environ 24 ans, lorsque son oncle fut élevé sur le Trône Pontifical : il ne tarda pas à se rendre à Rome. Le Pontife, charmé de son mérite, le fit d'abord Archevêque de Valence, & lui donna le Chapeau avec la Charge de Vice-Chancelier. Ce fut alors qu'il quitta le nom de Lenzolio pour prendre celui de Borgia, que le reste de sa fa-

Famille  
d'Alex. VI.

Commencement de son  
élévation.  
Aubery,  
Hist. des Card.



mille prit à son exemple & qu'elle a toujours conservé depuis.

Ses premiers  
Emplois.

*Onuph. Vit.  
Alex. VI.*

*Histoire des  
Conclaves.*

Son élec-  
tion préten-  
due simonia-  
que.

Raisons d'en  
douter.  
*Specim. vit.  
Arcane.*

Le Cardinal de Borgia fut long-temps sans faire parler de lui : peut-être n'étoit-il pas encore si vicieux , ou peut-être avoit-il l'adresse de cacher ses désordres & son mauvais caractère sous les dehors spécieux de piété & de modération. Malgré son mérite personnel, il fut négligé & laissé sans emploi par Pie II. & par Paul III. Sixte IV. & Innocent VIII. lui rendirent plus de justice & s'en servirent dans plusieurs occasions importantes. Quoiqu'on assure qu'il n'accepta le Cardinalat qu'en vûe d'être Pape, on ne voit pourtant pas qu'il se soit donné aucun mouvement pour le devenir à la mort de Paul III. ou de Sixte IV. Apparemment son ambition ne se réveilla qu'à la mort d'Innocent VIII. Il fit si bien sa partie, & se servit si habilement de son esprit & de son crédit, qu'il fut élu dès le second jour du Conclave, qui étoit le deuxième jour d'Aout de l'année 1492. Il prit le nom d'Alexandre VI: il avoit au moins 60 ans, s'il est vrai, comme on l'assure, qu'il fût né en 1431.

Un Auteur qui a écrit la Vie secrète de ce Pape, fait le détail du marché qu'il fit avec les Cardinaux pour avoir leur suffrage. L'équité m'oblige ici, de remarquer que ces sortes de détails peuvent & doivent être suspects; ces sortes de conventions, si honteuses à ceux qui les font, demeurent secrètes, le vendeur & l'acheteur étant également intéressés à les cacher; & ce n'est presque jamais que sur ce qui se fait qu'on les devine: d'ailleurs, le Cardinal de Borgia avoit du mérite, l'Auteur de ce prétendu détail en convient; il avoit eu l'adresse de cacher ses desordres; & par l'hypocrisie la plus raffinée & la plus constante qui fût jamais, on lui croyoit des vertus qu'il n'avoit point, loin

de connoître les vices dont il étoit rempli. Qu'étoit-il donc besoin qu'il achetât le Pontificat, dont il avoit scû paroître digne ? Cardinal depuis trente-sept ans, n'avoit-il pas eu le temps de se faire assez d'amis dans le sacré Collège, pour l'emporter sur ses concurrens ? Pourquoi flétrir tous ces Cardinaux, & ne pas dire, comme il est vrai, que trompés par l'hypocrisie de Borgia, en lui donnant leur voix, ils avoient mis sur le premier Siège de l'Eglise un homme indigne de la moindre Fonction Ecclésiastique ? Il en est de même de ce qu'on fait dire au Cardinal de Médicis dans le Conclave quelques momens après l'élection : *Nous nous sommes livrés à la gueule du loup le plus vorace ; il nous dévorera infailliblement si nous ne le prévenons par la fuite* : Ce Cardinal avoit à peine 15 ans, & selon toutes les apparences il n'étoit pas du Conclave ; étoit-il Prophète, ou à cet âge avoit-il pû démêler le vrai caractère d'Alexandre VI. malgré les vertus apparentes qui l'avoient caché aux yeux les plus perçans ? Je ne prétends pas au reste justifier ce Pape ; le début, par où je commence le récit de sa vie, doit en avoir convaincu : mais j'ai cru devoir faire remarquer, que son Election n'étoit pas aussi criminelle que ces auteurs le prétendent ; & certes ils avoient assez de mal à dire de lui, sans être obligés de hasarder des conjectures peu vraisemblables, & sans faire parler des enfans pour le rendre odieux.

*Hist. des  
Conclaves.*

Les Cardinaux ne furent pas les seuls trompés, le monde entier le fut comme eux. Les Romains marquerent leur joie en toutes les manieres dont ils purent s'aviser, jusqu'à élever des Arcs de triomphe sur le passage de leur nouveau Maître, lorsqu'il alla prendre possession de la Basilique de Saint Jean de Latran. Les Souverains entrèrent dans les sentimens du peuple Romain ; les complimens de leurs

*Son élection  
est applaudie.*

Ambassadeurs étoient sinceres ; & les Auteurs de ce temps-là conviennent qu'il les méritoit par sa conduite avant que d'être Pape , & par la douceur , la modération , la sagesse qu'il fit paroître au commencement de son Pontificat. Ferdinand Roi de Naples , fut le seul qui ne donna pas dans l'erreur commune ; la nouvelle de cette élection lui fit répandre des larmes : sans doute que méchant lui-même au suprême degré , il se connoissoit mieux en méchanceté que tous les autres.

*Guichardin.  
Mariana.*

*Guichardin.*

Heureux  
commence-  
mens de ce  
Pontificat.

*Guichardin.  
Mariana.*

Alexandre VI. commença par établir l'ordre & la sûreté dans Rome : il y réussit si bien , que de son temps elle fut dans une parfaite tranquillité. Il s'appliqua même aux affaires de l'Eglise : par ses soins un grand nombre de Hérétiques se réunirent à l'Eglise Romaine. Les Maures ayant été chassés du Royaume de Grenade par la valeur & la sagesse de Ferdinand Roi d'Arragon , il donna ses ordres pour rétablir les Evêchés que les Maures avoient détruits ; & il paroît qu'il ne tint pas à lui que les Princes Chrétiens ne se réunissent pour faire la guerre aux Turcs.

C'est au commencement de son Pontificat qu'il fit expédier une Bulle , par laquelle il donna aux Rois d'Espagne les Pays que Christophe Colomb avoit découvert dans les Indes. S'il avoit tort de faire cette donation , on en avoit encore plus de la lui demander ; mais on vouloit un titre , du moins apparent ; & on ne croyoit pas que le seul droit de bienfaisance pût autoriser ces sortes de Conquêtes. Ceux qui ont étudié ces matieres , savent qu'il est bien difficile de décider , s'il est permis d'entreprendre de détrôner des Rois & d'assujettir des Peuples , avec qui on n'a rien à démêler , & qui n'ont jamais ni donné ni pu donner aucun sujet de mécontentement.

Les troubles d'Italie qui la divisèrent dès le commence-



ment de ce Pontificat, l'intérêt qu'il y avoit par rapport aux terres de l'Eglise, bien plus encore son ambition & sa passion excessive pour la fortune de ses enfans, lui firent bien-tôt abandonner le soin de l'Eglise pour se livrer à tout ce que l'intrigue & la politique ont de plus odieux & de plus criminel. C'est-là le fond de la vie de ce Pape, & c'est ce que je vais développer.

*Sources des  
désordres de  
ce Pape.*

Long-temps avant que d'être élevé sur la Chaire de Saint Pierre, il avoit eu d'une Dame Romaine, nommée Vanozia, quatre garçons & une fille. Comme cette Dame étoit mariée, il fut plus aisé de cacher ce commerce criminel; ils y avoient si bien réussi, qu'on ne l'avoit pas même soupçonné, & qu'on l'eût toujours ignoré, s'ils avoient continué d'user des mêmes réserves & des mêmes précautions: mais ce Pape qui avoit tiré de sa dissimulation & de son hypocrisie tout le fruit qu'il en avoit espéré, jugea à propos de ne se plus contraindre, & cessa de faire mystère de ses amours; il fit loger ses enfans dans son Palais; & sans dire positivement qu'il étoit leur pere, ses tendresses, ses libéralités, ses soins empressés à leur procurer de grands établissemens, le dirent si hautement, que personne n'en put douter. Il n'avoit pas attendu qu'il fût Pape pour leur témoigner son amour: il avoit de son patrimoine trente-deux mille ducats de revenu, ses Bénéfices, ses Pensions, sa Charge de Vice-Chancelier de l'Eglise Romaine, lui en produisoient encore davantage; il se servit de ces grands biens pour donner à ses enfans toute l'éducation dont ils étoient capables, & pour faire à leur mere une fortune très-distinguée. A la vérité ses enfans étoient la preuve de son incontinence sacrilège: mais le soin qu'il en prit, prouvoit aussi que du moins il écoutoit les sentimens de la nature; de même que son constant & fidele attachement pour

*Guichardin.*

*Il prend un  
grand soin de  
ses enfans  
naturels.*

*Guichardin.  
Duchefne.*

*Ses grandes  
débauches  
ne sont pas  
tout-à-fait  
prouvées.*

celle qui les lui avoit donnés , montrait bien plus d'amour que de brutalité dans ses desordres. Ceux qui ont des sentimens , approuveront sûrement cette réflexion , & regarderont les faits qui l'appuient , comme une espece de démonstration qu'Alexandre VI. du moins avant son Pontificat , avoit de l'humanité & quelques vertus morales : je puis même dire , que ces faits joints à la réputation d'homme de bien , qu'il s'étoit conservée jusqu'à son exaltation , prouvent quelque chose de plus ; un vrai attachement exclut toujours ce qu'on appelle débauche. Il est possible de dérober aux yeux du Public une inclination ; en est-il de même de la brutalité , qui cherche tous les jours de nouveaux objets pour se satisfaire ? D'ailleurs de ce grand nombre de personnes qu'on suppose avoir consenti à la passion d'Alexandre VI. est-il probable qu'une seule ait été féconde ? Je souhaite sincèrement que ces observations servent à adoucir un peu l'idée affreuse qu'on a de lui : je n'aime point à trouver les hommes coupables au-delà des bornes de la nature , & j'ai autant de plaisir , quand je puis les justifier , que j'en aurois à sauver un malheureux des mains d'une multitude déterminée à le faire périr.

Caractère  
de ses enfans.

Les enfans de ce Pontife ayant été élevés de manière à n'être point embarrassés de sa nouvelle grandeur , parurent dans le monde avec distinction ; & si on avoit eu autant de soin à former leurs mœurs & leur religion , qu'on en avoit pris à cultiver & à polir leur esprit , & à leur donner ce qu'on appelle de belles manieres , ils auroient mérité les dignités qu'on leur prodigua. Lucrece , c'étoit le nom de sa fille , avoit un esprit au-dessus de son sexe ; elle étoit même sçavante & capable des plus grandes affaires. Mariana. Duchesse. Lesi. Louis de Borgia , aîné des garçons , étoit d'un caractère aimable , il étoit brave , & l'amour du plaisir l'animoit beaucoup

coup

coup plus que l'ambition. César, si connu sous le nom de Duc de Valentinois, étoit le second : il avoit toutes les qualités qui forment d'illustres scélérats, un esprit pénétrant & capable des plus grands projets, une ambition sans bornes, un courage ferme, une adresse supérieure pour les intrigues & les négociations, de la prévoyance, de la célérité, de la valeur, de l'habileté pour le Gouvernement, & par-dessus tout cela, une détermination à n'écouter ni religion ni humanité, lorsqu'elles s'opposeroient à ses projets ambitieux. Les deux autres se nommoient Jean & Godefroy : apparemment qu'ils n'avoient rien de distingué ni pour la vertu ni pour le vice, puisque les Auteurs contemporains n'ont pas daigné nous en instruire.

Ce fut pour élever ces enfans qu'Alexandre viola toutes les Loix divines & humaines : de Lucrece sa fille il en fit son idole ; il l'aima, dit-on, & brûla pour elle d'un feu détestable. Après tout, ce fait mériterait, pour être cru, d'autres garants que des épigrammes ; le mal est que ces sortes d'accusations sont aussi difficiles à réfuter qu'à prouver, & qu'on est bien condamnable quand on y donne occasion : mais si on peut douter de l'amour abominable de ce Pontife pour sa propre fille, on est obligé d'avoüer qu'il eut pour son élévation un amour excessif. N'étant encore que Cardinal, il l'avoit mariée à un certain Espagnol : ainsi parlent les Auteurs ; car ils se sont tellement attachés à raconter les crimes de cette famille, qu'ils ont oublié de marquer je ne sçai combien de circonstances & d'époques, qui auroient répandu un grand jour sur cette Histoire. Quoi qu'il en soit, dès qu'Alexandre fut Pape, il ôta sa fille à cet Espagnol, & la donna à Sforce, Marquis de Pezzaro. Cette alliance ne lui parut point encore assez avantageuse ; il cassa ce second mariage sous prétexte d'impuissance, &

Son amour  
excessif pour  
sa fille.

En peu de  
temps il la  
marie trois  
fois.



*Guichardin.  
Onuphre.  
Duchefne.*

*Malignité  
des auteurs  
contre le Pa-  
pe.*

*Le Pape ne  
pense qu'à ag-  
grandir ses  
enfants.*

*Mariana.*

maria sa fille au Prince de Tarente, fils naturel d'Alphonse Roi de Naples : cette alliance dans la suite devint inutile, par la chute de cette famille Royale. Alexandre qui n'avoit aucun prétexte pour la rompre, fit assassiner ce troisième mari de Lucrece, afin d'être en liberté de la mieux placer; il lui fit épouser Hercule d'Est, fils aîné du Duc de Ferrare. On dit que la jalousie du Pontife, qui ne pouvoit voir tranquillement sa fille entre les bras d'un autre, eut aussi beaucoup de part à ces divorces scandaleux & à ces cruautés. Cette réflexion me paroît bien plus maligne que solide. Il falloit un mari pour cacher, du moins pour être en état de nier ses infâmes amours; d'ailleurs en la mariant au fils du Duc de Ferrare, il se mettoit dans la nécessité de se séparer d'elle.

Le Pontife ne borna pas ses soins à l'élévation de sa chère Lucrece, il profita de toutes les occasions qui se présentèrent pour l'aggrandissement de ses fils. Ferdinand le Catholique, Roi d'Arragon & de Castille, donna à l'aîné le Duché de Gandie, en reconnaissance de ce que le Pape avoit décidé en sa faveur une espèce de procès qu'il avoit avec le Roi de Portugal au sujet des terres nouvellement découvertes. On profita aussi de la situation fâcheuse où se trouva l'Italie, pour faire épouser au nouveau Duc une fille naturelle d'Alphonse Roi de Naples. Ce Duc ayant été assassiné avant la célébration ou la conformation de son mariage, son frère Jean, troisième fils du Pape, hérita de ses titres & même de son épouse. Il fut le plus sage ou le plus heureux de ses frères; apparemment qu'il se retira de bonne heure à son Duché, pour n'avoir point de part aux crimes de son pere & de son frère César, & pour se mettre à couvert des malheurs que ces crimes ne pouvoient manquer de leur attirer. Il y vécut tranquille : sa postérité dure

encore aujourd'hui, illustrée par la sainteté de François de Borgia, qui défabusé des vanités du monde, quitta son Duché, & embrassa l'institut des Jésuites, dont il fut le troisième Général.

Alexandre VI. qui peut-être ne connoissoit pas encore le caractère de son fils César, & les grands talens qu'il avoit pour seconder ses vûes ambitieuses, le destina à l'Eglise: il le fit Cardinal & Archevêque de Valence en Espagne. Cet état étoit trop violent, aussi le quitta-t-il le plutôt qu'il put, & dès qu'il vit jour à remplacer, par des Principautés séculières, les Dignités ecclésiastiques à quoi il renonçoit. La situation où étoit alors l'Italie, a tant de rapport à ce que fit Alexandre VI. pour ses enfans, qu'il est impossible de développer ces mystères d'iniquité sans entrer dans le détail des divers intérêts des Princes & des Etats qui la partageoient.

Le séjour des Papes à Avignon, le schisme qui suivit leur retour à Rome, leurs divisions avec les Conciles de Constance & de Bâle, dérangerent l'Etat Ecclésiastique. La plupart des Gouverneurs des Villes de cet Etat avoient changé leurs Gouvernemens en Principautés, & afin d'avoir du moins un titre apparent de leurs usurpations, ils reconnurent les Papes pour Souverains, & s'obligerent à leur payer chaque année un certain tribut; ils se nommoient les Lieutenans & les Vicaires du Saint Siège. C'est ainsi que les Polentins avoient usurpé Ravenne, les Malatesta s'étoient rendus maîtres de Césenne, les Riario tenoient Imola & Forli; Manfredi possédoit Fayence, Sforce Pezzaro; les Bentivoglio Boulogne, & les Baillons Perouze. Telle étoit la situation de l'Etat Ecclésiastique, quand Alexandre VI. en devint le maître.

Ludovic Sforce aspirait à se rendre maître du Duché de

Il fait son second-fils Cardinal, malgré son peu de disposition.

Situation de l'Etat Ecclésiastique.

Mariana.  
Meyera.  
Daniel.

Deffein du



Duc de Milan.

Mezerai.

Daniel.

Guichard.

Milan: il le gouvernoit au nom de Jean Galeas son neveu, qui avoit épousé une fille d'Alphonse, fils & héritier présomptif de Ferdinand Roi de Naples. Ce Roi avoit à craindre que Charles VIII. ne fît valoir les droits incontestables qu'il avoit sur le Royaume de Naples; Sforce appréhendoit aussi que si Charles négligeoit la conquête de Naples, il ne mît le Duc d'Orléans en état de faire celle du Milanés, qui lui appartenoit par sa grand-mère Valentine de Visconti, unique héritière du dernier Duc de ce nom.

Les autres Princes & les autres Etats d'Italie se défioient les uns des autres, & se craignoient mutuellement: aucun n'osoit remuer, quoique tous eussent bien souhaité de s'agrandir aux dépens de leurs voisins.

Les intrigues de Ludovic pour détourner sur Ferdinand la tempête qui pouvoit fondre sur lui, & pour le mettre hors d'état de traverser l'usurpation qu'il méditoit, tira l'Italie de la tranquillité où elle paroissoit être. Dès qu'on sçut que Charles VIII. se préparoit à y passer, tout fut en mouvement, & chacun prit parti suivant ses intérêts & ses vûes.

Incertitude  
des autres  
Princes d'Italie.

Les Aut.  
ci-dessus.

Le Pape qui d'abord s'étoit joint à Ludovic pour déterminer le Roi de France à la conquête du Royaume de Naples, changea bien vite de sentiment: il fit ce qu'il put pour le détourner du dessein qu'il lui avoit inspiré, & pour le traverser. Les raisons de ce changement étoient, les avantages que lui avoit offert pour les enfans le Roi de Naples, & la juste crainte d'avoir un Feudataire trop puissant; peut-être aussi appréhendoit-il de s'engager trop avec un jeune Prince sans expérience, & dont tout le monde sçavoit que le Conseil n'étoit guères sage. Les Vénitiens ne voulurent prendre aucun parti, attendant, selon leur coutume,



que les événemens leur fournissent l'occasion de se déterminer avec avantage. Les Florentins, ou plutôt Pierre de Medicis, Chef de leur République, se liguerent avec le Roi de Naples, mais d'une manière fort timide, & sans lui donner du secours, résolu au fonds de ne se déclarer que pour celui des deux concurrens dont ils auroient le plus à craindre ou à espérer.

Ce fut dans ces circonstances embarrassantes que le Pape, après avoir tenté inutilement de réunir toute l'Italie contre Charles VIII. s'adressa à Bajazet Empereur des Turcs, pour en obtenir des secours d'hommes & d'argent. Celui qu'il avoit chargé de cette commission fut arrêté à son retour de Constantinople: on lui prit l'instruction qu'il avoit reçue d'Alexandre VI. pour son Ambassade, & plusieurs Lettres de Bajazet. On prit les précautions nécessaires pour qu'on ne pût douter de l'authenticité de ces pièces, qui prouvoient si clairement l'union criminelle du Chef des Chrétiens avec l'ennemi déclaré du Christianisme: l'Envoyé certifie que l'instruction est émanée de la bouche même du Pape; un Notaire public assure que la traduction de ces différentes pièces est exactement conforme aux originaux. Après cela peut-on douter du fait?

Si j'osois m'opposer au torrent, je ferois quelques réflexions qui pourroient le rendre un peu suspect. Je dirois, par exemple, qu'il est bien difficile qu'on soit venu de Constantinople aux environs de Rome en un mois; car les Lettres de Bajazet sont du 18 Septembre, & l'attestation du Notaire est du 5 Novembre de la même année 1494: qu'il falloit marquer ce qu'on avoit fait des originaux & en quel lieu on les gardoit: qu'il n'est guères probable que l'Empereur des Turcs ait écrit en Italien: qu'il ait écrit cinq Lettres pouvant n'en écrire qu'une; qu'il les ait écrites le

Le Pape  
traite avec  
l'Empereur  
des Turcs.

Ce Traité  
n'est pas tout-  
à-fait sûr.

même jour ; que dans la date il ait suivi l'Ere Chrétienne. Je demanderois ce que c'est que du papier *authentique selon la coutume des Turcs* ; j'ajouterois qu'il est fort singulier qu'on ait choisi un Grec pour translater de l'Italien en Latin ; que le stile de ces Lettres n'est point du tout le stile de la Porte ; que ces mots , *Pontife de l'Eglise Romaine par la divine Providence* , sentent les Brefs Apostoliques ; que même les Princes Chrétiens ne s'en servent point quand ils écrivent aux Papes : enfin , je ferois remarquer que cette découverte a été faite & publiée par les plus grands ennemis d'Alexandre VI.

Succès prodigieux de Charles VIII.

Mezerai.  
Daniel.

Mémoires de Comines.

Au reste on s'étoit pris trop tard à négocier avec le Turc ; Charles VIII. étoit bien avant dans l'Italie dès la mi-Octobre. Tout plia devant ce Prince ; les Florentins se crurent heureux qu'il voulût accepter leur alliance & ne les pas traiter en ennemis ; le Duc de Ferrare , les Urbins , les Colannes , les Bentivoglio , se déclarerent pour lui : à l'exception de deux ou trois Villes qui éprouverent la valeur de ses troupes , toutes les autres ouvrirent leurs portes & se soumirent. Le Pape fut obligé de le recevoir dans Rome & d'accepter les conditions qu'il voulut lui imposer ; il n'eut qu'à se montrer au Royaume de Naples pour s'en rendre le maître. S'il avoit eu autant de prudence que de bonheur , rien n'auroit égalé sa gloire , & peut-être que l'Italie auroit inutilement réuni ses forces pour lui enlever sa conquête. Mais sa prospérité l'aveugla , en même temps qu'elle éclaira ses ennemis sur les dangers qui les menaçoient : elle lui fit commettre un si grand nombre de fautes importantes , qu'il étoit perdu sans ressource , si ses ennemis avoient eu moins d'ardeur à le perdre ; car ce qui le sauva , ce fut la nécessité où ils le mirent d'abandonner sa conquête , & de se retirer promptement en son Royaume.



Le Pape, dont la famille étoit attachée par un double mariage à la Maison Royale que Charles venoit de déposer, fut le principal moteur de la ligue où entrèrent avec lui les Vénitiens, le Duc de Milan, l'Empereur Maximilien & le Roi Catholique, contre les François. Elle eut tout le succès qu'il en pouvoit attendre : Ferdinand, puissamment secouru de ses Alliés, & secondé par ses Sujets déjà fatigués de la domination Françoisé, remonta sur le Trône, dont il venoit de descendre; en moins d'un an il vint à bout de soumettre les Partisans de la France, & de chasser de ses Etats les Troupes que Charles VIII. y avoit laissées en se retirant.

Ligue contre  
Charles VIII.  
*Mariana.*  
*Guichard.*  
*Mézer. &c.*

Cette invasion, quoique favorable au Pontife par les grands avantages qu'elle contraignit les Rois de Naples de lui faire pour l'empêcher de se joindre à leur ennemi, avoit pourtant suspendu l'exécution des projets qu'il avoit formés contre les Barons Romains, qu'il appelloit d'ordinaire *les menottes* des Papes : il reprit ces projets dès que l'orage fut dissipé. Les Colonnes & les Ursins étoient les plus puissans de ces Barons, & presque toujours en guerre les uns avec les autres; les Papes précédens en avoient eu beaucoup à souffrir; & souvent pour n'en être pas opprimés, ils avoient été contraints de leur accorder beaucoup au-delà de ce qui convenoit à leur dignité : c'est par ceux-là qu'Alexandre VI. commença l'exécution de son dessein.

Le Pape attaque les Barons Romains.  
*Mariana.*  
*Guichard.*

Ces deux Maisons s'étoient déclarées pour Charles VIII. Les Colonnes sur-tout lui avoient rendu d'assez grands services, & en avoient été abondamment récompensés : toutefois dans la décadence des affaires de ce Prince ils furent les premiers à se réconcilier avec ses ennemis, & à prendre parti contre lui. Les Ursins furent plus fideles; & s'ils ne firent pas de grands efforts pour le servir, du moins

Il commen-  
ce par les Ur-  
sins.  
Il est battu.

*Mariana.*  
*Guichard.*



ils ne le combattirent pas : cette circonstance déterminâ le Pape à les faire attaquer. Les Espagnols & les Colonnes servirent sa haine ; on leur enleva quelques Places, : ils se défendirent si bien , que ce Pape , après la perte d'une bataille où le Duc de Gandie son fils aîné avoit été blessé , fut contraint de leur offrir la paix , & de les laisser en repos , jusqu'à ce qu'il trouvât une occasion plus favorable de les détruire.

*Mariana.*

Le secours des Espagnols ne lui fut pas toutefois inutile : ils prirent Ostie & quelques autres Places moins importantes , où le Cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens tenoit des garnisons qui bloquoient Rome en quelque sorte , & l'incommodoient extrêmement.

Il veut faire  
son fils aîné  
Duc de Bene-  
vent.

*Mariana.  
Guichard.*

Pendant ce court intervalle de paix & de tranquillité , le Pape travailla à l'aggrandissement de son fils aîné : il entreprit de le faire Duc de Benevent. Cette affaire fut proposée au Consistoire , où elle souffrit de grandes oppositions de la part du Cardinal Piccolomini : on ajoute que l'Ambassadeur de leurs Majestés Catholiques s'opposa fortement à cette nouveauté , & qu'il déclara en termes exprès , que ses Maîtres ne souffriroient jamais qu'on détachât , sous quelque prétexte que ce pût être , un si beau morceau de l'Etat Ecclésiastique. Ces remontrances si vives engagèrent peut-être à différer : mais selon toutes les apparences , on étoit déterminé à ne pas céder. On négocia presque en même temps le mariage de Lucrece fille du Pape avec le fils naturel d'Alphonse II. Roi de Naples : il fut arrêté pour lors , mais il s'accomplit quelque temps après.

Le fils aîné  
du Pape est  
assassiné.

*Guichard.  
Onuph. sp̄-  
cim. Vit.  
arcana.*

Ces prospérités du Pape furent troublées par un accident bien étrange : le Duc de Gandie son fils aîné fut assassiné le 8 Juin de l'année 1497. Voici comme la chose se passa , si on en croit l'Auteur de la vie secrète de ce Pontife. Ce Duc  
avec

avec ses freres soupa chez la Dame Vanozia leur mere ; il étoit tard quand on sortit de table , & le Cardinal paroiffoit s'impatier de ce qu'on différoit à se retirer ; on partit enfin. Le Duc & le Cardinal montés sur leur mule , & peu accompagnés , marcherent ensemble jusqu'à l'ancien Palais que leur pere avoit occupé , tandis qu'il n'étoit encore que Vice-Chancelier de l'Eglise Romaine ; en cet endroit le Duc se sépara du Cardinal , pour ne pas manquer , comme il le fit assez entendre , à un Rendez-vous amoureux : il congédia le peu de domestiques qu'il avoit à sa suite , & ne retint qu'un Estafier. Un certain homme masqué , qui s'étoit trouvé chez la mere de ce Duc , où il venoit de souper , & qui pendant un mois l'avoit vû presque tous les jours , monta en croupe derriere lui ; après avoir fait quelque pas , il ordonna à son Estafier d'aller au Palais , & de revenir à une certaine heure dans l'endroit d'où il le renvoyoit , & de retourner au Palais s'il ne le trouvoit pas : il continua de marcher , ayant toujours derriere lui cet homme masqué. Le Duc ne parut plus ; & deux jours après on trouva son corps dans le Tybre , percé de neuf coups d'épée. Le Pape son pere fut pénétré de la plus vive douleur : il passa sans prendre ni repos ni nourriture près de quatre jours , enfermé dans sa chambre , fondant en larmes , & ses amis les plus intimes eurent toutes les peines du monde à le voir & à le consoler.

La haine qu'on avoit dès-lors , ou peut-être qu'on eut depuis contre le Cardinal , lui fit attribuer cette mort : les Historiens se sont appliqués à prouver qu'il en étoit l'auteur. Ils disent qu'il avoit conçu l'envie la plus furieuse contre son frere , & qu'il regardoit sa vie comme l'unique obstacle au changement qu'il méditoit. A ce motif ils en ajoutent un autre encore plus exécration : ces deux freres ,

On croit le  
second fils du  
Pape auteur  
de cet assassinat.

Auteurs ci-  
dessus.

disent-ils , aimoient leur sœur Lucrece , tous deux en étoient favorisés ; mais le Cardinal s'imaginoit avoir la moindre part à sa tendresse. Sans doute que César de Borgia étoit capable de ces sentimens dénaturés ; quantité d'autres crimes qu'il a sûrement commis , ne le prouvent que trop : cela n'empêche pourtant pas que des Historiens qui se font un plaisir de prouver qu'un homme est criminel , ne doivent être suspects. Suffit-il que quelqu'un soit capable des excès les plus monstrueux , pour les lui attribuer ? Un Auteur peut rapporter des bruits populaires ; doit-il les donner pour des vérités constantes ? S'il est quelque circonstance qui les démente , qui les rende douteux , peut-il la supprimer ? Cet homme masqué qui pendant un mois a vû presque tous les jours le Duc de Gandie , qui se trouve à son dernier souper , qu'il fait monter en croupe derrière lui , qu'il veut avoir seul avec lui , ne suffit-il pas pour qu'on suspende au moins le jugement que l'idée fâcheuse qu'on a de son frere , fait naturellement porter contre lui ?

Il n'en est pas  
moins reçu de  
son Pere.  
*Guichard.*

Alexandre VI. se consola de cette mort funeste , & l'oublia même assez vite. Les bruits populaires qui l'avoient attribuée au Cardinal son fils , ne l'empêcherent pas de le recevoir avec toute sorte de tendresse à son retour de Naples , où il l'avoit envoyé avec le titre de Légat à *Latere* , pour couronner Frédéric qui succédoit à son neveu Ferdinand.

Le Pape  
pour se justi-  
fier , opprime  
un de ses Se-  
crétaires.  
*Guichard.*  
*Onuph.*

A peine ce chagrin domestique étoit-il dissipé , qu'il survint au Pape une affaire très-fâcheuse. Ferdinand & Isabelle se plaignirent amèrement de ce qu'à leur insçu il avoit accordé à une Religieuse de Portugal , vraie héritière de ce Royaume , une dispense pour se marier. Quoique la dispense existât , & que peut-être il l'eût accordée sans y faire assez de réflexion , il nia l'avoir fait expédier : pour en persuader leurs Majestés Catholiques , avec qui il lui importoit fort de



ne se pas brouiller, il s'en prit à l'Archevêque de Cosen-  
se, son Secrétaire; il le fit arrêter, lui fit faire son procès,  
confisqua ses biens, le dépouilla de toutes ses dignités, &  
le condamna à une prison perpétuelle, quoiqu'il eût nié  
constamment la falsification qu'on lui imputoit. Son aveu  
étoit essentiel à la justification du Pape; il l'obtint, dit-on,  
par la perfidie la plus insigne. Après que ce malheureux  
eut éprouvé quelque temps les rigueurs de la prison, Ale-  
xandre VI. lui envoya de ses confidens, qui l'assurèrent  
que, s'il vouloit avouer le crime pour lequel on l'avoit con-  
damné, il seroit élevé à de plus grands honneurs encore  
que ceux dont on l'avoit dépouillé; il crut ces perfides, il  
fit l'aveu qu'ils lui demandoient: ils avoient aposté un  
nombre suffisant de témoins pour le recevoir & le certi-  
fier. Loin de lui tenir la parole qu'on lui avoit donnée, on  
n'adoucit pas même les rigueurs de la prison; il y mourut  
bien-tôt après avec de grands sentimens de piété, & pro-  
testant toujours qu'il étoit innocent du crime qu'il avoit  
avoué.

Je ne puis m'empêcher de dire que ce trait d'injustice &  
de perfidie me paroît le plus affreux de la vie de ce Pape,  
& le plus digne de l'exécration publique: dans les autres  
on voit des passions qui cherchent à se satisfaire: dans ce-  
lui-ci il n'y a que de l'iniquité la plus raffinée, & de la  
cruauté, qui se termine à faire souffrir un homme dont  
on connoît l'innocence, & qu'on n'a d'ailleurs aucune rai-  
son de haïr.

L'affaire de Savonarolle, quoique de toute autre espece,  
répandit aussi beaucoup d'odieux sur le Pontife. Cet hom-  
me, fameux par ses Prédications, par ses Invectives contre  
les Vices du Clergé, enfin par son supplice, étoit issu d'une  
famille noble de Ferrare. Il entra fort jeune chez les Do-

Caractère de  
Savonarolle,  
Religieux  
Dominicain:  
*Mezerai.*  
*Daniel.*  
*Pic de la*  
*Mirande.*

minicains ; il s'y distingua par la vivacité de son esprit & par ses grands talens ; la piété , la régularité dont il les foutint , leur donna encore plus d'éclat : on l'appliqua à la Prédication , il y eut les plus grands succès. Il se fixa à Florence , & s'y fit une si grande réputation , qu'il paroissoit être l'ame de cette République , & qu'on n'y prenoit aucun Parti sans le consulter. Cette République alors étoit divisée en deux Partis : les uns étoient pour la France & contre les Medicis , qui vouloient opprimer la liberté publique ; les autres étoient attachés aux Medicis , & ne vouloient point d'alliance avec la France : Savonarolle prit le premier Parti , & il le prit avec plus de chaleur qu'il ne convenoit à un Religieux , dont le Caractère ne permet pas qu'il se mêle des affaires d'Etat , bien moins encore qu'il se fasse Chef de Parti.

Sa résistance  
au Pape & son  
mépris de  
l'Excommu-  
nication.  
*Guichard.*

Dès l'année 1492 , c'est-à-dire , presque au même temps que Charles VIII. se dispoisoit à passer en Italie , ce Religieux prédit la venue de ce Prince : il dit que Dieu l'avoit choisi pour exterminer les Tyrans , pour renouveler l'Eglise , du moins pour la réformer , sur-tout dans son Chef. Quoique l'événement n'eût guères répondu à ces prophéties , Savonarolle ne perdit rien de son crédit ; il continua de débiter ses prétendues révélations , & le Peuple continua d'y ajouter foi. Il comptoit si fort sur l'affection des Florentins , qu'il entreprit de résister à Alexandre VI. & même de lui insulter. Ce Pape instruit des prédictions de ce Dominicain , des divisions dont elles étoient la source , & offensé personnellement de la hardiesse qu'il avoit eue d'investiver publiquement contre lui & contre ses enfans , le cita pour venir répondre à Rome de sa conduite. Savonarolle refusa d'obéir , & se contenta d'écrire pour sa justification. Le Pontife , choqué de cette résistance , lui défendit

de prêcher : il garda quelque temps l'Interdit ; mais animé apparemment par ses amis , il remonta en chaire , où il parla avec plus de hardiesse & de liberté que jamais. Par cette conduite qu'on peut du moins nommer extraordinaire , il s'attira une Sentence d'Excommunication , qu'il méprisa comme il avoit fait l'Interdit.

Alors le Pape menaça la République de toute son indignation , si elle continuoit à protéger ce Religieux indocile , & si elle ne se servoit pas de l'autorité qu'elle avoit sur lui pour le faire rentrer dans son devoir. Ses menaces intimidèrent ; plusieurs vouloient qu'on obéît au Pape , & qu'on ne s'exposât pas à son ressentiment pour soutenir la querelle d'un simple particulier , qui n'étoit pas même leur Citoyen.

Le Pape s'en prend aux Florentins & les menace.

D'ailleurs, Savonarolle avoit beaucoup d'ennemis : l'exécution sanglante & précipitée des partisans des Médicis , qu'on l'accusoit d'avoir conseillée ou de n'avoir pas empêchée , réveilla & redoubla leur haine. D'un autre côté les Franciscains , soit par un vrai zele , soit qu'ils fussent gagnés par ses ennemis , l'attaquerent publiquement dans leurs Sermons , & lui reprocherent d'avoir des sentimens nouveaux & dangereux ; on s'échauffa de part & d'autre , on disputa , & comme il arrive d'ordinaire , on ne put s'accorder ; on en vint jusqu'à proposer & à accepter l'épreuve du feu : chacun des deux Partis fournit son champion. Les Chefs n'ayant pas cru qu'il fût de leur Dignité de s'exposer eux-mêmes ; le Dominicain , par son obstination à ne vouloir point entrer dans le feu sans porter avec soi la Sainte Eucharistie , donna tout l'avantage au Franciscain. Le peuple , présent à ce spectacle , prit la foiblesse du champion de Savonarolle pour une preuve de l'hypocrisie & des erreurs que ses Adversaires lui avoient reprochées : on cou-

Les Magistrats se voient contraints à Savonarolle.



rut en foule au Convent des Dominicains pour l'en tirer : il eut aussi des défenseurs, on se battit, & il y eut bien du sang de répandu. Les Magistrats eurent besoin de toute leur autorité pour arrêter le tumulte ; ils ordonnerent à Savonarolle de sortir de Florence : ses amis qui l'empêchèrent d'obéir, ne purent empêcher qu'il ne fût arrêté en conséquence de sa désobéissance.

Ils le condamnent à la potence & au feu.

On lui fit son procès dans les formes ; & sur sa propre confession, du moins on le prétend ainsi, il fut condamné à être brûlé après avoir été pendu. Cette Sentence sévère fut exécutée, dit le Continuateur de Fleury, le 23 de Mai 1498, jour de l'Ascension. Il falloit qu'on fût étrangement pressé, pour ne pas respecter un jour si solennel.

Motifs de cette Sentence.

L'esprit de Parti, & peut-être l'envie de plaire au Pape, que ce Religieux avoit attaqué sans ménagement, eurent une très-grande part à cette exécution, infiniment cruelle, s'il n'étoit coupable que d'avoir débité des visions & des révélations désagréables à quelques Puissances ; le forcer au silence, le faire changer de demeure, c'étoit assez le punir. Mais, si l'auteur de la Vie secrète d'Alexandre VI. n'a point imposé à ce Religieux, il cessera de paroître innocent ; & la compassion qu'on aura de son malheur, n'ira pas jusqu'à attribuer à ses Juges l'injustice la plus criante : voici comme parle cet Ecrivain.

Extrait de la déposition de Savonarolle contre lui-même.

Burchard.  
Diat. Vit.  
Alex.

Savonarolle fut appliqué jusqu'à sept fois à la question ; il demanda grace & offrit d'écrire tout le mal qu'il avoit fait : on cessa de le tourmenter, on le remit en prison, on lui donna de l'encre & du papier. On assure qu'il remplit au moins quatre-vingt feuilles de ses crimes. Il avoua n'avoir jamais eu aucune révélation divine ; mais qu'il avoit été d'intelligence avec plusieurs de ses Frères demeurans à Florence & ailleurs, qui lui révé-

loient les Confessions avec les noms & les surnoms des Fidèles, & qu'il assûroit avoir appris de Jésus-Christ même ce que ses Freres lui avoient déclaré. Il avoüa encore que depuis environ vingt ans il ne se s'étoit confessé d'aucun péché mortel, quoiqu'il en eût commis plusieurs de différentes especes en matiere d'impureté.... Qu'un jour il avoit dit à ses Freres de prendre garde d'être empoisonnés, qu'il avoit ordonné au cuisinier & autres officiers du Convent, de ne point toucher aux poissons qu'on leur apporteroit un certain jour du mois de Juin; que cependant il étoit convenu avec un de ses intimes amis, qu'il envoyeroit au Convent une lamproye bien apprêtée, mais empoisonnée; qu'à l'heure du dîner tous les Freres étant assemblés, il avoit dit qu'il avoit eu une révélation divine; que pour le prouver il avoit fait apporter tous les poissons cuits & crus: que tous s'étoient mis à genoux pour prier Dieu qu'il daignât les conserver: que pour s'attirer une plus grande confiance de ses Freres, il avoit fait venir un chat; & qu'après avoir regardé tous les poissons, il lui avoit donné un morceau de la lamproye empoisonnée, & que ce chat tomba mort aussi-tôt qu'il en eut goûté.

L'auteur dont je viens de traduire les paroles, est le même qu'on croit aveuglement, quand il dit du mal d'Alexandre VI. & de ses enfans: je demanderois volontiers pourquoi on ne le croiroit pas en cette occasion.

Au milieu des affaires & des intrigues qui occupoient continuellement le Pape, il ne laissoit pas de donner quelque attention aux affaires de l'Eglise. En 1493, il approuva l'Ordre des Minimes & leur Règle, dressée par leur Fondateur François de Paule. Il confirma l'Ordre de Chevalerie établi par Louis XI. sous le titre de Saint Michel. Il permit le mariage aux Chevaliers des Ordres militaires

Le Pape  
s'applique aux  
affaires de  
l'Eglise.

Raynald.  
Mariana.  
Onuph.

de Portugal : quelques-uns l'en ont blâmé , d'autres au contraire auroient souhaité que sa permission se fût étendue à tous les autres. Constantin , Roi des Géorgiens , envoya à Rome un Député pour reconnoître Alexandre VI. comme Vicaire de Jésus-Christ. La commission du Député portoit encore , qu'il engageroit le Pape à réunir les Princes d'Occident pour faire la Guerre aux Sarrazins ; qu'il lui demanderoit la continuation de l'alliance du Saint Siège ; qu'il le prieroit de lui envoyer le Décret du Concile de Florence , qui condamnoit les erreurs des Grecs. Ce Député fut très-bien reçu , on lui accorda tout ce qu'il demandoit ; & on promit qu'on feroit son possible pour seconder les vûes de son Maître : on fit même expédier une Bulle , qui outre l'explication de plusieurs Dogmes Catholiques qu'elle contenoit , accordoit plusieurs graces spirituelles à tous ceux qui prendroient les Armes , afin de s'opposer aux incursions des Moscovites. Ximenès , Archevêque de Toledé , eut aussi quelque part à ses attentions : ce Prélat , que la Reine Isabelle avoit tiré du Cloître pour le mettre à la tête des Eglises d'Espagne , continuoit à vivre dans la pauvreté & dans la simplicité de son premier état ; les personnes les plus sensées désapprouverent sa conduite , ses amis l'exhorterent à la changer , mais inutilement. Comme on sçavoit qu'il étoit pénétré de respect pour le Pape son Supérieur , on pria Alexandre VI. de lui donner à cet égard des avis convenables ; il le fit. Ximenès céda ; & sans donner dans le faste , il augmenta son train & sa dépense. C'auroit été avec une vraie satisfaction que je serois entré dans un plus grand détail des soins ecclésiastiques de ce Pontife ; mais j'ai cherché inutilement : tout ce qu'il a fait en qualité de Chef de l'Eglise & de Successeur de Saint Pierre , se réduit aux faits peu importants que je viens de raconter.

*Mariana.  
Flecher.*

La



La mort de Charles VIII. Roi de France , arrivée le 7 Avril 1498 , fournit au Pape & aux autres Puissances d'Italie , une nouvelle occasion d'intrigues & de projets. Louis XII. successeur de Charles , joignit par Arrêt de son Parlement , les Titres de Roi des deux Siciles & de Duc de Milan à celui de Roi de France. Sa réputation de valeur , d'habileté à la Guerre , de sagesse , de probité , étoit parfaitement établie ; par-là il étoit redoutable , & son Alliance devenoit précieuse. Le vrai intérêt de l'Italie demandoit qu'elle se réunît contre lui ; mais ceux qui la gouvernoient , ne pensoient qu'aux intérêts de leur ambition & de leur vengeance.

Nouvelles  
intrigues en  
Italie.

Alexandre VI. étoit extrêmement picqué contre Frédéric Roi de Naples , qui malgré le besoin qu'il avoit de secours pour se soutenir contre les efforts de la France , avoit refusé de donner sa fille à César de Borgia , qui n'attendoit qu'un Parti considérable pour rentrer dans le monde. Outre cette raison de haine , le Pontife en avoit d'intérêt : il ne pouvoit par ses propres forces dépouiller les Barons Romains & ceux qui possédoient les plus belles parties de l'E-tat Ecclésiastique à titre de Vicaires du Saint Siège ; & il étoit persuadé qu'aucune Puissance d'Italie ne favoriseroit l'exécution de son dessein. Les Vénitiens regardoient Sfor-ce , Duc de Milan , comme l'unique obstacle à leur aggran-dissement ; & ils souhaitoient avec passion de le détruire , ou de le mettre hors d'état de s'opposer à leurs projets. Les Florentins brûloient d'envie de se remettre en posses-sion des Villes que Charles VIII. leur avoit fait perdre.

Le Pape se  
déclare con-  
tre le Roi de  
Naples.  
*Mariana.  
Guichard.*

Dans ces vûes , ces trois Puissances s'empressèrent de s'u-nir avec Louis XII. Ce Prince reçut leurs offres avec joie , & leur accorda tout ce qu'ils voulurent lui demander ; il fut convenu que les Vénitiens partageroient la Conquête

Les Princi-  
pales Puissan-  
ces d'Italie  
s'unissent avec  
Louis XII.

du Milanés , à condition qu'ils s'empareroient eux-mêmes de la partie qui devoit leur revenir : les Florentins s'engagerent à fournir un certain nombre de Troupes , à accorder le passage , & à donner des Vivres aux Armées Françoises ; on leur promit réciproquement de les aider à rentrer dans les Villes qui leur avoient été enlevées à l'occasion de l'Expédition de Charles VIII.

Traité avantageux du Pape avec ce Prince.

Mezerai.  
Daniel.  
Guichard.

Louis XII. avoit personnellement besoin du Pape ; aussi lui fit-il de très-grands avantages , sans qu'il s'obligeât à rien autre chose qu'à ne lui être point contraire. Ce Prince , contre son inclination , avoit épousé une fille de Louis XI. extrêmement laide & contrefaite ; depuis bien des années qu'ils étoient ensemble , elle n'avoit point eu d'enfans , & on ne pouvoit guères espérer qu'elle en donnât : il s'agissoit de faire déclarer ce mariage nul. On ne pouvoit y réussir sans la faveur du Pape : afin d'obtenir de lui cette justice , dit Mezerai , Louis XII. s'engagea de donner le Duché de Valentinois à César son fils naturel , de lui procurer une alliance considérable , & de l'aider de ses Troupes pour se mettre en possession de la Romagne.

César Borgiarenonce au Cardinalat pour se marier.

Auteurs cités.

Ce fut à l'occasion de ce Traité avantageux , & des grandes espérances qu'il donnoit lieu de concevoir , que de concert avec le Pape , son fils renonça en plein Consistoire à la Dignité de Cardinal & à toutes les autres qu'il possédoit dans l'Eglise. Comme il étoit Diacre , il lui falloit une dispense afin de rentrer dans l'état séculier , & de pouvoir se marier ; on peut bien juger que son pere ne la lui refusa pas. Peu de jours après cette Cérémonie scandaleuse , il partit avec l'Equipage le plus superbe qu'on eût encore vû , pour se rendre auprès de Louis XII. Il en fut reçu de la maniere la plus propre à flatter son ambition ; & comme le Pape son pere avoit exécuté les préliminaires du Traité

d'ailliance en lui nommant les Commissaires qu'il avoit souhaités pour prononcer sur la nullité de son mariage, & qu'il avoit envoyé un Chapeau de Cardinal pour l'Archevêque de Rouen, ce Prince déclara César de Borgia Duc de Valentinois, lui donna une Compagnie de cent hommes d'Ordonnance avec vingt mille livres de pension, & lui fit épouser Charlotte d'Albret, dont le frere fut depuis Roi de Navarre.

La magnificence excessive du nouveau Duc, les dépenses du reste de la famille du Pape son pere, étoient bien au-dessus de tous les revenus de l'Etat Ecclesiastique; on suppléoit à ce qui pouvoit y manquer par toutes sortes de moyens: on vendoit les Bénéfices, on créa jusqu'à quatre-vingt nouveaux Secrétaires, dont on tira de grandes sommes; la plûpart des nouveaux Cardinaux qu'on faisoit, étoient fort riches & en état de faire des présens considérables en reconnoissance de la Dignité qu'on leur procuroit. L'usage étant alors que le Pape héritât des Cardinaux défunts au préjudice de leurs parens, on avoit le secret de n'attendre pas long-temps leur succession, si elle devoit être considérable: car pour ceux dont le bien n'étoit pas un objet digne d'envie, on les laissoit vivre tant qu'ils vouloient; ceux même qu'on avoit mis à portée de s'enrichir, on les délivroit bien-tôt du soin de conserver leurs richesses; ce qui est de certain, c'est que durant ce règne, les morts subites des Cardinaux opulens furent fort à la mode.

Quand Louis XII. conjointement avec les Vénitiens, eut conquis le Milanés, il tint exactement la promesse qu'il avoit faite au Pape, de donner des Troupes au Duc de Valentinois pour l'aider à se mettre en possession de la Romagne. Ce Duc s'en servit en habile homme; il prit d'abord les Villes d'Imola & de Forli; peu de temps après, il s'em-

Moyens violens que le Pape emploie pour avoir de l'argent.

Guichard.  
Mariana.

Conquête du Duc de Valentinois.  
Guichard.



para encore de Pezaro , de Rimini & de Fayence. Boulogne & Pise auroient eu le même sort , si la défense expresse de Louis XII. n'eût borné l'avidité du Conquérant.

Portrait de  
ce Duc.  
Guichard.  
Machiavel.

Quelque décrié qu'il puisse être , on doit cependant lui rendre une espece de justice. Jamais homme peut-être n'entendit mieux que lui l'art de faire des Conquêtes & de les assurer : il étoit pour le moins aussi prudent & aussi rusé qu'il étoit actif & vaillant ; il profitoit de toutes les circonstances qui se présentoient. Il vint à bout d'engager ses ennemis à le servir ; & il est inconcevable avec quelle facilité il les faisoit donner dans les pièges qu'il leur avoit tendus. Il sçut mettre l'ordre parmi les nouveaux sujets , & s'en faire assez aimer pour qu'ils ne regrettaient point leurs anciens maîtres ; il se mit même en état de se passer de secours étrangers , en se formant une armée dont les soldats passaient pour être les meilleurs d'Italie. Il est vrai qu'il usa d'une grande cruauté , en faisant périr , autant qu'il le put , ceux qu'il dépouilloit : il est encore vrai , qu'il ajouta la perfidie à la cruauté ; mais cette perfidie , cette cruauté , étoient ménagées , & , si je puis ainsi m'exprimer , elles étoient employées à propos , elles étoient même nécessaires eu égard aux circonstances où il se trouvoit ; & il falloit ou qu'il les mît en usage , ou qu'il renonçât à la Principauté que son pere lui avoit donnée. Il est hors de doute qu'il auroit dû prendre ce dernier parti , & que le vrai honneur consiste à renoncer aux prétentions les plus légitimes , quand pour les faire valoir on est obligé d'employer des moyens universellement condamnés & détestés ; & il me paroît , que le choix qu'a fait Machiavel de ce Duc , pour le proposer comme un modele de politique , est pour lui plus flétrissant encore que les portraits odieux sous lesquels la plupart des Ecrivains se sont accordés à le représenter.

La Conquête du Royaume de Naples , à laquelle Louis XII. s'engagea , fournit au Pape & à son fils l'occasion de bien des crimes. Les Colonnes étoient attachés à la Maison d'Arragon , régnante à Naples , dont il avoit conjuré la perte : cet attachement fut le prétexte de leur ruine. Ils avoient prévû l'orage , & pour le détourner , ils avoient tenté de mettre leurs Terres sous la protection du sacré Collège. Alexandre VI. sçut leur dessein ; il lui fut facile de l'empêcher , il n'eut qu'à défendre aux Cardinaux de se mêler de cette affaire. Ces Seigneurs , sans ressource & sans force , se laissèrent dépouiller , & remirent eux-mêmes entre les mains du Pape les clefs de leurs Villes & de leurs Forteresses. Le Cardinal Colonne , pour ôter tout prétexte à la cruauté du pere & du fils , se défit aussi de la riche Abbaye de Subiaco : il l'avoit eüe au commencement de ce Pontificat , en reconnoissance de son suffrage. Les Savelli , amis des Colonnes , & attachés au même Parti , furent aussi dépouillés , & se crurent heureux de n'avoir perdu que leurs Biens.

Les Ursins eurent enfin leur tour. Le Duc de Valentinois avoit sçu les mettre dans ses intérêts , & ils lui avoient rendu de grands services ; à force de caresses & de protestations d'amitié , il s'attira même leur confiance. Sous prétexte de terminer & d'arranger certaines affaires , il les attira presque tous avec leurs principaux Amis à Senegaille , où il les fit tous impitoyablement égorger. Dans le même temps , Alexandre VI. de concert avec son fils , fit arrêter le Cardinal des Ursins & les Amis de cette Famille ; peu de jours après il les fit empoisonner , quoiqu'il eût promis à sa Mere , dont il tira de grandes sommes , de lui sauver la vie.

Ces Perfides s'étoient mis auparavant en possession du

Le Pape  
ruine les Co-  
lonnes.

Guichard.

Il trompe  
les Ursins ,  
& les fait périr.  
que tous pé-  
rir.



Le Duc  
d'Urbain obli-  
gé d'abandon-  
ner son Du-  
ché.

Guichard,  
&c.

Vaine ter-  
tative du Pa-  
pe pour sur-  
prendre un  
de ses plus  
grands Enne-  
mis.

Duché d'Urbain par les voyes les plus adroites & les plus in-  
dignes ; on s'y prit de loin pour gagner le Duc , & pour dis-  
siper les justes défiances que le sort de ses Voisins avoit dû  
lui inspirer : on termina à son avantage les différens qu'il  
avoit avec la Chambre Apostolique au sujet de certains  
Fiefs de son Duché ; on fit son Neveu Préfet de Rome , à qui  
on proposa l'alliance d'Angélique de Borgia , nièce du Pa-  
pe. L'ayant ainsi gagné , sous prétexte de faire le siège de  
Cameriono , on lui emprunta ses Troupes & son Artille-  
rie , alors on fondit tout-à-coup sur lui ; il fut assez heu-  
reux pour se sauver avec un de ses freres , & donna or-  
dre en partant à ses Sujets de lui réserver pour un autre  
temps les marques de leur fidélité & de leur affection ; il  
fut obéi , & tout son Duché se soumit sans aucune résistance.

Le Cardinal de Saint Pierre-aux-Liens , qui succéda à  
Alexandre VI. étoit extrêmement attaché au Duc d'Ur-  
bin ; on le regardoit comme l'appui de cette Famille dé-  
pouillée : d'ailleurs ce Cardinal étoit ennemi déclaré du  
Pape , & il n'avoit point tenu à lui que Charles VIII. n'eût  
entrepris de le faire déposer. Il étoit donc pour les Borgia  
d'une extrême conséquence de se défaire de ce dangereux  
Ennemi : voici le tour qu'ils prirent pour y réussir. Ce Car-  
dinal étoit à Savone , Ville de l'Etat de Gênes , où les Fran-  
çois étoient alors les maîtres. Louis XII. devoit bien-tôt  
y arriver : sous prétexte de le complimenter , on fit partir  
sur une Galère le Cardinal d'Albret , Beau-frere du Duc de  
Valentinois ; le Capitaine de la Galère avoit ordre de jet-  
ter l'ancre vis-à-vis de Savone. On ne doutoit nullement  
que le Cardinal de Saint Pierre-aux-Liens ne vînt rendre  
visite au Cardinal d'Albret ; il n'y vint pourtant pas : ce  
manque de politesse lui sauva du moins la liberté.

Après la mort des Ursins & de leurs Amis , le Duc de



Valentinois n'eut pas de peine à s'emparer de la plupart de leurs Places. Firmo, Citta di Castello, Pérouse & plusieurs Châteaux, lui ouvrirent leurs portes; il força les habitans de Sienne à chasser de leur Ville Pandolfe Petrucci, son ennemi juré: en un mot, rien ne tint devant lui; & si le Roi de France l'eût laissé faire, il eût joint l'Erat entier de Florence à ses autres Conquêtes, & fût devenu assez puissant pour se soutenir contre quiconque auroit entrepris de le détruire.

Autres Con-  
quêtes du  
Duc de Va-  
lentinois.

Ces cruautés, ces perfidies, firent jeter les hauts cris; le déchaînement contre Alexandre VI. & son fils fut général. Louis XII. étant venu à Milan, tous les intéressés, tous ceux qui craignoient le même sort, vinrent lui faire leurs plaintes, & n'omirent rien de ce qui pouvoit indisposer ce Monarque contre les auteurs de leurs maux. Le Duc de Valentinois eut la hardiesse de se présenter devant lui: il se justifia; du moins le besoin que ce Prince croyoit avoir de lui & du Pape son pere, l'engagea à le traiter comme si en effet il se fût parfaitement justifié.

Qui croiroit que ces deux hommes, toujours occupés de projets d'ambition & de vengeance, pussent être des hommes de plaisir? ils s'y livroient pourtant, même au milieu de leurs embarras; & dans cette espece de crime, ils n'avoient pas plus d'égaux qu'ils en avoient en fait de perfidie & de cruauté. Ils avoient, dit-on, des troupeaux de Concubines; du moins s'ils s'en étoient tenus-là, la description que fait Petrone de ce qui se passoit quelquefois dans les veilles que des Débauchés de profession faisoient à l'honneur du Dieu Priape, est pleine de modestie; en comparaison de l'infâme spectacle qui se donna dans le Palais du Vatican à l'occasion du mariage de Lucrece avec le fils aîné du Duc de Ferrare. Cinquante Courtisanes dans un

Désordres  
du Pape & de  
ses Enfans.  
*Onuph.*

état que ma plume refuse d'écrire, y dansèrent le ballet le plus détestable qui fut jamais, à la clarté d'une quantité prodigieuse de flambeaux; & sans les éteindre, on décerna des prix ..... on me permettra de ne point achever.

Sa cruauté  
contre son  
Beau-fils.  
*Onuph.  
Guichard.*

Ces affreuses nôces avoient été précédées quelques mois auparavant par un crime aussi criant; c'est de la mort du fils naturel d'Alphonse second Roi de Naples, troisième mari de Lucrece, que je veux parler. Alexandre VI. & son fils sacrifierent, de la maniere la plus barbare, ce Prince infortuné à leur ambition: ils le firent d'abord assassiner; il ne mourut pas sur le champ, il y avoit même espérance qu'il pourroit en revenir malgré la multitude & la profondeur de ses blessures; l'espérance fut vaine, ces barbares le firent étrangler dans son lit.

Je sçai qu'il paroît beaucoup de passion dans les portraits affreux qu'on a faits de ce Pape & de son fils; il est même vrai, que presque toute l'Italie étoit intéressée à les décrier; & personne n'ignore que les Italiens aiment à se venger, & que pour le faire ils choisissent d'ordinaire la maniere la moins dangereuse, aussi ne doit-on pas les croire en tout. Mais le concert entre tant d'Ecrivains est impossible; & il faudroit leur attribuer une malice plus qu'humaine, s'ils avoient feint la plus grande partie des crimes qu'ils leur attribuent.

Zèle appa-  
rent du Pape.  
*Mariana.  
Mezerai.*

Alexandre VI. apparemment pour donner à l'attention du Public un autre objet que la violence de ses entreprises & ses autres désordres, fit montre d'un grand zèle pour l'honneur du nom Chrétien: il fit solliciter, par ses Nonces, les Souverains de se réunir contre les Turcs, qui faisoient alors une Guerre assez rude aux Vénitiens; il déclara même, que si on le jugeoit à propos, son grand âge ne l'empêcheroit point de se mettre à la tête des Armées. Tous l'i-  
miterent,

miterent, & firent paroître beaucoup plus de zèle qu'ils n'en avoient.

Ce zèle apparent ne fut cependant pas stérile; il servit de prétexte à faire publier le Jubilé avec des Clauses qui produisirent des sommes immenses. Les Vénitiens y eurent quelque part; le reste fut partagé entre le Pape & ses Enfants.

Le profit  
réel qu'il en  
tire.

C'étoit à son Alliance avec Louis XII. qu'Alexandre VI. étoit redevable des Conquêtes du Duc de Valentinois; ce Prince l'avoit aidé à se mettre en possession de la Romagne, & à la conquérir de nouveau après qu'il en eut été chassé par la Ligue que forma contre lui Baglione, à qui il avoit ôté Perouse. Les bornes que ce Souverain fut obligé de mettre à leur insatiable avidité, firent oublier tant de bienfaits, & changèrent la reconnoissance qui lui étoit dûë, en une véritable haine. Tandis que les François par le succès de leurs armes furent en état de se faire craindre de ces ingrats, cette haine injuste n'osa se montrer, au contraire on fit paroître beaucoup d'attachement & de fidélité; mais aussi-tôt que la fortune commença à se déclarer pour les Espagnols, ce Pape & son fils commencèrent à les favoriser.

Ingratitude  
du Pape à  
l'égard de  
Louis XII.  
*Mézerai.*  
*Daniel.*

Quoique cet événement ne soit qu'un incident par rapport à la Vie d'Alexandre VI. je me flatte qu'on ne trouvera pas mauvais que je le développe en peu de mots: cette Digression pourra servir à délasser de l'espece de fatigue, que doivent avoir causé toutes les horreurs qu'on vient de lire.

On souffrit assez tranquillement que Louis XII. & les Vénitiens dépouillassent Sforce du Duché de Milan: il n'en fut pas de même quand on fut assuré que la France pensoit à faire valoir ses Droits sur le Royaume de Naples; alors

Presque toute l'Europe se ligue contre Louis XII. pour défendre le Roi de Naples.



tout fut en alarme. Le Pape, malgré la haine qu'il avoit contre Frédéric, en dépit des obligations qu'il avoit au Roi de France, s'appliqua à réunir contre lui toutes les Puissances qui voulurent l'écouter; en peu de temps il forma une Ligue, qui après tout n'auroit été capable que de rendre aux François la Conquête un peu plus difficile, si le Roi d'Espagne n'y étoit pas entré. Louis XII. déconcerta cette Ligue en offrant à Ferdinand de partager avec lui le Royaume de Naples, comme les Vénitiens avoient partagé le Duché de Milan; alors Alexandre VI. suivit sa haine contre Frédéric, & se réunit à la France. Ce Prince, digne d'un meilleur sort, fut bien vite dépouillé; il se jeta entre les bras de Louis XII. qui lui fournit toujours de quoi subsister honorablement.

Guerre entre la France & les Espagnols.

Le Traité de partage entre la France & l'Espagne n'avoit point été assez détaillé, ce défaut produisit mille contestations qui dégénérèrent bien-tôt en une Guerre ouverte. Les François eurent d'abord de grands avantages; & ils prouverent d'une manière sensible, que Louis XII. avoit eu grand tort de prendre un second pour cette Conquête. La suite ne répondit pas à ces heureux commencemens: la précipitation de leurs Généraux, la lenteur des secours, la confiance de Louis XII. dans les Négociations, où l'on n'avoit point d'autre but que de l'amuser, dérangerent extrêmement leurs affaires. La révolution toutefois n'eût pas été si prompte sans la perfidie d'Alexandre VI.

Le Pape empêche le transport des bleds achetés par les François.

Le Royaume de Naples, épuisé par tant de Guerres, ne pouvoit fournir des Vivres aux Armées qui le ravageoient: l'essentiel pour chaque Parti étoit d'en avoir, la victoire en dépendoit absolument. Les François avoient acheté à Rome une très-grande quantité de bled, ils l'avoient même payé; pour les empêcher de l'enlever, le Pape fit intervenir le

Magistrat de Rome , qui sous de vains prétextes en défendit le transport. L'Armée de France privée de ce secours , fut hors d'état de tenir la Campagne ; elle se sépara & se mit en différens postes , qui furent enlevés les uns après les autres , par la sagesse & la valeur du Général Espagnol.

Cette infidélité du Pape pouvoit absolument s'excuser ; dans la suite il ne garda plus de mesure , il traita avec les Espagnols. Louis XII. en fut assuré par la prise d'un Courier , que le Duc de Valentinois avoit envoyé à Consalve ; la Lettre , écrite en chiffres , demandoit des Troupes Espagnoles pour contraindre les Florentins à lever le Siège de Pise , dont les Habitans avoient choisi de se soumettre au Duc de Valentinois , plutôt que de retomber sous la domination de leurs anciens Maîtres. On peut juger de la colère du Roi de France à cette découverte ; sans le Cardinal d'Amboise , il auroit donné ordre à son Armée d'aller droit à Rome , pour punir le Pape & son fils de leur ingratitude.

Il s'unir  
tout-à-fait  
aux Espa-  
gnols.

Alexandre au désespoir que sa perfidie eût été découverte , n'omit rien pour appaiser ce Monarque ; il lui envoya un Député qui eut beaucoup de peine à obtenir une audience. Enfin aidé du crédit du Cardinal d'Amboise , il fut écouté ; on fit un nouveau Traité : les conditions furent , que le Duc de Valentinois joindroit ses Troupes à celles de France ; que le Roi cesseroit de protéger les Ursins , & qu'il consentiroit que le Pape s'emparât de toutes leurs Terres , & disposât à son gré du Chef de cette Maison , qui seul avoit échappé à sa cruauté.

Il vint à bout  
de se réconci-  
lier avec la  
France.

Dès que ce Traité odieux eut été signé , ce Pontife fit sommer les Habitans de Petigliano , de lui remettre le reste précieux de cette illustre Famille ; ces Bourgeois , plus généreux que Louis XII. qui en cette occasion avoit si honteusement démenti sa probité & sa générosité , refuserent

Il veut faire  
périr le der-  
nier des Ur-  
sins.

hautement Alexandre VI. & se résolurent à tout sacrifier plutôt que de se noircir du crime, que le Chef de l'Eglise ne rougissoit point de leur demander. Leur généreuse résolution ne fut pas mise à l'épreuve.

Sa mort.

Il étoit temps que la Providence délivrât l'Italie de son Persécuteur, & l'Eglise du plus indigne Chef qu'elle eût jamais eu. Le Duc de Valentinois se disposoit à partir à la tête de ses Troupes pour aller arracher de son azile le dernier des Ursins, & faire payer bien cher aux Citoyens de Petigliano leur attachement pour ce Prince; mais la mort de son Pere, & le danger qu'il courut lui-même, l'arrêta, & renversa en un instant sa fortune, établie sur tant de ruines, & cimentée par le sang d'un si grand nombre d'illustres Victimes.

Les Auteurs ne s'accordent pas sur les circonstances de cette mort; quelques-uns prétendent qu'elle fut naturelle & précédée d'une maladie: le grand nombre la fait aussi violente que subite, & l'attribue à un crime affreux, dans l'exécution duquel ce Pontife & son fils, par un juste Jugement de Dieu, furent substitués à ceux qu'ils alloient immoler à leur avarice.

Première  
Relation de  
cette mort.

Les nouveaux projets du Duc de Valentinois ne pouvoient s'exécuter, ses Conquêtes ne pouvoient se conserver, sans de grandes dépenses. Le trésor de son Pere se trouva épuisé dans le temps qu'il avoit résolu le Siège de Petigliano. Afin de se tirer d'embarras, ils eurent recours au moyen qu'ils avoient si souvent mis en œuvre; il y avoit encore des Cardinaux opulens: Cornetto, & deux ou trois autres fort riches & en même temps fort avares, furent ceux sur qui le sort tomba. Alexandre VI. s'invita lui-même à souper à la Vigne du Cardinal Cornetto; il mit de la partie ceux qu'il vouloit lui associer. On porta du Vatican tout ce qui étoit nécessaire pour ce cruel repas, sur-tout on n'ou-



blia pas quelques bouteilles d'excellent vin empoisonné ; l'Officier avoit ordre de n'en donner qu'à ceux qu'on lui marqueroit.

Le Pape & le Duc de Valentinois arriverent des premiers ; il faisoit fort chaud , ils demanderent à boire. L'Officier qui étoit du secret se trouva absent : celui qui le remplaçoit ne put distinguer les bouteilles , ou peut-être que le soin qu'on avoit eu de les lui recommander , le détermina à en prendre une pour le Pape & son fils : ils en burent ; ils sentirent presque à l'instant de mortelles douleurs. Alexandre VI. qui avoit bû un verre de ce vin , pur , & qui d'ailleurs étoit d'un âge avancé , en mourut quelque temps après : le Duc de Valentinois , qui l'avoit trempé , & qui étoit encore dans la force de l'âge , eut le temps de recourir aux remèdes ; ils lui conserverent la vie : mais du caractère dont il étoit , il dut envier le sort de son Pere ; car cette fatale méprise l'ayant mis hors d'état d'agir , & de suivre le plan qu'il s'étoit tracé , en cas de la mort de son Pere , fut la cause de sa ruine.

Un Auteur de réputation , & qui a été Conseiller de Ferdinand , Roi Catholique , attribue au seul Duc de Valentinois le dessein de faire périr ces Cardinaux ; du reste il s'accorde assez avec les autres Auteurs , en ce qui regarde la mort du Pape & le danger où fut son fils.

Oderic Raynald , qui mérite aussi quelque attention , prétend que la haine qu'on portoit à Alexandre VI. & au Duc son fils , fut l'unique source de ces calomnies. Ce Pontife , dit-il , commença à se trouver mal dès le matin du samedi dixième du mois d'Août 1503 ; la fièvre le prit ce même jour à midi : on lui fit une saignée le quinze , & sa fièvre fut changée en tierce. Malgré ce changement , le 17 , qui étoit le huitième jour de sa maladie , il se trouva beau-

Deuxième  
Relation.  
*Petr. Mar.  
Angl. Epist.  
264, ad Episc.  
cop. Granat.*

Troisième  
Relation.  
*Ray. ann.  
1503.*

coup plus mal ; il se confessa à l'Evêque de Rieti , qui lui dit la Messe & qui le communia en présence des Cardinaux de Cosenze , de Montreal , d'Arborre , de Caseneuve & de Constantinople ; après la Messe , il reçut l'Extrême-Onction & expira peu de temps après.

Cette relation , par son détail , paroîtroit préférable aux précédentes , si on ignoroit qu'elle est tirée du Journal de la Maison de Borgia : circonstance qui la rend infiniment suspecte , & qui ne permet pas qu'on l'oppose à tant d'autres. La même équité qui m'a empêché d'omettre cette remarque , me donne la hardiesse d'en proposer quelques-unes , qui pourroient faire naître quelques doutes sur l'opinion contraire à celle que ce Continueur de Baronius a voulu établir.

Réflexions  
sur ces Relations.  
*Volater.*  
*Lib. 22.*

*Tom. 24,*  
*pag. 477.*

Ceux-mêmes qui disent que le besoin pressant d'argent fit prendre le dessein d'empoisonner les trois ou quatre plus riches Cardinaux , disent aussi qu'après la mort d'Alexandre VI. on trouva dans son trésor 100000 ducats. Le Continueur de Fleury a judicieusement remarqué , que ce fait ne s'accorde point du tout avec le motif de l'empoisonnement. D'ailleurs , qui étoient ces Cardinaux qu'on vouloit joindre à Cornetto ? Pourquoi ne les avoir pas nommés ? Le Pape & le Duc ayant été empoisonnés dans la Vigne de ce Cardinal , tous deux étant mourans , n'étoit-il pas naturel que pour la justification ou pour la conviction de ses ennemis , il s'assurât du Maître-d'Hôtel ou de celui qui avoit versé le poison ? Que fit-on du reste de cette bouteille empoisonnée ? Alexandre VI. étant mort , le Duc de Valentinois , sans appui , sans ressource , sous un Pape qui étoit ennemi personnel de cette Maison , qui pouvoit empêcher ces Cardinaux de demander justice ? Si l'effet du poison fut si présent , eut-on le temps , fut-il même possible de

transférer le Pape en son Palais ? Sa mort pouvoit-elle se cacher ? Pourquoi donc fermer les portes du Vatican, & n'annoncer cette mort qu'après avoir enlevé le trésor de la Chambre Apostolique ? Qui donna tous ces différens ordres ? Le Duc de Valentinois luttant avec la mort, occupé à prendre des vomitifs, des contre-poisons, enfermé peut-être dans le corps d'une Mule, pouvoit-il penser à les donner ? Cette présence d'esprit dans un homme mourant & tourmenté de violentes douleurs, ne seroit-elle pas quelque chose de miraculeux ? Enfin, est-il possible que le Pape & son fils ne connussent point cette bouteille empoisonnée ? Peut-il jamais devenir probable, que le Confident de leur crime ait mêlé cette bouteille fatale avec les autres, qu'il ne l'ait pas cachée avec soin, enfermée même sous la clef ? Le dirai-je ? L'Histoire me paroîtroit bien plus vraisemblable, si on avoit dit que ce Confident, indigné de l'action horrible dont on le faisoit Complice, avoit voulu délivrer l'Univers de ces deux Scélérats ; & qu'à ce dessein, il avoit pris les mesures les plus justes, afin qu'ils avalassent seuls le funeste breuvage qu'ils avoient préparé pour d'autres.

J'espère qu'on me pardonnera d'avoir fait ces observations, qui paroissent contraires à l'opinion qu'on a communément de ce Pape : je puis protester que l'impartialité me les a dictées : je ne sçaurois croire que d'honnêtes gens trouvent mauvais qu'on les détrompe, ou qu'on les mette en état de juger plus sainement & plus sûrement.

Alexandre VI. mourut âgé de soixante-douze ans, après avoir tenu le Saint Siège onze ans & seize jours. En différentes Promotions il créa quarante-deux Cardinaux, la plupart Espagnols, & presque tous par des vuës d'intérêts. Ce Pontife est le premier qui ait donné une Dispense d'é-

Guichard  
Volatier.

Du-Chesne  
Hist. des  
Papes.  
Lett.  
Spond.



pousser deux Sœurs l'une après l'autre, malgré la preuve de la consommation du premier mariage : il l'accorda d'abord au Roi de Portugal, en considération d'Isabelle & de Ferdinand, à qui il ne pouvoit rien refuser. Dans la suite il ne put résister à Henry VII. Roi d'Angleterre, qui la demanda pour son second fils, à qui il fit épouser la veuve de son fils aîné. Ce mariage fut dans la suite l'occasion, heureuse selon les Anglois, malheureuse selon beaucoup d'autres, des changemens qui se firent en Angleterre, & des troubles qui l'agitent encore aujourd'hui. La Dispense accordée à Louis XII. n'étoit guères plus légitime : son Epouse nioit absolument qu'il n'eût pas usé avec elle de tous ses Droits; & l'Alliance spirituelle qu'il alléguoit, n'étoit point un empêchement dirimant : ce fut un bonheur pour la France, qu'il ne vint point d'Enfant du mariage contracté du vivant de cette Epouse répudiée; car apparemment le Comte d'Angoulême n'eût pas manqué, pour faire valoir ses Droits, de contester la validité de ce second mariage.

Portrait de  
ce Pape.

Quelque mal qu'on ait dit d'Alexandre VI. & qu'il ait mérité qu'on dît de lui, il avoit pourtant, & on ne lui a point refusé des qualités éminentes. Son air étoit grand & majestueux, son esprit pénétrant, sa mémoire prodigieuse, ses manières les plus persuasives & les plus insinuates. La Volupté en lui ne nuisit jamais à l'Ambition : parfaitement maître de lui-même, il empêcha toujours ses sentimens, ses passions, de se peindre dans ses yeux & sur son visage. Il étoit sobre, non par tempérance, mais par principe de conduite. Son activité excluait la précipitation; jamais il ne négligea rien, & jamais il ne paroissoit affairé. Les soins les plus chagrinans, les plus inquiétans, ne l'empêchèrent jamais de se prêter à la gaieté, à l'enjouement, il paroissoit même s'y livrer. Il trompa tous ceux qu'il voulut; il étoit généralement

généralement reconnu pour fourbe , & il avoit le talent de persuader ceux avec qui il négocioit , qu'il ne l'étoit point à leur égard. Il ne fit sentir sa cruauté qu'à ceux qu'il avoit intérêt de perdre. Il se fit aimer de tous les autres , du moins il leur fit du bien. Ses peuples , ses soldats , lui furent attachés , même après sa mort. En un mot le portrait que Saluste a fait de Catilina , est celui de ce Pontife.

C'est avec peine que j'ai décrit cette vie scandaleuse , & c'est avec plaisir que je la finis. Quoique j'aye évité de m'étendre sur les endroits les plus odieux , je n'ai rien supprimé d'essentiel : peut-être en ai-je plus dit que ceux qui ont pris un ton de déclamation & d'invectives. Je suppose même , qu'on me sçaura gré de n'avoir point grossi cette partie de mon Ouvrage d'un fatras d'Epigrammes , de Lettres anonymes , de longues citations , qui n'apprennent rien , qui ne prouvent rien. Pour les especes d'efforts que j'ai faits en vuë d'adoucir un peu le portrait horrible de ce Pape , c'est l'équité , c'est le zèle pour l'honneur de l'humanité , qui en ont été l'unique motif.







# LA VIE DE LEON X.

**L**A mort de Jules II. termina enfin les projets violens & ambitieux que sa haine aveugle contre Louis XII. lui avoit fait former : il ne prétendoit rien moins que de le dépouiller de ses Etats : la Bulle qui les donnoit à Henry VIII. Roi d'Angleterre , avec le titre de Roi Très-Chrétien , étoit , dit-on , toute prête. L'exécution eût sans doute été difficile ; mais après tout , ce fut un bien que cette Bulle injuste ne fut pas publiée.

*Mezerai.  
Abr. chr. Tom.  
4. pag. 717.*

Dix jours après la mort de ce Pontife , c'est-à-dire le 4 Mars de l'année 1513. les Cardinaux entrèrent au Conclave , au nombre de deux cent quarante. Ils étoient partagés en deux Factions ; les vieux Cardinaux vouloient un Pape vieux , & les jeunes en vouloient un de leur âge. Dans le premier Scrutin le Cardinal Albornos , Espagnol , eut treize voix : comme il n'étoit point aimé & qu'il passoit pour un Esprit dangereux , la crainte de l'avoir pour maître réunit les deux Factions. Les Cardinaux de S. George & de Médicis en étoient les Chefs ; ils eurent ensemble une longue Conférence , où apparemment ils réglèrent les intérêts des deux Partis : de sorte que le Vendredi 11 de Mars , le Cardinal de Médicis fut élu d'un consentement unanime. Il suffit de lire l'Anecdote de Varillas sur cette Election , pour en sentir le faux & le ridicule.

*Intrigues du  
Conclave.  
Hist. des  
Conclaves ,  
pag. 91.*

*Varil. Anec.  
de Flor. pag.  
252.*

Le nouveau Pape se fit nommer Leon X. il fut couronné l'onzième du mois suivant avec encore plus de magni-

\* Fij

*Paul Jove.  
Lib. 2. pag.  
129.*

ficence qu'aucun de ses Prédécesseurs : il ne voulut pas , comme eux , être porté en chaise ; il monta un superbe cheval , & fit partie de la Cavalcade qui honoroit son Couronnement. Ce jour étoit l'anniversaire de celui où l'année précédente , il avoit perdu la Bataille de Ravenne & la liberté. Certainement la gloire de l'un réparoit bien abondamment l'humiliation de l'autre.

*Caractère de  
Léon X.*

*Paul Jove.  
Guichard.  
Ciacconius.*

Cette Election fut fort applaudie , & on en espéra beaucoup. Léon X. étoit dans la force de l'âge ; car quoiqu'assez ancien Cardinal , il n'avoit encore que trente-six ans ; il pouvoit former de grands Projets & avoir le temps de les exécuter : ce qui flattoit encore l'espérance publique , c'est que son caractère sembloit promettre qu'il n'en formeroit point de mauvais. Il avoit l'esprit pénétrant. Sa Famille , qui étoit des plus riches d'Italie & qui commençoit à s'emparer du Duché de Toscane , lui donna une éducation de Prince : il eut pour Maîtres les plus sçavans hommes de ce temps-là ; leur Disciple ne leur fit point de deshonneur. Il eut toute sa vie du goût pour les Belles-Lettres , & aima & protégea toujours les Sçavans. Ses mœurs étoient pures , son humeur douce & enjouée ; il avoit les sentimens nobles : la libéralité , la magnificence , étoient pour ainsi dire nées avec lui. A toutes ces qualités étoient jointes la sagesse & la modération , qui lui attirèrent la confiance de ses Prédécesseurs , & le firent presque toujours réussir dans les Emplois importans dont ils le chargerent. Ainsi , sans être dans un âge avancé , l'expérience avoit perfectionné ses talens naturels ; & on peut dire que si la Brigue eut beaucoup de part à son Election , son mérite personnel y en eut du moins quelqu'une.

Il s'en falloit bien que tous ces grands talens fussent au-dessus de sa Dignité ; nous verrons bien-tôt qu'il n'en eut

pas encore assez , & que s'il ne trompa point tout-à-fait les espérances qu'on avoit conçues à son exaltation , il s'en falut beaucoup qu'il ne les remplît.

Son Prédécesseur avoit mis ou avoit laissé l'Italie en feu ; il s'étoit fait un ennemi personnel de Louis XII. par son ingratitude & par ses partialités : ces deux Puissances aigries s'étoient portées l'une contre l'autre aux dernières extrémités , jusqu'à entreprendre de se détruire. Les Espagnols étoient maîtres du Royaume de Naples ; les Vénitiens s'étoient réunis à la France pour empêcher l'Empereur Maximilien de faire des progrès en Italie , & faciliter à Louis XII. la Conquête du Milanès , dont ils devoient aussi avoir leur part.

*Situation  
des affaires.  
Meyerai.  
Mariana.*

Il étoit difficile au nouveau Pape de ne point prendre de parti , & fort dangereux d'en prendre un : outre les intérêts du Saint Siège , il avoit à ménager ceux de sa Famille , dont la puissance ne faisoit que de naître & n'étoit pas encore bien affermie ; il n'aimoit point les Espagnols , & ne haïssoit pas les François comme avoit fait Jules II , mais il les craignoit & ne souhaitoit point du tout les avoir pour Voisins : le Duc de Milan ne pouvoit lui être qu'à charge ; l'inconstance de l'Empereur rendoit son Alliance inutile & même dangereuse ; les Vénitiens étoient engagés.

*Paul Jove.*

Dans ces circonstances si embarrassantes , il crut avoir besoin de temps pour se déterminer ; il déclara qu'il ne prendroit aucun parti , & qu'il employeroit ses soins pour les engager tous à la paix : conformément à cette déclaration , il fit ce qu'il put pour détacher les Vénitiens de la France ; mais ses tentatives furent inutiles. Il envoya à Louis XII. un homme de confiance pour l'assurer qu'il avoit des sentimens tout différens de ceux de son Prédécesseur ; qu'en qualité de Pape , il se conduiroit en Pere commun ; mais qu'é-

*Le Pape  
prend son pas-  
ti en habile  
homme.*



*Mémoires  
de du-Bellai  
de Flor.*

tant de la Maison de Médicis , il étoit pénétré de respect & de reconnoissance pour la Couronne de France. L'Envoyé avoit ordre de faire remarquer , qu'il étoit impossible que Léon X. depuis un mois de Pontificat , eût rompu les Engagemens de Jules II. que son union prématurée avec la France ne serviroit qu'à lui susciter de nouveaux ennemis : l'essentiel de la Commission étoit de persuader si fortement le Prince , de la sincérité de ces protestations , qu'il n'en doutât point , lors même qu'il le verroit les démentir par ses démarches contraires. Ce Prince reçut bien l'Envoyé , il parut entrer dans les sentimens qu'on vouloit lui inspirer : mais au fond il étoit persuadé que toutes ces protestations n'étoient que de vains complimens ; & que ce Pape , comme ses Prédecesseurs , ne s'attacheroit à la France , que lorsque ses propres intérêts le demanderoient , ou que la nécessité l'y contraindrait.

*Il fait échouer  
les desseins de  
Louis XII.  
Mezerai.  
Guichard.  
Mariana ,  
&c.*

Ainsi sans trop s'embarrasser des intentions de Léon X. il envoya une puissante Armée en Italie. Ce fut pourtant ce Pape qui déconcerta ses projets & lui fit perdre le Milanès , que la Trimouille , Général de ses Troupes , avoit conquis en moins de quinze jours , à l'exception de Côme & de Novarre. Ces Places étoient fortes & défendues par de nombreuses Garnisons : il fallut les assiéger : on s'attacha d'abord à Novarre , où Sforce , Duc de Milan , s'étoit enfermé avec cinq mille Suisses. Les Espagnols & les autres Puissances d'Italie étoient intéressés à arrêter le cours de ces Conquêtes ; mais ils étoient sans Troupes & sans argent : le Pape , qui entroit dans leurs vûes sans toutefois vouloir se déclarer , envoya aux Suisses 42000. écus , avec un si grand secret , que dans la suite il se crut en droit de nier cet envoi. La longueur du Siège de Novarre donna le temps aux Suisses de venir en Corps d'Armée au secours de la Pla-

ee assiégée : La Trimouille alla au-devant d'eux , fut battu , mis hors d'état de tenir la Campagne , & eut le chagrin de se voir enlever sa Conquête en moins de temps encore qu'il n'en avoit mis à la faire.

Cette disgrâce de la France fut suivie de quantité d'autres , qui mirent Louis XII. hors d'état de se ressentir & de se venger du peu de sincérité & de la partialité du Pape. Il crut même , après quelques reproches , devoir paroître goûter ses excuses ; & afin de le mettre tout-à-fait dans son tort & lui ôter tout prétexte de mécontentement , il lui sacrifia le Concile de Pise.

La défaite des François & leur sortie d'Italie ne suffisoit pas pour la pacifier : les Vénitiens & les Espagnols étoient encore en armes , aussi bien que les Allemands. Léon X. entreprit de les accommoder : il obligea les Vénitiens à le prendre pour Arbitre de leurs intérêts , & engagea l'Empereur Maximilien à lui donner le même titre , persuadé , comme il étoit vrai , que l'accord de ces deux Puissances contraindrait les Espagnols à se tenir en repos. Une des Conditions promises aux Intéressés , étoit que l'Arbitre ne prononceroit sa Sentence qu'après la leur avoir communiquée. Cette condition ne fut point observée , & la Sentence arbitrale parut si honteuse & si dure aux Vénitiens , qu'ils se résolurent à souffrir les dernières extrémités plutôt que de s'y soumettre ; la Guerre recommença plus vivement que jamais. L'Arbitre irrité , se joignit à leurs ennemis ; mais le foible secours dont il les fortifia , marquoit bien plus son indignation contre la République qu'une vraie envie de la ruiner : l'Armée de Venise fut battue ; mais ces habiles Républicains , par leur fermeté , par leur sagesse , par leur adresse , empêchèrent que les suites de cette Victoire ne leur fussent aussi fatales qu'elles devoient l'être.

*Mézerai.  
Daniel.*

*Paul Jovæ.  
Labb. coll.  
Concil.  
Tom. 13.*

*Il pacifie &  
réunit l'Italie.*

*Bemb. Hist.  
Veneta.  
Paul. Jovæ.  
Guichard.*

*Mézerai.*

D'ailleurs, Louis XII. venoit de faire la paix avec l'Angleterre : délivré par-là du plus grand de ses embarras, il étoit en état d'employer toutes les Forces de son Royaume pour soutenir les Vénitiens ses fidèles Alliés, & pour se remettre en possession au moins du Duché de Milan. C'étoit effectivement son dessein ; il n'en fit point de mystère & l'envoya même déclarer à Léon X. lui demandant en même temps son amitié, du moins qu'il fût neutre & ne traversât en aucune maniere la juste Conquête qu'il méditoit. Le Pontife répondit par des protestations d'attachement, & ajouta, qu'il prioit le Prince de se désister de la demande d'une Alliance qu'il avouoit être inutile, & qui pourtant pouvoit être fort préjudiciable au Saint Siège. Cette espèce de déclaration de Guerre n'empêcha point Louis XII. de faire les préparatifs de son Expédition : déjà son Armée étoit prête, & il avoit nommé le Duc de Montpensier pour la commander, quand la mort l'enleva de ce monde le premier jour de l'année 1515.

*Mézerai.  
Daniel.*

François premier hérita de sa Couronne & de ses Projets : il prit d'abord le titre de Roi de France & de Duc de Milan, en vertu de la Cession que lui avoit fait de ce Duché son Epouse Renée de France, fille de Louis XII. à qui il venoit de succéder. Il n'étoit pas de caractère à porter long-temps un vain titre ; toute l'Europe le connoissoit sur ce pied-là : c'est pourquoi cette première démarche allarma l'Italie, & le Pape en particulier, qui avoit un juste sujet de craindre que François premier ne le punît de tout le mal qu'il avoit fait à Louis XII.

*Il suscite des  
Ennemis à la  
France.**Mariana.  
Daniel.*

Léon X. pour se mettre à couvert de la vengeance qu'il avoit méritée, forma une Ligue où entrèrent l'Empereur, le Roi d'Espagne & les Suisses. Il ne s'y joignit pas d'abord, il parut même accepter les conditions aussi raisonnables qu'avantageuses



qu'avantageuses que lui fit offrir le jeune Monarque ; mais quand il fut assuré que ce Prince pensoit efficacement à faire valoir ses Droits & ceux de la Reine son Epouse , il se déclara contre lui , & fut le premier à envoyer ses Troupes pour défendre le passage des Alpes ; aussi furent-elles les premières battues , & Prosper Colonne leur Général , fut le premier Officier considérable pris dans cette Guerre. Les succès rapides de l'Armée Française déconcertèrent étrangement le Pape , & le firent bien-tôt repentir des engagements qu'il avoit pris avec les Ennemis de la France.

*Mém. de du Bellai.*

Il commença à traiter avec François premier , tandis même que son Armée , commandée par Laurent de Médicis son Neveu , étoit actuellement en marche pour joindre ses Alliés. La fameuse journée de Marignan , si glorieuse aux François par la défaite des Suisses , ces terribles ennemis jusqu'alors invincibles , l'intimida de sorte qu'il n'eut point de repos , & que par ses ordres , son Nonce n'en donna point au Vainqueur , qu'il n'eût signé un Traité d'Accommodement. Quelque empressé qu'il eût paru , il fallut pourtant un nouveau succès pour le déterminer à ratifier le Traité que son Nonce avoit conclu. Ce succès qui le déterminna , fut la prise du Château de Milan , qui mettoit l'Armée Française en état de tout entreprendre. Il signa donc enfin , & parut le faire de bonne foi.

*Il s'unie avec elle.*

*Mariana, Paul-Jove, Guichardin.*

*Mexerau.*

Pour affermir la nouvelle Alliance qu'il venoit de contracter , il souhaita une entrevue avec François premier , & la lui fit demander avec les plus vives instances : ce Prince y consentit avec plaisir ; il se rendit à Boulogne deux jours après que le Pape y fut arrivé. Ils eurent ensemble plusieurs conversations : Léon X. avoit un talent admirable pour manier les esprits ; & ce talent étoit soutenu d'une grande expérience dans les Négociations , & d'une Politi-

*Il obtient la Révocation de la Pragmatique.*

*Mexerau, Paul-Jove.*

Guichard.  
Liv. 12.

que extrêmement raffinée : François premier au contraire n'avoit que de l'esprit, de la politesse & de la droiture; aussi donna-t-il dans tous les pièges que ce rusé Politique voulut lui rendre, & lui accorda tout ce qu'il voulut lui demander. L'abolition de la Pragmatique Sanction fut une de ses demandes : le Prince y consentit, & chargea du Prats son Chancelier, de dresser de concert avec deux Cardinaux députés, un Concordat que le Pape & lui étoient convenus de substituer à la Pragmatique abolie. Comme ce changement est le bel endroit de la Vie de Léon X. & le Chef-d'œuvre de sa sagesse & de son habileté, je me flatte qu'on ne trouvera pas mauvais que j'entre à cet égard dans quelque détail; si cette espece d'Episode n'est pas amusant, il sera du moins instructif.

Origine de  
cette Pragma-  
tique.

Labbe.  
Concil.  
Tome. 12.

Cette Pragmatique, dont on a tant parlé & dont on regrette encore aujourd'hui l'abolition, fut dressée en 1438, par la fameuse Assemblée de Bourges, où se trouva tout ce qu'il y avoit de Grand & de Respectable dans l'Eglise & dans l'Etat; Charles VIII. y présida, accompagné de Louis Dauphin son fils, & de la plupart des Princes de son Sang. La Division qui étoit entre le Pape Eugene IV. & le Concile de Bâle, fut l'occasion de ce nouveau Règlement; & le juste desir de remédier aux Prétentions abusives des Papes, sur-tout par rapport à la Collation des Bénéfices, en fut le motif. La possession où s'étoient mis les Papes de disposer de la plupart des Bénéfices, par des reserves, par des expectatives, par le droit qu'ils s'étoient attribué de juger seuls de la validité des Elections; cette possession, dis-je, étoit la partie la plus considérable de leur puissance. Le Concile de Bâle, qui vouloit remédier aux desordres réels que ces Usurpations avoient introduits, & qui d'ailleurs n'énoit pas fâché de mortifier & d'affoiblir Eugene, l'attaqua

par cet endroit sensible ; il fit quantité de Décrets qui remettoient les choses sur l'ancien pied : il ordonna que les Elections feroient libres , qu'elles feroient faites par ceux à qui elles appartiennent de droit ; que si le Pape les cassoit , ceux qui les avoient faites ne seroient point privés de leur droit. Il abolit les Reserves ; il déteste les Expectatives ; il veut qu'il n'y ait que les Causes majeures qui soient portées à Rome ; qu'on ne puisse y appeller sans milieu , c'est-à-dire en évitant l'Ordinaire ; que si l'Appel est trouvé juste , le Pape nommera des Juges *in partibus* : il déclare les Annates Simoniaques ; & ce qui intéressoit davantage , il décide que le Concile est au-dessus du Pape.

Ces Décrets furent envoyés en France : ils furent reçus avec applaudissement par l'Assemblée de Bourges convoquée à ce dessein ; & la Pragmatique n'est rien autre chose que ces Décrets , à quelques additions & quelques modifications près , qu'on jugea à propos & qu'on crut avoir droit d'y mettre. Voici comme s'en explique Charles VII. dans le préambule qu'il mit à la tête de ce nouveau Règlement , lorsqu'il le fit publier : « L'Eglise Gallicane a arrêté dans » cette Assemblée de Bourges , après un sérieux Examen , » des Décrets présentés de la part des Peres de Bâle , d'ac- » cepter les uns sans modification , les autres avec modi- » fication ».

Le zèle & l'envie sincere de remédier aux abus dont on se plaignoit en France depuis le séjour des Papes à Avignon , eurent sans doute la meilleure part à l'acceptation qu'on fit de ces Décrets du Concile de Bâle , malgré la peine qu'elle devoit faire à Eugene IV. On peut pourtant dire , que l'intérêt des Ecclésiastiques que ce Règlement assuroit , en fut aussi le motif ; & certes il devoit leur être bien dur de voir tous les jours des hommes inconnus & sans au-



tre mérite que la faveur & l'intrigue , leur enlever des Bénéfices qui devoient être la récompense de leur travail & de leur doctrine.

*Odieuse aux  
Papes.*

*Mémoires de  
Comines.  
Daniel.*

*Labbe ;  
Concil.  
Tom. 14.*

*On lui sub-  
stitue le Con-  
cordat.*

Eugene & tous ses Successeurs jusqu'à celui dont j'écris l'Histoire , reclamèrent contre ce Règlement ; ils le regarderent comme un commencement de Schisme , & s'en plainquirent comme d'un attentat injurieux à leur autorité : ils employèrent ce que la Politique Romaine a de plus industrieux , pour le faire annuler. Ils l'employèrent inutilement : les mêmes raisons , les mêmes motifs qui avoient engagé à le faire , fortifiés encore & confirmés par l'expérience de son utilité , déterminèrent à le maintenir ; jusques-là , que Louis XI. tout absolu qu'il étoit , n'osa entreprendre à cet égard de donner à Pie II. la satisfaction qu'il lui avoit promise. Jules II. suivant son caractère impétueux , entreprit de l'emporter de hauteur : il fit citer la France à comparoître au cinquième Concile de Latran pour y répondre sur le fait de la Pragmatique. Léon X. qui trouva le Procès commencé , & qui pensoit comme ses Prédécesseurs , le fit continuer , mais avec tous les ménagemens possibles : il étoit trop habile , pour ne pas voir les suites fâcheuses de ce démêlé , & trop prudent pour ne les pas craindre ; il eut recours à la Négociation. Le séjour de François I. en Italie , l'extrême envie qu'avoit ce Monarque d'avoir le Saint Siège de son côté , sans quoi il ne pouvoit conserver ses Conquêtes ni en faire de nouvelles , furent des circonstances très-favorables : le Pape sçut en profiter. La Négociation fut fort secrète , & c'est ce qui la fit réussir.

Il fit représenter au Roi , que la Pragmatique seroit un sujet éternel de division entre la France & la Cour Romaine ; qu'elle seroit infailliblement condamnée au Concile de Latran actuellement assemblé ; que cette condamnation

méprisée produiroit une rupture ouverte , dont les suites devoient allarmer le Fils aîné de l'Eglise. On appuya ces raisons par le plan d'un nouvel arrangement qu'on substituerait à la Pragmatique : on fit remarquer au Prince que les abus dont on s'étoit plaint , y étoient également supprimés & réformés ; qu'on n'y donnoit aucune atteinte aux Libertés des Eglises de France ; que les Elections n'étoient ni de Droit divin ni de Droit naturel ; qu'elles étoient sujettes à de grands inconvéniens ; ce qui étoit une raison suffisante de les abroger : on insista particulièrement sur le redoublement de puissance que donneroit au Roi la nomination à tous les grands Bénéfices de ses Etats : enfin on fit observer que l'Accord ne seroit point durable , si les deux Puissances n'étoient également intéressées à l'observer ; que le sacrifice que le Pape faisoit des Droits dont un si grand nombre de ses Prédécesseurs avoient joui , méritoit quelque condescendance & quelque reconnoissance ; que sa qualité de Chef de l'Eglise lui donnoit Droit de veiller à ce que les Dignités Ecclésiastiques fussent remplies de bons sujets , & d'exiger que les Eglises particulières contribuassent à soutenir sa Dignité , & à le mettre en état de fournir aux dépenses , à quoi il est indispensablement obligé.

Ces raisons furent goûtées ; le nouveau plan fut agréé , du moins il ne fut pas rejeté , & la Conférence de Boulogne ne fit qu'achever & hâter la détermination. Je parle ainsi ; car quel que soit le silence des Historiens sur ces Négociations commencées avant l'Entrevue , il est impossible de ne les pas supposer. Cette affaire étoit fort compliquée & extrêmement délicate ; il falloit donc du temps , & beaucoup de temps pour la développer & pour l'examiner : & il faudroit supposer que François premier étoit le plus étourdi & le plus imprudent des hommes , s'il avoit consenti à

l'abolition de la Pragmatique , si chérie de ses peuples , sans connoître distinctement le Concordat qu'on vouloit lui substituer.

Les deux Puissances étant d'accord sur la cassation de la Pragmatique , convinrent du fond du Concordat , & s'engagerent d'avance , chacun à leur manière , de le faire revêtir de toutes les formalités nécessaires , pour qu'il eût force de Loi perpétuelle & irrévocable. Le Chancelier du Prat , & les deux Cardinaux députés , parfaitement instruits des volontés de leurs Maîtres , ne furent pas long-temps à le dresser. Le Roi & le Pape le signèrent ; & il fut lû , approuvé , & confirmé dans le Concile de Latran , avant la fin de l'année suivante 1516.

*Labbe,  
Concil.  
Tom. 14.*

*On s'y op-  
pose en Fran-  
ce.*

*Hist. de  
l'Université.*

François premier n'exécuta pas si facilement sa promesse ; il eut plusieurs fois à essuyer les oppositions , les remontrances de son Parlement. L'Université voulut aussi se mettre sur les rangs , & ajouta aux raisons de son opposition , des démarches trop hardies , & fort peu régulières : elle défendit l'impression du Concordat , & se répandit en invectives indécentes contre le Roi & le Chancelier , contre Léon X. & le Concile de Latran. C'étoit un reste de l'excessive liberté qu'elle avoit prise du temps des troubles arrivés sous Charles VI.

*Raisons de  
l'admettre.*

On avoit , ou on affectoit de donner des idées affreuses du Concordat : on publioit qu'il étoit également contraire aux intérêts de l'Eglise & de l'Etat ; qu'il renouvelloit tous les désordres réformés par la Pragmatique , & qu'il y en ajoutoit d'autres ; qu'il rendoit le Pape maître de tous les Bénéfices , & qu'il détruisoit absolument les Libertés de l'Eglise Gallicane. Cependant il est vrai à la lettre , que ce Concordat excluait formellement les Réserves & les Expectatives , qu'il ne reservoit au Saint Siège que les Causes



majeures, & qu'à l'exception du Droit d'élection qu'il étoit, il étoit assez semblable à la Pragmatique dont il prenoit la place. Il est encore vrai, que le Droit des Gradués étoit conservé & même éclairci; que la puissance du Pape étoit restreinte plutôt qu'augmentée, & que ce qu'on appelle les Libertés de la France n'y recevoient aucune atteinte; que plusieurs occasions de Procès étoient retranchées; & qu'enfin la paix entre les deux Puissances sur ces matieres embarrassantes étoit si solidement établie, qu'à l'avenir elle ne seroit plus troublée.

Malgré ce qu'on vient de dire, le Parlement avoit de grandes & de justes raisons, & de s'opposer & de faire des Remontrances; & on peut dire que les vûes de ce Corps respectable étoient bien plus solides & plus épurées que celles de l'Université & des autres Ecclésiastiques, qui prévoyoiient qu'ils auroient rarement part aux grands Bénéfices, s'ils étoient à la nomination du Roi; d'ailleurs le Droit d'élection dont on les dépouilloit, étoit extrêmement flatteur & intéressant. La conduite des Evêques qui ne parurent point dans cette affaire, est une preuve sensible qu'ils ne s'y croyoient pas intéressés, & qu'après tout, le mal n'étoit pas si grand qu'on le faisoit.

Le Parlement se plaignoit que le Concordat anéantissoit les Décrets du Concile de Bâle, dont on avoit si solennellement reconnu l'autorité; qu'il faisoit revivre des Usages qu'on n'avoit point suivis dans le Royaume, quoique la Pragmatique les autorisât: que les Causes majeures paroissent avoir plus d'étendue dans le Concordat que dans la Pragmatique; que manque d'un certain détail & d'une certaine précision, les Papes dans la suite pourroient s'en prévaloir; que les Elections étoient d'une espece de Droit naturel; que les Conditions apposées à la nomination du

Raisons de  
le rejeter.  
*Pinsson*,  
*Hist. du*  
*Concord. &*  
*de la Pragm.*

*Ibid.*

Roi feroient des sources de chicane & d'usurpation : que l'accepter c'étoit aller contre les dispositions de la plupart des Rois précédens. De toutes ces Observations , qu'une sérieuse attention & une juste défiance avoient suggérées , on concluoit que le Concordat étoit opposé aux Droits du Roi & du Royaume.

Seroit-ce pousser trop loin le raffinement , que de supposer que le Parlement regardoit le nouveau Droit du Roi comme un nouveau lien de dépendance , qui lui attachoit de plus en plus la Noblesse , & rendroit son Gouvernement bien plus absolu ; & que l'envie de remédier à ce mal , déjà trop grand , étoit le motif secret de sa résistance ? Si cette supposition n'est pas vraie , la vûe qu'elle attribue au Parlement étoit digne de cet illustre Corps , établi pour maintenir tout à la fois les Droits du Prince & ceux du Peuple.

François I. ne se défioit point de la droiture de son Parlement , mais il croyoit ses raisons meilleures que celles qu'on lui opposoit : d'ailleurs il étoit trop avancé pour reculer. Il voulut pourtant joindre la persuasion à l'autorité : son Chancelier par son ordre exposa les motifs qui l'avoient fait agir , & répondit à tout ce qu'on avoit objecté. Ces motifs étoient l'opposition constante & insurmontable de la Cour Romaine à la Pragmatique ; sa condamnation inévitable au Concile de Latran ; la honte d'adhérer à cette Condamnation ; le danger évident du Schisme , ou plutôt le Schisme même si on n'y adhéroit pas ; l'efficace de la haine & du ressentiment des Papes à susciter des ennemis , à former des Liges dont les puissans efforts avoient presque détruit la Monarchie sous le Règne précédent ; les troubles & les divisions qui ne manqueroient pas d'exciter les différens Sentimens sur la préférence du Concile de Bâle au Concile de Latran ,

Latran, ou de celui de Latran à celui de Bâle; la conformité du Concordat avec la Pragmatique dans les Articles essentiels, qui étoient la réforme des abus & des usurpations introduites par les Papes dans la Collation des Bénéfices. Je ne crois pas qu'on puisse disconvenir de la solidité de ces raisons : il paroît que les Opposans ne les peserent point assez ; à peine même daignèrent-ils y répondre.

Le Chancelier entreprit encore de montrer que les difficultés qu'on oppoisoit au Concordat, étoient bien moins solides qu'on ne le prétendoit. La nullité des Provisions d'un Bénéfice, attachée à l'infidèle déclaration de son Revenu, n'est point nouvelle, dit ce premier Magistrat : Urbain VI. Boniface VIII. & leurs Successeurs l'avoient ainsi statué : loin d'être injuste, elle est utile à empêcher les fraudes & les surprises des Postulans. La prétendue addition aux Causes majeures ne regarde que la Translation des Evêques, qui ont toujours appartenu de Droit au Souverain Pontife. Le Roi a Droit de nommer aux Bénéfices, qui deviennent vacans lorsqu'une Eglise est sans Pasteur. Le Concordat n'est pas plus favorable à la prétention du Pape que le Concile de Bâle & la Pragmatique. Ce qui est dit dans le Concordat des Monastères Religieux, ne doit s'entendre que des Moniales. L'Election n'est ni de Droit naturel, ni de Droit divin, mais uniquement de Droit positif, par conséquent sujet au changement. On n'a pas pensé & on ne s'est pas prévalu par tout du Concile de Bâle, comme on a fait en France. On ne convient pas généralement en quelles circonstances & en quelles matieres le Concile est supérieur au Pape, & on convient par tout que ce qu'un Concile a statué en fait de Discipline, peut être changé par un autre Concile. Louis XII. en renonçant au Concile de Pise s'est soumis au Concile de Latran. Il y auroit du

On les réfute.  
*Ibid.*



ridicule à espérer que le Pape consente au rétablissement de la Pragmatique, dont la cassation vient d'être confirmée dans le Concile de Latran; ainsi tout retombera dans la confusion, si l'on ne reçoit pas le Concordat. Le Droit d'Élection n'est point particulier à la France, & ne peut être appelé une Liberté de l'Eglise Gallicane. Les Elections étoient accompagnées de grands désordres, & les précautions prises par le Concile de Bâle ne les avoient point empêchés.

Il est reçu  
par autorité.

Ce Discours & ces Réponses ne persuaderent pas. Le Roi commanda : on obéit malgré soi & fort imparfaitement. Peu à peu les résistances cessèrent, les préjugés se dissipèrent, le Concordat prit le dessus; & il est aujourd'hui si bien établi, qu'il n'y a point du tout d'apparence que la Pragmatique prenne jamais sa place.

Politique de  
Léon X.  
Mézerai.  
Daniel.

Si François I. s'étoit flatté que le sacrifice qu'il venoit de faire de la Pragmatique, attacherait invariablement le Pape à ses intérêts, il s'étoit bien trompé : ce Pontife croyoit avoir si bien lié sa partie qu'il ne doutoit pas que le Roi ne dût employer toute son autorité pour l'exécution d'un Traité qui lui étoit personnellement avantageux & le délivroit des plus grands embarras. Plein de ces idées, avant même que le Concordat fût reçu, il n'hésita point de suivre les vûes de sa politique. L'Empereur Maximilien étant entré tout-à-coup en Italie avec une puissante Armée, poussa vivement les François : Léon X. sans rompre ouvertement avec la France, fit des démarches pour appaiser le ressentiment de l'Empereur, & se préparer la voie à une réconciliation parfaite, si les succès de ce Prince la rendoient utile ou nécessaire. Le Roi de France fut averti & instruit de ce commencement de perfidie : mais pour n'être pas obligé de se brouiller tout-à-fait, & de crainte d'autoriser la résistance du Par-

lement, il affecta de n'en rien croire; il combla même cet infidèle Allié de nouveaux bienfaits; il l'aida à se mettre en possession du Duché d'Urbain; il lui remit un Acte par lequel il s'étoit obligé de rendre Reggio & Modène au Duc de Ferrare; il procura à son Neveu Laurent de Médicis une Alliance considérable & utile, & il le choisit préférablement à tous les Potentats de l'Europe pour être parrain de son premier fils. Tout fut inutile, & il ne put fixer cet esprit inconstant, que la moindre lueur d'espérance & la crainte du moindre danger attachoient à tous les Partis, sans que jamais il ait été véritablement d'aucun. Au reste l'envie démesurée d'élever sa Famille eut aussi une très-grande part à ses honteuses variations; ce fut-là toujours l'Article essentiel de ses Traités & le motif principal de ses Négociations.

*Mézerei.  
Daniel*

Ses Intrigues politiques ne l'occupèrent pas tellement qu'il ne donnât une partie de ses soins aux affaires de l'Eglise. Il continua le Concile de Latran, que son Prédécesseur avoit assemblé pour l'opposer à l'Assemblée de Pise & pour obliger la France à renoncer à la Pragmatique. Les cinq premières Sessions, tenues sous Jules II. ne furent que des Préliminaires & des arrangemens; il n'y eut rien d'important, que la Citation des Prélats François pour venir rendre compte des raisons de leur attachement à la Pragmatique, & la Renonciation de l'Empereur au Concile de Pise, & son adhésion au Concile de Latran.

*Il s'applique  
aux affaires  
de l'Eglise.*

*Paul-Jove.*

Ce Concile de Pise étoit peu nombreux & peu respecté. L'Empereur n'avoit pas eu assez d'autorité pour engager les Prélats d'Allemagne à s'y trouver; Louis XII. même, qui avoit suscité cette fâcheuse affaire, n'y avoit envoyé que quinze ou seize Evêques de ses Etats, & il paroissoit ne s'en vouloir servir que comme d'un épouvantail pour mortifier le Pape son ennemi personnel, & l'empêcher de se porter

*Guichard.*

aux dernières extrémités. Les désagrémens qu'essuya ce Concile à Pise, le firent transférer à Milan. Le changement de l'Empereur & la Révolution qui en fut la suite, obligèrent les Prélats François à se retirer à Lyon. Ainsi tout l'odieux de cette entreprise retomba sur la France. Toutes les sollicitations de Louis XII. furent inutiles ; les Etats Chrétiens refuserent absolument d'entrer dans ses vues, & reconnurent le Concile de Latran pour le seul légitime.

Concile de  
Latran.

Paul. Jove.

Mézerai.  
Daniel.

Telle étoit la situation avantageuse du Concile de Latran, quand Léon X. fut élevé sur la Chaire de Saint Pierre : il ne négligea rien de ce qui pouvoit contribuer à lui donner encore plus de splendeur ; à peine étoit-il couronné qu'il présida à la sixième Session, où les précédentes furent confirmées. Les Peres vouloient qu'on poursuivît les Procédures commencées contre la France : mais le nouveau Pape jugea devoir modérer leur ardeur, & crut que la douceur & les Négociations seroient une voie plus facile & plus sûre pour terminer ces oppositions scandaleuses. Il ne se trompa point : Louis XII. écouta volontiers les propositions d'accommodement, & il ne fut point fâché d'avoir occasion de se tirer du pas délicat où la haine implacable de Jules II. l'avoit engagé malgré lui ; il convint de renoncer à son Concile de Pise & d'adhérer à celui de Latran, à condition que les Cardinaux dégradés seroient rétablis, & que les Procédures commencées contre son Royaume & sa personne en conséquence de cette affaire, seroient annullées. Le Pape agréa ces Conditions, & le Traité fut exécuté, en dépit des oppositions & des murmures des Ennemis de la France.

Tout ceci se passa avant la fin de l'année 1513, & est plus que suffisant pour rendre méprisable la fausse & injurieuse réflexion d'un mauvais Plaisant, qui a supposé que ces



Lettres numérales MCCCCLX. exprimoient l'année du Pontificat de Léon X. & les a ainsi expliquées : *Multi Cardinales cæci crearunt cæcum Leonem decimum*. Le Parachronisme est de plus d'un demi siècle , & ce Pape politique & intrigant ne méritoit assurément point d'être traité d'aveugle.

Dans les Sessions qui se tinrent , au nombre de sept , sous les ordres & par les soins de ce Pontife , il se fit quelques Decrets sur la Doctrine , & plusieurs Réglemens utiles. Les Philosophes commençoient dès-lors à suivre la raison sans faire assez d'attention à la Religion & aux conséquences qu'on pouvoit tirer contr'elle de leurs opinions ; ils croyoient vainement que le titre de Philosophe les dispensoit de respecter la Théologie & les mettoit à couvert de tout reproche : quelques-uns avoient enseigné que l'Ame raisonnable étoit mortelle , & qu'il n'y en avoit qu'une seule dans tous les hommes. Le premier Sentiment donne atteinte à la spiritualité de l'Ame ; car ce qui est spirituel n'a en soi aucun principe de dissolution , & par conséquent est immortel , ou , ce qui revient au même , ne peut être détruit que par l'anéantissement : il est visible que le second , qui n'admet qu'une seule Ame dans tous les hommes , détruit également la Religion & la Morale de JESUS-CHRIST.

Le Concile de Latran s'éleva contre ces erreurs insensées & les proscrivit : Nous défendons très-étroitement , dit le Pape dans son Décret approuvé par le Concile , d'enseigner ces Doctrines ; nous regardons les Partisans de ces Erreurs comme des Hérétiques , qui ne tendent qu'à renverser la foi Catholique ; nous ordonnons à tous les Professeurs de combattre ces Sentimens , & d'instruire leurs Disciples des Sentimens opposés.

J'ignore pourquoi un Historien moderne des Papes ap-

\* H üj

Ses Décrets.

Lab. Conf.  
cil. tom. 14.

*Hist. des  
Papes in-4.  
Tom. 4. pag.  
382.*

pelle ce Décret, un *Décret fort curieux*; ce mot, dans le style de l'Auteur, est ordinairement, sur-tout quand il s'agit de Bulles & de Décrets des Papes, synonyme d'*impertinent*: celui-ci du moins auroit dû être excepté; car, ou je me trompe extrêmement, ou il n'est point de Chrétien qui ne convienne que la Censure de ces deux Propositions ne soit juste & raisonnable.

*Ses Rég-  
mens.*

*Lab. T. 14.*

On publia aussi dans ce Concile quantité de Réglemens. On réprima les Exactions des Officiers de la Cour Romaine, qui pour les Expéditions exigeoient beaucoup au-delà de ce qui leur étoit dû. On fit un ample Décret pour la Réformation du Clergé: on y fixe l'âge & les autres qualités nécessaires pour les Evêques & les Abbés; on exclut à leur égard la notoriété des crimes qui emportent la déposition, & on ordonne une Information juridique; on veut que les Abbayes cessent d'être en Commende, qu'il ne se fasse aucun démembrement ni union d'Eglises, de Bénéfices, que dans les cas permis, ou pour des causes raisonnables; on défend les Dispenses pour plus de deux Bénéfices incompatibles; on règle en détail la conduite des Cardinaux & des autres Officiers de la Cour de Rome; on oblige à restitution des fruits les Bénéficiers qui manquent à réciter l'Office Divin; qu'ils soient même privés de leurs Bénéfices, s'ils passent quinze jours sans l'avoir récité deux fois; on renouvelle toutes les peines déjà portées contre les Clercs blasphémateurs & concubinaires.

Cette Réforme étoit accompagnée de trop de ménagement, & n'étoit que superficielle; aussi elle ne contenta pas les gens de bien ni n'empêcha leurs justes plaintes.

Le Décret du même Concile qui concerne la liberté Ecclésiastique & la Dignité Episcopale, alloit plus au bien que le précédent, & devoit être mieux reçu & plus applau-

di. Il ordonne que les Chapitres Exempts ne puissent se prévaloir de leur exemption pour vivre d'une manière peu régulière, & éviter la correction, dont le Droit est dévolu aux Evêques par la négligence de ceux qui en sont chargés; les Evêques ont Droit de Visite une fois l'année dans les Monastères de Religieuses soumis immédiatement au S. Siège; on déclare nulles les exemptions qui seront accordées sans juste cause & sans y appeller les personnes intéressées; on défend d'usurper les Biens de l'Eglise, de contraindre les Bénéficiers à les vendre, à les échanger ou à les donner à Bail emphytéotique: enfin, on ordonne aux Métropolitains de suivre les anciens Réglemens pour la tenue des Conciles Provinciaux.

Lab. *ibid.*

Comme l'impression des Livres peut être aussi funeste à la Religion & aux Mœurs qu'elle peut leur être utile, le Concile jugea cet objet digne de son attention, & crut avoir Droit de faire des Réglemens à cet égard, pour arrêter la licence & empêcher les abus. Il ordonna donc, qu'à l'avenir on n'imprimerait aucun Livre qu'au paravant il n'eût été examiné & approuvé par des personnes capables, spécialement députées à cet Examen. S'il étoit quelqu'un qui pensât que le Concile en cette occasion passât ses Droits, du moins ne pourroit-il nier que sa précaution étoit très-sage, & qu'il seroit à souhaiter qu'elle fût devenue d'un usage général.

Lab. *ibid.*

La Prédication est une des fonctions essentielles du Ministère Ecclésiastique; toute sainte qu'elle est, elle a toujours été sujette à de très-grands abus: le Concile dont nous parlons, voulut y remédier. Je transcris son Décret, parce qu'il ne peut être trop connu, & que les Regles qu'il contient, peuvent être utiles à la plupart de ceux qui sont chargés de cette Fonction honorable. « Plusieurs, dit le Con-



» cile, n'enseignent point, en prêchant, la voie du Sei-  
 » gneur, & n'expliquent point l'Evangile. Ils débitent avec  
 » ostentation des Doctrines étrangères & inutiles; ils ac-  
 » compagnent ce qu'ils disent de mouvemens & de cris vio-  
 » lens: ils osent hasarder en Chaire des Miracles feints,  
 » des Histoires apocriphes, scandaleuses même; quelque-  
 » fois ils poussent la hardiesse jusqu'à invectiver contre leurs  
 » Supérieurs, en décrivant leur conduite & leurs personnes.

*Lab. 1. 14.*

» Nous ordonnons, qu'à l'avenir aucun Clerc séculier ou  
 » régulier, ne soit admis aux Fonctions de Prédicateur, quel-  
 » que privilégié qu'il puisse être, sans avoir été auparavant  
 » examiné sur ses mœurs, son âge, sa doctrine, sa discrétion,  
 » sa probité; il faut encore qu'il conste par des témoignages  
 » authentiques, que sa vie est exemplaire: après avoir  
 » été ainsi examiné & approuvé par ceux à qui il appartient  
 » de le faire, qu'ils expliquent dans leurs Sermons les vérités  
 » de l'Evangile, que leurs Discours soient nourris de la  
 » Sainte Ecriture, qu'ils s'appliquent à inspirer l'horreur du  
 » vice, à faire aimer la vertu, à inspirer la Charité, à ne  
 » rien dire de contraire au véritable sens de l'Ecriture &  
 » à l'Interpretation communément reçue.

Le Clergé séculier & régulier avoient souvent des différends assez vifs à l'occasion de l'administration des Sacramens, & de la sépulture des Fidèles. Léon X. voulut faire cesser ces contestations scandaleuses: pour y réussir, il dressa une Bulle qui fixoit en détail les Droits des uns & des autres sur les points contestés. Cette Bulle eut des Contradicteurs; elle passa pourtant à la pluralité des voix. Elle ordonne que les Paroisses gouvernées par des Réguliers seront soumises à la visite des Evêques; que les Réguliers ne pourront être employés à la Prédication, à la Confession, qu'après l'Examen & l'Approbation de l'Ordinaire; qu'ils

ne

ne pourront administrer l'Eucharistie & l'Extrême-Onction aux Malades , mais qu'ils pourront entendre leur Confession , même au temps Paschal , pourvû qu'ils soient approuvés de l'Ordinaire , ou que le refus de l'approbation soit injuste ou déraisonnable. Les Réguliers ne peuvent entrer avec la Croix dans les Eglises des Curés , pour y prendre les Corps de ceux qui ont choisi chez eux leurs sépultures ; ils ne peuvent faire consacrer leurs Eglises que par l'Evêque Diocésain ; aucun d'eux ne peut être promu aux Ordres , qu'il n'ait été examiné par les Evêques ou par leurs Grands Vicaires ; il leur est encore défendu de donner l'Absolution à ceux qui s'obstinent à refuser le paiement des Dîmes. Ces Réglemens , qu'on a dans la suite été obligé de modifier comme trop favorables aux Réguliers , prouvent sensiblement l'abus énorme qu'ils faisoient de leurs prétendus privilèges , & combien les Exemptions que les Papes leur avoient prodiguées , nuisoient à la subordination.

Peut-être cette Exposition paroîtra-t-elle déplacée. Je prie ceux qui penseroient de la sorte , de songer que c'est une espèce d'Histoire Ecclesiastique que j'écris , & qu'il seroit à souhaiter que la Vie des Papes ne fournît pas tant de politique & d'intrigue à développer. Par-là , principalement occupés du gouvernement de l'Eglise , ils y auroient maintenu l'ordre & la paix , ils en auroient retranché les scandales , leur autorité n'auroit point dégénéré en domination séculière , ils n'auroient fourni ni matière aux plaintes & aux invectives , ni prétexte aux nouveautés & à la Division.

Pour ceux qui se font un mérite de se scandaliser des différends qui naissent entre les Ecclesiastiques , ils oublient que les passions humaines se trouvent par tout , qu'elles savent se déguiser sous de spécieux prétextes , & que des réglemens vrais ou prétendus des Ecclesiastiques , non plus

que de leur régularité, on n'en peut conclure ni la vérité ni la fausseté de leur Doctrine.

Conspiration  
de quelques  
Cardinaux  
contre Léon  
X.

*Paul Jove.  
Guichard.*

Le Concile étoit à peine fini, que Léon X. découvrit une Conspiration formée contre lui : deux Cardinaux en étoient les Chefs ; ils en vouloient à sa vie. Ces Cardinaux étoient Alphonse Petrucci Cardinal de Sienne, & Bendinelli de Sauli ; tous deux étoient d'une Naissance illustre, & le dernier étoit fort avant dans la Confiance du Pape. Le prétexte de leur infidélité, étoit l'injuste violence du Pontife, qui pour aggrandir sa Famille avoit dépouillé du Duché d'Urbain, Julien de la Rovere, Neveu de Jules II. leur Bienfaiteur. Petrucci avoit une raison personnelle & bien plus particulière ; malgré les obligations que les Médicis avoient à sa Famille pour avoir contribué à leur rétablissement dans Florence, Léon X. l'avoit chassé, lui & ses deux freres, de Sienne, qu'ils prétendoient leur appartenir du chef de Pandolfe leur pere. Les deux Conspirateurs s'adresserent à d'autres Cardinaux mécontents : ceux-ci refuserent d'entrer dans ce dangereux projet ; mais ils ne les dénoncerent point. Ils gagnèrent le Chirurgien qui traitoit le Saint Pere d'un ulcere ; apparemment qu'il devoit empoisonner cette plaie : le Chirurgien ne tint point la parole criminelle qu'il avoit donnée. Alors Petrucci sortit de Rome avec Bendinelli ; ils se joignirent au Duc d'Urbain & à Baglione ; ils allerent à Sienne, firent tous leurs efforts pour y exciter quelque soulèvement ; mais ils ne réussirent point. Ce peu de succès fit reprendre le dessein de la mort du Pape.

Elle est dé-  
couverte &  
punie.

Petrucci, que sa vengeance frustrée rendoit encore plus ardent, écrivit pour hâter l'exécution. Il manqua de prudence, ou il fut trahi ; ses Lettres furent interceptées & rendues à Léon X. Le Pontife usa sagement d'une profonde dissimulation ; il écrivit à Petrucci avec bonté & avec dou-



œur, pour l'engager à revenir & à cesser de vouloir allumer dans Siennne sa Patrie, le feu de la division; jusqu'à lui faire entendre qu'il n'étoit pas éloigné de l'y rétablir comme il le souhaitoit. Cet imprudent Cardinal donna étourdiment dans ce piège si visible, & alla se livrer au Supplice qu'il avoit mérité: dès qu'il fut arrivé avec Bendinelli, confident & complice de son crime, ils furent arrêtés & mis en prison. Les preuves étoient complètes: la question y joignit l'aveu des Coupables: ils furent dégradés & livrés au bras séculier. Petrucci fut étranglé dans la prison. Bendinelli, moins coupable, fut condamné à y passer le reste de ses jours: quelque temps après, le Pape, qui lui avoit sauvé la vie, se laissa fléchir; il lui rendit la liberté & sa Dignité, à condition toutefois qu'il resteroit privé de voix active & passive, & qu'il payeroit vingt-cinq mille écus d'or. Les Cardinaux de Voltaire & de Saint Chrysogone, à qui Petrucci avoit fait la dangereuse confidence de l'attentat qu'il méditoit, vinrent s'accuser eux-mêmes: on leur donna la vie, mais ils furent dégradés. Adrien Cornetto, aussi Cardinal, & très-distingué par sa parfaite connoissance de la Langue Latine, fut condamné à une Amende de dix mille écus; il disparut tout d'un coup: on prétend que la crainte d'un traitement plus fâcheux, & le peu de confiance qu'il avoit en la parole de son maître, l'obligea à s'évader; ce qui est de certain c'est que jamais on n'a bien su ce que devint ce Cardinal.

Certe conjuration, dont plusieurs Cardinaux avoient eu connoissance sans la déclarer, fit sentir au Pape qu'il n'étoit gueres aimé, & qu'il étoit de son intérêt de se faire un grand nombre de Créatures: c'est pourquoi, sans aucun égard au Concile de Bâle qui avoit fixé le nombre des Cardinaux à vingt-quatre, il en créa trente-un dans une seule promotion qu'il fit le 27 de Juin 1517. On peut bien penser qu'ai-

*Aubery;  
Hist. des  
Card.*

*Paul Jove.  
Guichard.  
Aubery,  
Hist. des Card.*

mant sa Famille aussi éperdument qu'il faisoit, ses Neveux ne furent pas oubliés; trois eurent le Chapeau dans cette nombreuse Promotion; son Cousin, qu'il avoit fait Archevêque de Florence le jour de son Couronnement, avoit été du nombre des cinq Cardinaux, qu'il fit cinq ou six mois après son Avénement au Pontificat.

*Changement  
des Mœurs  
de ce Pape.*

Jusqu'ici ce Pape avoit fait paroître beaucoup de sagesse dans sa Conduite: il s'étoit parfaitement bien tiré des mauvais pas où l'amour de sa Famille l'avoit engagé; il avoit terminé à la gloire & à l'avantage du Siège qu'il occupoit, des Négociations extrêmement délicates, je veux dire l'abolition de la Pragmatique, & le triomphe du Concile de Latran sur celui de Pise. Mais ces grandes qualités semblent disparoître & l'abandonner dans une mauvaise affaire qu'il attira à l'Eglise par l'irrégularité & les désordres de sa conduite particulière, & dont il rendit les suites irréremédiables par le mépris qu'il en fit & par sa négligence à la terminer: on devinera aisément que c'est du Luthéranisme que je veux parler, & des abus qui y donnerent naissance.

Tandis que Léon X. ne fut que Cardinal de Médicis, sa conduite parut assez régulière: ce n'étoit pas un Saint, il s'en falloit beaucoup; mais du moins aucun vice criant ne le deshonorait; & ses grandes qualités faisoient qu'on lui pardonnoit volontiers d'aspirer de bonne heure à la Dignité éminente qu'il eût parfaitement méritée, si la Science & l'amour de la Religion eussent eu une place distinguée dans son caractère. Que ç'ait été artifice & déguisement de sa part, ou le fruit de l'excellente éducation qu'il avoit reçue, il est constant par le témoignage unanime des Auteurs contemporains, qu'il porta sur la Chaire de Saint Pierre une réputation saine du côté des Mœurs, & fort éclatante par rapport au talent du Gouvernement: il avoit pourtant des

*Paul Jove.  
Raynald.*



défauts considérables; il aimoit le luxe & le faste: il n'étoit pas ennemi du travail & de l'application, mais il aimoit le plaisir & l'amusement: il aimoit les Sciences, mais il avoit beaucoup plus de goût pour la belle Littérature que pour l'étude de la Religion; la bienséance & la gravité le gênoient; dès qu'il étoit libre, il se livroit à l'enjouement & à la bagatelle.

Ces défauts, qu'on n'avoit point apperçus, ou à quoi on n'avoit pas cru devoir faire attention, parurent avec éclat sur le Trône Pontifical, & furent dans la suite une source féconde de malheurs & de désordres.

Dès qu'il fut arrivé au terme de ses desirs, le premier ordre qu'il donna fut qu'on le traitât en grand Prince. Il fut obéi, & il eut la frivole gloire de l'emporter en ce genre de magnificence sur tous les Princes de son temps; & la délicatesse du goût qu'il aimoit à satisfaire, avoit autant de part à cet excès, si peu convenable au Chef de l'Eglise, que le faste & l'ambition. Les repas du Pontife étoient longs, toujours superbes & exquis par la quantité & le choix des viandes & du vin: un nouveau ragoût étoit pour lui le sujet d'une joie sensible; en inventer, c'étoit un moyen sûr d'avoir part à sa faveur & à ses libéralités. Ce plaisir de la bonne chère étoit assaisonné d'entretiens enjoués, qui souvent dégéneroient en bouffonneries: il avoit à ses gages des Plaifans en titre d'Office, qu'il sçavoit mettre en humeur, & avec qui il ne dédaignoit pas d'entrer quelquefois en lice. Ceux qui l'approchoient se conformoient à son inclination: tout ce qui étoit sérieux déplaisoit en cette Cour; on n'y aimoit que ceux qui pouvoient contribuer à l'amusement.

Cet esprit de badinage avoit tellement saisi Léon X. qu'il n'y avoit que les affaires éclatantes qui pussent le rappeler au sérieux: toutes celles qui n'avoient rien de frappant &

Sa manière  
de vivre.

Paul Jove.



*Ibid.*

qui n'intéressoient que des Particuliers, le trouvoient inaccessible ; jusques-là , que pour avoir un moment d'audience , un honnête-homme fut obligé de se faire annoncer sous le titre de *Poëte divertissant*. C'est de ce même esprit que venoit sa passion excessive pour la Chasse ; de son succès dépendoit sa bonne ou sa mauvaise humeur : on ne l'aborda pas avec succès quand elle n'avoit pas réussi , & il accordoit tout quand il en revenoit content.

C'eût été un prodige , si ce goût pour l'amusement & pour la dissipation se fût toujours contenté des plaisirs que l'excès seul rend condamnables. Ce prodige n'arriva pas ; le voluptueux Pontife ne se refusa point à l'inclination qu'il avoit combattue avec succès jusqu'à son élévation : il perdit justement la réputation de chasteté ; il s'abandonna au vice contraire , & passa même , du moins on le prétend ainsi , les bornes que la Nature , de concert avec les Loix divines & humaines , a prescrites à cette furieuse passion. *Paul Jove* qui a écrit sa Vie , dit pour le justifier , qu'un Naturel plus facile & plus complaisant que corrompu le fit tomber dans ce précipice , & qu'il y fut entraîné par ses Courtisans , qui au lieu de l'avertir de son devoir , ne lui propofoient que des parties de plaisir. Mais cette justification est bien foible par rapport à un homme d'un âge mur ; elle l'est sur-tout par rapport à un Pape , qui étoit maître de n'avoir auprès de lui que des personnes d'honneur , & qui devoit se conduire de manière que les plus hardis & les plus corrompus n'osassent lui proposer rien d'indécent & qui ne s'accordât parfaitement avec la sainteté de son Ministère.

Il protege  
les Sçavans.

Ces amusemens ni ces passions n'éteignirent pas l'estime qu'il avoit pour les Sciences & pour les Sçavans ; il les protégea toujours , & ils eurent une très-grande part à ses Li-

béralités. Il n'épargna ni soin ni argent pour ramasser les anciens Manuscrits & pour en procurer des Editions exactes : mais en cela même il suivoit son caractère peu solide & son inclination à la bagatelle , qui contre la bienséance & la gravité qu'exigeoit de lui le titre de Chef de la Religion , lui firent donner aux Poètes la préférence sur toutes les autres espèces de Sçavans & de Beaux-esprits. Il mérite aussi quelque loüange d'avoir banni la barbarie du Langage , qu'on sembloit avoir affectée sous ses Prédécesseurs dans les Expéditions de la Cour Romaine : il ne pouvoit rien faire de plus efficace pour corriger cette espèce de désordre , que de prendre en qualité de ses premiers Secrétaires *Bembe* & *Sadolet* , qui étoient en ce temps-là les hommes du monde qui écrivoient le plus purement en *Latin*.

Le Luxe de Léon X. ses Libéralités excessives , ses Dépenses à quoi l'obligèrent les Guerres où l'amour de sa Famille l'engagea , épuisèrent absolument & dérangerent étrangement ses Finances ; les Revenus de l'Etat Ecclésiastique & les sommes d'argent qu'il tiroit des autres Etats de la Chrétienté , ne suffisoient pas à son énorme dissipation ; il fallut donc penser aux moyens de suppléer à ce qui lui manquoit pour contenter sa prétendue Grandeur d'Âme. Ses uniques ressources étoient la soumission des Ecclésiastiques & la piété des Peuples , toujours libérale quand on sçait l'animer & l'intéresser. La première lui manqua ; lui-même se l'étoit ôtée du côté de la France & de l'Allemagne , en accordant aux Souverains de ces Etats par reconnaissance ou par des vûes d'intérêt, la Dîme des Biens Ecclésiastiques. L'Espagne à laquelle il s'adressa , ne consentit point à ses demandes : le fameux *Ximenès* , qui gouvernoit alors la Castille , traita cette affaire avec beaucoup de fermeté , & avec un certain air de Grandeur & de générosité

*Guichard.*  
*Bembe.*  
*Sadolet.*  
*Angel. Por.*  
*lit.*

Sa prodigalité excessive.

*Mariana.*

qui dut couvrir de confusion Léon X. & le faire repentir de sa demande : ce Cardinal commença par défendre en Castille la levée de l'Imposition demandée par le Nonce ; ensuite il donna ordre à son Agent à Rome de s'instruire exactement de ce que le Concile de Latran avoit ordonné à cet égard ; car le Nonce citoit ce Concile en Espagne & s'appuyoit de son autorité. L'Agent de Ximenès étoit encore chargé d'aller offrir au Pape les Décimes & tous les Revenus du Diocèse de Toledé , & même toutes les Richesses des Eglises d'Espagne , en lui faisant toutefois entendre , qu'on le supplioit de déclarer nettement ce que c'étoit que cette Guerre sainte , dont on ne voyoit aucun préparatif ; & que si les besoins n'étoient ni pressans ni raisonnables , on ne pourroit se résoudre à souffrir que les Eglises d'Espagne devinssent tributaires. Le Pape déconcerté , désavoua son Nonce : il dit qu'il n'avoit point encore imposé de Décimes , & ajouta , qu'il ne feroit rien à cet égard en Espagne que de concert avec Ximenès , dont il connoissoit la sagesse & l'autorité. Ainsi refusé , au lieu des grandes sommes qu'il avoit espérées , il fallut qu'il se contentât de ce que purent lui fournir les Bénéficiers de ses Etats.

*Fléchier. Vie  
du Cardinal  
Ximenès.*

*Moyens d'y  
fournir.*

Le peu de succès de ce premier moyen le mit dans la nécessité d'employer le second ; il avoit entrepris d'achever le somptueux Edifice de la Basilique de Saint Pierre , que son Prédécesseur avoit commencé ; cette Entreprise fut le prétexte dont il se servit pour tirer des Fidèles bien au-delà de ce qu'elle pouvoit lui coûter. On publia par tout ce dessein avec affectation ; on en exagéra la grandeur , l'importance ; sur-tout on fit monter bien haut la dépense ; on joüa avec excès le zèle du Pontife : on supposa que les Fidèles étoient obligés de seconder ses pieux efforts ; & pour achever de les déterminer , on accorda des Indulgences plénieres



plénieres à tous ceux qui contribueroient libéralement à l'exécution de cette sainte Entreprise. Afin de mettre les esprits en mouvement , on fit publier ces Indulgences par des Prédicateurs célèbres & capables d'animer les Peuples à les gagner : ces Prédicateurs en relevoient l'excellence , vantoient la bonté du Saint Pere , qui pour une somme modique donnoit des Graces si précieuses : on dit même qu'on mit en parti ce qu'on espéroit tirer de la pieuse contribution des Fidèles , & que par-là on reçut d'avance des sommes fort considérables. Ces publications se firent tranquillement en France , en Angleterre , en Espagne , dans les Royaumes du Nord. On en tira de grands profits ; personne ne s'en scandalisa , du moins avec éclat.

*Paul Jorin  
Mezerai*

Il n'en fut pas de même en Saxe : un manque d'attention y causa des troubles & des divisions dont les suites furent extrêmement fâcheuses. Les Religieux Augustins étoient depuis long-temps en possession , & par-là croyoient avoir le Droit de publier les Indulgences que les Papes accordoient de temps en temps aux Fidèles , pour les engager à quelque Entreprise qu'ils jugeoient utile ou nécessaire à l'avantage de la Religion. Cette Fonction n'étoit pas moins utile qu'honorable , ainsi il n'est pas étonnant que ces Religieux y fussent extrêmement attachés.

*Murmures en  
Allemagne.  
Histoire du  
Luthéranisme.*

Albert , Archevêque de Mayence , que Léon X. avoit chargé de la publication de ses Indulgences , ne fit aucune attention aux prétendus Droits des Augustins , & il assigna la Saxe aux Religieux Dominicains. Les premiers furent extrêmement picqués de cette préférence ; ils la regarderent comme une injure , & entreprirent de s'en venger : ils avoient alors à leur tête sous le titre de Vicaire général en Allemagne , un homme de beaucoup d'esprit , nommé Jean Staupitz ; il étoit des premières Familles du Pays , & avoit

*Jalousie des  
Moines : pre-  
miere cause  
du Luthéra-  
nisme.*

*Steidan:*

même l'honneur d'appartenir à Frédéric Electeur de Saxe. Il commença par indisposer l'esprit du Prince contre la publication des Indulgences ; il lui fit un détail des abus qui s'y commettoient & de la conduite scandaleuse des Quêteurs : après cette démarche il en fit une autre bien plus éclatante ; il donna ordre à un de ses inférieurs nommé Martin Luther , de prêcher publiquement contre les scandales de la publication des Indulgences , & de la Collecte qui étoit le motif & l'objet principal de cette publication.

On a douté si c'étoit le zèle ou le ressentiment qui fit agir le Vicaire général. Peu importe de le sçavoir : ce qui est de certain , c'est que son ressentiment alla trop loin ; qu'il ne prévint pas les suites de sa vengeance ; qu'il eut sujet de se repentir de l'avoir commencée , ou que son zèle fut trop impétueux & extrêmement imprudent. Il étoit des voies pour le moins aussi efficaces que celles qu'il prit , & bien plus selon les règles de la sagesse & de la Discipline Ecclésiastique. Cette attaque publique des abus , étoit elle-même un scandale & un abus ; elle ne pouvoit servir qu'à aigrir les esprits & à flétrir les autres Prédicateurs : il est difficile qu'il n'ait pas vu les suites de sa démarche ; & s'il les a vues , il est encore plus difficile de comprendre que le zèle en ait été le mobile. Ne pouvoit-il pas s'adresser aux Supérieurs Ecclésiastiques ; engager le Prince , sur qui il avoit tant de pouvoir , à soutenir de son autorité les représentations qu'il croyoit devoir faire ? Du moins ne pouvoit-il pas défendre les invectives à son Religieux , & l'obliger de se borner à une instruction solide pour guérir ou préserver les Fidèles des erreurs préjudiciables à leur Salut ? Et lorsqu'il le vit passer de si loin la commission qu'il lui avoit donnée , ne devoit-il pas user de toute son autorité pour le forcer au silence ?

Luther fut ravi d'avoir une si belle occasion de paroître obéir volontiers à l'ordre de son Supérieur. Il avoit de grands talens pour la Chaire ; il ne lui manquoit que de la modération : il étoit naturellement éloquent , parloit bien sa Langue ; sa voix étoit nette , perçante & harmonieuse ; il avoit l'œil vif & plein de feu : le titre de Docteur , qu'il avoit constamment mérité , & qu'il avoit soutenu avec un très-grand éclat , lui donnoit beaucoup d'autorité ; mais son plus grand avantage , & qui l'assûroit d'une victoire complète , étoit la mauvaise conduite de ses Adversaires , & la matiere abondante qu'elle fournissoit tous les jours à de justes reproches. Son dessein étant devenu public , on vint en foule l'entendre ; le fruit du Sermon fut beaucoup d'applaudissement au Prédicateur , & une grande indignation contre ceux qui recommandoient les Indulgences , & contre les Quêteurs. Si Martin Luther s'étoit abstenu d'invectives personnelles , s'il s'étoit borné aux seuls abus , l'irrégularité de son Entreprise n'auroit peut-être pas dû empêcher qu'on ne louât son zèle. Je parle de la sorte , parce que je suis persuadé que tous ceux qui ont des idées justes d'un Gouvernement sage , ne peuvent approuver les éclats , qui , même en guérissant un mal , produisent le trouble & la division ; je crois même ne rien hazarder en assûrant , qu'il n'est point d'Etat réglé où une conduite pareille à celle de Luther ne fût aujourd'hui désapprouvée & réprimée.

Caractère  
de Luther.

Slidan.

Luther dans ses Prédications s'abandonna donc à son impétuosité ; il suivit son naturel dur & mordant , peut-être même alla-t-il plus loin qu'il n'eût voulu. Il lui échappa quantité de Propositions peu mesurées , qui donnerent occasion à ses Adversaires de rendre sa Foi suspecte , & de l'accuser d'attaquer le fond même de la Doctrine sous prétexte d'en cor-

Il commen-  
ce à dogma-  
tiser.



*Cochlaus*

riger les abus. Fier de ses succès, assuré de la protection de l'Electeur, d'ailleurs extrêmement plein de lui-même, & par-là incapable de reculer quand une fois il s'étoit avancé; il entreprit de justifier & de soutenir ses Propositions attaquées: il le fit dans une Thèse publique, où en quatre-vingt-quinze Propositions, il exposa ce qu'il pensoit des Indulgences, de la Pénitence, du Purgatoire, de la Charité. Plusieurs de ces Propositions étoient manifestement contraires à la Doctrine alors communément reçue; il étoit impossible de les soutenir sans donner atteinte à quantité d'autres Articles à quoi étoient liés ceux que la Thèse attaquoit ouvertement: c'étoit donc à l'Auteur de ces Thèses une nécessité inévitable ou de se rétracter, ou d'attaquer tous les autres Articles avec lesquels ses Propositions ne pouvoient s'accorder; Luther prit ce dernier parti, sans s'effrayer des grandes suites qu'il pourroit avoir.

Conduite peu  
ferme & peu  
sage de Léon  
X.

Léon X. fut averti de ces Disputes, & des commencemens de Division qu'elles produisirent. Cette affaire, dont ses exactions avoient été l'occasion, lui étoit en quelque sorte personnelle, & ne pouvoit manquer de lui être désagréable: pour n'être pas obligé de se condamner lui-même, & s'épargner des discussions odieuses, il prit le parti de la mépriser, & de la regarder comme une querelle excitée par la jalousie des Moines, qu'on appaiseroit quand on voudroit. Cette idée du Pontife, & sa négligence qu'elle produisit, furent la cause de tout le mal. Luther n'avoit pas encore pris la résolution de se séparer de l'Eglise; il avoit même publiquement déclaré qu'il consentoit d'être traité comme hérétique, s'il ne se soumettoit pas à la décision du Pape, dont l'autorité étoit encore généralement reconnue & respectée en Allemagne: il falloit donc que Léon X. évoquât promptement cette affaire à soi; qu'il imposât

*Hist. du  
Lutheranisme.*

silence aux deux Parties ; qu'il condannât respectivement leurs erreurs avec les abus les plus marqués des Collecteurs : alors Luther , content de la condamnation de ses Adversaires , engagé d'ailleurs par sa promesse publique & solennelle , eût été obligé d'acquiescer à sa propre condamnation ; sans quoi ses Protecteurs l'eussent abandonné comme un fourbe , qui auroit promis ce qu'il n'auroit pas voulu tenir ; comme un opiniâtre qui résistoit à un Juge qu'il avoit lui-même reconnu , & dont l'équité & l'impartialité auroit été sensible par la condamnation des deux Parties.

A cette lenteur & à cette négligence le Pape ajouta bien d'autres fautes : il chargea de cette affaire le Cardinal de Cajetan , qui avoit été Dominicain , & qui par-là ne pouvoit manquer d'être suspect à Luther & à ses Confreres , & de leur donner une juste occasion de l'accuser de partialité ; à quoi on peut ajouter , que le caractère haut & impérieux de ce Cardinal le rendoit peu propre à cette Négociation , où il falloit gagner & adoucir Luther par des marques d'estime & de bien veillance , plutôt que de l'aigrir & de l'irriter par des reproches & des menaces. Ce Docteur ayant appelé au Pape de la Sentence de son Légat , on n'eut aucun égard à son Appel , qu'il avoit pourtant Droit de faire , & qui , s'il eût été reçu , auroit peut-être engagé Luther à aller le soutenir à Rome , où il auroit eu bien de la peine à se défendre des manieres persuasives & engageantes du Pape , à quoi peu de personnes résistoient quand il vouloit se donner la peine de les employer. Enfin , dans les condamnations qu'il jugea à propos de prononcer contre lui , il évita avec affectation de rien dire qui parût le moins du monde retomber sur les Adversaires de Luther & sur les abus qu'il avoit justement attaqués : au lieu que s'il les avoit notés comme ils méritoient certainement de l'être , il auroit

remédie au scandale, en montrant qu'il n'autorisoit point les abus, ni les Doctrines qu'on avoit avancées mal à propos pour les défendre; & peut-être que Luther se fût consolé de se voir seulement un peu plus maltraité que ses Adversaires.

Luther per-  
sévére dans  
ses sentimens  
& se déclare  
Chef de Par-  
ti.

*Histoire du  
Luthéranis-  
me.*

Par toutes ces fautes Léon X. donna le temps à ce Docteur, plus remuant encore qu'il n'étoit habile, & le mit dans une espece de nécessité, eu égard à son caractère inflexible, de se mettre en état de résister à toute sa puissance; il en vint à bout; le silence du Pape sur les excès que ce Docteur avoit attaqués, passa pour une preuve constante que l'intérêt seul lui avoit dicté les condamnations dont il l'avoit frappé.

Ce ne fut pas assez pour Luther d'avoir décrié le Pape, qu'il regardoit comme son ennemi personnel; il étoit trop éclairé pour ne pas voir que les Successeurs de ce Pontife soutiendroient ses démarches, & qu'il seroit toujours pour eux un objet de malédiction: il décria la Papauté, & par ses invectives, reçues comme des Oracles, il la rendit aussi méprisée que jusqu'alors elle avoit été respectée. Afin de s'assurer de plus en plus, & rendre le retour, la réconciliation de ses Disciples & de ses Protecteurs impossibles, ils fit passer pour des inventions des Papes & des additions criminelles à la Doctrine de JÉSUS-CHRIST, les Loix, les Usages, qu'il sçavoit être le plus à charge & dont l'abolition seroit bien reçue: ainsi la Confession, les Jeûnes, l'Abstinence, les Vœux Monastiques, furent décriés & abolis; les Biens Ecclésiastiques furent restitués à ceux dont les Ancêtres les avoient donnés, ou ils furent employés à d'autres usages.

C'est ce qu'on appella reformer l'Eglise, & réduire sa Doctrine & son Culte à l'ancienne pureté. Ces Changemens à la vérité ne se firent que peu à peu, & à mesure que le



nouveau Législateur revenoit de ses anciennes erreurs : ils se firent toutefois très-promptement ; & Léon X. en mourant eut le chagrin de voir une partie de l'Allemagne engagée dans la nouvelle Réforme , sans pouvoir espérer qu'elle y renoncât jamais ; & son chagrin devoit être d'autant plus grand , qu'il pouvoit justement se reprocher d'avoir été par son dérangement l'occasion de cette division , & d'avoir manqué de célérité & de soin à l'étouffer dès sa naissance.

Luther ne fut pas le seul qui s'éleva contre l'Eglise Romaine à l'occasion des Indulgences de Léon X. Ulric Zwingle fit à peu près dans la Suisse ce que Luther faisoit dans la Saxe : il le fit pourtant avec beaucoup moins d'éclat , puisque toute l'attention se tourna du côté de la Saxe , & que pendant plusieurs années on laissa Zwingle dogmatiser tranquillement. Les succès de Luther auroient bien dû inspirer une autre conduite ; mais le caractère du Pontife étoit de ne s'appliquer qu'aux affaires éclatantes , & il avoit beaucoup plus de goût pour les Négociations politiques que pour les affaires Ecclésiastiques. Il est pourtant vrai , qu'il parut prendre à cœur l'affaire de Luther , lorsqu'il vit qu'elle devenoit plus sérieuse qu'il n'avoit pensé : mais il n'étoit plus temps ; ce Docteur & son Protecteur étoient trop engagés pour reculer : tous ses efforts furent inutiles , & ne firent qu'aigrir le mal , manque de précautions & de ménagemens raisonnables dont il auroit dû les accompagner.

Ces affaires embarrassantes & si fâcheuses ne l'empêchèrent pas de recevoir avec beaucoup de satisfaction les sommes considérables d'argent que la publication des Indulgences lui produisit de toutes parts. Il en usa selon sa coutume , c'est-à-dire qu'il les dissipa bien vite , & qu'il continua à vivre dans le luxe , dans la dissipation & dans la mollesse. Ces abus qu'on ne pouvoit ignorer , ne disposèrent pas

*Hist. du  
Luthéranisme.*

*Paul-Jov.  
Guichardin.*

la Saxe à bien recevoir la Bulle de condamnation qu'il prononça contre Luther le 15 Juin 1520.

*Abrégé des  
Sentimens de  
Luther.*

Quoique le Luthéranisme soit fort connu, je me flatte qu'un Abrégé exact de cette Doctrine ne déplaira pas. Ce fameux Docteur ne s'est jamais inscrit en faux contre les Propositions qu'on lui a attribuées; il n'a jamais prétendu éluder les condamnations qu'on en a faites; il s'est toujours exprimé sans déguisement, sans ménagement: ainsi, on doit être assuré qu'on ne lui en imposera point. Pour mettre quelque ordre à cet Abrégé, je le commencerai par ce que ce Religieux avoit enseigné avant sa condamnation, & j'y ajouterai ce qu'il jugea à propos d'enseigner depuis: de cette espece de suite & de progrès il sera aisé de conclure, que les Points de la Doctrine Catholique sont tellement liés ensemble, qu'il est presque impossible de n'en attaquer qu'un seul.

*Labbe,  
Concil.  
Tom. 14.*

C'est une hérésie commune, disoit ce Docteur, de prétendre que les Sacremens de la nouvelle Loi conferent la Grace justificante à ceux qui n'y mettent point d'obstacles. Nier que le péché demeure dans un Enfant après le Baptême, c'est fouler aux pieds JESUS-CHRIST. Le foyer du péché, même sans péché actuel, suffit pour fermer l'entrée du Ciel. La crainte que produit nécessairement la Charité imparfaite d'un Mourant, fait seule la peine du Purgatoire. La division de la Pénitence en Contrition, Confession, Satisfaction, n'est fondée ni sur l'Ecriture, ni sur l'autorité des anciens Auteurs: cette Contrition qu'on conçoit par la vuë détaillée de ses désordres, par la méditation des Biens dont ils privent, des Supplices dont ils rendent dignes, ne sert qu'à rendre l'homme hypocrite & plus grand pécheur: ce qu'on peut dire de mieux sur la Contrition, est que la nouvelle Vie est la meilleure & la souveraine Pénitence. Dans la primitive Eglise on ne confessoit que les péchés

chés mortels manifestes ; vouloir confesser tous ses péchés , c'est vouloir ne rien laisser à pardonner à la miséricorde de Dieu. Pour que les péchés soient remis , il faut croire qu'ils le sont ; c'est cette croyance seule qui les remet ; la Remission , le don de la Grace , ne suffisent pas : cette croyance a son effet indépendamment de la Contrition & de l'Intention de celui qui absout. Tout Chrétien , même une femme & un enfant , peuvent au défaut d'un Prêtre , donner l'Absolution. L'unique disposition à la participation de l'Eucharistie , est la croyance ou la confiance qu'on y recevra la Grace. Les Mérites de JESUS-CHRIST , & ceux des Saints , ne sont point le Trésor des Indulgences ; ces Indulgences sont de pieuses tromperies , des Dispenses de bonnes-œuvres : elles sont permises , mais elles ne conviennent pas ; c'est se tromper que de les croire salutaires & utiles aux Morts & aux Vivans. Les Excommunications ne sont que des peines extérieures ; il faut apprendre aux Chrétiens à les aimer plutôt qu'à les craindre. Saint Pierre n'a pas été établi par J. C. son Vicaire dans toutes les Eglises du Monde. Il n'est pas au pouvoir de l'Eglise & du Pape d'établir des Articles de Foi , ni même des Loix touchant les Mœurs & les Bonnes-œuvres. Il y a des voyes pour contredire librement les Actes des Conciles , juger de leurs Décrets , & soutenir avec confiance ce qu'on croit véritable , soit qu'un Concile l'ait approuvé ou qu'il l'ait rejeté. Quelques Articles de Jean Hus condamnés au Concile de Constance , sont très-vrais & tout-à-fait Evangéliques. Le juste péche dans toutes ses bonnes-œuvres ; toute bonne-œuvre est au moins un péché véniel ; les plus Saints ne sont pas assurés qu'ils n'offensent pas toujours Dieu mortellement. Brûler les Hérétiques , c'est agir contre la volonté de l'Esprit Saint. Combattre les Turcs , c'est aller contre les ordres de la Providence divine. On ne peut prouver le Purgatoire par l'Ecriture Sainte. Les



Ames en Purgatoire péchent continuellement tandis qu'elles cherchent le repos & qu'elles ont horreur des peines ; quand elles sont délivrées par les Suffrages des Vivans , elles ne jouissent pas d'un bonheur si parfait que si elles avoient satisfait par elles-mêmes.

Remarques  
sur cette  
Doctrin.

Quoique mon intention ne soit pas de rien décider sur ces matieres , & que le peu d'usage que j'en ai me le défende , je ne puis pourtant m'empêcher d'observer , que dans plusieurs de ces Propositions avancées contre la Doctrin commune , on voit une grande confiance en ses propres lumieres , un air décisif que la modestie ne permet pas à un Particulier ; sur-tout une extrême hardiesse à donner de foibles conjectures pour des Vérités constantes , & à publier des sentimens encore mal digérés. Je puis même dire , que plusieurs de ces Propositions ne paroissent guères raisonnables : par exemple , si c'est aller contre la Providence que de résister aux Turcs , ne sera-ce pas pécher contre la même Providence que de combattre les Chrétiens , puisque Dieu peut se servir d'eux comme des Turcs pour visiter les iniquités de son peuple ? Qui pourra croire qu'un prisonnier justement enfermé , péche précisément parce qu'il souhaite la liberté ? Si l'existence du Purgatoire n'est pas décidée dans l'Ecriture , où est-il décidé que la peine qu'on y souffre n'est rien autre chose que la crainte , ou , ce qui revient au même , l'incertitude de son Sort ? Si les Indulgences sont de pieuses tromperies & des Dispenses de bonnes-œuvres , comment peuvent-elles être du nombre des choses qui sont permises , quoiqu'elles ne conviennent pas ? Si les Excommunications sont des peines extérieures , pourquoi ne faut-il pas les craindre , pourquoi faut-il les aimer ? Si on peut soutenir , malgré la décision d'un Concile , ce qui semble véritable , comment y a-t-il péché & hérésie à penser le contraire de ce qu'un Concile a décidé ?

On dit que Luther fut étonné de sa condamnation : pouvoit-il ne pas s'y attendre ? Ou bien ignoroit-il que ses sentimens étoient opposés à la Doctrine commune ; qu'il étoit impossible que ceux qui la suivoient , ne s'élevassent pas contre lui ? Aussi sa condamnation fut reçue avec applaudissement & avec respect par tout ailleurs que dans la Saxe & dans quelque coin de la Bohême & de la Suisse. Cette condamnation avoit été précédée & fut suivie de la Censure de la plupart des Universités , qui à parler humainement , valaient bien celle de Wittemberg : ce qui est de certain , c'est qu'au lieu de se soumettre , il continua de soutenir les Propositions condamnées , & y en ajouta beaucoup d'autres qui ne pouvoient manquer d'avoir le même sort ; on les peut voir dans son Livre de la Captivité de Babylone. Il y rejette absolument les Indulgences : la Papauté est le Royaume de Babylone & de l'Ante-Christ : il n'y a que trois Sacremens : la Communion sous les deux Espèces est de Droit divin : la Pénitence est dégénérée en tyrannie : les Vœux sont contre la liberté Evangélique , par conséquent nuls : tous les Sacremens peuvent indifféremment être administrés par tout Fidèle ; il convient toutesfois que cette Fonction soit réservée aux Anciens. Les Cérémonies , les Prières de la Messe peuvent être bonnes , mais elles ne conviennent pas ; on est libre d'admettre ou de rejeter la transubstantiation ; l'Ecriture Sainte est l'unique Règle de Foi. Il auroit voulu attaquer la Présence réelle ; mais il manqua de moyens de le faire. On me feroit grand plaisir , disoit-il , en écrivant aux Habitans de Strasbourg , de me fournir quelque bon moyen de la nier , rien ne me feroit plus avantageux dans le dessein où je suis de nuire à la Papauté. En un mot , il dit & il fit tout ce qu'il voulut , sans qu'aucun de ses Disciples eût même la pensée de le contredire ou de le blâmer en quoi que ce soit. Cependant la ma-

Elle est  
condamnée :  
*Hist. du*  
*Luthéranisme.*

*Hist. du  
Lutheranisme.*

*Sleidan.  
Cochlaeus.*

*Mesures du  
Pape pour se  
faire obéir.*

niere emportée , insultante , brutale même , dont il traita dans ses Réponses & dans ses autres Ecrits , les Personnes les plus respectables , ne pouvoit guères se tolérer , bien moins encore s'excuser : qu'on lise sans prévention la plupart de ses Livres , on verra que la passion les a dictés , & que le fiel & l'amertume qu'il y a répandus sans ménagement , devoient naturellement faire tort aux Vérités qu'il prétendoit enseigner. Parloit-il en Apôtre , quand il disoit : j'attends pour comparoître à Rome que je sois suivi de vingt mille hommes de pied & de cinq mille chevaux , alors je me ferai croire ? Parloit-il en Apôtre , quand il disoit , qu'il étoit permis à ceux de son Parti de prendre les Armes contre l'Empereur ; & que ceux qui les prendroient pour ce Prince , seroient infailliblement damnés ? Parloit-il même en homme raisonnable , quand il disoit à Léon X. ouï , tout ce que vous condamnez , je l'approuve ; tout ce que vous approuvez , je le condamne ; voilà ma Rétractation , en voulez-vous davantage ? Est-il rien de plus absurde que son Dialogue avec le Diable , dont le fruit fut l'abolition des Messes privées ? Je n'ai garde d'adopter ce qu'un zèle passionné a fait dire contre cet Ennemi de l'Eglise Romaine ; il avoit de l'esprit ; il étoit sçavant ; il étoit même réglé dans ses Mœurs : mais je crois pouvoir dire , que de tous ceux qui ont formé la même entreprise , il étoit le moins propre à réussir , à cause de son impétuosité & de sa violence. Qu'on le compare à Calvin , quelle différence n'y trouvera-t-on pas ?

Léon X. n'étoit pas tellement absorbé dans ses plaisirs & occupé de ses grands projets , qu'il ne fût extrêmement sensible au peu de succès qu'avoit eu sa Bulle , & à la hardiesse de Luther , qui en la brûlant avec les Décrétales de Gratien , l'avoit fait servir de repréfailles au traitement qu'on avoit fait à ses Livres. Pour arrêter & pour punir ces ex-



cès , le Pape eut recours aux Puissances séculières ; il envoya pour Nonce en Allemagne , Jérôme Aleandre , homme d'un tout autre mérite que Cajetan & Miltiz , qui l'avoient précédé dans cette commission : ses ordres étoient de voir l'Electeur de Saxe & de l'engager à cesser de protéger Luther , & d'animer les autres Princes , sur-tout Charles d'Autriche nouvellement élu Empereur , à embrasser la défense de l'Eglise. L'Electeur tint ferme contre les sollicitations réitérées , & malgré les protestations générales d'obéissance à l'Eglise , il fit clairement entendre qu'il n'abandonneroit point son Docteur. Le Nonce fut dédommagé de ce peu de succès , par l'ardeur qu'il inspira aux autres Princes ; tous promirent d'employer leur puissance contre le Chef & les Partisans de la nouvelle Réforme. Charles V. commença par faire brûler les Livres du Réformateur ; il indiqua une Diette à Worms pour terminer cette affaire : elle se tint au jour marqué. Aleandre y fut entendu : il entreprit de dissiper les préjugés où l'on étoit alors en Allemagne , que ce qu'on appelloit l'intérêt essentiel de la Religion , n'étoit qu'une affaire personnelle du Pape : il y réussit , en montrant que la nouvelle Doctrine attaquoit le fond même de la Religion ; qu'elle détruisoit toute autorité spirituelle , même celle des Conciles ; que ses Principes alloient à produire autant de Religions qu'il y auroit de nouveaux Docteurs , qui tous avec autant de Droit que Luther , croiroient avoir trouvé le vrai sens de l'Ecriture ; qu'en ayant la liberté & introduisant à sa place une insurmontable nécessité , elle autorisoit le libertinage & excusoit les plus grands excès ; que l'efficace des Sacremens étoit anéantie , puisqu'on soutenoit qu'ils ne produisent point la Grace ; qu'on détruisoit presque toutes les Loix humaines , en établissant qu'il n'y avoit de vrais Commandemens que ceux qui étoient clairement contenus dans l'Evangile ; qu'on déclaroit nuls

*Hist. du  
Luthéranisme.*

les Engagemens les plus solennels pris avec Dieu ; qu'enfin cette Doctrine étoit propre à jeter tout le monde dans une effroyable confusion , où il seroit sans Loix , sans Hiérarchie , sans subordination , sans obéissance , ni à l'Eglise , ni aux Princes , ni à Dieu même ; puisque dans ce nouveau Sytème , il nous commande ce qu'il nous est impossible d'exécuter.

Diette de  
Worms.

La délibération de la Diette , éclairée & persuadée par le Discours du Nonce , fut telle qu'il pouvoit la souhaiter : tous convinrent , & même l'Electeur de Saxe , qu'il falloit abolir cette Doctrine pernicieuse. Cet Electeur pourtant , afin au moins de suspendre le coup qu'il voyoit inévitable , représenta qu'il se pouvoit faire qu'on attribuât à Luther des Livres qui n'étoient point de lui ; que l'équité paroissoit demander qu'on l'entendît pour sçavoir au moins de lui-même , si ces Livres étoient de lui & s'il soutenoit les Propositions qu'on y reprenoit. Quoique ce doute de l'Electeur fût affecté , & qu'il allât contre la notoriété publique , la grande considération qu'on avoit pour lui , & qu'il méritoit par tant d'autres endroits , fit qu'on eut égard à cette représentation. Luther eut ordre de se rendre à Worms : on lui envoya un Sauf-Conduit en bonne forme , à condition néanmoins qu'il ne prêcherait point sur sa route & qu'il ne publieroit aucun Ecrit. Il vint , & fut assez hardi pour prêcher à Erford à son ordinaire , c'est-à-dire , sans aucun ménagement , contre la Personne , la Doctrine & les Décrets des Papes.

Luther y  
est écouté.

Le lendemain de son arrivée , qui fut un peu trop magnifique pour un simple Religieux , qui declamoit avec tant de zèle contre le luxe des Prélats , il fut introduit à la Diette. Il avoua , il reconnut ses Livres ; & il pria qu'on lui donnât du temps pour se déterminer sur la rétractation qu'on exigeoit de lui : on lui accorda un jour. Ce terme étant expiré , il déclara distinctement qu'il ne croyoit pas pouvoir en conscience rétracter aucune des Propositions qu'il

avoit avancées , soit en attaquant la Doctrine des Papes , soit en défendant la sienne ; qu'il ne reconnoissoit pour Juge aucun homme ni aucune Assemblée humaine ; que l'unique Règle de ses sentimens étoit la pure Parole de Dieu , & qu'il ne se rétracteroit point qu'on ne lui montrât clairement qu'elle le condamnoit. Je crois qu'on auroit peine à imaginer ce qu'il eût répondu , si après une déclaration si formelle de ne reconnoître point d'autre Juge que la Parole de Dieu, on lui eût demandé ce qu'il avoit prétendu, en appelant au futur Concile de la Bulle qui l'avoit condamné.

Cette fermeté inflexible de Luther choqua le grand nombre des Membres de la Diette , ils la regarderent comme une obstination punissable : on délibéra même si on ne l'arrêteroit pas malgré le Sauf-Conduit ; & apparemment qu'on l'eût fait , si on avoit sçu qu'il avoit violé la condition sous laquelle on le lui avoit accordé. Toutesfois le ressentiment se termina à lui donner ordre de se retirer avec les mêmes sûretés & précautions qu'on lui avoit données, & qu'on avoit prises en le faisant venir. Son Protecteur , qui sçavoit qu'on ne manqueroit pas de sévir contre lui & contre sa Doctrine , le fit enlever sur la route & cacher dans une Forteresse , afin de le sauver , sans paroître contrevenir au Décret Impérial qui devoit mettre , & qui mit en effet un mois après ce Docteur au Ban de l'Empire.

Il y est condamné.

Cet Edit de Charles V. quoique porté du consentement de la Diette , où il avoit été lû & approuvé , ne fut guères plus efficace que la Bulle de Léon X. Luther dans sa Re traite continua d'attaquer & de se défendre ; il enchérit même sur ce qu'il avoit déjà fait , & presque chaque jour il publioit de nouvelles découvertes tantôt contre l'Episcopat , tantôt contre l'inutilité des bonnes-œuvres. La Censure de l'Université de Paris suivit de près l'Edit Impérial : elle étoit rigoureuse & ne ménageoit aucunement le Docteur de

Il publie une foule d'Ecrits.



Wittemberg ; & elle lui dut être d'autant plus mortifiante qu'il avoit beaucoup loüé cette Université , & qu'il l'avoit prise pour Juge. Il n'y eut aucun égard & la traita presque aussi mal que les Bulles du Pape : voici le titre de sa Réponse : *Apologie de Luther contre le Décret furieux des petits Théologiens de Paris*. Henry VIII. Roi d'Angleterre ne fut pas plus respecté que ses autres Adversaires ; les plus légères des injures qu'il dit à ce Prince , c'est qu'il étoit *plus insensé que la folie , & pour le moins aussi stupide que la stupidité*. Ce concert de l'Univers à attaquer Luther , l'inépuisable fécondité de ce Docteur à accabler d'injures tous ceux qui l'attaquoient , durent consoler Léon X. du peu de succès de ses efforts , & de la manière insultante dont il avoit été personnellement traité.

Intrigues politiques de  
Léon X.

Paul-Jove.  
Guichard.  
Meyerai.  
Daniel.

Ce Pontife , pour se distraire de ces chagrins inquiétans , ou plutôt suivant le génie qu'il avoit pour les intrigues de la Politique , s'y livra le reste de sa vie , qui fut bien moins longue qu'il ne devoit naturellement s'y attendre ; il ne les avoit pas même interrompuës pendant ces Combats avec Luther. La prétention à l'Empire des deux plus puissans Princes de l'Europe , François I. & Charles d'Autriche , attira son attention ; il n'eût voulu ni de l'un ni de l'autre , parce que leur trop grande puissance le faisoit trembler pour la liberté de l'Italie , & en particulier pour l'Etat Ecclesiastique. François I. lui paroissoit le plus redoutable ; & il ne se consola de l'Élection du Roi d'Espagne , que parce qu'il l'avoit emporté sur le Roi de France : ses vûes étoient de donner à ce dernier assez d'occupation dans ses Etats , pour qu'il ne pensât point à troubler le repos de l'Italie par de nouvelles Conquêtes ; pour cela il traversa autant qu'il le put , ses Négociations avec l'Angleterre. Ces deux Monarques s'unirent cependant , à ce qu'il parut , fort étroitement : le motif de leur union fut leur jalousie de la grande puissance ,

fance , que la Couronne Impériale jointe à celle d'Espagne & à tant d'autres Etats , donnoit à Charles d'Autriche. Le Pape entra dans leur sentiment ; & quelque besoin qu'il eût du nouvel Empereur , afin d'arrêter les progrès du Luthéranisme , il parut balancer quelque temps s'il ne feroit pas valoir certain Décret de ses Prédécesseurs , qui défendoit l'union de l'Empire & de la Couronne de Naples , pour refuser à ce Prince l'Investiture de ce Royaume : intimidé pourtant par quelque menace , & gagné par sept mille écus qu'on s'obligea de lui payer chaque année , il se détermina bien vite à l'accorder , même avec de nouveaux privilèges.

A peine eut-il satisfait aux desirs de l'Empereur , qu'il entra dans une Négociation avec le Roi de France. Il convint de l'aider à conquérir le Royaume de Naples dont il venoit de donner l'investiture : les conditions étoient que cette Conquête feroit pour le second fils de François I<sup>er</sup> ; que ce Prince en attendant sa Majorité ( car il n'avoit encore qu'un an ) feroit sous la tutelle d'un Cardinal Légat ; que tout ce qu'il y avoit de Pays entre les Provinces d'Umbrie , de Spolète & d'Ancone , & la Rivière de Gariglian , feroit réuni à l'Etat Ecclésiastique. Mezerai dit avec plus de vraisemblance , qu'on devoit les ériger en Principauté pour un des Neveux du Pape.

Quoi qu'il en soit , ce Traité ne fut point signé , & Léon X. n'attendit pas trois mois pour en faire un autre avec l'Empereur. En voici les principaux Articles : le Pape & l'Empereur devoient unir leurs Forces pour chasser les François du Milanès : Parme & Plaisance , occupées par les François , seroient rendues au Pape : les Habitans du Duché de Milan ne pourroient se fournir de Sel qu'à Cervia , ville de l'Etat Ecclésiastique ; outre cela l'Empereur s'obligeoit encore à aider le Pape à conquérir Ferrare , à augmenter la Redevance pour le Royaume de Naples , à protéger la Maison

*Mezerai*

Il s'unit avec  
Charles V.  
contre la  
France.  
*Paul-Joye.*

de Médicis , à donner au Cardinal de ce nom une pension de dix mille ducats sur l'Archevêché de Toledé , & à donner à un Bâtard de cette Maison dans le Royaume de Naples une Principauté de dix mille ducats de revenu. Il est visible que ce Traité étoit infiniment avantageux au Pape & à sa Famille , & que l'Empereur achetoit bien cher son Alliance : mais outre que dans la suite il devoit être le maître d'exécuter les conditions de ce Traité , le grand intérêt qu'il avoit à éloigner les François de l'Italie , pour s'assurer le Royaume de Naples , lui rendoit cette Alliance absolument nécessaire , & beaucoup plus avantageuse qu'elle ne paroïssoit.

Il fait la  
Guerre à cet-  
te Couronne.  
*Meyerai.*  
*Paul. Jove.*

Le Pape ne se déclara pas si-tôt ; il attendit quelque occasion favorable , qui ne tarda pas à s'offrir ; lui-même la fit naître. Ceux qui gouvernerent le Duché de Milan au nom de François I. le firent avec beaucoup de dureté & de hauteur : on ne parloit que de Prisons , d'Exil & de Confiscation de biens. Jérôme de Moroné , qu'on avoit tant d'intérêt de ménager pour ses qualités personnelles & à cause des grands services qu'il avoit autrefois rendu , fut du nombre des Exilés. Le Pape & l'Empereur qui sçavoient ce qu'il valoit , le mirent en œuvre ; on lui compta dix mille écus : avec ce secours il leva trois mille hommes , à dessein de surprendre Crémone ; & les autres Exilés , pour le seconder , s'assemblerent à Reggio , sur les Terres de l'Eglise. Lescun qui gouvernoit le Milanès en l'absence de Lautrec son frere , fut averti de ces mouvemens ; il entra à main armée sur le Territoire de Reggio pour dissiper ces Révoltés. Léon X. s'en plaignit hautement , rejeta toute excuse , & prit ce prétexte pour se déclarer : il fit aussi-tôt partir ses Galeres pour aller joindre les Vaisseaux Espagnols & les aider à se saisir de Gênes à la faveur des intelligences que Moroné y avoit ménagées : l'Armée de terre joignit aussi les Trou-



pés Espagnoles, & s'avança vers le Milanès sous les ordres du Cardinal de Medicis.

Les commencemens de cette Guerre ne furent pas aussi heureux qu'on l'avoit espéré : l'Entreprise sur Gênes manqua, par l'habileté & la vigilance de Fregose, Partisan de la France ; on fut obligé de lever le Siège de Parme, & il ne tint qu'à Lautrec de défaire l'armée confédérée. Divers accidens & diverses manéges ruinerent l'Armée Françoisise & fortifierent celle de leurs Ennemis ; ils devinrent maîtres de la campagne, s'emparèrent de plusieurs Villes considérables ; ils surprirent même Milan. Tant & de si grands succès causerent au Pape une joie si excessive, qu'il mourut peu de jours après les avoir appris. Quelques-uns ont prétendu qu'on l'avoit empoisonné : on peut voir dans la nouvelle Histoire des Papes \* une espèce de Dissertation, où il est démontré physiquement que ce Pape ne mourut pas de plaisir. De quelque maniere qu'il soit mort, ce fut le premier de Décembre 1521 qu'il expira, âgé seulement de quarante-quatre ans, après avoir rempli la Chaire de Saint Pierre huit ans, huit mois & vingt jours.

Si Léon X. n'avoit été que Prince séculier, son Règne auroit été glorieux, & la maniere dont il a vécu n'auroit pas été capable de le flétrir. Le succès de ses différentes Négociations, presque toujours utiles à son Etat & à sa Famille ; son adresse à détourner François I. de la Conquête du Royaume de Naples ; son habileté à terminer avec ce Prince des querelles invétérées ; sa souplesse à pencher tantôt de son côté, tantôt du côté de ses Ennemis, pour ne s'attacher qu'à celui qui lui feroit de plus grands Avantages ; avant tout cela son coup d'essai, qui fit perdre à Louis XII. le Milanès, dont il tenoit déjà la plus grande partie, sont assurément des traits que des yeux politiques ne peuvent regarder sans les estimer. Car enfin, quoi qu'on

Sa mort.

\* Tom. 4.  
Pag. 4.

Réflexion  
sur sa Vie.

Paul Jove.  
Guichard.

\* Mij

puisse dire de cette souplesse , de cette dissimulation , de ces variations , qu'elles ressembleront fort à ce qu'on appelle duplicité , infidélité , perfidie même ; il sera toujours constant qu'il n'est guères possible de gouverner un Etat aussi uniment & aussi simplement qu'une Famille : j'ose même dire que si la Politique étoit un crime , il faudroit avouer que c'est un crime nécessaire.

Mais en même temps qu'il étoit Prince , il étoit Successeur de Saint Pierre & Chef de l'Eglise. A la vérité ce titre n'exclut pas les Vertus civiles & politiques ; mais il en demande beaucoup d'autres : il change même en vices scandaleux ce qui seroit tolérable & ce qu'on a coutume de pardonner dans les autres conditions. Léon X. parut toujours ignorer cette différence : il vécut en Prince & ne vécut point du tout en Pape ; il deshónora sa Dignité , il en abusa ; & ce qui est encore plus fâcheux , il négligea de remédier aux maux que ses abus causerent. De la Piété , du goût pour la Religion , une idée distincte des grandes obligations qu'il avoit à remplir , auroient réprimé le penchant qu'il avoit pour le luxe & pour l'amusement , & sanctifiant ses talens naturels , en auroient fait un grand homme en tout sens ; du moins n'auroit-il pas perdu sur le Siège Apostolique les Vertus qu'il y avoit portées. Quoique je parle de la sorte , je ne prétends pas qu'il ait été absolument sans Piété & sans Religion , comme ses Ennemis ont voulu le faire croire , en lui attribuant d'avoir traité de Fable la Religion Chrétienne , d'avoir nié l'Immortalité de l'Ame. Ceux qui rapportent ces faits sont trop suspects , pour qu'on les en croie sur leur parole ; & je ne puis m'empêcher de dire qu'il seroit extrêmement à souhaiter qu'on ne connût les sentimens extraordinaires de Luther , que par le témoignage de Léon X. comme on ne connoît ceux de Léon X. que par le témoignage de Luther.

Luther  
Comm. sur  
la Genèse.



